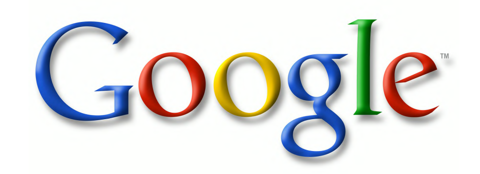
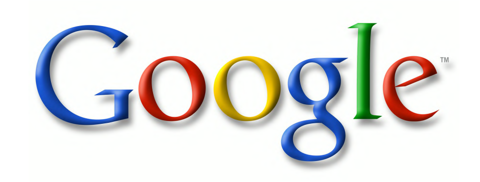




[illegible]

913

HISTOIRE

DE CROMWELL

D'APRÈS LES MÉMOIRES DU TEMPS ET LES RECUEILS PARLEMENTAIRES;

PAR

M. VILLEMAIN.

BRUXELLES.
MELINE, CANS ET Ce, LIBRAIRES-ÉDITEURS.

LIVOURNE. MÊME MAISON. | LEIPZIG J. P. MELINE.

1851

HISTOIRE

DE CROMWELL.

IMPRIMERIE DE G. STAPLEAUX.

HISTOIRE

DE CROMWELL

D'APRÈS

LES MÉMOIRES DU TEMPS ET LES RECUEILS PARLEMENTAIRES.

PAR

M. Villemain.

BRUXELLES.

MELINE, CANS ET COMP., LIBRAIRES-EDITEURS.

LIVOURNE. — MÊME MAISON.

LEIPZIG. — J. P. MELINE.

1851

OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES.

Peu d'histoires particulières offrent un plus grand spectacle, et comprennent plus d'événements que la vie de Cromwell ; cependant ce sujet, si digne d'étude, n'a été traité parmi nous que sur des notions imparfaites, et dans des ouvrages où l'on peut relever à la fois beaucoup d'erreurs et d'omissions. En Angleterre même, la vie de Cromwell ne paraît pas avoir été écrite avec assez d'exactitude et d'étendue. Les deux ouvrages les plus récents et les plus estimables qu'on ait publiés à Londres sur ce sujet semblent, par le dessein des auteurs, s'éloigner de la forme et de l'intérêt que nous cherchons dans l'histoire. La vie de Cromwell par Harris n'est qu'un abrégé fort court, qui se perd, pour ainsi dire, au milieu d'une foule de notes savantes, mais incomplètes, et de citations souvent contradictoires. L'*Examen critique et historique de la vie de Cromwell* par Banks est une dissertation ingénieuse et hardie, où l'auteur s'est plus occupé de faire prévaloir ses opinions, que de suivre le développement et l'ordre des faits historiques.

Ces deux ouvrages remarquables, l'un par les recherches, l'autre par les vues, m'ont indiqué plusieurs inexactitudes de Hume, qui, dans la marche rapide de son histoire, exposant les faits principaux avec beaucoup de justesse et d'éloquence, et portant ses regards sur un si vaste espace, ne pouvait ni constater ni réunir tous les détails particuliers.

Mais ce qui peut surtout justifier l'entreprise d'une nouvelle histoire de Cromwell, c'est le grand nombre de mémoires originaux, trop peu consultés, et dans lesquels il est facile de recueillir une foule de particularités curieuses sur le caractère et le gouvernement de cet homme extraordinaire. Quelques-uns de ces ouvrages, conservés longtemps manuscrits dans diverses familles, étaient inconnus aux historiens anglais, et n'ont paru que depuis peu d'années : tels sont les Mémoires de mistress Hutchinson, ouvrage d'un tour original, dicté par l'enthousiasme religieux et républicain, et propre à faire connaître les mœurs du temps par les passions mêmes de l'auteur. Un autre ouvrage, plus récemment imprimé, les Mémoires du colonel Newport, officier royaliste, ne présente pas une lecture moins instructive, quoiqu'il soit trop rempli de ces détails militaires qui se trouvent également dans les écrits des divers partis. Enfin, les Mémoires de Jacques II, qui viennent d'être publiés de la manière la plus authentique, révèlent sur la même époque quelques particularités inconnues ou peu prouvées jusqu'alors.

Malgré l'abondance de ces sources nouvelles, je me suis d'abord attaché aux recueils plus anciennement connus, et dans lesquels la préoccupation d'un seul objet devait me faire découvrir des circonstances oubliées par les autres historiens. Après les Mémoires de Ludlow et de Whitelocke, je place au premier rang, sous ce rapport, la volumineuse collection de

Thurloe. Ce vaste répertoire de pièces souvent officielles renferme une foule de notions précieuses, inconnues ou négligées, et qui seront pour la première fois employées dans cette histoire. Des yeux plus exercés en découvriraient davantage; mais c'est là que j'ai puisé beaucoup de détails, entièrement neufs, sur l'administration de Cromwell, sur sa politique extérieure, sur ses relations avec Mazarin, sur ses démarches envers différents chefs de parti. Les séances du parlement, les nombreux discours de Cromwell, les procès du temps, les écrits des factions, les sermons des prédicateurs, les spéculations des publicistes, fournissent également beaucoup de notions ou de conjectures nouvelles; car l'histoire d'une époque peut se lire, pour ainsi parler, dans les raisonnements, ou dans les pensées qui occupaient alors les esprits; et les idées même sont un fait quelquefois le plus important de tous. Ces différentes recherches, qui m'ont été inspirées par l'amour de la vérité, et par ce zèle d'exactitude qui naît du travail même, donneront quelquefois un résultat contraire à des opinions assez généralement adoptées; mais il n'y a ni prétention ni mérite à bien examiner les faits, et à les appuyer par des citations nouvelles.

S'il ne s'agissait pas ici d'une histoire complète et circonstanciée; si l'on demandait ces regards pénétrants et rapides, jetés sur un personnage historique, et ces grands traits qui le caractérisent, tout le monde a le souvenir des expressions de Bossuet; et, d'un autre côté, Voltaire, dans l'une des parties les plus belles et les plus animées de son *Essai sur les mœurs*, dans l'esquisse qu'il a tracée de la révolution d'Angleterre et du protectorat, a su renfermer en un petit nombre de pages les vues les plus profondes, quoique naturelles, et prodiguer avec choix ces touches vives et sûres qui peignent à nu les

intérêts, les convictions, et les singularités des partis ; mais ces deux grands hommes, supérieurs aux célèbres historiens de l'Angleterre, paraissent sur plusieurs points avoir rencontré le vrai, moins par l'exactitude des recherches que par cette première vue du génie, qui ne trompe pas. En effet, il y a dans la sagacité d'une haute intelligence quelque chose qui supplée souvent à l'exacte investigation des faits, et qui devine la vérité, en attendant qu'on la prouve ; et ce ne sera pas le moindre intérêt de notre travail, de voir plusieurs observations que ces grands écrivains avaient saisies d'un coup d'œil, lentement justifiées par des autorités dont ils ne connaissaient pas l'existence.

Voltaire a ridiculisé les sectes que Bossuet a frappées d'anathème. Ces deux dispositions de l'esprit ne sont pas sans inconvénient pour l'histoire. L'emploi du ridicule, lors même qu'il paraît tenir à une raison supérieure qui s'élève au-dessus de ce qu'elle raconte, peut altérer les faits, en ne laissant plus concevoir l'importance qu'ils ont eue dans l'opinion des contemporains. Les superstitions et les bizarreries des sectes formant le caractère de la révolution anglaise, et expliquant seules le pouvoir des hommes qui ont dominé à cette époque, tous les détails de ce genre doivent être conservés avec une sérieuse exactitude. On le conçoit d'ailleurs ; dans un sujet qui, traité de nos jours, semble trop favoriser le puéril intérêt des allusions contemporaines, l'écrivain impartial était naturellement conduit à brouiller les ressemblances et à déconcerter les souvenirs par ces grandes diversités de religion, de mœurs, de coutumes, de traditions nationales, qui font que les mêmes événements, reproduits à une autre époque, ne sont pas la même chose. Ces conformités extérieures, que paraissaient offrir les faits principaux, s'évanouissent dans la

foule des circonstances particulières et locales; ou si quelquefois une certaine force de ressemblance dans les événements et dans les passions prédomine sur tous ces accidents de mœurs, de pays, de religion, soigneusement conservés, il en résulte alors un intérêt purement historique, qu'il n'eût pas été plus permis de supprimer que de chercher avec effort. Ainsi, une bienséance nécessaire exigeait avant tout, dans le sujet que je traite, le soin curieux des détails et la scrupuleuse copie des mœurs; et pour être toujours fidèle, il a fallu souvent que le récit devînt trop exact et presque minutieux.

La religion et la liberté, ces deux sources des grandes choses parmi les hommes, ont également contribué à la révolution anglaise. Car ce serait une erreur de croire cette révolution uniquement religieuse, et de chercher toutes ses causes dans ce qui fit son caractère. En jetant les yeux sur l'histoire du peuple anglais, en voyant que cette nation, si fière de ses lois, porta les jougs les plus humiliants et les plus durs; que longtemps, abusant contre sa liberté de la forme même de son gouvernement, elle mit dans les lois la tyrannie qui naissait ailleurs de l'absence des lois, et fut esclave par ses représentants; lorsque l'on parcourt les règnes de Henri VIII, de Marie et d'Élisabeth, et qu'on voit la réforme amener d'abord un excès de tyrannie morale, et une usurpation des lois sur la conscience, dont l'histoire n'offre aucun exemple; on aperçoit sans peine, dans cette longue contradiction entre les institutions et l'usage qu'on en faisait, les causes des troubles civils, qui, préparés sous tant de règnes, éclatèrent sous le prince le plus juste et le moins intolérant. Mais, si les efforts et les excès de la liberté devaient sortir de ce long amas de lois arbitraires qui avaient pesé sur les Anglais, en leur donnant par les formes l'idée du droit qu'elles violaient par le

fait, on conçoit également que cette réforme religieuse, établie et combattue tour à tour par des échafauds, et que les rois avaient cru livrer aux peuples à la place de la liberté, devait rentrer dans tous les débats politiques, les envenimer de ses haines, et leur communiquer la violence de son origine, et l'obstination de ses longs combats. Ainsi, dans ce mélange de la religion et de la liberté, chacune d'elles agissant avec une force égale, les idées les plus hardies se trouvèrent unies aux plus misérables superstitions, les mœurs les plus austères aux plus grands crimes; c'étaient les hommes pieux qui déclamaient contre les évêques. La sévérité, la morale, l'esprit religieux, étaient du côté des novateurs; et le droit divin n'était presque défendu que par des incrédules. Ce singulier contraste, que l'on ne peut trop étudier dans les mémoires du temps, et qui est marqué par les aveux de Clarendon et de Warwick, forme le trait prinipal de cette époque, et se retrouve dans tous les détails. Le républicain Ludlow, esprit violent, mais plein de force et de sagacité, accuse [1], dans la même page de ses Mémoires, et avec des termes également amers, Charles I[er] d'avoir abandonné les protestants de la Rochelle aux vengeances du cardinal de Richelieu, et d'avoir toléré la publication d'un petit livre sur *les Délassements permis le dimanche*. C'est que, pour une partie de la nation, la liberté religieuse, que les rois avaient tyranniquement donnée, en détruisant l'ancienne religion de l'État, était pourtant devenue le gage d'une autre liberté, que l'on demandait plus tard, et que l'on croyait menacée dans toutes les choses qui compromettaient la première.

Comme toute tyrannie habile et durable s'étaye toujours sur

[1] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 5

quelque chose de conforme aux intérêts des peuples, Henri VIII, dans sa réforme, qui ne parut d'abord qu'un caprice, et au milieu de ses bizarres persécutions qui frappaient à la fois les catholiques et les luthériens, avait flatté une instabilité de croyance et un dégoût de la cour de Rome, répandus dès lors en Angleterre. Soulageant la nation du fardeau des taxes religieuses, et enrichissant les seigneurs par la confiscation des biens de l'Église, il avait intéressé le peuple à ses violences, et détourné sur le catholicisme seul la haine du pouvoir arbitraire. Les cruautés de Marie justifièrent cette haine ; et l'ancienne religion devint pour les Anglais le symbole de tous les abus et de tous les excès du pouvoir absolu, quoiqu'elle eût été renversée par le plus cruel et le plus tyrannique de leurs souverains. Ainsi, dans la réforme bizarrement mélangée qui s'établit en Angleterre, tout ce qui s'éloignait de l'ancienne religion parut un effort vers la liberté ; tout ce qui la rappelait fut suspect ; et, tandis que Henri VIII, Marie et Élisabeth, avaient, dans le silence de la liberté civile, trois fois bouleversé toute la religion de l'Angleterre ; lorsque cette liberté, qui s'était produite sur les pas de la réforme religieuse, fut assez forte pour avoir des intérêts à défendre, elle se sentit blessée dans toutes les atteintes portées au protestantisme, son devancier ; elle s'arma pour lui comme pour elle-même. Des minuties théologiques parurent sauver ou mettre en péril tous les droits de la nation ; et quelques changements de prières, quelques pratiques de dévotion, allumèrent la guerre civile, parce que aux yeux du préjugé, et même de la raison, elles devaient alors paraître décisives pour la perte ou pour l'affermissement de la liberté.

En cherchant à retracer ce tableau, si étranger à nos mœurs et à notre destinée, l'historien ne peut être inspiré que par

la plus juste, et j'ajouterai la plus facile impartialité. D'ailleurs les véritables hommes de lettres savent bien que l'on ne peut aimer les lettres, sans les préférer à toute autre chose, et sans tout sacrifier à cette vérité, dont elles ont plus besoin que du talent, et qui les honore davantage. Dans les recherches que j'ai faites, pour le choix des autorités, pour la discussion des témoignages, j'ai suivi les traces que M. de Lally-Tollendal avait indiquées dans son brillant *Essai sur la vie de Strafford*, sujet si rempli d'instructions et si voisin de l'époque dont je m'occupe. C'est donc à M. de Lally-Tollendal que je dois offrir particulièrement cet ouvrage, où, à défaut de l'éloquence dont il a donné l'exemple, et qui tient de trop près à la vérité pour n'être pas bien placée dans l'histoire, j'ai voulu reproduire son intègre et savante exactitude, et ses sentiments de justice et de liberté. Qu'il me permette moins de lui adresser un hommage que de m'honorer de son nom. Recevez, mon illustre ami, recevez cet essai d'un jeune homme qui s'est pénétré de vos écrits, comme il partage vos principes ; qui voudrait imiter les uns, et se rendre digne des autres, et à qui vous accorderez toujours, quel que soit le sort de ce livre, la protection de votre estime et l'encouragement de votre amitié.

HISTOIRE

DE CROMWELL.

LIVRE PREMIER.

Naissance de Cromwell. Premières années de sa jeunesse. Il s'attache à la secte des puritains. Coup d'œil sur l'état politique et religieux de l'Angleterre à cette époque. Causes de la révolution qui s'y préparait. Cromwell est nommé membre du parlement de 1628. Après la dissolution de ce parlement, il rentre dans l'obscurité de la vie privée. Ses occupations, son projet de passer à la Nouvelle-Angleterre. En 1640, il est de nouveau élu membre du parlement. Tableau de cette assemblée et des partis qui la divisaient. Opposition violente de Cromwell. Au commencement de la guerre civile, il prend du service dans l'armée du parlement. Ses premiers succès et son avancement rapide. Événements principaux de la guerre. Bataille de Marston-Moor. Les commissaires écossais projettent de dénoncer Cromwell au parlement. Cromwell accuse Manchester, un des généraux de l'armée; suite de cette accusation. Cromwell entreprend d'écarter les anciens généraux, fait un discours dans le parlement, propose une nouvelle formation de l'armée.

J'entreprends d'écrire l'histoire d'un homme fameux par sa fortune et son génie, mais dont le caractère conserve encore pour nous quelque chose d'obscur et de problématique. C'est un grand spectacle que la ruine d'une ancienne monarchie, et les agitations d'un peuple qui cherche violemment la liberté, et qui, retombant par un retour presque inévitable, sous un maître plus absolu que celui qu'il avait rejeté, trouve dans cette épreuve un accroissement de puissance, et fait sortir sa liberté du milieu de ses fureurs et de son esclavage : mais

l'homme qui s'est placé dans cette usurpation intermédiaire, et qui l'a maintenue fortement pour lui-même, utilement pour la nation qu'il opprimait, présente à lui seul un spectacle non moins instructif.

L'histoire de Cromwell n'embrasse que quelques années, et son caractère en devient plus difficile à saisir. Produit sur le théâtre politique à une époque avancée de sa vie, qui fut courte, il semble apporter des talents tout développés, et qui n'attendaient que l'occasion de paraître. On peut croire qu'il les ignorait lui-même, et qu'il fallait une guerre civile pour l'en avertir.

On a recherché curieusement l'origine de Cromwell ; elle paraît ancienne et noble. Ses ancêtres, connus sous le nom de Williams, formaient une branche d'une illustre famille [1] du pays de Galles. L'un d'eux épousa la sœur du lord Cromwell qui fut nommé comte d'Essex par Henri IV. Un fils, issu de ce mariage, et fait chevalier par Henri VIII, reçut de ce prince le nom de Cromwell, en gardant les armes de la famille Williams. Ce chevalier Cromwell, à l'époque de la suppression des monastères, obtint toutes les terres des couvents dans le comté de Huntingdon. Son fils Henri Cromwell fut aussi nommé chevalier par la reine Élisabeth. Il habitait, à la campagne, une terre auparavant occupée par des religieuses, genre de propriété qui devait entretenir, dans la famille des possesseurs, un zèle ardent pour la réforme. Henri Cromwell eut plusieurs enfants. L'aîné, qui, le premier, porta le nom d'Olivier, jouissait d'une grande fortune, et célébra l'avénement de Jacques Ier au trône par une fête, dont la magnificence attestait à la fois ses richesses et son dévouement à la famille des Stuarts. Son frère, Robert Cromwell, fut père du fameux Olivier.

Robert Cromwell n'avait jamais quitté sa province. Il vivait du produit d'une brasserie qu'il faisait valoir dans la petite ville de Huntingdon. Comme l'Angleterre n'avait pas alors sur

[1] Memoirs of the protectoral-house of Cromwell by Mark Noble, v. I, p. 4.

le commerce les idées qu'ont amenées la civilisation et la liberté, cette industrie fut souvent objectée au protecteur comme une injure, et comme une preuve de la bassesse de sa naissance. Sans discuter des généalogies, fort insignifiantes lorsqu'il s'agit d'un homme célèbre, et fort inutiles à ceux qui ne le sont pas, la distinction de la famille de Cromwell est assez prouvée par le titre de parenté qui l'unissait au chevalier Hampden et au comte de Warwick.

Olivier Cromwell naquit à Huntingdon, le 25 avril 1599 (vieux style). Il était le second fils d'une famille de dix enfants; ses frères moururent dans leur enfance; trois de ses sœurs furent mariées à des hommes célèbres dans la révolution, et qui tous votèrent la mort de Charles. Sa première éducation ne fut pas négligée. Il étudia d'abord à l'école de Huntingdon, sous un docteur puritain, qui, malgré l'austérité de sa secte, composait des pièces de théâtre, et en faisait jouer à ses élèves. Dans l'un de ces drames allégoriques et pédantesques, intitulé le *Combat de la Langue et des cinq Sens*, Cromwell, enfant, fut chargé d'un rôle principal [1], et représenta le *Toucher* auquel le *Mensonge* venait offrir une couronne. Les minutieux annalistes n'ont pas manqué de raconter dans la suite l'impression prophétique que cette scène avait faite sur son âme. Suivant une autre anecdote, pendant son séjour à l'école, étant seul dans sa chambre, il crut apercevoir un fantôme qui lui annonçait sa future grandeur. Il aimait, dans les jours de sa puissance, à raconter cette vision, alors fort approuvée, mais dont la confidence prématurée lui avait d'abord valu quelques châtiments, et qui ne prouve d'ailleurs que le travail d'une imagination enflammée par la jeunesse et la solitude.

A seize ans il entra dans le collége de Sidney-Sussex, à Cambridge. Il paraît qu'une ardeur naturelle le portait aux exercices violents, et que ses premières inclinations annonçaient cet esprit guerrier qu'il ne mit en action que dans l'âge

[1] Memoirs of the protectoral-house by Mark Noble, v. I, p. 251.

de la maturité. Il acquit cependant quelque connaissance du latin, et le goût des études théologiques. Après la mort de son père, sa mère l'ayant rappelé près d'elle, l'envoya à Londres suivre une école de jurisprudence. Une certaine impétuosité de caractère et de tempérament ne lui laissa pas de temps pour l'étude, et le précipita dans les plus honteux écarts. On a remarqué, dans la jeunesse de plusieurs hommes célèbres, ce besoin d'occuper d'abord par des vices une activité d'âme qui, plus tard, s'exerce par de grandes entreprises. Quelques écrivains ont insisté sur ces détails. Ils ont donné à Cromwell des mœurs licencieuses et féroces, et en ont fait une espèce de spadassin, qui était la terreur de la ville de Huntingdon. Dans une lettre adressée, avant la révolution, à son cousin Saint-John, qui, comme lui, devait y jouer un grand rôle, Cromwell paraît faire l'aveu de ses premiers égarements; mais il est assez difficile d'assigner ce que l'humilité mystique du temps laisse de véritable dans les reproches que Cromwell converti s'adressait à lui-même. « Vous savez, dit-il [1], quelle a été ma « manière de vivre. Hélas! je vivais, et je me plaisais dans les « ténèbres; je haïssais la lumière; j'étais un grand pécheur, « un chef de pécheurs. Oui, je haïssais la piété; cependant « Dieu m'a fait miséricorde. »

Un fond d'inquiétude et de mélancolie ardente ne permettait pas à Cromwell de suivre longtemps une vie oisive et désordonnée. A son retour de Londres, après avoir scandalisé la petite ville de Huntingdon par ses excès, il changea tout à coup, rompit avec ses sociétés de débauche, fréquenta les églises, se rapprocha des personnes de piété. Sa modique fortune s'étant augmentée de six cents livres sterling léguées par un de ses oncles, il épousa Élisabeth Bouchier, héritière d'une famille estimée dans le comté, et se retira à la campagne pour y vivre d'une manière simple et religieuse.

Il y aurait peu de vraisemblance à lui supposer dès lors un plan d'hypocrisie. Toutes les têtes anglaises étaient possédées

[1] Warwick's Memoirs, p. 249. — Thurloe's State-papers, v. I, p. 1.

de querelles théologiques ; la réforme avait jeté dans l'Angleterre une fureur de discussion qui ne pouvait se reposer qu'après avoir tout changé. La doctrine introduite par Henri VIII, et maintenue si cruellement par Élisabeth, se subdivisait en diverses opinions : mais la multiplicité des sectes produisait la sévérité des mœurs. Il y avait une émulation de rigorisme dans la conduite comme dans la doctrine : le caractère des habitants prêtait à cette disposition une force nouvelle. L'Angleterre était peuplée d'une foule d'hommes austères et sombres qui déclamaient avec fureur contre le papisme, dont ils trouvaient toujours des vestiges trop nombreux dans la religion conservée par l'État. L'esprit de la *réforme*, qui laisse moins de différence entre le sacerdoce et les conditions civiles, avait introduit tout le monde dans la discussion des querelles ecclésiastiques. Il suffisait d'être fanatique pour prêcher. Les puritains dominaient surtout par la prédication. Les puritains, que l'on pouvait appeler les démocrates du christianisme, n'étaient eux-mêmes que les hommes les plus violents de la secte presbytérienne. Cette secte nombreuse repoussait l'autorité des évêques, sur laquelle Henri VIII avait fondé son établissement religieux, et elle réclamait l'égalité des prêtres et la liberté des doctrines.

La religion est tellement liée à nos États modernes, qu'elle n'a jamais éprouvé de changement qui n'ait produit quelques troubles politiques. Lorsque Henri VIII renversa le catholicisme, il préparait une révolution ; et, c'est une chose remarquable que ce prince ait affaibli la monarchie par l'acte qui montrait le mieux la puissance de sa volonté personnelle. Les Stuarts d'Écosse, portés au trône d'Angleterre, devaient recueillir les troubles semés par Henri VIII, et qui n'avaient osé paraître sous le règne absolu d'Élisabeth.

Bossuet a peint avec son immortelle éloquence *l'effroyable débordement de mille sectes bizarres enfantées par la réforme*. Ramenant tout à l'idée dont il est préoccupé, il voit dans l'hérésie de Henri VIII la seule cause de la révolution d'Angleterre. Sans doute, on doit aussi faire la part de cet esprit de

liberté, qui, nourri par les vieilles lois de l'Angleterre, poussait toujours ses racines au pied du trône ; mais il est vrai qu'il fallait, à cette époque, qu'une opinion religieuse vînt au secours des sentiments de liberté. Il peut venir un temps où les esprits se passionneraient pour un intérêt politique avec toute la ferveur de l'enthousiasme. Mais au temps de Charles Ier, l'innovation politique avait besoin d'être consacrée par l'innovation religieuse ; c'est ce qui fit sa force et ses excès. Quelques bons citoyens, qui protestèrent d'abord contre les abus du règne de Charles Ier, passèrent dans les rangs des défenseurs de ce prince. Les sectaires furent incorruptibles et implacables, parce qu'ils n'avaient pas seulement des droits à réclamer ; ils avaient une opinion à faire triompher : succès difficile et lent, dont on n'est jamais sûr, jusqu'à la ruine du parti contraire.

Les puritains, dès l'origine, parurent animés de cette farouche intolérance qui devait les rendre funestes à la monarchie. Voici le discours que le premier apôtre du puritanisme adressait aux Écossais, à l'époque de la reine Marie : « J'affir-
« merai que les gentilshommes, les juges, et le peuple d'An-
« gleterre, devaient non-seulement résister à Marie, leur
« reine, cette autre Jézabel, dès lors qu'elle commença à
« éteindre l'Évangile, mais la faire mourir avec tous ses
« prêtres et tous ses complices. »

La secte qui, dès sa naissance, avait tenu ce langage, s'étendit bientôt en Angleterre, et continua de se diviser en presbytériens modérés et presbytériens rigides, d'autant plus dangereuse sous cette double forme, que les innovations mitigées des uns couvraient les fureurs des autres, et que les exagérations de ceux-ci servaient de prétexte pour résister aux justes demandes des premiers : par là, cette secte devint populaire auprès de la nation, dans ce que les dernières conséquences de ses principes pouvaient avoir de plus dangereux ; suspecte et odieuse à la cour, dans ce que ses demandes avaient de plus sage. Lorsque Jacques Ier passa au trône d'Angleterre, il se crut sauvé des mains du puritanisme qui

remplissait l'Écosse : il le retrouva dans son nouveau royaume; et cette secte, gagnant chaque jour, eut bientôt un parti dans la chambre des communes.

A côté du puritanisme s'élevait un esprit de liberté inspiré par le souvenir de plusieurs règnes tyranniques ou avilis, et surtout par la nécessité de finir la constitution anglaise, qui restait depuis plusieurs siècles comme un ouvrage commencé. L'époque de la haute civilisation anglaise approchait; et comme la liberté politique était enfermée dans les mœurs des Anglais, et de toutes parts ébauchée par leurs lois, il était impossible qu'un violent effort, pour la dégager et l'établir, ne concourût pas avec le progrès de l'ordre social; et c'est là sans doute le bonheur du peuple anglais, que son indépendance politique soit née avec sa civilisation, que ses institutions se soient développées avec son commerce et ses arts, et qu'il ne puisse pas trouver, dans son histoire, le siècle du génie avant celui de la liberté.

L'Angleterre, au commencement du règne de Charles Ier, arrivait à cette époque où les nations fermentent et mûrissent. Elle était au même période que la France sous Richelieu. La France perdit sa liberté, et elle eut pour dédommagement le siècle de Louis XIV. L'Angleterre, en fondant la sienne, se préparait une grandeur indépendante des hasards de la succession et du génie d'un roi.

L'esprit de liberté s'était annoncé avec beaucoup de force et même d'injustice dans le premier parlement assemblé par Charles. On avait refusé au monarque des subsides réclamés pour l'entretien d'une guerre approuvée par la nation. Réduit par ce refus à des ressources arbitraires, Charles avait été jeté dans des torts réels envers un peuple jaloux de sa liberté. Les plaintes s'accroissaient d'un parlement à l'autre; or un parlement était une chose inévitable, à laquelle le roi devait revenir tôt ou tard. Il en assembla donc un nouveau, qu'il trouva plus difficile et plus impérieux que le précédent. C'étaient comme autant d'épreuves successives, dans lesquelles l'autorité du monarque allait toujours s'affaiblissant.

Cromwell fut membre du parlement de 1628, le troisième que Charles ait convoqué. La révolution n'était pas encore assez avancée pour qu'il y eût place pour Cromwell. Dans cette chambre, dont les intentions étaient nobles et pures, Cromwell ne se distingua point. On voit seulement qu'il fut membre d'un comité de religion. Ce choix indique assez que son esprit était alors particulièrement tourné vers cette théologie contentieuse, dont il fit une arme si puissante. Lorsque l'assemblée de 1628, dominée par l'influence des puritains, eut substitué à la modération qu'elle avait d'abord montrée de violentes invectives contre les évêques, Cromwell [1] dénonça le *plat* papisme de l'évêque de Winchester, attaqua sous le même prétexte l'évêque de Winton, et se plaignit que les censures de la chambre contre certains prédicateurs devinssent, aux yeux de la cour, un titre qui les faisait porter aux dignités ecclésiastiques. Ce parlement fut dissous; Charles régna seul.

Cromwell et le génie de la guerre civile se reposèrent douze ans. Il semble que ce long exercice de l'autorité royale, qui fut mêlé de prospérités, aurait dû étouffer les germes de la révolution; mais le pouvoir apaise une sédition, un mouvement populaire; il ne fait rien sur des opinions, même en les réduisant au silence. Elles se fortifient en attendant; et il arrive toujours quelque moment de relâche ou de faiblesse, qui leur rend l'occasion d'agir. Le peuple anglais vécut douze années tranquille sous un roi absolu, mais modéré; et lorsque après ce long calme la nécessité ramena le roi à la convocation des parlements, l'opposition religieuse et populaire, toujours la même, et plus forte seulement de la justice de ses plaintes, se trouva prête pour combattre et détruire la monarchie.

Dans cet intervalle, Cromwell ne fournit rien à l'histoire. Il était père de famille, et pauvre, trop obscur pour s'attirer une persécution personnelle, mais compris dans les rigueurs

[1] The parliamentary History, v. VIII, p. 289.

odieuses que le gouvernement exerçait à l'égard des sectaires. Ces mesures, excitées par le zèle de Laud, archevêque de Cantorbéry, persécuteur d'autant plus aveugle qu'il était homme irréprochable, furent poussées si loin, que beaucoup de puritains aimèrent mieux renoncer à leur patrie, et passèrent dans les colonies anglaises. Cette fuite, au lieu d'éclairer le conseil du roi sur le danger de l'intolérance, y fit ajouter une nouvelle injustice : et, par une bizarre fatalité, à l'époque même où Cromwell [1] et quelques autres sectaires s'embarquaient pour l'Amérique septentrionale, un ordre arbitraire du conseil interdit ces émigrations, et fit descendre Cromwell du vaisseau qui, pour toujours, allait peut-être l'éloigner de l'Angleterre.

Il paraît qu'il continua de se perfectionner dans le fanatisme, assistant aux pieuses assemblées des puritains, et s'exerçant à ces prédications, à ce verbiage mystique dont il porta l'habitude dans les discussions politiques, et qui le servait merveilleusement toutes les fois qu'il était embarrassé pour se taire, ou pour parler.

Cromwell, malgré ses maximes presbytériennes, s'était attaché quelque temps à l'évêque de Lincoln [2], prélat ambitieux et politique, d'abord favorable aux nouveaux réformateurs, puis zélé pour l'épiscopat et le pouvoir absolu ; ne faisant de la religion qu'une affaire de calcul, et aussi funeste au roi par sa légèreté corruptrice, que le fut l'archevêque de Cantorbéry par son aveugle et inflexible bonne foi. Cette protection n'ayant pu tirer Cromwell de l'obscurité, il se livrait à la culture des terres, et il prit une ferme à Saint-Ives, dans l'île d'Ely; mais, plus occupé de sermons et de théologie que de l'administration de son modique domaine, il était du nombre de ces hommes inquiets et oisifs auxquels leurs opinions et leur pauvreté font désirer un changement politique. Il se mêlait beaucoup de petits intérêts de secte. On

[1] Rusworth, v. I, p. 410. — Neale's History of the Puritans, p. 332. — *Elenchus motuum nuperorum in Anglia;* pars secunda, p. 219.

[2] Clarendon's History, p. 313.

a conservé une lettre de lui datée de Saint-Ives, le 11 janvier 1635 : c'est un remercîment adressé à une personne de Londres, pour avoir fait placer à Saint-Ives un ministre dont il vante beaucoup la vertu. Il se plaint, à ce sujet, de la précipitation et de la violence que mettent les ennemis de Dieu à supprimer les ecclésiastiques habiles et vertueux; et il conjure son correspondant de faire assurer le traitement de celui qu'il a donné à la paroisse de Saint-Ives. « Vous savez, dit-il, « que retrancher le traitement, c'est laisser tomber l'instruc« tion religieuse; car personne ne va faire la guerre à ses « dépens. » Il est douteux, d'après cette manière de raisonner, que Cromwell se soit ruiné lui-même à soutenir des ministres puritains, comme le supposent quelques auteurs.

Dans un temps où le puritanisme paraissait l'arche de la liberté, ces liaisons religieuses lui avaient acquis une sorte de popularité dans sa province. Il l'augmenta en s'opposant aux travaux ordonnés par le roi pour le desséchement des marais situés dans l'île d'Ely, travaux nécessaires à la salubrité du climat, et que lui-même fit achever quelques années après, au nom du parlement. L'opposition de Cromwell fut heureuse et approuvée, et redoubla pour lui l'estime de Hampden [1], son parent, signalé lui-même par un grand exemple de résistance à l'oppression, et aussi célèbre dans le royaume, que Cromwell était encore ignoré. Malgré le peu d'intérêt de cette anecdote, en la comparant à la conduite de ce fameux Hampden qui, pour ne pas payer une taxe arbitraire de vingt schellings, s'était fait conduire en prison, et avait attiré sur lui les regards et l'admiration de l'Angleterre, on pourra reconnaître, dans ces petits détails, que le besoin d'un ordre plus légal se faisait partout sentir, et que, sous le calme apparent du pouvoir absolu, il se répandait un esprit de contradiction et de résistance, applaudi par le plus grand nombre : présage infaillible d'une révolution.

Cette révolution vint d'Écosse. C'était là le foyer du purita-

[1] Warwick's Memoirs, p. 250. — Dugdale's Short view, p. 460.

nisme; et il n'y avait alors qu'une fureur religieuse, un fanatisme qui pût mettre le feu aux mécontentements politiques. Les idées de liberté n'étaient pas assez fortes pour s'armer seules contre un roi autorisé par une longue possession et par ses vertus personnelles. On se plaignait, on réclamait; mais les mesures absolues du gouvernement avaient excité beaucoup de protestations et pas un seul combat. Lorsque le puritanisme entra dans la querelle, la guerre fut allumée. Le puritanisme n'admettait aucune autorité supérieure dans l'Église. C'était une conséquence naturelle de la réforme. Un théologien, qui ne relevait plus du pape, ne voulait pas dépendre de son évêque. Mais, dans un temps où la religion se mêlait à tout, cette égalité devait paraître aux rois d'un dangereux exemple; car il leur était assez difficile de maintenir leur souveraineté de droit divin, si la religion, qui consacrait cette souveraineté, n'avait plus elle-même de chef et de hiérarchie. Les rois se crurent donc intéressés [1] à protéger l'autorité des évêques, et les évêques à défendre le droit divin des rois. Cette alliance inquiétait le peuple. Quoique Charles fût sincère et zélé protestant, comme il chercha dans l'appui des évêques un secours qu'il aurait trouvé bien plus dans le catholicisme, on lui supposait des regrets pour cette religion proscrite, et qu'il pouvait croire plus favorable à sa cause; et ceux même qui n'approuvaient pas les sectes nouvelles craignaient de voir bientôt l'époque où tous les protestants seraient traités de puritains. Aussi, lorsque le roi voulut fortifier en Écosse l'autorité des évêques, et y porter la liturgie anglicane, les Anglais approuvèrent le refus et la révolte de l'Écosse; ils regardaient l'exagération de leurs voisins comme une sûreté pour eux-mêmes. Ils auraient craint, si les Écossais étaient rentrés dans l'Église anglicane, que cette première réunion ne devînt un acheminement pour ramener les deux peuples ensemble vers ce papisme tant redouté.

Les grands et la noblesse d'Écosse, jaloux de l'autorité épi-

[1] Memoirs of the life of colonel Hutchinson, v. I, p. 129.

scopale, conduisirent eux-mêmes la résistance que l'on vit éclater dans ce royaume. Le clergé inférieur était presbytérien, et regardait l'autorité des évêques comme une usurpation sur le droit divin qui appartenait également à tous les ministres de l'Évangile. Le peuple, dominé par une haine aveugle contre le papisme, enveloppait dans cette haine tout ce qui pouvait y ressembler, et surtout le faste des évêques. Son ignorance même l'effrayait sur l'imitation des formes catholiques. La défiance, une fois excitée, s'arme de tout; et le tort politique est d'avoir laissé naître cette défiance. Rien n'était plus éloigné de la croyance romaine que la liturgie proposée par Charles Ier; mais lorsqu'un prêtre, en surplis, parut dans la cathédrale d'Édimbourg, pour officier suivant le nouveau formulaire, une femme du peuple [1] ayant crié : *A bas le pape, l'Antechrist!* un affreux tumulte s'éleva dans l'auditoire ; l'office fut interrompu, l'évêque insulté, les magistrats poursuivis. On ne peut douter que, dans ce fanatisme, il ne se mêlât des intrigues politiques. Le cardinal de Richelieu [2], destructeur de la Rochelle, et protecteur des protestants d'Allemagne, avait depuis longtemps envoyé des émissaires en Écosse, pour épier et exciter les troubles ; et, dès que la sédition éclata, il y fit passer des armes. Ce tumulte prit bientôt une forme régulière. Le clergé presbytérien approuva le zèle de la populace, qu'il ne manqua point de comparer à *la voix de l'ânesse de Balaam,* en tirant, de cette similitude singulière, une preuve que le Seigneur lui-même avait réveillé leur engourdissement, et délié leur langue.

Une réunion se forma pour la défense de la foi. Ce fut là que l'on rédigea ce célèbre *covenant*, espèce de sainte ligue contre le papisme et l'épiscopat, semblable dans ses fureurs à celle qui avait ensanglanté la France au nom de la suprématie romaine. Charles adopta et reproduisit, dans une déclaration, tous les anathèmes du *covenant* contre la religion catholique.

[1] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 8.

[2] Clarendon's History, p. 42, 267. — Whitelocke's Memorials of the english affairs, p. 22, 31.

Mais les *covenantaires*, passant plus loin, firent prononcer, dans une nouvelle assemblée, l'abolition de l'épiscopat. Cette assemblée, sous le titre de cour ecclésiastique, renfermait autant de laïques que de prêtres. Déjà le fanatisme individuel prenait la place de l'intolérance ecclésiastique. C'était le progrès naturel du presbytérianisme. Dans la ruine de toute hiérarchie, l'inspiration devenait la seule loi; une prophétesse mystérieuse se trouva bientôt pour prêcher le *covenant*. Ce fanatisme ne tarda pas à s'appuyer de la force. Sous l'influence des principaux seigneurs, et à la faveur du zèle populaire, on leva des troupes pour la défense du *covenant*. Charles, qui ne pouvait se détacher de l'épiscopat, se préparait à réduire l'Écosse par les armes; et, pour cette expédition, il accepta le secours volontaire de ses amis, les subsides des évêques, et l'argent même des catholiques anglais, justifiant ainsi les prétextes de la révolte qu'il voulait détruire. Il essaya cependant des négociations, et fit une trêve passagère, qui servit seulement à consumer ses premières ressources. Il ne put jamais céder assez pour rassurer les esprits; et bientôt il se vit pressé entre la nécessité d'une guerre civile contre la moitié de ses sujets, et la convocation si longtemps interrompue d'un parlement.

C'était la funeste méprise du roi [1], de ne voir dans l'assemblée des représentants de la nation qu'une ressource dernière, à laquelle il se résignait, quand il avait épuisé toutes les autres, et qui ne lui paraissait bonne qu'à fournir l'argent qu'il ne pouvait trouver ailleurs. Les nouveaux députés arrivèrent avec le dépit qu'avait inspiré une si longue suspension des droits du peuple. Leur convocation était le signe de la faiblesse du roi; ils en profitèrent en demandant la réparation de tous les torts et de tous les abus qu'avait nécessairement amenés l'exercice du pouvoir absolu pendant onze années. La révolte de l'Écosse, qui forçait Charles à les réunir, n'était pour eux qu'une occasion et un exemple. Et le prince, qu'un semblable

[1] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 3.

péril avait pu seul ramener au respect des institutions qu'il avait si longtemps méconnues, semblait indiquer lui-même à ses sujets l'utilité de la résistance. Charles, au bout d'un mois, cassa ce quatrième parlement; impatience maladroite qui différait à la fois et augmentait le péril.

Charles, poussé dans une guerre civile, et sans forces pour l'entreprendre, allait en venir avec son peuple à cette explication fatale qu'il éludait depuis quinze ans. Les Écossais, dont il voulait châtier la désobéissance, le préviennent et s'avancent vers Newcastle. Les Anglais sont immobiles, et se croient plutôt secourus qu'insultés. Charles, qui s'aperçoit qu'il ne peut plus rien que par la volonté de ses sujets, convoque un parlement, au risque de le trouver plus menaçant que jamais.

Quand on voit arriver ce dénoûment si longtemps retardé, on est disposé à croire que le génie des révolutions serait plus traitable, s'il était arrêté, dès l'origine, par une judicieuse condescendance, et que la sagesse pourrait accomplir un changement politique qui ne fût pas souillé de sang. Ce sont là les espérances que les moteurs des révolutions doivent se figurer pour ne pas frémir de l'ouvrage qu'ils entreprennent. Mais comment supposer qu'un roi abandonne avec indifférence ce qui est vivement attaqué, et qu'il n'y ait pas autour de lui une résistance mesurée sur les usurpations qui le menacent? Dans ce premier mouvement qui agite les peuples, les novateurs ne sont pas apaisés, même par leur succès. A défaut de résistance, ils s'irritent contre le regret qu'ils soupçonnent. L'esprit de révolution est un esprit de conquête; il avancerait toujours sur le terrain qu'on lui aurait cédé; il avancerait par défiance et par ambition, et il atteindrait, de proche en proche, un dernier point où la guerre éclaterait. On doit longtemps hésiter avant de reprocher à l'inflexibilité de Charles des malheurs que sa faiblesse même n'a pas détournés. Mais, pour la justification des premiers hommes qui s'élevèrent contre la prérogative royale, on ne peut nier que l'esprit de changement ne fût, à cette époque, répandu dans toute la nation. La

faculté de dissoudre les parlements est un appel au peuple, une seconde expérience sur la volonté nationale. Si le peuple renvoie toujours les mêmes hommes, ou des hommes animés des mêmes sentiments, il est manifeste que le principe de la résistance est en lui. Ainsi, quoique les révolutions ne s'achèvent que par les mains d'une faction, elles commencent sous le nom de réforme, avec le suffrage public ; et c'est pour cela qu'elles commencent.

Un écrivain royaliste [1] n'a point hésité à dire, en parlant de la formation du long parlement : « Aucune époque n'a produit de plus grands hommes que ceux qui siégeaient dans cette assemblée ; ils avaient les talents et les intentions nécessaires pour rendre la patrie heureuse, si, par un fatal enchaînement de circonstances, l'Angleterre n'eût pas été mûre pour sa ruine. » Les premières démarches de ce parlement parurent en effet légitimes et sages. On réclama contre les taxes arbitraires et les sentences des cours spéciales. On peignit vivement les nombreux abus du pouvoir absolu, et, ce qui était une grande mais juste punition de l'arbitraire, le même langage se retrouva dans la bouche des bons citoyens et dans celle des factieux. Parmi les antagonistes les plus ardents du pouvoir absolu parurent d'abord des hommes qui s'associèrent depuis à l'infortune de Charles. Tel était sir Edward Clarendon, historien de cette guerre, qu'il a flétrie du nom de rébellion, attaché à la couronne par naissance et par devoir, ami fidèle de Charles, mais qui se souvenait alors, avant tout, que son père mourant lui avait recommandé les libertés de la nation.

Tel était lord Falkland [2], ce sévère adorateur de la vérité, duquel on a dit qu'il ne croyait pas la dissimulation plus permise que le vol ; Falkland, ennemi de la cour, sujet fidèle par obéissance à la loi, mais aussi ne pouvant pardonner ni au roi ni à personne la violation de la justice, et pénétré d'un res-

[1] Wellwood's Memoirs, p. 42.
[2] Clarendon's History, p. 111.

pect naturel pour tous ceux qu'il en croyait les soutiens ; zélateur empressé des droits du parlement, incapable de persévérer dans cette cause, du moment où il y soupçonnerait moins de franchise et de candeur qu'il n'en avait lui-même. Parmi ces généreux [1] contradicteurs du pouvoir, on comptait encore lord Capel, qui, lorsque l'opposition s'avança trop loin, lorsque les droits légitimes du trône parurent en péril, se rangea près de Charles opprimé, et s'arrachant à tous les engagements d'une opulente fortune et d'une heureuse famille, jeta ses richesses et sa vie au milieu de cette affreuse guerre, défendit Colchester avec tant de courage, et, conduit à l'échafaud, mourut en recommandant aux Anglais de pleurer Charles Ier, et de rappeler Charles II. Enfin presque tous les membres du parlement qui prirent les armes pour Charles avaient, dans ces premiers moments, manifesté la résistance, qui était alors le vœu de l'Angleterre.

Mais il se trouvait aussi dans la chambre des communes d'autres hommes, qui, sous l'apparente unanimité d'une opposition vraiment nationale, cachaient de plus profonds desseins. Le sentiment secret de ces hommes était l'horreur de toute primauté politique et religieuse. Ils ne savaient pas, ils ne calculaient pas jusqu'où irait leur puissance de détruire ; mais ils avaient une volonté inflexible et une haine inexorable. Quelques-uns ne reconnaissaient d'autre religion que le déisme. Ce parti, le moins nombreux de tous, se distinguait par la supériorité des caractères. Il comptait quelques âmes stoïques éprises de la liberté à la manière des héros de Plutarque, et profondément indignées de ce qu'elles appelaient l'esclavage et la superstition de leurs concitoyens. Le chef de ce parti était Sidney ; républicain violent et incorruptible, plein du génie de l'ancienne Rome, il fit la guerre à Charles Ier, comme il eût conspiré contre César.

Des hommes non moins redoutables pour le trône, c'étaient les sectaires, qui croyaient, en sapant le pouvoir de Charles,

[1] A critical Review of the political life of Cromwell, by John Banks, p. 10.

accomplir une œuvre pieuse, et portaient dans cette lutte l'autorité de leurs mœurs, la persévérance de leur conviction, et la chaleur de leur enthousiasme. Le plus dangereux de tous était Pym, longtemps exercé dans les affaires et dans les parlements, et mêlant toujours les formes modérées de la dialectique à l'acharnement le plus opiniâtre. Les Anglais vénèrent encore la mémoire de Hampden : mort trop jeune pour avoir eu le temps de se démentir, il laisse douter s'il entra dans la guerre civile par ambition ou par vertu.

Henri Vane d'un esprit supérieur, d'une dissimulation profonde, d'une éloquence forte et vive, avait de bonne heure agité et gouverné les hommes par l'enthousiasme religieux. Mécontent de l'Église nationale, il était passé à la Nouvelle-Angleterre, le refuge de toutes les croyances. Ses talents le firent nommer gouverneur de la colonie ; il la troubla par ses doctrines ; et dans une société fondée sur la tolérance de tous les cultes, il ne put ni trouver, ni laisser la paix. Repoussé vers l'Angleterre, il y reporta plus de modération, et se vit attaché au gouvernement par un emploi honorable ; mais une préférence injuste, qui blessait l'orgueil de sa famille, réveilla son génie turbulent : il se livra sans réserve à l'amitié séditieuse de Pym ; et la colère lui rendit tout son fanatisme, comme un instrument de vengeance. D'autres noms déjà célèbres suivaient le même parti, distingué par l'éloquence et le génie politique. Il y avait aussi un nombre d'hommes ardents et médiocres, qui devaient s'élever et dominer, à mesure que la révolution avancerait, par cette loi qui condamne un parlement novateur à subir le joug des opinions violentes, après avoir été emporté par les grands talents. C'était parmi eux que se formait la secte naissante des indépendants, et que se cachait encore un homme supérieur à tous les partis comme au sien, Cromwell, parvenu à la chambre des communes par d'obscures intrigues, et n'apportant au milieu des orateurs du peuple anglais qu'un extérieur vulgaire, un débit inculte, un langage pénible et fastidieux. Cependant, lorsqu'il vint siéger dans la chambre, Hampden, le montrant à quelques députés,

qui s'étonnaient de la négligence de ses vêtements et de la rusticité de ses manières, leur dit : « Ou je me trompe, ou cet homme si mal vêtu et de si pauvre apparence sera l'un des grands hommes de l'Angleterre. »

Le moment de vérifier cette prédiction, la guerre civile approchait par la faiblesse du roi et par l'emportement des communes. Dès que les débats de la chambre commencèrent à tourner en attaques personnelles contre le roi, Cromwell se fit remarquer par l'amertume de son langage. La reine, catholique et toute-puissante sur l'esprit du roi, était principalement en butte à la haine des sectaires, et les amusements les plus innocents de sa cour servaient de prétexte à leurs pieuses diatribes. Un domestique de Prynne, député presbytérien, fut arrêté pour avoir répandu des libelles, où cette princesse était accusée de danser et de jouer la comédie. Cromwell s'en plaignit à la chambre, et fit ressortir avec véhémence cette arrestation arbitraire [1]. C'était son début dans l'assemblée ; il parlait sans aucun art ; sa voix âpre et mordante était pleine de passion, et se fit écouter sur un sujet que la disposition des esprits rendait d'ailleurs très-populaire.

Dans une autre discussion relative à des libéralités faites par la reine [2], Cromwell montra la même violence, et s'emporta jusqu'à l'outrage, sur quelques objections de lord Manchester, qui cependant était ennemi de la cour, et qui, peu de temps après, commanda les troupes du parlement contre le roi. Cromwell dès lors montrait sa haine et sa politique par ce mot qu'il répéta plusieurs fois : « Je sais bien ce que je ne veux pas ; je ne sais pas encore ce que je voudrais. »

Cependant les communes avaient dispersé le ministère du roi ; et, s'attachant à la poursuite de Strafford, le soutien et l'ami de Charles, elles l'accusaient à la barre de la chambre des pairs. Une anecdote, rapportée par Whitelocke, fait connaître que cette fureur n'était pas dégagée de tout intérêt per-

[1] Warwick's Memoirs, p. 247.
[2] The Life of lord Clarendon, written by himself, v. I, p. 91.

sonnel. Le roi parut disposé à ramener, par des faveurs excessives, les membres les plus dominants des communes, et les plus implacables accusateurs de Strafford. Pym devait être chancelier de l'échiquier ; Holles, secrétaire d'État ; Hampden, gouverneur du prince de Galles. Cette promesse ne s'étant pas accomplie, l'accusation fut renouvelée avec plus d'animosité que jamais ; et, malgré la sublime et touchante apologie de Strafford, malgré son innocence, il fut condamné à perdre la vie. Les communes avaient passé si promptement de la résistance à l'agression, que, renversant une des bases de la constitution anglaise, elles rendirent un acte pour se déclarer assemblée permanente. Ce bill fut présenté au roi en même temps que le bill de condamnation du grand et malheureux Strafford. Le roi, menacé par des soulèvements populaires, entraîné par la fausse politique de son conseil épiscopal, accepta ces deux actes : l'un contre le plus fidèle de ses amis, l'autre contre lui-même, comme le dit Whitelocke ; ou plutôt, il est vrai de dire que Charles, en reconnaissant une assemblée perpétuelle, qui bientôt serait exclusive, en souscrivant, pour ainsi dire, la déclaration de guerre des communes, ne porta pas un coup plus mortel à sa propre autorité qu'en abandonnant Strafford à l'échafaud, et que, par une effrayante justice, l'ingratitude du monarque fut sa plus grande faute politique.

Enhardies par le sacrifice d'une si noble victime, les communes s'accoutumèrent à la pensée de verser, au nom de l'État, le sang le plus illustre. Les concessions du roi, quoique reçues avec transport, ne calmèrent pas l'agitation des communes ; et le voyage qu'il fit en Écosse, pour se rapprocher de ce peuple qui avait donné le signal de la résistance, augmenta leur inquiétude. Les effroyables massacres de l'Irlande, commis par les catholiques, fournirent à l'esprit de faction le prétexte d'une nouvelle fureur. L'histoire rejette avec mépris les calomnies qui attribuaient à Charles une connivence dans le massacre de son peuple. Mais on concevra sans peine combien la sombre inquiétude des fanatiques, l'adresse des ambitieux, et la crédulité de la populace, devaient avidement

recueillir ces bruits affreux, auxquels leur invraisemblance donnait l'air d'une grande révélation. Cependant, telle était encore l'incertitude des sentiments publics, que Charles, à son retour d'Écosse, fut reçu par tous les ordres de l'État, avec les plus éclatants témoignages d'amour, dans cette même ville que sept semaines après il devait quitter en fugitif, pour n'y reparaître qu'en prisonnier destiné à mourir sur l'échafaud.

Dès que le roi se retrouva vis-à-vis de son parlement, on proposa, dans la chambre des communes, un projet de remontrance plus véhément que jamais. Pendant que le projet était vivement soutenu par les hommes éloquents du parti, Cromwell l'appuyait de sa confiance et de son ardeur. Il ne concevait pas, disait-il, qu'on pût hésiter et remettre au lendemain la décision d'une chose si peu douteuse. Il le dit à lord Falkland, qui l'avertissait que le débat serait long. Le lendemain, lorsque le projet eut été emporté, après une discussion prolongée fort avant dans la nuit, et seulement à la majorité de quelques voix, comme il sortait du parlement à deux heures du matin, Falkland lui rappela ce qu'il lui avait dit : « Oui, reprit Cromwell, une autre fois je vous croirai; mais, ajouta-t-il à l'oreille de Falkland, si la remontrance n'avait point passé, je vendais le lendemain tout ce que je possède, et je n'aurais jamais revu l'Angleterre, et je connais beaucoup d'honnêtes gens qui étaient dans la même résolution. » Depuis cette remontrance, les empiétements des communes furent rapides; et, poussée d'usurpations en usurpations, plus ambitieuse à mesure qu'elle était plus puissante, ayant trop dépouillé et trop irrité le roi pour oser ne pas lui ravir les derniers restes de sa prérogative, la chambre s'attribua la conduite de la guerre d'Irlande, demanda des gardes pour elle-même, et ordonna la suppression d'une garde nouvelle que Charles s'était formée. Le roi, par un coup d'autorité sans force et sans dignité, étant venu dans le sein du parlement pour arrêter cinq membres désignés, acheva d'irriter le peuple et d'ôter tout respect aux communes. Les écrits sédi-

tieux se multiplièrent; les évêques sont exclus de la chambre haute; la reine, menacée d'une accusation, fuit en Hollande. Au milieu des émeutes populaires, le roi se retire à York; de là il négociait avec le parlement; mais déjà la révolte avait gagné partout. Charles se présente aux portes de la ville de Hull; le gouverneur, mêlant à son infidélité le cérémonial de l'obéissance, lui déclare, à genoux, du haut des murs, qu'il ne peut le recevoir. Les propositions que le parlement offrait alors à Charles marquent assez combien la puissance législative devient à son tour injuste et tyrannique, lorsqu'elle a franchi les bornes. Le parlement s'y réservait la nomination à tous les commandements, à toutes les places, même à celle de gouverneur des enfants du roi; enfin, anéantissant l'équilibre des pouvoirs constitutionnels, il n'accordait droit de séance et de suffrage aux pairs choisis par le roi que de l'aveu de la chambre des communes.

Charles aima mieux être détrôné par la guerre que par un avis du parlement, et il arbora l'étendard royal à Nottingham, le 24 août 1642.

Après avoir déclaré traître à la nation quiconque assisterait le roi dans cette guerre, les deux chambres s'occupèrent à soutenir leurs décrets par une armée: elles firent un appel aux bons Anglais, les invitant à secourir le parlement de leurs prières, de leurs bourses et de leurs personnes. Le comte d'Essex, membre de la chambre des pairs, presbytérien, mais surtout ennemi de la cour, fut nommé général de cette armée, qui, par habitude plutôt que par dérision, était levée au nom du roi, qu'elle devait combattre. Beaucoup de membres des deux chambres prirent des grades d'officiers. Cromwell reçut, des communes, un brevet de capitaine, et leva dans sa province une compagnie de cavalerie. Avant que la guerre fût régulièrement ordonnée de part et d'autre, Cromwell ne pouvait être que chef de partisans. D'abord il éprouva ses nouveaux soldats par une fausse embuscade, chassa des rangs tous ceux qu'il avait vus fuir, et les remplaça par de meilleurs choix, s'attachant à former une troupe de braves et de fidèles.

Dans la multitude de combats qui marquèrent les commencements de cette campagne, les troupes du parlement, nouvelles et mal composées, étaient en général battues par la noblesse et les milices exercées du roi. Les Mémoires de Ludlow offrent quelques exemples de cette inexpérience et de ces faciles déroutes, qui rappellent les désastres comiques du régiment des portes cochères et du régiment de Corinthe, dans notre guerre de la Fronde. Cromwell s'aperçut de ce désavantage inévitable; il dit au fameux Hampden, son ami et colonel dans l'armée du parlement : « Vos troupes sont, pour la plupart, composées d'anciens domestiques, de garçons de taverne, et de gens de cette espèce. Dans les leurs, il n'y a que des enfants de famille et de jeunes gentilshommes. Croyez-vous que des misérables, sans cœur, seront jamais capables de tenir tête à des nobles qui ont de l'honneur, du courage et de la résolution? Il faut trouver des hommes animés d'un esprit qui puisse les conduire aussi loin que l'honneur des gentilshommes; autrement, vous serez battus. » Hampden trouva l'idée bonne, mais l'exécution impraticable. « Je lui répondis, racontait lui-même Cromwell, que j'y ferais quelque chose; et en effet, je choisis des hommes qui avaient devant eux la crainte du Seigneur, et qui mettaient de la conscience dans leurs actions; et depuis lors nous ne fûmes plus battus. »

Il y avait un grand sens à opposer ainsi le fanatisme au point d'honneur; et la rapide élévation de Cromwell fut le prix de cette pensée heureusement exécutée. Le parlement avait d'ailleurs pour lui son opiniâtreté, les vœux du peuple, et les revenus de l'Angleterre, qui lui permettaient de récompenser magnifiquement les services rendus à sa cause. Dès l'ouverture de la campagne, Cromwell s'étant jeté dans la ville de Hull, avait reçu, des communes, un don de deux cents livres sterling; il se saisit soudainement de Cambridge, au moment où le collége de cette ville envoyait toute sa vaisselle d'argent au roi, retiré dans Oxford. Il enleva le haut shérif de Hertfordshire, qui allait tenir les assises de Saint-Albans, pour y faire déclarer traîtres à la patrie tous les généraux parlementaires. La

chambre lui vota des remercîments, et le désigna pour le rang de colonel. Avec ce titre, et par sa propre influence, il leva mille cavaliers et mit plus que jamais en usage ses principes de discipline militaire[1] et religieuse. Il accoutumait ses soldats à l'entretien le plus soigneux de leurs chevaux et de leurs armes, à l'ordre, à la vigilance, à la prière. Cette règle les rendit bientôt supérieurs au reste des troupes. Le régiment de Cromwell devint un séminaire d'où sortirent, dans la suite, presque tous les officiers de l'armée. Cromwell remplissait les places vacantes par des aventuriers robustes, qu'il dressait à la même discipline, et qui se trouvaient en peu de temps aguerris et convertis. On calculera sans peine le prodigieux crédit que devait donner à un colonel ce prosélytisme guerrier, et l'influence qu'exerçait en sa faveur cette foule d'hommes, ses soldats et ses disciples répandus dans tous les rangs de l'armée, qu'ils animaient de leur valeur et de leur fanatisme.

Il serait inutile d'indiquer la multitude de petits combats qui marquèrent les deux premières campagnes, et qui, sans cesse mêlés de négociations et d'armistices, n'étaient que l'essai de la guerre entre deux partis peu sûrs de leurs forces, et qui ne s'étaient pas rendu compte de leurs derniers projets. La majorité de la chambre des pairs, et beaucoup de membres des communes, distingués par le talent et la franchise d'une opposition légale, étaient passés du côté de Charles ; et, quoique poursuivis par les condamnations de leurs collègues, ce partage apportait dans la cause royale l'autorité du grand nom de parlement. Une autre circonstance remarquable agissait en faveur de Charles.

L'affaiblissement de l'aristocratie, ce résultat du progrès et de la durée des sociétés, n'était pas sensible dans une révolution dont l'époque avait été, pour ainsi dire, hâtée par le fanatisme religieux. La noblesse avait encore toute sa puis-

[1] *Reliquiæ baxterianæ*, p. 58. — *Elenchus motuum nuperorum*, p. 220. — Warwick's Memoirs, p. 252.

sance; elle pouvait entreprendre la guerre presque à forces égales. Elle eût peut-être vaincu, si elle n'eût pas été divisée : et le secours partiel qu'elle donnait au roi suffit pour suppléer à toutes les ressources nationales envahies par la chambre des communes, et balança longtemps la fortune.

Le roi parut dans ces commencements près de triompher; ses troupes se fortifiaient. Dans une première bataille à Edge-Hill, les deux armées, après un rude combat, se retirèrent sans avantage marqué; ce qui était une véritable défaite pour le parlement, obligé de justifier, par de rapides succès, la hardiesse de son entreprise. Charles s'avança sur Londres. Les négociations furent renouvelées. Il semble qu'il y avait, dans le caractère de ce prince, un obstacle à la paix comme à la victoire. Charles était brave, généreux; la pureté de ses mœurs devait rapprocher de lui les plus rigoureux sectaires; il montra dans toutes les discussions une grande supériorité d'esprit. « Son malheur, dit Whitelocke, était d'avoir meilleure opi-« nion du jugement des autres que du sien, quoique le sien « fût préférable. » Dans la confusion des avis qu'il recevait, et l'incertitude de sa propre volonté, il ne poussa point la guerre avec vigueur, il ne se résigna point aux conditions de la paix avec une promptitude qui pouvait tout réparer. Les républicains lui ont amèrement reproché sa déférence pour la reine[1], princesse d'une rare beauté, d'un esprit distingué, mais que sa religion rendait suspecte à l'Angleterre. Charles l'aimait avec une extrême tendresse; et lorsqu'il vit cette femme aimable et légère résister avec un courage héroïque aux malheurs où peut-être elle l'avait engagé; lorsqu'il la vit fugitive, proscrite, traversant la mer pour lui amener des secours, son estime et sa reconnaissance durent redoubler pour elle : ainsi les vertus privées peuvent entrer au nombre des faiblesses d'un roi.

Pendant que la guerre générale se poursuivait avec peu

[1] Memoirs of the life of colonel Hutchinson, written by mistress Lucy Hutchinson, v. I, p. 128 and 135.

d'avantages pour le parlement, Cromwell, attentif à exciter la sédition, parcourut les comtés de Cambridge, d'Essex, de Norfolk et de Suffolk[1], où lord Capel, désormais le plus ferme appui de la cause royale, devait exciter un soulèvement. Une association royale, qui se formait dans la ville de Lowerstoft, fut étouffée par son activité; il dispersa les royalistes, qu'on appela conjurés, se saisit de leurs préparatifs et de leurs armes, et retint sous le pouvoir du parlement les comtés de Suffolk et de Norfolk, qui allaient lui échapper.

Ces actions utiles et hardies le firent nommer lieutenant général par un parlement qui prodiguait les récompenses, parce qu'il avait besoin de créer des hommes. Il répondit à cette élévation par des succès nouveaux; ces succès étaient trop rares dans le parti du parlement pour n'être pas fort remarqués. Jusqu'alors il n'avait pas conduit heureusement la guerre. C'est une chose remarquable que les défaites successives du parlement, qui n'ôtent rien à ses prétentions et à sa menaçante opiniâtreté. L'armée royale, sous les ordres du comte de Newcastle, gagna plusieurs batailles. Les généraux du parlement se divisèrent. Hampden, l'un des plus illustres chefs du parti parlementaire, Hampden, admiré de tous dans la guerre civile, et que les royalistes n'accusent qu'avec respect, fut tué dans un combat. Londres[2], le centre de la révolution, se crut menacé d'un siége, dont le succès n'eût pas été douteux, si le roi se fût hâté. Plusieurs lords, beaucoup de membres des communes, se détachèrent d'une cause désespérée, et vinrent grossir le parlement réfugié, qui tenait ses séances dans Oxford. Dans ce moment, l'assemblée de Westminster dut consterner le roi par sa fermeté; l'inflexibilité du zèle religieux la soutenait. On leva de nouvelles troupes. L'armée d'Essex fut fortifiée. On entreprit de former une seconde armée qui serait commandée par Waller, officier dont l'habileté s'était fait remarquer au milieu des désastres du

[1] The history of the parliament, written by Thomas May, secretary of the parliament, book III, p. 89.

Ibid., p. 91.

parlement. Le comte de Manchester, considéré par son grand nom et son zèle pour le parlement, fut nommé général des provinces de l'est, que Cromwell avait parcourues avec tant de succès, et remplies de l'esprit d'une fédération patriotique.

Le parlement découvrit une conspiration formée par quelques-uns de ses membres, et où figurait le poëte Waller, qui ne montra pas dans ce péril plus de courage que Lucain, et qui racheta sa vie en trahissant tous ses amis. Cette persévérance du parlement obtint enfin la victoire. Le roi, par une faute que reconnaissent tous les partis, s'étant arrêté au siége de Glocester, Essex marcha pour secourir cette ville, et remporta près de Newbury une victoire longtemps disputée, mais complète. La cause royale y perdit lord Falkland, cet intrépide et vertueux citoyen, ce généreux déserteur de l'opposition devenue la révolte, longtemps l'admirateur et l'ami de Hampden, et victime de la guerre quelque temps après lui, comme si la fortune, en frappant à la fois ces deux illustres citoyens dans deux partis contraires, eût voulu détruire les médiateurs de la paix.

La paix était le vœu le plus ardent de ce Fakland, que l'histoire n'a pas trop loué en disant que la perte [1] d'un tel homme aurait suffi pour déshonorer la guerre civile. Profondément attristé des malheurs de l'État, quel que fût le vainqueur, il invoquait, il conseillait toujours la paix; et, dans l'intolérance des partis, il se justifiait de cette vertueuse horreur pour la guerre civile en cherchant plus qu'un autre l'occasion d'y mourir.

Les dangers du parlement amenèrent le retour d'un nouvel ennemi, dont la présence avait commencé tous les troubles. L'Écosse, révoltée sans être en guerre, ne dépendait plus ni du roi, ni du parlement de Londres. Une assemblée des états, formée dans ce royaume, y dominait au milieu de l'anarchie féodale et des factions religieuses. Ce fut à elle que s'adressa le parlement de Westminster pour obtenir un secours et pour

[1] Clarendon's History, p. 351.

solliciter une seconde invasion en Angleterre. Les Écossais demandaient pour prix de leurs efforts la réunion des deux Églises : elle fut ratifiée par un *covenant* qui lia les intérêts et les croyances des deux peuples, et sembla consacrer le triomphe de la secte presbytérienne. A cette condition, l'Écosse fit marcher au secours du parlement une armée de dix-huit mille hommes, dont les frais devaient être acquittés par l'Angleterre.

Cromwell, gouverneur de l'île d'Ely, et autorisé à y lever des contributions pour ses troupes, continuait la guerre de partisan : il obtint quelques avantages dans le comté de Lincoln, et battit un détachement de l'armée royale, que Newcastle avait envoyé, sous les ordres de son frère le lieutenant général Cavendish, pour reprendre la ville de Gainsborough, occupée par les troupes parlementaires.

Ce fut, dit Whitelocke[1], « le début de sa haute fortune, et « il commença dès lors à paraître au monde. Il avait un régi- « ment de ses compatriotes, la plupart propriétaires, qui pour « les choses de conscience s'engageaient dans cette querelle « sous sa direction. »

Quelques historiens[2] ont avancé que Cromwell, après ce combat, fit massacrer le général ennemi avec tous les prisonniers. Ce fait nous paraît douteux; car il n'est pas rapporté dans la relation adressée par Cromwell au parlement; et dans ce siècle de fanatisme et de sang, on se serait vanté d'une barbarie avec autant de joie qu'on l'aurait commise. Cromwell, après cette première victoire, se retrouvant vis-à-vis de l'armée de Newcastle, se replia, mais en bon ordre, et vint, après deux jours de marche, rejoindre près de Boston le comte de Manchester, qui avait remporté plusieurs avantages signalés, et le chevalier Fairfax, qui commençait cette grande fortune militaire, dont il fit si peu d'usage.

Newcastle suivit Cromwell, et détacha contre lui un corps

[1] Whitelocke's Memorials, p. 81-88.
[2] Warwick's Memoirs, p. 252.

de cavalerie pour l'attaquer avant sa réunion à Manchester. Cromwell, au premier choc, renversé de cheval, courut le plus grand péril. Son bonheur et son courage le sauvèrent; et remontant sur le cheval d'un dragon, il poussa vivement les troupes royales qui furent vaincues, et laissèrent leurs plus braves gentilshommes sur le champ de bataille.

Réuni à son général par une seconde victoire, Cromwell prit part à la prise de Lincoln, et au siége de la ville d'York. Cette ville était depuis quelque temps investie par les troupes de Manchester, de Fairfax, et par l'armée d'Écosse, qui venait de pénétrer sans obstacle en Angleterre. Le prince Robert, l'un des parents et des généraux de Charles, s'avança pour la délivrer de ces attaques combinées. Ce prince, d'un courage égal à son dévouement pour le roi, n'avait d'autre défaut militaire que cette impatience de vaincre, qui souvent fait perdre ou manquer la victoire. Il commandait huit mille hommes. A son approche, les trois généraux réunis avaient abandonné le siége d'York pour livrer bataille. Le prince Robert défit l'aile droite de l'armée parlementaire, et croyant la bataille gagnée sur tous les points, parce qu'on fuyait devant lui, s'abandonna sans réserve à la poursuite de l'ennemi. Les deux généraux parlementaires, Manchester et Fairfax, et le général écossais Leven, se retiraient. Cromwell, qui commandait l'aile gauche de l'armée du parlement, soutint la bataille contre l'aile droite de l'armée royale. Il emporta la forte position de Marston-Moor, qui donna son nom à cette bataille. Le prince Robert revint trop tard de son inutile poursuite. Il fut entraîné lui-même dans la déroute de l'armée. La moitié des troupes royales périt dans l'action. L'artillerie, les bagages, l'étendard du prince, tout fut enlevé.

Quelques contemporains [1] ont accusé Cromwell de lâcheté dans cette journée, dont le succès lui fut généralement attribué. C'est une injure invraisemblable et mal choisie. Il est fort difficile à un général de se passer de courage; mais

[1] Memoirs of Denzil lord Holles, p. 15.

Cromwell avait particulièrement besoin d'un excès d'audace, et plusieurs traits de sa vie attestent que la témérité même fut un de ses moyens. Quant à ces belles paroles que l'on a mises dans la bouche de Cromwell, arrêtant Manchester prêt à fuir : « Vous vous méprenez, milord, ce n'est point là que sont les « ennemis, » aucun mémoire contemporain ne les rapporte. Du reste, il n'était pas besoin de cette noble et dure leçon, pour que la gloire de Cromwell laissât dans le cœur de Manchester un sentiment de jalousie.

Les suites de ce combat furent le découragement et la désunion du parti vaincu. Les plaintes mutuelles divisèrent les royalistes affaiblis par leur défaite. Le comte de Newcastle, profitant trop vite de l'injustice qu'il éprouvait [1], pour se détacher d'une cause malheureuse, quitta l'Angleterre, et se retira sur le continent. La ville d'York, dont il était gouverneur, se rendit, et fut occupée par lord Ferdinand Fairfax, père du chevalier Fairfax, qui servait alors sous lui. La ville de Newcastle fut prise d'assaut par les Écossais, et la cause royale parut entièrement perdue dans le nord.

La victoire de Marston-Moor, en relevant l'espoir du parlement, fit éclater une politique nouvelle [2]. Les haines républicaines se montrèrent avec plus de violence, et passèrent bien au delà de la réforme presbytérienne et du *covenant*, que le parlement venait de souscrire. La secte des indépendants se montra plus hardie, et ne cacha plus son dessein de détruire la monarchie et la noblesse.

Cromwell se déclara dès lors l'ennemi de la noblesse et de la chambre des pairs, et adressant à son général lui-même [3] cette injurieuse confidence, il lui dit qu'il espérait de voir bientôt le temps où il n'y aurait pas un seul lord en Angleterre, et où lord Manchester ne s'appellerait plus que sir Montague. C'était une nouvelle question qui naissait de la guerre

[1] Clarendon's History, p. 402.
[2] Memoirs of Denzil lord Holles, p. 18.
[3] *Ibid.*, p. 19.

civile, et qu'avait dû produire la jalouse concurrence des nobles et du peuple, lors même qu'ils paraissaient combattre pour la même cause et partager les mêmes passions.

Les lords et les nobles qui avaient pris les armes contre le roi ne voulaient pas pousser la révolution au delà des intérêts de leur propre grandeur; mais les hommes nouveaux qui avaient toute une fortune à faire ne pouvaient l'achever et la mettre en sûreté, sans la chute du trône.

Ces idées extrêmes, fortement suivies par Cromwell, firent sa supériorité. D'autres officiers s'étaient distingués comme lui, Lambert, Fleetwood, Haslerigh, Overton; mais, par l'ascendant du caractère politique, il les réduisit tous à être ses lieutenants ou ses victimes.

Les fureurs du parti démocratique et des indépendants s'accroissaient également par les succès et par les revers. Vainqueurs, ils insistaient pour pousser la fortune; vaincus, ils excitaient la défiance contre la haute noblesse, qui commandait l'armée parlementaire, avec un intérêt différent de celui du peuple. Essex et Waller donnèrent bientôt prise à ce dernier reproche. Le roi, s'étant fortifié d'une partie de la garnison d'Oxford, battit Waller; et s'attachant à suivre Essex dans le comté de Cornouailles, il réduisit ses troupes affamées à mettre bas les armes. Les presbytériens ont expliqué ce désastre par la perfide influence du parti indépendant, qui voulait détruire Essex; les indépendants[1], par les ménagements d'Essex, qui voulait forcer le parlement à se rapprocher du roi.

Le parlement répara ce désastre avec la plus grande activité. Il équipa de nouveau l'armée d'Essex, recruta les troupes de Waller, et lui ordonna de se réunir à Manchester, qui maintenait les provinces de l'est, et y avait considérablement fortifié son armée par le zèle et la popularité de Cromwell. Les résultats de ce grand effort ne remplirent pas l'attente du parlement. Vaincu dans un combat près de Newbury, le roi

[1] Memoirs of Denzil lord Holles, p. 26. — Ludlow's Memoirs, v. 1, p. 100.

se retira sur Oxford, reçut de nouveaux secours et ne fut que faiblement poursuivi.

Cette inaction des généraux parlementaires donna de nouveaux prétextes aux plaintes et aux soupçons. Les républicains, par conscience, et les ambitieux, tous ceux qui avaient à craindre, ou des vengeances, ou seulement la perte de leurs espérances, se réunirent. L'hiver de 1644, en ramenant à Londres les généraux, membres du parlement, fit éclater la division dans la chambre des communes. Cromwell accusa Manchester, son général, d'une trahison manifeste. « J'avais, « disait-il, offert dans la dernière campagne d'attaquer les « troupes du roi, qui se retiraient de Newbury. Je ne de« mandais que la permission de charger à la tête de mon « régiment de cavalerie, sans engager le reste de l'armée. « Mais le comte de Manchester rejeta mes instances et celles « d'un grand nombre d'officiers, se bornant à dire, que si « l'armée du roi était détruite, ce prince en formerait une « autre ; mais que pour nous, si nous éprouvions une défaite « avant que l'armée du comte d'Essex fût rétablie, nous « serions perdus, et poursuivis comme des traîtres et des re« belles[1]. »

Cromwell avait habilement calculé l'impression qu'un pareil discours devait produire sur l'orgueil de l'assemblée. Les dernières paroles attribuées à Manchester parurent aussi coupables que s'il eût prononcé lui-même la condamnation de son parti. L'assemblée, accoutumée à redire sans cesse que les lois étaient de son côté, s'indigna de la pensée d'être punie comme rebelle.

Ce que les partis pardonnent le moins à leurs adhérents, c'est la défiance du succès et le doute sur la justice de leur cause. Manchester, pressé par cette défaveur publique, ne désavoua point en effet le motif qu'il avait donné en repoussant l'avis de Cromwell, qui lui paraissait compromettre l'armée ; mais il récrimina vivement contre le lieutenant général.

[1] Parliamentary History, v. VIII. — Clarendon's History.

Il l'accusa d'avoir lui-même négligé l'exécution d'un ordre important ; et il déclara que, dans une autre circonstance, sollicité par Cromwell de prendre une mesure, il avait refusé, sous prétexte qu'elle n'obtiendrait pas l'approbation du parlement, et qu'alors Cromwell s'était écrié : « Milord, si vous « voulez vous attacher fortement aux gens de bien, vous « serez à la tête d'une armée qui fera la loi au roi et au par-« lement. »

Manchester, pour lier cette accusation à sa propre défense, ajouta qu'un pareil discours l'avait singulièrement frappé, connaissant le lieutenant général pour un homme à desseins profonds ; et que dès lors il avait mis plus de scrupule et de soin à ménager une armée qu'il savait encore très-fidèle au parlement.

Une réplique si forte agita vivement la chambre, et tous les hommes qui s'alarmaient de la fierté de Cromwell demandèrent une enquête et un jugement. Mais le parti des indépendants, et ceux qui voulaient la continuation de la guerre, repoussèrent cet avis, et aimèrent mieux abandonner l'accusation portée contre Manchester. Cependant il était aisé de prévoir que les ambitions et les haines, poussées si loin, ne s'arrêteraient pas, et qu'une lutte dernière allait commencer entre les deux partis qui avaient jusque-là conduit la révolution : entre les presbytériens et les indépendants ; entre les nobles et les hommes nouveaux ; entre ceux qui, même dans la guerre civile, n'avaient cherché qu'une réforme, et ceux qui, fanatiques ou ambitieux, voulaient tout détruire pour faire place à leurs chimères ou à leur puissance. Les presbytériens avaient contre eux ce penchant irrésistible des révolutions vers le parti le plus violent. Mais ils commandaient encore l'armée anglaise ; ils comptaient dans leurs rangs les orateurs les plus distingués des communes. Ils formaient exclusivement la chambre des pairs, et ils s'appuyaient sur l'armée d'Écosse, qui jusque-là bornait tous ses vœux à l'établissement du régime presbytérien, et qui désirait un traité avec le roi. Cromwell, mêlant avec art une sorte de jalousie

patriotique à l'ardeur des sentiments de liberté, attaquait en toute circonstance les intentions des Écossais[1], et répétait que l'Angleterre n'avait besoin ni de leur secours ni de leur conseil.

Les commissaires d'Écosse, blessés d'une telle injure, se réunirent au comte d'Essex contre le lieutenant général. Avec plus d'audace, ils auraient perdu Cromwell ; ils y pensèrent, et ne l'osèrent pas. Whitelocke donne à ce sujet le récit d'une scène curieuse, où lui-même fut acteur.

Whitelocke était un de ces hommes modérés, qui plient leur modération aux violences du plus fort[2], et qui, conservant leur sang-froid dans tous les excès d'une révolution, les servent autant que leur intérêt le demande, et les jugent avec une impartialité plus honorable pour leur esprit que pour leur conscience. Il avait impitoyablement poursuivi la mort de Strafford, et il le représente[3] dans ses Mémoires comme un grand homme innocent. Il inclinait pour la paix et la réunion avec le roi, et il ménageait et secondait l'ambition de Cromwell. Une des causes qui font que, dans une révolution, le parti le plus violent grossit et prédomine, c'est qu'il a tous les lâches pour recrues.

Whitelocke et Maynard, membres de la chambre, et jurisconsultes habiles, appelés, de nuit, à l'hôtel d'Essex, y trouvèrent les envoyés d'Écosse et plusieurs membres des communes. A la prière du comte d'Essex, le chancelier d'Écosse exposa les intrigues de Cromwell pour nuire aux Écossais dans l'opinion de leurs alliés ; son ambition, qui menaçait l'autorité du général, et la sûreté des deux peuples unis ; et, insistant sur la nécessité d'arrêter son dangereux essor[4], il proposa de le poursuivre comme *incendiaire,* aux termes du *covenant*, qui désignait sous ce nom tout homme prévenu d'exciter la mésintelligence entre les deux nations. C'est un spectacle assez curieux de voir les desseins de Cromwell soupçonnés, et

[1] Memoirs of Denzil lord Holles, p. 18.
[2] Ludlow's Memoirs, v. II, p. 230.
[3] Whitelocke's Memorials of the english affairs, p. 67.
[4] *Idem,* p. 116.

son ambition prise sur le fait si longtemps avant l'époque de sa grandeur.

Ces puissances extraordinaires, qui s'élèvent si vite sur les ruines de la liberté des peuples, avertissent cependant toujours de leur approche et de leurs progrès, et une résolution énergique suffirait pour les arrêter. Mais la mollesse publique et l'empressement des ambitions serviles leur frayent la route, et l'esclavage se réserve ensuite pour excuse la rapidité de leur élévation, qui semble avoir surpris les courages et prévenu la résistance.

Whitelocke et Maynard, consultés sur le sens légal de ce mot *incendiaire,* et sur l'application qui pouvait en être faite à Cromwell, discutèrent la question en légistes et en hommes prudents. Après avoir fait sentir la difficulté de recueillir des preuves suffisantes, et le danger d'une poursuite inutile, ils ne dissimulèrent pas le grand crédit de Cromwell sur la chambre, son talent, sa popularité, et toutes les ressources qu'il trouverait dans lui-même et dans ses amis pour repousser avec avantage une attaque à la fois si violente et si vague. Holles, Stapleton, et quelques autres députés moins formalistes, et plus sincères amis de la liberté, nièrent cette popularité prétendue qui n'eût été d'ailleurs qu'un motif de plus pour se hâter de perdre l'ambitieux qui voulait en abuser. Mais le comte d'Essex, timide comme tout homme qui consulte dans un moment de péril, se détermina pour l'opinion de Whitelocke, malgré les prières de ses amis, et surtout celles de Holles, qui pénétrait toute l'ambition de Cromwell, et qui rappelait plusieurs de ses actions et de ses paroles propres à justifier l'accusation proposée.

Cette vaine consultation, qui ne resta pas ignorée de Cromwell, ne fut pour lui qu'un avertissement[1] de pousser sa fortune en proportion de la haine de ses ennemis, et de leur impuissance avouée d'eux-mêmes.

Il était d'ailleurs pressé par la situation générale des événe-

[1] Whitelocke's Memorials of the english affairs, p. 114.

ments; les négociations avec le roi n'étaient pas ralenties[1], et menaçaient de finir par un traité qui, fût-il injurieux à la couronne, aurait arrêté la révolution au moins pour un temps. Le roi avait envoyé à l'assemblée de Westminster une ambassade de plusieurs lords attachés à sa fortune. Malgré la rigueur des conditions que voulait le parlement, quoique l'on prescrivît à Charles le sacrifice d'une partie de ses droits et l'abandon de ses plus fidèles amis[2], il pouvait se laisser tenter par sa mauvaise fortune. Il n'y avait qu'une voie assurée pour prévenir la paix : c'était d'ôter la guerre des mains de la noblesse parlementaire, qui, tout en combattant le roi, ne voulait pas le détruire, et gardait un vieux respect pour les institutions monarchiques, dont elle formait une honorable partie, tandis que les hommes nouveaux ne concevaient pas de traité possible entre le peuple et le trône[3], et frémissaient pour eux-mêmes à la seule idée d'une paix qui aurait conservé, sous quelque forme que ce fût, un souverain si cruellement offensé, et toujours trop puissant contre des sujets sans crédit personnel, et que la guerre civile ne soutiendrait plus.

Ce fut là le point décisif de la révolution. En vain Manchester s'était justifié sur une accusation particulière; l'attaque remontait plus haut, et s'étendait à tous les chefs de l'armée. Essex, Manchester, Waller, Denbigh, étaient nobles et membres de la chambre des lords; ils n'avaient pas une haine irréconciliable, ils ne faisaient pas une guerre mortelle. Contents d'avoir défendu les droits du peuple, ils auraient pu, ils auraient souhaité rentrer en grâce avec le souverain. Essex, d'une illustre maison et d'une grande élégance de mœurs, paraissait un partisan[4] nécessaire de la monarchie; et tout ce qu'il avait fait pour la cause du parlement ne pouvait, aux yeux des indépendants, effacer la tache de sa noblesse. Il était

[1] Whitelocke's Memorials of the english affairs, p. 114.
[2] Memoirs of Denzil lord Holles, p. 29.
[3] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 148. — Memoirs of the life of colonel Hutchinson, v. I, p. 347.
[4] Whitelocke's Memorials of the english affairs, p. 115.

suspect de vouloir la paix. Sans ambition personnelle, sa vanité, qui l'avait entraîné dans la guerre civile, s'était flattée d'un crédit que l'on accorda quelque temps à son nom et à l'éclat d'une si grande désertion, mais qui fut bientôt remplacé par la défiance et par les humiliantes comparaisons que faisaient naître le talent et le courage des officiers de fortune. Le comte de Manchester était recommandable par la vertu la plus rare dans les guerres civiles, l'humanité. Mais cette douceur, qui ne se démentit jamais, convenait mal à la sanguinaire austérité de l'esprit de secte ; et les talents guerriers de Manchester étaient d'ailleurs trop écrasés par la concurrence de Cromwell.

Ces deux généraux étaient presbytériens modérés, et ne souhaitaient qu'une réforme dans l'Église; et la secte des indépendants, sortie du milieu des presbytériens rigides, commençait à prédominer. Cette secte, amenée par le plus haut degré de fanatisme à l'entière liberté de croyance, n'avait ni dogme fixe, ni cérémonies, ni prêtres. Elle supprimait l'ordre sacerdotal comme un privilége, et réduisait le culte à la communication de l'Esprit-Saint, que tout le monde pouvait également obtenir par la prière.

Il y avait dans cette secte quelque chose de la simplicité du christianisme naissant, et quelque chose de l'exaltation raffinée des quiétistes, mêlée d'une humeur farouche qu'inspiraient la sédition et la guerre. On remarquera que, dans les divisions religieuses de l'Angleterre, une secte pareille autorisant, par son instabilité même, une sorte de tolérance, pouvait être singulièrement favorable à un ambitieux qui tenterait de réunir les esprits.

Cette secte avait pour chefs dans le parlement Henri Vanes, Fiennes, jurisconsulte habile, Saint-John, non moins versé dans les lois, et parent de Cromwell; enfin Cromwell lui-même qui propageait leurs doctrines dans ses troupes. Les principes des indépendants, appliqués à la politique, entraînaient le changement de la société et la chute du trône. Mais, par cela même, dans les débats avec les presbytériens, ils

avaient sur eux le grand avantage de vouloir une chose absolue et décisive, tandis qu'il y avait une sorte d'embarras et d'inconséquence dans la conduite des presbytériens, qui ne voulaient pousser la révolution que jusqu'à un certain point [1], et respectaient le roi en lui faisant la guerre.

Charles voyait cette division avec joie, et en était d'autant moins pressé de faire un traité. Il aurait dû la craindre; car si la guerre se continuait, l'issue de ce schisme du parlement ne pouvait être douteuse.

Les indépendants ne négligèrent pas de couvrir leurs desseins du prétexte de l'intérêt public. Les dépenses de l'armée pesaient sur la nation, et la longue durée de la guerre, qui les rendait accablantes, était imputée à la lenteur intéressée des généraux, que l'on accusait à la fois d'éterniser la guerre par ambition, et de ne pas vouloir qu'elle réussît par attachement à la royauté. Cette accusation était populaire. Il en résultait que l'on devait ou conclure une paix avec le roi, ou choisir de nouveaux généraux. Les indépendants ayant assez de crédit pour empêcher ce premier dénoûment, que tant de difficultés entravaient, étaient maîtres du second [2].

La discussion s'ouvrit par la nécessité de réformer la discipline de l'armée. Un indépendant assez obscur, Zouch Tate [3], membre du comité de la guerre, exposa, dans le bizarre langage du temps, que l'armée était dans le même état qu'un malade qui consulterait sur un mal au doigt, tandis que la masse entière de son sang serait corrompue.

Cromwell prit la parole [4]. Le discours qu'il prononça est trop court et trop simple pour n'être pas fidèlement rapporté comme une preuve que ce génie souple et profond savait à propos se délivrer de l'étalage mystique dont il a fait un si fréquent usage.

« C'est aujourd'hui, dit-il, le moment de parler ou de se

[1] Our design was only to reform, not to alter; to regulate, and so to save, not to destroy. Holles, p. 21.

[2] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 133.

[3] Whitelocke's Memorials of the english affairs, p. 113.

[4] The parliamentary History, v. XIII, p. 376.

taire à jamais. Il ne s'agit de rien moins que de sauver le peuple de la situation sanglante, et je dirai presque de l'agonie où la longue durée de la guerre l'a déjà réduit; au point que si nous ne poussons la guerre d'une manière plus vigoureuse et plus efficace, en jetant de côté toutes les mesures de lenteur, comme font des soldats de fortune, transportés au delà des mers, nous fatiguerons le royaume de notre présence, et nous ferons haïr le nom du parlement. Que disent, en effet, les ennemis? Que disent aussi beaucoup de gens qui étaient nos amis à l'ouverture des chambres? Ils disent que les membres des deux chambres ont acquis de grandes places et des commandements; qu'ils ont mis l'épée dans leurs mains; que, par leur influence dans le parlement, par leur autorité sur l'armée, ils s'éterniseront dans le pouvoir, et ne laisseront pas la guerre se terminer promptement, de peur que leur ascendant ne finisse avec elle. J'exprime ici hautement et en face de tous ce que d'autres murmurent au dehors. Je suis loin de désigner personne. Je connais le mérite des généraux, membres des deux chambres, qui sont encore en pouvoir; mais si je puis manifester ma conscience, sans aucune application personnelle, je sens que si l'armée n'est pas réglée sur d'autres principes, et la guerre suivie avec plus de vigueur, le peuple ne peut supporter la guerre plus longtemps, et qu'il nous forcera à une paix déshonorante. »

Il eut soin d'ajouter, avec une feinte modération, que la chambre ne devait pas insister rigoureusement sur les négligences ou les fautes que les généraux avaient pu commettre, qu'il s'en reprochait lui-même plusieurs, qu'elles étaient inévitables, et qu'il ne s'agissait plus que de les réparer.

« Nous avons, dit-il alors, des cœurs trop anglais, et trop dévoués au bien général de la patrie, notre mère, pour que les membres de l'une ou de l'autre chambre hésitent à se *renoncer eux-mêmes,* et à sacrifier leurs intérêts privés au bien public, sans croire qu'il y ait le moindre déshonneur pour eux, quelle que soit la décision du parlement sur ce grave sujet. »

Cette idée de renoncement volontaire, cette abnégation religieuse et patriotique, qui s'accordait avec l'enthousiasme du temps, était l'argument le plus spécieux en faveur d'une semblable proposition. Vanes prit la parole, et offrit de quitter à l'instant la place de trésorier de la marine, qu'il tenait du roi.

On allégua d'autres motifs : le petit nombre des députés encore diminué par l'absence de ceux qui remplissaient des fonctions militaires, l'utilité d'un tel sacrifice pour autoriser une réforme générale : on alla jusqu'à dire que les membres du parlement trouveraient plus d'obéissance dans des officiers qui ne seraient pas leurs égaux ; comme si l'expérience des républiques anciennes ne montrait pas que les assemblées délibérantes n'ont d'autre moyen de se prémunir contre le pouvoir militaire que de l'exercer.

Ce fut l'exemple que Whitelocke [1] mit en avant pour combattre l'ordonnance. En même temps il appuya sur l'injustice et la difficulté de remplacer tant de généraux distingués, parmi lesquels il plaçait Cromwell. D'autres orateurs presbytériens firent sentir que cette soudaine révolution, loin de favoriser la réforme générale, pouvait exciter quelque désordre dans l'armée.

Cromwell [2] repoussa cette crainte, et affirma, pour son compte, que ses soldats ne prendraient et ne quitteraient les armes qu'aux ordres du parlement, et qu'ils étaient instruits à ne pas obéir à d'autres maîtres.

Cette flatteuse assurance entraîna beaucoup de suffrages, et la chambre ordonna la rédaction d'un bill pour exclure des emplois militaires et civils tout membre du parlement. Un jeûne, célébré dans l'intervalle de la discussion, prépara les esprits à ce grand acte d'humilité chrétienne, que l'on appela l'ordonnance du *renoncement de soi-même*. Ce jour-là, les deux chambres assistèrent à des sermons en faveur du projet

[1] Whitelocke's Memorials of the english affairs, p. 115.
[2] Memoirs of Denzil lord Holles, p. 35.

de la loi, où le public ne fut pas admis, pour laisser une liberté plus grande aux prédicateurs [1]. L'intention politique se cacha sous ces apparences religieuses. Il est douteux que la grande majorité de la chambre voulût et comprît ce qu'elle faisait. A la troisième lecture du bill, une exception personnelle ayant été proposée en faveur du comte d'Essex, ce qui renversait tout le projet des indépendants, elle ne fut repoussée que par une majorité de sept voix [2].

La supériorité des indépendants était donc très-faible encore. Même dans une question désavantageuse, le comte d'Essex conservait un grand parti; et il semble dès lors qu'une conduite plus habile aurait détourné cette mesure, qui prévalut avec tant de difficulté, et qui devint si fatale.

Peut-être Essex et ses amis se reposèrent-ils sur la résistance de la chambre des lords; mais la révolution était trop avancée pour que la fiction de la pairie pût lutter avec avantage contre la force démocratique. C'était dans la chambre populaire qu'il aurait fallu la vaincre par elle-même. L'opposition des lords ne fit que réunir les communes et les animer dans leur entreprise. Après plusieurs messages inutiles, elles se rendirent en corps [3] auprès de la chambre haute pour la presser d'accepter l'ordonnance. Malgré cette démarche, d'autant plus impérieuse qu'elle était inusitée, la chambre des lords prononça le rejet.

Tandis que ces chicanes parlementaires tenaient la révolution en suspens, les négociations pour la paix se traitaient à Uxbridge, et les ambassadeurs de France et de Hollande [4] proposaient leur médiation; mais les indépendants, repoussés par la fermeté de la chambre des pairs, ne perdirent pas de temps pour reprendre un autre projet, qui les conduisait au même

[1] Whitelocke's Memorials of the english affairs, p. 114.

[2] The parliamentary History, v. XIII, p. 383.
La narration de Clarendon, entièrement adoptée par Hume, est fort inexacte, et contraire aux registres du parlement.

[3] Whitelocke's Memorials of the english affairs, p. 118.

[4] The parliamentary History, v. XIII, p. 394, etc.

but. Laissant de côté la question des anciens généraux, ils proposèrent une ordonnance pour la recomposition de l'armée. La chambre des communes vota cette ordonnance, et nomma Fairfax général de la nouvelle armée, sur la proposition de Vanes et de Cromwell.

Pour rendre l'acceptation de ce bill indispensable, on y joignit le vote des impôts destinés à l'entretien des troupes. Aussi la chambre des lords, après beaucoup d'objections et de lenteurs, fut-elle obligée d'y consentir, et d'accepter sous une forme ce qu'elle avait rejeté sous l'autre; sorte de tempérament, auquel se réduisent presque toujours la résistance et le courage du plus faible. La formation de la nouvelle armée fut commencée avec une incroyable promptitude; c'était l'espoir des indépendants; c'était la décision réelle du débat qui semblait encore se prolonger entre la noblesse parlementaire et les hommes nouveaux; ce fut le point d'appui d'où s'élança Cromwell pour aller aussi loin que l'entraînerait la guerre civile, désormais irrévocable.

LIVRE DEUXIÈME.

Formation d'une nouvelle armée. Fairfax est nommé général. Cromwell obtient une prorogation de commandement plusieurs fois renouvelée. Ses succès. Bataille de Naseby. Lettre de Cromwell au parlement. Désastre du parti royaliste. Le roi est bloqué dans Oxford. Intervention de l'ambassadeur français. Le roi se jette dans les bras des Écossais, et est livré par eux. — Le parlement veut envoyer en Irlande une partie de l'armée qu'il cherche à affaiblir. — Dispositions factieuses de l'armée. Cromwell les encourage secrètement. Formation d'un conseil d'officiers. Conseil des agitateurs formé parmi les soldats. Cromwell, dénoncé à la chambre, se justifie. Enlèvement de la personne du roi par Joyce. L'armée se rapproche de Londres. Onze membres des communes sont proscrits d'après la désignation de l'armée. — Émeutes populaires en faveur du parlement. Un grand nombre de députés indépendants se réfugient auprès de l'armée. Séjour du roi au milieu de l'armée. Espérances que lui donne Cromwell. Animosité des agitateurs contre le roi. L'armée ramène les députés dans le parlement et s'empare de tout. Nouvelle fuite du roi ; sa retraite dans l'île de Wight par le conseil secret de Cromwell.

Quelques jours après l'ordonnance (27 février), et [1] tandis que la chambre s'occupait à former la liste des officiers [2], Cromwell reçut l'ordre de se rendre dans l'ouest, à la tête de son régiment, et de se réunir à Waller. Le but de la réforme militaire avait été de mettre l'armée sous l'autorité du parlement. Fairfax, habile officier, mais sans caractère politique, parut heureusement désigné dans cette intention. Cromwell s'était montré le plus zélé promoteur de ce choix [3]. Il comp-

[1] Whitelocke's Memorials of the english affairs, p. 129.
[2] *Idem, ibid.*
[3] Clarendon's History, p. 425.

toit sur la faiblesse de Fairfax, égale au moins à ses talents militaires. Fairfax, malgré la simplicité de ses manières, semblait inspiré sur le champ de bataille, et sa physionomie, douce et tranquille, s'animait alors d'un feu terrible et d'une émotion qui allait jusqu'à la fureur. Il avait déjà rendu de grands services à la cause du parlement; il venait de détruire plusieurs régiments de l'armée d'Irlande, que Charles avait rappelés à son secours. Nommé général, son génie pour la guerre parut s'étendre; mais il resta toujours étranger aux vues de la politique. Il avait de la hauteur d'âme, qualité qui n'exclut pas la faiblesse, et qui, n'agissant que par intervalles, peut, dans le cours habituel des affaires, tomber insensiblement sous le joug de l'intrigue adroite et persévérante. Avec toutes ses victoires et son fier courage, le général Fairfax, d'après le témoignage des contemporains, ne fut jamais qu'un instrument sous la main de Cromwell. Tous les colonels, tous les officiers furent soumis à l'approbation des deux chambres. Elles permirent à Fairfax de choisir des officiers parmi les corps de l'ancienne armée; on l'autorisa même, par une ordonnance particulière, à recruter dans l'infanterie du comte d'Essex. Les soldats d'Essex passèrent presque tous dans la nouvelle armée; et ce général, qui n'était pas encore légalement destitué, perdit la force qui, dans les temps de parti, est le premier droit.

Déjà Cromwell avait remporté de nouveaux avantages : les soldats de son régiment s'étaient montrés peu dociles [1], et prêts à se révolter si on leur enlevait leur chef. Ils s'apaisèrent dès qu'ils le virent; et Cromwell écrivit à la chambre pour demander leur grâce et garantir leur fidélité.

Cependant les conférences d'Uxbridge étaient commencées en même temps que la guerre se préparait avec plus de violence; mais l'exécution du malheureux archevêque Lawd, depuis longtemps prisonnier, apprit au roi qu'il n'avait rien à espérer de la modération des communes. C'étaient toujours les

[1] Memoirs of Denzil lord Holles, p. 35. — Whitelocke's Memorials, p. 132.

mêmes difficultés, l'abolition de l'épiscopat, le commandement de la milice attribué aux chambres, l'acceptation du *covenant*. C'était surtout l'impossibilité de se donner des garanties mutuelles, de se rassurer sur ce qu'on avait fait, d'oublier sincèrement ce qu'on avait souffert; aussi les conférences n'eurent-elles d'autre suite que la continuation de la guerre.

Le crédit du comte d'Essex, à la chambre des pairs, avait jusqu'à ce jour suspendu l'adoption de l'ordonnance du *renoncement volontaire;* mais la formation d'une nouvelle armée rendait cette résistance inutile. Essex, Manchester et Denbigh, dans une séance de la chambre des pairs, proposèrent enfin de rendre leurs commissions [1]. Malgré les efforts de leurs amis, cette offre fut acceptée : les communes se hâtèrent de leur voter des remercîments et des témoignages de reconnaissance publique. On choisit un comité pour s'occuper des moyens de récompenser le lord général, et les comtes de Manchester et de Denbigh. Ils furent magnifiquement disgraciés.

Le lendemain les deux chambres votèrent, sans difficulté, l'ordonnance qui exemptait des emplois militaires et civils tout membre du parlement. Le comte de Warwick se démit aussitôt du titre de lord de l'amirauté. Cromwell devait être écarté par la même loi [2]; mais il reçut ordre de s'avancer sur la route d'Oxford, pour intercepter les communications entre le prince Robert et le roi. Il annonça bientôt [3] qu'il avait surpris un corps de cavalerie royale, et une partie du régiment de la reine; qu'il avait fait deux cents prisonniers et enlevé plusieurs drapeaux. Ayant poursuivi les débris de ce corps, il les poussa jusqu'à la forteresse royale de Bletchington, dont il se rendit maître. Quelques jours après, il surprit encore un parti royaliste, et enleva le colonel, deux lieutenants-colonels, et un assez grand nombre de prisonniers. Ces coups de main

[1] Whitelocke's Memorials, p. 134.
[2] Anglia rediviva, p. 10.
[3] Whitelocke's Memorials, p. 138. — Ludlow's Memoirs, v. I, p. 165. — The parliamentary History, v. XIII, p. 439.

heureux, malgré quelques pertes qui s'y mêlèrent, signalaient Cromwell parmi tous les chefs des troupes parlementaires. S'étant réuni au colonel Brown, ils écrivirent à la chambre pour annoncer que le roi quittait Oxford et se mettait en marche. Le parlement, après avoir ordonné au comité de la guerre de leur envoyer des provisions et de l'argent, décida que le lieutenant général serait dispensé de siéger à la chambre [1], et prolongerait son service quarante jours au delà, nonobstant la loi du *renoncement de soi-même*. Cette exception ne fut pas accordée sans beaucoup de plaintes de la part des amis du comte d'Essex, qui découvraient enfin le but caché de l'ordonnance, et l'application inégale qu'on en voulait faire.

Tandis que Cromwell et Brown suivaient le roi depuis son départ d'Oxford, et répandaient des émissaires dans tous les comtés pour les soulever sur son passage, Fairfax s'étant avancé vers Oxford, à la tête de son armée, rappela près de lui les deux généraux pour former le siége de cette ville. Cromwell fut envoyé dans l'île d'Ely [2] pour y ranimer le zèle des associations, et prévenir l'influence des agents du roi. En peu de temps il rassembla, dans les comtés confédérés, trois mille chevaux. Les quarante jours expiraient; mais Fairfax écrivit, en faveur de Cromwell, une lettre au nom des principaux officiers de l'armée. Ireton, Whalley, Fleetwood, qui avaient signé cette lettre, étaient ou parents ou confidents de Cromwell. Le parlement, après quelques débats, décida [3] que « sir Thomas Fairfax pourrait désigner Cromwell pour com« mander sous lui la cavalerie avec le titre de lieutenant « général, s'il le jugeait convenable. » Dès lors, suivant l'expression de Whitelocke, « il parut grandir dans la faveur du « peuple et de l'armée, et son élévation commença d'exciter « l'envie. » Mais, dans les temps de faction, l'envie est subordonnée à l'utilité des services, et chaque parti a trop besoin de

[1] The Journal of the house of commons. May 11, 1645.
[2] Whitelocke's Memorials, p. 141-143.
[3] The Journal of the house of commons June 10, 1645.

ses chefs pour se hâter de proscrire la gloire qui l'offusque, ou l'ambition qui menace de le dominer.

Cependant Charles Ier, cherchant la situation la plus avantageuse pour combattre, se retira vers le nord. Tandis qu'il conduisait son avant-garde, Ireton, sur l'avis de Cromwell, attaqua et mit en désordre quelques régiments de l'armée royale, laissés en arrière à Naseby. Cette alarme, qui vint surprendre le roi au milieu de la nuit, le força d'abandonner sa marche. Il gagna promptement Harborough, où était son corps d'armée, et tint un conseil de guerre, dans lequel la vivacité du prince Robert l'emporta sur les objections des vieux généraux, et fit résoudre la bataille. Le roi revint donc sur l'armée parlementaire qui le suivait, et il la rencontra le 14 juin devant la ville de Naseby, qui a donné son nom à cette journée la plus décisive pour la chute du trône.

La bataille [1] commença à dix heures du matin. Les parlementaires avaient pour mot de ralliement : *Dieu soit notre force*. Le mot des royalistes : *Dieu et la reine Marie*, rappelait le souvenir d'une reine qui avait déshonoré le trône et la religion par une cruauté fanatique ; et les troupes d'un monarque aussi généreux que Charles Ier auraient dû combattre sous une invocation moins sinistre pour les vaincus. Au premier choc des deux armées, le prince Robert, à la tête d'une partie de la cavalerie royale, poussa vivement l'aile gauche des ennemis, et la poursuivit jusqu'à la ville de Naseby. Ireton fut blessé et fait prisonnier : mais, pendant que le prince Robert se laissait emporter par ce commencement de victoire, à l'autre extrémité Cromwell, ayant battu la cavalerie royale qui lui faisait face, s'arrêta, et revint au centre du combat, où le général Fairfax se soutenait avec désavantage. Cromwell, à la tête de ses dragons victorieux, fondit sur l'infanterie royale, et la mit dans un tel désordre qu'aucun secours ne pouvait plus lui rendre la victoire.

Charles Ier, après avoir longtemps combattu, rejoignit le

[1] Whitelocke's Memorials, p. 150. — Letter of Cromwell.

corps de réserve qui se trouvait réduit à l'inaction, étant privé des troupes que le prince Robert avait entraînées dans une poursuite inutile ; c'était la seconde bataille perdue par une faute semblable. Lorsque le prince reparut enfin, le roi voulut, en réunissant cette cavalerie à son corps de réserve, faire un dernier effort contre l'ennemi qui avait achevé de vaincre. Il donna l'exemple, il poussa son cheval ; mais cette troupe, peu ralliée, refusa de le suivre. On rapporte que, dans ce moment, un seigneur écossais, effrayé du danger personnel où s'exposait le monarque, ayant détourné la bride du cheval, ce mouvement, mal interprété, devint le signal d'une déroute qui entraîna tout.

L'armée parlementaire, qui n'avait éprouvé qu'une perte très-faible, fit cinq mille prisonniers, s'empara de l'artillerie et des bagages du roi, ainsi que de beaucoup de dames qui suivaient l'armée. On enleva même une cassette qui renfermait des papiers secrets, dont la publicité [1] devint un moyen de faire soupçonner la bonne foi du monarque dans les négociations que naguère encore il entretenait avec les commissaires du parlement.

Cette victoire, si fatale au trône, fut le résultat de la réforme militaire, et surtout de la forte et pieuse discipline que l'influence de Cromwell répandait chaque jour dans la nouvelle armée. C'est la remarque de Clarendon ; les troupes du roi [2], lors même qu'elles avaient l'avantage, se ralliaient avec peine. La première armée parlementaire, sous Essex et sous Waller, avait également montré plus de valeur que de constance et de discipline ; tandis que les troupes de Fairfax et de Cromwell, victorieuses ou repoussées, gardaient ou reprenaient leurs rangs avec une opiniâtre régularité, et combattaient comme un seul homme, suivant l'expression de l'Écriture, qui s'applique si naturellement à ces courageux sectaires.

Un hasard heureux a fait retrouver l'original de la lettre [3]

[1] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 167.
[2] Clarendon's History, p. 430.
[3] Retrouvée par Horace Walpole, en 1754.

écrite par Cromwell à l'orateur du parlement, le soir même de cette grande journée ; il parle beaucoup de cette protection divine dont se vantent toujours les vainqueurs ; mais il en parle avec une force d'expression religieuse qui caractérise particulièrement son siècle, et avec cette adresse politique qu'il savait y mêler : « Je me sens, dit-il, personnellement « obligé de vous annoncer le coup de main que Dieu vient de « nous donner. La main de Dieu a seule éclaté ; à lui seul « appartient cette gloire, dans laquelle nous n'avons rien à « partager avec lui. Le général vous a servi avec honneur et « fidélité ; et le plus grand éloge que je puis lui donner, c'est « de dire qu'il rapporte tout à Dieu, et qu'il aimerait mieux « périr que de rien s'attribuer à lui-même ; et cependant, « pour la bravoure, on peut lui accorder, dans cette circon- « stance, tout ce qu'il est possible d'accorder à un homme. »

Après avoir ainsi enveloppé et fait disparaître la gloire de Fairfax dans cette grande reconnaissance pour Dieu, l'habile fanatique fait pressentir, par les dernières expressions de sa lettre, la puissance du parti des indépendants, dont il devenait chaque jour le chef plus visible et plus accrédité.

Il les désignait ici sous le nom d'*hommes bien pensants*, comme il les appelait ailleurs *les saints, les élus*, ou simplement[1] *les honnêtes gens*; toutes dénominations incertaines et flexibles dans la langue des factions.

« Les hommes bien pensants, dit-il en finissant, vous ont « loyalement servi : ils sont remplis de confiance ; je vous con- « jure, au nom de Dieu, de ne pas les décourager. Je désire « que cette action puisse produire la reconnaissance et l'hu- « milité dans le cœur de tous ceux qui y sont intéressés. Je « désire que celui qui hasarde sa vie pour la liberté de son « pays puisse se confier en Dieu pour la liberté de sa con- « science, et en vous pour cette liberté civile au nom de « laquelle il combat. »

Une lettre de Fairfax au parlement, datée du lendemain de

[1] The parliamentary History, v. XVII, p. 260.

la bataille, ne renferme que des détails militaires, des éloges sur la conduite du major Skippon et de quelques autres officiers, sans aucune mention de Cromwell. Le même esprit religieux s'y fait sentir. Le général exprime le vœu, que l'honneur de cette grande et immortelle miséricorde puisse être rendu à Dieu dans un jour extraordinaire d'actions de grâces.

Le 16 juin, le jour même où la nouvelle de cette victoire parvint au parlement, la chambre des communes [1] continua l'exception en faveur du lieutenant général Cromwell, sans époque déterminée. Elle lui assignait aussi le traitement de son grade à dater du jour du renouvellement de l'armée; mais la chambre des pairs le reporta seulement à l'expiration des quarante jours qui avaient d'abord été accordés à Cromwell, et restreignit à trois mois la prorogation de son commandement. Ces minutieux détails font connaître au moins l'espèce de défiance et d'opposition que rencontrait la grandeur de Cromwell. On se consolait en gênant par des formalités et des chicanes celui que sa fortune et son parti entraînaient si vite et si loin. Les bons républicains croyaient sauver l'esprit de la loi en la violant chaque fois par une exception temporaire. Depuis cette époque, Cromwell obtint encore trois prorogations successives; ensuite [2] il n'en parla plus, et il devint trop puissant pour que personne s'avisât d'en parler.

Cependant, depuis sa défaite, le roi, de fuite en fuite, avait gagné le pays de Galles, au lieu de se retirer vers un corps de troupes qui, sous les ordres de Goring, assiégeait la ville de Taunton, et qui, en se réunissant aux débris de la journée de Naseby, aurait pu former une armée considérable. Fairfax, après avoir repris la ville de Leicester, dernière conquête du roi, marcha contre Goring, et le força d'abandonner le siége de Taunton. Le général royaliste voulut éviter le combat et se replier sur Bridgewater. Il était protégé par une rivière,

[1] The parliamentary History, v. XIII, p. 508.
[2] Memoirs of Denzil lord Holles, p. 35.

dont il gardait les passages. Après avoir tenu un conseil de guerre dont le résultat fut de donner la bataille, si on pouvait y forcer l'ennemi, Fairfax le fit attaquer à la fois sur deux points, et remporta une victoire complète, pour laquelle le parlement ordonna un jour solennel d'actions de grâces. Goring fut blessé, perdit beaucoup d'officiers et sa meilleure cavalerie. La prise de Bridgewater suivit de près. Cette place bien munie se rendit après avoir soutenu plusieurs assauts. Un riche butin, envoyé par Fairfax au parlement, fut vendu, et l'argent remis à Fairfax, avec ordre de le distribuer aux soldats. Le parlement se trouva maître d'une ligne de places fortes qui lui servirent à bloquer pour ainsi dire le comté de Cornouailles et le Devonshire, encore fidèles à la cause royale.

Cromwell, après avoir concouru à ces derniers succès, se chargea d'étouffer une nouvelle espèce d'ennemis, nés du désordre de la guerre civile. C'étaient des clubs armés qui s'étaient réunis sous prétexte de défendre les propriétés du pillage. Ces rassemblements, quoiqu'ils ne parussent pas servir la cause royale, devaient inquiéter le parlement, qui, désormais certain de la victoire, était intéressé à maintenir l'ordre. Cromwell marcha sur Shaftesbury, rencontra l'un de ces rassemblements, composé de dix mille hommes, et sous les ordres d'un chef : il leur dit que ceux de leurs compagnons qui avaient été arrêtés seraient relâchés s'ils n'étaient pas punissables suivant la loi. Il ajouta que Fairfax leur ferait rendre justice toutes les fois qu'ils auraient à se plaindre de ses soldats ; et il parvint ainsi à disperser cette foule, qui était une espèce d'armée. Une autre réunion, beaucoup moins nombreuse, opposa plus de résistance. Cromwell la fit charger par ses troupes, et enleva un grand nombre de prisonniers. Dans une lettre au parlement, il propose de renvoyer ces malheureux [1], et de ne garder que quelques nobles qui les commandaient. C'était le moyen d'empêcher que cette

[1] Whitelocke's Memorials, p. 160.

guerre ne prît un caractère politique, et qu'un tumulte ne devînt un parti.

Ces attroupements, inévitables dans une époque de confusion civile, se renouvelaient presque sur tous les points du royaume. Le parlement leur fit toujours rude guerre, lorsqu'ils étaient ou royalistes ou incertains, et les employa, quand il fut possible. Au siége de Bristol, qui suivit immédiatement l'expédition de Cromwell, les clubistes de Somerset et de Glocester servaient dans l'armée de Fairfax. Bristol, où s'était jeté le prince Robert avec quatre mille hommes de troupes, devint le dernier espoir de la cause royale. Cromwell se hâta de se rendre devant cette place assiégée depuis quelques jours par l'armée de Fairfax. Le général, après quelques propositions de paix inutilement adressées au prince Robert, fit observer, par son armée, un jour de prières et de jeûne, et prépara tout pour un assaut nocturne. A deux heures du matin commença l'attaque au cri mille fois répété de *David*. Bientôt l'armée victorieuse entra dans la place au cri de *Seigneur Dieu des armées* [1]. Le siége et l'assaut n'avaient coûté à Fairfax que deux cents hommes. Ireton, le gendre de Cromwell, fut blessé. Le prince Robert, retiré dans la citadelle, en sortit après avoir rendu la place à des conditions plus rigoureuses que celles qu'il avait refusées, et fut reconduit jusqu'à Oxford. C'était un dernier coup à la fortune de Charles. Le roi écrivit au prince Robert une lettre pleine d'amertume, en y joignant un passe-port pour sortir du royaume. Les vainqueurs trouvèrent dans Bristol de nombreuses munitions et cent quatre pièces d'artillerie. Ces détails furent annoncés au parlement par les lettres de Fairfax et de Cromwell. On peut croire, disait Cromwell en finissant la sienne [2], « que quelques éloges « sont dus à ces braves gens dont j'ai tant cité la valeur. Mais « la prière qu'ils vous font, la part qu'ils demandent dans cette « bénédiction, est de pouvoir être oubliés, pour ne laisser de

[1] Whitelocke's Memorials, p. 166.
[2] *Idem, ibid.*

« place qu'aux louanges du Seigneur. C'est leur joie d'avoir « servi d'instruments à la gloire de Dieu et au bien de leur « pays; ils sont honorés que Dieu ait daigné les mettre en « usage. Monsieur l'orateur, ceux qui ont servi dans cette « occasion savent bien que la foi et les prières vous ont con« quis cette ville. » La chambre des communes adressa une lettre de remercîments à Cromwell comme à Fairfax.

Après la prise de Bristol, l'armée marcha sur la forteresse de Devises, qui se rendit aux premières approches de Cromwell, et livra un nombreux dépôt d'armes et de vivres. Le roi, qui se dirigeait vers Oxford avec un corps de cavalerie, venait d'essuyer de nouvelles pertes. Cromwell, avançant à la tête de son régiment, s'était emparé de la ville et du château de Winchester. Les généraux parlementaires, pour animer la guerre civile, permettaient le pillage; et le parlement avait plus d'une fois donné aux troupes leur butin [1] pour récompense. En suivant cette méthode, Cromwell se montra cependant sévère observateur de la discipline et des traités. A la prise de Winchester, ayant reçu les plaintes de quelques soldats de la garnison, qui avaient été dépouillés par les siens, il fit chercher les coupables, ordonna que l'un d'eux fût pendu, et renvoya les autres au jugement du gouverneur d'Oxford [2].

Après Winchester, il fit tomber successivement plusieurs forteresses occupées par des chefs royalistes, entre autres, Basing-House, où s'était fortifié le comte de Winchester, que Cromwell retint prisonnier, et qu'il livra au parlement. C'était une suite de coups de main heureux qui détruisaient par partie la cause royale, trop faible pour soutenir désormais un choc général.

Cependant Cromwell vainqueur alla rejoindre Fairfax, qui s'occupait à former le siége d'Exeter, et avait encore en tête le jeune prince de Galles, qui commençait l'apprentissage de la guerre au milieu des désastres du trône. Ce prince, après

[1] The parliamentary History, v. XV, p. 240.
[2] The life of Oliver Cromwell, p. 30.

s'être vu enlever, par Cromwell, un corps de cavalerie, se retira seul avec son régiment dans le comté de Cornouailles, laissant le reste de l'armée sous la conduite du lord Hopton.

Fairfax et Cromwell, après avoir achevé le blocus d'Exeter, s'emparèrent du port de Darmouth, et marchèrent sur la ville de Torrington, où s'était ralliée l'armée du prince de Galles, sous les ordres de lord Hopton. L'attaque commença par les dragons de Cromwell. La ville fut enlevée, la cavalerie de Hopton mise en déroute, son infanterie tuée, prisonnière ou débandée. Le général se sauva dans le comté de Cornouailles [1] avec trois mille chevaux, attirant après lui toutes les forces de l'ennemi qui, dans l'impatience d'anéantir ce dernier reste de la guerre, le poursuivait sans relâche. Le prince de Galles, voyant arriver Hopton fugitif et serré de si près, désespéra de tenir encore la campagne. Il se jeta dans une barque pour gagner l'île de Scilly, d'où bientôt il passa sur le continent. Hopton, poussé aux dernières limites du comté de Cornouailles, voyant l'esprit du peuple aliéné par l'approche des vainqueurs, se résolut à écouter les propositions de Fairfax, qui, tout en attendant sa réponse, avait battu un de ses quartiers. La capitulation fut signée le 14 mars; les armes et les chevaux furent livrés à Fairfax, et les hommes laissés libres, sous le serment de ne plus servir contre le parlement. Hopton, avant la signature du traité, s'embarqua pour la France; Fairfax revint sous les murs d'Exeter, qui se rendit au vainqueur.

Au milieu de ces désastres, un parti royaliste, formé dans l'Écosse, parut faire, en faveur de Charles, une puissante diversion. Montrose, jeune Écossais d'une illustre maison, d'abord officier supérieur dans l'armée des *Covenantaires,* avait été séduit par la flatteuse bonté du roi, et s'était livré sans réserve à sa cause. Dès lors, il perdit toute influence sur le gouvernement d'Écosse; il fut longtemps prisonnier ou fugitif. Son infatigable valeur, sa popularité parmi les montagnards, une foule de tentatives aventureuses lui donnèrent un nouveau

[1] Whitelocke's Memorials, p. 199-201-203.

parti. Il reçut des secours du comte d'Antrim, seigneur irlandais, et il entreprit la guerre au nom de Charles. Le comte d'Argyle, possesseur d'immenses domaines en Écosse, et l'un des plus grands appuis du parti républicain, fut vaincu par Montrose, qui put se flatter un moment de rétablir dans ce pays, où commença la guerre civile, l'autorité absolue du roi. Le dévouement exclusif de Montrose n'admettait pas de transaction avec l'esprit de liberté. Il détourna toujours Charles de la paix ; et les avantages passagers qu'il obtint lui donnèrent à cet égard une grande autorité sur les conseils du roi. « Je frémis d'horreur, écrivait-il au roi, à la pensée de la « paix, tant que l'armée de Votre Majesté et celle de vos « rebelles sujets sont en présence. Il n'y a point de traité « possible, à moins qu'ils ne se séparent, et ne se soumettent « entièrement à la clémence de Votre Majesté. » Cette illusion du dévouement trompa Montrose sur le succès de ses armes ; il se crut maître de l'Écosse. Dans la même lettre où il s'opposait si vivement à la paix, il disait à Charles, avec l'enthousiasme religieux du temps : « Sire, permettez-moi seulement, « dès que j'aurai ramené ce pays à l'obéissance de Votre Ma- « jesté, de vous dire, comme le général de David disait à son « maître : *O mon roi! venez, venez vous-même, de peur que* « *cette contrée ne prenne le nom de son vainqueur*[1]. » Malgré de si hautes espérances et tant de courage, Montross fut vaincu. Le général Lesley, rappelé d'Angleterre par le gouvernement d'Écosse, détruisit l'armée peu disciplinée de Montrose, qui fut lui-même réduit à fuir après des prodiges de valeur. Moins d'héroïsme et plus de politique aurait mieux servi la cause de Charles. Avant l'expédition brillante et infortunée de Montrose, un autre seigneur écossais, le duc Hamilton, avait voulu concilier les libertés religieuses de l'Écosse, et les droits du monarque. Opposé par conscience et par sagesse aux principes du pouvoir absolu, il donnait à Charles de plus salutaires conseils ; et, s'il eût conservé son crédit en Écosse, et la con-

[1] A letter of the marquis of Montrose, feb. 3, 1645.

fiance du roi, peut-être eût-il prévenu la chute du trône. Mais sa prudence le fit soupçonner. Les courtisans qui restaient encore auprès de Charles calomnièrent un homme plus raisonnable qu'eux. Aigri par tant de malheurs, Charles prit la modération d'Hamilton pour une complicité dans la révolte; et à peine cet excellent citoyen put-il forcer les royalistes de croire à sa fidélité en mourant plus tard pour les défendre.

Cependant Fairfax, avec le secours de Cromwell, avait achevé la réduction des provinces de l'ouest. Les soldats parlementaires, enflammés d'un fanatisme chaque jour plus ardent, avaient trop de supériorité sur les troupes opposées; leur piété rendait leur discipline plus sévère. Il n'y avait dans leurs rangs ni désertion ni pillage; les intervalles du service étaient remplis par l'exaltation religieuse. Les officiers se chargeaient de tous les soins du sacerdoce; beaucoup de soldats éprouvaient des extases; ils allaient au combat en chantant des psaumes et des hymnes saints, et la mort était le martyre. Les troupes de Charles, fatiguées et corrompues par leur mauvaise fortune, se débandaient et commettaient beaucoup de désordre dans le pays. La conduite de leurs principaux chefs, braves, mais frivoles, hautains, débauchés [1], contrastait peu favorablement avec l'austère régularité et la simplicité démocratique des généraux parlementaires; et ces vices brillants des cours, qui choquaient l'esprit religieux du siècle, nuisaient encore plus à la bonne administration de la guerre.

Le parlement, qui, par le succès de ses généraux, voyait son pouvoir établi dans la plupart des comtés, choisit ce moment pour ordonner quelques élections à des places vacantes dans son sein par la mort ou la proscription. Ces renouvellements partiels eurent lieu plusieurs fois pendant la longue durée du parlement, et presque toujours fortifièrent le parti déjà dominant. L'élection de cette année porta dans la

[1] Wilmot loved debauchery, but he never drank when he was within distance of an enemy : Goring was notable to resist the temptation, when he was in the middle of them, nor would decline it to obtain a victory. Clarendon's History, book VIII, p. 418.

chambre le colonel Ludlow, homme que son caractère fait remarquer au milieu d'une révolution si féconde en caractères singuliers. Un autre choix non moins important fut celui du colonel Blake, si célèbre depuis dans la marine anglaise, et dont la grande âme, préservée des crimes de la révolution, ne servit qu'à la défense et à la gloire de son pays.

Les presbytériens furent admis dans ce renouvellement. Le pouvoir se balançait encore entre les deux partis, et cette égalité se fit sentir dans le partage des récompenses et des titres honorifiques que se décernèrent les vainqueurs. A la fin de cette année, Fairfax reçut le titre de baron et une dotation annuelle de cinq mille livres sterling; mais les généraux disgraciés, Essex et Warwick, furent créés ducs par le parlement. Le presbytérien Holles fut fait vicomte; le républicain Haslerigh, et Vanes, l'un des chefs de l'*indépendance,* eurent le titre de baron, avec une pension de deux mille livres sterling. Ces particularités prouvent que la haine du parlement contre la noblesse n'était pas sans exception, et elles démentent les idées répandues sur l'absolu désintéressement de cette assemblée [1]. Cromwell reçut la plus riche récompense après Fairfax, et joignit au titre de baron une dotation héréditaire de deux mille cinq cents livres sterling de revenu [2], assignée sur les terres du comte de Worcester. Toutes ces libéralités, suivant les termes de l'ordonnance, devaient être garanties par le roi, dans les conditions de la paix, et la rendaient ainsi plus difficile. Saint-John essaya de faire donner à Cromwell une autre dotation sur les biens du marquis de Winchester, seigneur royaliste, et beau-frère du comte d'Essex; mais il fut obligé d'y renoncer.

Cependant la ville d'Oxford tenait toujours pour la cause royale, et elle pouvait, en réunissant les débris des troupes royales, se former une garnison redoutable. Ce dernier espoir

[1] Warwick's Memorials, p. 188. — Walker's Mystery of the two juntocs, p. 2. — Journal of the house of commons, p. 1, 1645.

[2] A letter of Oliver St.-John. Thurloe's State papers, v. I, p. 75.

dura peu. Lord Astley, l'un des chefs royalistes, s'avançant vers Oxford, fut arrêté par les forces réunies du gouverneur de Glocester et du colonel William Bereton. Il perdit, dans ce combat, deux cents hommes, presque tous gens de qualité, dit Whitelocke. Fait prisonnier avec le reste de sa troupe, Astley ne put s'empêcher de dire à ses vainqueurs : « Messieurs, vous « avez maintenant achevé votre besogne, et vous pouvez aller « jouer, à moins qu'il ne vous prenne envie de vous quereller « entre vous. » Aussi le roi qui, jusqu'à cette époque, avait voulu traiter avec les deux chambres au moins d'égal à égal, proposait alors de venir au parlement sous la garantie de sa sûreté personnelle, à l'effet d'aviser, de concert avec le parlement, au bien du royaume. Il est vrai que dans cette lettre le roi promettait encore de pardonner à tout le monde; mais on ne pardonne plus quand on est réduit à négocier. La réponse du parlement indiquait tout l'orgueil d'une supériorité reconnue. Le sens était que, tant que le roi n'aurait pas adhéré à des propositions qui devaient lui être bientôt communiquées [1], sa présence au parlement n'offrait de sûreté ni pour lui ni pour ses sujets. Les communes prirent en même temps des mesures [2] pour le cas où le roi viendrait à Londres, et elles ordonnèrent l'éloignement immédiat de tous ceux qui avaient porté les armes contre le parlement.

Cependant Fairfax, après avoir annoncé au parlement la reddition d'Exeter, envoya Fleetwood et Ireton pour couper les communications d'Oxford, où les derniers débris de la puissance royale semblaient enfermés avec le roi lui-même. Le découragement des royalistes était extrême; un de leurs corps de cavalerie fut taillé en pièces et repoussé jusqu'aux retranchements d'Oxford [3], et les vainqueurs ne perdirent qu'un seul homme dans le combat. Cromwell vint à cette époque à Londres, sous prétexte d'aviser aux mouvements ultérieurs de l'armée : il prit séance au parlement, et reçut

[1] Whitelocke's Memorials, p. 204.
[2] *Idem, ibid.* — The parliamentary History, v. XIV, p. 312.
[3] Whitelocke's Memorials, p. 205.

les remercîments de l'orateur au nom et par l'ordre de la chambre.

Londres était alors le théâtre d'une division qui devait influer sur le dénoûment de la guerre. Les Écossais, premiers auteurs de la rébellion, et jusque-là fidèles alliés du parlement, se plaignaient que leur *covenant* ne fût pas exécuté, que leur service militaire ne fût pas payé. Un livre, dans lequel on faisait connaître leur dissentiment sur les conditions à proposer au roi [1], fut brûlé par ordre du parlement, et passa pour avoir été fait sous l'inspiration des commissaires écossais. Ces divisions, que les royalistes ne manquaient pas d'exagérer dans leurs discours, firent prendre au roi une résolution que l'événement a condamnée, mais qui n'était pas plus imprudente que toute autre. Charles se trouvait dans une de ces situations désespérées qui, ne laissant que le choix des fautes, font que la plus grave paraît toujours être celle que l'on a commise.

Charles résolut de sortir d'Oxford, et de se jeter dans l'armée écossaise. Le médiateur à la fois et le conseiller de cette réunion fut Montreuil, ambassadeur de France en Angleterre. Le cardinal Mazarin, qui longtemps avait suivi la politique de Richelieu en faveur des séditieux d'Écosse, trouvait maintenant la fortune du roi trop abaissée [2], et tournait ses craintes et sa jalousie sur la puissance excessive du long parlement. Montreuil vit le roi dans Oxford, et le pressa de se confier à l'armée d'Écosse, qui campait devant New-York; et l'ayant trouvé prêt à toutes les concessions, excepté sur l'épiscopat, il alla négocier avec les chefs de cette armée, et crut pouvoir adresser au roi, de leur part, une promesse formelle. Il paraît que le roi ne reçut point une autre lettre, où Montreuil l'avertissait d'un changement survenu dans l'intention des chefs; il sortit d'Oxford, déguisé, pendant la nuit, suivi seulement d'un valet de chambre et d'un chapelain, et vint

[1] The parliamentary History, v. XIV, p. 318.
[2] Clarendon's History, p. 483.

descendre à Southwell, chez Montreuil [1], d'où, quelques jours après, il se rendit au camp des Écossais, qui marquèrent la plus grande surprise de son arrivée. Il est vraisemblable que Charles, dans l'extrémité de sa fortune, s'était hâté de croire et d'espérer, au risque de changer de péril. Les Écossais, presbytériens zélés, ne pouvaient se réunir à lui sans exiger l'abolition de l'épiscopat, auquel il ne voulut jamais renoncer. Aussi les vit-on bientôt désavouer hautement la supposition d'un traité avec le roi; et, loin de favoriser sa cause, ils l'obligèrent, avant tout, d'ordonner la reddition d'Oxford, dernier débris de sa puissance [2].

Charles, du fond de son asile, ou plutôt de sa captivité, reprit des négociations avec le parlement. Mais pendant qu'il hésitait, qu'il refusait, le parlement terminait avec les Écossais un traité plus décisif. La chambre des communes ayant voté le renvoi de l'armée écossaise, désormais inutile, il ne s'agissait plus que de solder les services de cette armée qui avait si bien secondé la cause populaire.

Les demandes des Écossais étaient excessives. Ils faisaient entrer dans leurs comptes le prix d'un marché [3] dont ils ne parlaient pas. Le parlement anglais les entendit. La somme se trouva fixée à quatre cent mille livres sterling, après une discussion de plus de six mois, dans laquelle Cromwell [4] fut un des commissaires. Mais, à la suite de ce débat, les Écossais livrèrent le roi à une députation du parlement, qui le conduisit, sous escorte, au château d'Holdenby. Les états d'Écosse, par une déclaration solennelle, approuvèrent cette mesure, comme désirée par le monarque lui-même. Il est vrai que Charles, dans ses messages au parlement, exprimait le vœu de venir à Londres pour y discuter librement les conditions de la paix. Telle n'était pas la politique des chefs de la

[1] The parliamentary History, v. XIV, p. 381.

[2] *Ibid.*, p. 407.

[3] *Ibid.*, v. XV, p. 242. — Warwick's Memoirs, p. 293. — The history of the civil wars of England, by Thomas Hobbes, p. 220.

[4] The parliamentary History, v. XV, p. 265.

révolution ; ils voulaient faire prisonnier celui qu'ils avaient vaincu.

Du reste, ils ne s'accordaient pas sur le sort du roi. Tant que la guerre avait duré, les partis opposés au trône, malgré leurs fréquentes divisions, étaient réunis par la crainte et la haine, comme par une entière uniformité de sentiments. Mais la victoire, qui aurait suffi pour diviser un parti unique et bien lié, livrait des sectes différentes à toute la liberté de leurs divisions premières. Chacune d'elles voulait en profiter pour régner exclusivement. L'autorité civile appartenait aux presbytériens, qui composaient encore la majorité des deux chambres [1], et qui avaient dirigé le royaume depuis la rébellion. Les indépendants dominaient dans l'armée : c'était le fruit de l'adresse de Cromwell.

Ce fourbe, affectant d'être un rigoureux presbytérien, assistant à tous les sermons des prédicateurs de cette secte, avait en même temps rempli l'armée d'officiers attachés à la secte des indépendants. Comme les indépendants n'avaient pour caractère distinctif que de pousser à l'excès les conséquences de la réforme, Cromwell, par l'ardeur de son zèle, allant jusqu'au terme de la secte presbytérienne, se rapprochait de celle des indépendants, et leur avait longtemps persuadé à toutes deux qu'il leur appartenait également.

Les presbytériens perdirent à cette époque le comte d'Essex, dont l'ancienne popularité les soutenait encore. Sa mort [2] imprévue fit supposer, sans fondement, qu'il avait été empoisonné. Bien que faible et déchu, il manqua beaucoup à son parti ; et Cromwell en prit un nouvel ascendant.

La majorité presbytérienne du parlement, qui s'apercevait qu'elle avait trop fait pour n'être pas aux ordres de ceux qui voudraient en faire davantage, avait résolu [3] de réformer l'armée. L'état de l'Irlande présentait une occasion d'occuper les

[1] Clarendon's History, p. 498.

[2] *Idem.* — Micro-Chronicon, sept. 14, 1656.

[3] The parliamentary History, v. XV, p. 332. — Memoirs of Denzil lord Holles, p. 72.

soldats : il suffisait de leur donner de nouveaux chefs, en écartant les officiers attachés à l'*indépendance*. Débarrassés de ce dangereux instrument, les presbytériens auraient incliné à conserver un reste de monarchie. Cromwell, que la fin de la guerre avait ramené aux séances du parlement, regardait se former cette conspiration contre l'armée. Il savait bien que l'armée allait elle-même donner au parlement de plus sérieuses inquiétudes ; ou plutôt il était, quoique absent, l'âme du mouvement qu'on y vit bientôt éclater. Les principaux colonels mêlés à ce mouvement, Rainsborough, Hammond, Lambert, étaient ses élèves et ses créatures. Sans parler du fanatisme de l'*indépendance* religieuse, répandu dans un grand nombre d'officiers [1], tous ces hommes, que plusieurs années de guerre civile avaient enlevés aux habitudes de la vie sociale, et quelquefois à d'obscurs métiers, prévoyaient avec dépit l'époque du licenciement. C'était comme une nouvelle secte qui voulait la guerre et des grades, et qui n'était pas moins animée que les autres contre le parlement. Ce qui se passait à Londres et dans le parlement servit de prétexte ou d'occasion à ces mouvements préparés par la disposition des esprits. Les autorités civiles de Londres, presbytériennes comme la majorité de la chambre des communes, demandaient la répression des sectaires. Un de leurs griefs contre beaucoup d'officiers de l'armée, c'était la liberté qu'ils prenaient de prêcher et d'expliquer l'Écriture sans avoir été instruits ni *ordonnés* [2]. Le lord maire et le conseil commun, dans une pétition aux chambres, exprimèrent leurs craintes sur les approches de l'armée, et demandèrent qu'elle fût éloignée et licenciée. Les habitants de Sussex, par une autre pétition, se plaignaient du séjour de l'armée sur leurs terres. Le parlement paraissait accueillir toutes ces demandes avec faveur. L'*indépendance* était visiblement menacée. Ludlow, qui appartenait

[1] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 180.

[2] The pulpits of divers godly ministers are often usurped by preaching soldiers who infect their flock with strange and dangerous errors. The parliamentary History, v. XV, p. 222. — Memoirs of Denzil lord Holles, p. 71.

de bonne foi à ce parti, nous raconte que Cromwell [1], se promenant un jour avec lui, après beaucoup d'invectives contre le parlement, lui dit familièrement : « Si ton père était vivant, « il dirait leur fait à ces gens-là. » Puis il ajouta « que c'était « une chose misérable de servir un parlement ; on a beau lui « être fidèle ; si quelque mauvais légiste s'élève contre vous « et vous calomnie, vous ne vous en laverez jamais ; mais, « lorsqu'on sert sous un général, quelque service que l'on « rende, on est à l'abri du blâme et de l'envie. » Ludlow comprit plus tard, en voyant agir Cromwell, que dès l'époque de cette conversation il méditait la tyrannie, et qu'il avait cherché, suivant son expression, à lui tâter le pouls [2] ; mais alors il ne l'entendit pas ; et, se bornant à lui répondre qu'il fallait se confier à Dieu [3] et mépriser la persécution, il continua de soutenir avec ferveur la secte des indépendants, et, travaillant ainsi à mettre la force militaire au-dessus du pouvoir civil, il servit Cromwell par son fanatisme, tout aussi bien qu'il aurait pu le servir par sa complicité.

Cependant l'armée retentissait de murmures et de plaintes : l'expédition d'Irlande paraissait un exil pour se délivrer des soldats. Fairfax, sincèrement attaché à la cause presbytérienne, mais lié comme général à l'intérêt de l'armée, cherchait à calmer les esprits. Dans une réunion avec les commissaires du parlement, il promit de faire passer douze mille hommes en Irlande, si le parlement avait égard à une demande des officiers de l'armée sur les subsistances, la solde et le choix des généraux. Les soldats, à leur tour, adressèrent une pétition à leurs officiers : entre autres demandes, ils formaient celle d'un bill d'indemnité pour tout ce qu'ils avaient fait durant la guerre. Les chefs persuadaient aux soldats que la paix allait les livrer à la poursuite des tribunaux et des particuliers. Le parlement vota plusieurs dispositions favorables aux intérêts de l'armée ; mais l'esprit d'indiscipline n'en deve-

[1] The parliamentary History, v. XV, p. 337.
[2] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 185.
[3] *Idem, ibid.*

nait que plus violent. Une réunion d'officiers décida que les résolutions du parlement ne répondaient pas à la pétition de l'armée. Alors le parlement déclara *cette pétition inspirée par un esprit diabolique, pour exciter le trouble et la mutinerie.* L'armée récrimina bientôt, et se plaignit qu'on laissât circuler la pétition des habitants de Sussex. Le parlement supprima cette pétition, qu'il avait d'abord accueillie. La conduite du parlement, mêlée de rigueur et de faiblesse, devenait chaque jour plus incertaine. Fairfax n'était pas ambitieux, mais son orgueil militaire dédaignait le parlement, et il aimait à s'attirer les acclamations des soldats. Dans une revue où il les invitait à obéir et à s'engager pour l'expédition d'Irlande, le lieutenant-colonel Lambert ayant demandé si on avait assuré à l'armée ce qu'elle réclamait pour la solde, la subsistance, et le choix des généraux, les soldats s'écrièrent alors : « Qu'on nous donne Fairfax et Cromwell ; nous irons tous. » Les commissaires, qui n'avaient pas prévu cet incident, se retirèrent, et l'esprit d'indiscipline s'accrut chaque jour. Une nouvelle pétition de l'armée fut présentée par Fairfax, et paraissait plutôt une déclaration de droit qu'une requête. L'armée voulait moins obtenir ses demandes, que trouver dans le refus une cause de sédition.

Inquiète de ces dispositions séditieuses, la chambre des communes ordonna la dissolution de l'armée ; mais on avait déjà trop négocié avec elle pour être en droit de la punir. Il est certain que tous les officiers du parti de Cromwell favorisaient les prétentions des soldats. La chambre des communes, effrayée pour ainsi dire de la forte décision qu'elle avait prise, cherchait à l'atténuer en satisfaisant à plusieurs demandes, comme s'il se fût agi d'autre chose que d'un combat de pouvoirs. La chambre, pour transmettre aux troupes ses nouvelles résolutions en leur faveur, choisit des commissaires qui leur étaient agréables, Cromwell, Ireton, Skippon. S'il en faut croire la plainte [1] d'un officier presbytérien, Cromwell, dans

[1] Thurloe's State papers, v. I, p. 94. — Memoirs of Denzil lord Holles, p. 78.

cette mission, flatta ouvertement l'esprit séditieux des troupes, et se répandit en plaintes sur l'injuste sévérité du parlement. Les officiers, après avoir écouté les commissaires, voulurent consulter les soldats.

De là naquit ce fameux conseil des agitateurs, composé de soldats élus par chaque régiment, pour délibérer de concert avec un conseil supérieur, formé de généraux et d'officiers. Ces deux chambres, d'une espèce nouvelle, avaient, par leurs épées, un grand avantage sur le parlement de Westminster. Elles produisirent bientôt de nouvelles réclamations. Cette attaque, participant de la manie théologique du temps, s'annonçait par des écrits polémiques et d'interminables discussions. Les troupes demandaient soixante-six semaines de paye, au lieu de huit que le parlement leur accordait.

Le licenciement et la guerre d'Irlande étaient en horreur; et les deux conseils militaires retentissaient de plaintes contre la tyrannie et les procédés outrageux du parlement. L'armée s'indignait particulièrement qu'on l'eût soupçonnée de vouloir replacer le roi sur le trône. Les commissaires revinrent annoncer au parlement ce qu'ils avaient vu. Cromwell assura [1] qu'il avait failli devenir victime de la fureur et des préventions de l'armée. Dans les débats que fit naître ce récit, il échappa quelques menaces à l'indignation des communes. Cromwell, les entendant, dit tout bas à Ludlow : « Ces gens-là ne se tiendront « pas tranquilles [2] que l'armée ne leur ait tiré les oreilles. » Cependant les communes prirent de nouvelles résolutions favorables à l'armée, comme si elles avaient cru pouvoir acheter son obéissance par des concessions qui lui montraient sa force. Elles votèrent que la déclaration portée contre la première pétition de l'armée serait effacée des registres. Ici, dit Whitelocke [3], *le parlement se remit entre les mains de son armée.* Elles passèrent le bill d'indemnité pour tous les actes individuels commis depuis le commencement de la guerre; mais l'armée

[1] Thurloe's State papers, v. I, p. 94. — Ludlow's Memoirs, v. I, p. 253.
[2] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 189.
[3] Whitelocke's Memorials, p. 253.

retrouva bientôt de nouvelles plaintes et de nouvelles demandes.

Après avoir longtemps fermé les yeux sur les intrigues de Cromwell, sans doute par ce sentiment assez naturel qui fait beaucoup hésiter à trouver coupable celui dont la trahison serait trop dangereuse et trop difficile à punir, les communes commencèrent à s'inquiéter. Suivant quelques historiens, on proposa de faire enlever Cromwell, et de le conduire à la Tour. D'autres mémoires rapportent, à ce sujet, une scène fort extraordinaire : « Deux officiers avertirent un membre des communes, sir Harbotle Grimstone, que, dans une réunion militaire où l'on parlait d'épurer l'armée, Cromwell avait dit : « Qu'il était sûr de l'armée, mais qu'il connaissait un autre « corps (c'était la chambre des communes), dont l'épuration « serait plus nécessaire; et, que l'armée devait se charger de « ce soin. » Sir Grimstone se rendit à Westminster, et interrompant les débats, il déclara que l'existence et la liberté de la chambre étaient menacées. Il accusa Cromwell d'un projet d'attentat contre le parlement, et fit introduire les deux témoins qu'il avait amenés, et qui, devant la barre de la chambre, reproduisirent leur déposition. Alors Cromwell, se jetant à genoux, adressa une longue prière à Dieu, attestant son innocence et son dévouement à la chambre; il se soumit à la providence de Dieu, qui jugeait à propos de l'éprouver par le mensonge et la calomnie. Tout cela fut dit avec une grande véhémence, et accompagné d'un torrent de larmes. Après ce singulier exorde, il se justifia; il justifia tous les officiers, « hormis un petit nombre qui voulaient revenir sur leurs pas et rentrer dans *la terre d'Égypte*. » Enfin, il parla si longtemps; il toucha si vivement les esprits; et il avait un si puissant parti dans la chambre, que l'accusateur vit le moment où lui et ses deux témoins allaient être conduits à la Tour, si quelqu'un en avait fait la proposition. » Au reste, que cette anecdote soit véritable ou fausse, il est certain que Cromwell, embarrassé des soupçons qu'il excitait, et croyant la rébellion assez préparée, quitta brusquement la chambre, et partit pour

l'armée. De là il écrivit à la chambre des communes, qu'ayant appris que la défiance et la haine des soldats contre lui commençaient à se dissiper, il s'était hâté de retourner à l'armée; qu'il avait trouvé les soldats abusés par de faux rapports, dont il découvrirait la source. Il annonçait en même temps que le retour du général et des officiers serait un moyen de calmer les esprits et de prévenir de nouveaux désordres.

Tandis que l'armée s'élevait contre le parlement, le roi, qui était comme le prix du combat, demeurait toujours à Holdenby, sous une garde sévère. On voit dans les mémoires de Whitelocke [1], que les commissaires du parlement écrivirent à la chambre pour s'excuser qu'on eût remis, à leur insu, une lettre au roi. Mais ce n'était plus des royalistes que le parlement aurait dû se défier. Cromwell et les indépendants avaient senti que le sort des événements ne tenait plus qu'à la personne du roi; et l'indiscipline de l'armée favorisait toute entreprise pour enlever ce prince. Fairfax n'avait qu'une popularité sans pouvoir; tout se faisait par la volonté de la multitude, c'est-à-dire de quelques meneurs; et personne ne répondait de ce qui se faisait au nom de l'armée. Dans ce désordre, un simple cornette, nommé Joyce, suivi de cinq cents cavaliers, parut devant Holdenby, et demanda qu'on lui ouvrît les portes au milieu de la nuit. Il ajouta pour toute explication, qu'il avait affaire au roi et voulait lui parler. Le commandant parlementaire essaya vainement de repousser cette visite imprévue. Les soldats, reconnaissant leurs camarades, se hâtèrent d'ouvrir les portes pour fraterniser [2]. Joyce, après avoir mis des sentinelles à la chambre des commissaires du parlement, monta brusquement chez le roi. On eut de la peine à lui persuader d'attendre jusqu'au jour.

Introduit le matin près du roi, il lui dit qu'il avait ordre de l'emmener. Le roi demanda les commissaires du parlement.

[1] Whitelocke's Memorials, p. 246.

[2] *Idem*, p. 253.

Joyce répondit qu'ils n'avaient autre chose à faire que de s'en retourner. Le roi insista pour voir un ordre, Joyce le conduisit à une fenêtre, et lui montrant sa troupe rangée dans la cour du château : « Voici mes instructions, » dit-il. Le roi répondit en riant, qu'elles étaient « fort nettes et fort expressives ; » et il se résolut à partir. Fairfax apprit cette nouvelle par une lettre de Joyce : il en parut surpris et mécontent. Il semblait d'abord que cet événement, l'un des plus décisifs de la révolution, avait eu lieu sans ordre et par hasard. Mais, lorsque l'on voit que cette entreprise inattendue se rapporte avec le moment où Cromwell quitta Londres, il n'est pas difficile d'en deviner l'auteur. Joyce lui-même déclara qu'étant à Londres il en avait reçu l'ordre de Cromwell [1] ; et Cromwell, en arrivant à l'armée, annonça que si cette mesure n'avait pas été prise, le parlement aurait fait enlever le roi. Cependant Fairfax avait envoyé deux régiments [2] et le colonel Whalley, pour arrêter cette violence, et pour engager le roi et les commissaires à retourner à Holdenby. Le roi refusa. Fairfax l'écrivit aux communes, en protestant devant Dieu qu'il n'avait pris aucune part à l'action de Joyce. Dans les mémoires particuliers qu'il a laissés, Fairfax parle encore de ce refus singulier du roi, et il ajoute que Charles lui dit à lui-même : « M. le général, j'ai dans l'armée autant de crédit que vous. » Faudrait-il supposer que ce prince se fût aveuglé sur sa nouvelle captivité, et que le prix qu'on mettait à la possession de sa personne lui ait paru tenir à l'idée qu'on avait de sa puissance? Il est certain que, par ce ressouvenir de grandeur dont ne peuvent se défaire les rois malheureux, Charles, voyant la désunion du parlement et de l'armée, se persuada qu'il serait bientôt invoqué par les deux partis comme médiateur, et qu'il reprendrait ainsi tout son pouvoir. Fairfax [3], ayant voulu traduire Joyce au conseil de guerre, sentit sa propre faiblesse, et vit que tous les officiers, par collusion ou par

[1] Memoirs of Denzil lord Holles, p. 96.
[2] Short Memorials of general Fairfax, p. 113, 117.
[3] *Idem*, p. 103.

crainte, secondaient l'audace des agitateurs et de leurs chefs.

Ce qui détruisit l'autorité de Fairfax, ce ne fut pas seulement l'ascendant et l'habileté de Cromwell, mais la trompeuse prétention qu'avait eue le général de maintenir l'équilibre entre l'*indépendance* et le presbytérianisme ; impartialité chimérique qui le réduisit à l'impuissance, et lui fit éprouver la plus honteuse nécessité pour un chef de parti : celle de penser avec les uns, d'agir avec les autres, de servir d'instrument à des passions qu'il ne partageait pas, et de détruire la cause qu'il aimait.

Dans ses mémoires, intéressants parce qu'ils renferment les aveux naïfs d'un honnête homme et d'un mauvais politique, et qu'ils montrent bien à quels rôles misérables sont exposés ceux qui entrent dans les révolutions avec un caractère au-dessous de leur talent et de leur ambition, Fairfax se plaint « de « l'abominable hypocrisie et de la fourberie de quelques hom- « mes qui, d'ailleurs, avaient concouru à l'heureuse issue de « la guerre. » On n'hésitera point à reconnaître, sous ces traits, Ireton et Cromwell ; et lorsque Fairfax ajoute : « Ici « l'honneur de l'armée se tourna en honte ; ici le pouvoir de « l'armée, autrefois dans mes mains, fut usurpé par les *agi-* « *tateurs,* avant-coureurs de la confusion et de l'anarchie, » on voit dans ce peu de mots l'explication de toutes les condescendances où fut amené Fairfax, sous le joug d'une démocratie militaire et fanatique, conduite par Ireton et Cromwell.

Cependant le parlement, à qui l'enlèvement du roi révélait toute l'audace du parti militaire, tenta de donner à l'armée des satisfactions nouvelles. On vota que les soldats recevraient une paye [1] d'officiers ; on vota de nouveau que la déclaration du 30 mars contre la pétition de l'armée serait effacée des registres.

L'armée, dans une réunion à Newmarket, avait déclaré insuffisants les premiers votes que le parlement avait portés

[1] The parliamentary History, v. XV, p. 397.

en sa faveur. Elle marcha vers Londres, et s'avança jusqu'à Saint-Alban. A ce bruit, le parlement ordonna des levées de troupes dans Londres; il cherchait en même temps à diviser l'armée par des faveurs nouvelles, promises aux soldats qui s'engageraient pour l'expédition d'Irlande. Mais l'armée, réunie par l'esprit de secte et de corps, ne répondit à ces faibles efforts que par des prétentions chaque jour plus menaçantes. Au lieu de se borner à ses intérêts personnels, elle entra dans la réforme de l'ordre politique, et demanda particulièrement l'expulsion de onze membres [1] des communes, qu'elle accusa de haute trahison.

Ces actes d'accusation, et tous les écrits qui furent produits au nom de l'armée, étaient composés sous les yeux de Cromwell par Ireton, auquel, l'année précédente, il avait donné sa fille en mariage, et que son courage et l'appui d'une telle alliance avaient élevé au grade de commissaire général de l'armée. Ireton était à la fois homme de guerre et de cabinet; et quelques études de jurisprudence lui donnaient une grande facilité pour rédiger, d'une manière forte et subtile, les demandes impérieuses de l'armée. Le colonel Lambert, que la guerre civile avait également tiré de la profession du barreau, concourait au même travail. Les griefs de l'armée avaient d'ailleurs toute l'absurdité que permet l'esprit de révolution. On accusait les onze députés d'avoir favorisé le roi à l'époque des premières conférences d'Uxbridge, et d'envoyer maintenant des subsides à la reine; mais le crime de Holles et de Stapleton, les plus distingués d'entre eux, c'était leur résistance courageuse aux envahissements de l'armée et à l'ambition de Cromwell. Ce général, chaque jour plus puissant, dirigea la haine de l'armée sur ses ennemis personnels ou sur ceux qui méritaient de l'être. Ainsi Maynard, qui avait défendu Cromwell contre Holles et Stapleton, fut proscrit avec eux. La chambre résista plusieurs mois avant d'abandonner ses mem-

[1] The parliamentary History, v. XV, p. 470. — Memoirs of Denzil lord Holles, p. 115.

bres accusés ; elle ne céda qu'aux dernières menaces, et [1] déguisa leur exil sous la forme d'un congé provisoire. C'est encore un caractère de la révolution anglaise, et une conséquence remarquable des vieilles traditions de liberté, que ce respect pour le nom de parlement, qui, dans la chute de la constitution, dans la double fureur des factions et des sectes, dans les violences de l'armée, dans les épurations arbitraires de la chambre des communes, dans la suppression de la chambre des lords, ne permit cependant la condamnation ni le supplice d'aucun député, d'aucun pair, si l'on excepte ceux qui, prisonniers sur le champ de bataille, périrent par une vengeance odieuse, mais avec une sorte de légalité, non pour leur dissentiment, mais pour leur révolte.

Cependant le conseil commun et le peuple de Londres étaient opposés aux concessions du parlement. Dans les pays peu accoutumés à l'empire des lois, les armées entraînent et dominent le peuple. Mais en Angleterre, où la liberté avait anciennement racine dans les cœurs, le peuple de Londres aurait tout tenté pour ne pas être subjugué par l'armée. Ce zèle se manifesta par des émeutes qui embarrassèrent le parlement. Le peuple, s'étant porté à Westminster, demanda violemment le rappel des onze membres. Les apprentis et les jeunes gens de Londres présentèrent des pétitions appuyées de menaces. Les chambres s'ajournèrent. Dans l'intervalle, les deux orateurs, et près de cent députés de la secte indépendante, effrayés de ces violences, ou les prenant pour prétexte, sortirent de Londres, et se retirèrent au camp de Fairfax. Cette fuite avait été ménagée par l'influence d'Ireton et les intrigues du jurisconsulte Saint-John, que sa présence continuelle à la chambre mettait à portée de servir toutes les intentions de Cromwell. Les presbytériens, qui reprenaient ainsi la majorité, votèrent le rappel [2] des membres proscrits, et ordonnèrent des levées de troupes pour se défendre contre l'armée. L'ar-

[1] The parliamentary History, v. XVI, p. 161.
[2] Memoirs of Denzil lord Holles, p. 157.

rivée des transfuges du parlement fut pour l'armée un sujet de triomphe et une justification de toutes ses violences. Il lui sembla que, maîtresse de la personne du roi, et donnant asile au parlement, elle avait dans sa main tous les pouvoirs légitimes.

Le roi, depuis son enlèvement de Holdenby, trouvait dans l'armée plus de liberté, d'égards et d'honneurs qu'il n'en avait reçu des commissaires du parlement. Les soldats mêmes lui montraient une sorte de respect, et les chefs de l'*indépendance* étaient trop habiles pour ne pas employer ce moyen d'illusion. Cromwell avait d'abord affecté beaucoup de réserve. Dans un de ses premiers entretiens avec Charles [1], il ne s'avança pas pour lui baiser la main, et il répondit avec froideur à l'affabilité et aux politesses touchantes de ce malheureux prince. Il laissa même entendre que, s'il le voyait souvent, il craindrait de se rendre suspect aux deux chambres. Mais bientôt il changea de langage, devint assidu près du roi, l'entoura d'officiers dévoués à sa politique, et alla jusqu'à lui offrir l'appui des troupes contre le parlement, ajoutant, pour dissiper les doutes de Charles, que l'armée n'était pas composée de soldats du parlement, mais de citoyens.

Tout ce manége avait pour but de prévenir la réunion du roi et des presbytériens, qui auraient préféré le rétablissement de l'autorité royale à la domination des *indépendants*. On ne peut expliquer la crédulité de Charles que par l'adresse et les parjures de Cromwell, qui lui promettait de le replacer sur son trône, tandis que, dans ses confidences familières, il se vantait d'*avoir le roi sous sa main et le parlement dans sa poche*.

La reine d'Angleterre qui, retirée en France après de si nobles efforts, suivait d'un œil inquiet la fortune de Charles, instruite de son séjour au milieu de l'armée, partagea les espérances que lui-même avait conçues, et fit partir quelques personnes pour l'aider dans les négociations qu'elle prévoyait.

[1] Clarendon's History, p. 501.

Cromwell intercepta pour ainsi dire ces messages [1]. A peine Sir John Berkley, envoyé par la reine, eut-il le pied en Angleterre, qu'il fut environné d'émissaires de la secte indépendante, et trompé par des lettres où Cromwell se représentait à lui comme un ami de la royauté [2], convaincu que c'était une entreprise criminelle et impossible de vouloir introduire un gouvernement populaire en dépit du roi, de la noblesse, du peuple, des presbytériens et du génie de la nation, accoutumés depuis si longtemps à la monarchie. Il faisait en même temps pressentir à Berkley que les indépendants ne pouvaient plus avoir d'autre intérêt que le rétablissement du trône; et il le prenait à témoin de son zèle, et invoquait sa recommandation pour obtenir l'estime de la reine.

Cromwell, maître de toutes les issues qui conduisaient au roi, persuada sans peine à Berkley qu'il croyait que la vie et la propriété de personne n'étaient à l'abri, tant que le roi n'aurait pas son pouvoir légitime. Le parlement qui, par méfiance de l'armée, essayait de se réunir au roi, avait permis à ce prince, par un vote solennel, de voir ses enfants. Cromwell, témoin de cette entrevue, en parlait à Berkley comme du plus touchant de tous les spectacles; il versait des larmes à ce souvenir, affectant d'avouer qu'il s'était bien trompé dans son opinion défavorable sur le roi; que c'était [3] *le cœur le plus droit, et l'homme le plus consciencieux* des trois royaumes; que les indépendants lui devaient beaucoup de reconnaissance pour n'avoir pas accepté les propositions du parlement, lorsqu'il était dans le camp des Écossais. Le roi, qui recevait à la fois des adresses du parlement et de l'armée, se crut puissant parce qu'il était flatté par deux partis rivaux [4]. Il se persuada plus que jamais qu'il pourrait être le conciliateur, et redevenir le maître de ceux qui cependant ne se disputaient la puissance, que parce qu'il n'en avait plus lui-même. Dans cette intention, il

[1] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 196.
[2] *Idem.*
[3] *Idem*, p. 199.
[4] *Idem*, p. 198.

écoutait toutes les offres ; il recherchait tous les services ; il voulut même emprunter l'appui de ces agitateurs qui, après avoir servi les desseins de Cromwell, craignaient qu'il ne fît un traité pour son compte, et sans consulter leur intérêt.

Cromwell affectait de hâter les conditions d'un accord entre le roi et l'armée. Il voyait tous les jours les confidents du roi ; il se plaignait de la lenteur d'Ireton à conclure le traité ; et il répétait en même temps que les intentions favorables de l'armée pouvaient changer tout à coup. On ne peut nier qu'alors l'armée ne fît au roi des conditions plus avantageuses que celles du parlement ; mais, soit que ce prince comptât sur le secours des presbytériens, qui devaient lui inspirer moins d'aversion que les indépendants, soit qu'il fût trompé par de perfides conseils, il rejeta brusquement les propositions de l'armée ; et, dans ses refus, laissa paraître la confiance que lui inspiraient les divisions du parti vainqueur [1]. « Vous ne pouvez rien sans moi, dit-il ; vous tomberez si je ne vous soutiens. »

Quelles que fussent les espérances que Charles eût fondées sur la désunion du parlement et de l'armée ; elles ne pouvaient durer plus longtemps que la lutte inégale de ces deux pouvoirs. Les émeutes populaires de Londres, et la fuite d'un grand nombre de membres du parlement, donnaient à l'armée le prétexte d'une violence. Fairfax marcha sur Londres, et vint rétablir par la force l'indépendance du parlement. Les membres fugitifs signèrent une déclaration de l'armée pour annuler tous les actes parlementaires passés depuis le 26 juillet ; puis, ils entrèrent avec l'armée, qui les conduisit à Westminster [2], et les remit en possession de leurs siéges. Cromwell commandait l'arrière-garde. Dans cette odieuse invasion, chaque soldat portait une branche de laurier, comme dans un triomphe. Les deux chambres, ainsi rétablies, nommèrent Fairfax au gouvernement de la Tour de Londres [3], et votè-

[1] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 210.
[2] Memoirs of Denzil lord Holles, p. 156.
[3] *Idem*, p. 168.

rent un jour d'actions de grâces solennelles pour le rétablissement des membres du parlement dans leur privilége sans effusion de sang. Charles suivit l'armée, et fut conduit près de Londres, dans la demeure royale de Hamptoncourt. On reprit la poursuite des onze membres désignés. Quelques-uns furent arrêtés; d'autres passèrent sur le continent; et Holles vint se réfugier en France, pour attendre l'occasion de combattre avec plus d'avantage les excès d'une révolution qu'il avait servie d'abord avec tant de zèle. Occupé dans sa retraite à flétrir les hypocrites oppresseurs de son pays, il écrivait, en terminant les mémoires où il a déposé son indignation et ses regrets : « Si j'étais païen, je dirais avec Brutus : *O malheureuse « vertu ! tu n'étais donc qu'un vain nom ; j'ai voulu t'honorer « et te servir comme une réalité, et tu obéissais toi-même à la « fortune!* Mais le christianisme m'enseigne une autre philoso« phie, et je m'écrie avec saint Paul : *O profondeur admirable « de la sagesse de Dieu ! Combien ses jugements sont impéné« trables, combien ses voies sont impossibles à découvrir !* »

La domination du parti militaire se marqua par le rétablissement de toutes les entraves de la presse. La chambre, à la demande de Fairfax, rendit une ordonnance très-rigoureuse pour soumettre toute espèce d'écrits à l'examen d'un censeur, choisi sur la désignation du général [1]. Dans ce parlement soumis et menacé, les presbytériens avaient encore une grande autorité; ils recommencèrent de nouvelles négociations avec le roi. Ce prince eut la liberté de voir quelques seigneurs de son parti, et surtout lord Ormonde, ancien gouverneur d'Irlande, et lord Capel, si fidèle à sa cause. Cromwell, qui continuait de visiter le roi, ne se hâtait pas de conclure le traité. Il disait qu'il fallait auparavant purger la chambre de tous les membres malveillants. Ireton parlait de même; et tous deux, avec cet emploi de basses allusions qui leur était familier, juraient de *purger* la chambre de manière à lui donner la constitution nécessaire pour l'intérêt de Sa Majesté. Pendant

[1] The parliamentary History, v. XVI, p. 309.

qu'ils alléguaient divers motifs de retard, la haine de la royauté augmentait dans l'armée. Les agitateurs répétaient que, puisque le roi avait rejeté leurs premières propositions, ils n'étaient plus engagés, ils ne devaient plus consulter que leur salut et le bien public, et qu'en vertu du pouvoir que leur avait donné le droit de l'épée, il fallait abandonner la monarchie, et mettre l'Angleterre en république. Ces déclamations étaient mêlées d'injures contre Ireton et Cromwell ; et ils menaçaient d'arracher le roi des mains de ces deux traîtres. A travers les contradictions des mémoires contemporains, il semble assez vraisemblable que Cromwell [1], craignant qu'une nouvelle entreprise semblable à celle de Joyce n'enlevât le roi de Hamptoncourt, conseilla à ce prince de fuir et de chercher une autre retraite. Peut-être ce conseil n'avait-il pour objet que d'irriter la haine de l'armée contre le roi. Cromwell écrivit au colonel [2] Whalley, son parent, et chargé de la garde du roi, que la vie de ce prince était menacée. Whalley communiqua cet avis à Charles, et le soir même le prince s'échappa de Hamptoncourt, laissant une lettre pour le parlement. Il disait « que la liberté, ce bien généralement désiré, n'était pas « moins nécessaire aux rois qu'au reste des hommes. Il avait « longtemps souffert la captivité, dans l'espérance que cela « pourrait servir à la paix ; mais éprouvant le contraire, et « voyant les dispositions incertaines de l'armée et la garde de « sa prison redoublée, il s'était soustrait à l'esclavage, prêt à se « montrer, quand il le pourrait avec honneur et liberté, pour « concourir à la paix, et prévenir l'effusion du sang. »

Cette nouvelle parvint aux chambres par les lettres de Cromwell. Il annonçait que le roi était dans l'île de Wight, et faisait l'éloge du colonel Hammond, gouverneur de cette île.

Quelques écrivains ont supposé que Cromwell avait formé le vœu sincère de rétablir le roi sur le trône, et qu'il n'en fut détourné que par le peu de franchise de ce prince. Lord

[1] Memoirs of Denzil lord Holles, p. 185.
[2] *Idem*, p. 187.

Broghill, seigneur royaliste [1], devenu courtisan de Cromwell, racontait une anecdote qu'il avait apprise de son nouveau maître. « Ireton et moi, lui dit un jour Cromwell, à l'époque où nous voulions traiter avec le roi, pour prévenir sa réunion aux presbytériens, nous fûmes avertis par un de ses valets de chambre qui nous servait d'espion, que notre perte était résolue, et que le secret de ce dessein se trouvait dans une lettre adressée à la reine. On nous indiquait la route et le signalement du messager. Ayant pris des habits de simple soldat, nous allâmes attendre notre homme au passage, et nous lui prîmes cette lettre où le roi annonçait à la reine qu'il était courtisé par les presbytériens écossais et par l'armée; mais qu'il était résolu de traiter avec les Écossais. Dès lors, ne pouvant nous fier à lui, nous jurâmes sa perte. » Cette anecdote singulière paraît se démentir elle-même. Ce n'était pas à l'époque où l'armée écossaise s'était dessaisie de la garde du roi, que l'on pouvait redouter son influence sur le sort de ce prince. Aucun fait historique n'atteste d'ailleurs cette duplicité du roi, dont parlent les républicains, et qui n'est que la dernière calomnie du plus fort contre sa victime. On voit au contraire que Charles défendit avec une imprudente opiniâtreté certains points, sans doute parce qu'il était sincère sur ceux qu'il accordait.

Une femme qui, dans ses Mémoires, a porté l'illusion du zèle républicain et de l'enthousiasme pour son mari, Lucy Hutchinson, raconte qu'à cette époque Ireton dit au colonel Hutchinson : « Le roi nous a donné des paroles ; mais nous le payons de la même monnaie, depuis que nous avons découvert qu'il ne cherche qu'à se prévaloir de nos divisions, et qu'il veut regagner par artifice ce qu'il a perdu par la guerre. » Elle cite en même temps les paroles du roi à Ireton : « Je dois jouer mon jeu autant que je le puis ; » aveu qui ne suppose ni l'intention, ni l'art de tromper. Mais il est certain que la franchise de Charles ne pouvait aller que jusqu'à la résigna-

[1] An History of the life of duke of Ormonde, by Thomas Carte, v. II, p. 12.

tion ; et cela ne rassurait pas les vainqueurs. On croirait difficilement que Cromwell, d'abord sincère dans son zèle pour le roi, fut détourné de servir ce prince par la crainte d'irriter les agitateurs ; quelquefois, il est vrai, les chefs des révolutions sont entraînés par leurs instruments ; mais, en voyant avec quelle vigueur Cromwell, quand il le voulut, réprima les factieux de l'armée, on peut croire que s'il s'effraya de leurs frayeurs, c'était à dessein, et seulement pour la perte du roi.

Tous les conseils que Cromwell fit donner au roi n'eurent en effet que des suites funestes et qui semblent calculées par la haine. Le départ de ce prince augmenta la défiance et l'animosité du parlement. L'asile qu'il choisit [1], toujours par la secrète inspiration de Cromwell, ne lui donna qu'une captivité plus rigoureuse et une prison moins honorable que celle de Hampton-court. Le gouverneur de l'île de Wight, Hammond, était un des officiers les plus dévoués au lieutenant général, sous lequel il avait longtemps servi. L'empressement de Cromwell à en faire l'éloge, et un air d'aisance et de gaieté qui perçait dans son langage, firent présumer d'abord à tout le monde que le roi était dans la situation où Cromwell avait voulu le placer.

Clarendon assure que Charles fut trahi par Ashburnham, qui accompagnait sa fuite, et qui, souvent, avait eu de secrets entretiens avec Cromwell. Mais on hésite avant de croire à tant de bassesse ; et il est plus facile de supposer un zèle aveugle, trompé par ces fausses espérances si naturelles aux confidents des rois malheureux.

[1] Ludlow's Memoirs, v. 1, p. 200.

LIVRE TROISIÈME.

Sévérité de Cromwell envers les agitateurs. Cromwell se déclare ouvertement contre le roi dans la chambre des communes. Il réunit dans une conférence les chefs des indépendants et des presbytériens. — Nouveaux soulèvements du parti royaliste, réprimés par Cromwell. — Invasion des Écossais; leur défaite. Cromwell poursuit sa victoire, et entre triomphant dans Édimbourg. Nouvelles négociations des presbytériens avec le roi. Déclaration de l'armée. Charles Ier est conduit au château de Windsor. L'armée marche sur Londres, et écarte de la chambre tous les membres opposants. Charles est décrété d'accusation. Il est amené à Londres. Procès du monarque. Participation de Cromwell au jugement et à l'exécution de la sentence.

Cependant les agiteurs, qui prenaient le nom de niveleurs, mieux assorti à leur dessein, mêlaient à leur haine contre le roi des attaques menaçantes pour tous ceux qui avaient quelque pouvoir. Au nom de neuf régiments de cavalerie et de seize régiments d'infanterie, ils présentèrent une déclaration véhémente pour attaquer l'élection des bourgs et des comtés et réclamer le renouvellement biennal du parlement. Dans cet écrit, le roi était désigné comme l'auteur de l'esclavage et de la guerre. Cromwell, qui profitait contre le roi du fanatisme de ces furieux, pensa toutefois qu'il était temps de les réprimer. A une revue générale de l'armée, ils parurent portant sur leurs chapeaux un papier où étaient inscrits ces mots : *Les droits de l'Angleterre et le consentement du peuple.* Dans quelques régiments, les officiers avaient été chassés et maltraités. Cromwell aborda les séditieux [1], leur arracha ce signalement,

[1] Ludlow's Memoirs, p. 222.

et en fit saisir quelques-uns : l'un d'eux désigné par le sort fut immédiatement fusillé. La sédition s'apaisa, et le régiment de Rainsborough reconnut sa faute, et se soumit. Cette fermeté de Cromwell lui mérita de nouveaux remercîments des communes. Quelque temps après, plusieurs officiers qui avaient partagé l'égarement des niveleurs demandèrent à rentrer en grâce; ils observèrent un jour de jeûne, et Cromwell prononça des prières et des exhortations à l'unité et à l'obéissance.

Le roi, du fond de sa captivité nouvelle, écrivit aux deux chambres; il déclarait que, chrétien et roi, il ne pouvait consentir à l'abolition de l'épiscopat, et il repoussait également l'aliénation des terres ecclésiastiques, comme un sacrilége[1]. Du reste, il consentait à remettre au parlement l'autorité sur la milice, pendant son règne, pourvu qu'après lui ce commandement revînt à la couronne. Cette lettre promettait beaucoup d'autres tolérances, dont personne ne savait gré à la faiblesse actuelle du roi, et qui n'auraient pas rassuré contre le retour de son pouvoir. Le parlement y répondit par quatre résolutions, dont la dernière rendait la royauté impossible; elle laissait aux chambres seules le droit de s'ajourner à leur gré. Le roi, apprenant la punition des niveleurs, crut pouvoir y trouver un motif d'espérance. Il fit partir Berkley, pour réclamer de nouveau la parole de Cromwell et d'Ireton. On dit que cet envoyé, admis au quartier général, présenta des lettres à Fairfax, qui lui répondit, après les avoir lues : « Nous sommes l'armée du parlement, et nous ne pouvons rien décider sans lui. » Berkley, tournant alors ses regards vers Ireton et Cromwell[2], ne vit sur leur visage que l'expression de la froideur et du dédain. Quoi qu'il en soit de ce récit, on ne peut douter que l'esprit général de l'armée ne fût opposé au rétablissement de la monarchie. Les déclarations de chaque régiment étaient pleines d'une fureur de fanatisme et

[1] The parliamentary History, v. XVI, p. 348.
[2] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 226.

d'anarchie que les chefs auraient eu de la peine à surmonter.

Cromwell, après avoir frappé les niveleurs, flatta la passion qui les animait. Le jugement du roi était dès lors résolu parmi les principaux officiers. Ludlow parle d'une réunion militaire où ce grand objet fut discuté quelque temps après la fuite du roi. On a dit que Cromwell ne s'y détermina qu'avec répugnance, qu'il aurait voulu obtenir, par le rétablissement du roi, de grandes récompenses personnelles, et n'abandonna cette ambition que faute de pouvoir se confier à la parole et à la reconnaissance de Charles. Toute la politique de Cromwell et l'ardeur qu'il mit à poursuivre la mort du roi démentent assez de pareilles conjectures. Ce qu'il est plus difficile d'expliquer, c'est le refus du roi d'accepter la proposition du parlement.

Il est vrai que, si ce prince était prisonnier, l'Écosse mécontente protestait en sa faveur. Une grande partie même du peuple anglais désirait la paix et le retour du roi. Les royalistes avaient essayé plusieurs tentatives pour l'enlever de l'île de Wight. Ainsi, quoique la fortune de ce prince fût bien déplorable, elle pouvait changer par une révolution soudaine, et il préférait cette espérance à la certitude d'une paix humiliante pour le trône. Le refus du roi fit éclater dans la chambre des communes de menaçantes animosités; et Cromwell montra pour la première fois toute sa haine. Ireton et lui déclarèrent : « Que le roi se dénonçait lui-même le tyran de « son peuple; que la patience n'avait servi à rien; qu'il fallait « gouverner sans lui, et qu'on attendait du patriotisme de la « chambre des résolutions dignes d'une assemblée à laquelle « la nation avait confié son salut. » « J'ai toujours reconnu le « roi, ajouta Cromwell, pour un esprit supérieur, mais pour « un homme faux et très-habile à feindre. » Cromwell rappela qu'au moment où ce prince paraissait se rapprocher des deux chambres, et s'en remettre à leur sagesse, il entretenait des négociations secrètes avec les commissaires écossais, et cherchait à embarrasser l'Angleterre dans une nouvelle guerre. En conséquence, il proposa qu'il ne serait plus présenté

d'adresses au roi, ni reçu de messages de sa part. C'était placer le roi dans une espèce[1] d'interdit, qui, rompant toute espérance de paix, devait tôt ou tard amener son jugement et sa mort. Cette proposition trouva beaucoup de résistance; elle fut emportée par une minorité violente qui dominait la chambre, et par l'ascendant de l'armée, dont Cromwell fit plus d'une fois intervenir le souvenir et la volonté. « Ayez soin, « dit-il, quand l'armée se sacrifie pour la liberté de la nation, « de ne pas lui donner le moindre prétexte de croire que vous « trahissez ses intérêts, et ne l'obligez pas de chercher dans « sa propre force un salut qu'elle voudrait ne devoir qu'à la « vigueur de vos résolutions. » En achevant des paroles si expressives, il appuyait sur la garde de son épée cette main qui avait gagné tant de batailles.

L'armée que Cromwell avait invoquée dans la discussion approuva, par une adresse solennelle, la résolution de ne plus communiquer avec le roi. La chambre des pairs y donna son assentiment. A l'appui de sa résolution, la chambre des communes fit paraître un manifeste écrit par le colonel Nathanael, et rempli des mêmes accusations, qui servirent plus tard pour la mort du roi. Ludlow[2] et un autre député furent envoyés à Windsor pour mettre en liberté quelques niveleurs, qui n'avaient plus d'autre tort que d'avoir voulu faire trop vite ce que le parlement et l'armée faisaient aujourd'hui. Le roi fut resserré plus que jamais dans l'île de Wight, et tout parut annoncer un dénoûment funeste.

Les Écossais, fidèles à leur traité, levaient des troupes. Ils enrôlaient beaucoup de royalistes et de presbytériens, deux partis opposés que la violence des indépendants avait réunis. Plusieurs vaisseaux de la flotte s'étaient déclarés pour le roi. Le peuple, lassé d'une guerre si longue, souhaitait la paix avec le roi, comme un terme à ses maux, et ne regardait le pouvoir de l'armée qu'avec cette jalousie naturelle aux Anglais,

[1] Memoirs of Denzil lord Holles, p. 200.
[2] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 220.

et qui, jusqu'à ce jour, a été la meilleure gardienne de leurs libertés et de leurs lois. Ainsi les indépendants, maîtres de l'armée, du parlement et de la personne du roi, voyaient encore de grands obstacles devant eux. Malgré les violences exercées sur la chambre des communes, les presbytériens y conservaient un crédit que la moindre chance pouvait augmenter, et qui était désormais tout en faveur du roi. Ludlow [1] rapporte que Cromwell, sous prétexte de concilier les presbytériens et les indépendants, rassembla les chefs des deux partis dans un dîner à Westminster. Mais la contrariété des opinions théologiques rendit tout rapprochement impossible. Dans une autre réunion ménagée par Cromwell, on discuta sur les formes de gouvernement. Cromwell et ceux que l'on appelait les *grands* de l'armée et du parlement [2] se tinrent dans les nuages, et évitèrent de choisir entre la monarchie, l'aristocratie et la démocratie, alléguant que « chacun de ces gouvernements « pouvait être bon en lui-même, et pour l'Angleterre, suivant « le secours que donnerait la Providence. »

Ludlow et les véritables indépendants argumentèrent contre la monarchie, en s'appuyant surtout de deux versets tirés du 1er livre de Samuel. Ils opinèrent qu'il fallait, après avoir demandé compte au roi du sang versé dans la guerre, établir une équitable république fondée sur le consentement du peuple et qui garantirait les droits et les libertés de chacun. Cromwell affecta de rester irrésolu, *non pas faute de conviction* [3], dit Ludlow, qui s'imagine ingénuement que Cromwell ne pouvait résister à l'évidence de ses arguments républicains. Après avoir surpris dans cette conférence le secret des opinions et des vœux de chacun, en évitant de s'expliquer lui-même, Cromwell rompit l'assemblée par une bouffonnerie, genre de diversion qu'il employait assez volontiers dans les plus sérieuses affaires. En se levant pour sortir, il prit un coussin et le jeta brusquement à la tête de Ludlow, qui lui renvoya la même plai-

[1] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 238, etc.
[2] Kept themselves in the clouds. Ludlow, v. I, p. 238.
[3] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 239.

santerie. Le lendemain, à la chambre des communes, passant à côté de Ludlow, il lui dit, par allusion au projet de république, qu'il était convaincu que la chose était désirable, mais non pas qu'elle fût faisable. Cromwell ménageait d'autant plus l'esprit de démocratie, que le parti royaliste se ranimait et s'accroissait chaque jour, et que la guerre avec l'Écosse semblait inévitable. Dans cette intention, il fit de nouvelles avances à Ludlow, qui ne put s'empêcher de lui dire qu'il savait bien cajoler les républicains quand il avait besoin d'eux. Cromwell en fureur répondit que les républicains étaient des orgueilleux, et n'avaient de puissance que dans leur imagination. Ces paroles altières et la réplique modérée [1] que fit Ludlow montrent assez la domination de Cromwell. Cet homme préparait déjà, par ses mépris, l'esclavage des républicains, dont il avait encore besoin pour immoler le roi.

Malgré l'usurpation violente de l'armée et les résolutions funestes qu'elle avait dictées au parlement, les presbytériens reprenaient quelque pouvoir dans la chambre des communes. Cromwell les ménageait encore. Il fit nommer commissaire du sceau, Whitelocke qui tenait à ce parti, mais dont il connaissait la craintive modération. D'autres presbytériens plus redoutables, ceux mêmes que l'armée avait frappés d'exclusion, rentrèrent dans la chambre. Holles quitta sa retraite, et reparut avec les mêmes opinions et le même courage. Une juste animosité lui fit provoquer Ireton au milieu de l'assemblée. La chambre intervint, et leur défendit un duel [2] que, suivant d'autres récits, Ireton refusa par scrupule de conscience.

Cependant le zèle des partisans du trône semblait rallumé de toutes parts. Les anciens royalistes, poursuivis et flétris sous le nom de *cavaliers,* conspiraient ouvertement contre une paix,

[1] I told him, it was not new thing to hear truth calumniated, and that though the commonwealth-men were *fallen under his displeasure,* I would take the liberty to say, that they had always been and ever would be considerable, where there was not a total defection from honesty, generosity, and all true virtue, which I hoped was not yet our case. Memoirs of Edmund Ludlow, v. I, p. 241.

[2] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 244

qui n'était pour eux qu'une odieuse oppression. Beaucoup d'officiers parlementaires réformés, et devenus royalistes pour avoir occasion de reprendre les armes, agitaient le peuple dans les comtés. Plusieurs forteresses s'étaient révoltées au nom du roi. De nombreux pétitionnaires venaient assiéger la porte du parlement, et réclamaient un traité avec le roi. La ville de Londres, accablée d'impôts et fatiguée du séjour des gens de guerre, lui était favorable. La classe nombreuse des apprentis de la Cité se montrait surtout fort zélée pour l'infortune de ce prince; et l'ardeur de ces jeunes gens amena plusieurs scènes sanglantes, qui redoublèrent l'horreur des habitants de la ville pour la tyrannie de l'armée. Quelques contemporains ont accusé Cromwell d'avoir préparé lui-même des émeutes, qu'il réprima du moins avec beaucoup de barbarie. Un grand nombre de jeunes apprentis, sans autre arme que des bâtons et des pierres, attaquèrent quelques soldats qui avaient dispersé une de leurs réunions. Cromwell [1], à la tête de plusieurs compagnies de dragons, les fit charger impitoyablement, et leur tua beaucoup de monde.

Dans ces nouveaux périls, le parlement choisit un comité extraordinaire de six lords et de seize députés, parmi lesquels figurait Cromwell. Ce général dominait tous les esprits sans inspirer de la confiance à personne. Sa dissimulation était connue, et elle imposait encore. Ludlow rapporte qu'à cette époque Cromwell, se promenant avec lui dans le palais, feignit un profond découragement, et déplora son malheur d'avoir attiré sur sa tête la haine de la plus grande partie de la nation, par zèle pour la cause qu'il croyait juste, et en même temps de s'être rendu suspect aux hommes qui s'étaient engagés comme lui dans cette cause. Ces paroles sont un aveu non équivoque de la popularité qui s'attachait alors à l'infortune du roi. La réforme des abus avait été le vœu de l'Angleterre; le renversement du trône n'était plus que le crime de quelques hommes. Ludlow, toujours républicain de bonne foi, s'efforça de rani-

[1] Cromwell himself animated the troopers to shoot and spit them, and to spare neither man, woman, nor child. Walker's History of independency, p. 84.

mer la langueur apparente de Cromwell, et lui rappela qu'il ne pouvait ramener à lui ses ennemis que par une trahison déshonorante, et pour des promesses de fortune et de grandeur[1] qu'on ne lui tiendrait pas, tandis que, restant fidèle à ses amis, il écarterait tous les soupçons et tous les ombrages.

Le renouvellement de la guerre vint tirer Cromwell d'embarras, et lui rendit sa supériorité naturelle. Le premier soulèvement royaliste éclata dans le pays de Galles. Le major général Langhorn, échappé des prisons du parlement, s'était sauvé dans cette province, et se mit à la tête d'une réunion qui fut bientôt une armée. Le comté de Surrey et le comté de Kent formèrent également des associations royalistes; et lord Goring, toujours vaincu, mais brave et fidèle, avait reparu pour en reprendre le commandement. Les provinces du nord partageaient le même esprit de résistance au pouvoir du parlement et de l'armée. Les *cavaliers* étaient ranimés, enhardis, et ils paraissaient avoir en leur faveur le mécontentement de cette masse du peuple, qui ne sent que le poids des impôts, et qui ne pouvait en accuser que l'autorité du parlement.

Ainsi la guerre civile renaissait tout entière; mais elle avait plus d'apparence que de force. L'éloignement et la captivité du roi enlevaient aux royalistes l'ardeur dont ils furent animés dans la première guerre, et qui cependant ne leur donna point la victoire. L'élite de la noblesse avait péri, ou s'était exilée sur le continent; tant de désastres semblaient avoir frappé d'un malheureux augure tous les efforts des amis du trône. Dans le parti de la révolution se trouvaient l'habitude du succès, de nouveaux talents développés dans la guerre, de nouvelles fortunes empressées à se défendre, enfin, le pouvoir acquis et toutes les armes du pouvoir.

L'insurrection du pays de Galles fut réprimée, avant même l'arrivée de Cromwell. Il trouva l'armée de Langhorn défaite et dispersée par deux régiments que le parlement avait envoyés dès la première nouvelle de ces troubles, et qui furent magni-

[1] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 246.

fiquement récompensés de leur victoire. Cromwell s'occupa d'anéantir les restes du parti royaliste en assiégeant les places qui leur servaient de refuge. La plus importante était celle de Pembroke, dans le comté de ce nom. Le major Langhorn s'y était jeté avec deux autres chefs distingués par leur courage; ils s'opiniâtraient à la résistance, dans l'espoir de la prochaine invasion des Écossais. Cromwell qui, dans la rapidité de ses courses, manquait de grosse artillerie, fut obligé d'en faire venir pour assiéger cette place, et il ne put même la prendre que par famine, après six semaines d'attente. Cédant à la mutinerie de la garnison, les chefs signèrent la reddition de la ville, au moment où l'armée écossaise, retardée par les contestations du clergé, entrait enfin sur le territoire d'Angleterre. Sur tous les autres points, la défaite des insurrections royalistes avait également précédé l'invasion des Écossais.

Les royalistes du comté de Kent et de Surrey s'étaient vus devancés par Fairfax [1], qui occupa le lieu même où devait se former leur réunion générale. Ils avaient cependant une telle supériorité de nombre, qu'ils se divisèrent en trois corps : l'un d'eux s'empara de la ville de Maidstone; les deux autres occupèrent la côte de Douvres à Rochester. Fairfax enleva d'abord, après un rude assaut, la ville de Maidstone; puis il marcha sur l'armée de Goring, où les fuyards du premier combat avaient porté un renfort de nombre, et la contagion de la peur. S'étant mis en retraite, et voulant gagner le comté d'Essex, Goring ne fit pas difficulté de demander passage à la ville de Londres. Ludlow convient [2] que la ville de Londres était favorable au roi, et qu'elle ne refusa la demande de l'armée royale, que par la crainte de se montrer trop à découvert. Lord Goring traversa la Tamise à quelques lieues de Londres, et toujours suivi par l'armée de Fairfax, moins forte que la sienne, il s'enferma dans la ville de Rochester, dont le

[1] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 248.
[2] *Idem*, p. 250.

siége fut aussitôt formé. Un mot d'Ireton indique assez combien les assiégeants étaient inférieurs en nombre. Il comparait la ville et ses défenseurs à une grosse ruche d'abeilles, et l'armée parlementaire à un petit essaim qui s'attachait aux deux côtés de la ruche.

Les transfuges de la cause parlementaire n'étaient pas moins nombreux que ses anciens ennemis. Chaque jour voyait quelque désertion éclatante. Le parlement opposait à ces périls poursuite rapide et vengeance impitoyable. Le comte de Holland qui [1], plusieurs fois, avait changé de parti, et qui allait du parlement au roi et du roi au parlement, selon les événements et ses propres caprices, crut l'occasion favorable pour se réunir au dernier effort des royalistes. Il sortit de Londres avec Buckingham et lord Francis son frère, à la tête d'environ mille *cavaliers*. Ces courageux seigneurs furent surpris par un régiment de dragons, détaché de l'armée qui assiégeait Colchester. Le comte de Holland fut fait prisonnier; Buckingham se sauva par la fuite; lord Francis, brillant de jeunesse et de grâces, fut tué par un soldat. On trouva sur sa poitrine un ruban noué qui renfermait les cheveux d'une beauté célèbre. Les mœurs efféminées, qui paraissent inséparables de l'élégance des cours, excitaient le mépris et la haine des soldats du parlement. Ils avaient toute la dureté du fanatisme et de la guerre civile. Ayant pris dans le combat un officier général qui avait autrefois servi sous le comte d'Essex, ils le coupèrent par morceaux.

Cependant l'absence de Cromwell et de plusieurs officiers, membres du parlement, avait changé les dispositions de la chambre des communes. Le parti presbytérien fit délivrer la plupart des personnes compromises dans les émeutes populaires que les royalistes avaient excitées contre le parlement. Sans doute il se serait avancé plus loin, s'il n'avait été arrêté par la crainte des suites de la guerre. La plupart des presbytériens qui voulaient un traité avec le roi se gardaient bien

[1] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 255.

de permettre que le parti royaliste obtînt une supériorité qui rendait la réconciliation sans mérite.

Les républicains, qui ne pouvaient se défendre de soupçonner étrangement Cromwell, craignaient cependant par-dessus tout le triomphe du roi. Ce fut alors qu'un officier presbytérien, qui avait été major du régiment de Cromwell, et qui s'était démis de son emploi, l'accusa, dans un écrit présenté [1] aux chambres, d'une longue suite d'intrigues, pour s'élever aux dépens du parlement, du peuple et du roi. Cet officier exposait comment Cromwell, envoyé pour préparer le licenciement de l'armée, avait au contraire excité la désobéissance des soldats; comment il avait fait enlever le roi, de Holdenby; comment il avait flatté ce prince de l'espoir d'un traité favorable; comment il avait encouragé les niveleurs qu'il paraissait réprimer, et abusé de la confiance du roi, pour lui conseiller une fuite nouvelle. Il rappelait les maximes souvent énoncées par Cromwell : *Qu'il était légitime de passer par toutes les formes de gouvernement, pour arriver au but des honnêtes gens; qu'il était légitime de tromper ceux qui trompent; que l'intérêt des honnêtes gens était l'intérêt du royaume*. Cette révélation tardive ne fut pas même discutée; et quoiqu'elle eût été transmise par les lords, l'orateur des communes la supprima. Les Écossais entraient dans le royaume; et, aux yeux de tous les partis, Cromwell devenait trop nécessaire pour être coupable. Ludlow [2] nous dit, qu'opposé depuis longtemps aux démarches arbitraires du lieutenant général, il lui écrivit en cette occasion pour l'assurer d'un fidèle secours, et lui recommander la défense de l'intérêt public. La rapide succession du péril fit ainsi triompher Cromwell de la défiance des républicains, en dépit d'eux-mêmes. Ils n'eurent jamais le temps de se passer de lui. Il savait d'ailleurs, suivant l'occasion, calmer leurs inquiétudes, et il se faisait tout pardonner en servant leur première pas-

[1] The parliamentary History, v. XVII, p. 260.
[2] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 253.

sion, la haine de la monarchie. A côté de ces grossiers niveleurs, qu'il avait si hardiment frappés, il distinguait quelques esprits chimériques et élevés, dont il flattait l'enthousiasme. Il les assurait qu'il n'avait pas d'autre idée que d'accomplir leurs projets d'indépendance et de parfaite égalité. C'est ainsi qu'il persuadait Sidney, qu'il séduisait Harrington, qu'il combattait la juste défiance du colonel Hutchinson : trop souvent les âmes généreuses sont la proie des ambitieux habiles. Il trompait plus facilement encore d'autres officiers non moins ignorants que fanatiques. A son départ de Londres, pour aller combattre l'armée d'Hamilton, il fut reconduit hors des murs de la ville par plusieurs chefs de niveleurs, qui prirent congé de lui, convaincus de son zèle et de sa bonne foi. Il est vrai [1] que, derrière eux, venait une voiture remplie d'ecclésiastiques presbytériens, qui ne se retirèrent pas moins charmés de son accueil et de ses pieuses intentions.

C'était sans doute une singulière vicissitude que cette troisième invasion des Écossais, pour rétablir la monarchie qu'ils ébranlèrent les premiers, et qu'ils avaient frappée d'un coup mortel en livrant la personne du roi. Ce n'était plus, à la vérité, le parti presbytérien qui la dirigeait. Les royalistes écossais, puissants par les malheurs du roi, qui justifiaient leurs prédictions, s'étaient emparés de la conduite des affaires ; et, devenus exclusifs en proportion de leur autorité, ils repoussaient les partisans du *covenant*, et manifestaient le vœu de rétablir la monarchie sans restrictions politiques ou religieuses. Montross, leur chef, était absent et faisait la guerre en Irlande, où il s'était réfugié depuis sa défaite. Mais Hamilton, que le roi avait soupçonné et persécuté, Hamilton, presbytérien modéré, et, avant tout, sujet fidèle, s'était réuni aux royalistes et leur apportait le secours de son expérience militaire et de ses nombreux amis. Argyle et les presbytériens rigides, premiers instigateurs de la guerre civile, étaient déchus de leur pouvoir.

[1] Memoirs of the life of colonel Hutchinson, written by his widow, v. II, p. 129.

Les communes s'étaient hâtées de déclarer les Écossais ennemis de l'État, et de porter une loi terrible contre tous ceux qui les favoriseraient. Mais la chambre des pairs n'avait pas adopté ce vote ; et, dans les communes mêmes, l'absence de Cromwell laissa bientôt reparaître quelques intentions favorables au roi. L'ordonnance du renoncement volontaire, enfreinte d'abord par Cromwell, n'était plus observée de personne, surtout dans le parti dominant. De nouvelles élections avaient introduit à la chambre beaucoup d'officiers qui n'abandonnaient pas leurs grades. L'approche de la guerre, en les rappelant à l'armée, changeait la majorité, si mobile entre deux partis de nombre presque égal. Peu de jours après le départ de Cromwell, les presbytériens modérés avaient repris absolument l'avantage. La longue durée du siége de Colchester, qui retenait Fairfax et ses troupes, l'horreur naturelle d'une assemblée pour le joug militaire, l'incertitude même de l'expédition de Cromwell, et je ne sais quels calculs de craintes, que ne s'expliquent pas toujours ceux qui les font, secondaient ce mouvement des esprits. Les chambres [1] rapportèrent le vote qui défendait toute communication avec le roi, et de nouvelles négociations s'ouvrirent. Cromwell prévint tout. Il avait joint le lieutenant général Lambert, qui était opposé à l'insurrection formée dans le nord [2] par Marmaduke Langdall. Ce chef royaliste avait, de son côté, rejoint l'armée écossaise; mais les divisions religieuses ne permirent pas aux deux corps de se mêler : ils marchèrent ensemble, à distance l'un de l'autre, et livrèrent bataille à Cromwell sans se concerter et sans se secourir. Cromwell, qui n'avait réuni que 7,000 hommes harassés de fatigues et de maladie, détruisit les ennemis, forts de 26,000 hommes. La bataille se donna dans le comté de Lancastre, près de Preston, le 17 août 1648 [3]. Les royalistes anglais, attaqués les premiers,

[1] The parliamentary History, v. XVII, p. 405.
[2] *Idem*, p. 410.
[3] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 200. — Memoirs of the life of colonel Hutchinson, p. 135.

cédèrent après une vigoureuse résistance. Les Écossais furent vaincus, et se débandèrent. On vit dans cette action la valeur et la férocité de l'armée de Cromwell. Un des colonels, se précipitant presque seul sur les lanciers écossais, tomba frappé d'un coup mortel ; et ses soldats, dans le désespoir de sa perte, massacrèrent tous les Écossais qui se rendaient. Cromwell se hâta d'adresser à la chambre les détails de cette grande victoire et cent drapeaux enlevés à l'ennemi. Hamilton fuyait avec 4,000 chevaux et les restes de son infanterie. Cromwell le suivit sans relâche, et, dans plusieurs combats rapidement livrés, lui enleva toutes ses forces, et le réduisit à errer avec quelques centaines d'hommes, pour tomber enfin dans les mains des vainqueurs, qui l'envoyèrent prisonnier au château de Windsor.

La chambre des pairs, ne trouvant plus de difficulté à déclarer ennemis les Écossais vaincus, proposa la première de célébrer leur défaite par un jour d'actions de grâces. La guerre, si promptement terminée, portait au comble la réputation de Cromwell, et l'espérance de tous les ennemis du trône. Le roi, dans sa prison de Wight, apprit cette nouvelle avec douleur. Il eut l'imprudence de montrer ses regrets, et la confiance que lui avait inspirée l'armée écossaise, qu'il aurait [1], dit-il, renvoyée d'un signe de la main. Toutefois, en dépit de cette victoire, ou même à cause de cette victoire qui augmentait l'ascendant de l'armée, la majorité presbytérienne reprit ses négociations avec le roi, et parut désirer sincèrement la paix. L'esprit de révolution semblait ne plus se conserver que dans les restrictions excessives que les presbytériens prétendaient apporter à la prérogative du monarque. Ils voulaient la royauté ; mais ils la voulaient impuissante et désarmée. Ils s'en défiaient encore ; ils se précautionnaient contre elle au moment même où ils consentaient à la secourir. Préoccupés de leurs anciennes inquiétudes, ils ne songeaient pas assez que le péril avait changé de place ; et que, s'ils ne se

[1] The parliamentary History, v. XVII, p. 421.

hâtaient de rendre au trône une force véritable, pour y trouver eux-mêmes un asile, et le trône et la liberté allaient être envahis par la faction militaire.

Cromwell [1], qui n'ignorait rien des incertitudes et des retours de la chambre des communes, poussait avec rapidité son expédition victorieuse, à laquelle il était assuré de subordonner facilement tout le reste. Montross, arrivé trop tard pour soutenir le duc Hamilton, se replia vers l'Écosse. Cromwell le suivit; et, après avoir remis sous l'obéissance les villes de Berwick et de Carlisle, il parut tout à coup sur les frontières d'Écosse, en libérateur et en conquérant. Ses proclamations annonçaient sûreté pour tous les habitants paisibles, et ne menaçaient que l'ennemi qui avait récemment envahi le territoire anglais. Les partisans d'Hamilton dominaient encore dans le parlement d'Écosse; mais la marche rapide de Cromwell les chassa bientôt d'Édimbourg. Ce général s'avança sans obstacle, ne rencontrant sur son passage que des députations qui le remerciaient au nom de l'Écosse. Argyle et ses amis vinrent au-devant de lui, et le conduisirent en triomphe à Édimbourg. L'armée anglaise campa autour des murs de la ville. Cromwell reçut les félicitations de toutes les autorités, et leur demanda de ne conserver dans les emplois publics aucun de ceux qui avaient participé à la dernière invasion. Il fit ordonner, par le conseil, la dissolution des troupes que commandait encore Montross. Il changea tout à son gré et détruisit toutes les racines du parti d'Hamilton. Ce n'était pas sans doute qu'une grande partie de l'Écosse ne fît des vœux pour le roi; mais beaucoup de presbytériens, ayant éprouvé l'intolérance des royalistes, embrassaient la protection des indépendants qu'ils avaient d'abord détestés. Ils n'avaient pas encore fait l'expérience du despotisme de l'armée, et ils s'y livraient au moment où les presbytériens d'Angleterre cherchaient à l'éviter par une réunion sincère avec le roi. Cromwell, qu'un pressant intérêt rappelait en Angleterre, se fit

[1] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 262.

prier par les presbytériens écossais pour laisser dans leur pays une portion des troupes, chargée de garantir la tranquillité nouvellement rétablie. Il en confia la conduite à Lambert; et, après des fêtes et des réjouissances qui célébraient la réunion des deux peuples, ou plutôt des deux partis, il quitta promptement Édimbourg.

Le parlement anglais, qu'il avait instruit de sa conduite en Écosse, lui votait des lettres de remercîments et d'éloges. Mais les négociations [1] avec le roi étaient plus actives que jamais. Quelques députés presbytériens, et surtout Holles, que l'on soupçonnait d'avoir été gagné par la reine Henriette pendant son exil en France, poursuivaient avec zèle la conclusion du traité, en qualité de commissaires du parlement; ils voyaient le roi tous les jours; ils étaient touchés de sa noble fermeté, de sa raison supérieure, qui ne lui dicta jamais de fortes résolutions dans les grands périls, mais qui lui inspirait sur toutes les questions politiques le langage le plus persuasif et le plus sage. Cette recommandation d'une grande infortune noblement supportée agissait en faveur du roi, et lui gagnait des esprits las de la guerre et effrayés du pouvoir de l'armée. Une pareille disposition, qui devenait plus générale, inquiéta l'intraitable vengeance des républicains. Malgré leur défiance pour Cromwell, ils le préféraient à la monarchie. Ludlow se rendit près de Fairfax, qui assiégeait Colchester, et [2] lui représenta vivement que les intérêts de l'armée étaient menacés par le danger d'une réunion prochaine entre le parlement et le roi : n'ayant trouvé que l'incertitude habituelle de Fairfax, il parla de ses craintes à Ireton, qui fut d'avis de laisser le traité s'achever, avant de faire intervenir l'armée.

Ainsi la guerre et les négociations se continuaient à l'envi. Colchester venait enfin de céder, et le vaillant lord Capel s'était rendu par l'impossibilité de se défendre. Le caractère

[1] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 262.
[2] *Idem*, p. 264.

plus cruel que prenait la guerre, et l'affreux dénoûment qu'elle préparait, s'annoncèrent par les vengeances du vainqueur. Ireton, laissé près de Fairfax comme l'ombre du génie de Cromwell, sut arracher à la faiblesse de ce général une barbarie indigne de sa générosité : il fit condamner et fusiller les principaux chefs de la garnison. Lord Goring et lord Capel furent réservés au jugement des chambres. Le retour de Cromwell acheva de pacifier les provinces du nord ; une seule place y tenait encore pour le roi. Cromwell en commença le siége, dont il confia bientôt la poursuite au colonel Lambert, qu'il rappela d'Écosse. Il semble que, instruit de la révolution que l'on préparait à Londres, il voulait, sans y assister lui-même, se trouver libre et prêt pour survenir à temps. En effet, la majorité presbytérienne, constante dans son projet de réunion avec le roi, pressait la signature du traité, et ce prince, depuil sa prise de Colchester, se rendait moins difficile sur les concessions demandées; il défendait encore le droit divin des évêques[1], mais il consentait à l'aliénation de leurs biens. Pendant que les commissaires du parlement rapportaient aux chambres ces dernières paroles, l'armée, cantonnée à Windsor, déclara que le roi ne pouvait être appelé au gouvernement, et n'appartenait plus qu'à la justice, comme principale cause des malheurs de l'État.

Cette déclaration menaçante fut suivie d'un nouvel enlèvement du roi, que l'on tira de l'île de Wight pour le conduire dans un château près de Windsor.

Le parlement se plaignit avec hauteur à Fairfax, qui répondit par une demande des soldes arriérées, et une menace de s'approcher de Londres. En même temps, l'armée publia une nouvelle déclaration [2]. Alors ce parlement, qui s'était emporté à de si coupables erreurs, fit paraître un admirable courage. Plusieurs membres proposèrent de déclarer l'armée traître à la patrie, et de décréter d'accusation les principaux chefs.

[1] History of the life of colonel Hutchinson, v. II, p. 148.
[2] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 265.

L'armée marcha sur Londres. Ireton, qui conduisait tous ces mouvements, fit dire à Ludlow, par allusion à leur entretien au siége de Colchester, que, sans doute maintenant, lui et ses amis étaient contents de l'armée. En effet, le parti républicain, dans l'aveuglement de sa haine contre tout ce qui le menaçait d'un reste de monarchie, triomphait du secours odieux que lui prêtait l'armée. Ce parti, réduit à la minorité dans les communes, avait songé d'abord à se réfugier au camp de Windsor; mais il aima mieux attendre que l'armée vînt épurer la chambre. Déjà Fairfax et ses officiers avaient pris leurs logements à White-Hall, et au palais de Saint-James. La majorité presbytérienne luttait encore. Après un jour et une nuit de débats, elle ramena tout à une seule question; et cent quarante voix contre cent quatre décidèrent que les concessions du roi offraient au parlement des bases suffisantes pour procéder au rétablissement de la paix dans le royaume. Une commission fut nommée pour conférer à cet égard avec le général et l'armée.

Les indépendants, fanatiques ou ambitieux, après avoir combattu ce vote avec fureur, déclarèrent, la plupart, que dès lors ils se séparaient de la chambre. On ne peut imaginer avec quelle bonne foi Ludlow allègue, dans ses Mémoires, un verset de l'Écriture qui lui paraît l'irrévocable condamnation du roi; tant il est vrai que, depuis la religion jusqu'à l'athéisme, il n'existe rien dont les passions des hommes ne sachent faire l'instrument d'un crime.

Ce même Ludlow, républicain sincère, puisqu'il le fut sous Cromwell autant que sous Charles Ier, invoqua plus que personne l'odieuse intervention de l'armée. Il prit part à une réunion [1] de quelques officiers et de quelques députés indépendants, où l'on arrêta de faire marcher l'armée, et de mettre des gardes à la porte de la chambre, pour exclure les membres opposants. Fairfax fut à peine prévenu de cette résolution; Ireton lui annonça [2], comme nécessaire, l'exécution déjà

[1] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 269.
[2] *Idem*, p. 270.

commencée. Le 6 décembre, les troupes furent mises sous les armes dès le matin ; et le colonel Pride, avec son régiment, occupa toutes les avenues de la chambre. Il laissait entrer certains membres, repoussait les autres, et en faisait arrêter quelques-uns. Lord Grey de Groby assistait le colonel, et lui désignait, de peur de méprise, ceux de ses collègues qu'il fallait écarter. Ludlow remarque, dans ses Mémoires, que l'opération était facile et sûre, la chambre se trouvant si constamment divisée, que l'on pouvait compter les voix avant la discussion. Ce dissentiment fixe et régulier, effet presque inévitable du gouvernement représentatif, n'est pas longtemps souffert dans l'intolérance des révolutions ; et l'on proscrit les contradicteurs, en demandant la liberté.

Comme les raisons ne manquent jamais aux violences une fois faites, l'armée présenta le même jour, à la chambre épurée, une déclaration qui justifiait cette mesure. Trente-neuf membres arrêtés furent conduits dans diverses prisons. Le lendemain, Cromwell vint coucher au quartier de White-Hall [1], affectant de n'avoir rien su, mais résolu de maintenir ce qui était fait. Il prit séance à la chambre, et fut solennellement remercié de ses grands services. L'époque précise de ce retour, la nullité de Fairfax et l'influence d'Ireton, gendre et confident de Cromwell, semblent indiquer de quelle main était parti le coup qui venait d'être frappé. Quelquefois, il est vrai, on suppose sans motif que les hommes d'État ont créé les événements dont ils n'ont fait que profiter ; mais une circonstance, négligée par tous les historiens, ne permet aucun doute sur la participation de Cromwell. Avant même que les presbytériens eussent fait passer la résolution en faveur du roi, Cromwell avait donné l'ordre soudain de marcher sur Londres, pour briser la chambre [2]. Ce fut le colonel Hutchinson, qui, joignant ses prières à celles de quelques autres officiers, lui fit abandonner ce pro-

[1] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 272.

[2] Memoirs of the life of colonel Hutchinson, written by his widow, v. II, p. 112.

jet, exécuté quelques jours plus tard. Hutchinson, dans la candeur de son zèle républicain, détestait à la fois la modération des presbytériens et la violence de l'armée. Il fut alors secondé par Ireton ; ce n'était pas, sans doute, que le gendre de Cromwell eût des desseins plus modérés : mais il semble que sa politique était moins impétueuse, et sa haine plus patiente.

Cependant, ceux des républicains qui n'étaient pas trop aveuglés par la fureur de la vengeance virent, avec un mélange d'indignation et d'effroi, la violence exercée sur leurs collègues. Quelques-uns cessèrent de se montrer dans une assemblée qui n'était plus libre ; d'autres y vinrent pour conserver encore l'image du parlement, et prévenir la réunion de tous les pouvoirs dans la main de l'armée. En effet, depuis ce jour, les communes ne firent plus qu'enregistrer les volontés de l'armée. On vota que la résolution, pour rappeler les treize membres mis en accusation par l'armée, était inconstitutionnelle et dangereuse ; on vota de nouveau qu'il ne pourrait plus être présenté d'adresse au roi ; on vota que toute communication avec le roi était déshonorante et contraire au bien de la nation. Enfin, la chambre, pour donner une marque de respect à ses nouveaux maîtres, révoqua une ordonnance qui rétablissait la milice, comme ayant été faite dans l'intention de détruire l'armée. On interdit et on déclara séditieuse une protestation des membres prisonniers ; mais aucun d'eux ne fut jugé, et quelques-uns rentrèrent dans la chambre en souscrivant à la résolution qui défendait tout traité avec le roi. D'autres, plus particulièrement odieux à l'armée, furent favorisés dans leur fuite, et se retirèrent en Hollande auprès du jeune prince de Galles. On y fit peu d'attention ; le grand objet, c'était la personne du roi.

La mort de ce prince était résolue depuis longtemps par Cromwell et Ireton. Tous les restes des agitateurs, tout ce qu'il y avait de plus fanatique et de plus factieux dans l'armée, la demandaient. C'était le cri des sectaires forcenés qui voulaient, suivant l'expression de l'Écriture, *expier le sang par*

le sang. Parmi les républicains, la plupart croyaient ce crime nécessaire à l'établissement de la liberté qu'ils espéraient. Vane, Ludlow, Sidney, Hutchinson, partagèrent ce coupable délire; mais ils auraient voulu que la forme du gouvernement [1] fût réglée avant la mort du roi, de peur que l'armée n'essayât d'élever à la place vacante un chef sorti de ses rangs.

Cromwell avait des conférences officielles avec Whitelocke et un autre commissaire du parlement; il logeait à White-Hall [2], dans les appartements du roi, et paraissait aussi puissant sur le parlement que sur l'armée. Pour la dernière fois [3] il soulevait ces doctrines des niveleurs, qu'il excita et réprima tour à tour. Le conseil de guerre, assemblé sous ses yeux dans le palais de White-Hall, fit rédiger, par la plume d'Ireton, une déclaration de la souveraineté du peuple; arme terrible qui se préparait pour la mort du roi. En même temps, ces officiers accueillaient une sorte de prophétesse qui vint leur parler de la part de Dieu, et les encourager dans leur projet. Ce projet trouvait encore des obstacles, même dans cette chambre épurée par les dragons du colonel Pride. Quelques furieux ne désignaient le roi que sous le nom du *grand coupable;* mais d'autres alléguaient en sa faveur, qu'il ne pouvait être traduit en justice par ses sujets; qu'il s'était rendu lui et son parti, et qu'il suffisait de mettre le parlement à l'abri du retour de la puissance absolue. Le souvenir de la dernière épuration rendait ceux-ci moins hardis et moins obstinés que leurs adversaires. Whitelocke observe toutefois que la chambre aurait voulu rejeter sur l'armée la responsabilité d'un acte semblable; mais, ajoute Whitelocke avec une énergique sincérité : « L'armée [4] eut le bon esprit d'éviter cela, et ren-« voya tout à ceux qu'elle laissait encore siéger au parlement,

[1] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 73.

[2] A visit to lieutenant-general Cromwell who lay in one of the king's rich beds in White-Hall. Whitelocke's Memorials, p. 357.

[3] Whitelocke's Memorials, p. 360.

[4] *Idem*, p. 358.

« pour lui faire cette *sale et hideuse besogne.* » La chambre des communes, sous cette terrible influence, choisit un comité de trente-huit personnes pour recueillir les témoignages, et dresser l'acte d'accusation contre le roi. A l'approche de l'horrible catastrophe qui se préparait, plusieurs républicains mêmes furent ébranlés. Whitelocke [1] et Widdrington, autre député, sortirent de la chambre, et se retirèrent à la campagne.

Le comité des trente-huit ayant préparé une accusation de haute trahison, elle fut votée par les communes qui choisirent en même temps, pour la juger, une commission de cent cinquante personnes, députés, officiers, magistrats, citoyens. Alors la chambre des pairs réduite à une minorité timide, cette chambre qui, depuis longtemps, obéissait aux communes, et les avait suivies dans toutes leurs variations et dans tous leurs excès, s'indigna de ce dernier attentat. Elle prononça le rejet de l'ordonnance à l'unanimité, et s'ajourna pour dix jours. Les communes déclarèrent que l'ordonnance était légale par leur suffrage. Pour soutenir cette nouveauté, elles déclarèrent que le peuple était la source primitive du pouvoir, et que les communes, étant les représentants du peuple, avaient le pouvoir suprême.

Hume, d'ailleurs si favorable à la cause de Charles, appelle la souveraineté du peuple une idée généreuse. Mais alors cette prétendue souveraineté ne pouvait être, dans le fait, que l'usurpation d'un petit nombre, dont le pouvoir devenait d'autant plus arbitraire, qu'ils agissaient en vertu d'un droit qui leur semblait illimité. Ainsi chez ce même peuple, où l'antique consécration du jugement par jurés assure à tout homme la sentence impartiale de ses égaux, le roi, plus maltraité que le moindre des citoyens, était livré à une commission arbitrairement choisie par un parlement esclave et décimé.

Avant d'accomplir au nom du peuple ce grand crime, il

[1] Whitelocke's Memorials, p. 359.

fallut donc violer cent fois et toutes les formes de la justice et tous les droits de la liberté même. Sans doute, la part du fanatisme fut grande, quoiqu'il paraisse difficile de donner ce nom au rôle que jouèrent Cromwell et Ireton, les deux plus implacables instigateurs du crime; c'est là surtout que se découvrira la profondeur de leur hypocrisie. La première fois qu'on parla de l'accusation du roi dans la chambre des communes, Cromwell se leva, et dit que si quelqu'un avait fait une telle proposition de dessein prémédité, il le regarderait comme un traître; mais que, puisque la Providence les avait conduits elle-même jusque-là, il priait Dieu de bénir leurs conseils. « Dernièrement, dit-il, comme je me disposais à « présenter une demande pour le rétablissement du roi, j'ai « senti ma langue se coller à ma bouche, et j'ai cru voir, dans « cette impression surnaturelle, une réponse que le ciel, qui « a rejeté le roi, envoyait à mes prières. »

Quelques historiens ont supposé Cromwell moins ardent pour la mort de Charles que son gendre Ireton; cependant, c'est la résistance de Cromwell que l'on rencontre dans tous les efforts qui furent tentés pour prévenir le jugement du roi. C'est Cromwell dont le génie dominait une foule de fanatiques qui servirent à la condamnation de Charles. L'un des plus grossiers de ces fanatiques, Harrisson, fils d'un boucher, qui s'était élevé par son courage, conduisit le roi de Windsor à Saint-James pour le commencement du procès. L'agitation était grande. Quarante membres de la haute cour avaient refusé de siéger, entre autres Fairfax, auquel on avait fait l'affront d'un tel choix. Cet homme, d'une inexplicable faiblesse, paraissait blâmer toutes les choses qu'il autorisait de son nom. Le prince de Galles, retiré en Hollande, lui écrivit. La femme de Fairfax ne cachait pas ses vœux pour le roi. Les presbytériens se déclaraient contre le procès du roi par des sermons, des pétitions, des adresses. Plusieurs illustres citoyens, qui avaient été les ministres de Charles, offraient leur vie, et réclamaient, au nom des lois du royaume, l'honneur d'être jugés à la place du roi, qui ne peut faillir. Les ecclésiastiques pres-

bytériens de la ville de Londres avaient publié une réclamation véhémente. Les commissaires d'Écosse demandaient l'inviolabilité du roi, au nom même de ce *covenant* qui avait commencé tous les troubles. Cromwell [1] écouta leur plainte, et répondit par des arguments tirés de la loi qu'ils invoquaient. Ils s'étaient engagés, par le *covenant*, à poursuivre la punition de tous les malveillants et de tous les incendiaires ; ils avaient condamné tous ceux qui s'étaient réunis à l'expédition de Montross. Le roi en était la première cause, et partant le premier coupable. Ces raisons devaient avoir d'autant plus d'autorité, que les commissaires écossais, dans leurs préjugés de secte et de parti, chargeaient encore de reproches odieux ce prince qu'ils affectaient de placer sous la protection du *covenant*. Cromwell démontrait que la fidélité promise par cet acte religieux n'était plus obligée depuis que Charles avait voulu détruire la vraie religion. Les vainqueurs n'ont pas de scrupule, et l'on se moque du scrupule des faibles.

A l'approche de la catastrophe qui se préparait, les regards se reportent involontairement sur l'Europe, témoin de ce spectacle si déplorable et si nouveau pour elle. Soit que la situation de l'Angleterre parût la séparer des peuples du continent, soit que le caractère imprimé à sa révolution s'éloignât trop de l'état religieux et civil des autres nations pour effrayer leurs rois, on ne voit pas que les princes de l'Europe se soient inquiétés en faveur de l'infortuné monarque, ni qu'ils aient rien entrepris pour le sauver. L'Espagne, qui conservait encore en Europe un reste de vieille autorité, l'Espagne, où le pouvoir absolu reposait à l'ombre d'antiques superstitions, ne prit point d'intérêt à ces sanglants débats d'un peuple hérétique ; et son ambassadeur [2], don Louis de Cardenas, parut même en toute occasion peu favorable à Charles. La France, qu'un lien de famille semblait attacher aux Stuarts, et que ses victoires sur l'Espagne élevaient au premier rang dans l'Europe,

[1] Bishop Burnet's History of his own time, v. I, p. 62.
[2] Clarendon's History, p. 571.

était alors livrée aux guerres civiles de la Fronde. Le roi, enfant, était sorti de sa capitale révoltée, et le parlement avait proscrit Mazarin. Ces nouvelles arrivaient à Londres au moment même où se préparait le régicide; et Whitelocke [1], en racontant les commencements du procès de Charles, a soin d'y mêler plusieurs fois ce tragique contraste des troubles qui éclataient alors en France. Mais, dans cette guerre civile de la Fronde, œuvre d'imprudence et de vanité, il n'y avait rien de la conviction ardente, inexorable, qui conduisait le roi d'Angleterre à l'échafaud. Le peuple de Paris n'était alors mis en mouvement que par des passions de cour. Ces troubles intérieurs détournaient cependant la France d'une intervention que jamais la politique de Mazarin n'eût rendue fort pressante. L'ambassadeur de France fit au parlement quelques vaines représentations. A la même époque, la reine d'Angleterre, réduite [2], dans Paris, à la plus rigoureuse pauvreté, recevait un modique secours des mains du cardinal de Retz, qui conduisait la rébellion, et que l'on accusait de vouloir apprendre au parlement de Paris l'audacieuse politique du parlement d'Angleterre. Les puissances du Nord [3] paraissaient plus indifférentes encore à la destinée de Charles; et la libre philosophie de Christine, souveraine absolue, ne se scandalisait pas du triomphe de la révolution anglaise. Une république nouvelle, la Hollande, intervint en faveur de Charles avec un zèle inutile. Clarendon, en accusant la froideur des souverains, s'indigne de l'empressement de leurs ambassadeurs à recueillir les dépouilles des palais de ce malheureux roi, mises à l'encan après sa mort; et il reproche [4] au luxe fastueux des rois de l'Europe d'avoir ainsi fourni des secours au parlement et au pouvoir de Cromwell.

Cette tragédie de la mort de Charles Ier fut conduite par des ressorts secrets, et jouée par des fanatiques qui, la plu-

[1] Whitelocke's Memorials, p. 363, 367.
[2] Mémoires du cardinal de Retz, v. I, p. 296.
[3] Clarendon's History, p. 571.
[4] *Idem.*

part, croyaient faire une œuvre sainte. En lisant les détails de la condamnation que subit, quelques années après, le solliciteur général Coke, qui, chargé de porter la parole contre Charles, semble avoir plus de part dans le crime que les juges, on voit que cet homme était dominé par une imagination ardente et mystique. Milton, le plus éloquent des fanatiques, a tracé un magnifique portrait de Bradshaw, président de la haute cour. L'histoire ne peut reconnaître en lui qu'un dur légiste, qu'un impitoyable sectaire, instrument d'une politique qu'il ne comprenait pas. On a répété plus d'une fois que Charles, ayant récusé la juridiction de la cour, ne se défendit pas contre l'accusation même. Mais aucune réponse ne pouvait être plus forte et plus légale que ce seul mot du roi : *Je ne vois pas ici de chambre des pairs, et d'ailleurs je fais moi-même partie du parlement* [1]. Ce fut le 20 janvier 1649 que Charles parut pour la première fois devant ses juges. Le lendemain, Cromwell, Ireton, et les autres commissaires, observèrent un jeûne à White-Hall. Ils entendirent les prédications de trois ministres. Hugh Peters, l'un de ces fanatiques, avait pris pour texte ces mots de l'Écriture : « Enchaînez vos rois, et mettez vos nobles dans les fers ; » et la véhémence avec laquelle il montrait les rois punissables, comme les autres hommes [2], fit plus d'une fois sourire Cromwell.

Tandis que les plus furieux prédicateurs étaient déchaînés contre le roi, un comité, où se trouvaient Ireton et Cromwell, fut chargé de faire saisir la réclamation des ministres presbytériens en faveur du roi. La chambre des communes inspirait et secondait en tout la haute cour. Pendant le procès, elle abrégeait ses séances pour donner à ceux de ses membres qui étaient commissaires de la haute cour le temps d'assister aux deux assemblées.

Le 22 et le 23 janvier, le roi reparut en présence de ses juges. Il éprouva toutes ces humiliations haineuses que l'es-

[1] Procès de Charles Ier, p. 15.
[2] Exact narrative of the trial of the regicides, p. 168.

prit démocratique se plaît à verser sur la grandeur abattue. Le président Bradshaw l'interrogeait avec toute la dureté de son fanatisme. Cependant il affectait de lui conserver le titre de roi. Contredit, interrompu, gêné dans sa défense, Charles montra beaucoup de force d'âme et d'éloquence, et il étonna ses juges par son inflexibilité à méconnaître l'autorité de leur tribunal.

Le roi ne fut ramené devant la haute cour que pour entendre la lecture du jugement. On fit l'appel des juges, qui se trouvèrent réduits au nombre de soixante et dix. Lorsque le nom de Fairfax fut prononcé, une voix répondit : *Il a trop d'esprit pour être ici.* Au moment où Bradshaw parla de l'accusation intentée au nom du peuple anglais, la même voix, partie d'une tribune, s'écria : *Pas la dixième partie du peuple.* On ordonna de faire feu sur cette tribune. Cette voix était celle de lady Fairfax.

La volonté des rois, au lit de la mort, a d'ordinaire peu d'autorité sur l'avenir. Charles, qui touchait à l'échafaud, Charles, au moment de recevoir sa sentence de mort, essaya d'assurer les droits héréditaires de son fils.

On voit, par les Mémoires de Ludlow, que ce projet présumé inquiéta beaucoup les républicains [1] ; et l'on ne peut douter que le roi n'ait essayé de l'accomplir dans cette dernière séance, lorsqu'il demanda la liberté de présenter, devant les lords et les communes, une proposition sur un objet qu'il ne désigna point, mais qui intéressait le repos du royaume. Malgré les insolentes répliques que Bradshaw fit à cette prière, la haute cour, par une certaine pudeur, n'osa point refuser de délibérer sur la dernière demande du roi. Elle passa dans la salle des gardes, où l'un des membres, M. Brown, conjura ses collègues d'accorder au roi la faculté qu'il demandait. Cromwell repoussa cette opinion avec outrage [2] ; il pressa la cour de faire son devoir, sans se tourmenter davantage. Durant le

[1] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 280.
[2] Exact narrative of the trial of the regicides, p. 168.

reste du débat, il témoigna son impatience par un sourire de pitié et des gestes de dérision.

La demande du roi ayant été promptement écartée, le président rentra dans la salle, et après une longue harangue, il déclara Charles traître, tyran et meurtrier ; il fit lire la sentence, et tous les membres se levèrent en signe d'adhésion. Lorsque l'on recueille les détails de cet affreux moment où Charles, déchu de sa dernière espérance, est entraîné loin du tribunal auquel il adresse encore des protestations entrecoupées, on a devant les yeux le plus triste exemple des catastrophes humaines. Pour les âmes un peu élevées, il n'est pas de plus intolérable image que cette dégradation de la puissance et de la vertu, tombées si bas que l'on craint de leur faire une dernière injure en leur accordant toute la pitié qu'elles inspirent.

A la sortie de Westminster, le roi fut poursuivi par les cris insultants que poussaient des soldats apostés. « Pauvres « gens! dit-il, pour un peu d'argent ils en feraient autant à « leurs chefs. » Quelques-uns de ces misérables lui ayant craché à la figure, il ne répondit que par le nom de son Dieu, qui avait subi le même outrage. Avant de se séparer, la haute cour avait fixé l'exécution de la sentence au 30 janvier. Un si court délai ne permettait aucune tentative favorable. Dans la stupeur où la nouveauté d'un tel attentat jetait tous les esprits, l'ambassadeur de Hollande obtint seul une audience extraordinaire, dans laquelle il fit au parlement des représentations inutiles [1].

On a dit que d'autres efforts avaient été tentés auprès de Cromwell. Un colonel, son parent, sir John Cromwell, pénétra jusqu'à lui, le lendemain de la sentence, et retraça vivement à ses yeux l'horreur du crime qui se préparait. Cromwell, alléguant le vœu de l'armée, la volonté visible de la Providence, et ayant ajouté qu'il avait lui-même prié et jeûné en faveur du roi, mais que le ciel n'avait pas répondu, le co-

[1] The parliamentary History, v. XVIII, p. 545.

lonel alors lui montra une lettre de créance des états de Hollande, de Charles et du prince son fils, et le pressa fortement de mettre à la vie du roi toutes les conditions qu'il voudrait. Cromwell, frappé de ces paroles, fit retirer son parent, avec la promesse d'une réponse décisive ; et dans la nuit, il lui envoya dire que le conseil des officiers, *ayant cherché le Seigneur*, avait résolu unanimement l'exécution de la sentence.

Quelle que soit l'opinion que l'on se forme de cette anecdote, peu vraisemblable et peu garantie, il est certain que, dans les dernières circonstances du procès, Cromwell mit une affreuse activité ; et s'il avait d'abord paru moins inflexible et moins violent qu'Ireton [1], ce ménagement, peut-être convenu, n'ôta rien à son crime. Il signa, l'un des premiers, le *warrant* pour l'exécution du roi. On a souvent raconté qu'après avoir signé, il barbouilla de sa plume remplie d'encre le visage d'un autre commissaire, qui lui rendit la même plaisanterie. Ces gaietés du crime ont un caractère que l'histoire ne peut omettre. Un parent de Cromwell, le colonel Richard Ingolsby, qui, nommé commissaire de la haute cour, s'était abstenu de siéger, et désapprouvait la sentence de mort, entra par hasard dans la salle où l'on expédiait le fatal *warrant*. Dès que Cromwell l'aperçut, il courut à lui tout joyeux, criant que cette fois il n'échapperait pas. Il l'entraîna brusquement vers la table, et malgré ses protestations, sa résistance, il le força de s'asseoir ; et là, poussant de grands éclats de rire, il lui mit une plume entre les doigts, et lui conduisit la main, pour qu'il signât son nom comme les autres.

Un comité choisi par la haute cour avait tout disposé pour le supplice du roi. L'échafaud, tendu de noir, était élevé en face de White-Hall. L'ordre particulier adressé à l'exécuteur fut écrit de la main de Cromwell [2]. Tandis que les coupables se hâtaient d'achever, le roi, conservant une fermeté sublime, avait dit adieu à ses deux enfants, et reçu les consolations du

[1] Burnet, v. I, p. 69.
[2] Exact narrative of the trial of the regicides, p. 221.

vénérable évêque de Londres. Son âme avait éprouvé un mouvement de joie au moment où, prenant sur ses genoux le petit duc de Glocester, il lui dit : « Mon fils, ils vont couper la tête « à ton père, et peut-être ils voudront te faire roi au préjudice « de tes frères. » L'enfant, avec un accent extraordinaire à son âge, répondit : « Je me ferai plutôt mettre en pièces. »

Dans ces derniers jours, Charles, éprouvé par tant de souffrances, avait recueilli tout ce que la religion peut ajouter de grandeur à une âme forte et sensible : il était prêt pour l'échafaud. Un peuple immense, repoussé par des barrières de soldats, vit de loin le supplice du roi, sans pouvoir entendre ses touchantes paroles. L'évêque de Londres resta près de l'échafaud pour soutenir le courage du roi. Ce fut à lui que Charles adressa sa dernière et sainte parole, qui renfermait la volonté formelle de pardonner aux coupables. Un homme masqué lui trancha la tête. Un autre homme, également masqué, montra cette tête sanglante au peuple en criant : *Voici la tête d'un traître*. Le corps fut porté à White-Hall. Il y avait à cette scène, dit Whitelocke [1], beaucoup de gens qui soupiraient, qui pleuraient, et qui tâchaient de tremper leurs mouchoirs dans son sang. Ainsi ce crime fut achevé sous les yeux et au nom d'une nation qui ne le voulait pas.

On dit que Fairfax avait résolu d'en prévenir l'accomplissement, et qu'à la tête de son régiment, il voulait arracher le roi aux mains des meurtriers. Ireton et Cromwell, instruits de ce projet, engagèrent le général à se mettre en prière et à chercher le Seigneur ; et pendant que le major Harrisson, aposté pour se joindre à Fairfax, prolongeait à dessein la prière, on reçut la nouvelle de l'exécution du roi. Harrisson, se levant alors, dit que c'était sans doute la réponse que le ciel leur envoyait. Sans adopter cette anecdote, qui s'accorde assez mal avec le caractère simple et grossier d'Harrisson, et qui supposerait dans Fairfax une trop grande ignorance, on peut croire que ce général, avec des intentions droites et des

[1] Whitelocke's Memorials, p. 370.

résolutions lentes, se vit emporté par la frénésie qui l'entourait de toutes parts. Le feu de tant de prédications, de tant de discours fanatiques, avait pris à toutes les têtes de l'armée. Où règne une passion violente, on ne voit qu'elle ; et les furieux, se montrant seuls, paraissent le grand nombre.

LIVRE QUATRIÈME.

Indignation excitée par le supplice de Charles. Nouvelles rigueurs du parlement. Formation d'un conseil d'État dont Cromwell est membre. Procès de plusieurs lords faits prisonniers dans la guerre. Discours de Cromwell à l'éloge de lord Capel. Abolition de la monarchie et de la chambre des pairs. La république est proclamée. Charles II, retiré en Hollande, est reconnu roi par l'Écosse et par l'Irlande. Écrits de Milton pour justifier la mort du roi. — Agitation des niveleurs. — Sévérité de Cromwell pour les réprimer. Il est nommé gouverneur d'Irlande. Coup d'œil sur la situation de ce pays et sur les événements antérieurs. Départ de Cromwell pour l'Irlande. Ses grands succès, sa cruauté à la prise de Tredagh et de plusieurs autres villes. En quelques mois, il achève ou prépare la soumission de toutes les provinces de cette île. Il est rappelé par les lettres du parlement. Ireton, son gendre, le remplace dans le commandement et suit la même politique. Tableau de la tyrannie exercée sur l'Irlande. Retour de Cromwell en Angleterre.

A la nouvelle du supplice de Charles, un cri d'indignation et d'effroi éclata dans les trois royaumes, et fut répété par l'Europe. Les illusions républicaines, qui avaient égaré beaucoup d'âmes honnêtes, se dissipèrent. Tous les voiles que la terreur, la calomnie, le fanatisme, épaississent sur les yeux des peuples, tombèrent en un moment; et l'on ne vit plus que le sang d'un monarque loyal et généreux, dont les longs malheurs avaient trop expié quelques fautes reprochées à son règne, et dont la fin déplorable avait paru le triomphe d'une vertu sublime et d'une résignation surnaturelle. La douleur fut portée à son comble; et, dans quelques personnes d'une imagination vive, elle causa la perte de la raison, ou la mort.

Les chaires mêmes des églises, qui avaient retenti de tant d'imprécations, étaient baignées de larmes. On rappelait la bonté personnelle du roi, ses souffrances inouïes, ses vertus, qui, dans de meilleurs temps, auraient suffi à la prospérité de l'Angleterre.

Cependant la chambre des communes, animée par son attentat et par l'horreur publique, redoubla de rigueur. Après avoir décerné des témoignages honorables à la haute cour [1], elle nomma une nouvelle commission pour juger les principaux seigneurs faits prisonniers dans la guerre civile ; lord Goring, le comte de Norwich, le duc Hamilton, homme d'une vertu si persévérante et si malheureuse ; lord Capel, dont la fidélité semble avoir un caractère particulier d'héroïsme ; lord Holland, qui, après avoir changé plusieurs fois de parti, devait périr victime de la cause royale, à laquelle il se trouvait attaché comme par hasard. Le lendemain de la mort du roi, Cromwell avait été instruit de l'évasion du duc Hamilton [2], détenu depuis sa défaite à la Tour de Londres. Il en avertit aussitôt le parlement, et d'actives poursuites eurent bientôt ressaisi cet illustre fugitif. Lord Capel, qui s'était échappé de prison, fut également arrêté quelques jours après sa fuite. Le duc Hamilton était général écossais, et membre de la chambre haute d'Angleterre. Considéré sous l'un de ces titres, il était étranger ; sous l'autre, il n'était justiciable que de ses pairs. Mais la suppression de la chambre des pairs fut nécessairement le premier acte qui suivit la mort du roi. Après avoir examiné si elle pouvait être conservée comme cour de judicature [3], les communes décidèrent que la chambre des pairs était inutile, dangereuse, et devait être abolie.

En effet, s'étant déclarées la suprême autorité, et ayant prouvé leur droit par leur crime, les communes ne pouvaient plus voir dans la chambre des pairs qu'un corps privilégié qui devait tomber avec la monarchie. Cromwell se montra

[1] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 284.
[2] Whitelocke's Memorials, p. 370.
[3] *Idem*, p. 371.

peu favorable à cette mesure, et Ludlow suppose qu'il désirait maintenir la chambre des pairs[1], dans l'espérance d'y trouver un instrument à ses vues d'ambition. Ce motif présumé a peu de vraisemblance; et l'on ne doit voir, dans cette conduite, que l'art de Cromwell à se ménager la reconnaissance du parti qu'il opprimait encore, et à faire espérer son appui contre la violence des républicains. Cette abolition de la chambre des pairs est une réponse à ceux qui ont supposé que l'établissement d'une chambre haute aurait, dès l'origine, arrêté la révolution française, et prévenu ses excès par un contre-poids nécessaire. Il était trop tard pour opposer à l'esprit démocratique des formes politiques qu'il n'aurait pas respectées, parce qu'il ne pouvait pas les comprendre. La souveraineté du peuple, qui renversa la vieille aristocratie anglaise, n'aurait pas souffert parmi nous la création d'une chambre privilégiée. En France, comme en Angleterre, il fallait une longue épreuve pour ramener la liberté à des idées plus saines, et lui faire sentir qu'étant elle-même une fiction devant la force matérielle, ce despote de l'anarchie, elle doit, pour se maintenir, s'allier à d'autres conventions sociales.

Cependant la chambre fit choix d'un conseil d'État, composé de quarante et un membres, parmi lesquels siégeait Cromwell, avec ses deux fidèles appuis, Ireton et Saint-John. Les membres du conseil devaient approuver, par un serment, la mort du roi et l'abolition de la monarchie. Sur le refus de Fairfax et de quelques autres, on adoucit la formule du serment, et on la réduisit à la promesse d'être fidèle au parlement sans approbation des actes antérieurs. Cromwell fut le rapporteur de ce débat[2], que l'autorité de Fairfax et les scrupules obstinés des consciences pouvaient prolonger; et il rédigea la nouvelle formule qui concilia les esprits.

Les Écossais, constamment opposés à la mort du roi, s'étaient hâtés de reconnaître Charles II, tandis que le parle-

[1] Ludlow's Memorials, v. I, p. 285.
[2] The parliamentary History, v. XIX, p. 36, 38.

ment d'Angleterre faisait partout détruire les effigies royales, et proclamait l'abolition de la monarchie et l'établissement de la république. Ainsi une nouvelle guerre civile naissait de la mort du roi.

Le procès des lords traduits devant la haute cour ne traîna pas en longueur. Tous furent condamnés. La chambre, désormais unique pouvoir et juge suprême de l'État, reçut les demandes en grâce présentées par leurs parents. Lord Norwich, peu redoutable par la frivolité de son caractère et de sa vie, obtint le pardon de la chambre. Un sursis fut accordé au lord Goring, à la majorité d'une seule voix. A côté de l'inflexible rigueur que la chambre des communes montrait envers les autres accusés, Ireton, qui siégeait dans la haute cour, où ils avaient été condamnés, affecta de demander une préférence en faveur d'un chevalier Owen, enveloppé dans la même condamnation, et qui, n'ayant ni un grand nom ni d'illustres alliances, n'était réclamé par personne. Le colonel Hutchinson appuya cette demande, qui fut accueillie sans effort.

Lorsque l'on vint à la supplique présentée par milady Capel, l'une des femmes les plus aimables et les plus vertueuses de l'Angleterre, plusieurs membres de la chambre l'appuyèrent, et dirent que lord Capel ne les avait jamais trahis ni trompés, et qu'il avait toujours fait une guerre ouverte et franche. Cromwell, à son tour, fit un magnifique éloge de lord Capel [1], professa le plus grand respect pour la loyauté de son caractère, et, au moment où l'on attendait une conclusion favorable, il déclara que « son zèle pour le bien de l'État l'emportait « sur une affection privée; que la question se réduisait à « savoir s'il fallait conserver le plus implacable ennemi de la « république; que lord Capel, par la grandeur même de son « âme, serait le dernier homme de l'Angleterre qui abandon« nerait la cause royale; qu'il avait du courage, du talent, de « la générosité, de nombreux amis; qu'il serait fidèle tant

[1] Clarendon's History, p. 573.

« qu'il vivrait, et redoutable dans quelque situation que la « fortune le mît ; et que, par conséquent, on devait rejeter la « supplique. » Capel justifia sur l'échafaud la détestable hypocrisie de cet éloge. « Il y parut [1], dit Whitelocke, avec la contenance d'un stoïque Romain. Il n'avait pas de ministre auprès de lui ; il ne semblait pas s'apercevoir des approches de la mort ; mais il était d'une hardiesse et d'une fermeté qui frappaient d'étonnement. Il parla quelque temps au peuple. Il déclara qu'il mourait pour avoir obéi à son roi, le plus religieux de tous les monarques, au prince Charles, qui maintenant était roi, et à tous les autres enfants du roi, légitimes héritiers de sa couronne.

Hamilton ne mourut pas avec moins de courage, victime d'une fidélité méconnue jusqu'au moment où elle fut attestée par son supplice. Voltaire raconte que la vengeance de Cromwell, animée par une jalousie d'amour, détermina la perte de lord Holland, qui, malgré sa désertion récente, conservait de nombreux amis dans le parlement. Suivant ce récit, Cromwell, amoureux de la femme du colonel Lambert, et sachant qu'elle le trahissait pour lord Holland, se plut à faire couler le sang d'un rival sous les yeux d'une maîtresse infidèle.

Mistress Lambert était en effet jeune et belle [2], versée dans la connaissance des saintes Écritures, chantant les psaumes avec beaucoup de grâce, et fort occupée de méditations pieuses. Les visites fréquentes que lui faisait Cromwell pendant son séjour à Londres ont donné prétexte à l'anecdote dont s'est amusé Voltaire, et qui paraît peu vraisemblable. Dans l'âge de la maturité, dans une vie inquiète et sérieuse, dans une extrême circonspection de conduite, les faiblesses ou les agitations de l'amour avaient peu de prise sur Cromwell [3]. Clarendon explique son empressement à perdre lord Holland par des motifs de haine politique, et par le souvenir de quelques propos injurieux échappés à ce seigneur.

[1] Whitelocke's Memorials, p. 379.
[2] Memoirs of the protectoral-house of Cromwell, v. I, p. 127.
[3] Clarendon's History, p. 572.

La chambre des communes, qui réunissait alors tous les pouvoirs, se voyant réduite à un nombre très-borné, et formant une intolérable oligarchie, rendit plusieurs bills pour favoriser le retour des membres exclus par les diverses épurations. Cette faculté, soumise à la condition de souscrire les actes qui avaient précédé la mort du roi, ne ramena qu'un petit nombre de députés. Il y eut aussi quelques élections nouvelles. La chambre, par une exception sans exemple, se chargea d'assurer elle-même un choix qui devait lui être fort précieux. Elle ordonna [1] que Bradshaw, ancien juge à Guildhall, siégerait comme député de cette ville, en considération des fonctions qu'il venait de remplir dans la haute cour. Parmi quelques autres députés, nommés par l'élection des comtés, on vit reparaître deux membres de la pairie supprimée.

Cette permanence de la chambre des communes était loin de remplir les espérances du parti démocratique. Toutes les doctrines des niveleurs, tous les principes d'une représentation égale, indépendante et fréquemment renouvelée, se reproduisirent avec fureur, et vinrent assiéger ce parlement perpétuel qui avait tué le roi, et qui gardait pour lui la royauté. Des pamphlets républicains dénonçaient au peuple *les secondes chaînes de la Grande-Bretagne*. En même temps, la douleur des royalistes, les regrets et la pitié du grand nombre, s'animaient par la lecture du livre fameux attribué à Charles, et qui exprimait les vœux les plus purs pour le bonheur du peuple anglais. Ce livre éloquent inspirait l'horreur contre les meurtriers d'un tel roi : c'était le testament et la robe sanglante de César.

Le nom de l'immortel Milton parut alors dans le monde pour la première fois, et fut attaché à l'une des plus déplorables prostitutions du génie. Longtemps inconnu malgré son immense savoir et l'ardeur de ses opinions, Milton avait obscurément publié divers pamphlets théologiques, animés de la plus fougueuse démocratie, et quelques poésies charmantes,

[1] Whitelocke's Memorials, p. 372.

oubliées et perdues dans le fanatisme du temps. Aussitôt après le supplice de Charles, il avait justifié ce grand crime par une dissertation sur la responsabilité des rois. Nommé, près le nouveau conseil d'État, secrétaire interprète pour la langue latine, qu'il écrivait avec une rare élégance, cet emploi le jeta plus que jamais dans les passions furieuses des indépendants. Lorsque le livre publié sous le nom du roi, comme une révélation de ses vertus et une image de sa vie, vint soulever la pitié dans tous les cœurs, Milton, réduit à l'odieuse tâche de combattre des sentiments généreux, fit paraître *l'Iconoclaste*, ou le briseur d'images, annonçant par cette expression les violentes atteintes qu'il portait à la mémoire de Charles. Ces attaques contre un roi qui n'était plus, ces poursuites au delà du jugement, ces insultes au delà de l'échafaud, avaient quelque chose d'abject et de féroce, que l'éblouissement du faux zèle cachait à l'âme enthousiaste de Milton. Sans doute Milton ne surpassa point la violence et le scandale de cet écrit dans la réponse qu'il opposa, peu de temps après, aux invectives publiées par Saumaise contre le parlement. Mais la grande réputation de Saumaise, aujourd'hui si dédaigné, et le spectacle de cette controverse sans exemple, rendirent l'Europe plus attentive, et portèrent partout, avec le nom de Milton, les audacieuses maximes dont il se faisait l'interprète. Ici du moins Milton trouvait un avantage dans la logique maladroite de son antagoniste, qui n'avait su faire autre chose que de soutenir d'une manière générale l'impunité de la tyrannie depuis Néron jusqu'à Charles ; tandis qu'il aurait pu facilement démontrer que Charles n'était pas un tyran, et ne pouvait pas l'être. A travers beaucoup de bouffonneries barbares et de citations pédantesques, Milton combat avec force l'admirable cause si mal défendue par Saumaise. Plein des images sanglantes de la muse hébraïque, ses fureurs républicaines et sa haine des rois s'allument au même foyer qui embrasa son génie. Il invoque moins souvent[1] le poignard

[1] Milton's Political works, p. 565.

de Brutus que le couteau sacré de Samuel ou de Joad. Milton se glorifiait de consumer dans ce travail les restes de sa vue affaiblie. Ainsi se préparait l'Homère des croyances chrétiennes; ainsi, nourrie dans les factions, exercée par tous les fanatismes de la religion, de la liberté, de la poésie, cette âme orageuse et sublime, en perdant le spectacle du monde, devait un jour retrouver dans ses souvenirs le modèle des passions de l'enfer, et produire du fond de sa rêverie, que la réalité n'interrompait plus, deux créations également idéales, également inattendues dans ce siècle farouche, la félicité du ciel et l'innocence de la terre. Mais avant que Milton ait couvert des rayons d'une gloire si pure la triste célébrité qu'avaient encourue ses premiers ouvrages, nous trouverons du moins, dans la cause malheureuse où il s'était engagé, son nom plus d'une fois honoré par les leçons hardies qu'il adressait à Cromwell. Les égarements du fanatisme, et non les calculs de la bassesse, pouvaient s'accorder avec tant de génie.

Abhorré des royalistes, suspect et odieux à beaucoup de républicains, le parlement se soutenait par son audace et par l'appui de Cromwell. Il asservit toute liberté de la presse; il interdit toute discussion politique à ces mêmes prédicateurs dont il avait tant de fois déchaîné la violence; il fit arrêter, et quelquefois même punir de mort ceux qui réclamaient trop hardiment les droits dont il avait fait le prétexte de sa toute-puissance. C'était de l'armée que venait alors le plus grand obstacle à l'autorité de la chambre et à l'ambition des généraux. Le conseil des agitateurs, qui, sous l'influence de Cromwell, avait si puissamment concouru à la mort du roi, ne pouvait s'accommoder de l'espèce d'ordre et de régularité que le parlement et Cromwell cherchaient à rétablir. Le mal dont ils avaient été les instruments leur faisait illusion sur leur puissance. Fairfax fit dissoudre leur conseil; mais toute la secte des niveleurs n'en fut que plus irritée. Cependant, suivant l'esprit polémique du temps, ce mécontentement ne s'annonça d'abord que par des pamphlets et des pétitions.

Cromwell se montrait fort animé contre les niveleurs. Il répéta dans le conseil qu'il fallait *mettre ce parti en pièces, ou que l'on serait brisé par lui*[1]. Il affectait en même temps d'en parler comme de la plus vile et de la plus méprisable faction. C'est le langage qu'ont adopté presque tous les historiens. Dans les révolutions les plus injustes, il s'établit toujours un préjugé de légalité en faveur du plus fort; et ceux qui s'élèvent sans succès pour le combattre retombent dans la classe des factieux. Tel fut le sort des niveleurs[2]. Opprimés par Cromwell, on leur imputa les plus odieux projets; et cependant leurs réclamations n'étaient que la conséquence des premières promesses du parlement; souvent même elles n'étaient que l'expression de principes éternellement justes[3]: l'entière liberté de conscience, la promulgation des lois dans la langue nationale, l'égalité de tous devant la loi, le jugement des détenus dans un court délai, l'exclusion de la force militaire dans toute affaire civile. Voilà les vérités que le parlement avait oubliées depuis qu'il était le maître, et qu'on est assez surpris de retrouver dans la pétition des séditieux de l'armée.

Le parlement, menacé sur le théâtre même de sa puissance, avait de grands efforts à faire pour la maintenir au dehors. L'Irlande, séjour de toutes les factions et de toutes les fureurs, s'était réunie à la cause royale. Le marquis d'Ormonde était retourné dans cette île; et l'on publiait que le roi Charles II devait y descendre, et réunir sous ses drapeaux les royalistes protestants, et les catholiques, auxquels il assurait tous leurs droits[4], et l'inviolabilité du grand crime qui, dans ce malheureux pays, avait rendu tant de cœurs forcenés par la souillure du sang versé et l'atrocité des vengeances promises. Ormonde, à la tête des Irlandais confédérés, avait chassé l'armée du long parlement. Le colonel Jones, qui la commandait, battu

[1] The parliamentary History, v. XIX, p. 102.
[2] Memoirs of the life of colonel Hutchinson, v. II, p. 150.
[3] The parliamentary History, v. XIX, p. 111 et seq.
[4] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 289.

dans plusieurs rencontres, conservait à peine la ville de Dublin. Un chef irlandais, nourri dans la fureur des guerres civiles et religieuses, le vieux Oneal [1], mécontent de la confédération irlandaise, s'était seul déclaré l'allié des Anglais, et retardait, par son secours, une défaite que le découragement et le petit nombre rendaient inévitable.

Dans le pressant besoin de conserver l'Irlande et de fermer au jeune roi un asile, de dangereux voisinage pour l'Angleterre, tous les yeux se tournèrent sur Cromwell. Ceux à qui son ambition inspirait le plus de défiance et de haine craignaient bien davantage le succès de la cause royale. Il n'est aucun parti qui ne préfère la tyrannie d'un protecteur à la victoire du parti contraire. D'ailleurs la plupart des républicains, gênés par la présence impérieuse de Cromwell, allaient au plus pressé, et croyaient gagner quelque chose en l'éloignant de la chambre, sans prévoir que de nouveaux succès militaires le renverraient plus puissant et plus dangereux pour la liberté.

Cromwell, désigné par le conseil d'État pour le commandement de l'Irlande [2], après avoir épuisé toutes les formules de la modestie et de l'humilité [3], déclara que, par résignation à la providence de Dieu, il acceptait ce difficile emploi. La chambre, prévenue de sa réponse, vota solennellement sa nomination, et, sous le titre de lord gouverneur de l'Irlande, lui conféra tous les pouvoirs militaires et civils. Fairfax reçut en même temps le titre illusoire de généralissime de toutes les forces de l'Angleterre et de l'Irlande. Cromwell s'occupa aussitôt des préparatifs de la guerre. L'argent manquait [4]; il fallut emprunter cent vingt mille livres sterling à la Cité de Londres.

Pendant que Cromwell pressait avec une incroyable activité les préparatifs de l'expédition d'Irlande, il eut occasion [5] de

[1] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 294.
[2] Whitelocke's Memorials, p. 380.
[3] *Idem*, p. 382.
[4] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 299.
[5] Roger's earl of Orrery's State letters.

retenir dans la cause du parlement, ou plutôt d'attacher à la sienne, un homme que ses talents rendaient précieux à tous les partis, et que sa naissance et ses opinions rappelaient dans les intérêts de la monarchie. C'est une anecdote qui mérite d'être racontée, pour montrer que Cromwell mettait quelquefois la franchise au nombre de ses moyens, et qu'il savait se confier à propos. Lord Broghill, qui, d'abord employé contre les rebelles d'Irlande, avait fait la guerre au nom du parlement et du roi, résolut de se séparer d'une cause désormais souillée par le régicide ; il était secrètement revenu en Angleterre, avec le projet de passer en France, et de suivre la fortune de Charles II. Arrivé à Londres depuis quelques heures, il voit entrer chez lui un officier de Cromwell, qui lui annonce la visite du général, que le parlement venait de nommer gouverneur d'Irlande. Lord Broghill était à peine revenu de sa surprise, que Cromwell se présenta sur les pas de son messager. Il demanda à lord Broghill la liberté de l'entretenir en secret ; et, après de grands témoignages d'estime, il l'avertit que le conseil d'État était instruit du but secret de son voyage. Il ajouta plusieurs circonstances impossibles à nier, et finit par assurer lord Broghill que les membres du conseil voulaient d'abord le faire arrêter ; mais qu'il avait prévenu cette mesure, et demandé le temps de le voir et de le ramener au parti de la république. Lord Broghill, ne pouvant rien opposer à des détails si formels, remercie le général, et s'en remet à sa foi et à ses conseils. « Votre conduite militaire en Irlande, lui « dit Cromwell, nous appartient. Chargé d'achever la sou« mission des rebelles, je puis vous offrir un commandement « général, si vous voulez continuer de servir dans cette « guerre. » Broghill accepta, et fut fidèle, surtout à Cromwell. Il partit sans tarder pour l'Irlande. Beaucoup de gentilshommes, qui avaient autrefois fait la guerre avec lui, se réunirent sous ses ordres. Il attendit Cromwell pour lui remettre un régiment de cavalerie, qu'il eut bientôt rassemblé par son influence, et qui servit utilement dans la guerre.

L'esprit mutin des troupes, constamment opposé à l'expé-

dition d'Irlande, et maintenant aigri par des espérances trompées, présentait un plus grand obstacle. La dispersion du conseil des agitateurs [1] n'avait pas éteint ce fanatisme d'égalité qui dominait dans l'armée, et que les généraux eux-mêmes avaient si longtemps favorisé. Il se forma une nouvelle bande de ces niveleurs. L'un d'eux se disait prophète : « Ils allaient, « lui et sa troupe, ensemencer les terres en friche, déclarant « qu'ils ne prétendaient pas renverser les clôtures existantes, « mais partager le fruit de leur travail avec tout venant, « jusqu'au jour où tout le monde les imiterait et reviendrait « à la jouissance primitive des biens de la terre, et à l'ancienne « communauté du paradis [2]. » Cette extrême libéralité de la part de gens qui ne possédaient rien alarma beaucoup les propriétaires. Les prophètes, amenés devant Fairfax, parurent le chapeau sur la tête [3], attendu que le général n'était, disaient-ils, qu'une créature de leur espèce. Leurs chefs lui déclarèrent que les Anglais étaient de la race des Juifs ; que toutes les libertés du peuple avaient été perdues depuis Guillaume le Conquérant, et qu'ils avaient vécu sous une oppression plus dure que celle dont les Égyptiens accablèrent leurs aïeux ; mais qu'enfin Dieu les appelait à la délivrance. Il y avait dans les manières et dans les idées de ces hommes quelque chose de la secte des quakers, qui se répandait depuis quelques années en Angleterre, mais que son génie doux et pacifique laissait dans une sorte d'obscurité, au milieu des fanatiques armés qui ensanglantaient leur patrie.

Pour ne pas effaroucher l'esprit indocile des troupes, on choisit au sort huit régiments nécessaires à l'expédition d'Irlande. Après de longues prières pour chercher le Seigneur, les billets jetés dans un chapeau furent tirés par un enfant. Le régiment d'Ireton et celui de Lambert se trouvèrent dans les numéros sortants. On fit grâce à quelques escadrons qui s'étaient mutinés contre leur colonel, et l'on se borna à faire

[1] Whitelocke's Memorials, p. 383.
[2] *Idem.*
[3] *Idem*, p. 384.

fusiller un simple dragon, fameux par son fanatisme d'égalité. Une partie de l'armée l'honora comme un martyr. Plusieurs milliers de soldats suivirent ses funérailles avec des rubans blancs à leur chapeau. Cette procession traversa la ville, pour se rendre au cimetière de Westminster.

En butte à ces résistances factieuses, le parlement se défendit par des lois despotiques, comme font tous les pouvoirs attaqués. Il rendit un bill qui caractérisait de nouveaux crimes de haute trahison [1] : par exemple, de dire que le parlement ou le conseil d'État était tyrannique et illégitime. Pour lier entièrement sa cause à celle des chefs de l'armée, il comprit dans la même loi le crime des soldats qui concevraient la pensée de la mort du général ou du lieutenant général. Ce remède violent parut nécessaire. L'esprit des niveleurs dominait toujours. La résistance avait gagné jusqu'au régiment d'Ireton. Plusieurs escadrons d'un autre régiment se révoltèrent. Le général fut enfin obligé de marcher lui-même contre ses propres soldats, de les disperser [2], et de leur faire des prisonniers. Cromwell, par son activité et son ascendant, contribua beaucoup à réprimer la révolte, et à dompter l'agitation d'une partie des troupes. Quelques coupables furent exécutés. Cromwell exigea la grâce du plus grand nombre [3]. Il vint rendre compte à la chambre de l'entière soumission des niveleurs, et reçut des remercîments publics, partagés entre le général et lui. Le régiment particulier de Cromwell, dans une adresse au général, après avoir béni Dieu de la défaite des rebelles, témoigna son horreur pour les écrits séditieux qui avaient scandalisé le parlement.

Cromwell, ayant tout disposé pour l'embarquement de ses troupes, quitta Londres après des prières solennelles, auxquelles il mêla lui-même [4], ainsi que le colonel Harrisson, de savantes explications sur quelques passages de l'Écriture, con-

[1] The parliamentary History, v. XIX, p. 122.
[2] Whitelocke's Memorials, p. 387.
[3] *Idem*, p. 388.
[4] *Idem*, p. 395.

formes à la circonstance. Il partit dans une voiture à six chevaux, entouré de quatre-vingts hommes de gardes, tous anciens officiers, qui avaient servi sous lui. Un grand nombre de membres du parlement et du conseil lui formèrent un cortége d'honneur, et le conduisirent jusqu'à Brentford. Bristol l'accueillit avec enthousiasme [1], et tous les villages accoururent pour le voir. A la manière dont il quittait l'Angleterre, on pouvait présumer qu'il en serait le maître à son retour.

Cependant Cromwell, avant de s'embarquer pour l'Irlande, détacha de son armée trois régiments qu'il fit passer dans cette île, pour y porter un prompt secours au colonel Jones. L'Irlande était alors l'un des plus malheureux pays du monde. Le défaut presque absolu d'industrie, augmenté par la barbarie de la guerre civile, plus destructive que toute autre, avait réduit les habitants au dernier excès de misère. Il n'y avait presque aucune civilisation. Plusieurs provinces conservaient les mœurs des peuples nomades [2]. Des familles étaient errantes avec leurs tentes et leurs troupeaux, s'arrêtant aux endroits où elles trouvaient de l'eau, de l'herbe et du bois. Quelques cantons étaient naturellement si misérables, que, suivant un triste proverbe du pays, il n'y avait pas d'eau pour noyer un homme [3], de bois pour le pendre, ni de terre pour l'ensevelir. Depuis la guerre civile, des portions de territoire demeuraient entièrement incultes et désolées, et il fallait, pour les traverser, porter avec soi des vivres comme dans un désert. Une multitude innombrable de troupeaux, seule richesse des Irlandais, avait péri dans le désordre et l'invasion. Pour prévenir la destruction de l'espèce, on avait, dès le commencement des troubles, défendu de tuer les bestiaux. La guerre presque continuelle n'avait pas permis d'observer cette loi. La misère s'accroissait chaque jour. Des hommes mouraient de faim dans les rues et sur les grands chemins. Dans cette calamité, la guerre se continuait. Le marquis d'Ormonde ayant rallié les

[1] Whitelocke's Memorials, p. 399.
[2] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 379.
[3] *Idem*, p. 380.

anciennes garnisons royalistes, et s'étant réuni aux confédérés irlandais, se trouvait maître de toutes les forteresses et de presque toutes les villes du royaume. Il s'était emparé de la forte ville de Tredagh, et assiégeait Dublin, où s'était enfermé le colonel Jones, qui, mal secouru pendant la guerre civile d'Angleterre, avait perdu tout son terrain, et voyait ses soldats diminuer par la désertion. Le colonel Monk, que l'on vit plus tard détruire l'ouvrage de la révolution, alors employé en Irlande, dans les troupes du parlement, fut abandonné de ses soldats, et forcé de se rendre à l'ennemi.

Le colonel Jones, au milieu de ces revers, pour s'assurer de l'obéissance de Dublin, son seul asile, en avait impitoyablement chassé tous les catholiques, et il s'y défendait avec un petit nombre d'Anglais. Le secours envoyé par Cromwell ranima l'espérance de la garnison, et changea promptement la fortune. Le colonel Jones, ayant fait une sortie, battit les corps avancés qui formaient le siége de la place, les renversa sur le quartier général de l'armée irlandaise, et la mit tout entière en déroute avant qu'elle fût en ordre de bataille, et que le marquis d'Ormonde eût quitté une partie de cartes dont il était occupé [1]. Ce succès extraordinaire s'explique par la supériorité que plusieurs années de victoire, et surtout l'esprit de liberté, donnaient aux troupes parlementaires. Ludlow remarque que ces soldats n'étaient plus les mêmes quand ils désertaient [2]. Un riche butin et deux mille prisonniers, parmi lesquels se trouvaient beaucoup de nobles, et le frère du marquis d'Ormonde, tombèrent au pouvoir des Anglais.

La nouvelle d'une si grande victoire devait hâter le départ du lieutenant général. Il mit à la voile pour Dublin, le samedi 13 août 1649, avec trente-deux vaisseaux. Son gendre, Ireton, s'était dirigé sur Munster avec soixante vaisseaux chargés de soldats et de provisions; mais contrarié par les vents, il aborda également à Dublin.

[1] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 298.
[2] *Idem*, p. 302.

A l'époque où la république était obligée d'entretenir des troupes sur les frontières du nord, une flotte si considérable exigeait de grands sacrifices. On aliéna les domaines de la couronne. On mit en vente les domaines autrefois possédés par les doyens et les chapitres, et, ce qui est remarquable [1], ils se vendirent sur le taux de quinze ou seize fois la valeur du revenu. Les terres de la couronne furent employées au même usage. La nation fut imposée à une taxe extraordinaire de cent vingt mille livres sterling par mois, que, suivant Ludlow, tout le monde paya fort gaiement [2]. Ainsi cette révolution commencée en haine d'un faible droit sur les boissons, assujettit le peuple à des charges exorbitantes, dont aucun de ses rois n'avait osé concevoir la pensée.

Cromwell fut reçu dans Dublin avec beaucoup de pompe et d'enthousiasme. Il harangua les habitants sur la place publique, le chapeau à la main ; il les assura que Dieu l'avait conduit sain et sauf pour leur rendre la liberté, déclarant que tous ceux dont le cœur était zélé pour la punition des Irlandais sanguinaires, et pour la propagation de l'Évangile de Jésus-Christ, trouveraient faveur et protection dans le parlement d'Angleterre. Quelques jours après [3], il se plaignit, dans une proclamation, que, malgré les succès dont le Seigneur avait béni leurs armes, le saint nom de Dieu était journellement déshonoré par les jurements, la débauche et l'ivrognerie, et il enjoignit aux magistrats et aux officiers de punir sévèrement les coupables.

Ce pieux réformateur n'en exerça pas moins, dans la guerre d'Irlande, les plus odieuses barbaries. Dès l'ouverture de la campagne, à la prise de Tredagh, où le marquis d'Ormonde avait jeté des provisions et ses meilleures troupes, Cromwell ordonna de tout massacrer. Aussi brave que féroce, il franchit des premiers la brèche, et donna l'exemple du carnage, qui se continua dans les rues et dans les églises. On fit à peine une

[1] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 299.
[2] *Idem.*
[3] Whitelocke's Memorials, p. 406.

trentaine de prisonniers, qui furent déportés aux îles Barbades. « Il ne s'est sauvé qu'un seul officier ennemi, écrivait Crom- « well au parlement; l'ennemi est frappé de terreur, et véri- « tablement je crois que cette sévérité épargnera l'effusion du « sang par la bonté de Dieu. Je souhaite que tous les cœurs « honnêtes rendent grâce à Dieu seul. » Le docteur Hugh Peters, qui avait un commandement militaire dans la même expédition, écrivait à ses amis du parlement [1] : « Nous sommes « maîtres de Tredagh ; on y a tué trois mille cinq cent cin- « quante-deux ennemis. Ashton, le gouverneur, a été mas- « sacré; on n'épargne personne. Je sors de la grande église, « où je viens de rendre grâce à Dieu. » La mort de cet Ashton, loyal et vaillant officier, jadis précepteur du prince de Galles, fournit un exemple singulier de la stupide avarice que les soldats de Cromwell mêlaient à leur fanatisme. Ils s'étaient persuadé que ce vieil officier, depuis longtemps mutilé par le canon, avait une jambe artificielle en or [2]. Dans cette croyance, ils se disputèrent sa mort; et quand il fut tué, on lui trouva une jambe de bois, comme de coutume.

Dans une autre lettre [3] plus détaillée, Cromwell raconte que cent quarante hommes qui s'étaient réfugiés dans la ville avaient été décimés; que l'on avait tué les prêtres; que les moines avaient été fusillés indistinctement avec les hommes armés. Il ajouta : « Je suis persuadé que c'est un juste juge- « ment de Dieu sur ces misérables, qui ont trempé leurs mains « dans le sang innocent. » Le parlement vota un jour de prières publiques, en action de grâces des succès d'Irlande.

Du reste, l'atrocité de Cromwell parut bien calculée pour le succès. Les villes voisines, Trim et Dundalk, tombèrent sans la moindre résistance. La garnison de Trim s'enfuit même si vite qu'elle laissa derrière elle son artillerie. Cromwell marcha sur le comté de Kilkenny, prit en passant la ville de Carrick, et y laissa le colonel Reynolds, qui bientôt fut assiégé par lord

[1] Whitelocke's Memorials, p. 413.
[2] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 303.
[3] The parliamentary History, v. XIX, p. 201.

Inchequin. En avant de cette ville était une petite bicoque fortifiée, où Reynolds avait mis un poste de six à sept soldats. Lord Inchequin envoya d'abord à cette garnison avancée une sommation de se rendre [1]. Personne dans la garnison ne savait lire ; mais jugeant, à la vue du trompette, de quoi il s'agissait, ils lui répondirent : « Va dire à Inchequin que nous n'avons « rien à démêler avec lui, qu'il s'en aille à ses affaires, et « qu'il sera pendu. » Voilà quels étaient les soldats de Cromwell.

Le lieutenant général se trouva, le 29 novembre, sous les murs de Wexford, place de guerre et de commerce. Le gouverneur de la ville commença quelques négociations jusqu'à l'arrivée d'un secours qui l'enhardit à se défendre. Cependant, dès que l'artillerie eut ouvert une brèche à la citadelle, Cromwell donna l'assaut ; et les soldats, s'étant répandus dans la ville, massacrèrent, comme à Tredagh, tout ce qu'il y avait d'hommes armés. Cette seconde barbarie augmenta la terreur, et hâta beaucoup la soumission de l'Irlande. La ville de Wexford étant fort riche et remplie de magasins, Cromwell préposa des commissaires pour assurer la conservation et l'emploi du butin [2].

La saison, déjà fort avancée, et le climat humide de l'Irlande avaient amené beaucoup de maladies dans l'armée. On eut alors à regretter la perte du colonel Jones, honoré par sa belle défense et ses succès avant l'arrivée de Cromwell. La contagion était le dernier désastre de cette malheureuse Irlande. L'ignorance et le défaut de secours en augmentaient le danger. Il y avait fort peu de médecins en Irlande, de sorte que les malades protestants étaient obligés de se confier à des docteurs papistes [3] ; ce qui, suivant Whitelocke, leur paraissait plus périlleux que le champ de bataille. Ces défiances et ces haines désolaient l'Irlande. Les vengeances étaient atroces. Plusieurs garnisons anglaises furent égorgées, et Cromwell

[1] Whitelocke's Memorials, p. 418.
[2] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 304.
[3] Whitelocke's Memorials, p. 421.

finit par ordonner que tout Irlandais catholique serait chassé des villes occupées par des troupes anglaises [1].

Malgré l'hiver et le mauvais état de son armée, Cromwell poussa vivement la guerre. Les garnisons intimidées se rendaient aux premières approches du canon. Beaucoup de soldats anglais qui, liés à la cause royale, se trouvaient dans les rangs de l'armée irlandaise, se déclarèrent pour Cromwell. A la prise de la ville de Ross, il recruta de cette manière six cents hommes. Les succès de ses lieutenants n'étaient pas moins rapides. Dans le comté de Kilkenny, la ville de Waterford tenait encore. La force de la garnison ne permettait pas de l'enlever d'un coup de main. Cromwell, voyant ses troupes harassées de fatigues, prit alors des quartiers d'hiver. Il employa ce temps à parcourir toutes les garnisons qu'il avait dans la province de Munster, et en même temps il essaya de recréer quelques principes d'ordre, dans un pays livré, depuis huit années, à tous les maux de l'anarchie, et que lui-même avait si cruellement ravagé. Comme il n'existait nulle part d'autre pouvoir que la force militaire, il établit à Dublin des cours de judicature, auxquelles il donna les attributions de la chancellerie, et il régla l'administration civile de Munster, où son gendre Ireton avait été nommé grand juge par le parlement. Ces premières institutions furent un essai du grand art de gouverner, que Cromwell déploya plus tard en Angleterre. Pressé d'y revenir, il cherchait à gagner, par des offres, le marquis d'Ormonde, qui avait rallié une armée supérieure en nombre à celle du parlement, et qui parut quelque temps éviter le combat.

Les succès de Cromwell en Irlande étaient alors le principal appui de la république. Les membres du parlement, qui semblaient tout diriger, ne se déguisaient pas la haine implacable qu'avait excitée la mort du roi, et ils sentaient le besoin de se réfugier sous les victoires d'un chef militaire. Un crime que rien ne peut justifier avait redoublé leurs craintes et leur co-

[1] Whitelocke's Memorials, p. 421.

lère. Dorislaus, qui avait paru comme assistant du solliciteur général dans le procès du roi, nommé résident de la république à la Haye, y fut assassiné [1] par douze hommes du parti des *cavaliers*. Cette vengeance, qui paraissait menacer tous les membres de la haute cour, les détermina plus que jamais à ne laisser rentrer dans la chambre que des hommes qui approuveraient le jugement du roi. A défaut d'un consentement explicite [2], on consulta la conduite et les principes connus de quelques membres. Cette inquisition se prolongea pendant l'hiver de 1649, et fut principalement confiée au colonel Ludlow, au jurisconsulte Lisle, l'un des juges du roi, et à un chevalier Luck, fanatique célèbre, qui portait à l'excès la violence et le ridicule du puritanisme, et qui, dit-on, a servi de modèle au personnage de Hudibras, dans l'ingénieuse parodie que Butler a su tirer de ces sanguinaires extravagances. Le parlement, grossi par le retour des membres qui passèrent à cet examen, décréta de nouvelles lois d'exception [3] pour exiler de Londres les papistes et les *cavaliers*, pour exclure des élections diverses classes désignées, pour astreindre tous les hommes depuis l'âge de dix-huit ans à souscrire un serment de fidélité à la république, sous peine de payer l'amende, et de ne pouvoir être admis en justice.

Dès la fin de janvier, Cromwell ayant reçu d'Angleterre quelques renforts recommença la campagne avec son armée, divisée en deux corps, dont l'un était commandé par Ireton. Il enleva rapidement plusieurs forteresses. A la prise de Castleton, il fit fusiller les officiers de la garnison. A Calan, toute la garnison fut passée au fil de l'épée. Cromwell, pour faire de cette barbarie un droit de guerre à son usage contre ceux qui résisteraient, eut soin d'excepter quelques bataillons qui s'étaient rendus avant que le canon eût tiré. Le gouverneur de Gowran, ville forte et peuplée, ne s'étant rendu qu'après avoir essuyé le feu des batteries, obtint, pour toute capitula-

[1] The parliamentary History, v. XIX, p. 125.
[2] Ludlow's Memoirs, p. 288.
[3] The parliamentary History, p. 243.

tion, que les soldats auraient la vie sauve, Cromwell se réservant de disposer à son gré des officiers; ils furent tous fusillés le lendemain[1], avec le gouverneur. Un prêtre catholique, qui leur servait de chapelain, fut pendu. A l'époque de ces abominables barbaries, le parlement passait un acte pour la propagation de l'Évangile en Irlande[2]. Cromwell marcha sur Kilkenny, ville forte, qui avait été le centre de la révolte. Un premier assaut n'ayant pas réussi, et la garnison paraissant animée par le désespoir, Cromwell accorda cette fois une capitulation moins sanguinaire que de coutume[3]. La ville, en payant une taxe de deux mille livres sterling, fut préservée de toute violence, et le gouverneur, les officiers et les soldats obtinrent la vie et la liberté.

Ce rapide succès de Cromwell était favorisé par les divisions qui régnaient dans le parti ennemi. Les Anglais royalistes et les Irlandais catholiques se reprochaient mutuellement leurs défaites. Il n'y avait pas plus d'obéissance que d'union. Le gouverneur de Waterford ne voulait plus reconnaître l'autorité du marquis d'Ormonde, et lui refusa l'entrée de cette place. Beaucoup d'officiers irlandais se détachaient d'une cause perdue, et s'engageaient au service d'Espagne. On répandait la nouvelle du départ du marquis d'Ormonde.

Le parlement, inquiet des agitations d'Écosse, et prévoyant une guerre inévitable, avait écrit, dès le 8 janvier 1650, au lieutenant général, pour presser son retour. Cromwell, soit que la lettre fût parvenue trop tard, dans le mouvement de la guerre, soit qu'il eût voulu achever la conquête de l'Irlande, affecta de n'avoir reçu cet ordre que le 22 mars, et n'y répondit qu'au moment de la prise de Kilkenny. Après avoir expliqué ce retard, il ajoutait[4] : « Ayant reçu une autre lettre du « 26 février, qui n'exprimait pas la continuation de votre « volonté relativement à mon rappel, j'ai pensé, dans mon

[1] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 307.
[2] Whitelocke's Memorials, p. 434.
[3] *Idem*, p. 434.
[4] *Idem*, p. 435.

« humble opinion, qu'il était de mon devoir de vous demander « humblement l'expression positive de votre volonté; déclarant, « comme devant Dieu, que je suis prêt à exécuter ici vos com- « mandements avec allégresse, me réjouissant d'être occupé à « l'œuvre où je suis appelé par ceux que Dieu a mis au-dessus « de moi, et craignant seulement de vous désobéir dans mon « obéissance même. » Ces mystiques démonstrations amusèrent le parlement, jusqu'au jour où Cromwell fit chasser ses maîtres par quelques grenadiers.

En attendant les nouveaux ordres du parlement, Cromwell alla former le siége de Clonmel, la ville la plus forte qui restât encore aux Irlandais. Ce fut autour et au dedans de cette place que se montrèrent les derniers efforts de ce parti expirant. Le marquis d'Ormonde essaya quelques diversions impuissantes. L'évêque irlandais de Ross, s'avançant avec un corps de cinq mille hommes pour secourir Clonmel, fut battu par lord Broghill. Prisonnier dans le combat, on le conduisit à la vue d'une forteresse occupée par ses troupes, et on le pendit sous les yeux de la garnison, qui, effrayée de cette cruauté, se rendit[1]. Whitelocke assure que cet évêque avait coutume de dire *qu'il n'y avait d'autre moyen de s'assurer des Anglais que de les pendre*. Ainsi les deux partis disputaient de férocité. La place soutint un furieux assaut où Cromwell perdit plusieurs de ses officiers; et la garnison[2] s'étant évadée dans la nuit qui suivit cette attaque, les vainqueurs, en occupant la ville, ne trouvèrent pas à exercer leur barbarie accoutumée. Le gouverneur de Clonmel, vieux Irlandais, plein de courage et de haine, s'était retiré dans Waterford, qui se maintenait indépendante.

Cromwell allait commencer le siége de cette dernière ville, lorsque de nouveaux ordres du parlement vinrent le rappeler. Il obéit, n'ayant plus rien à faire de décisif en Irlande. Il avait personnellement conquis la plus grande partie de ce

[1] Whitelocke's Memorials, p. 439.
[2] An history of the life of James duke of Ormond, v. II, p. 115.

royaume. Ses lieutenants Broghill, Venable et Reynolds n'avaient pas fait la guerre avec moins de bonheur [1]. Le comté de Tipperary lui payait contribution. Toutes les places fortes du comté de Leinster lui étaient soumises. Les anciennes garnisons anglaises du comté de Munster s'étaient révoltées en sa faveur, et avaient servi à recruter son armée. Les villes de Tredagh, de Kinsale, de Corke, de Kilkenny, de Wexford, de Clonmel, étaient en son pouvoir.

Cromwell s'était occupé de régler les provinces conquises, et il avait remis l'ordre dans ce pays toujours négligé par le gouvernement, et désolé par huit années de guerre civile. Un pamphlet, publié à cette époque sous le titre de *Cromwell, roi d'Irlande,* attesta du moins ce que ses ennemis pensaient de son administration, et put paraître une prédiction plutôt qu'une injure. Un historien [2] dit que dans l'espace de neuf mois Cromwell fit en Irlande plus de choses qu'aucun roi d'Angleterre n'en avait fait dans beaucoup d'années. Mais aussi le barbare versa le sang *comme l'eau* sur cette terre déjà toute sanglante. Irlandais, Anglais, royalistes, prêtres, soldats, il massacra impitoyablement tout ce qui fit obstacle à sa conquête. Il commença la servitude civile de l'Irlande, et ne craignit pas de l'assurer par la fuite ou l'expulsion de quarante mille citoyens qui sortirent de leur malheureuse patrie. Il eût dépeuplé l'Irlande pour la soumettre; et, si l'on songe qu'il accumula tous ces maux sur le pays où s'était commis une seconde Saint-Barthélemy, on conviendra que jamais crime plus atroce ne trouva plus implacable vengeur.

Cromwell, en quittant l'Irlande, délégua son gendre Ireton pour commander à sa place avec les mêmes pouvoirs, et conféra provisoirement à Jean Coke, grand écuyer, le titre de chef suprême de la justice à Munster. La réduction de ce malheureux pays fut continuée sur le modèle de la politique de Cromwell. C'est un fait presque inouï dans l'histoire, et

[1] An history of the life of James duke of Ormond, v. II, p. 113.

[2] A short critical review of the political life of Cromwell, by Banks, p. 40.

un récit dont je veux me délivrer d'abord, puisque je l'ai commencé.

Ireton, successeur de Cromwell, montra le même génie, la même inhumanité, couverte des formes d'une justice sévère. Telle était, du reste, la force du mouvement imprimé par Cromwell, que la soumission de l'Irlande s'acheva presque sans combat. Il avait éloigné la jeunesse guerrière du royaume. Il avait établi la domination anglaise dans les deux provinces les plus importantes, celles de Munster et d'Ulster; il avait en partie dompté les autres, et, surtout, il avait rompu le faisceau de la rébellion [1], en se ménageant partout des intelligences et en gagnant beaucoup de moines catholiques qui livraient aux Anglais le secret de leur parti, ou souvent arrêtaient ses entreprises désespérées. Le malheur des Irlandais leur rendit des accès de fanatisme qui ne leur furent pas moins funestes que la perfidie et la désunion. Leurs évêques frappèrent d'anathème lord Ormonde et le forcèrent de céder sa place à un général catholique.

Les villes que Cromwell n'avait pas eu le temps d'assiéger ne tardèrent pas à se rendre. Ludlow, dont nous avons les Mémoires, envoyé en Irlande avec le titre de lieutenant général, concourut à la prise de Waterford. C'est lui qui nous raconte qu'au siége de Limerick [2], la peste étant dans la ville, les habitants venaient se rendre au camp des Anglais dans l'espoir d'y porter la contagion, et que, pour les rebuter de ce projet, on fit pendre ceux qui se présentaient.

La conquête, assurée par la prise des villes et la dispersion des forces royalistes, fut maintenue avec une rigueur dont l'histoire moderne n'offre aucun exemple. Pour la première fois on vit reparaître, dans l'Europe civilisée, ce terrible droit de guerre des anciens qui plaçait sous la main du vainqueur les personnes, les propriétés et les dieux des vaincus. On vit une nation entière condamnée comme rebelle, proscrite sur

[1] Clarendon's History, p. 624.
[2] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 369.

son propre territoire, et rachetant, pour ainsi dire, sa vie par la perte de ses biens. En effet, après l'exécution des principaux chefs [1], la confiscation, sous le nom d'amnistie, s'étendit à tous les Irlandais catholiques, à tous ceux qui avaient partagé l'ancienne rébellion, à tous ceux qui avaient pris les armes pour le roi. Après qu'on eut séquestré les terres de lord Ormonde, de lord Inchequin et des autres seigneurs royalistes, le sol de l'Irlande, comme un domaine légalement confisqué, fut partagé, vendu, donné. On en livra la plus grande partie à des négociants qui avaient avancé des fonds pour soutenir la guerre. Une portion fut distribuée aux officiers et aux soldats en récompense ou en payement de leurs services. L'Irlande devint un fonds sur lequel on acquitta toutes les créances que réclamaient les vainqueurs. Elle servit à combler la dette immense de la guerre civile, et à satisfaire l'avidité de l'armée. Les membres du parlement furent associés dans le partage, et tous ceux qui avaient concouru à la mort du roi reçurent de vastes possessions. Clarendon suppose, sans aucune vraisemblance, que Cromwell réserva pour sa part la province de Tipperary. Ludlow, si acharné contre Cromwell, ne lui reproche pas de s'être rien attribué dans le butin. Cromwell avait une ambition plus haute : il distribuait les fruits de sa conquête à ceux qui pouvaient servir son autorité.

Que si vous demandez ce que devint la nation proscrite, le voici : La province de Connaught [2], séparée du reste de l'Irlande par la rivière de Shannon, offrait un terrain assez vaste, que la contagion et les massacres avaient rendu entièrement libre et désert. Un ordre du parlement prescrivit, sous peine de mort, aux Irlandais catholiques d'être rendus tel jour dans cette enceinte, et donna le droit de tuer tous ceux qui en sortiraient, sans excepter les enfants et les femmes. Un reste de justice se mêlait à l'exécution de ces odieuses lois ; et dans le partage du territoire de Connaught, entre ces nouveaux

[1] Clarendon's History, p. 646.

[2] A continuation of Clarendon's life, v. II, p. 114.

habitants qu'on y emprisonnait, on eut soin d'observer une proportion calculée sur les pertes que chacun d'eux avait éprouvées par la spoliation générale[1]. A ce prix, on exigea de leur part un abandon de tous leurs droits antérieurs, et la stérile province de Connaught fut donnée pour indemnité de l'Irlande. Ces mesures furent exécutées sous l'influence de Cromwell, qui, conservant le titre de capitaine général, se fit successivement remplacer en Irlande par ses deux gendres et son fils. Et tout ce que racontent les historiens sur les détails de cette tyrannie est rendu vraisemblable par les actes du parlement, et même par les amnisties qu'il proclama. Dans le préambule d'un bill[2], on apprend que l'intention du parlement n'est pas d'extirper la nation irlandaise, mais qu'il pourra être fait grâce de la vie à tous les laboureurs, paysans, hommes de charrue, aux artisans et aux autres hommes de la classe inférieure.

Cependant l'Irlande, si longtemps ensanglantée par la guerre civile et les assassinats religieux, vit renaître, sous ce joug de fer, une espèce d'ordre public et de sûreté qu'elle n'avait pas connue depuis douze ans. D'innombrables translations de fortune s'accomplirent sans désordre, et avec cette régularité qui est une odieuse contrefaçon de la justice, mais qui, à son défaut, maintient au moins la paix. La colonie de Connaught, c'était l'expression des vainqueurs, s'établit assez rapidement, et ces champs stériles furent forcés de produire sous la main de leurs malheureux possesseurs. Partagé entre les soldats de Cromwell qui croyaient exercer le droit de conquête, et les entrepreneurs anglais qui recevaient des terres confisquées en payement de leurs avances, le reste de l'Irlande fut cultivé avec beaucoup de confiance et d'activité. C'est la remarque de Clarendon, qui paraît surpris de ce qu'il raconte. Le nouvel ordre social se régla, s'affermit; et, dans l'espace d'un peu plus de deux ans, on vit tout le royaume

[1] A continuation of Clarendon's life, v. II, p. 115.
[2] Scobel's collections, *anno* 1652, c. 13.

se couvrir de bâtiments, de clôtures, de plantations nouvelles, les ventes et les transactions se multiplier, les propriétés se confondre par des mariages [1]. Ainsi la société, qui ne peut périr, se rétablit sur l'injustice même, et l'ouvrage de la violence est continué par les lois. Plusieurs écrivains ont pensé que ce grand acte de proscription conserva seul l'Irlande sous la main des Anglais, et maintint la religion réformée.

On ne peut révoquer en doute ces résultats éloignés; mais les premières conséquences de l'expédition d'Irlande devinrent funestes à la liberté. Le pouvoir que Cromwell y déploya dut préparer son génie à l'asservissement de l'Angleterre. Il trouva tout dans cette conquête : la première occasion du despotisme, l'ascendant d'une gloire nouvelle et la disposition d'une foule de récompenses pour ses soldats et ses amis. Si la guerre civile fût restée toujours enfermée dans l'Angleterre, il était difficile à Cromwell de s'emparer du pouvoir. Ses soldats fanatiques, il ne les eût pas conduits du champ de bataille de Naseby à la salle de Westminster, pour anéantir le nom de parlement; cette armée, victorieuse au nom de la liberté, et qui, lors même qu'elle opprimait une partie des députés de la nation, s'autorisait des maximes et de l'appui des indépendants, il ne l'eût pas asservie sans lui avoir donné auparavant la distraction d'une autre conquête. L'Angleterre, sauvée par sa position de la facilité des conquêtes, avait une chance pour rester libre. Les entreprises extérieures, la guerre d'Irlande, et bientôt celle d'Écosse, détruisirent cet unique appui de la république; Cromwell revint d'Irlande comme d'une conquête étrangère, avec toutes les passions et tous les moyens du pouvoir absolu.

[1] And, which is more wonderful, all this was done and settled, within more than two years, to that degree of perfection, that there were many buildings raised for beauty as well as use, orderly and regular plantations of trees, and fences and enclosures raised throughout the kingdom, purchases made by one from the other at very valuable rates, and jointures made upon marriages, and all other conveyances and settlements executed, as in a kingdom of peace within itself, and where no doubt could be made of the validity of titles. *Continuation of Clarendon's life*, v. II, p. 114.

LIVRE CINQUIÈME.

Charles II abandonne tout projet sur l'Irlande, et reçoit des offres de la part des Écossais. — Nouvelle descente de Montrose en Écosse; ses revers, sa condamnation, son supplice. — Charles se détermine à traiter avec les commissaires écossais, et subit toutes les conditions qui lui sont imposées. Son arrivée en Écosse; sa situation dans ce royaume. — Retour de Cromwell à Londres. La guerre contre l'Écosse est résolue. Fairfax refuse d'y prendre part, et expose ses motifs. Sollicitations de Cromwell pour vaincre sa résistance. — Cromwell, sur le refus de Fairfax, est nommé général de l'armée d'Ecosse. — Cromwell, avant son départ, éloigne Ludlow du parlement, et lui fait donner un emploi supérieur en Irlande. — Invasion de l'Écosse. — Coup d'œil sur les deux armées. Mouvements militaires de Cromwell. — L'armée de Cromwell manque de vivres, et se trouve dans un grand péril. Elle en est tirée par la victoire de Dunbar. Prise d'Édimbourg. — Charles forme une nouvelle armée, et est couronné roi. — Maladie de Cromwell. Il rentre en campagne et pénètre plus avant. — Charles fait une invasion en Angleterre. Cromwell le suit. Bataille de Worcester. Désastres et fuite de Charles.

Les rapides succès de Cromwell en Irlande n'avaient point permis à Charles d'exécuter les projets qu'il avait formés sur ce royaume et d'y porter utilement la guerre civile. On doit supposer aussi que ce jeune prince, réduit par l'extrémité de sa fortune à rechercher la soumission et l'appui des catholiques irlandais, avait dû répugner encore à paraître dans leurs rangs, et à consacrer en quelque sorte par sa présence le grand crime que son père eut le malheur de ne pouvoir punir. Charles avait déjà refusé un autre secours moins odieux, quoique peut-être acheté à des conditions plus pénibles pour l'orgueil du trône. Le parlement d'Écosse, qui s'était hâté, après la mort de

Charles Ier, de reconnaître le droit héréditaire de son fils, prétendait en subordonner l'exercice à toutes les restrictions religieuses et civiles inventées par la secte presbytérienne. Ce fut à cette époque que les commissaires vinrent offrir la couronne à Charles, retiré en Hollande, sous la protection humiliante et incertaine des états généraux. Charles, malgré sa mauvaise fortune, hésita longtemps à recouvrer un trône au prix d'une pareille capitulation. Un homme, auquel son inviolable fidélité devait donner du crédit près d'un roi sans cour et sans pouvoir, était venu lui présenter de plus nobles espérances. Montrose ne demandait qu'une commission du roi pour descendre en Écosse, y ranimer ses anciens partisans, et assurer à Charles la possession de ce royaume.

Charles autorisa Montrose, et partit lui-même pour la France, où il espérait attendre près de la reine sa mère les premières nouvelles de cette entreprise. Il éprouva que les monarchies ne sont pas un meilleur asile que les républiques pour un roi persécuté par un ennemi qui se fait craindre. La politique [1], sans honneur, du cardinal Mazarin, abandonnait l'intérêt doublement sacré de la royauté malheureuse et du sang de Henri IV. Le jeune prince, après quelques mois de séjour, reçut l'ordre de quitter la France. Charles, sans résolution fixe, passa dans l'île de Jersey, faible dépendance de l'Angleterre, où l'autorité du parlement ne s'était pas encore étendue. Les presbytériens d'Écosse, qui portaient aux indépendants cette haine de rivalité plus forte que toute autre aversion, vinrent de nouveau chercher le jeune roi dans cet asile, pour lui imposer la couronne. Ils exigeaient, pour première condition, que le roi souscrivît le *covenant*, et le fît adopter par tous ses sujets, et surtout qu'il abandonnât Montrose. Ils demandaient au roi de choisir une ville de Hollande, dans laquelle il se retirerait pour discuter avec les commissaires du parlement d'Écosse toutes les conditions de son retour. Le roi, ne pouvant prolonger son séjour dans l'île

[1] Clarendon's History, p. 591.

de Jersey, menacée par une flotte anglaise, partit pour la Hollande sans avoir rien terminé. Les instances des commissaires écossais le suivirent à Breda. Elles étaient faites au nom du parlement et de l'Église, et mêlées de toutes les restrictions jalouses que ces deux ordres pouvaient imaginer pour que le rappel du roi autorisât leur pouvoir sans y rien ôter. L'abolition de l'épiscopat changeait le clergé écossais en une démocratie religieuse, qui avait toute la violence et tout l'aveuglement du despotisme populaire. Charles hésita longtemps [1] à se confier à des mains qui avaient livré son père, et il éprouvait ce que produit presque toujours la lenteur à prendre un parti dans une situation extrême. L'adversité ne s'arrête pas pendant qu'on hésite sur les remèdes et sur les sacrifices, et Charles, entraîné par de nouveaux malheurs, accepta bientôt plus honteusement qu'il n'aurait fait d'abord.

Cependant Montrose, après avoir vainement sollicité les secours des monarques alliés de Charles II, sans autre armée que quelques braves officiers qui s'attachaient à sa réputation, animé par ce génie aventurier qui devient sublime lorsqu'il réussit, était débarqué dans le nord de l'Écosse avec l'espérance d'y faire reconnaître son nom, jadis heureux, d'attirer les seigneurs fidèles, et de soulever le peuple des montagnes. La présence de ce vaillant homme alarma les chefs presbytériens. Le marquis d'Argyle [2], rival de Montrose, et bien averti par sa haine de le craindre et de l'estimer, pressa les mesures du parlement. Le meilleur général du parti presbytérien fut envoyé contre lui. Trompé par son courage et par de fausses espérances, Montrose s'engagea dans l'intérieur de l'Écosse; mais il ne trouva plus le peuple qu'il y avait laissé. Les proscriptions et les vengeances du parti victorieux avaient abattu le courage des plus fidèles. Les seigneurs qui avaient appelé Montrose lui manquèrent. Il recruta quelques montagnards mal armés, qui désertèrent au premier combat. Réduit à ce

[1] Ormonde's State papers, v. I, p. 268-405.
[2] Whitelocke's Memorials, p. 438.

petit nombre de braves, qu'il avait amenés pour commander ceux qui se réuniraient à lui, Montrose se vit forcé de fuir. Livré par un seigneur qui lui avait donné retraite, il fut conduit à Édimbourg, au milieu de toutes les insultes que pouvaient imaginer des ennemis furieux et fanatiques. Clarendon a décrit avec éloquence les basses vengeances exercées sur cette noble victime. Le peuple ne put se défendre d'un sentiment de pitié en voyant traîner par les rues cet homme, auquel les magistrats d'Édimbourg avaient remis, à genoux, les clefs de la ville, et qui, dans la guerre civile, n'avait jamais fait périr personne que sur le champ de bataille [1]. Mais les prédicateurs, avec toute l'inflexibilité de la haine théologique, reprochaient au peuple ces faiblesses humaines, et cette compassion, qu'ils appelaient des mouvements de la nature rebelle. Whitelocke dit [2] que le parlement d'Écosse pressa le supplice de Montrose pour prévenir les intercessions du jeune roi. Traduit à la barre du parlement, Montrose montra dans sa défense cet amour de son roi, cet héroïsme d'honneur et de fidélité qui, dans de semblables épreuves, ne paraît pas moins sublime que les vertus les plus vantées des anciennes républiques. Le génie implacable des sectes se montra dans la barbarie du jugement porté contre ce vaillant homme. Il fut ordonné qu'il serait pendu à un gibet haut de trente pieds, et que ses quatre membres seraient attachés aux portes des principales villes du royaume. Son corps devait être brûlé sur la place destinée à l'exécution des malfaiteurs, à moins que l'Église ne levât l'excommunication qu'elle avait portée contre lui. Entre la sentence et le supplice, les ministres presbytériens [3] se saisirent de Montrose pour le tourmenter avec une obstination vraiment digne de l'enfer qu'ils lui promettaient. Après lui avoir annoncé que son supplice terrestre n'était qu'un prélude à sa damnation éternelle, ils offrirent de prononcer sur lui la prière qu'ils accordaient aux

[1] Whitelocke's Memorials, p. 441.
[2] *Ibid.*, p. 439.
[3] Clarendon's History, p. 600.

anathèmes : « Mon Dieu ! daignez toucher le cœur de ce « pécheur incorrigible, de ce parjure, de ce maudit. » Montrose les remercia de leurs soins. Il ajouta qu'il était plus fier de porter sa tête sur l'échafaud que d'avoir son portrait suspendu dans la chambre du roi. « Loin d'être fâché, dit-il, que mes « bras et mes jambes soient envoyés aux quatre villes du « royaume, je voudrais avoir assez de membres pour que, dis« persés dans toutes les villes de la chrétienté, ils pussent servir « de témoignage à la cause pour laquelle je souffre. »

Le lendemain Montrose subit la sentence du parlement. Malgré sa gloire et son innocence, il ne s'indigna pas de l'échafaud ; il conserva dans ce moment un visage doux et serein, qui montrait que cette intrépidité contre la mort, et même contre les apparences de la honte, ne lui coûtait aucun effort sur lui-même. Il parla longtemps des vertus du dernier roi. Il fit l'éloge de la justice et de la bonté de Charles II, et recommanda aux Écossais de ne pas le trahir, comme ils avaient trahi son père. On crut lui faire encore un outrage en suspendant à son cou, au moment de l'exécution, un livre qui contenait le récit de ses premières expéditions en Écosse. Il répondit, en souriant, que cette décoration lui allait mieux que l'ordre de la Jarretière. Ensuite, sans écouter les ministres puritains, ayant prié avec ferveur, il livra son corps au supplice. Le peuple, remarque Whitelocke, vit sa mort avec beaucoup de regret et de douleur. Le cardinal de Retz, qui se connaissait en hommes, et qui ne devait pas s'enthousiasmer trop aisément pour les martyrs de la fidélité, a dit de Montrose que c'était le seul homme qui lui *ait rappelé l'idée de certains héros que l'on ne voit plus que dans les Vies de Plutarque.* Montrose était d'ailleurs un esprit heureux et brillant, sensible à la poésie, et nourri de ce que les lettres ont de plus touchant et de plus élevé. La veille de sa mort, il mit en vers la noble réponse que l'idée de son supplice lui avait inspirée. Lorsque le charme des beaux-arts se rencontre dans une âme naturellement forte et grande, il sort de ce mélange les plus beaux modèles de la dignité humaine. C'était

le caractère de presque tous les grands hommes de l'antiquité.

Il est difficile qu'un roi puisse jamais descendre à une plus triste humiliation que celle de Charles II, achevant de traiter avec les meurtriers de Montrose, et recevant [1] de leur part l'ironique assurance qu'ils n'ont rien fait en cela que pour son intérêt. Cette situation a beaucoup de rapport avec celle du roi Auguste, forcé d'abandonner le malheureux Patkul à la vengeance de Charles XII. C'est la pire de toutes les rançons, parce que la nécessité même ne l'empêche pas d'être avilissante. Ce calcul n'avait point échappé aux presbytériens d'Écosse. Le parti le plus opposé à la royauté espérait même que Charles II n'aurait pas le courage de surmonter tant de honte. Argyle [2] fut étonné d'apprendre que le jeune roi s'était embarqué, et qu'il avait éloigné ses chapelains anglicans pour mieux témoigner son entière adhésion à l'Église presbytérienne. On se hâta cependant de lui faire signer le *covenant*, avant qu'il eût mis le pied sur le rivage d'Écosse. Argyle [3] le reçut avec de grands témoignages de respect. Mais en passant par la ville d'Aberdeen, il vit suspendu aux murailles un des membres du malheureux Montrose. Les seigneurs qui l'avaient suivi s'étaient éloignés. On lui donna de nouveaux domestiques. Enfin les ministres puritains prirent possession du jeune roi, et, sous prétexte de l'instruire dans la vraie religion, ils ne le quittèrent plus un moment, l'assujettissant à leurs longues prières, et lui faisant observer le jeûne du samedi plus rigoureusement que les juifs n'observent leur sabbat. Il était accablé à la fois de tout le cérémonial du trône et de toutes les servitudes du cloître. Si ce jeune prince aimable et gai s'avisait de rire un samedi [4], ses incommodes gardiens, dans la plus humble attitude et les genoux en terre, lui adressaient de dures réprimandes. On le forçait d'assister à des prédica-

[1] Whitelocke's Memorials, p. 442.

[2] Clarendon's History, p. 604.

[3] *Ibid.*

[4] *Ibid.*

tions remplies d'injures contre les péchés de son père et l'idolâtrie de sa mère.

Du reste, cette cour nouvelle, uniquement occupée de la conversion du roi, ne lui donnait aucune part dans les affaires. C'était la politique du marquis d'Argyle, qui, du moins parlant au roi avec l'esprit et la grâce d'un courtisan, lui présentait seul un visage humain au milieu de cette troupe d'ennuyeux fanatiques. Le jeune roi, sans pouvoir et sans liberté, souscrivait à tout. A ce prix, il fut sacré dans Édimbourg, et l'on jura de le défendre. On fit des levées nombreuses : on augmenta l'armée, mais Charles n'eut qu'une seule fois la permission d'y paraître.

Quelque impuissante que fût cette royauté, elle avait dû alarmer le long parlement, qui voyait tous ses projets arrêtés et démentis, la république nouvelle démembrée par la séparation de l'Écosse, et le nom de Stuart réhabilité si vite par une couronne. S'il est rare qu'une révolution s'accomplisse dans un pays sans menacer les États voisins, il était impossible, dans l'intime et naturelle dépendance de l'Angleterre et de l'Écosse, que la révolution fût assurée pour l'un de ces États sans être commune à tous deux. Du moment où l'Écosse avait paru se rapprocher de Charles, le parlement d'Angleterre avait songé à la guerre et au rappel de Cromwell, qui avait déjà une première fois traversé plutôt que vaincu l'Écosse. Cromwell, de retour d'Irlande, prit terre à Bristol vingt jours avant que Charles II eût touché l'Écosse, et il fut reçu avec toutes les marques d'une puissance bien autrement réelle que celle du jeune roi. Certains flatteurs[1], *race de gens,* dit Ludlow, *qui ne manque jamais dans les grandes assemblées,* demandèrent que l'on se pressât d'assigner au lieutenant général une dotation de rentes, avant même son arrivée à Westminster. Beaucoup de membres du parlement et d'officiers de l'armée allèrent à sa rencontre hors des murs de la ville. Il entra dans Londres au milieu d'un immense concours, et vint loger à

[1] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 312.

Whitehall. On raconte que quelqu'un lui disant : « Voyez « quelle foule immense est venue pour voir votre triomphe, » il répondit avec un sourire très-philosophique[1] : « Il en viendrait encore davantage pour me voir pendre. »

Après avoir épuisé le cérémonial de sa réception, fait une visite à lord Fairfax[2], rendu compte de ses victoires en Irlande, et reçu les félicitations de l'orateur[3], Cromwell s'occupa de l'Écosse. Le parlement arrêta qu'il fallait attaquer les Écossais pour prévenir leur invasion[4]. Quelques presbytériens doutaient qu'on eût assez de motifs pour entreprendre cette guerre au mépris du *covenant* accepté par les deux peuples. Fairfax, qui d'abord avait approuvé la guerre, cédant aux persuasions de sa femme, zélée presbytérienne, allégua des scrupules, et déclara qu'il était prêt à repousser l'invasion des Écossais, mais qu'il ne voyait pas un motif suffisant pour les attaquer. On combattit d'abord les scrupules du général par toutes les raisons possibles. Fairfax fut inébranlable. Cromwell affecta de demander que le général conservât le commandement suprême, déclarant que, pour sa part, il aimerait mieux servir sous lui que de commander la plus grande armée de l'Europe. En même temps il proposa comme dernière ressource d'établir un comité pour entendre et discuter les difficultés de conscience que se faisait le général. C'est une lecture curieuse que l'extrait de cette conférence entre Fairfax d'une part, et de l'autre Cromwell, Harrisson, Lambert, Saint-John, Whitelocke, toutes créatures de Cromwell, excepté Whitelocke, trop prudent toutefois pour n'être pas de ses amis.

On commença par chercher le Seigneur. Cromwell prononça les prières; ensuite il exposa la question de conscience[5]. Le général allégua ses scrupules, fondés sur l'autorité du *covenant*, et sur le nom de frères qu'il donnait aux Écossais. Crom-

[1] Whitelocke's Memorials, p. 441.
[2] *Ibid.*, p. 442.
[3] *Ibid.*
[4] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 315.
[5] Whitelocke's Memorials, p. 445.

well, en reconnaissant toute la part que la conscience devait avoir dans une pareille question, établit que le *covenant* avait été violé par l'ancienne invasion des Écossais; que la guerre était inévitable, et qu'il valait mieux la porter en Écosse que de la recevoir au sein de l'Angleterre. Ce débat, prolongé par les scrupules invincibles de Fairfax, amena de sa part la résolution de déposer le commandement. Cromwell supplia le général de ne point abandonner le poste où Dieu l'avait béni, et de ne pas donner un tel découragement à la république et à ses amis. Lambert et Harrisson se répandirent en regrets et en expressions honorables. « Que voulez-vous que je fasse? « répondait Fairfax; tant que ma conscience me le permet, je « veux me joindre à vous dans le service du parlement; mais « personne de vous ne voudrait s'engager à un devoir qui ne « satisfait plus la conscience. Telle est ma situation. » Il est facile de présumer que Fairfax, après une trop longue patience, se lassait enfin d'une autorité précaire et dépendante. Les hommes faibles, lorsque poussés à l'extrême ils prennent enfin une résolution décisive, craignent encore d'en avouer ouvertement le motif.

Ludlow convient[1] que cette fois il se laissa prendre à l'air naturel que Cromwell mit dans son rôle, et qu'il l'engagea beaucoup à ne pas manquer au service de la nation, en refusant aussi le commandement par politesse et par humilité. Du reste, Ludlow vit bientôt le dénoûment de cette comédie. La chambre, après avoir entendu un rapport sur la répugnance du général pour l'expédition d'Écosse, fit de nouveaux efforts près de lui. Fairfax renvoya sa commission. Il fallait un général, et l'on ne pouvait choisir que Cromwell; il fut nommé sans contradiction et sans délai. Il n'eut pas cette fois un seul scrupule d'humilité, et pressa tout pour la guerre.

Il paraît qu'avant son départ il crut nécessaire de gagner et d'éloigner ce même Ludlow, facilement trompé parce qu'il était de bonne foi, mais toujours redoutable par son talent et

[1] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 315.

sa fermeté. Il se plaignit d'apercevoir en lui quelques signes de froideur, et le pria de s'expliquer[1] dans un libre entretien. S'étant rencontrés au sortir du conseil d'État, ils passèrent ensemble dans la salle des gardes de la reine pour s'entretenir sans témoins. Ludlow ne déguisa pas les craintes et les griefs des républicains; l'ancienne disposition de Cromwell à traiter avec le roi; la punition de quelques agitateurs qui réclamaient les droits du peuple, ajoutant que, « malgré d'au-« tres faits qui lui avaient déplu, il avait toujours espéré que « Cromwell et ses amis seraient conduits par la force des « principes à faire ce qui s'accordait avec l'établissement d'une « république et le bien du genre humain. » Cromwell justifia par la politique certaines mesures qui paraissaient extraordinaires à ceux qui, pour le traverser, s'exposaient à se perdre eux-mêmes avec la cause publique. « Il n'avait rien de plus « à cœur que de voir l'institution de la république, seule « barrière contre la famille royale. Il ne doutait pas que Dieu « ne voulût délivrer son peuple de tout fardeau; la prophétie « du psaume CX allait s'accomplir. Dans cette espérance, il « consacrait une heure chaque jour à la méditation de ce « psaume. » Ensuite, pour flatter la manie de l'indépendance adoptée par Ludlow, il déclara « qu'il voulait travailler à l'en-« tière réforme de l'Église et des lois. Mais les fils de Zerviah « sont trop forts pour nous. Nous ne pouvons parler de la « réforme des lois, qu'ils ne s'écrient aussitôt que nous vou-« lons détruire la propriété, tandis que la législation actuelle « est utile seulement pour maintenir les jurisconsultes, et « pour encourager le riche à opprimer le pauvre. » Cette plainte le conduisit à parler de l'Irlande et du mode de justice qu'il venait d'y introduire. « L'Irlande, dit-il, était un papier « blanc, il était facile de lui donner des lois nouvelles confor-« mes à la justice. » S'attachant alors à l'idée de l'Irlande, il consulta Ludlow sur le choix d'un nouveau commissaire à envoyer dans cette île, pour seconder Ireton. Le lendemain[2]

[1] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 317.
[2] The parliamentary History, v. XIX, p. 406.

il désigna Ludlow pour cette mission. C'est ainsi que ce zélé républicain fut écarté du parlement.

Après avoir réglé l'administration de l'Irlande, et l'éloignement de Ludlow, le 29 juin Cromwell partit pour l'armée destinée contre l'Écosse. Il destitua [1] quelques officiers qui hésitaient à servir contre leurs frères d'Écosse, et se mit en marche. Les déclarations et les plaintes mutuelles annonçaient l'ouverture de la campagne. Les Écossais publiaient que Cromwell venait pour conquérir et partager l'Écosse à ses soldats, et que les Anglais devaient passer les hommes au fil de l'épée et brûler le sein des femmes avec un fer chaud.

Arrivé sur la frontière, après avoir fait un discours à ses soldats, pour leur promettre les bénédictions du Seigneur, Cromwell entra en Écosse aux acclamations de l'armée. Tout avait fui, tout était désert par la terreur que les ministres avaient répandue sur les cruautés des Anglais. L'armée écossaise, forte de trente-six mille hommes, était sous les ordres de Lesley, général expérimenté, qui avait résolu d'éviter un combat décisif.

Un monument singulier de cette époque [2], c'est une déclaration de l'armée de Cromwell, adressée à tous les saints de l'Écosse, à tous ceux qui partagent la foi du Seigneur. Elle fut bientôt suivie d'une proclamation au nom seul de Cromwell. Deux jours après, Cromwell fit publier une réponse à l'Église d'Écosse. Tous ces manifestes sont de petits traités de théologie mystique. L'armée anglaise arriva sans combattre jusqu'à Édimbourg. Les hauteurs de cette ville étaient occupées par les troupes écossaises. Cromwell ne réussit pas à les tirer de leurs retranchements et à les engager dans une bataille générale; il obtint seulement l'avantage dans quelques charges de cavalerie. Dans une lettre [3] au parlement, Cromwell suppose que les ennemis se refusaient au combat par l'espérance d'affamer son armée. Il paraît que Charles était alors à l'armée

[1] Whitelocke's Memorials, p. 450.

[2] The parliamentary History, v. XIX, p. 298.

[3] *Ibid.*, p. 319.

d'Écosse. « Nous savons, dit Cromwell dans sa lettre, que leur « jeune roi regardait ce mouvement, et qu'il était très-mécon- « tent de voir que leurs soldats ne se battaient pas mieux. »

Les ministres presbytériens fatiguaient leur armée de prières et de révélations divines. Mais tout le zèle de ces prêtres n'avait pas la puissance de l'enthousiasme et de l'épée de Cromwell. Ils avaient beau faire : leurs soldats, opposés à ceux de Cromwell, n'étaient que des bigots combattant des fanatiques. Les Écossais tremblaient devant leurs ministres, tandis que chaque soldat de la secte des indépendants se croyait inspiré pour lui-même, et justifiait par sa valeur ce que son enthousiasme lui promettait. La présence de Charles aurait pu encourager l'armée, mais la défiance des ministres ne laissait pas même à ce jeune prince le droit de combattre. Charles ayant voulu [1] charger en personne, le général Lesley le menaça de quitter le commandement s'il ne se retirait aussitôt.

Cependant Cromwell, qui manquait de vivres et ne pouvait en recevoir que par mer, tantôt se repliait vers Dunbar, tantôt revenait sur Édimbourg. Lorsqu'il paraissait reculer, les ministres triomphants célébraient [2] le bras de Dieu « qui jette « l'épouvante au cœur des ennemis, et les met en fuite, sans « qu'ils soient poursuivis. » Les généraux écossais demeuraient inébranlables dans leur résolution de ne point combattre. Ils eurent aussi l'art d'amuser Cromwell par des propositions de paix.

Cromwell, accoutumé à de rapides victoires, s'irritait de l'inaction de cette campagne. Il provoquait lui-même les avant-gardes ennemies avec autant d'impatience que de courage. Un jour [3] un soldat ennemi qui le reconnut ayant fait feu sur lui sans l'atteindre, Cromwell dit à ce maladroit : « Si tu étais « un de mes soldats, je te ferais punir pour m'avoir manqué « en tirant de si près. » Après beaucoup de marches et de coups de canon inutiles, Cromwell se retrouvait près d'Édim-

[1] Whitelocke's Memorials, p. 453.
[2] The parliamentary History, v. XIX, p. 330.
[3] Whitelocke's Memorials, p. 453.

bourg sans avoir pu entraîner au combat l'ennemi, dont le nombre et la confiance augmentaient chaque jour. L'armée anglaise se ruinait par la disette et les maladies. Cromwell fit sa retraite sur Dunbar, avec la résolution de se fortifier dans cette ville, et peut-être même de retourner en Angleterre. Il essuya dans cette marche deux attaques de la cavalerie écossaise. Les généraux écossais, qui connaissaient Cromwell et son armée, se trouvaient heureux de lui faire abandonner l'Écosse; mais les ministres presbytériens voulaient lui couper le passage et anéantir son armée. Leur confiance était extrême. L'armée écossaise, fortifiée de trois régiments nouveaux, occupait toutes les hauteurs qui environnent Dunbar; et elle enfermait l'armée de Cromwell, réduite à dix mille hommes. Jamais la fortune de ce général ne fut en plus grand péril. Il faut l'entendre parler lui-même[1]. « L'ennemi ayant sur nous « tout l'avantage, nous approchâmes de lui, connaissant bien « notre infériorité et ne pouvant nous défendre des faiblesses « de la chair, mais notre foi tirait sa consolation de l'appui « du Seigneur même; nous espérions à cause de leur multi-« tude et de notre faiblesse. Il nous semblait que nous étions « sur la montagne et que le Seigneur se ferait voir, et qu'il « nous ouvrirait une voie de délivrance et de salut. Ainsi « nous avions nos consolations et nos espérances. » Il paraît, d'après tous les récits, que si les Écossais s'étaient bornés à garder les hauteurs et à fermer tous les passages, ils auraient forcé l'armée de Cromwell à se rendre par famine, ou à les attaquer avec un désavantage insurmontable. C'était l'opinion du général Lesley; l'ardeur des ministres l'emporta. Burnet rapporte que Cromwell, apercevant une grande agitation dans le camp des Écossais, s'écria : « Dieu les livre dans nos mains; « les voilà qui descendent. » Dans sa lettre au parlement, Cromwell[2] raconte lui-même qu'ayant remarqué le mouvement des Écossais qui se portaient sur leur aile droite, et qui

[1] The parliamentary History, v. XIX, p. 345.
[2] *Ibid.*, p. 346.

étendaient du côté de la mer une grande partie de leur cavalerie, il dit au général Lambert que cette disposition lui paraissait offrir une facilité pour attaquer l'ennemi. Lambert avait eu la même idée, et ils remercièrent le Seigneur de leur avoir communiqué à tous deux à la fois cette inspiration.

La bataille se donna le 3 septembre, à six heures du matin. Le lieutenant général Fleetwood chargea le premier. La résistance fut d'abord assez vive, et l'infanterie anglaise perdit même quelque terrain. « Mais, dit Cromwell dans sa lettre « officielle, mon régiment, sous les ordres de mon major « White, survint à propos, et repoussa le meilleur corps de « l'ennemi. » Le succès se décida en moins d'une heure. Les Écossais furent enfoncés, mis en fuite, et poursuivis à plusieurs milles de distance. Ils laissèrent trois mille morts sur le champ de bataille, et leur bagage, leur artillerie, tombèrent au pouvoir du vainqueur. Cromwell envoya au parlement deux cents drapeaux, avec la nouvelle de cette grande victoire. Quinze mille fusils jetés sur le champ de bataille par les fuyards sembleraient annoncer que la déroute fut aussi facile que complète. Quelques prêtres écossais périrent au milieu de la mêlée. Cromwell, qui n'oublie pas ce fait dans sa lettre, en tire un avertissement général et assez amer pour les ecclésiastiques empressés d'intervenir dans les affaires du monde, sous prétexte de fonder le règne de Jésus-Christ, et il annonce l'intention de les renvoyer à la simplicité de l'Évangile. Un trait de cette lettre plus remarquable encore, c'est l'approbation et l'appui que Cromwell affecte de donner à la durée du parlement: « Soulagez les opprimés, dit-il, réprimez les abus, « et particulièrement l'abus de multiplier les pauvres pour « faire quelques riches, voilà nos vœux; et pour que vous « ayez l'occasion et le loisir d'achever ces choses, nous sou« haitons que des importunités ne vous précipitent pas du « poste de salut et de conservation que vous occupez. »

En rappelant ainsi aux membres de la chambre que la cessation de leurs pouvoirs était demandée de toutes parts, Cromwell leur montrait le péril et le protecteur. L'artifice de

son élévation fut de s'appuyer à la fois sur le parlement et sur l'armée, de prendre sa force dans l'une, son autorité dans l'autre; de prolonger ce nom de parlement aussi longtemps qu'il fut possible, et de ne le détruire qu'à la dernière extrémité, et pour sa propre défense.

Cromwell, victorieux, fit partir à l'heure même le lieutenant général Lambert pour s'emparer d'Édimbourg, qui, dans la consternation générale, se trouva sans défense et presque abandonnée de ses habitants. La ville maritime de Leith se rendit également à Lambert. Du reste, Cromwell montra cette fois autant de modération que d'activité dans l'usage de la victoire[1]. Jaloux de faire mentir les ministres presbytériens, et sachant bien que la politique barbare dont il avait effrayé l'Irlande n'aurait en Écosse ni le même prétexte ni la même utilité, il traita favorablement les prisonniers qui se trouvaient au nombre de près de neuf mille, et il rendit la liberté au plus grand nombre, affectant de ne voir dans les Écossais que des frères égarés.

La prise d'Édimbourg n'avait pas entraîné la reddition de la forteresse, où s'étaient refugiés tous les ministres presbytériens de la ville, qui animaient à la résistance une nombreuse garnison. Ayant rejoint Lambert à la tête de toute son armée, au lieu de commander l'assaut, Cromwell entreprit avec le gouverneur une négociation théologique, qui peut paraître un monument curieux de cette époque : elle commença par une invitation aux ministres presbytériens de venir librement prêcher dans leurs églises. Le gouverneur répondit, en leur nom, que voyant la persécution personnelle dirigée par le parti de Cromwell contre les ministres de Jésus-Christ, ils se réservaient pour de meilleurs jours, et qu'ils attendaient Celui qui avait un moment détourné *sa face de dessus les fils de Jacob*. Cromwell ne laissa point ce refus sans réponse, et le gouverneur ayant allégué de nouveau les objections des ministres, Cromwell, qui sans doute avait beaucoup de loisir,

[1] The parliamentary History, v. XIX, p. 430.

comme il le dit lui-même[1], répliqua par une lettre longue et raisonnée. Les ministres se plaignaient qu'il voulût intervenir dans le gouvernement de l'Église. Cromwell se plaignait que l'Église voulût gouverner le monde, et il employait le raisonnement dont s'est servi Bossuet pour combattre l'autorité des Églises réformées. Il se défendait d'avoir jamais persécuté les ministres qui se bornaient à l'explication de l'Évangile. « Les ministres, dit-il, sont les soutiens et non les « dominateurs de la foi du peuple; j'en appelle à leur con- « science. Ne nomment-ils pas sectaires ceux qui s'éloi- « gnent de leur opinion? et que font-ils par là, sinon d'ôter « aux chrétiens leur liberté et de s'arroger la chaire infail- « lible? »

Dans un autre passage, Cromwell montre ces principes de tolérance religieuse dont il fit un si grand usage pour se concilier toutes les sectes. « Êtes-vous mécontents, écrivait-il aux « ministres écossais, de ce que l'on prêche le nom de Jésus- « Christ? La prédication vous paraît-elle exclusivement atta- « chée à votre ministère? Notre liberté scandalise-t-elle vos « Églises? Est-elle contraire à la loi? Anathème à la loi, s'il « en est ainsi! Vous vous méprenez sur le sens de l'Écriture. « L'ordination est un acte de convenance, et non de nécessité. « Votre prétendue crainte que l'erreur ne s'introduise à la « faveur de la liberté ressemble à la prudence d'un homme « qui garderait sous clef tous les vins du pays, de peur qu'on « ne s'enivrât. Ce serait une jalousie injuste et déraisonnable « de refuser à quelqu'un la jouissance d'un droit naturel, « sous prétexte qu'il peut en abuser. S'il abuse, jugez-le. « Lorsqu'un homme parle follement, souffrez-le, parce que « vous êtes sages. S'il se trompe, la vérité se montre dans « votre réponse; fermez-lui la bouche par des paroles raison- « nables auxquelles il ne puisse répondre. S'il blasphème et « trouble l'ordre public, laissez aux magistrats civils le soin « de le punir. S'il dit vrai, réjouissez-vous de la vérité. »

[1] The parliamentary History, v. XIX, p. 450.

Cette lettre[1] est écrite avec une vigueur de raison bien éloignée du galimatias mystique dont Cromwell a rempli quelques-uns de ses discours au parlement. Il parle ici de théologie en homme d'État, comme il traitait quelquefois les affaires en fanatique; ce qui peut faire croire qu'au fond et pour son siècle il n'était jamais qu'homme d'État. Cette discussion n'ayant pu ramener les presbytériens dans leurs églises, Cromwell fit officier par des ministres anglais, et commença le siége régulier de la forteresse, qui passait pour imprenable.

La glorieuse journée de Dunbar avait attiré sur Cromwell toute la reconnaissance du long parlement. Cette assemblée se hâta de voter des secours et des récompenses pour l'armée victorieuse. Elle se servit aussi de cet événement pour ranimer les passions religieuses et républicaines, en montrant le retour menaçant de Charles Stuart à la tête des presbytériens d'Écosse, et tout à coup le Seigneur qui s'était levé comme un géant, et qui avait accordé à son peuple chéri cette miraculeuse victoire. Un fait plus remarquable et moins connu, c'est l'idée qui vint au parlement de rappeler, après deux ans, toutes les circonstances du procès de Charles Ier, de les consacrer par une approbation solennelle inscrite dans ses registres, comme pour avertir Charles II que les cœurs n'étaient pas changés, et que l'on ne craindrait pas d'immoler un second roi.

Cependant Charles commençait à être roi depuis qu'il avait perdu son armée. Dans la réunion qui s'était faite à Sterling des magistrats d'Édimbourg et des membres du comité de gouvernement, les amis du roi prirent un ascendant qu'ils n'avaient pas eu jusqu'alors, et que ne pouvaient plus leur refuser ceux qui, battus et fugitifs, avaient trop mal conduit les affaires pour s'en approprier encore la direction exclusive. Le roi, que le fils d'Argyle avait tenu dans une captivité d'honneur, fut libre. Il entra dans Sterling au bruit du canon[2]. Les

[1] Thurloe's State papers, v. I, p. 161.
[2] Clarendon's History, p. 614.

officiers publièrent hautement que la défaite avait eu pour cause le défaut d'union et de confiance dans le roi. L'arrogance ecclésiastique tomba; quelques membres du clergé en vinrent jusqu'à prêcher l'obéissance au roi. Argyle n'était plus maître des conseils, et le héros du *covenant*, le vieux Lesley, fut éloigné du commandement. Cependant le parti royal était encore divisé en *résolutionnaires* et *protestants;* les uns, adhérant à toutes les résolutions passées du comité, voulaient que l'on admît à la pénitence publique ceux qui avaient été infidèles ou douteux, et que dans l'extrémité présente on les employât pour la défense de la patrie. Les *protestants* déclaraient qu'il y avait une sorte de trahison à employer des hommes ennemis connus de la cause, puisque c'était mettre dans leurs mains le pouvoir de trahir; et dans cet esprit d'enthousiasme religieux qui était alors le caractère commun de toutes les opinions, ils ajoutaient que la pénitence publique leur paraissait une profanation, une dérision de Dieu, et que la bénédiction du Seigneur ne descendrait pas sur une armée ainsi composée. Il s'était formé de plus un corps d'indépendants qui, sous les ordres de deux chefs, Carr et Strawghan, faisaient la guerre pour leur compte.

Cromwell, ayant établi son quartier général à Édimbourg, s'occupa surtout de ramener l'esprit du peuple, qui lui opposait beaucoup de résistance. « Je croyais, écrivait-il au parle-
« ment, trouver en Écosse un peuple consciencieux et une
« terre aride. Les environs d'Édimbourg sont aussi fertiles en
« blé qu'aucune autre province d'Angleterre; mais le peuple
« est livré aux mensonges et à l'habitude des jurements d'une
« manière presque incroyable. »

Ces pieuses observations n'empêchaient pas Cromwell d'être attentif à tous les mouvements du parti royal. N'ayant pu tenter l'assaut de Sterling, où le roi était entré aux acclamations du peuple, il revint à Édimbourg, et s'étant reporté sur Glascow, il adressa au comité une invitation solennelle de se séparer de Charles. Les dispositions hostiles des habitants l'obligeaient à se montrer partout, et à exercer une police sévère.

Un grand nombre de soldats anglais ayant été tués ou dépouillés par des partisans que le peuple favorisait, il rendit responsable toute paroisse où se commettraient de semblables violences. Les partisans furent vivement poursuivis, et le colonel Monk, ayant pris d'assaut deux forteresses qui leur servaient de refuge et de quartier général, fit fusiller les principaux chefs.

Le corps indépendant de Carr et de Strawghan était plus dangereux. Cromwell, par négociation, détacha Strawghan et quelques officiers. Il marcha ensuite vers le parti qui restait sous les ordres de Carr. Lambert le dispersa, et fit le chef prisonnier. Cette victoire parut assez importante [1] pour que la chambre des communes en fît mention dans l'ordonnance qui fixait un jour d'actions de grâces.

La prise de la forteresse d'Édimbourg, après un siége de trois mois, vint couronner ces avantages partiels. Le gouverneur, n'ayant pu obtenir d'envoyer un message pour recevoir les ordres du comité de gouvernement, rendit la place le 24 décembre. L'Écosse entière l'accusa d'avoir été corrompu par l'argent de Cromwell.

Cependant Charles II s'affranchissait chaque jour davantage de la tutelle du clergé. Argyle avait plié pour garder quelque pouvoir. La convocation d'un parlement s'était faite, au nom du roi, dans la ville de Sterling. Ce jeune prince, aimable et vaillant, était devenu populaire dès qu'il avait pu se montrer. Le parlement lui accorda de nouvelles levées ; il se vit assuré d'une armée nombreuse, que cette fois il lui était permis de commander.

Il avait dans son parti quelques presbytériens anglais qui avaient d'abord combattu contre le trône, le major Massey et le colonel Brown. Hamilton, frère de celui qui avait péri sur l'échafaud, lui consacrait aussi son courage et sa vie. Le roi s'entoura de plusieurs autres seigneurs royalistes, que, jusqu'alors, les presbytériens avaient écartés. Wilmot, Buckingham, reparurent ; et ces jeunes courtisans, dans les accès de

[1] The parliamentary History, v. XIX, p. 451.

leur gaieté, n'épargnèrent pas les ennuyeux fanatiques qui obsédaient encore le roi. A mesure que Charles prenait plus de pouvoir, la vigilance de ses religieux gardiens commençait à se relâcher. La légèreté du roi causait cependant plus d'un scandale qui lui était sévèrement reproché. Un jour que ce prince avait été aperçu dans un entretien trop libre avec une jeune femme, un comité de ministres vint en appareil, et avec tous les signes de la plus profonde tristesse, lui adresser sur la grandeur du péché, et surtout du scandale, une longue réprimande, qui se termina par le conseil d'avoir du moins la précaution de fermer toujours les fenêtres en pareille circonstance.

Son couronnement, tant retardé, fut célébré dans la ville de Scone, avec beaucoup de magnificence et d'allégresse, le 1er janvier, six jours après la reddition d'Édimbourg. Il jura le *covenant* avec les formalités les plus minutieuses, reçut la couronne des mains du marquis d'Argyle, et parut même disposé à épouser la fille [1] de ce seigneur, dont la fortune, aussi ancienne que les troubles de l'Écosse, semblait insurmontable à toutes les vicissitudes des événements. Mais en même temps il nomma le fidèle Hamilton lieutenant général de l'armée, et il chercha à s'appuyer sur les montagnards écossais qui s'étaient toujours montrés assez indifférents aux questions religieuses, mais fort zélés pour le roi. L'étendard royal, arboré dans Aberdeen, attira beaucoup de volontaires. Charles établit son camp à quelques milles d'Aberdeen, et s'occupa d'exercer ses troupes, dont il donna le commandement à David Lesley. Le jour de la naissance du roi fut célébré avec beaucoup d'enthousiasme. La ville de Dundee lui offrit en présent [2] une tente magnifique, des machines de guerre, et un régiment de cavalerie bien armé.

Tout parut un moment favoriser la cause de Charles. L'activité de Cromwell avait été enchaînée par une fièvre dange-

[1] Clarendon's History, p. 614.
[2] *Elenchus motuum nuperorum*, p. 232.

reuse. Le bruit de sa mort s'était même répandu, et augmentait la confiance des Écossais. Cromwell, qui ne pouvait plus paraître en public, fit venir dans sa chambre un trompette écossais que le hasard avait amené au camp des Anglais, et se fit voir à lui debout et convalescent; mais sa maladie reprit avec des crises nouvelles. Désespérant de guérir sous le climat d'Écosse, il avait même sollicité son rappel en Angleterre. Le parlement, inquiet pour une vie qui lui était alors si précieuse, fit partir de Londres deux médecins célèbres, et qui avaient la confiance de Cromwell. L'un d'eux, le docteur Bate, qui avait été le médecin de Charles Ier, et qui fut successivement celui de Cromwell et de Charles II, a publié sur la révolution des mémoires pleins d'intérêt, écrits dans toute la vivacité des opinions royalistes, mais où Cromwell est jugé à la fois avec beaucoup de ménagement et de sagacité.

Après avoir été longtemps en péril, Cromwell fut enfin sauvé par l'art des médecins et la vigueur de sa constitution. En écrivant au conseil d'État pour le remercier des témoignages d'inquiétude et des secours qu'il en avait reçus, Cromwell disait : « Je suis une pauvre créature [1]; je suis un serviteur « inutile à mon maître Jésus-Christ et à vous. Je croyais que « je devais mourir de cette fièvre; mais Dieu semble en or« donner autrement. En vérité, milords, je ne souhaite vivre « que pour obtenir la grâce de montrer dans mon cœur et « dans ma conduite plus de reconnaissance et de fidélité à « Dieu, plus de zèle pour ceux que je sers. » Dans une autre lettre, il disait : « Ma maladie était si violente, que la « nature devait y succomber. Mais le Seigneur a voulu me « délivrer contre toute espérance, pour me donner occasion « de dire encore une fois : C'est lui qui m'a retiré de la « tombe. »

Parmi les remarques que fit le docteur Bate dans son séjour à l'armée anglaise, il rapporte un singulier exemple de la familiarité que Cromwell permettait à ses soldats [2]. Plusieurs

[1] The parliamentary History, v. XIX, p. 471.
[2] *Elenchus motuum nuperorum*, p. 296.

fois pendant le dîner du général, les soldats, à un signal régulièrement donné par le tambour, faisaient une brusque irruption dans la salle du festin, et pillaient les tables encore occupées par leurs chefs. A la vérité, suivant d'autres récits, cette licence n'avait pas l'autorisation du général, et n'était qu'un effet de l'indiscipline ou de la faim; mais ce que le docteur raconte avec plus de vraisemblance, c'est l'artifice continu de Cromwell, qui se mêlait aux exercices militaires de ses officiers, les excitait à de bruyants ébats, à une folle gaieté, et, dans l'indiscrétion inséparable de ces jeux, étudiait tous les mouvements, et surprenait toutes les pensées de tant d'esprits inquiets, sans jamais se laisser deviner lui-même.

Cependant depuis que Charles II était à la tête d'une armée, et qu'il se montrait fidèle au *covenant,* il avait acquis de nouveaux partisans parmi les presbytériens de Londres. Beaucoup de ministres de cette secte entreprirent une conspiration en sa faveur. Les premiers indices furent découverts et transmis par Cromwell. Un navire qui portait des dépêches pour le comte de Derby, chef royaliste, retiré dans l'île de Man, échoua sur les côtes d'Écosse, et les dépêches tombèrent entre les mains de Cromwell, qui les fit passer au conseil d'État. Il s'agissait d'exciter et de favoriser une invasion des presbytériens écossais en Angleterre, pour rétablir Charles II sur le trône. Le parlement fit arrêter plusieurs ecclésiastiques, parmi lesquels figurait un docteur Love, qui, dans le commencement de la guerre civile, avait paru très-animé contre Charles Ier. Il fut condamné à mort, et malgré les supplications des ministres presbytériens ses frères, l'exécution eut lieu par une fatalité assez bizarre. Cromwell, que l'on sollicita vivement, et qui protégeait un peu tous les partis, avait écrit d'Écosse en faveur de ce ministre. La lettre fut interceptée par un corps de partisans royalistes, qui, se souvenant de l'ancienne conduite de Love, eurent la misérable idée de supprimer cette recommandation pour le laisser périr.

Le long parlement, instruit que Charles II se fortifiait chaque jour en Écosse, et qu'il avait des communications avec

le nord de l'Angleterre, envoya de nouveaux secours à l'armée de Cromwell, et porta les dépenses à un taux inconnu sous les anciens rois. Mais il fallait périr ou arrêter l'exemple de l'Écosse.

Cromwell ouvrit la campagne au mois de juin, et se dirigea vers Torwood, dont les environs étaient occupés par l'armée royale. La grande rivière de Forth traverse cette contrée, et va se jeter, près d'Édimbourg, dans un bras de mer, auquel elle donne son nom.

Les troupes de Charles étaient couvertes par des fortifications qu'elles avaient élevées durant l'hiver. Cromwell leur présenta inutilement la bataille : il emporta sous leurs yeux une forteresse défendue par une de leurs garnisons, et ne pouvant les tirer de leurs retranchements, il résolut de faire occuper le comté de Fife, sur l'autre bord de la rivière de Forth. Lambert battit dans cette province un détachement de l'armée royale, commandée par le major général Brown, qui avait autrefois servi le parlement. En annonçant cette victoire au parlement [1], Cromwell ne manque pas d'en faire le sujet d'une exhortation sévère. Il demande qu'on efface tout ce qui peut blesser les yeux jaloux du Seigneur, et que l'on cherche de plus en plus le bien général : « Car les yeux du Seigneur « courent çà et là ; et comme il distingue ses ennemis pour les « punir, de même il n'épargnera point ceux auxquels il fait du « bien, s'ils ne deviennent pas meilleurs pour prix de sa « douce affection. J'ai l'humble hardiesse de vous rappeler ce « devoir dans les propres termes de David, psaume CXIX, « verset 134 : « Seigneur, délivre-moi de l'oppression des « hommes, et je garderai tes commandements. »

Le bruit de cette défaite fit faire un mouvement à l'armée de Charles pour se rapprocher de la ville de Sterling. Cromwell la suivit, sans pouvoir la forcer à une bataille; il fit alors passer une partie de son armée dans le comté de Fife pour porter sur ce point tout l'effort de la guerre. Il y passa bientôt

[1] The parliamentary History, v. XIX, p. 494.

lui-même, et s'empara de la ville de Saint-Johnstown. Il se trouvait ainsi derrière le roi, et lui fermait l'intérieur de l'Écosse, mais il laissait la route d'Angleterre ouverte devant lui. Cromwell dédaigna trop son ennemi; il prévit cependant ce que Charles pouvait faire, puisque, le 26 juillet, il écrivait [1] au parlement qu'il avait laissé assez de troupes pour arrêter la marche du roi, s'il essayait de passer en Angleterre. Cette précaution rassura si peu le parlement qu'il autorisa sur-le-champ le conseil d'État à recruter quatre mille hommes de troupes nouvelles, et fit tous les préparatifs dont l'audace de Charles justifia bientôt la nécessité.

Quand Charles vit derrière lui Cromwell, qui pouvait, en affamant son camp, le forcer à combattre, et qui, vainqueur, lui fermait l'asile des montagnes, alors ses craintes et son courage le précipitèrent à la fois sur l'Angleterre. Les provinces du nord étaient favorables à sa cause; il résolut de marcher par là droit à Londres. C'était au moins la plus belle manière de se perdre. Il pouvait tout espérer d'une pareille surprise, et de la soudaine révolution des esprits. Argyle refusa de suivre le roi. L'entreprise fut conduite avec tant de secret que le roi, parti le 29 juillet, avait un jour de marche avant que Cromwell fût instruit de sa résolution. Le 6 août, il entra en Angleterre par Carlisle, avec une armée de seize mille hommes, qu'il espérait grossir dans la rapidité de sa course. Un de ses plus fidèles amis, le comte de Derby, retiré dans l'île de Man depuis la fin de la guerre, avait été prévenu de l'entreprise, et devait lui amener sur son passage ce qu'il aurait pu réunir de troupes.

Mais au bruit de cette marche, Cromwell se hâtait. Il fit d'abord partir Lambert et quelque cavalerie pour suivre la trace du roi, avec ordre d'inquiéter sa marche, mais de ne point risquer d'action, et de conserver ses forces entières jusqu'au moment où lui-même arriverait avec le reste de l'armée. Il choisit Monk pour maintenir l'Écosse en son

[1] The parliamentary History, v. XIX, p. 500.

absence. Il le chargea de veiller particulièrement sur Édimbourg et sur Leith, et comme il ne pouvait lui laisser de forces considérables, il lui prescrivit d'être sévère et menaçant, d'intimider la noblesse, d'imposer silence aux prédicateurs, et de faire main basse sur les garnisons qui se défendraient : instructions[1] que ce général suivit avec une exactitude qui le rendit la terreur de l'Écosse.

Ayant dépêché toutes ces mesures, Cromwell se mit en marche trois jours après le départ du roi. Il avait écrit au parlement pour le rassurer sur cette invasion, et pour se justifier de n'avoir pu la prévenir. Il annonçait que l'armée royale était suivie par Lambert, et trouverait sur son passage Harrisson et le colonel Rich. Il promettait de l'atteindre bientôt lui-même, *avec ses vieux soldats et le secours du Seigneur*.

Le conseil d'État avait reçu, le 9 août, la nouvelle de l'entrée de Charles sur le territoire anglais. Harrisson annonçait cette entreprise comme un acte de désespoir, sans importance et sans but. Le parlement se hâta cependant de voter toutes les mesures violentes que le péril inspire dans les révolutions, des levées extraordinaires de milice, le désarmement des malintentionnés, la peine de mort et la confiscation contre tous ceux qui correspondraient avec Charles Stuart. Rien de plus rapide que les préparatifs de défense : en quelques jours, la campagne fut inondée de milices parlementaires. Lord Fairfax, rappelé au commandement, parut à la tête d'un corps considérable.

Charles avançait à grands pas à travers le Lancashire : partout il était proclamé roi d'Angleterre, d'Écosse, de France et d'Irlande. Le comte de Derby s'était réuni fidèlement au roi, qui le renvoya de nouveau pour soulever les habitants. Le 16 août, le roi rencontra, pour la première fois, l'ennemi. Lambert avait rejoint Harrisson pour défendre le passage d'un pont. Le poste fut emporté par les Écossais, qui se précipitèrent sur les ennemis en criant : « Ah! misérables, nous vous

[1] Clarendon's History, p. 615.

« joindrons avant que votre Cromwell n'arrive. » Cependant l'armée du roi ne grossissait pas. La terreur des décrets parlementaires intimidait les habitants. Une ridicule superstition presbytérienne nuisit encore à la cause royale. Le major Massey, envoyé en avant de l'armée pour recruter des royalistes, reçut ordre des ministres de proclamer qu'il n'enrôlerait que des hommes sincèrement attachés au *covenant*. Le roi s'empressa de démentir cet ordre; mais le premier enthousiasme était détruit; et Charles, dans la rapidité nécessaire de son expédition, n'avait pas le temps de réparer une faute. Son armée commençait à se décourager. Personne parmi les généraux n'avait foi au succès; l'infanterie était harassée de fatigue; beaucoup de ces malheureux désertaient. Le jeune roi allait de rang en rang, et suppliait les soldats de prendre encore patience quelques jours, leur promettant de les conduire à Londres. Mais l'épuisement de l'armée rendait cet effort impossible; d'ailleurs, l'énergie du parlement avait multiplié les obstacles.

Dans cette situation, Charles résolut d'avancer jusqu'à Worcester, ville considérable, remplie de ses partisans, et qui n'était pas éloignée de la route de Londres. Le parlement avait établi dans Worcester des autorités nouvelles qui tyrannisaient le comté. Elles s'enfuirent à l'approche du roi. Presque toute la noblesse, que l'on avait emprisonnée par précaution, se trouva libre et se réunit à l'ancien corps municipal, qui reprit ses fonctions pour proclamer le roi. Le maire, les aldermen et les principaux citoyens du pays, vinrent recevoir ce prince aux portes de la ville avec tous les témoignages d'un enthousiasme sincère. L'armée, qui manquait de tout, fut nourrie et habillée. On vint s'enrôler en foule. C'était un retour d'heureuse fortune. La fatigue de l'armée, la situation de Worcester, protégée par une large rivière et au milieu d'un pays abondant, déterminèrent Charles à se fortifier dans cette ville. Ainsi, une entreprise commencée par la promptitude et l'audace changea de nature; et Charles, au lieu de marcher à Londres, attendit Cromwell.

Le brave comte de Derby, surpris par un colonel républicain pendant qu'il travaillait à recruter du monde dans le Lancashire, perdit ses meilleurs cavaliers, et arriva à grand'-peine jusqu'à Worcester, seul et blessé.

Cromwell, marchant avec une extrême rapidité, avait rejoint les différents corps de Lambert et d'Harrisson, et approchait de Worcester. Partout les milices accouraient sous ses drapeaux ; il arriva sur Worcester avec quarante mille hommes de troupes. Au pont d'Olbridge, à peu de distance de cette ville, il rencontra un corps de troupes royales, sous les ordres du major Massey. Lambert et Fleetwood forcèrent le passage, après un combat assez rude, où le major Massey, le meilleur officier de l'armée de Charles, fut dangereusement blessé. Cromwell laissa sur ce point dix à onze mille hommes, et couvrit la Severn d'un pont de bateaux, pour attaquer lui-même sur un autre point plus rapproché. L'armée royale occupait l'autre rive, et s'appuyait sur Worcester. Les officiers manquaient d'espérance et d'union. Le duc de Buckingham, célèbre par les agréments et la frivolité héréditaires dans sa famille, avait eu la vanité de prétendre au commandement général, et le refus raisonnable de Charles lui paraissait un outrage. Le général Lesley servait avec peu de zèle, et la disgrâce constante qu'il éprouva sous le parlement et sous Cromwell a pu seule l'absoudre du reproche de trahison. Charles montrait beaucoup de bravoure et de gaieté.

Le 3 septembre, anniversaire de la victoire de Dunbar, Cromwell fit passer la rivière à une partie de ses troupes, et renversa les premiers corps de l'armée royale.

Le roi, qui était resté toute la nuit à cheval, accourut, et trouva ses soldats qui se repliaient sur Worcester. La bataille recommença avec plus d'ordre et de fureur. Le jeune prince s'élança sur l'ennemi à la tête des dragons du régiment d'Hamilton. Le régiment de Cromwell plia quelques moments ; mais la supériorité du nombre l'emporta. Charles alors combattit à pied ; son infanterie étant repoussée après un rude combat, il reprit un cheval, et voulut encore rallier quelque

cavalerie ; mais la bataille était perdue. Les plus braves officiers étaient blessés ou dispersés, et Charles fut réduit à fuir. « On ne sait pas ce que le roi est devenu, écrivait un officier « prisonnier : puisse Dieu le conserver, car on ne vit jamais « plus brave et plus généreux prince ! »

Une partie de l'infanterie écossaise s'étant repliée sur la ville, les vainqueurs entrèrent avec les fuyards, et le carnage continua dans les rues. La forteresse fut emportée d'assaut, et Cromwell fit massacrer sur l'heure toute la garnison, qui avait refusé de se rendre. Il avait envoyé plusieurs détachements à la poursuite des restes de la cavalerie ennemie, et on arrêtait partout les malheureux Écossais, contre lesquels une vieille inimitié animait les habitants des campagnes. A peine un petit nombre se sauvèrent-ils jusque dans leur pays, où ils trouvaient d'autres ennemis non moins implacables. Le brave Hamilton, laissé sur le champ de bataille, la jambe brisée d'un boulet de canon, mourut le lendemain, heureux d'échapper ainsi au supplice dont le vainqueur voulait en vain flétrir les nobles chefs du parti vaincu.

Dans le transport d'une si grande victoire, qu'il appelait *une miséricorde couronnante*, Cromwell [1] écrivait au parlement : « Je vous prie de diriger toutes vos pensées à la gloire « du Seigneur, qui a opéré cette grande libération, et de ne « pas souffrir que la satiété de tant de miséricordes continues « produise parmi vous l'orgueil et la licence, comme il est « arrivé autrefois à un peuple élu de Dieu. Mais puisse la « crainte du Seigneur, inspirée par ses miséricordes mêmes, « conserver toujours l'autorité, et maintenir dans l'humilité « et l'obéissance un peuple si protégé et béni par tant de « témoignages ! Que la miséricorde et la vérité émanent de « vous comme un remercîment offert au Seigneur ! c'est la « prière de votre humble et fidèle serviteur. »

Malgré la pieuse modestie de ce langage, Ludlow fait remonter à cette époque la première révélation des projets ambitieux

[1] The parliamentary History, v. XX, p. 47.

de Cromwell. Il rapporte que Hugh Peters, fanatique célèbre, dit à son retour de Worcester, que Cromwell se ferait roi [1]. On pouvait le croire en voyant que, sur le champ de bataille, il avait conféré de sa main le grade de chevalier à deux de ses officiers, empruntant ainsi et les usages de la monarchie et la prérogative personnelle du souverain.

Quelle que fût déjà son espérance, les serviles félicitations du parlement devaient l'augmenter. Cette assemblée, sauvée d'un grand péril, ne mit point de bornes à son enthousiasme. Elle fit préparer, à Hampton-Court, un appartement pour Cromwell, et lui envoya une députation qui devait le féliciter sur le retour de sa santé, lui rendre grâces de ses éminents services, et l'inviter à venir se reposer dans la demeure qu'on lui avait fait préparer, et qui, par le voisinage de Londres, le mettrait à portée d'assister le parlement dans les grandes questions relatives au règlement des affaires publiques. Cromwell, qui, par des motifs différents, se hâtait aussi de revenir à Londres, rencontra la députation sur sa route, et l'accueillit avec honneur. Whitelocke [2] rapporte qu'en témoignage de reconnaissance, il fit présent à chaque député d'un cheval et de deux prisonniers écossais. A quelque distance de Londres, il fut reçu par le président Bradshaw, par une foule de membres du parlement et par les magistrats de la cité. Un carrosse d'honneur l'attendait; et la gazette du conseil d'État annonça qu'il avait été reçu avec les plus grandes acclamations de joie. Treize jours après la bataille de Worcester, il était au milieu du parlement; et, comme c'était le seul ennemi qu'il pût craindre encore, il agitait les esprits pour ramener l'ancienne question d'une représentation plus légale.

Tandis que deux pouvoirs également injustes se préparaient ainsi à disputer les débris du trône, le véritable souverain errait en Angleterre, sans secours, sans asile, et protégé par le bruit de sa mort, qui ralentissait l'ardeur de ses ennemis.

[1] Ludlow's Memoirs, v. II, p. 447.
[2] Whitelocke's Memorials, p. 484.

Il n'est pas de souvenirs plus attachants que ces infortunes royales, où l'intérêt d'une grande catastrophe historique se mêle à tout ce que l'imagination pourrait inventer de combinaisons singulières et d'événements romanesques.

Forcé de quitter le champ de bataille avec la cavalerie de Lesley, Charles s'était bien vite aperçu qu'une si nombreuse escorte de fuyards ne serait pour lui qu'un péril de plus. Il quitta le corps de Lesley, qui, le lendemain, fut surpris et enlevé par l'ennemi.

Il s'éloigna, suivi de Derby, de Buckingham et de quelques amis, et se jeta hors des routes battues. Derby, qui l'accompagnait, indiqua comme un sûr asile la maison d'un fermier catholique, où lui-même s'était réfugié quelque temps auparavant, et qui se trouvait à vingt-six milles de Worcester, dans un pays rempli de bois, sur la lisière du comté de Strafford. Arrivé de nuit dans la maison de cet homme, nommé Penderell, Charles se sépara de ses amis. Le brave comte de Derby, en essayant de rejoindre le corps de Lesley, fut fait prisonnier. Wilmot prit la route de Londres, sous la conduite de Penderell. Cet homme avait quatre frères aussi fidèles que lui. L'un d'eux se chargea de cacher le roi dans la forêt voisine, précaution nécessaire; car au lever du jour la maison de Penderell fut investie par les soldats républicains. Charles, résolu de gagner le pays de Galles, se rend à pied, dans la nuit, chez un catholique qui demeurait à quelques milles de la rivière de Severn; il est reçu par cet homme, qui le cache dans un grenier. Mais, s'étant assuré que tous les passages du fleuve étaient gardés par les soldats qui remplissaient le pays, Charles renonce à son projet, et revient dans le bois de Boscobell, son premier asile. Il est rejoint par un homme qui se fait connaître à lui pour un de ses officiers, fugitif depuis la dernière bataille. Ce nouveau compagnon engage le roi, pour se mettre en sûreté, à monter au sommet d'un arbre. Ils passèrent ainsi la journée, enveloppés dans l'ombrage touffu d'un chêne que la vénération publique et les beaux vers de Pope ont assez illustré.

Le fermier Penderell, qui s'était chargé de conduire Wilmot sur la route de Londres, ne put lui faire traverser le pays, inondé de soldats, et parvint, par le secours d'un gentilhomme nommé Witgrave, à lui ménager un asile dans la maison du colonel Lane, ancien officier royaliste, qui avait près de lui un bénédictin fort zélé pour le roi. Ce religieux vint chercher dans la forêt le roi, qui, harassé de fatigue et les pieds en sang, fit la route sur un mauvais cheval, et revit enfin Wilmot, tandis que les soldats républicains étaient occupés d'investir et de fouiller la maison de Witgrave, où le roi n'avait fait que s'arrêter un moment.

Après avoir fait quelque séjour chez le colonel Lane, le roi se mit en route sous un déguisement de valet, courant à cheval devant la voiture de mistress Norton, parente du colonel Lane, et mariée à un gentilhomme qui habitait un château près de Bristol. Arrivé dans ce lieu, le roi fut reconnu par un domestique, qui lui promit et lui garda le secret.

De pareils incidents se renouvelèrent plusieurs fois. Wilmot, qui avait suivi la route du roi dans l'appareil d'un gentilhomme campagnard, et portant un faucon sur le poing, ménagea au roi une nouvelle retraite dans le château du colonel Windham, ancien chef royaliste.

La mère de Windham avait perdu, dans la première guerre civile, trois fils et un petit-fils. Elle n'en reçut qu'avec plus de respect et d'amour l'héritier d'un roi qui lui coûtait de si grands sacrifices. Windham[1] dit à Charles : « Mon père, avant « sa mort, nous ayant appelés près de son lit, nous parla ainsi : « Mes enfants, nous avons vu des temps paisibles et sereins « sous nos trois derniers rois; mais je dois vous avertir de « vous préparer à des orages. Les factions s'élèvent de toutes « parts et menacent le repos de la patrie. Mais quoi qu'il en « arrive, gardez respect et obéissance à votre roi, soyez fidèles « à la couronne. Je vous recommande de ne jamais abandonner la couronne, quand même vous ne la verriez sus-

[1] Clarendon's History, p. 652.

« pendue qu'à un buisson. » Ces paroles, conservées dans une famille, étaient un beau gage de fidélité. Le roi demeura dix-neuf jours dans cet asile.

Windham parvint à tout disposer pour le départ du roi, et fit marché avec le patron d'une barque qui devait mettre à la voile un jour convenu. Le rendez-vous manqua. Le roi attendit vainement cet homme dans une auberge de la petite ville de Lime, et faillit d'être victime de ce mécompte. C'était le jour de la fête du lieu : un tisserand, qui avait été soldat dans la dernière guerre, et qui était grand fanatique et grand prédicateur, déclamait violemment dans l'église contre l'ancienne monarchie, et disait. pour enflammer les esprits, que « le roi « était caché quelque part dans le comté, et que celui qui « parviendrait à le découvrir mériterait beaucoup aux yeux « de Dieu. » Un maréchal, qui ferrait les chevaux dans l'auberge où se trouvaient Charles et Wilmot, ayant examiné les pieds de leurs chevaux, remarqua qu'ils venaient de loin, et qu'ils avaient été ferrés dans quatre comtés différents. Il alla conter la chose dans l'église. Le bruit en vint aux oreilles du prédicateur, qui souleva aussitôt tout le peuple, et fit courir après les deux voyageurs, déclarant que l'un d'eux était certainement Charles Stuart. Mais le roi, lassé d'attendre, était déjà retourné dans le château du colonel Windham, d'où bientôt il partit pour chercher, dans le comté de Sussex, une autre occasion de s'embarquer.

Dans ce voyage, le roi traversa plusieurs corps de troupes parlementaires, et rencontra près de Salisbury le colonel Desborough, beau-frère de Cromwell. Il se cacha quelques jours chez une veuve nommée Hyde; de là le fidèle Wilmot avait préparé de nouveau le passage du roi sur un navire qui tout à coup fut requis pour transporter les troupes parlementaires dans l'île de Jersey. Le roi, revenu dans son asile, parvint enfin. par le secours d'un ancien officier royaliste, à trouver une barque de pêcheur dans la petite ville de Brithemsted, près Portsmouth. Dans la terreur que répandaient les décrets parlementaires, cette dernière ressource faillit

encore manquer. Le patron de la barque reconnut le roi, et fut tenté de gagner la récompense promise. Un historien, qui tenait ce récit de la bouche du roi[1], raconte que cet homme fut encouragé par sa femme, qui lui dit : « Fasse le ciel que « tu sauves le roi ! Il m'est égal ensuite de mendier mon pain « avec mes petits enfants ! » Au moment de mettre à la voile, le patron de la barque, voyant un des passagers qui fumait sa pipe dans le visage du roi, lui dit de s'éloigner, et de ne point incommoder ce gentilhomme. Le passager, soit par hasard, soit qu'il reconnût Charles, recula de quelques pas en murmurant ce proverbe anglais : *Un chien regarde bien le roi.* Charles vit enfin la barque s'éloigner de ce dangereux rivage. Ses sujets fidèles d'Angleterre et ses amis dispersés dans l'Europe, après trois mois d'incertitude, apprirent qu'il était débarqué sur les côtes de Normandie. De retour à Paris, il fut rejoint par le fidèle Ormonde[2], que la ruine de la cause royale avait chassé d'Irlande à la même époque où le jeune roi vaincu s'échappait d'Angleterre.

[1] *Quod ab ore ipsius regis haurire mihi datum est.* (*Elenchus motuum nuperorum a Bateo*, p. 230.)

[2] Memoirs of a cavalier, p. 294.

LIVRE SIXIÈME.

Condamnation du comte de Derby, chef royaliste. Réduction entière de l'Écosse et des îles Shetland. Vues opposées de Cromwell et du parlement. — Accroissement de la marine anglaise. Origine et motifs politiques de la guerre déclarée aux États de Hollande. Succès de Blake. — Nouveaux honneurs accordés à Cromwell. Il est continué dans le titre de gouverneur de l'Irlande. Mort d'Ireton ; son caractère. — Cromwell fait adopter une amnistie en faveur des royalistes. — Il anime les officiers contre le parlement. — Il écarte Lambert du gouvernement d'Irlande, et nomme Fleetwood à la place vacante par la mort d'Ireton. — Entretien de Cromwell avec Whitelocke sur le projet de rétablir un gouvernement monarchique. — Nouveaux succès maritimes de l'Angleterre. — Réunion d'officiers où l'on discute le projet de dissoudre le parlement. — Cromwell chasse violemment cette assemblée. — Scrupules affectés de Cromwell. — Discussions sur la forme de gouvernement à établir. — Formation d'un conseil d'État. — Cromwell convoque une assemblée dont il choisit lui-même les membres.

Après la victoire, commencèrent les supplices, suivant le génie des révolutions. Le parlement fit condamner le brave comte de Derby par une cour martiale ; institution arbitraire que Charles avait abolie dans les premières années de son règne. Plusieurs presbytériens furent exécutés pour ces projets de conspiration qui ne manquent jamais sous un régime oppresseur. Tel était alors l'oubli des principes de justice et d'humanité, que presque tous les prisonniers de l'armée royale[1] furent vendus comme esclaves pour les plantations américaines. Ces barbaries étaient cependant la fin de la guerre

[1] The parliamentary History, v. XX, p. 72.

civile. La révolution triomphait dans les trois royaumes. Les petites îles voisines de l'Angleterre, et qui longtemps avaient servi de refuge aux partisans du roi, suivirent la soumission générale. Jersey, Scilly, furent rendues par les chefs royalistes qui les occupaient depuis le commencement de la guerre. Une femme, la comtesse de Derby, apprenant le supplice de son mari, voulut défendre l'île de Man qu'il lui avait confiée. Elle était française et du sang de la Trimouille. Abandonnée par la garnison qu'elle commandait, son courage fut inutile, et son malheur n'obtint pas même les égards du parlement.

Monk, chargé de poursuivre la réduction de l'Écosse, et maintenant favorisé dans cette entreprise par les grands succès de Cromwell, avait poussé la conquête avec autant d'activité que de rigueur. Maître du château de Sterling, il s'était avancé sur la ville de Dundee, défendue par une forte garnison; et n'ayant pu déterminer le gouverneur à se rendre, il avait renouvelé dans cette ville, prise d'assaut, l'exemple des cruautés de Cromwell en Irlande, et fait tuer, après le combat, le gouverneur et plusieurs officiers. Fidèle à l'excès dans chacun des partis qu'il embrassa, Monk remplit les ordres de Cromwell avec autant de férocité[1] qu'il montra dans la suite de zèle pour la cause de Charles II. Cette politique sanguinaire hâta la soumission du pays; et les villes, les forteresses encore indépendantes, se rendirent volontairement à ces vainqueurs, qui commençaient à punir la résistance plus cruellement qu'on ne punit la révolte. Quelques efforts furent essayés dans les montagnes d'Écosse, où les derniers débris du parti royal se trouvaient également protégés par l'âpreté inaccessible des lieux et le zèle sauvage des habitants; mais ils furent aussitôt réprimés par le colonel Morgan; et la domination anglaise s'étendit dans toutes les parties du royaume, et même jusqu'aux îles Shetland.

Cromwell, après sa grande victoire, s'était hâté de congédier les milices que l'invasion de Charles et le danger de la

[1] Clarendon's History, p. 620.

république avaient réunies sous ses drapeaux. Ce mouvement patriotique, excité si rapidement à la voix du parlement, contrariait les vues du général, qui voulait ne laisser à la république[1] d'autre force et d'autre protection que celle de l'armée qu'il maîtrisait.

Deux objets principaux occupaient le parlement, l'un, de retarder autant qu'il était possible l'époque de sa dissolution; l'autre, d'augmenter la puissance maritime de l'État. Ce dernier projet n'était pas seulement le calcul d'une politique nationale qui portait les forces de l'État vers le point où devait tendre leur développement naturel; il avait encore pour but d'affaiblir l'armée par la concurrence d'une autre force et d'une autre gloire, et sous ce rapport, l'intérêt personnel du parlement s'accordait avec la grandeur de l'Angleterre.

L'intention de hâter la dissolution du parlement fut marquée dès le premier moment du retour de Cromwell. On vit aussitôt reparaître un bill, pour régler la forme et l'époque d'une représentation nouvelle. Cromwell s'en montra le promoteur; mais il rencontrait sur ce point une résistance qu'il n'aurait pas trouvée ailleurs. Sur la seule question de savoir s'il était temps de fixer à l'avenir un terme à la présente session, l'affirmative n'obtint que deux voix de majorité; et, lorsqu'il fallut ensuite fixer ce terme, il fut renvoyé au 3 novembre 1654, ce qui ajournait à trois ans la démission du parlement.

L'impatient Cromwell, qui voyait cette lenteur de la chambre à se dessaisir du pouvoir, avait cherché d'autres moyens d'influence. Whitelocke rapporte une conférence très-remarquable, où Cromwell réunit quelques officiers et plusieurs membres du parlement. Cromwell, sans énoncer d'opinion, proposa la forme monarchique et la forme républicaine. Presque tout le monde reconnut l'avantage d'introduire quelque chose de monarchique dans la constitution de l'État; aveu qui, de la part de tant de républicains, pouvait indiquer seu-

[1] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 366.

lement le progrès de la puissance de Cromwell. Mais sir Thomas Widdrington, en s'arrêtant à cet avis, conclut que cette portion monarchique devait être remise à l'un des fils du dernier roi; et il désigna le duc de Glocester, qui n'avait jamais porté les armes contre le parlement, et qui était alors retenu prisonnier dans l'île de Wight. Whitelocke eut la franchise de soutenir la même opinion. Cromwell rompit la séance en disant : « C'est une affaire d'une difficulté plus qu'ordi-« naire; mais je pense réellement que si la chose pouvait « s'accorder avec le maintien de nos droits, comme Anglais et « comme chrétiens, une constitution dans laquelle il entrerait « quelque élément monarchique serait fort utile. »

Depuis longtemps la nouvelle république d'Angleterre excitait l'inquiétude et la jalousie des Provinces-Unies de Hollande, dont elle avait d'abord imité l'exemple, et qu'elle effrayait maintenant de son ambition et de son pouvoir. Malgré une paix apparente, les Provinces-Unies avaient fourni des secours à la cause royale; la mort de Charles avait été vivement désapprouvée par elles. L'assassinat de l'ambassadeur que leur envoyait le parlement, sans pouvoir leur être imputé, dut augmenter encore entre les deux peuples ces premières causes de défiance et d'animosité. Pendant l'expédition de Charles, le parlement avait essayé de s'assurer leur alliance, et il leur avait député Saint-John, parent et créature de Cromwell. Cette ambassade fut même signalée par une magnificence que la république avait négligée jusqu'alors, et qui parut destinée autant à la sûreté qu'à la pompe du nouvel ambassadeur, que l'on fit escorter par quarante gentilshommes. Cette démarche n'ayant pas amené de convention décisive, Saint-John, esprit ardent et impérieux, fut des plus empressés à réclamer dans le parlement de fortes résolutions contre la Hollande. La fin de la guerre civile ne laissait pas craindre au gouvernement le danger d'une autre guerre. Ceux des républicains qui redoutaient le plus Cromwell s'emparèrent des plaintes et des projets de Saint-John, et pressèrent la chambre de frapper le commerce hollandais par une des prohibitions les plus hardies

et les plus injurieuses. De là naquit ce fameux acte de navigation par lequel, osant borner et régler le commerce des autres peuples, le parlement préparait l'Angleterre au monopole du monde, et la forçait à la domination des mers, pour qu'une prétention si haute ne fût pas insensée. Un des jurisconsultes du parti parlementaire avait déjà annoncé cette audacieuse théorie dans un ouvrage intitulé : *De la souveraineté des mers.* Le parlement osa l'exécuter. Il rendit cet acte, qu'un écrivain appelle la *grande Charte maritime,* comparant son importance au bienfait de la constitution même.

C'est à la fin d'octobre, au moment où il luttait pour prolonger son existence, que le parlement rendit cette loi qui semblait un défi porté à toutes les nations de l'Europe. Un des républicains les plus ardents, le chevalier Vane [1], trésorier de la marine, inspirait surtout ces pensées au parlement. Il disait que l'Angleterre et les Provinces-Unies, ayant toutes deux besoin du commerce, étaient irréconciliables, et qu'il fallait ou que les deux peuples fussent confondus en un seul, ou que l'Angleterre subjuguât la Hollande, ou que, par des prohibitions et des entraves, elle écrasât son commerce. Ce projet d'une réunion, qui, sous le génie impérieux du parlement, n'eût été qu'une forme d'esclavage, avait été depuis longtemps rejeté par les états généraux.

Le parlement s'arrêta du moins à l'idée d'enchaîner le commerce de cette nation rivale. Les principaux articles de cet acte, qui fut conservé, mais faiblement soutenu par Charles II, et dont l'exécution a fait la grandeur de l'Angleterre, prescrivaient qu'aucune production d'Amérique, d'Afrique et d'Asie ne serait importée autrement que sur des vaisseaux anglais, et que chaque peuple d'Europe ne pourrait envoyer sur ses vaisseaux que les productions de son sol et de son industrie. Il était impossible que l'exécution de ce bill n'amenât pas des causes de rupture et de guerre. Ces prétentions de l'Angleterre à l'empire de la Méditerranée faisaient depuis longtemps partie

[1] Stubbs's Farther justification of the war, p. 119, in-4°.

de la politique du long parlement : elles sont exprimées dans les instructions [1] données à l'amiral Blake, en 1650. Mais l'application plus formelle que l'Angleterre en faisait alors blessa l'orgueil et l'intérêt des Provinces-Unies. Elles envoyèrent aussitôt des commissaires pour réclamer contre l'acte de navigation. Les commissaires du parlement répondirent par des réclamations opposées ; ils demandaient qu'on leur livrât les Hollandais qui avaient pris part aux cruautés commises vingt ans auparavant dans les colonies anglaises de l'Inde, et que la Hollande reconnût la suprématie du pavillon britannique. C'était demander la guerre. Les Hollandais s'y présentaient, avec l'habitude du succès et leur célèbre amiral Tromp.

Mais l'Angleterre avait pour elle un de ces hommes supérieurs qui s'élèvent quelquefois dans les révolutions, et qui en sont les véritables héros, lorsque sans ambition personnelle ils n'ont songé qu'à la patrie ; incapables d'attenter à sa liberté, assez généreux pour servir constamment sa gloire, même sous la domination d'un oppresseur.

Blake, longtemps officier de l'armée parlementaire, avait pris fort tard le service de la marine, et s'était rapidement élevé au rang d'amiral. Il remplaça l'expérience par des succès. Lorsque la division commençait entre les deux républiques [2], son escadre rencontra la flotte de Tromp qui lui refusa le salut. Le combat suivit ; et les Hollandais, malgré leur supériorité habituelle, perdirent deux vaisseaux et beaucoup d'hommes, tandis que la flotte de Blake demeura entière et victorieuse. Les Hollandais réclamèrent encore sur cette violation de la paix ; et les deux peuples s'accusèrent mutuellement d'avoir commencé l'attaque. Cromwell [3] et un autre député interrogèrent, au nom du parlement, deux capitaines faits prisonniers dans le combat : sur leur rapport, le parlement rejeta toutes les explications des ambassadeurs de Hol-

[1] Thurloe's State-papers, v. 1, p. 430.
[2] The parliamentary History, v. XX, p. 471.
[3] *Ibid.*

lande; et, accusant cette république d'avoir eu l'intention d'usurper les droits connus de l'Angleterre sur l'Océan, il lui déclara la guerre, déjà commencée par une victoire.

Le parlement, qui, paraissant occupé de sa dissolution, en avait si fort retardé l'époque, renouvela le conseil d'État pour une année, et en fixa le nombre à quarante et un membres. Cromwell et ses principaux amis furent d'abord nommés; mais Vane, Bradshaw, Haslerig, Harrington, Henri Nevil, tous ces républicains, ou fanatiques ou éclairés, mais également intrépides, en faisaient partie. Cromwell [1] reçut en même temps de la chambre une dotation annuelle de quatre mille livres sterling, à prendre sur les domaines confisqués du duc de Buckingham et du marquis de Worcester, et quelque temps après sa commission de capitaine général fut renouvelée et s'étendit encore à l'Irlande. Cromwell venait de perdre dans ce royaume le principal appui de sa grandeur, et peut-être un des obstacles de son ambition, Ireton, son gendre, son ami le plus cher, et pourtant célébré comme un républicain sincère par Ludlow lui-même. Après avoir poussé la guerre d'Irlande et s'être emparé de Limerick, ce général était mort d'une fièvre contagieuse. Aucun homme, suivant Whitelocke [2], n'était plus estimé de Cromwell, et n'avait plus de pouvoir sur lui. C'était un esprit fier et violent; mais d'abord élevé pour l'étude des lois, il porta, au milieu de la guerre civile et jusque dans la proscription de l'Irlande, une sorte de rectitude et de justice sévère. Quelques jours avant sa mort, il avait fait punir un officier anglais pour un acte de violence. Ludlow fait un magnifique éloge de son équité, de ses vertus et de son zèle désintéressé pour la patrie. Le parlement, pour payer ses services, lui ayant assigné un revenu de deux mille livres sterling [3], il s'offensa de cette libéralité, et répondit « qu'il n'avait pas besoin de leurs terres, qu'il n'en voulait « pas; et qu'il aimerait mieux voir le parlement zélé pour

[1] The parliamentary History, v. XIX, p. 230.
[2] Whitelocke's Memorials, p. 440.
[3] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 371.

« le service de la nation, que si prodigue du bien public. »

Il ne paraît pas que le fanatisme religieux ait eu part dans la conduite d'Ireton : il était tout à la guerre et à la politique, et se piquait seulement d'une inflexible sévérité. Dans les rigueurs de son administration d'Irlande, une femme d'une illustre maison étant venue lui demander grâce pour un de ces délits si faciles et si communs sous des lois barbares, il dit à Ludlow : « Quelque cynique que je sois, les larmes de cette « femme m'ont touché, » et il consentit à lui accorder une sauvegarde. Il paraît [1] que Cromwell apprit sans regret la mort d'un parent et d'un ami si zélé pour la république ; et, dans les grands honneurs qu'il fit rendre à sa mémoire, Ludlow ne voit qu'une vanité fastueuse, bien contraire aux intentions d'Ireton, et que ce véritable républicain aurait désapprouvée s'il avait pu la prévoir. En effet, son corps fut enseveli avec beaucoup de solennité dans Westminster, parmi les tombeaux des rois. La chambre ordonna en même temps que ses enfants et sa veuve, fille de Cromwell, jouiraient d'une pension de deux mille livres sterling, assignée sur les terres d'un seigneur proscrit.

C'est une chose remarquable que l'activité du parlement dans la dernière époque de son existence incertaine et menacée. Cromwell, lorsqu'il se fut emparé du pouvoir, exécuta peu de grandes choses qui n'aient été dès lors conçues et commencées. Aussitôt que la conquête fut affermie en Écosse et en Irlande, l'idée de réunir les trois royaumes frappa cette assemblée. Des commissaires furent envoyés en Écosse pour préparer cette réunion qui devait avoir pour résultat de détruire dans ce pays la puissance féodale des seigneurs, et de faire entrer l'Écosse en partage du gouvernement et de la représentation britanniques. Le parlement tournait aussi son attention sur un projet souvent réclamé dans les adresses de l'armée, l'introduction de la langue nationale dans la jurisprudence et la procédure des tribunaux. Enfin, il s'occupait de pourvoir à

[1] Ludlow's Memoirs, v. II, p. 603.

tous les besoins de la guerre maritime qu'il avait entreprise, et que de grands succès justifièrent bientôt. La vente du bien des proscrits, la confiscation des domaines royaux en Écosse, l'accroissement des impôts, étaient les ressources de cette guerre. Le peuple supportait ces charges sans murmure; et le parlement, couvert de la gloire de ses amiraux, paraissait redoutable à toute l'Europe, tandis que le bras de Cromwell était levé pour l'abattre.

Les victoires de Blake se succédaient rapidement. George Ayscough, envoyé l'été précédent pour réduire sous l'autorité de la république les possessions anglaises dans les mers de l'Inde, était revenu vainqueur et s'était réuni à Blake. Cet amiral le chargea de défendre les côtes d'Angleterre, et vint détruire les pêcheries hollandaises [1] au nord de l'Écosse. Le commerce de harengs, qui compose la richesse des Hollandais, et qui se fait presque sans aucuns frais, sur de petits vaisseaux montés par des enfants et des femmes, était sous la protection de douze vaisseaux de guerre que Blake enleva facilement, et dont la prise lui livra l'immense convoi qu'ils escortaient. De plus hardis succès attendaient les armes de Blake. George Ayscough, en son absence, avait vaincu près de Plymouth la flotte de Tromp. Blake, sans déclaration de guerre, sans ordre du parlement, attaqua une escadre française qui protégeait le commerce de la ville de Dunkerque contre l'Espagne. Il s'empara de plusieurs vaisseaux, et fit un grand nombre de prisonniers. Telle était l'indépendance de l'amiral anglais et la faiblesse de l'administration française, que cette violation de la paix n'attira nul reproche à Blake, et n'excita point la guerre entre les deux États. Le parlement [2] consentit à rendre les soldats et les matelots prisonniers. Mais cette diversion avait fait tomber Dunkerque aux mains des Espagnols, ennemis de la France. Blake, dans un nouveau combat contre Ruyter, s'empara du vaisseau vice-amiral, et

[1] The life of admiral Blake, p. 58.
[2] The parliamentary History, v. XX, p. 100.

coula à fond deux autres vaisseaux. Enfin il eut la gloire de combattre ensemble les deux grands hommes de la Hollande, Ruyter et Tromp, réunis à la tête d'une flotte deux fois supérieure en nombre à l'escadre anglaise ; et s'il fut réduit à céder, il renvoya la flotte victorieuse plus maltraitée que ne l'était la sienne.

Ces événements se pressèrent en moins d'une année, et agrandirent dans toute l'Europe le nom de la république d'Angleterre qui allait tomber sous le joug de Cromwell.

Ce général commençait à déployer une modération jusque-là fort étrangère à sa politique, et dont les ambitieux ne s'avisent guère dans les révolutions que lorsqu'ils croient le temps venu de les terminer à leur profit. Il faut voir [1] dans Ludlow l'inquiétude des républicains sur cette conduite. Cromwell se rapprochait chaque jour davantage des membres du parlement qui avaient été le plus contraires à la violence de ses desseins. En même temps il affectait de protéger les royalistes, et il pressait de tout son crédit l'adoption d'un acte d'amnistie en leur faveur. Par ces ménagements, il cherchait à se faire un appui hors du parti républicain, et semblait déjà prévoir que les plus incommodes adversaires de son usurpation ne se trouveraient point parmi ceux qui avaient combattu la révolution. Il alléguait avec art la nécessité de calmer les esprits et de prévenir un désespoir qui armerait de nouveau les partisans de la cause royale. Cependant l'acte d'amnistie éprouva beaucoup de résistance ; ceux qui espéraient que de nouveaux jugements produiraient des confiscations utiles à l'État voulaient en différer l'adoption. L'ascendant et la volonté de Cromwell emportèrent la loi, qui fut promulguée le 21 mars 1652, époque où la cause royale avait encore des défenseurs sous les armes dans plusieurs parties de l'Écosse et de l'Irlande.

Rien ne put fléchir l'obstination du général, dit Ludlow [2] et l'acte passa, le parlement ne pouvant se résoudre à lui refu-

[1] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 448.

[2] *Ibid.*

ser aucune demande tant soit peu spécieuse. Toute l'Angleterre sut qu'on en était redevable à Cromwell [1], qui rejetait ainsi sur les républicains la haine de ses propres violences.

Cependant Cromwell, en même temps qu'il accoutumait les royalistes à sa protection et à son indulgence, se ménageait un appui parmi leurs plus implacables ennemis. Il affectait, plus que jamais, de faire l'honnête homme, dit Ludlow, pour attirer dans son intérêt le colonel Harrisson et le colonel Rich; mais cela concourait encore à son but principal. En présence de ces sectaires intraitables, il déclamait contre la corruption du clergé et de la justice. Mais il avait soin de tourner leur haine sur le parlement, dont la mollesse entretenait tous ces abus. Il allait publiant partout que ce corps, sans aucune vue de bien public, ne cherchait qu'à se perpétuer dans le pouvoir. Enfin, Ludlow convient qu'à force de calomnies il était parvenu à faire désirer la dissolution du parlement, à beaucoup de gens des plus honnêtes et des mieux intentionnés [2]; ce qui chez Ludlow signifie nécessairement les plus zélés républicains : et comme il y a toujours dans les grandes assemblées des hommes disposés à trahir leur propre pouvoir en faveur de la puissance qui s'élève, des membres mêmes du parlement se prêtèrent aux vues de Cromwell. Les chaires des églises commencèrent à retentir de déclamations contre le parlement. On prédisait sa dissolution comme prochaine et ordonnée par le Seigneur. Cromwell, qui inspirait ces faciles prophéties, paraissait les désavouer. Il cherchait encore à couvrir sa puissance de l'assentiment de la chambre, et il affectait même de conserver tous les scrupules d'un républicain. Il se servit de ce dernier moyen pour écarter Lambert, dont il redoutait l'ambition, et qui, par cette ambition même, se réduisit plus tard au rôle de l'un des plus dociles instruments du protecteur. La commission de lord lieutenant d'Irlande, dont Cromwell avait été revêtu pour trois ans, était expirée, et la mort d'Ire-

[1] *Elenchus motuum nuperorum in Anglia*, p. 204.
[2] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 449.

ton laissait vacant le poste où Cromwell l'avait placé lui-même. Le parlement désigna pour la remplir le lieutenant général Lambert, qui depuis longtemps ambitionnait cet honneur. Cromwell [1] et ses amis dirent hautement qu'un pareil titre et le pouvoir indépendant qui s'y attachait, étaient un reste des formes monarchiques, incompatible avec un État républicain. Le parlement, docile aux vues de Cromwell, et voulant pourvoir sous un titre plus modeste à l'administration de l'Irlande, se contenta de voter que l'acte qui nommait Olivier Cromwell capitaine général des forces et des armées anglaises, s'étendrait à l'Irlande, et que le général serait requis de déléguer quelqu'un pour commander en son nom. Cromwell choisit Fleetwood, auquel il avait donné en mariage sa fille, veuve d'Ireton, et qui avait ce qu'il faut de talent pour bien servir sans pouvoir se passer d'un maître. Il eût souhaité que l'administration civile fût confiée à Whitelocke, dont le crédit et l'impartialité le gênaient dans le parlement. Mais Whitelocke refusa cet honneur, en proportion même des instances que Cromwell fit personnellement près de lui.

Cromwell alors fit attribuer à Fleetwood les fonctions civiles ainsi que le pouvoir militaire. Le but principal de Cromwell était d'affaiblir en Irlande l'autorité de Ludlow, que lui-même y avait envoyé, mais dont il redoutait l'indépendance et le courage. Cependant le lieutenant général Lambert parut d'abord profondément blessé de l'injurieuse exclusion que lui attirait Cromwell. Il éclata par des plaintes amères contre le général et son parti; mais cette âme altière et avide de pouvoir consentit bien vite à prendre le change dans ses ressentiments; et Cromwell se servit de l'offense qu'il avait faite à Lambert pour lui inspirer une haine violente contre le parlement qui s'en était rendu l'instrument, et pour préparer ainsi, par le concours d'un si redoutable ennemi, la chute du seul pouvoir qui fît obstacle à son ambition. Le parlement n'ignorait pas ces attaques artificieuses et opiniâtres; et Cromwell,

[1] Ludlow's Memoirs, v. I, p. 415.

sans révéler toute sa haine, tentait le zèle de ses amis en leur confiant à demi, et avec une sorte de regret, les violences qu'il méditait contre le parlement.

Ce fut ainsi qu'il se plaignit à Vernon, quartier-maître général de l'armée, que deux partis opposés le poussaient à un dénoûment auquel il ne pouvait songer qu'*il ne sentît ses cheveux se hérisser*. « L'un de ces partis, disait-il, est conduit « par le major général Lambert, qui ne peut pardonner l'in- « jure que le parlement lui a faite en ne lui permettant pas « de commander en Irlande avec un titre égal à son mérite. « L'autre parti a pour chef le major Harrisson ; c'est un hon- « nête homme qui a de bonnes intentions, mais tant d'impa- « tience qu'il ne peut attendre le jour du Seigneur ; il me « presse de faire une chose dont lui et tous les honnêtes gens « auront lieu de se repentir. » Affectant ainsi d'être emporté par des factions qu'il avait lui-même entretenues ou fait naître, Cromwell voulait amener les choses dans un tel désordre qu'on eût besoin d'un médiateur pour sauver la nation de la fureur des partis.

En butte à ce dangereux adversaire, le parlement avait pour sa défense le succès de sa flotte. La fin de l'année 1652 était marquée par de nouvelles victoires ; et la guerre, continuant toujours, exigeait de grands armements maritimes qui favorisaient le projet de réduire l'armée de terre. Le parlement décréta que plusieurs régiments seraient employés dans le service de la marine. Cromwell, qui connaissait le caractère et l'âme républicaine de Blake, eut soin de faire passer sur la flotte, avec le titre de vice-amiral, le lieutenant général Monk, dont il avait éprouvé la docilité en Écosse.

Ludlow raconte que, sous le prétexte de fournir aux frais de la guerre de Hollande et dans l'intention réelle de traverser Cromwell, le comité maritime proposa de vendre Hampton-Court et les autres maisons royales, qui pouvaient être des amorces pour l'ambition d'un usurpateur.

La supposition de Ludlow est bien naïve, et la souveraineté même sans apanage n'en aurait pas moins tenté Cromwell ;

mais il est possible que le parlement, par une illusion assez commune, s'amusât gravement à proscrire les restes de la magnificence monarchique, au moment même où il abandonnait à Cromwell la réalité du pouvoir. Les corps s'occupent de formalités extérieures, tandis qu'ils perdent la force, et c'est ordinairement la veille d'une usurpation qu'on renouvelle le serment à la liberté.

On ne peut douter que Cromwell ne pensât dès lors à se faire roi, et que les incertitudes d'une si grande ambition n'aient seules prolongé l'existence du parlement. Whitelocke, que Cromwell estimait, et dont il consultait l'opinion dans toutes les circonstances décisives, a transcrit fort longuement une conversation qu'ils eurent à cette époque. On y peut voir et la politique du général et l'aveu de sa puissance, dans la bouche même d'un républicain. Cromwell, qui avait recherché cet entretien, après de grands témoignages de confiance pour Whitelocke et d'inquiétude sur la chose publique, reprend l'éternel reproche fait au parlement d'envahir toutes les places et tous les honneurs au préjudice de l'armée, dont il peint le mécontentement et la résistance. Ce partage inégal, la corruption et l'iniquité du parlement, la vie scandaleuse de ses principaux membres, lui paraissent menacer l'État d'une ruine inévitable, à moins qu'il ne s'élève un pouvoir assez fort pour redresser tant d'abus. Whitelocke alléguant que le parlement ne peut être redressé, puisqu'il est la suprême autorité [1], Cromwell laisse échapper toute son ambition dans ces mots : « *Et si quelqu'un se faisait roi?* » Whitelocke, qui cédait volontiers à la force, mais qui tenait beaucoup au maintien des formes de la liberté, prouve très-bien que Cromwell n'a pas besoin de ce titre. « Vous possédez déjà, dit-il, tout le pou-
« voir militaire comme général ; votre influence détermine
« les nominations dans le civil. Sans que vous ayez le privi-
« lége d'un vote négatif, les lois que vous n'approuvez pas
« sont rarement admises ; les taxes une fois établies, vous

[1] Whitelocke's Memorials, p. 524.

« disposez de l'argent. Quant aux affaires du dehors, si le « cérémonial des ambassades s'adresse à la chambre, c'est de « vous que dépend le succès. C'est près de vous que se font « les démarches particulières des ministres étrangers. » Cromwell, dans sa réponse à cette objection qui n'avait pas dû lui déplaire, paraît croire, d'après d'anciens exemples, que le titre de roi donnerait plus de stabilité à ses actes, et plus de sécurité à ses partisans. Mais Whitelocke, ayant prouvé sans peine que ce titre ne serait pas une garantie contre la victoire du parti contraire, ne craignit pas d'aller plus loin et de montrer que cette ambition du général changeait la question politique, et qu'au lieu de laisser le débat entre la monarchie et la liberté, elle le transportait sur un terrain moins favorable entre Cromwell et Stuart. Ce parallèle conduisit Whitelocke à une révélation plus hardie. Après avoir exposé les périls de l'État, les jalousies, les inimitiés qui environnaient Cromwell, il lui conseilla de profiter de la mauvaise fortune de Charles II pour lui rendre avec avantage un trône qu'il ne pouvait garder.

« Vous pouvez, lui dit-il, par un traité secret, assurer votre « fortune et celle de vos amis. Vous pouvez donner à vous et « à votre postérité autant de grandeur et de consistance, sui« vant les probabilités humaines, qu'un sujet en a jamais « obtenu. Vous pouvez donner au pouvoir monarchique des « limites qui garantiront nos libertés civiles et religieuses, et « la cause dans laquelle nous sommes tous engagés. Il vous « suffira, pour atteindre ce but, de conserver dans vos mains « le commandement de la milice. » Cromwell, sans paraître offensé d'un semblable conseil, rompit la conversation, et depuis lors il rechercha beaucoup moins l'entretien de Whitelocke, et fut avec lui froid et peu communicatif, jusqu'au moment où il trouva l'occasion de l'éloigner par une ambassade. Du reste, on ne doit pas s'étonner que ce conseil ait mal réussi, et l'on n'y reconnaît pas le grand sens de Whitelocke. Les garanties mêmes qu'il voulait ménager dans une pareille transaction en prouvaient l'absurdité. Cromwell ne se serait

jamais fié au pardon, ni Charles au repentir. Le roi aurait redouté les sauvegardes qu'il aurait accordées. La politique est plus sévère que la religion : il y a pour elle des crimes inexpiables, et des conversions impossibles, parce qu'on doit les supposer telles.

Cromwell, qui ne voyait avec raison de sûreté personnelle que dans la grandeur de son pouvoir, et qui cherchait seulement quelle forme il donnerait à ce pouvoir, renouvela, dans d'autres occasions, l'épreuve qu'il avait faite sur l'esprit de Whitelocke. Quelques ministres puritains de Londres qu'il consulta sur son projet le trouvèrent illégal et impraticable. Il discuta tranquillement le premier point, et leur demanda l'explication du second. « Votre projet, lui répondirent les « ministres, est opposé aux vœux de la nation; vous aurez « contre vous neuf personnes sur dix. — A la bonne heure, » dit Cromwell, laissant échapper son secret, qui est une des plus anciennes vérités du monde; « mais si je désarme les « neuf premiers, et que je mette une épée dans la main du « dixième, cela ne fera-t-il pas l'affaire? »

La résistance qu'il trouvait dans les idées républicaines des parlementaires et des ecclésiastiques les plus dévoués à sa cause le déterminait à ne se plus servir que de l'armée pour achever l'établissement de son pouvoir.

D'une autre part, le souvenir des Stuarts, rappelé même devant lui par ceux qui songeaient au retour d'une forme monarchique, l'avertit d'éloigner d'Angleterre le plus jeune des fils de Charles, le duc de Glocester, retenu prisonnier dans l'île de Wight. Cet enfant fut renvoyé en Hollande, près de sa sœur, douairière d'Orange. Cette précaution prise, Cromwell ne s'adressa plus qu'à l'armée pour y trouver l'appui de ses desseins. Il inspirait ouvertement à tous ses officiers un esprit de haine et de mépris contre le parlement. Il publiait partout ces mêmes accusations qu'il avait confiées à l'oreille de Whitelocke. Une réduction de mille livres sterling par mois sur la paye de l'armée, quoique opérée de l'avis même de Cromwell, augmenta cette animosité militaire qui s'exhalait par les termes

les plus outrageux. Dans cet avilissement de l'autorité législative, les flottes anglaises maintenaient au plus haut degré la gloire de l'Angleterre. Une nouvelle bataille, disputée trois jours, coûta soixante et dix vaisseaux à la Hollande. Ses armées étaient humiliées, son commerce détruit, ses pêcheries interrompues; et tout cela pour un point d'honneur. Une république marchande ne pouvait soutenir plus longtemps, pour un semblable motif, une guerre si ruineuse. Le gouvernement hollandais se résolut à demander la paix, et consentit à reconnaître la suprématie des Anglais dans les mers britanniques, et même à leur payer trois cent mille livres sterling. Neuport et quelques autres négociateurs furent envoyés avec ces instructions. Mais les affaires du parlement étaient trop mauvaises dans l'intérieur, pour qu'il abandonnât volontiers une guerre qui seule lui donnait encore de l'action et de l'importance. Il y avait d'ailleurs dans cette assemblée une âpreté de patriotisme, un sentiment de grandeur nationale difficile à satisfaire. Les négociateurs hollandais, voyant qu'ils n'obtiendraient rien de ce côté, tournèrent toutes leurs vues et toutes leurs intrigues vers Cromwell, dont l'intérêt était différent. Ludlow ajoute même qu'ils eurent part au projet de dissoudre le parlement, et qu'ils encouragèrent Cromwell à cette violence qui leur promettait un nouveau gouvernement plus favorable à la paix.

Mais Cromwell avait peu besoin d'être excité, et il trouvait d'ailleurs assez d'encouragement et d'appui dans les prétentions des militaires, et leur mépris pour les gens de robe qui régnaient par les victoires de l'armée. Chaque jour les officiers adressaient au parlement des pétitions plus expressives, et où on lui demandait plus clairement de se séparer. On lui répétait qu'il ne pouvait pas faire d'action plus populaire. La foule de ceux qui tenaient ce langage prévoyait bien sans doute que la dissolution du parlement ne servirait qu'à l'élévation d'un homme; mais, amis du pouvoir absolu, comme militaires, et attendant tout de Cromwell comme ses créatures, ce n'était pas là ce qu'ils devaient éviter ou craindre. Un seul officier,

le major Streater, montra plus de noblesse et de franchise. Il déclara [1], dans une réunion militaire, que le général voulait s'élever au-dessus de tout le monde, et que c'était trahir la cause glorieuse pour laquelle tant de sang avait coulé. Il parlait devant Harrisson, l'un des plus ardents soutiens de l'indépendance, considéré pour ses talents militaires et son désintéressement, toujours appelé honnête homme par Ludlow, mais infatué des rêveries d'une secte qui s'intitulait *les gens de la cinquième monarchie*, parce qu'elle attendait sur la terre une royauté spirituelle en la personne de Jésus-Christ. Cet homme, instrument d'autant plus admirable qu'il était dupe, répondit gravement qu'il était bien assuré que le général ne se cherchait pas lui-même dans cette œuvre, mais qu'il faisait cela pour préparer la voie à Jésus-Christ, et lui mettre le sceptre dans la main. Le major Streater répliqua « que si Jésus-« Christ ne se dépêchait, il arriverait trop tard, et trouverait « la place prise. »

Cependant la chambre des communes, attaquée de toutes parts, s'occupait le plus lentement possible d'un bill sur les prochaines élections et sur la forme de l'assemblée qui devait lui succéder. Mais Cromwell, après quatre mois d'intrigues et d'attente, désespérant d'amener la chambre à se dessaisir volontairement du pouvoir, résolut d'aviser lui-même à sa dissolution.

Le 19 avril, il réunit dans son logement de White-Hall ses principaux amis du parlement et de l'armée, pour discuter cette grande question. Quelques députés, dociles à l'ascendant de Cromwell sur tout autre point, s'opposèrent à la dissolution comme à une mesure illégale que ni la conscience ni la politique ne sauraient approuver. Personne ne s'expliqua si librement que Whitelocke et sir Widdrington. Mais le jurisconsulte Saint-John, parent de Cromwell, insista sur la nécessité de dissoudre, sans délai, le parlement. Ce fut le vœu de tous les officiers présents. Ils dirent clairement que la chose

[1] The life of Oliver Cromwell, p. 236.

était *indispensable, et qu'il fallait la faire d'une manière ou d'une autre*. Cromwell parut désapprouver la violence, ou plutôt l'indiscrétion de ces dernières paroles.

Le lendemain on se réunit encore chez le général, et on discuta la formation d'un conseil provisoire de quarante personnes, officiers et députés, pour faciliter la dissolution immédiate de la chambre, et assurer le gouvernement jusqu'aux nouvelles élections. Whitelocke nous raconte qu'il combattit le projet par la crainte d'être personnellement appelé à ce conseil; mais pour beaucoup d'autres, cette chance devait être un motif d'ambition et de complicité. Cromwell, informé durant ce débat que la chambre était assemblée et qu'elle allait se dissoudre, rompit la conférence. Les députés qu'il renvoyait se rendirent à la séance et la trouvèrent occupée par l'examen d'un acte indifférent, qui devait entraîner d'autres débats et prolonger encore la session. Ludlow, qui était alors éloigné du théâtre des événements, et qui, par un sentiment naturel, aimait à charger de tous les torts le destructeur de la liberté, prétend que Cromwell ne voulut pas laisser à la chambre la popularité d'une démission volontaire, et qu'il eut la mauvaise foi de la chasser à l'instant où elle allait se dissoudre. Mais, d'après le récit de Whitelocke, Cromwell ne choisit la violence qu'à la dernière extrémité. Cette supposition, plus vraisemblable, s'accorde mieux avec l'intérêt manifeste de Cromwell et l'ambitieuse fermeté du parlement.

Tandis que Cromwell, resté à White-Hall, après avoir congédié ses amis, attendait d'heure en heure la dissolution volontaire de la chambre, le colonel Ingolsby accourt lui annoncer que la chambre s'avise de délibérer sur un autre sujet, et qu'elle cherche à retarder ce dénoûment. Cromwell, dans un transport de colère, fait commander quelques compagnies de grenadiers, marche à leur tête à Westminster, distribue les soldats dans le vestibule, près de la porte, et entre brusquement dans la salle. Cependant il s'assied, il écoute, et de sa place fait signe au major Harrisson de s'approcher. *Le temps est venu*, dit-il, *le parlement est assez mûr pour être dissous*. Le

major racontait lui-même à Ludlow qu'il répondit : *Monsieur, c'est une grande et dangereuse entreprise, et je vous prie d'y faire une sérieuse attention, avant de vous y engager.* Cromwell parut se calmer. Quelques minutes après, il se lève : *C'est le temps,* dit-il à Harrisson, *il faut le faire.* Et interrompant la discussion, il commence une invective contre le parlement, lui reproche, dans les termes les plus outrageants, « de n'avoir « pas de cœur au bien public, d'embrasser les sales intérêts « des presbytériens, de soutenir la tyrannie des légistes, de « s'éterniser dans le pouvoir, et d'être un instrument indigne, « que le Seigneur a rejeté. » Il semblait, en parlant, tout hors de lui et tout agité de fureur. Dans le trouble de cette scène, le chevalier Wentworth prend la parole, pour s'étonner qu'un discours si peu convenable soit adressé au parlement, et, ce qui est plus extraordinaire, sorte de la bouche d'un homme que le parlement avait comblé d'estime et d'honneur. Mais Cromwell s'élançant au milieu de la salle : *Allez, allez,* dit-il, *je mettrai fin à votre babil.* Puis courant çà et là, et frappant du pied : *Vous n'êtes plus un parlement,* s'écrie-t-il, *je terminerai vos séances. Qu'on les fasse entrer, qu'on les fasse entrer!* A ces mots, la porte étant ouverte par l'huissier même du parlement, le lieutenant-colonel Wolsey paraît à la tête de deux files de mousquetaires qui parcourent la salle. Le chevalier Vane, l'un des meilleurs républicains de l'assemblée, dit à haute voix que ce procédé n'est pas légal, qu'il est contraire à tout principe. Cromwell, s'emportant à de nouvelles injures, s'écrie comme un homme égaré : *Chevalier Henri Vane, Henri Vane, le Seigneur me délivre du chevalier Vane.* Puis regardant Martin et Wentworth, il dit dans un langage plus cynique : *Voilà des débauchés ;* à d'autres : *Voici des ivrognes;* à d'autres : *Voici des hommes injustes et corrompus, des chrétiens scandaleux.* Puis montrant la masse de l'orateur : *Otez de là cette marotte,* dit-il.

Pendant ce tumulte, l'orateur était demeuré immobile dans sa chaire. Le major Harrisson vint à lui, et l'avertit d'en descendre. L'orateur ayant répondu qu'il ne céderait qu'à la

force : *Je vous prêterai mon bras,* dit Harrisson, et il le tira violemment de son siége. Cependant Cromwell disait à la foule des membres du parlement : « C'est vous qui m'avez forcé de « faire cela, car j'ai cherché nuit et jour le Seigneur, afin « qu'il me fît mourir plutôt que de m'employer à l'exécution « d'une telle œuvre. » Allen, membre du parlement et autrefois trésorier de l'armée, hasarda de répondre que les choses pouvaient encore se réparer, qu'il suffisait d'éloigner les soldats et de rapporter la *masse*. Mais Cromwell, dans une nouvelle fureur [1], prenant tout à coup Allen à partie, l'accusa d'être redevable de cent mille livres sterling, le menaça de le poursuivre, et le fit arrêter par un soldat ; ensuite il donna des ordres pour enlever tous les papiers de la chambre ; il arracha lui-même au clerc le projet de l'acte de dissolution ; et, après avoir vu sortir devant lui tous les membres, il fit fermer les portes, et se retira dans le palais de White-Hall [2].

Ainsi tomba le pouvoir de ce parlement, qui avait renversé le trône. Sa chute fut généralement agréable à l'Angleterre, fatiguée de sa durée tyrannique. Les royalistes triomphèrent de cet événement comme d'une vengeance ; quelques-uns en tirèrent des probabilités favorables à leurs vœux ; beaucoup d'autres, sans se faire illusion sur les projets de Cromwell, et détestant son crime, pardonnèrent à son despotisme, et virent, avec une aveugle joie, cette liberté, qui leur avait été si fatale, punie et humiliée par la main d'un oppresseur.

Les hommes indifférents et éclairés, s'il y en avait alors, ne purent apercevoir dans cette catastrophe que le dénoûment honteux et inévitable de toute révolution qui, renversant l'ordre social, tombe elle-même sous le joug de la force qu'elle

[1] Ludlow's Memoirs, v. II, p. 458.

[2] Le lendemain, on trouva écrit sur la porte de la chambre : « Maison à louer, non meublée. » Ce burlesque coup d'État fut annoncé de la manière suivante, dans le *Mercurius politicus* (p. 323), gazette autorisée : « Le lord général a développé dans le parlement divers motifs pour fixer immédiatement le terme des séances, ce qui a été fait sans difficulté. L'orateur et tous les membres s'étaient retirés. Les causes de cette mesure seront probablement publiées sous peu de temps. »

emploie. Ce parlement, destructeur de la constitution de l'État, violateur des lois qu'il avait faites, persécuteur de ses propres membres, ce parlement que tant de proscriptions successives, et l'intervention des soldats réclamée par les indépendants avaient réduit à une minorité sans force et sans droit; ce parlement, dont la durée, dont le nom même était une usurpation, n'avait au fond aucune plainte légitime à faire, et subissait l'exemple qu'il avait donné. Le jour où les indépendants firent mettre des gardes à la porte de Westminster, firent chasser, firent arrêter leurs collègues par les dragons du colonel Pride, ce jour-là ils justifièrent d'avance Cromwell, ils méritèrent ce qu'ils souffrirent. Et par une circonstance remarquable, ce premier attentat contre la liberté du parlement avait été l'époque et l'occasion du grand crime contre le trône, dont la chute entraîna bientôt les derniers débris de la puissance civile, et le parlement lui-même.

Un républicain célèbre, auquel Montesquieu fait le reproche, applicable à beaucoup d'autres, de *n'avoir cherché la liberté qu'après l'avoir méconnue*, Harrington, qui siégeait dans cette assemblée si violemment détruite, avoue qu'elle formait une oligarchie sans contre-poids et sans règle. Il va même jusqu'à célébrer la violence exercée par celui qu'il appelle un *victorieux capitaine*, un *incomparable patriote*[1]; et il lui suppose la généreuse ambition, il le flatte de la gloire de ressembler à Lycurgue, en se faisant l'unique législateur d'un peuple pour lui donner plus sûrement la liberté. Milton prodiguait à Cromwell les mêmes éloges, en affectant la même confiance. Ces prières, ces adulations adressées à un général tout-puissant pour obtenir de lui cette liberté qui ne se donne pas, amusèrent quelque temps l'espoir des républicains sincères, et servirent de décoration à l'esclavage des autres.

Cromwell, ainsi délivré de la chambre des communes, seul pouvoir de l'Angleterre, n'avait aucun motif de conserver le conseil d'État institué par elle, en partie composé de ses

[1] Commonwealth of Oceana, p. 49.

membres, et qui était en quelque sorte son ministère. Cromwell se rendit le soir du même jour au lieu des séances du conseil d'État ; il était accompagné de Lambert, servile et ambitieux instrument de sa grandeur, et du major Harrisson, qui poussa jusqu'au dernier moment son fanatisme et sa bonne foi. « Messieurs, dit Cromwell, si vous êtes assemblés comme « particuliers, votre réunion ne sera pas troublée ; mais si « vous êtes formés en conseil d'État, ce n'est pas un lieu « propre à vous recevoir ; et, comme vous ne pouvez ignorer « ce qui s'est fait ce matin à la chambre, apprenez également « que le parlement est dissous. » Bradshaw, président du conseil, répondit avec noblesse : « Nous savons ce que vous « avez fait ce matin à la chambre, et dans peu d'heures toute « l'Angleterre le saura. Mais vous vous trompez de croire le « parlement dissous. Il n'y a sous le ciel d'autre autorité que « la sienne qui puisse le dissoudre ; sachez cela. » Le républicain Haslerig et quelques autres élevèrent aussi la voix. Mais enfin le conseil d'État[1], redoutant une violence pareille à l'expulsion de la chambre, se sépara sans résistance.

Au moment où Cromwell fut seul maître, il affecta d'être inquiet et embarrassé d'un si grand pouvoir ; et, ayant fait venir deux officiers qui s'étaient montrés peu favorables à son élévation, il leur dit « qu'il était épouvanté du fardeau « des affaires. Il les pria de le délivrer des tentations qui le « menaçaient, et d'aller immédiatement chez le chef de la « justice, Saint-John, et chez Selden, autre jurisconsulte cé« lèbre, pour les persuader de faire au plus vite un plan de « gouvernement qui retirât le pouvoir d'entre ses mains. » L'un de ces officiers, le major Salloway, lui répondit : « Vous « avez, monsieur, un moyen très-simple d'éviter la tentation, « c'est de ne pas vous y croire exposé, et de rester convaincu « que le gouvernement de la nation appartient au peuple an« glais. » Mais cette opinion, qui avait fait la révolution, commençait à perdre de sa force devant la fortune croissante

[1] Ludlow's Memoirs, v. II, p. 461.

et le génie de Cromwell. Dans une déclaration qui parut le 22 avril, sous la signature du lord général et de son conseil d'officiers, il n'est plus parlé de la suprême autorité du peuple. C'est l'armée qui a voulu remédier aux abus, et prévenir la perpétuité du parlement ; il lui a paru nécessaire que l'autorité fût transmise par le parlement à des personnes honnêtes et craignant Dieu. On indique dans la déclaration les conférences que Cromwell avait ménagées à ce sujet avant la dissolution de la chambre.

On ajoute que le parlement a voulu se perpétuer, et qu'il exposait ainsi les honnêtes gens et la bonne cause à tous les maux. « Alors, dit la déclaration, nous avons été nécessités, « quoique avec répugnance, de mettre fin à ce parlement ; ce « que nous avons fait dans la droiture de notre cœur, avec « l'intention pure et manifeste d'appeler au gouvernement des « personnes d'une honnêteté et d'une fidélité reconnues. » Ces paroles sont remarquables, parce qu'elles préparent et expliquent le parti singulier que prit bientôt Cromwell, qui, n'osant pas priver les Anglais de l'apparence d'une assemblée, et craignant de hasarder son pouvoir contre la liberté des élections populaires, nomma lui-même tous les membres d'un nouveau parlement. Les derniers mots de la déclaration étaient un ordre à tous les officiers judiciaires et civils de continuer l'exercice de leurs fonctions, et à toute personne de leur rendre obéissance, comme pendant la session du parlement. Ce dernier ordre ne trouva point de résistance. Il semblait que tout fût préparé pour recevoir une puissance nouvelle. Les comtés, les corps militaires, les flottes se soumirent. Les adresses, les félicitations arrivaient de toutes parts. Le sage Whitelocke lui-même, après la déclaration, ne se fit pas scrupule de continuer ses fonctions de commissaire du sceau, se disant à lui-même pour excuse[1], qu'il était nommé par le parlement ; et il apposa le sceau de la république aux ordres absolus de Cromwell.

[1] Whitelocke's Memorials, p. 530.

Du reste, la première forme du gouvernement fut toute militaire. Cependant dès le premier jour les officiers de l'armée avaient senti le besoin de quelque réunion, de quelque convention civile, qui pût conserver, aux yeux du peuple, le nom de parlement. Dans une conférence qu'ils avaient tenue à ce sujet, Lambert, plus occupé de sa fortune que de la conservation des formes républicaines, voulait restreindre les dépositaires du pouvoir souverain à un nombre très-borné, à une espèce de décemvirat, dans lequel il espérait se placer lui-même, et qui lui paraissait devoir opposer moins de résistance aux vues de Cromwell. Harrisson, fidèle [1] à ses idées mystiques, insistait pour une réunion de soixante et dix personnes. Il était singulièrement frappé du rapport de ce nombre avec l'ancienne composition du sanhédrin de Jérusalem, et il y voyait un argument décisif pour l'Angleterre. Cependant ces idées particulières ne purent dominer au milieu de gens qui, pour la plupart, commençaient à rectifier leur fanatisme par l'habitude des affaires et des idées politiques; et le conseil des officiers, sous l'inspiration de Cromwell, choisit le mode qui conciliait le mieux les souvenirs de l'Angleterre et les apparences de la liberté avec le pouvoir du général. On convint que chaque comté, suivant la part qu'il avait aux dépenses publiques, enverrait un nombre plus ou moins considérable de personnes, sur la désignation du conseil des officiers.

Ce fut peu de jours après cette résolution que Cromwell érigea un conseil d'État, auquel il reporta toute l'autorité dont jouissait le conseil des officiers. Dans cette assemblée on put remarquer le général Lambert, qui recevait ce prix de son ardente et servile ambition; le colonel Wolsey, dont le titre était d'avoir chassé le parlement; le colonel Tomlinson, qui avait conduit le roi à l'échafaud; Desborough, officier intrépide et beau-frère de Cromwell; Hewson, élevé par son courage du rang le plus obscur; Ashley Cooper, qui dans la suite servit la cause de Charles II avec emportement; Harrisson,

[1] Ludlow's Memoirs, v. II, p. 462.

d'une bonne foi si opiniâtre, qu'il ne s'aperçut de l'ambition de Cromwell que le jour de son usurpation, et qu'il se fit alors proscrire, après l'avoir servi jusque-là sans scrupule et sans réserve.

Thurloe fut nommé secrétaire de ce conseil, et dès lors s'attacha particulièrement à Cromwell, dont il devint le ministre et le confident. C'était un homme exercé dans les lois et dans les affaires, d'une activité infatigable, d'un esprit judicieux et modéré. Il avait été longtemps employé par le parlement. A l'époque des conférences d'Uxbridge, il servait de secrétaire à la commission envoyée pour traiter avec le roi. Il suivit, avec le même titre, Saint-John dans l'ambassade de Hollande. La promptitude et la facilité de son travail le rendirent agréable à Cromwell. Quelques écrivains ont pensé qu'il exerça sur l'esprit de cet homme extraordinaire une grande influence. Ils ont même supposé [1] que Cromwell, secrètement dirigé par lui, devait à ses conseils le génie qu'il montra, comme si le caractère politique était une chose qui s'empruntât, ou comme si l'homme qui le possède n'était point par cela seul supérieur à ceux qu'il emploie. Un homme tel que Cromwell ne dépendait pas de ceux dont il avait le plus besoin ; la suite le montrera, par la facilité avec laquelle il remplaça les appuis de son pouvoir. Au reste, Thurloe, dépositaire de toute l'administration de Cromwell, a laissé, dans un volumineux recueil, les renseignements les plus instructifs sur cette époque, quoiqu'on y trouve, malheureusement pour la curiosité du lecteur, beaucoup moins de détails secrets que de pièces publiques et officielles.

Une déclaration de Cromwell annonça, le 30 avril, l'établissement de ce conseil, nécessaire pour administrer l'État jusqu'au moment où des personnes d'une probité et d'une fidélité reconnues seraient réunies de toutes les parties de l'Angleterre, et appelées à la suprême autorité. Attentif à flatter l'esprit de la nation par l'espérance prochaine d'un nouveau

[1] Dubos, Réflexions sur la poésie et la peinture.

parlement, Cromwell ne voulait pas même rester seul chargé du court intervalle qui devait y conduire.

Cette convocation, tant promise, se fit le 6 juillet, de la manière résolue par le conseil des officiers. C'était une invitation personnelle adressée à domicile dans les divers comtés. Il n'était pas question, dans cet acte, des droits et de la souveraineté du peuple, mais seulement de la nécessité de confier le poids des affaires à des personnes fidèles et craignant Dieu. Ce n'était plus un pouvoir, mais une fonction; et les députés, au lieu de représentants, n'étaient que des personnes désignées. Le texte de la lettre qui tenait lieu du mandat populaire mérite d'être cité. « Ayant assurance, écrivait Cromwell, de « votre amour et de votre zèle pour Dieu et pour les intérêts « de cette cause, et du bon peuple de la république, moi, Olivier Cromwell, capitaine général de toutes les forces actuelles « et à venir de la république, je vous avertis et requiers, « comme étant une des personnes nommées, de vous présenter à la chambre du conseil à White-Hall, dans la cité de « Westminster, le 4 juillet prochain, pour y recevoir la commission à laquelle vous êtes appelé par la présente, et pour « remplir votre service, comme membre du comté de..., et « partant vous ne devez pas manquer.

« Donné sous ma signature et mon sceau, ce 2 de juil- « let 1653.

« OLIVIER CROMWELL. »

Cette étrange violation des droits populaires, ces tentatives si hardies étaient favorisées par des succès extérieurs que Cromwell n'avait pas préparés, qui même étaient d'abord dirigés contre sa grandeur[1], et qui maintenant servaient à lui donner de l'éclat et de l'autorité, parce que toute chose tourne au profit de celui qui a osé se faire le maître. Cromwell héritait de cette puissance maritime si rapidement élevée contre la sienne, et de cette gloire que l'on avait opposée à celle de son

[1] Ludlow's Memoirs, v. II, p. 450.

armée. Malgré les espérances de paix qu'il avait données à la Hollande, dès qu'il se vit le successeur du parlement, il ne se montra ni plus traitable ni plus facile que cette assemblée pour les plénipotentiaires hollandais.

Les commissaires de la marine, nommés par le parlement, avaient continué d'agir avec tant de zèle qu'une nouvelle flotte sortit bientôt des ports de l'Angleterre. Le mouvement sublime que le génie de Blake avait communiqué à la marine anglaise se perpétuait comme de lui-même.

Cromwell, jaloux de ne laisser aucune interruption dans la gloire de l'Angleterre, employa sans crainte et favorisa de toute sa puissance le zèle patriotique du comité de marine, composé de ses plus grands ennemis. L'argent nécessaire fut assuré par une prolongation de taxe que le général établit de sa propre autorité. Mais il eut soin de faire associer à Blake, dont il connaissait la noble indépendance, le vice-amiral Dean, ancien marin, élevé par son habileté et son courage, et qui n'avait d'autre politique que l'obéissance; et le général Monk[1], qu'il regardait comme sa créature, et qui, vainqueur dans plusieurs combats maritimes, était devenu amiral avec cette rapidité d'éducation et de succès, commune dans les temps de révolution. Le 2 juin, cette flotte rencontra l'escadre hollandaise, forte de cent quatre vaisseaux, et commandée par Tromp, Ruyter et Everson, tous ces vieux amiraux, exercés par tant de victoires, et véritables fondateurs de la liberté des Provinces-Unies. Dans ce premier combat livré près des côtes de Flandre, Dean fut tué d'un coup de feu, et la flotte hollandaise, vivement poursuivie, se retira vers le Texel. Le lendemain, les Anglais reprirent le combat avec plus de succès encore; ils coulèrent à fond six vaisseaux de guerre, en prirent un plus grand nombre, et firent prisonniers l'amiral Everson et plusieurs capitaines. La flotte hollandaise vint se réfugier entre Dunkerque et Calais, à l'abri du sable des dunes, où les

[1] Monk whom he called out of Scotland as his own creature. Clarendon's History, p. 644.

gros vaisseaux anglais ne pouvaient s'engager sans péril. Elle était cependant commandée par de grands hommes ; mais sur la flotte anglaise il semblait que le dernier matelot fût animé d'un esprit de patriotisme et d'enthousiasme, crise passagère, mais toute-puissante pendant qu'elle dure, et que rien ne saurait ni remplacer ni vaincre.

Le conseil d'État fit rendre de grands honneurs à la mémoire de l'amiral Dean ; son corps fut enseveli dans Westminster, au milieu d'une pompe funèbre que suivaient tous les officiers et Cromwell lui-même [1].

Le conseil d'État recommanda la célébration d'un jour d'actions de grâces dans un langage mystique, plus chargé de termes de l'Écriture sainte que de coutume. Cet écrit, contresigné Thurloe, secrétaire du conseil, se terminait par des allusions à la prochaine assemblée : « Ce que nous désirons le « plus du fond de nos cœurs, c'est l'établissement et la con- « corde de ceux qui craignent le Seigneur ; c'est que cette « nation acquière la conviction de l'œuvre du Seigneur au « milieu de nous. »

Cromwell avait passé huit jours dans un travail secret avec son conseil pour fixer le choix des membres appelés à cette singulière réunion, à laquelle il paraissait vouloir transmettre le pouvoir suprême. Jusque-là il exerçait toutes les fonctions de la souveraineté. L'Écosse et l'Irlande, ou plutôt les armées anglaises qui les occupaient, avaient reconnu sa puissance. Les impôts étaient levés et continués par ses ordres. Il nomma les juges destinés à faire le *circuit* pour les assises de cette année. Les adresses de plusieurs corps, et de différentes sociétés de *saints et d'élus* qui couvraient l'Angleterre, ne renfermaient qu'une adhésion sans réserve au pouvoir du général Cromwell. Son nom remplaçait pour beaucoup de fanatiques toutes les libertés qu'ils avaient cherchées avec tant d'efforts. Sa fortune leur paraissait l'œuvre de Dieu, et sa puissance une démonstration de la justice de sa cause. Les victoires, si belles et si

[1] Whitelocke's Memorials, p. 533.

récentes, que les flottes anglaises avaient obtenues depuis la destruction du parlement, flattaient l'orgueil de la nation, et n'étaient plus attribuées qu'au génie de Cromwell, qui remplaçait avec tant de gloire ceux qu'il venait de chasser avec audace. Ce fut sous de tels auspices que s'ouvrit la nouvelle assemblée.

LIVRE SEPTIÈME.

Réunion de la nouvelle assemblée. — Discours de Cromwell à l'ouverture de la session. Il présente un acte constitutionnel. Fanatisme de cette assemblée. Elle prend le nom de parlement; elle veut détruire entièrement l'autorité du clergé; elle entreprend la réforme des lois. — Continuation de la guerre avec la Hollande; nouvelle victoire de la flotte anglaise. Mort de l'amiral Tromp. — Les états généraux de Hollande recherchent la paix. — Le parlement s'y oppose par fanatisme. Impatience de Cromwell; il prend la résolution de supprimer l'assemblée. Elle abdique elle-même son pouvoir entre les mains du général. Harrisson et quelques autres membres protestent contre cet acte. — Cromwell réunit un conseil d'officiers, et se fait donner la dignité de protecteur. — Cérémonie de son installation. Nouvelle constitution promulguée sous le titre d'*Instrument d'État*. Promesse de rétablir une chambre des communes avec le nom de parlement. — Pouvoir du conseil d'État et son influence sur les élections. — Reconnaissance du protectorat par l'armée; adresses des divers corps. — Dispositions de l'Écosse et de l'Irlande. Opposition inutile du lieutenant général Ludlow. — Conduite de Cromwell envers les différentes sectes. — Son autorité est reconnue par les principales puissances de l'Europe. — Paix glorieuse avec la Hollande. — Conduite de Cromwell envers le Portugal. — Voyage de Henri Cromwell en Irlande.

La manière dont le nouveau parlement était choisi semblait assez indiquer ce qu'il devait être, et comme le général n'avait adressé ses lettres de convocation qu'à cent quarante personnes, on serait tenté de croire qu'il lui était facile de placer à coup sûr des nominations si peu nombreuses. L'expérience prouva le contraire, et ferait supposer que la révolution d'Angleterre avait été trop consciencieuse, ou peut-être qu'elle n'était pas assez avancée pour que l'on pût en tirer des soutiens du despotisme. Cette assemblée de 1653 a été fort

diversement jugée ; mais il est manifeste, par l'événement et par l'aveu de tous les historiens, qu'elle se montra opposée à Cromwell, dont elle était l'ouvrage, et qu'elle revendiqua les droits du peuple avec autant de courage que si elle était sortie d'une meilleure origine. Clarendon [1] avoue qu'on y comptait plusieurs personnes de mérite et de considération : et Whitelocke [2] s'étonne que, beaucoup de membres de cette réunion étant distingués par leur rang et leurs lumières, ils aient pu se résoudre, sur une semblable convocation, à prendre l'autorité suprême qui leur était conférée par de telles mains, sans songer combien Cromwell avait peu de droit pour la donner, et eux-mêmes pour la recevoir. Sans doute, ils pensèrent que toute concession d'un despote était utile et légitime pour le combattre.

D'autres témoignages, et la liste même de cette assemblée, prouvent qu'on y avait introduit beaucoup d'hommes d'une condition obscure, d'artisans, de gens de métiers, inconnus dans leurs comtés et dans leurs propres villes, et recommandés seulement par ce don de la prédication et de la prière, que le fanatisme avait rendu fort commun, et qui était descendu dans les plus basses conditions jusqu'aux hommes les plus grossiers, en qui l'ignorance faisait ressortir l'œuvre de Dieu. Tel était un corroyeur de Londres, appelé Barebone, qui s'était donné le surnom de *louange de Dieu*. Car c'était l'usage des fanatiques du temps de joindre à leurs noms des expressions de l'Écriture, ou d'y substituer des noms de patriarches et de saints de l'Ancien Testament, comme on a vu ailleurs les plus obscurs démocrates se transformer en citoyens de Rome.

Le ridicule, choquant même dans un temps de fanatisme, servit à affaiblir l'autorité de quelques hommes fermes et éclairés. Un troisième parti dans cette assemblée était un composé de quelques créatures de Cromwell, de quelques anciens

[1] Clarendon's History, p. 642.
[2] Whitelocke's Memorials, p. 534.

parlementaires, qui de tout temps lui avaient obéi, et qui, suivant Ludlow [1], avaient été mêlés à l'assemblée, pour la surveiller et la trahir. Cette réunion, assez bizarre, se tint pour la première fois au jour indiqué, le 4 juillet 1653, à White-Hall, dans la salle du conseil. Tous les membres désignés s'y trouvèrent, à l'exception de Blake et de Monk, dont les noms célèbres et patriotiques servaient à décorer la liste de cette assemblée.

Cromwell parut au milieu de ses officiers, et annonça dans son exorde qu'il avait à communiquer à l'assemblée une constitution rédigée d'après le consentement et l'avis des principaux de l'armée. Ayant ensuite prévenu l'assemblée que sa harangue serait courte [2], parce que la petitesse de la salle rendait la chaleur incommode, il entra dans le récit de tout ce qui avait été fait de grand, de miraculeux, depuis le commencement de la guerre; il reconnut partout la main de Dieu; dans le jugement du roi, dans la suppression de la chambre des pairs, dans la manière dont la chambre des communes avait été *épurée, passée au crible, réduite à une poignée*. Alors il s'étendit avec beaucoup de diffusion et d'amertume sur toutes les démarches, toutes les conférences amicales qu'il avait essayées auprès de la chambre avant de la dissoudre. Après avoir épuisé les répétitions sur ce point, il parla de la convocation nouvelle, et des voies extraordinaires qui la préparaient. C'est une espèce de sermon, rempli du nom de Dieu, et de citations de l'Écriture. Il exhorte les députés à être fidèles avec les saints, il les félicite d'être avoués par Jésus-Christ, et d'avouer Jésus-Christ. « Si quelqu'un, dit-il, vous « interrogeait et vous présentait l'Évangile, vous pourriez « jurer que vous n'avez rien fait, ni directement ni indirec- « tement, pour venir ici. Vous avez été purement passifs; « personne de vous ne concevait la pensée, il y a trois mois, « de voir une réunion comme celle-ci appelée à la suprême

[1] Ludlow's Memoirs, p. 463.
[2] The parliamentary History, v. XXI, p. 153.

« autorité. » C'était une adresse assez remarquable d'éluder ainsi l'élection populaire par la vocation divine, et de flatter cette assemblée au nom de ce qu'il y avait d'illégal et d'inusité dans sa réunion.

Enfin, après beaucoup de paroles de l'Écriture et de raisonnements mystiques, Cromwell demande pardon à ses élus de les avoir *fatigués si longtemps par une si grande chaleur;* il les recommande à la grâce de Dieu en son nom et au nom de ses officiers, et il les prie de recevoir l'acte constitutionnel.

La principale disposition de cet acte transmettait dans leurs mains le pouvoir souverain de la nation jusqu'au 3 novembre 1654, sous la condition qu'ils nommeraient alors leurs successeurs pour l'année suivante. Cromwell prononça son discours avec un tel accent [1], dit un historien, qu'il était facile de voir que l'esprit de Dieu agissait en lui; du moins il persuada, et même au delà de son intention, les fanatiques auxquels il s'adressait. Presque tous s'imaginèrent de bonne foi qu'ils étaient mis en possession du pouvoir souverain.

Aussitôt que le général et ses officiers se furent retirés, l'assemblée arrêta d'abord qu'elle ouvrirait le lendemain ses séances dans la salle du parlement. Le jour suivant, l'assemblée se réunit en effet à huit heures du matin. On commença par chercher le Seigneur; les âmes étaient si bien disposées que, suivant la remarque et l'expression d'un récit officiel [2], il parut inutile d'appeler le secours d'un ministre, et les membres se chargèrent eux-mêmes de tout le service divin. Huit ou dix d'entre eux adressèrent des prières à Dieu. Quelques autres firent de courtes prédications sur les discours du général et sur l'attente du peuple de Dieu. Les cœurs du plus grand nombre étaient saisis d'une allégresse intérieure; quelques-uns affirmèrent que dans aucun moment de leur vie, dans toutes leurs réunions et dans tous leurs exercices de piété, ils n'avaient autant joui de la présence et de la communication intime de

[1] The parliamentary History, v. XX, p. 175.
[2] *Ibid.*, p. 181.

Jésus-Christ. C'est ainsi que parlent quelques auteurs contemporains, dont la crédulité a du moins le mérite de faire concevoir la singulière illusion qu'ils partagent en la racontant.

Cette pieuse extase de l'assemblée dura jusqu'à six heures du soir; alors on s'occupa de l'élection du président, et l'on choisit Rouse, membre obscur du long parlement. Une commission fut chargée de porter au lord général l'invitation d'assister et de participer aux délibérations, comme membre de la chambre. On résolut également que Lambert, Harrisson, le major Desborough et le colonel Tomlinson seraient admis à prendre séance.

Il n'est pas sans intérêt de suivre les premières démarches de ces fanatiques, qui devinrent bientôt importuns à Cromwell. Dans la seconde séance ils résolurent, la question étant mise aux voix, que ce jour-là on ne chercherait point le Seigneur; et pour en venir aux affaires, ils commencèrent à rectifier l'acte de leur institution, et décidèrent à la majorité qu'ils prendraient le nom de parlement. Bientôt après ils élurent un conseil d'État, où furent nommés Cromwell et ses plus fidèles amis. Le lundi suivant, la séance fut toute consacrée à la prédication et à la prière. Cromwell était présent et montrait beaucoup de foi.

Le nom de parlement, que Cromwell s'était bien gardé de leur offrir, n'étant pas un vain titre, il se l'attribuèrent solennellement par une déclaration au peuple anglais, écrite dans un tel galimatias oriental, avec un tel délire d'expressions mystiques, que l'on conçoit à peine comment quelques idées d'ambition, et même de politique, ont pu sortir du milieu de pareils fous. Cependant ils s'occupèrent avec beaucoup d'activité de plusieurs réformes civiles et judiciaires. Comme le plus grand nombre d'entre eux appartenaient à une secte qui, à force de piété, supprimait l'intervention sacerdotale, et attribuait à tous indifféremment le don de la prédication et de la prière, ils furent conduits par ce fanatisme à un résultat que l'on a vu naître ailleurs de l'affaiblissement des idées reli-

gieuses; ils autorisèrent [1] la célébration du mariage par les justices de paix, et voulurent leur confier exclusivement les registres de naissance et de mort. Un grand nombre de ces hommes étant de la secte anabaptiste, ils tendaient à faire supprimer l'acte de baptême, et à le remplacer par une formalité civile. Ils s'occupèrent aussi de l'abolition des dîmes, qui avaient résisté à toute la révolution anglaise.

Plusieurs bills, pour améliorer le sort des prisonniers, attestent qu'il y avait dans cette assemblée quelque lumière de raison et d'humanité. Elle conçut même le projet de réformer les lois, et de les réduire à un seul code, en langue vulgaire. Mais Cromwell ne lui laissa pas le temps d'achever ce projet. La seule réforme importante qu'elle exécuta fut la suppression de la cour de la chancellerie, tribunal d'équité, de tous temps accusé d'arbitraire, et que le long parlement avait conservé, depuis qu'il l'avait fait occuper par ses membres. La nouvelle assemblée la détruisit, et ce fut alors que Whitelocke, commissaire du sceau, perdant la plus importante prérogative de son emploi, accepta l'ambassade de Suède, et partit pour cette mission.

Les derniers triomphes de Blake et de Monk n'avaient pas terminé la guerre avec la Hollande. Leur flotte victorieuse se reporta sur les côtes de Hollande, qu'elle tenait pour ainsi dire assiégées, tandis que les états firent partir un envoyé pour jeter quelques préliminaires de paix. Cromwell refusa de faire retirer les vaisseaux anglais avant la conclusion du traité, que cependant il désirait. Le peuple de Hollande, à qui ses anciennes victoires et le sentiment de la liberté inspiraient un juste orgueil, força ses magistrats de faire un dernier effort. Deux mois après leur défaite, ils eurent une flotte très-nombreuse.

Tromp sortit le premier avec soixante et dix vaisseaux, et soutint contre la flotte anglaise un léger combat, qui fut ter-

[1] Registro etiam inseri statutum est non baptismum infantulorum sed nativitatem. *Elenchus motuum nuperorum*, p. 171.

miné par la nuit. Mais le lendemain, s'étant réuni à l'escadre de Witt, il chercha et atteignit les Anglais. Le combat fut terrible, et tel qu'il pouvait être entre deux peuples nés pour la mer : l'un défendant une supériorité acquise, et qui semblait nécessaire à son existence; l'autre, animé d'une gloire nouvelle, qu'il sentait faite pour lui. Au milieu de cette lutte acharnée, le brave amiral Tromp, qui, l'épée à la main, debout sur le tillac, était en vue de ses soldats et des ennemis, fut abattu d'un coup de mousquet. Ce malheur jeta le désespoir et la confusion dans la flotte hollandaise; on la vit en désordre fuir à toutes voiles vers le Texel. Elle perdit dans le combat et dans la retraite près de trente vaisseaux, pris ou coulés à fond. Un des vice-amiraux, Ewson, fut fait prisonnier.

Monk [1] annonça cette grande victoire, sans être d'abord instruit de la mort de Tromp. Les lettres et la relation étaient adressées à Cromwell comme président du conseil d'État. Il en fit lecture devant le parlement, qui vota des secours aux matelots blessés. Sur la proposition du conseil d'État, le parlement décerna aux amiraux vainqueurs deux chaînes d'or, de la valeur de trois cents livres sterling chacune, réservant pour les vice-amiraux et les officiers d'autres présents moins précieux. Ce fut Cromwell qui, dans un dîner, offrit à Monk et passa lui-même à son cou cette glorieuse décoration.

Ce dernier succès, en réduisant les états de Hollande à la nécessité de la paix, fit tomber quelques espérances qu'avaient formées les royalistes. Les montagnards écossais avaient ranimé leur zèle si désintéressé et si malheureux. Quelques agitations se faisaient sentir en Angleterre, au point que Cromwell se crut obligé de faire ériger, par son parlement, une nouvelle cour de justice.

Cromwell se servit aussi de cette assemblée pour persécuter un des hommes les plus singuliers qu'ait produits la révolution anglaise. Cet homme est Lilburn [2] qui, sans avoir montré

[1] The parliamentary History, v. XXI, p. 193.
[2] Clarendon's History, p. 630.

de talents supérieurs, mérite une place dans cette grande époque, par sa haine invincible et sa protestation persévérante contre toute espèce d'injustice et de tyrannie. Né dans la condition la plus obscure, et d'abord colporteur de livres, il avait subi les rigueurs de la chambre étoilée ; il se fit écrivain, et publia de nombreux pamphlets contre l'Église. A l'époque de la guerre civile, il prit les armes pour le parlement, et s'éleva par son courage au rang de colonel. Fait prisonnier par les royalistes, il fut traduit en jugement comme rebelle, et ne dut son salut qu'à l'intervention du parlement qui le réclama ; mais son indomptable amour de la liberté le souleva bientôt contre son propre parti. Le parlement, dont il dénonçait les actes arbitraires, ordonna de le mettre en jugement. Cromwell, qui avait éloigné Lilburn de l'armée, mais qui voulait attacher à la poursuite du parlement cet incorruptible adversaire, écrivit une lettre à la chambre pour s'opposer à son jugement. Lilburn, toujours plus hardi à mesure que l'assemblée devenait plus tyrannique, fut persécuté tour à tour par les presbytériens et les indépendants, et enfin banni d'Angleterre. Revenu après la dissolution du long parlement, il fut arrêté par ordre de Cromwell, et jeté dans la prison de Newgate. Mis en jugement de nouveau, le jury l'acquitta. Cette absolution, prononcée par le jury, malgré les efforts des juges, irrita singulièrement Cromwell, dont Lilburn avait démasqué, dans sa défense, le despotisme et l'hypocrisie. Elle lui parut, suivant l'expression d'un historien, une plus grande défaite que la perte d'une bataille. Il fit ordonner par le parlement [1] que la sentence serait revisée, et que Lilburn resterait prisonnier, sans qu'aucun tribunal pût lui accorder d'*habeas corpus*. Lilburn mourut en prison, martyr de la liberté sous tous les pouvoirs, et traité d'esprit chimérique et insensé par ceux qui ne conçoivent pas la résistance contre le plus fort.

Ce parlement, dont Cromwell se fatigua bientôt, était

[1] The parliamentary History, v. XXI, p. 213.

cependant assez facile à conduire, au moins dans ce qui regardait le pouvoir personnel du général. Les frais de la guerre maritime ayant exigé la vente des biens confisqués, le parlement excepta le château royal de Hampton-Court, pour en laisser la jouissance à Cromwell. Enfin, à l'époque du renouvellement du conseil d'État, Cromwell en fut nommé président à l'unanimité des voix de la chambre. Ces hommes n'avaient pas assez de lumières, ou ne se sentaient pas assez de force pour résister au général. Mais la hardiesse ignorante avec laquelle ils frappaient toutes les institutions que la guerre civile n'avait pas détruites, leur jalousie contre le clergé, leur haine contre toutes les distinctions sociales, alarmaient la partie la plus éclairée de la nation. On peut présumer que Cromwell, qui ne pouvait les redouter, les laissa quelque temps exercer leur activité désordonnée, pour mieux faire sentir aux Anglais le prix d'une administration plus raisonnable et d'une conduite plus habile. Leur bigotisme excessif commençait cependant à le gêner lui-même. Ainsi, tandis que ce général, après avoir assez humilié la Hollande, devait désirer une paix qui lui donnât le loisir d'affermir et de régler son pouvoir, ce parlement fanatique se révoltait à la seule idée de traiter avec ceux qu'il appelait *des politiques charnels et mondains, des ennemis du royaume de Jésus-Christ, dont l'Angleterre attendait la prochaine venue.*

Cependant, les magistrats de la Hollande, pressés par le mécontentement général, offraient, pour obtenir la paix, toutes les satisfactions et toutes les garanties que pouvait demander l'Angleterre. Mais le parlement répondit « qu'il voyait l'ac-
« complissement de la prophétie; que les gentils et les rois
« de la terre feraient rage pour se soulever contre le royaume
« de Jésus-Christ, mais qu'ils tomberaient devant lui. et qu'ils
« seraient mis en pièces. »

Sans supposer, comme le font quelques historiens, que Cromwell fut encore déterminé par les instances des ambassadeurs hollandais à renvoyer ce parlement, on expliquera facilement sa conduite par le besoin qu'il avait de donner une

forme précise à son pouvoir, et de fixer la place qu'il occuperait dans la république, et pendant la paix. L'État ne trouvait aucune force, ni lui-même aucun appui, dans une assemblée que la forme de son élection rendait impopulaire, et qui était ridicule par le défaut de talent et le bigotisme. Républicains, royalistes, ecclésiastiques, militaires, presbytériens, indépendants, tous les partis étaient menacés sans être asservis.

« Le perfide Cromwell [1], dit Ludlow, sentit alors qu'il était « temps de jeter le masque, et résolut de sacrifier toutes nos « victoires et nos *délivrances* à son ambition, sous prétexte de « s'ériger en une espèce de *grand constable,* pour maintenir « la paix et empêcher les gens de s'entre-couper la gorge. » Cette énergique naïveté de Ludlow explique la facilité que le despotisme trouve à s'établir après une révolution. Comme c'est l'ordre qui a surtout manqué pendant ce temps malheureux, c'est l'ordre que l'on cherche, que l'on demande avant tout, et de peur de n'en pas jouir assez, on le souffre jusqu'à la tyrannie.

Cette assemblée, qui n'était pas enracinée dans l'élection populaire, ne pouvait pas opposer la même résistance que le long parlement. Quelques créatures de Cromwell, qu'il avait eu soin d'y placer, se concertèrent pour obliger leurs collègues à une démission volontaire. Le 12 décembre, ils se rendirent de grand matin à la chambre, et avant que la meilleure partie des membres fût arrivée, ils commencèrent à déclamer sur les fausses opérations de l'assemblée. Un d'entre eux déclara « qu'il avait besoin de soulager sa conscience d'un « fardeau qui lui pesait depuis longtemps ; que, voyant toutes « les bonnes intentions de l'assemblée n'amener que des « erreurs et de fâcheux résultats, il était pour sa part résolu « de résigner son pouvoir ; qu'il ne pouvait consentir à siéger « plus longtemps dans cette chambre, et à se rendre ainsi « coupable des désordres et des périls de l'État. » Deux autres harangueurs apostés prirent la parole, et relevèrent avec

[1] Ludlow's Memoirs, v. II, p. 471.

amertume les fautes de la chambre, l'accusant de détruire l'armée, le clergé, et de tout troubler, et concluant à la nécessité d'une démission volontaire.

Un de ces harangeurs [1] était ce même colonel Wolsey, dont les grenadiers avaient expulsé le long parlement, et dont la vue seule devait avertir le nouveau parlement de son instabilité. Quelques membres de bonne foi ne laissèrent pas de repousser avec vigueur ces singulières attaques ; mais les auteurs de la motion s'étant écriés que ce n'était plus le temps de discuter, l'orateur, gagné secrètement à Cromwell, quitta la chaire, et se retira précédé du sergent, qui emporta la masse, comme s'il eût été du complot, dit un historien. Près de quatre-vingts membres suivirent ; et s'étant réunis à White-Hall, ils dressèrent un acte par lequel ils se démettaient de leur pouvoir entre les mains du lord général.

Une trentaine de membres étaient demeurés dans la salle, sous la présidence d'un nouvel orateur. Du nombre de ces opiniâtres était Harrisson, docile créature de Cromwell ; il tint ferme avec ses collègues, jusqu'au moment où le colonel Goffe et le major White vinrent les chasser de la salle. Harrisson refusant de sortir et prétendant qu'ils étaient là pour chercher le Seigneur : *Vous ne le trouverez pas,* répondit le colonel, *car il y a, ma foi, longtemps qu'il n'est venu par ici.* Et en même temps, il fit entrer une compagnie de soldats, pour mettre l'ordre du général à exécution. Harrisson comprit enfin l'ambition de Cromwell, et alors il brava toute sa haine, sans fléchir et sans se plaindre. Quelques autres de ceux qui avaient résisté, voyant la partie perdue, allèrent signer l'acte de démission. Lorsque l'on présenta cet acte à Cromwell, il leva les yeux au ciel [2], affectant autant d'humilité que de surprise, et refusa de le recevoir. Il parut ne céder qu'aux importunités de Lambert et de quelques autres officiers, qui le pressèrent long-

[1] Ludlow's Memoirs, v. II, p. 472.
[2] The parliamentary History, v. XXI, p. 244.

temps, au nom de l'intérêt et du repos de la nation. L'année suivante, à l'ouverture d'un nouveau parlement, Cromwell eut soin d'affirmer qu'il n'avait pris aucune part à ce projet, et qu'il l'avait même ignoré jusqu'au moment où l'acte de démission lui fut apporté par l'orateur.

Malgré cette feinte surprise, Cromwell profita de la démarche du parlement en homme qui l'avait préparée et attendue. Le jour même il fit une réunion d'officiers. Après trois jours de prières et de discussions, on résolut de choisir un conseil de personnes *pieuses et discrètes*, qui ne seraient ni plus de vingt et une ni moins de treize; et l'on décida que le général était élu protecteur des trois royaumes. Ce fut dans cette assemblée que l'on prépara l'instrument d'État qui devait donner une apparence de légalité à ce pouvoir nouveau. En vertu de cette élection faite par des hommes qui n'avaient aucun titre, Cromwell se mit dans une possession publique et solennelle de l'autorité. Le 16 décembre, il sortit de White-Hall en grand appareil. Le cortége se composait des commissaires du sceau, des juges, et des barons de diverses cours, vêtus de robes longues, du lord maire, des aldermen en robe d'écarlate, du greffier de la ville, du porte-épée, tous en voiture. Cromwell venait le dernier, seul dans sa voiture, et habillé de velours noir. Il avait autour de lui sa garde; et beaucoup d'officiers escortaient à pied, sur les côtés et en avant de sa voiture. Ce cortége se rendit à la salle de la chancellerie dans Westminster. Un fauteuil était préparé. Cromwell se tint debout à la gauche de ce fauteuil; et les commissaires du sceau, les juges, le conseil d'État, les officiers, s'étant rangés à l'entour, suivant un cérémonial convenu, le major Lambert prit la parole; il exposa la dissolution du parlement et le besoin pressant des affaires. Au nom de l'armée et des trois royaumes, il pria le général d'accepter la dignité de protecteur. Cromwell consentit après beaucoup de résistance, et l'un des secrétaires du conseil fit aussitôt lecture de l'*Instrument d'État*.

Cet acte, que le conseil des officiers venait de rédiger à la hâte, était combiné avec assez d'artifice, pour allier quelques

apparences républicaines avec un pouvoir plus fixe et plus étendu que celui même des anciens rois.

Le premier article disait : « La suprême autorité législative « résidera dans une personne et dans le peuple assemblé en « parlement ; le titre de cette personne sera lord protecteur « de la république d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande. »

La série des attributions du protecteur comprenait l'administration, la guerre, les traités, le droit de faire grâce, enfin tous les priviléges du trône. Mais le retour de la chambre des communes était assuré, et elle était rétablie sans la concurrence de la pairie, ce qui flattait l'opinion républicaine. Une partie de l'*Instrument d'État* était consacrée à régler les droits du parlement. On y voyait même inséré, comme article fondamental, un tableau du nombre des députés que devait élire chaque ville, chaque bourg, chaque comté. La dissolution de la chambre, prérogative indispensable à la couronne, avait été l'un des grands griefs des républicains contre l'ancienne monarchie. Aux termes de la nouvelle constitution, le parlement, qui se renouvelait tous les trois ans, ne pouvait être, pendant un intervalle de six mois à dater de sa réunion, dissous ni prorogé que de son consentement. La compétence du parlement s'étendait à toutes les lois et à tous les impôts; on n'exigeait, pour être élu, que l'âge de vingt et un ans et la réputation d'homme intègre et craignant Dieu. Il suffisait, pour être électeur, de posséder un bien réel ou personnel de la valeur de deux cents livres sterling.

Par ces dispositions, Cromwell semblait rendre beaucoup d'influence et de liberté au pouvoir démocratique; mais il avait tellement multiplié les exceptions qu'il anéantissait le droit. Dans une foule de cas indiqués, l'élection devait être nulle, et même punissable. Les mots d'intégrité, de crainte du Seigneur, aussi puissants que ceux de *patriotisme* ou de *civisme,* donnaient un scrutin épuratoire dont Cromwell disposait. Le conseil d'État se trouvait le juge suprême de toutes les difficultés relatives aux élections; et, par le fait, il devint l'électeur en dernier ressort.

Cette institution du conseil d'État était le chef-d'œuvre de la politique de Cromwell. Maître absolu de cette assemblée peu nombreuse et remplie de ses créatures, il semblait, par son *Instrument d'État*, en faire un corps constitutionnel associé au gouvernement, et sur lequel il rejetait une partie du pouvoir. Tout devait se décider par le protecteur et la majorité du conseil. Enfin, c'était au conseil qu'était exclusivement réservé le droit d'élire un protecteur, car Cromwell avait eu soin de ne pas rendre héréditaire cette dignité déjà si choquante pour les républicains; et l'on croit même que ce fut un artifice, par lequel il tenait ses principaux officiers dans la soumission et la rivalité, les amusant l'un après l'autre de l'espérance de lui succéder.

Après la lecture de l'Instrument d'État, le lord protecteur prêta serment de gouverner les trois nations suivant les lois, statuts et coutumes. D'après les premières expressions de ce serment [1], il paraissait fonder son pouvoir sur la résignation que le dernier parlement avait faite entre ses mains; et c'était sa seule volonté qui avait créé ce parlement, duquel il prétendait emprunter son droit. Jamais inconséquence ne fut plus manifeste et plus puérile. Cependant il y avait dans ce nom de parlement une illusion si forte, et le peuple était alors tellement dominé par les mots, que Cromwell avait sans doute raison de risquer cette absurdité.

Après avoir prêté serment, Cromwell s'assit : le général Lambert, s'étant agenouillé, lui présenta une épée dans le fourreau. Le protecteur la reçut comme un symbole du pouvoir civil, sans songer que la main qui lui présentait cette épée pacifique annonçait la source de son pouvoir, et trahissait encore l'usurpation militaire. Les lords commissaires lui remirent les sceaux; le lord maire lui présenta son épée, qu'il remit aussitôt en exhortant ce magistrat à en faire un bon usage.

La cérémonie terminée, le cortége reprit sa route au mi-

[1] The parliamentary History, v. XXI, p. 263.

lieu des acclamations du peuple et des soldats. Le lord maire à cheval, la tête nue, portant l'épée, précédait la voiture de Son Altesse. Arrivés à White-Hall, ils entendirent une exhortation religieuse, prononcée par le chapelain du protecteur.

Cromwell se fit souvent un titre de cet assentiment des autorités municipales. Cependant ces magistrats n'étaient ni par leur origine, ni par leur pouvoir, les interprètes de la volonté du peuple. Sous la monarchie, la nomination des shérifs dépendait entièrement de l'influence royale, et se faisait chaque année par le concours des juges et des grands officiers de la couronne, excepté dans le Middlesex et le Westmoreland, où l'élection populaire s'est conservée, non comme un droit démocratique, mais comme une ancienne concession féodale. Le long parlement, attentif à s'approprier toutes les prérogatives dont il dépouillait le trône, s'était bien gardé de rendre au peuple l'élection de ses magistrats, et il avait même fréquemment usé du droit de révocation qui appartenait à la couronne. Une proclamation du conseil d'État enjoignit aux shérifs, baillis, officiers publics, de faire partout reconnaître le nouveau gouvernement. Cromwell, dès le jour de son installation, affecta un grand et nouvel appareil; et malgré la rudesse religieuse des mœurs du temps, il prit un cérémonial pompeux.

Ce changement, prévu depuis longtemps, ne trouva point d'obstacles. La plupart des ennemis de Cromwell convinrent que son pouvoir était inévitable, et se consolèrent par les restrictions qu'il paraissait y mettre, et par la promesse d'un parlement. Le peuple était las et étonné. Beaucoup d'hommes qui s'étaient soulevés contre la royauté crurent avoir gagné quelque chose en retombant sous un pouvoir électif et temporaire; ou plutôt, ils se déguisèrent ainsi leur faiblesse et le honteux oubli de leurs principes. Ce fut le sophisme que l'on répéta le plus dans quelques écrits publiés pour soutenir le nouveau gouvernement. Dans un de ces pamphlets [1], qui fut traduit en latin, et adressé aux cours étrangères, on établit

[1] Case of the commonwealth, p. 27.

que l'autorité du protecteur sort originairement et virtuellement de la volonté du peuple, ce qui est le plus grand signe de la liberté publique; comme si cette volonté avait existé; comme si la chambre que Cromwell chassa par la violence avait reconnu son pouvoir; comme si la chambre, qu'il nomma par sa seule volonté, avait pu lui transmettre un titre qu'elle n'avait pas. L'auteur de cet écrit, après avoir avancé que, par la nouvelle constitution, tous les grands actes de souveraineté émanent du peuple, en vient à l'éloge de Cromwell : « Quant « à celui [1] que le Seigneur a mis en avant, et élevé sur nos « têtes pour être notre suprême magistrat, nous en parlerons « peu, parce qu'il ne cherche pas la gloire des hommes. Nous « pensons seulement que même les ennemis reconnaîtront « digne de régner l'homme dont le Seigneur a daigné se ser- « vir dans l'œuvre glorieuse de la liberté de son peuple, car « nous oserons dire (en pesant toutes les circonstances à la « fois) que jamais cette nation n'avait été réellement libre, et « n'avait, sous aucun rapport, joui de sa liberté aussi pleine- « ment qu'aujourd'hui; de manière qu'il ne manque plus que « de nous rallier de cœur au gouvernement pour détruire « toutes les espérances de l'ennemi commun et pour complé- « ter notre bonheur. » Telle était, en effet, l'étendue de liberté dont jouissait l'Angleterre, que personne ne répondit à ces ridicules sophismes.

Le premier acte du protecteur et de son conseil fut de maintenir en place les juges, les magistrats municipaux et les officiers de l'amirauté. La proclamation qui annonçait cette mesure provisoire parut presque aussitôt que la nouvelle de l'élévation du protecteur, et contribua sans doute à rendre l'obéissance plus facile et plus empressée. Les adresses et les félicitations se prolongèrent pendant plusieurs mois; il en vint de la part des comtés, des corporations, des grands jurys. Mais une des premières et la plus importante fut celle de la flotte illustrée par tant de victoires. Les hommes qui la com-

[1] Case of the commonwealth, p. 47.

mandaient étaient ou des créatures de Cromwell, ou des marins étrangers aux spéculations de la politique, et qui mettaient leur patriotisme à vaincre et à obéir : ils se soumirent sans peine.

La partie de l'Écosse qui avait été conquise, et qui était encore occupée par les troupes de Cromwell, ne pouvait offrir ni résistance ni volonté. Le nom du protecteur fut immédiatement proclamé dans toutes les villes. Les montagnards, trop pauvres et trop simples pour être découragés par les maux de la guerre et par l'exemple de la soumission générale, continuaient de harceler les garnisons anglaises ; mais, ne recevant plus aucun secours extérieur, ils eurent presque toujours le désavantage ; et Monk, depuis la fin des hostilités maritimes, étant venu reprendre le commandement militaire de l'Écosse, réprima bientôt toutes les rébellions, autant par sa cruauté que par sa valeur.

L'autorité du protecteur rencontra plus d'obstacles en Irlande ; non qu'il fût au pouvoir de ce malheureux pays d'opposer quelque résistance ; mais le lieutenant général Ludlow [1], ancien membre du parlement, républicain sincère, homme incorruptible, se voyant à la tête des forces militaires de ce gouvernement, était peu disposé à seconder l'établissement d'un pouvoir qui lui paraissait injuste et usurpé. Il nous apprend lui même qu'il retarda plus de quinze jours la proclamation du *protectorat* dans Dublin, où résidait l'administration anglaise. S'il avait été aussi entreprenant que ferme et opiniâtre, il pouvait, à la faveur de sa situation, embarrasser Cromwell, qui avait cru se délivrer de lui en l'éloignant. Mais, la question ayant été discutée entre les commissaires et quelques officiers, Fleetwood, gendre de Cromwell, obtint, à la majorité d'une voix, que la proclamation aurait lieu. Ludlow refusa de souscrire la décision du comité ; et pour cacher ce dissentiment, l'ordre de proclamer le protecteur fut signé [2] seulement par le secrétaire du conseil au nom de tous les commissaires.

[1] Ludlow's Memoirs, v. II, p. 482.
[2] *Ibid.*, p. 493.

La cérémonie tant différée se fit avec peu de pompe, et encore moins d'enthousiasme. Aucun officier supérieur n'y parut ; « mais l'artillerie, ajoute Ludlow, étant sous les ordres « du lieutenant général Fleetwood, tira quelques coups, dont « le public payait la poudre. » Ludlow, s'étant dès lors retiré du conseil, manifesta hautement une opposition à laquelle son caractère donnait de l'autorité. Fleetwood et quelques autres, soit par zèle pour Cromwell, soit pour se donner un complice de leur faiblesse, essayèrent de l'engager à reprendre ses fonctions. Ce point se discutait en forme, suivant l'esprit du temps. « Supposez, disaient les partisans de l'obéissance, que Crom- « well soit un tyran, qu'il n'ait aucun droit à l'autorité, qu'il « soit un méchant homme (et la plupart, ajoute Ludlow, « reconnaissaient ingénument la vérité de cette dernière « supposition), il n'en est pas moins vrai qu'un honnête homme « peut agir sous lui. » Et ils alléguaient aussitôt l'exemple du centurion de l'Évangile, qui servait sous Néron. Ludlow [1] ne manquait pas de réponses. Alors on lui objectait qu'en abandonnant son poste il perdait l'occasion de faire du bien. Ludlow répondait, suivant la doctrine de l'Église, qu'il n'était pas permis de faire le plus petit mal dans la vue du plus grand bien, et que c'était un mal de fortifier l'usurpation de Cromwell. Il ajoutait que si tous les républicains refusaient d'agir et s'éloignaient, Cromwell ne pouvant se fier aux hommes du parti contraire, serait forcé d'abandonner ses projets, faute d'instruments pour le servir. De tels caractères étaient sans doute incommodes pour un usurpateur ; mais cette fermeté de principes était mêlée d'une sorte de rectitude systématique qui réduisait Ludlow à des protestations, et ne lui permettait de rien entreprendre. Il persista dans son refus de participer aux délibérations du conseil ; et conservant le grade militaire qu'il avait reçu du parlement, mais sans en faire aucun usage contre l'intérêt de Cromwell, il assista à l'entière soumission de l'Irlande sous l'autorité du protecteur.

[1] Ludlow's Memoirs, v. II, p. 484.

Cromwell, après avoir solennellement établi dans Londres le siége de son pouvoir, s'occupa de ménager toutes les sectes et tous les partis, dont les divisions avaient favorisé sa grandeur, mais qu'une haine commune devait maintenant réunir contre lui.

Le parti militaire, dont il empruntait toute sa puissance, fut maintenu dans le respect et la crainte. La plupart des officiers furent à peine consultés, et ne servirent que de témoins et d'appuis à l'usurpation de leur général. Avant que le protectorat eût été proclamé, dans le premier conseil militaire où le général Lambert exposa la situation de la république et donna lecture de l'*instrument d'État,* quelques officiers avaient essayé d'élever la voix contre cette nouveauté; mais Cromwell les interrompit, en les avertissant qu'il n'était plus temps de discuter sur le fond même du gouvernement, et qu'on voulait seulement connaître leur opinion sur la forme de l'acte. Renfermés dans ce cercle étroit, ils avaient demandé que du moins à l'avenir le titre de général fût incompatible avec la dignité de protecteur, et qu'aucun des parents du protecteur ne pût être choisi pour lui succéder; mais on avait tenu peu de compte de ces demandes. Lambert, dans une seconde réunion, leur déclara que le général prenait sur lui tout le soin des affaires civiles, et Cromwell les congédia [1] sans les écouter davantage, en leur disant d'aller remplir leurs charges et de retourner à leur régiment, pour veiller au maintien de la paix publique. Les officiers qu'il fit entrer dans son conseil se mêlèrent seuls des affaires civiles; chacun d'eux reçut un traitement annuel de mille livres sterling. L'administration du trésor public fut confiée à trois membres du conseil également choisis dans l'armée, Desborough, beau-frère de Cromwell, Sydenham et Montague, ses créatures.

Quoique son usurpation rassurât les royalistes, il redoutait leurs vengeances, et n'ayant plus mis entre le trône et la révolution que la vie d'un homme, il craignait que le zèle ou

[1] Ludlow's Memoirs, v. II, p. 477.

l'intérêt n'armassent contre lui le bras d'un assassin. Dans cette pensée, il affectait de dire qu'entre deux partis ennemis les hostilités devaient être égales, que jamais les assassinats ne commenceraient de son côté; mais que, si les *cavaliers* l'attaquaient par cette voie et manquaient leur coup, il avait le moyen de faire périr toute la famille royale. L'adresse et la corruption l'introduisaient dans les complots des chefs de ce parti. D'ailleurs, tout en l'effrayant, il ne l'opprimait pas, et il semblait même le protéger contre la violence des indépendants. Cromwell donna la preuve de cette adroite impartialité en appelant aux fonctions judiciaires un des hommes les plus chers au parti royaliste, sir Matthew Hale, qui s'était offert pour défendre le roi, et qui, par une vocation généreuse, avait plaidé la cause du duc Hamilton, de lord Holland et de lord Capel. Cromwell, soit pour donner une sauvegarde aux royalistes, soit pour relever son pouvoir par l'adoption d'un homme de bien, s'empressa de lui offrir une place de juge dans la cour des plaids communs. Hale, après avoir hésité, consentit, vaincu par les instances de plusieurs de ses amis du parti royaliste; et considérant [1] que, puisque dans tous les temps le maintien de la justice et de la propriété était d'une nécessité absolue, il n'y avait point de péché à recevoir les fonctions judiciaires des mains d'un usurpateur. Mais ce qui sert à caractériser l'esprit de cette époque, plus encore que la loyauté de ce magistrat, c'est qu'avant de se déterminer, il prit la décision de deux théologiens célèbres.

Cromwell eut bon marché des presbytériens. Cette secte demi-royaliste en fait de politique, demi-indépendante en fait de religion, avait eu beaucoup à souffrir de la violence et du mépris des indépendants. Ennemie des évêques par principe, mais zélée pour le maintien des ministres, elle avait vu avec effroi les efforts de la dernière assemblée pour supprimer toute puissance sacerdotale. Les presbytériens étaient des révolutionnaires modérés; ce sont les gens les plus maltraités dans la

[1] The life and death of sir Matthew Hale, p. 22 et 23.

violence et le choc des partis. L'usurpation de Cromwell leur parut une sauvegarde. Cromwell, afin de leur donner un gage de paix, en introduisit quelques-uns dans un comité qu'il forma pour l'examen des prédicateurs et la distribution des bénéfices vacants.

Les indépendants donnèrent plus de peine au protecteur. Il affectait toujours de tenir à ce parti. Les hommes dont il composa son conseil étaient presque tous des indépendants, mais sans principe arrêté, sans autre conscience que l'obéissance militaire, et couvrant du nom de leur secte le plus servile dévouement aux ordres d'un maître. Les premiers et les véritables indépendants se tenaient à l'écart depuis la dissolution du long parlement. Il était de la nature de cette secte de se subdiviser sans terme. Les deux extrêmes étaient les républicains politiques, et les républicains fanatiques, ou partisans de la *cinquième monarchie*. Les premiers, dans la rigueur de leurs principes, ne cherchaient que le perfectionnement de la liberté civile, et paraissaient dégagés de la préoccupation religieuse qui dominait leur siècle. Quelques-uns professaient ouvertement le pur déisme. Cromwell, qui ne pouvait rien sur eux, les appelait la secte des Païens. De ce nombre étaient Haslerig, Sydney, célèbre par ses écrits et par l'iniquité de sa mort, inflexible sous Cromwell comme sous Charles Ier; Harrington, qui cependant dédiait à Cromwell ses livres républicains; Henri Nevil, Challoner, savants et philosophes, esprits hardis et élevés, mais peu compris de la foule, qui ne concevait guère l'indépendance politique qu'à la faveur de l'enthousiasme religieux.

Cromwell trouvait peut-être plus d'obstacle dans les *hommes de la cinquième monarchie* qu'il avait trompés tant de fois. Ceux-ci, dans leur attente d'une royauté spirituelle, furent singulièrement irrités de son usurpation, et le traitèrent d'Antechrist. Mais il avait prise sur eux par le fanatisme; il leur parlait dans leur langage avec des torrents de larmes. Malgré le cérémonial qu'il affectait depuis son élévation, il les accueillait sur le pied de l'ancienne familiarité. Quand il était

seul avec eux, il les obligeait de s'asseoir à ses côtés, le chapeau sur la tête. Il leur protestait qu'il aurait mieux aimé avoir reçu la houlette d'un berger que la dignité de protecteur : « Rien n'était plus contraire à son inclination que l'appareil « de la grandeur. Mais il avait fallu sauver la nation du mal- « heur de tomber dans le dernier désordre, et d'être livrée « sans défense à l'ennemi commun. Il avait consenti à se « placer, dans ce court intervalle, entre la vie et la mort, « jusqu'au moment que Dieu les conduirait au point où il « voulait les fixer. Alors il rejetterait ce lourd fardeau avec « une joie égale à sa douleur présente. » Il leur proposait de prier ensemble ; et c'était ainsi que l'entretien finissait presque toujours.

Cependant, malgré ces premières apparences, nous verrons Cromwell persécuter cette secte, et surtout le major Harrisson, dont il avait trompé si longtemps la bonne foi, mais qu'il ne put jamais effrayer ni corrompre. Le parti dans lequel Cromwell trouva le plus de résistance et de haine se composait de quelques restes de la faction des niveleurs ou des agitateurs, dont il s'était d'abord servi, mais qu'il avait eu besoin de contenir et de frapper avant même la mort du roi. Ces démocrates, appartenant tous à l'armée, lui paraissaient doublement dangereux par leur fureur d'égalité, et par l'exemple de leur turbulente indiscipline. Cromwell en fit d'abord arrêter plusieurs ; et ce fut contre cette faction intraitable qu'il tourna surtout sa vigilance et la rigueur de ses lois.

Dès le premier mois de son élévation, en vertu de l'autorité législative qu'il s'était provisoirement attribuée, il rendit une ordonnance pour caractériser les délits de haute trahison. Parmi les crimes contre la vie et l'autorité du lord protecteur, on comprend toute déclaration imprimée, écrite ou prêchée, qu'il existe encore un parlement, ou quelque loi qui en autorise la continuation. Le reste de cette ordonnance s'appliquait aux tentatives que pouvait former le parti royaliste. Cependant Cromwell, à la même époque, par une ordonnance, révoqua le serment de haine à la royauté, soit qu'il ait voulu

ménager les royalistes, ou familiariser les esprits avec le retour du pouvoir monarchique sous un titre nouveau.

Cromwell qui, malgré quelques séjours passagers dans le palais de Whitehall, occupait l'hôtel de Cock-Pit, que lui avait assigné le parlement, le quitta peu de mois après son élévation [1], et vint, avec toute sa famille, habiter l'ancienne demeure des rois; Ludlow observe même que la femme de Cromwell, si rarement nommée dans son histoire, parut d'abord étonnée de la splendeur de cette nouvelle fortune, qu'elle finit par prendre en patience. Le protecteur s'attribua également tout ce qui restait des anciens domaines de la couronne, et en confia la surveillance à une commission. Comme il ne négligeait aucune occasion de faire reconnaître et de solenniser son pouvoir, il se fit offrir un banquet par la ville de Londres avec les formes usitées autrefois pour le souverain. Il marqua cette intention par tout le cérémonial de la journée. Il se rendit d'abord à Temple-Bar, où il reçut l'épée des mains du lord maire, la rendit ensuite, comme faisaient les rois, et fut harangué par le greffier de la ville.

Voici l'exorde, qui n'est pas plus ridicule que le reste :

« On a souvent observé que, lorsque Samuel offrait un « sacrifice, il réservait à Saül les épaules de la victime, afin « de lui faire connaître par là quel était le poids du gouver- « nement. La considération de cette vérité a fait dire à Maxi- « milien qu'aucun de ceux qui savent combien le diadème « est pesant ne voudrait l'accepter. Les gouvernants sont « comme les corps célestes, objets de respect, jamais en « repos [2]. »

Ce qu'on voit le plus clairement dans la suite de ce discours, c'est que Cromwell est tout-puissant, et que l'orateur confond pêle-mêle un reste de doctrine anarchique avec toutes les maximes de l'obéissance passive et du droit divin, tant reprochées au règne des Stuarts. « La désignation du gouverne-

[1] Cromwelliana, p. 159.
[2] The parliamentary History, v. XX, p. 271.

« ment, dit-il, quant aux formes et aux personnes, est une « chose variable ; mais le gouvernement lui-même, considéré « d'une manière abstraite, dans son type originel, est une « institution divine. » Or Cromwell est choisi par Dieu, qui lui a donné les affections du peuple. Il est assez curieux de voir comment, de quelque point qu'on soit parti, on sait toujours retrouver la doctrine du pouvoir absolu, dès qu'il s'est élevé quelqu'un pour en profiter. Le protecteur répondit « qu'il était très-obligé à la cité de Londres de ce témoignage « de considération et de tous ceux qu'elle lui avait déjà « donnés. » Puis étant monté à cheval, et suivi d'un magnifique cortége, il se rendit à Grocers'-Hall, où le banquet de la ville était préparé. Ludlow assure que dans cette marche prolongée à travers les principales rues de Londres, le protecteur, qui se tint presque toujours la tête découverte, fut peu favorablement accueilli. Mais c'était beaucoup d'avoir forcé cette populace de Londres, enivrée de démocratie, à supporter le renouvellement d'une pompe toute royale. Cromwell, affectant une des prérogatives de la couronne, fit chevalier le lord maire, et lui donna sa propre épée. Dans un pays où les autorités municipales avaient toujours eu beaucoup de force, cette reconnaissance publique et respectueuse de la puissance du protecteur ne pouvait paraître un cérémonial indifférent. Ludlow ne dissimule pas qu'il en fut lui-même frappé, et qu'il y vit un témoignage du progrès de l'usurpation.

Cette soumission, que Cromwell trouva dans les trois royaumes, était secondée par l'assentiment de tous les États de l'Europe. Ce n'est pas, sans doute, que le meurtrier juridique d'un roi, succédant au pouvoir de celui qu'il a fait périr, ne dût paraître un horrible exemple ; mais la politique et les idées des différents peuples n'étaient pas encore assez rapprochées ; et l'Angleterre particulièrement était trop séparée des autres royaumes, par sa position et par ses anciennes formes politiques, pour que cet exemple parût à craindre. La révolution était enfermée dans l'Angleterre, comme le puritanisme. Ailleurs, les assemblées qui en avaient été l'in-

strument n'existaient pas, et les idées qui en avaient été la cause n'étaient pas comprises. Un sentiment de dignité, qui est aussi une maxime de politique, aurait dû sans doute interdire à des souverains toute alliance avec le meurtrier d'un roi. Ce sentiment n'arrêta point les ministres, qu'un hasard rendait alors maîtres absolus dans presque tous les États. Par une autre circonstance, qui paraîtrait singulière si les démarches des cours devaient s'expliquer par leurs opinions, et non pas uniquement par leur force ou par leur faiblesse, ce fut l'Espagne [1], que l'on vit la plus empressée à reconnaître l'usurpation de Cromwell. L'ambassadeur espagnol, don Louis de Cardenas, vint le premier rendre hommage au protecteur. Il l'engagea même à s'emparer ouvertement de la couronne d'Angleterre, lui offrant et lui promettant pour cette entreprise le secours de Sa Majesté Catholique, bassesse à laquelle Cromwell affecta de ne point répondre. L'ambassadeur de Portugal vint ensuite. Le cardinal Mazarin, dont la politique était aussi dépourvue de fierté que de probité, n'hésita point à féliciter le protecteur d'une élévation qu'il pressentait depuis longtemps. Presque tous les autres États reconnurent Cromwell. On remarqua même une ambassade de l'électeur de Brandebourg, puissance alors presque ignorée en Europe. Une reine célèbre, que sa philosophie peu morale mettait au-dessus des bienséances et des devoirs, et qui sans doute ne s'intéressait guère à l'inviolabilité des trônes, au moment où elle méditait de quitter le sien, Christine affecta même envers Cromwell tous les égards de l'admiration et de l'amitié. Whitelocke, envoyé d'abord en Suède comme ambassadeur de la république, fut reçu avec de grands honneurs, qui s'augmentèrent encore lorsqu'il annonça l'élection du protecteur. Il vit souvent la reine, et conclut avec elle un traité tout en faveur des vues de Cromwell. Le génie singulier de Christine, souveraine absolue, aimait les victoires de la liberté anglaise; et, par un autre caprice, elle se plaisait à l'élévation de Crom-

[1] The parliamentary History, v. XX, p. 268.

well qui, tout en détruisant cette liberté, lui semblait du moins interrompre la marche ordinaire du monde et démentir le préjugé des couronnes. La reine, dans son estime pour l'ambassadeur anglais, alla même jusqu'à lui confier quelques mois d'avance le projet de son abdication [1]. Ce fut, en effet, cette même année, qu'à l'âge de vingt-six ans, Christine, puissante et respectée, déposa la couronne, et qu'étant partie sans suite et sous des vêtements étrangers à son sexe, elle vint à Rome se faire catholique par indifférence pour toutes les religions.

Mais la négociation la plus importante pour le protecteur était celle qui devait glorieusement terminer la guerre contre la Hollande.

Avant d'être nommé protecteur, Cromwell, dans une longue conférence avec Bevervingck, envoyé des Provinces-Unies, avait paru demander que la Hollande sacrifiât toute autre alliance à celle de l'Angleterre; il répétait l'axiome : *Salus populi suprema lex esto,* pour faire entendre que le commerce, qui faisait la force et la richesse de la Hollande, ne pouvait être assuré que par un traité de paix et d'alliance avec l'Angleterre. Il se renfermait d'ailleurs dans l'ancienne idée du long parlement, et déclarait qu'il ne voulait exercer aucune influence sur le gouvernement intérieur de la Hollande, mais établir une coalition entre les deux peuples. Cet entretien eut lieu sans témoins. Cromwell s'exprimait en anglais, et l'ambassadeur lui répondait en langue latine.

La négociation fut continuée par des commissaires de Cromwell, qui avait soin d'ordonner en même temps de nouveaux préparatifs maritimes et des levées de matelots. Les premières propositions étaient rigoureuses et soutenues avec la fierté de la victoire. Dans une nouvelle conférence devant le conseil d'État, Cromwell, après avoir prié Dieu [2], qui voit dans les cœurs, de manifester la droiture de ses intentions, déclara

[1] Whitelocke's Memorials, p. 561.
[2] Thurloe's State papers, v. I, p. 417, 418, 438.

qu'il renonçait au projet de coalition, et qu'il voulait seulement assurer entre les deux peuples une alliance intime et favorable à leurs intérêts mutuels.

Cromwell soutint ce caractère de modération ; et, dans plusieurs occasions, il affecta même de répandre des larmes [1], en exprimant le regret de voir deux États, si rapprochés par la religion, désunis par la guerre. Mais les propositions communiquées par le conseil d'État n'en furent pas moins impérieuses. L'un des articles avait pour objet d'exclure du stathoudérat le prince d'Orange, comme allié de la famille des Stuarts. Le conseil d'État réclamait d'ailleurs des indemnités immenses [2] et imprévues, prétendait lever un impôt sur les pêches des Hollandais, se réserver un droit d'inspection sur leurs navires, et fixer le nombre de ceux qu'ils pourraient mettre en mer. Cette rigueur extrême faillit rompre les négociations, lorsque l'élévation de Cromwell au protectorat vint donner une face nouvelle aux affaires. Les envoyés de Hollande furent prévenus par le maître des cérémonies qu'ils devaient traiter avec le lord protecteur dans les mêmes formes qu'avec les anciens rois [3]. Après de longues discussions, le protecteur, que les embarras de sa nouvelle puissance obligeaient à quelques ménagements, abandonna ce qu'il y avait de trop rigoureux dans les premières demandes du conseil ; et la paix fut signée le 5 avril, après une guerre de dix-huit mois, qui avait si puissamment concouru à la grandeur et à l'illustration de la république d'Angleterre.

Par ce traité, les Provinces-Unies reconnaissaient la suprématie du pavillon britannique [4] ; elles s'engageaient à donner satisfaction du massacre des Anglais dans l'île d'Amboine, vieille injure, dont la réparation tardive flatta singulièrement l'orgueil du peuple anglais. Ludlow assure que les états de

[1] Thurloe's State papers, v. I, p. 616. Correspondance de l'ambassadeur de France.
[2] *Ibid.*, p. 660.
[3] *Ibid.*, p. 644
[4] The parliamentary History, v. XX, p. 286.

Hollande promettaient de se soumettre à l'acte de navigation; mais cet article n'est pas formellement exprimé dans le traité, et l'on n'y trouve qu'une reconnaissance générale des lois de commerce des deux peuples. Par un article secret, Cromwell avait fait exclure du stathoudérat tout membre de la maison d'Orange [1], poursuivant ainsi la famille des Stuarts jusqu'au milieu d'une république étrangère.

Une paix si glorieuse jeta beaucoup d'éclat sur le gouvernement de Cromwell. Le protecteur, en ordonnant à cette occasion un jour solennel d'actions de grâces, parla, suivant sa coutume, ce langage inspiré, que la politique peut feindre, mais qui s'accorde si bien avec l'enthousiasme et la gloire. « Il « semble que le Seigneur ait dit : Angleterre, tu es ma fille « aînée, ma bien-aimée parmi les nations. Sous le ciel, jamais « le Seigneur ne s'est ainsi conduit avec aucun peuple. Le Sei- « gneur vient d'ajouter un nouvel anneau à la chaîne d'or de « sa bienveillance; il nous a donné la paix avec nos voisins, « les ProvincesUnies. »

Cromwell ayant imposé la paix à la seule puissance maritime que pût redouter l'Angleterre, et recevant les félicitations empressées des principaux souverains, se trouva, dès le commencement de son usurpation, reconnu de toute l'Europe. Il emporta cet hommage par l'inflexible hauteur de sa politique. Une circonstance remarquable fit ressortir dès le commencement ce caractère, qu'il maintint toujours dans ses relations avec les autres États. Le frère de l'ambassadeur de Portugal ayant eu querelle, dans un lieu public, avec un Anglais nommé Gérard, se fit suivre le lendemain de plusieurs valets armés, qu'il chargea de venger son injure. Ceux-ci tuèrent un passant qu'ils prirent pour Gérard. Dans le désordre qu'excita ce meurtre, ils se réfugièrent avec leur maître à l'hôtel de l'ambassade, où le peuple les poursuivit. Cromwell envoya aussitôt un officier avec sa compagnie pour sommer l'ambassadeur de livrer son frère. L'ambassadeur

[1] The parliamentary History, v. XX, p. 486.

insista sur le privilége de sa dignité, et se plaignit de la violence qu'on lui faisait. Cromwell fit répondre : *Un homme a été tué, il faut que justice soit faite !* Et il ordonna en même temps qu'on remît entre les mains de son officier tous les coupables, qui autrement seraient enlevés à force ouverte par le peuple. L'ambassadeur céda, et les Portugais furent conduits à Newgate. Toutes les sollicitations, toutes les prières qu'on essaya en leur faveur n'obtinrent jamais de Cromwell que cette réponse : *Il faut que justice soit faite.* Elle le fut réellement ; en vain le principal accusé allégua que non-seulement il était frère de l'ambassadeur, mais qu'il était son représentant, et qu'il avait secrètement le même titre que lui ; le protecteur fit décider par la cour [1] que cet étranger n'aurait aucun privilége. Suivant la procédure anglaise, on ne lui accorda point de défenseur pour la discussion du fait, mais seulement pour la discussion du droit. Traduit devant un jury composé moitié d'Anglais et moitié d'étrangers, il fut condamné avec quelques autres de ses complices. On le conduisit au lieu du supplice dans une voiture à six chevaux. Le même jour l'ambassadeur fut forcé de signer un traité, par lequel le Portugal s'engageait à payer au protecteur une indemnité considérable.

Un fait singulier que les historiens racontent sans paraître y faire attention, et qui, peut-être, n'offre qu'une rencontre accidentelle, c'est que le même Gérard [2], acteur principal dans cette anecdote, se trouva précisément, à la même époque, arrêté comme chef d'une conspiration royaliste. Il fut jugé par une haute cour avec deux autres complices, et décapité à Tower-Hill, la veille de l'exécution des Portugais.

Quelques écrivains ont révoqué en doute la réalité de cette conspiration, et n'y ont vu qu'une infâme manœuvre des espions de Cromwell. Clarendon affirme que Charles II, alors

[1] Whitelocke's Memorials, p. 550.
[2] Clarendon's History, p. 645.

retiré à Paris, loin d'inspirer aucun projet semblable, interdisait à ses sujets toute tentative en sa faveur, dans un moment où ils ne pouvaient que se perdre eux-mêmes sans servir sa cause. Cependant on trouve dans le recueil de Thurloe beaucoup de preuves juridiques de cette conspiration, des interrogatoires, des aveux, et une prétendue proclamation, où l'on promet, au nom du roi, un pardon illimité et de grandes récompenses à celui qui ferait périr Olivier Cromwell, en exceptant toutefois de cette promesse et de cette mission Lenthall, Haslerig et Bradshaw. Ces faits ne détruiront pas le témoignage respectable de Clarendon, si l'on songe à tous les efforts, à tous les projets que l'indignation d'une grande infortune, le dévouement et l'ambition, devaient multiplier parmi les partisans de Charles, sans son inspiration ni son aveu. Le protecteur affecta de donner une grande importance à cette découverte. Il fit répandre la nouvelle d'une vaste conspiration contre sa vie et celle des principaux membres de son conseil. Plus de quarante personnes furent arrêtées et prévenues de complicité. Dans ce nombre était un traître, qui cacha longtemps sa bassesse sous une persécution apparente et sous une ancienne renommée de courage et d'honneur, Richard Willis, officier de l'armée de Charles, dépositaire de tous les projets des royalistes, et les vendant à Cromwell. Le protecteur, après avoir annoncé de l'indulgence pour les royalistes, et même favorisé ouvertement quelques papistes irlandais, frappa ainsi ce parti, soit qu'il ait eu besoin de le punir, ou qu'il voulût l'effrayer.

Il ne se montra pas moins sévère contre les républicains qui ne voulurent pas s'associer à sa tyrannie : ce fut le petit nombre. Il fit comparaître devant son conseil le major Harrisson [1], le major Carew et le colonel Rich. Il accusa le premier d'avoir voulu lui enlever son emploi de général à l'époque où il se trouvait malade en Écosse.

Cromwell n'ayant pu arracher à ces trois républicains le

[1] Ludlow's Memoirs, v. II, p. 489.

serment de ne rien entreprendre contre sa personne et son pouvoir, il les envoya dans diverses prisons.

Milton qui, du milieu de son enthousiasme, voyait encore dans Cromwell le soutien de la liberté, lui disait alors, dans un écrit plein de la gloire de ses grandes actions : « O Crom-« well! respecte l'attente que l'on a fondée sur toi; respecte « le seul espoir de la patrie; respecte la présence, les blessures « de tant d'hommes courageux, qui, sous tes ordres, ont « combattu pour la liberté; respecte les mânes de ceux qui « ont péri dans cette lutte généreuse; respecte l'opinion des « autres peuples, et les grandes idées qu'ils se forment de « cette république que nous avons si glorieusement élevée, « et qu'il serait si honteux de voir disparaître [1]. » Il le conjurait, dans le même écrit, de lever les entraves, et de rendre à la pensée une liberté de la presse qui l'instruirait lui-même. Mais le jour même où cet ouvrage était présenté à Cromwell, dans son palais de Windsor, l'ami le plus cher de Milton, le confident de ses études, le colonel Overton [2], distingué par la gloire des armes, l'enthousiasme de la liberté, et par un amour des lettres, fort rare dans son parti, était jeté dans les fers sur un ordre du protecteur; et les républicains pouvaient apprendre quel maître ils s'étaient donné. Cromwell fit détenir Harrisson, Overton et Lilburn dans l'île de Jersey, qui n'était point sous la loi anglaise; et le lieu de leur captivité leur ôtait ainsi le privilége de cet *habeas corpus*, que réclame tout Anglais opprimé.

Au milieu des rigueurs illégales exercées par le protecteur, son génie vaste et laborieux lui dicta beaucoup d'actes utiles. Le principal fut la réunion définitive de l'Angleterre et de l'Écosse, qui perdit son parlement national sous la condition d'envoyer trente députés à l'assemblée de Westminster. Ce grand acte, projeté par le long parlement, mais que le protecteur eut seul la puissance et la gloire d'accomplir, fut précédé

[1] Milton's political Works, p. 109.

[2] *Te, Overtone, mihi multis ab hinc annis, et studiorum similitudine et morum suavitate, concordiâ plus quàm fraternâ conjunctissime.*

d'une amnistie pour toutes les condamnations qu'avait entraînées la guerre civile en Écosse. En même temps, par la libre communication des marchandises, et par la suppression de tout impôt de douane entre les deux pays, l'Écosse et l'Angleterre furent plus unies que ne l'étaient alors, dans plusieurs parties de l'Europe, les provinces d'un même royaume. L'égalité des taxes, l'abolition des justices seigneuriales, furent données au peuple en dédommagement de l'ancienne indépendance, qui ne profitait qu'aux seigneurs. La rigueur de l'administration pesa sur la noblesse. Monk alla même jusqu'à lui interdire le droit de porter des armes. Il ne fut pas moins rigoureux envers les ecclésiastiques, et il défendit aux prédicateurs toute discussion sur le gouvernement.

La répression des prédicateurs, en Angleterre, fut également l'objet de l'attention et des lois de Cromwell. Non content d'avoir soumis la faculté de prêcher à l'autorisation d'un comité, il nomma des commissaires pour supprimer les ministres scandaleux ou ignorants.

D'autres mesures, rapidement expédiées dans ce court intervalle, avaient un caractère moins despotique, et même une utilité véritable. Tels étaient une ordonnance pour la punition du duel[1], une réforme de la cour de chancellerie, l'établissement d'une inspection légale sur les deux universités de Cambridge et d'Oxford et sur le célèbre collége d'Eaton. Cromwell faisait tous ces actes législatifs par le seul concours de son conseil, et ce fut aussi dans la même forme qu'il prolongea la durée des impôts que payait le peuple anglais. L'Irlande, où l'autorité du protecteur avait été si facilement reconnue, malgré l'opposition de Ludlow, lui donna l'occasion de produire, sur un grand théâtre, son fils Henri, qu'il avait introduit dans son conseil, et qu'il voulait préparer à l'exercice du pouvoir. Cromwell l'envoya visiter ce royaume.

Le fils du protecteur, sans autre suite qu'un seul valet, vint débarquer à Monk-Town, près de la maison de cam-

[1] The parliamentary History, v. XX, p. 310.

pagne de Ludlow, qui lui envoya son carrosse pour le recevoir. Le jeune Cromwell se rendit à Dublin, chez Fleetwood, et put bientôt s'assurer par lui-même de deux choses également favorables au despotisme, la fidélité des troupes et l'indifférence du peuple abattu par la misère. Pressé de reporter ces nouvelles à son père[1], il revit avant son départ Ludlow, et s'entretint familièrement avec lui à sa maison de campagne. La conversation s'étant fort animée, le jeune Henri, élevé dans la profonde dissimulation de son père, n'opposait au mécontentement de Ludlow que l'assurance de l'affection particulière du protecteur. Ludlow, qui, disait-il, ne changerait pas d'opinion, lors même qu'il verrait son propre père à la place du protecteur, expliqua, suivant ses principes, comment il avait pris les armes pour assurer la liberté civile, tandis que maintenant les armes et la violence servaient à maintenir un gouvernement usurpé. Mais Henri lui fit sentir en peu de mots que les auteurs d'une révolution républicaine se trouvent liés en dépit d'eux-mêmes au despotisme qui la termine et la protége. « Voulez-vous donc, lui dit ce jeune homme, « remettre l'épée dans le fourreau ? Je vous croyais plutôt con-« vaincu que vous avez autant d'intérêt que personne à ne « pas poser les armes. » Ludlow répondit en alléguant les principes de la liberté civile. Le jeune Henri partit pour l'Angleterre, et laissa Ludlow mécontent, mais dans l'impuissance de rien entreprendre. La complicité d'un grand crime forçait les plus fiers républicains de plier la tête sous une tyrannie abhorrée, mais tutélaire.

En écrasant l'esprit de liberté, en se substituant à la république, Cromwell avait mis en lui-même le seul obstacle au retour des Stuarts, et s'était rendu d'autant plus indispensable aux républicains qu'il avait détruit leur ouvrage.

[1] Ludlow's Memoirs, v. II, p. 490.

LIVRE HUITIÈME.

Réunion de la nouvelle chambre. Discours du protecteur. Opposition de la chambre au pouvoir de Cromwell. Cette assemblée met en discussion l'acte constitutif du protectorat. Cromwell fait placer une garde à la porte de la salle des séances, et, ayant convoqué les députés dans une autre salle, il leur déclare, après un long discours, qu'aucun d'eux ne continuera de siéger sans avoir souscrit une reconnaissance de son autorité. L'assemblée reprend l'examen de l'instrument d'État, et consume le temps en discussions. — Mort de la mère de Cromwell. — La chambre refuse de reconnaître l'hérédité du protectorat. Cromwell, au bout de cinq mois, dissout la chambre. Son discours. — Conspiration et armement royaliste. Taxe du dixième des biens, imposée sur les royalistes. Création des gouverneurs militaires. — Résistance légale du marchand Cony. Conduite honorable de quelques jurisconsultes. Fermeté du juge Hale. — Politique extérieure. Cromwell préfère l'alliance de la France à celle de l'Espagne. Il envoie une flotte contre les colonies espagnoles. Conquête de la Jamaïque. Expédition de Blake contre Alger et sur les côtes de la Toscane. — Généreuse intervention de Cromwell en faveur des protestants de la Savoie. Traité avec la France. Manifeste contre l'Espagne. Prise de galions chargés de trésors.

Les six mois de dictature que Cromwell s'était ménagés, en reportant au 3 septembre la convocation du parlement, avaient été remplis de manière que sa puissance nouvelle semblait n'avoir plus à redouter cette dernière épreuve. Clarendon et Ludlow s'accordent à nous représenter le protecteur affermi par l'alliance des cours étrangères, la soumission du peuple, le découragement des partis, et surtout par la vigueur et l'activité de son gouvernement. Les charges de judicature étaient remplies par des hommes intègres. Les flottes et l'armée étaient payées un mois d'avance ; les magasins militaires abondamment pourvus ; le protecteur avait trois cent mille livres

sterling dans son trésor, et cent cinquante mille dans les caisses de l'Irlande.

L'ordre était rétabli dans les trois royaumes, et ils étaient solennellement réunis par une administration semblable, et par la promesse d'un parlement commun. Cromwell régnait seul, et, ce qui est un des actes les plus éclatants de la souveraineté, il avait réglé, par des traités glorieux, toutes les affaires extérieures du peuple anglais.

Ce fut dans ce haut point de prospérité qu'il vit arriver l'époque fixée pour la réunion d'un parlement. C'était le 3 septembre, anniversaire heureux dans la vie de Cromwell, et marqué par ses deux plus grandes victoires. Les élections s'étaient faites dans les trois royaumes, sur des *writs* émanés du protecteur, d'après un mode nouveau, plus égal en apparence, et plus favorable à la liberté, les petits bourgs étant exclus d'y concourir; mais les choix furent soumis à l'approbation du conseil d'État. L'événement prouva que cette précaution était impuissante. Malgré l'influence du protecteur, plus grande que celle d'aucun roi, parce que la nouveauté de son pouvoir l'avait obligé à mettre partout des hommes particulièrement destinés à la défendre, la liberté insurmontable d'une élection vraiment démocratique ramena la plupart des noms que la révolution avait rendus célèbres. On vit reparaître beaucoup de membres du long parlement, laissés dans l'oppression et dans l'oubli depuis l'élévation du protecteur.

Mais le fils de Cromwell, plusieurs de ses parents, de ses officiers les plus dévoués et de ses conseillers d'État, furent également nommés.

Le 3 septembre, un grand nombre de députés se réunirent dans l'église de Westminster, où ils entendirent un sermon. Ils passèrent ensuite dans la salle des séances, et de là dans la *salle peinte*, où le protecteur les reçut, et leur annonça pour le lendemain un sermon qui serait suivi de communications importantes sur les affaires publiques. Le lendemain, le protecteur se rendit en grand appareil à l'église de Westminster, où se réunit encore le parlement. Son fils Henri et le général

Lambert étaient seuls avec lui dans sa voiture. Un cortége nombreux rappelait la magnificence des cérémonies royales. Après le sermon, le protecteur se rendit à la *salle peinte*, et s'étant placé sur un siége élevé, il harangua les membres du parlement, qui prirent place sur des bancs autour de lui.

Ce discours est un monument remarquable de la politique et du siècle de Cromwell. On y voit que le péril alors le plus redouté du protecteur, c'étaient les opinions anarchiques en apparence bornées à la religion. Après avoir désigné sous ce rapport les opinions des niveleurs et des gens de la cinquième monarchie, il se plaint que les deux plus nobles motifs de la révolution, la liberté politique et la liberté de conscience, soient alléguées pour excuse des plus coupables erreurs [1]. « Oui, dit-il, ces abominations sont montées si haut, que la « hache a été mise à la racine du saint ministère comme d'une « institution idolâtre et antichrétienne; et de même qu'au- « trefois un homme, ayant les meilleurs témoignages, ne pou- « vait prêcher s'il n'était prêtre, maintenant, par un autre « excès, ils veulent que le sacerdoce anéantisse la vocation. »

Dans les révolutions, qui sont toujours le combat des prétendants contre les possesseurs, l'attaque se fixe nécessairement sur les choses qui ont le plus de prix dans l'opinion et les mœurs du temps : Cromwell le savait bien. Il avait lui-même attaqué l'épiscopat pour détruire la monarchie, et, par la même raison, il sentait que ceux qui détruisaient le sacerdoce ne supporteraient aucune autorité civile.

« Les opinions spéculatives, dit-il, ne font de mal qu'à ceux « qui les ont : mais quand elles viennent à la pratique; quand « on nous dit que la liberté et la propriété ne sont pas les « signes du royaume de Jésus-Christ; quand on vient détruire « les lois, au lieu de les réformer, alors on mérite la vindicte « du magistrat. » On peut croire cependant que Cromwell exagérait à dessein l'influence de ces doctrines pour justifier et rendre nécessaire l'intervention de son pouvoir. C'est ainsi

[1] The parliamentary History, v. XX, p. 325.

que, dans le même discours, il fait grand bruit d'un prétendu comité de jésuites qui agite l'Angleterre. Les fausses alarmes sont le prétexte du pouvoir absolu.

A travers l'enveloppe mystique qui s'étend sur tout le discours, on découvre un sens politique et une véritable éloquence, car elle touche au but. Sans insulter les gouvernements qui l'ont précédé, Cromwell parle du sien avec une sorte de confiance et d'impartialité tout à fait imposante. Il ne se désigne pas lui-même; il paraît étranger à son ouvrage. « A tant de maux qui nous menaçaient, dit-il, on a opposé « un remède : c'est le gouvernement actuel. Permettez-moi « de le dire, car je parle avec confiance devant un plus grand « que vous, devant Dieu ; ce gouvernement a été calculé pour « l'intérêt du peuple, pour le bien seul du peuple, et sans « égard à aucun intérêt. » Alors il expose le tableau des réformes judiciaires et religieuses. « Ce gouvernement, dit-il, « a fait quelque chose de plus ; il a servi à la convocation d'un « parlement libre, celui que nous voyons aujourd'hui rassemblé, Dieu soit béni ! La réunion de ce parlement était pour « moi plus précieuse que la vie. Je désire plus que la vie de « le conserver. »

Il dénombre ensuite les traités qu'il a conclus, les alliances qu'il a faites avec le Danemark, la Suède, la Hollande, le Portugal ; et il annonce qu'il est en négociation avec la France. Toujours attentif à l'intérêt religieux, il compte pour beaucoup d'avoir stipulé dans le traité avec le Portugal la liberté de conscience pour les Anglais qui commerceront dans ce pays, ce qu'on n'a jamais vu, dit-il, depuis l'établissement de l'inquisition. Ce zèle pour la réforme lui inspirait un plus grand dessein, déjà tenté, sous d'autres auspices, dans la fameuse ligue de Smalcalde. C'était la pensée de réunir les États luthériens et calvinistes par une ligue politique et religieuse, et de placer l'Angleterre à la tête de ce qu'il appelait l'*intérêt protestant*. Cromwell exprime clairement cette intention, en parlant de la paix qu'il vient de conclure avec les États protestants, et des persécutions que l'empereur d'Autriche faisait

éprouver à ceux de ses sujets qui avaient embrassé la réforme. Malgré tous ces avantages qu'il relève avec force, Cromwell insiste sur les difficultés qui restent à vaincre, et, comparant les Anglais au peuple juif errant dans le désert : « Vous êtes, « dit-il, sur le seuil et sur la porte de l'espérance. Par là vous « pouvez entrer dans la demeure du repos de la paix ; mais « vous n'y êtes pas encore. » Cette crainte, développée avec beaucoup d'expressions mystiques, est un motif qu'il emploie pour inviter le parlement à la concorde, à l'union, à une sainte intelligence d'eux-mêmes et de leur devoir. Il leur promet à cet égard le secours de ses prières ; et, après avoir excusé sur la faiblesse de sa mémoire les graves omissions qui lui sont échappées dans ce discours : « Je vous déclare avec franchise, « dit-il, que je n'ai point parlé de toutes ces choses en homme « qui affecte quelque autorité, mais plutôt en homme qui veut « être votre collègue d'obéissance dans le service du peuple « de ces trois nations. » Il termina en invitant les députés à se rendre dans la salle des séances, *pour exercer leur liberté par le choix d'un orateur*.

D'après l'usage de la monarchie, le choix de l'*orateur* était soumis à l'approbation du souverain, mais le protecteur ne réclama point cette prérogative, et Lenthall, qui avait été *orateur* du long parlement, fut nommé à l'unanimité. La chambre choisit également ses officiers parmi les hommes qui avaient rempli les mêmes fonctions dans le long parlement, attention qui semblait faire présager que l'esprit de cette chambre, peu favorable à l'autorité de Cromwell, rappellerait les principes et le courage des premiers auteurs de la révolution. Cette résistance parut en effet dès le début, quoique puissamment balancée par le parti du protecteur. Cromwell, sous prétexte de nullité dans les élections, fit écarter par son conseil d'État quelques républicains intraitables, d'autant plus furieux contre lui qu'ils avaient été ses instruments et ses dupes, entre autres le lord Grey de Groby.

Un des premiers soins de la chambre, dès qu'elle eut fixé un jour de séance et de prières, fut d'opposer quelque obstacle

aux épurations dont elle était menacée. Elle vota que toute accusation contre les membres nommés devrait être présentée dans l'espace de trois jours. Ensuite elle nomma, pour le maintien de ses priviléges, un comité qui fut présidé par Haslerig, l'un de ces républicains dont Cromwell ne pouvait rien obtenir, parce qu'eux-mêmes ne demandaient rien. Le lendemain, Haslerig fit une motion pour garantir la liberté des discussions, et proposa qu'aucune ordonnance relative à des délits de trahison ne pourrait s'étendre aux discours des membres de la chambre. C'était révéler à la fois et tout ce que l'on craignait du protecteur, et tout ce que l'on voulait oser contre lui. Cette proposition agita vivement la chambre. Les membres dévoués au protecteur, Laurence, président de son conseil d'État, et le colonel Fiennes, la repoussèrent avec force; elle fut rejetée; mais la produire et la défendre était un coup hardi.

Rien ne fut si rapide que le progrès de l'opposition. A la troisième séance, on s'occupa d'examiner l'*instrument d'État*, c'est-à-dire la puissance même du protecteur. Le parti de la cour[1], car c'était le nom que déjà l'on donnait aux créatures de Cromwell, demandait que l'acte fût adopté généralement et sans discussion. Les républicains voulaient un débat sur les articles. Un député inconnu se leva pour déclarer « que Dieu, « après avoir coupé la tyrannie dans la personne d'un homme, « ne souffrirait pas que les libertés de la nation fussent « enchaînées par un autre homme, dont le droit au gouver- « nement ne pouvait se mesurer que sur la longueur de son « épée. » Les défenseurs du protectorat s'embarrassaient eux-mêmes dans un langage de liberté qu'ils ne pouvaient abjurer, et qui ne convenait plus à leur cause.

Tous les principes qui avaient commencé la guerre civile reparaissaient avec une force insurmontable. Les vieux partisans de la liberté, Bradshaw, Scott, Haslerig, attaquaient le protectorat du même air dont ils avaient renversé le trône. Ils parlaient avec l'autorité du grand rôle qu'ils avaient joué dans

[1] Ludlow's Memoirs, v. II, p. 498.

une révolution, sur laquelle s'appuyait encore le pouvoir même du protecteur. «Ils servirent puissamment, dit Ludlow[1], « pour ouvrir les yeux à beaucoup de jeunes députés, qui « n'avaient jamais entendu leurs intérêts si fortement et si « clairement défendus. » On proposa de former la chambre en comité général pour examiner une première question ainsi posée : « Est-il vrai que le pouvoir réside dans une seule per-« sonne et un parlement? » Cette proposition ne fut emportée qu'après plusieurs jours de débats, et par une faible majorité de cinq voix. Mais elle était si menaçante pour le protecteur, qu'il sentit le besoin de ne pas se laisser prévenir; il en usa militairement selon sa coutume. Ayant averti le lord maire de veiller au maintien de l'ordre dans la ville, il fit placer de grand matin une garde à la porte du parlement. Les députés furent invités à passer dans la salle des réceptions solennelles, où le protecteur leur fit un long discours. On connaîtrait mal Cromwell, si on négligeait ou si on altérait de pareils monuments. C'est là qu'il faut surprendre le secret de son caractère politique. Cette harangue singulière[2] roule sur deux assertions principales, qui semblent les deux points d'un sermon.

« Je ne me suis pas appelé moi-même à cette place : voilà « ma première vérité. Ce n'est pas moi qui me sers de témoin; « mais il y en a beaucoup qui portent témoignage de moi : « voilà ma seconde vérité. »

Cette division établie, Cromwell parcourt l'histoire de sa vie et les divers degrés de son élévation, récit d'un grand intérêt, si l'on pouvait y supposer quelque franchise; mais pour en juger, il suffira du passage où Cromwell, se reportant à l'époque de la victoire de Worcester, ajoute ces paroles : « En « vérité, je vous le dis, j'espérais alors obtenir la liberté de « rentrer dans la vie privée. Je demandai la démission de « mes emplois, je la demandai plusieurs fois, et Dieu peut « être témoin, entre tous les hommes et moi, pour décider si

[1] Ludlow's Memoirs, v. II, p. 500.
[2] The parliamentary History, v. XX, p. 349.

« je mens. Beaucoup savent que je ne mens pas sur le fait « matériel ; et, quant à la question de savoir si je dis un men- « songe au fond de l'âme en essayant de produire à vos yeux « ce qu'alors je n'avais pas dans le cœur, je le répète, que « Dieu en soit le juge. Les hommes sans charité qui jugent les « autres d'après eux-mêmes peuvent penser ce qui leur plaira; « la chose est véritable dans le fait. Ce que je dis sur la can- « deur et l'ingénuité de mon âme est également vrai ; mais je « ne pus obtenir ce que je désirais du fond de l'âme. »

Cette hypocrisie évidente, et pour ainsi dire superflue, peut donner une idée de la fourberie habituelle de Cromwell, et sert à prouver la fausseté de son fanatisme, lors même qu'il est le mieux joué et paraît le plus sincère.

Le protecteur explique ensuite comment l'intérêt de la liberté obligeait de prévenir la perpétuité du parlement ; et après avoir passé très-légèrement sur la manière dont cette assemblée fut dissoute, et dont le pouvoir tomba tout entier dans les mains du général, il se fait un titre de la modération qu'il montra en bornant lui-même une autorité sans contre-poids et sans limites.

Dans ce récit, il place le parlement *barebone*, qu'il avait choisi lui-même, et qu'il obligea de se démettre en sa faveur, faisant passer, par une sorte d'escamotage politique, la démission forcée de cette assemblée sans titre pour une concession de la souveraineté populaire.

« Je reçus, dit-il, cette abdication, après avoir usé tous mes « efforts et toutes mes prières pour maintenir l'assemblée « d'accord et pour la conserver. Par son abdication, mon pou- « voir se retrouva de nouveau arbitraire et illimité. »

Cromwell explique avec assez de franchise la raison de ce pouvoir. « L'armée, dit-il, était une partie très-considérable « de la nation, surtout en l'absence de tout gouvernement, et « lorsqu'il ne restait que l'épée pour mettre les choses en « ordre. »

Cette raison pouvait dispenser Cromwell de toutes les autres ; il n'en expose pas moins les circonstances de son éléva-

tion, et il énumère longuement les adresses et les félicitations des autorités judiciaires et civiles. Voilà ce qu'il appelle des témoignages, et ce qui fait la seconde partie de son discours. Confondant à dessein son pouvoir personnel avec les libertés de l'État, il établit qu'il y a des parties immuables dans la constitution, le gouvernement représenté par une personne et un parlement, la périodicité du parlement.

« Que maintenant, dit-il, on prétende avilir ce gouverne- « ment avoué par Dieu, reconnu par les hommes, je veux être « roulé dans la tombe et enterré avec infamie plutôt que d'y « consentir jamais! Vous avez été appelés ici pour sauver une « nation, plusieurs nations. » Puis parcourant avec véhémence les dangers qui résulteraient de la division : « Que répondrez- « vous à Dieu, s'écrie-t-il? Que répondrez-vous aux hommes, « à ce peuple qui vous a envoyés, qui attend de vous l'allége- « ment de ses maux, la paix, le repos, la stabilité? Lui direz- « vous, quand il s'agira de lui rendre compte : Nous avons « querellé entre nous, nous avons disputé pour la liberté de « l'Angleterre? J'en atteste le Seigneur, que la liberté de l'An- « gleterre, la liberté du peuple, la garantie contre toute « tyrannie, est assurée par la constitution présente, qui se « défend assez d'elle-même. »

Enfin, le protecteur déclare qu'il est résolu d'exiger de chaque membre une reconnaissance expresse de son autorité, et que provisoirement l'entrée de la chambre est interdite.

« Je suis affligé [1], dit-il, très-affligé, affligé jusqu'à la mort, « qu'il existe un motif d'en user ainsi. Mais ce motif n'est que « trop réel; et si l'on ne satisfait pas aux choses raisonnables « qui sont demandées, je suis résolu, pour ma part, de faire « mon devoir en cherchant conseil près de Dieu. »

Après ces paroles, dont la menace n'était pas douteuse, Cromwell prévint les membres qu'ils pourraient se rendre dans le vestibule de leur ancienne salle pour y signer la reconnaissance exigée; et il termina ce singulier discours en

[1] The parliamentary History, v. XX, p. 368.

leur déclarant que l'autorité législative leur appartenait tout entière et sans *veto*, et que pour sa part il désirait être *lié* plus que jamais.

Les plus ardents républicains du parlement, révoltés de cette dérision tyrannique, et ne voulant pas consacrer par leur suffrage l'usurpation de Cromwell, se retirèrent. D'autres pensèrent qu'il valait mieux sauver quelque chose en cédant, que de tout perdre par la résistance ; et cet argument éternel de la faiblesse gagna le plus grand nombre.

La déclaration qu'il fallait souscrire était placée dans le lieu indiqué par Cromwell, sur le passage de la chambre, et conçue en termes précis, qui ne laissaient pas de subterfuge à la conscience : « Je promets ici librement, et m'engage à être « sincère et fidèle envers le lord protecteur et la république « d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande. Conformément au « mandat par lequel j'ai été envoyé pour servir dans ce parle- « ment, je ne proposerai aucune altération du gouvernement « tel qu'il existe en la personne d'un particulier et dans un « parlement. »

Dès le premier jour, cette déclaration fut souscrite par l'orateur Lenthall, et par cent trente membres, que la garde de Cromwell laissa passer immédiatement, et qui reprirent séance. Le lendemain, jour de jeûne, fournit l'occasion d'un ajournement, qui dissimula un peu l'état précaire de la chambre, dont le registre des séances ne fait d'ailleurs aucune mention.

Cependant les membres admis s'occupèrent d'abord de fixer le sens de la reconnaissance qu'ils avaient souscrite. Ils votèrent qu'elle ne s'appliquait pas à l'ensemble des articles de la constitution, mais seulement à la forme du gouvernement concentré dans une personne et un parlement périodique. Cette restriction ayant diminué les scrupules et fourni de nouveaux prétextes aux faibles, la reconnaissance fut encore signée par cent quatre-vingt-treize membres. La chambre, voulant écarter l'idée de la violence qu'elle avait supportée, imagina de sauver son indépendance aux dépens de son hon-

neur, et vota spontanément que la reconnaissance imposée devait être souscrite par tous les députés. Elle proposa même deux de ses membres pour recevoir les dernières signatures, et relever les grenadiers de Cromwell.

La chambre, dès les premiers jours de son rétablissement, ordonna, de concert avec le protecteur, un nouveau jeûne extraordinaire. Dans une proclamation mystique sur ce sujet, on demandait à Dieu de faire parler la puissance de son bras pour calmer les esprits des hommes disposés au murmure, en leur montrant l'intérêt véritable et spirituel des chrétiens.

Cependant la chambre, d'après la réserve et la distinction qu'elle avait faites, se bornant à reconnaître le pouvoir personnel du protecteur, reprit l'examen de toutes les autres dispositions du fameux *instrument d'État*. Les discussions interminables qui naissaient de cet examen occupaient entièrement l'assemblée; et l'on peut présumer que Cromwell, ayant une fois obtenu le point capital, aimait mieux voir l'activité parlementaire se consumer sur des questions spéculatives, que de la laisser s'introduire dans les affaires, comme le long parlement l'avait fait avec tant de puissance.

Il résulta de cette liberté que la chambre, tout en attaquant une foule de dispositions secondaires, reconnut plusieurs fois le titre et les attributions du protecteur. On discuta même si le protectorat serait électif ou héréditaire. Le major général Lambert, auquel tous les historiens ont supposé l'ambition de succéder à Cromwell, fit cependant un long discours en faveur de l'hérédité dans la famille du protecteur. Mais les idées républicaines étaient encore trop fortes et trop récentes pour que cette proposition pût réussir. Deux cents voix contre soixante la rejetèrent. Cette grande opposition sur un pareil point contribua beaucoup à irriter le protecteur.

Cependant la chambre, après plusieurs mois de discussion, avait admis, avec peu de changement, les vingt-quatre premiers articles de l'*instrument d'État*; et, du reste, elle n'était intervenue dans l'administration que pour ratifier quelques nominations faites par le protecteur. Le vingt-cinquième article

fixait un intervalle de vingt jours, au delà duquel les bills deviendraient lois sans autre sanction, s'ils ne contenaient rien de contraire aux choses dans lesquelles le parlement jugerait convenable d'accorder au lord protecteur un vote négatif. On discuta vivement sur cette obscurité. Les républicains, en laissant la substance et l'équivoque de l'article, triomphèrent d'obtenir la suppression du titre de lord protecteur, qu'ils remplacèrent par le mot d'*individu*.

Mais quelques jours après, on décida que l'*individu* qui partageait le pouvoir avec le parlement aurait le titre de lord protecteur. C'est ainsi que l'opposition courageuse, mais comprimée de toutes parts, s'épuisait en arguties fort ennuyeuses pour Cromwell et pour le lecteur, et que je ne suivrai pas plus longtemps.

Pendant la durée de cette session mourut la mère du protecteur, femme estimable, étrangère à la politique de son fils, recevant sa grandeur nouvelle avec simplicité et inquiétude. Cromwell, qui lui prodigua toujours les égards et les soins du fils le plus respectueux, l'avait logée dans le palais de Whitehall. Il la voyait assidûment, l'écoutait avec soumission, mais sans rien changer à ce qu'il avait résolu. Elle le supplia vainement d'épargner les jours du roi. Moins heureuse qu'effrayée de la fortune de son fils, elle avait besoin chaque jour d'être rassurée par sa présence; et l'on raconte que depuis cette élévation, qui suscitait tant d'ennemis à Cromwell, elle ne pouvait entendre le bruit d'une arme à feu sans tressaillir et sans s'écrier : *Mon fils est mort!* C'était le cœur de cette tendre mère qui expiait les crimes de Cromwell. En mourant, elle le pria de ne pas mettre de faste dans ses funérailles, et de ne lui accorder qu'une sépulture modeste. Mais Cromwell, négligeant cette prière par tendresse ou par des vues politiques, ordonna la pompe funèbre avec beaucoup de magnificence, et fit enterrer sa mère dans l'abbaye royale de Westminster.

On remarqua le nombre prodigieux de flambeaux qui furent portés à la cérémonie; et ce grand appareil, aussi con-

traire à la simplicité républicaine [1] qu'à la réforme religieuse, choqua beaucoup les amis de la liberté.

Le protecteur, depuis l'impérieux avertissement qu'il avait adressé à la chambre, n'avait pas paru dans cette assemblée, dont il laissait les actes s'accumuler, sans leur donner ni sanction ni refus. Il se trouva d'ailleurs retenu quelque temps dans son palais par les suites d'un accident qui faillit lui coûter la vie. Parmi les félicitations et les hommages que lui attirait sa dignité nouvelle, il avait reçu en présent, d'un prince d'Allemagne, un attelage de six chevaux, remarquables par leur vitesse et leur beauté. Étant allé seul [2] avec Thurloė faire une promenade à Hyde-Park, dans une voiture légère traînée par ces chevaux étrangers, après s'être amusé quelque temps de leur rapide allure, il lui prit fantaisie de les guider lui-même. Il laissa Thurloe dans la voiture et prit la place du cocher, « ne croyant pas, dit Ludlow, qu'il fût plus difficile « de conduire quelques chevaux que de mener trois nations. » Mais les chevaux, vifs et indociles sous la main de leur nouveau conducteur, s'effarouchèrent et emportèrent la voiture, qui fut bientôt renversée. Dans cette chute, un pistolet que portait Cromwell fit feu, sans le blesser lui-même. On releva le protecteur, étourdi et meurtri de sa chute, mais moins maltraité que Thurloe.

On peut remarquer dans ce récit l'attention de Cromwell à porter toujours des armes sur lui. Entouré de conspirations, une perpétuelle défiance le tourmentait, et le rendait chaque jour moins accessible. Deux gardes nombreuses veillaient sur Whitehall. Dans quelques circonstances solennelles, dans les réceptions d'ambassadeurs, dans les banquets publics, il montrait beaucoup de magnificence et d'affabilité; mais sa vie habituelle était sombre et retirée. Sa cour n'avait d'autres vices que l'ambition, le fanatisme et l'hypocrisie. On n'y voyait que des officiers et des prêtres. Les amusements du

[1] Ludlow's Memoirs, v. II, p. 446.
[2] Thurloe's State papers, v. II, p. 653-656.

théâtre, les distractions mondaines, en étaient bannis; et ce séjour de cupidité, d'ambition, de grandeur, avait toute l'austérité d'un cloître. Cromwell affectait les mœurs les plus sévères. Ayant reçu quelquefois avec honneur un parent du roi de Danemark, il refusa tout à coup de le voir, sous prétexte que c'était un jeune homme sans mœurs. Cette même Christine, si passionnée pour la gloire de Cromwell, éprouva de sa part une réprobation humiliante. Cromwell avait d'abord répondu à l'admiration de la reine de Suède par des témoignages de respect. Il lui avait adressé son portrait, avec quelques vers latins, composés par Marvel, l'un des poëtes de sa cour, et parfaitement imités par Voltaire :

D'un peuple généreux j'ai vengé la querelle;
Les armes à la main j'ai défendu ses droits.
Regardez, sans pâlir, cette image fidèle;
Mon front n'est pas toujours l'épouvante des rois.

Mais Christine, après son abdication, ayant voulu visiter l'Angleterre et la cour du protecteur, Cromwell, que Whitelocke avertit de ce projet, parut le blâmer, et y refuser son aveu, en alléguant les mœurs trop libres et la conduite légère de la reine[1].

La fin de cette session querelleuse fut principalement occupée par divers bills pour assurer le retour d'un parlement triennal, même sans la convocation du lord protecteur. Cette assemblée, si attentive à garantir la liberté des élections, rendit un bill [2] qui déclarait incapables d'y concourir les ivrognes, les jureurs, les joueurs, et les profanateurs du dimanche, toutes exceptions étrangères à la loi civile, et favorables à l'arbitraire le plus illimité. C'est une des idées fausses qui causent les plus épouvantables tyrannies de vouloir soumettre la vie privée à l'inquisition de la loi. Dans la révolution d'Angleterre, on recherchait les mœurs et les principes,

[1] Whitelocke's Memorials, p. 573.
[2] The parliamentary History, v. XX, p. 451.

comme dans la nôtre on poursuivait les opinions et les souvenirs.

Cromwell avait beaucoup obtenu de cette assemblée, d'abord si difficile à dominer; elle avait reconnu son pouvoir et son titre; elle lui avait accordé une liste civile de deux cents mille livres sterling, et la possession de tous les domaines royaux; elle ratifia le choix des hommes qu'il avait placés dans la commission du sceau, dans la trésorerie et dans les tribunaux. Mais elle n'en était pas moins un objet d'espérance et d'encouragement pour tous les ennemis du protecteur; il paraît même que quelques-uns de ses membres entretenaient des intelligences royalistes. Ludlow affirme que le mécontentement de Cromwell fut porté à l'excès par le refus que fit l'assemblée de reconnaître l'hérédité du protectorat. Il attendit cependant l'expiration des cinq mois prescrits par la constitution. L'assemblée se hâtait, de crainte d'être surprise par quelque dissolution soudaine. Cromwell, au lieu de suivre le calendrier ordinaire, supputa le temps d'après la manière de compter des soldats; et aussitôt que ce compte abrégé se trouva complet, le 22 janvier, lorsque l'assemblée espérait encore quelques jours de durée, il la convoqua dans la salle peinte, et prononça la dissolution après une longue harangue, pleine de colère et d'amertume.

Les discours de Cromwell sont trop fréquents et trop longs pour ne pas faire supposer qu'il y avait à la fois de sa part calcul et manie. Cet homme, d'une impétuosité si féroce, plaçait dans son éloquence un des grands moyens de son pouvoir; et les habitudes théologiques lui avaient laissé un inépuisable besoin de parler, qui semblerait contraire à cette profondeur de dissimulation qu'on lui attribue. Mais le verbiage mystique du temps sert à Cromwell d'un voile merveilleux. C'est ainsi qu'il reproche à l'assemblée « d'avoir « arrêté l'œuvre de Dieu, de n'avoir pas fait valoir le talent « confié dans ses mains, d'être un ombrage funeste, à l'abri « duquel croissent les mécontentements et les troubles. »

Une partie du discours est consacrée à des accusations et

à des plaintes de tout genre, sur la résistance de l'assemblée. Au milieu de ces reproches amers et multipliés, on est étonné d'entendre le protecteur s'écrier : « J'en vois parmi vous un « grand nombre, pour chacun desquels je donnerais ma vie ; « oui, je voudrais, par la grâce de Dieu, donner ma vie pour « vous, tant je suis loin de porter un cœur peu charitable et « peu chrétien à l'égard de vous tous, considérés individuel- « lement. »

Ailleurs, il proteste de nouveau de son indifférence pour les honneurs et pour la grandeur de sa famille. « Si vous « m'aviez offert, dit-il, une chose, une seule chose sur le « modèle de l'ancien gouvernement (je parle comme ayant « réfléchi devant Dieu, comme ayant toujours gardé la même « opinion jusqu'à ce jour, opinion bien connue du grand « nombre de ceux qui m'écoutent) ; si vous aviez inséré dans « l'acte cette chose, c'est-à-dire l'hérédité du gouvernement « dans ma famille, j'aurais refusé ; je n'aurais pu faire autre- « ment, suivant ma conscience actuelle et mes lumières. Ce « fut toujours mon principe, quand ce gouvernement m'a été « proposé, d'en exclure l'hérédité. Je me souvins que Dieu a « déclaré quel gouvernement il donnait aux Juifs, et qu'il le « plaça dans les mains de ceux qui avaient servi à la déli- « vrance de la patrie ; et, considérant cette promesse rappor- « tée par Isaïe, que Dieu d'abord, et pour le commencement, « voulait donner un gouverneur et des juges, je savais seule- « ment que Dieu commencerait ; et, quoiqu'il l'ait fait aujour- « d'hui par le choix d'une personne très-indigne, je pensai « qu'il pouvait encore user du même droit dans l'avenir. Je « dis qu'il faut des hommes choisis pour leur amour de Dieu, « de la justice et de la vérité, et non par succession hérédi- « taire ; car, comme dit l'Ecclésiaste, *quel homme sait s'il* « *engendrera un fou ou un sage ?*

« Peut-être je vous fais cette déclaration avec trop de cha- « leur, comme pour un intérêt personnel, et j'ignore quelle « place elle trouvera dans vos cœurs ; mais, quoi qu'il arrive, « je m'appuie sur ma sincérité et ma franchise. »

Ludlow remarque, dans cette déclaration, plusieurs fourberies à la fois; Cromwell ne répond que de son refus actuel, et se ménage le pouvoir de changer d'opinion. Il fallait flatter l'ambition de Lambert, et acheter sa complicité par l'espérance de lui succéder. Enfin, en insinuant que le protecteur devait être choisi parmi les libérateurs de la patrie, c'est-à-dire les généraux de l'armée, il jette en avant la perpétuité du despotisme militaire.

Le droit de l'épée est en effet le pouvoir sur lequel Cromwell s'appuie toujours au milieu de ses hypocrisies parlementaires, et ce discours en offre un exemple trop remarquable pour être oublié. « Dieu merci, dit Cromwell, j'ai été endurci « aux difficultés, et je n'ai jamais trouvé que Dieu m'ait « manqué quand je me suis fié à lui. Je puis, au fond du « cœur, rire ou chanter, quand je vous parle de nos embarras; « et quoiqu'on puisse trouver difficile de lever de l'argent « sur la nation sans l'autorité du parlement, j'ai en réserve « un argument pour le bon peuple anglais: c'est de savoir s'il « aime mieux faire sa volonté, en se perdant, que d'obéir à la « nécessité. Cela sera mon excuse; mais je ferais tort à ma « patrie que de le supposer. »

Voilà le maître et les principes qu'avait amenés cette révolution, qui commença pour une taxe irrégulière de quelques schellings.

Ce qui donne à Cromwell le privilége d'un pareil langage, dans un pays et dans un temps où les idées de liberté étaient si fortes, ce n'est pas seulement sa puissance et son génie, c'est ce nom de Dieu toujours invoqué, c'est Dieu toujours présent dans ses discours. Peut-on rien imaginer de plus dramatique et de plus adroit que ce morceau sur les grands événements et l'issue de la révolution d'Angleterre: « C'était, « disent quelques personnes, la fourberie du lord protecteur « (je prends cela pour moi), c'étaient la ruse de cet homme et « ses intrigues qui conduisaient tout; et, comme on dit « encore dans les pays étrangers, il y a cinq ou six hommes « en Angleterre qui ont de l'habileté, ils font toute chose. Oh!

« quel blasphème dites-vous là ! parce que des hommes qui « sont sans Dieu dans ce monde ignorent et ne peuvent com- « prendre ce que c'est que de prier, de croire, de recevoir « les retours de Dieu, et d'être inspiré par l'esprit de Dieu. » Et ailleurs il ajoute : « Ceux qui attribuent à telle ou telle « personne l'idée et l'accomplissement de ces grandes choses « que le Seigneur a opérées au milieu de nous, et qui préten- « draient qu'elles ne sont pas la révolution de Jésus-Christ « lui-même, sur qui repose le gouvernement, ceux-là parlent « contre Dieu, et ils tomberont sous sa main sans le secours « d'un médiateur ; ainsi, quoi que vous puissiez penser de « certains hommes ; quoique vous disiez : Cet homme est rusé, « politique, subtil ; prenez garde, je vous le répète, de juger « les révolutions de Dieu en croyant examiner le produit des « inventions des hommes [1]. »

On se demande si ce langage est celui de Mahomet, parlant aux imaginations ardentes d'un peuple ignorant et sauvage. Mais plutôt ces paroles suffiraient pour prouver que Cromwell ne fut pas fanatique de bonne foi ; elles ne peuvent plus paraître inspirées par le premier enthousiasme d'une grande entreprise. C'est une apologie, c'est une réponse calculée. On voit un ambitieux, inquiet que son secret ne lui échappe, reniant son génie pour cacher ses desseins, et se hâtant de redoubler le voile du fanatisme autour de sa gloire qui le trahit.

Sur la fin de ce discours, Cromwell parle, en termes assez ouverts, d'une conjuration formée par quelques officiers de l'armée, et qu'il affecte de lier à la résistance du parlement. C'était la conspiration, réelle ou fausse, du colonel Overton, arrêté depuis quelques mois en Écosse, où il servait sous le général Monk. Un autre colonel, plusieurs officiers de la même armée, un chapelain du régiment de Pride, furent enlevés par le même ordre ; ils avaient, dit-on, pour objet, de se dé-

[1] Il est fort étonnant que M. Hume n'ait fait aucun usage ni aucune mention de pareils discours, et qu'il se contente de comparer l'élocution de Cromwell à celle d'un paysan grossier.

faire de Monk, dont ils connaissaient le dévouement à Cromwell, et de marcher sur Londres à la tête des troupes qu'ils pourraient entraîner, Cromwell, par la corruption, et quelquefois par la violence, avait établi une vaste inquisition, pour intercepter les correspondances de tous les hommes qu'il soupçonnait [1]. Il fut ainsi prévenu des projets, ou du mécontentement de ces officiers. Monk, fidèle exécuteur des ordres de Cromwell, lui envoya quelques vers trouvés dans les papiers du colonel Overton, et qui, sans doute, étaient peu respectueux pour le protecteur; ils commençaient ainsi : « Qu'est-ce qu'un protecteur ? Un singe de roi, un César de « tragédie, représenté par un paysan. » Il n'y eut jamais d'autres preuves de cette conspiration. Il est probable qu'elle se bornait au mécontentement de quelques républicains, qui se plaignaient trop hautement pour conspirer, mais dangereux par leurs talents, leur audace, et l'exemple de la haine qu'ils portaient à Cromwell. Overton citait, pour sa défense, les expressions de Cremutius Cordus, condamné sous Tibère [2] : « On accuse mes paroles, tant mes actions sont innocentes. »

La brusque dissolution du parlement augmenta beaucoup l'indignation et la hardiesse des républicains; mais Cromwell méprisa toutes ces haines, et se mit au-dessus, par sa vigilance et sa rigueur. Un major Wildman, républicain violent, qui avait été chassé de la dernière chambre par une exclusion personnelle, fut arrêté lorsqu'il dictait à son valet une proclamation *au nom du peuple de l'Angleterre, réuni sous les armes, contre le tyran Cromwell.* Cromwell fit également arrêter le lord Grey de Groby, le colonel Harrisson, et plusieurs autres officiers, suspects par leur inaction sous le protectorat, après avoir toujours servi le parlement. La Tour de Londres, dont la surveillance était confiée à Barkstead, l'un des juges du roi, se remplit de prisonniers d'État, républicains et royalistes. Cromwell en fit amener plusieurs à Whitehall, et sou-

[1] *Elenchus motuum nuperorum*, p. 287.
[2] Thurloe's State papers, v. IV, p. 67.

vent les interrogea lui-même [1]. Mais la rigueur des supplices fut réservée tout entière pour les royalistes, qui tentèrent, à la même époque, une conspiration assez étendue pour être dangereuse, si la trahison n'en avait pas mis tous les ressorts dans la main du protecteur. Depuis quelque temps Charles II voyait, dans les agitations intérieures de l'Angleterre, des espérances et des probabilités favorables, que redoublait le souvenir même des malheurs de sa famille. Il lui semblait qu'un pouvoir usurpé ne tiendrait pas contre ces attaques parlementaires, qui avaient été si funestes au trône. Les vigoureuses résolutions de Cromwell, et la différence des temps, rendaient ce parallèle fort trompeur. Charles n'en avait pas moins jugé le moment venu d'agir par la force. Ludlow [2] reproche à ce jeune prince d'avoir trop aisément risqué le zèle de ses amis dans une lutte inégale. Mais il faut d'abord se reporter aux illusions naturelles du malheur et de l'exil; tout fait croire ensuite que Charles fut servi au delà de ses vœux, et que l'ambition particulière précipita beaucoup d'entreprises imprudentes et mal concertées. Un grand nombre de jeunes gentilshommes, qui avaient suivi le roi, passèrent en Angleterre. Leur chef était ce Rochester, si célèbre sous le règne de Charles II par ses mœurs brillantes et corrompues. « Ils « avaient des commissions pour lever des troupes, dit Lud- « low [3]; ils s'engagèrent contre une armée victorieuse, com- « mandée par un chef qui disposait de la bourse de l'État « pour acheter partout des intelligences. » L'or de Cromwell avait gagé des traîtres jusqu'auprès de la personne du roi; un serviteur particulier de ce prince correspondait avec Thurloe. La conjuration royaliste fut livrée avant que d'être commencée. On trouve à ce sujet, dans les mémoires du temps, de ces détails qui montrent les dernières bassesses de l'humanité : un jésuite, confident de toute l'entreprise, dénonça son propre frère, porteur d'une commission du roi pour lever un

[1] Cromwelliana, p. 153.
[2] Ludlow's Memoirs, v. II, p. 513.
[3] *Ibid.*

régiment. Le protecteur fit arrêter à Londres quelques jeunes gens, et l'on saisit plusieurs dépôts d'armes.

Cromwell, immédiatement après la dissolution de la chambre, s'était hâté d'assurer une somme de soixante mille livres sterling par mois, pour le service de la marine et de l'armée. Il avait, en même temps, renouvelé les droits de l'excise, en y mêlant plusieurs dispositions favorables au peuple. Ces lois, émanées du protecteur et de son conseil, étaient une usurpation manifeste sur les attributions de la chambre. Mais Cromwell cherchait à remédier à la haine dont il était l'objet, en s'assurant la foi de l'armée, et en se montrant personnellement l'auteur du soulagement du peuple. Dans cette même vue, il rendit à la ville de Londres l'administration de sa milice, sous le commandement du major Skippon, auquel le peuple était accoutumé depuis le commencement de la révolution.

La conspiration royaliste, dont le protecteur fit tant de bruit, ne le menaça jamais d'un véritable danger; aucun des noms illustres qui pouvaient soulever le peuple ne s'y trouvait engagé. Rien ne se fit de concert; une première réunion, que devait commander Rochester, se dissipa d'elle-même, effrayée de son petit nombre.

Dans l'ouest, la conspiration fut poussée plus loin; deux nobles, Penruddock et Grove, ayant réuni une centaine d'hommes de cavalerie, entrèrent à force ouverte dans Salisbury, où se tenaient alors les assises; ils enlevèrent le shérif, les juges, et firent proclamer le roi. Mais ce coup hardi ne répondant à rien, et n'étant pas soutenu par des forces suffisantes, il fallut quitter la ville; ils se retirèrent ainsi jusque dans le Devonshire, perdant plus d'hommes sur la route qu'ils ne pouvaient en recruter. Un capitaine au service de Cromwell les atteignit dans cette dernière position, et les défit entièrement; les chefs furent pendus. On en ramena quelques-uns à Salisbury, pour les exécuter dans cette ville même; on déporta les soldats dans les Indes, et cette entreprise, impuissante et mal conçue, ne servit qu'à donner à Cromwell de nouveaux prétextes de despotisme.

La plus odieuse des mesures tyranniques qu'il mit en usage, celle qui semble le plus appartenir au désordre des révolutions, fut de frapper sur tous les royalistes une contribution du dixième de leurs biens. Les républicains, d'abord mécontents de la douceur et de l'impartialité que Cromwell avait affectées envers le parti royaliste, furent indignés de cette odieuse spoliation. Dans leurs principes, Cromwell n'ayant aucun titre légal, la résistance à son gouvernement, les entreprises contre sa personne, n'étaient nullement criminelles. Ils avaient eux-mêmes puni par la confiscation et la mort toutes les tentatives contre le parlement; mais attaquer Cromwell usurpateur leur paraissait une chose de droit naturel, et permise même aux royalistes. « Aucun homme sage, dit Ludlow [1], « ne croira que supprimer un particulier qui agit avec une « autorité absolue, pour en mettre un autre en sa place, mé- « rite seulement la plus légère égratignure. » On concevra sans peine que Cromwell se fit une autre justice; mais il est plus difficile d'expliquer, dans l'intérêt de sa politique, cette odieuse confiscation, qu'il étendait sur un grand nombre de citoyens, au mépris de toute amnistie, et de manière à les jeter dans le désespoir, par l'incertitude de conserver le reste de ce qui leur était si arbitrairement enlevé.

Sans doute Cromwell, en butte à la haine furieuse des républicains et des royalistes, sentit le besoin de frapper un coup menaçant et utile. Cette taxe du dixième sur la valeur des biens fournit à son trésor des sommes immenses, et les exceptions qu'il accorda lui firent des amis dans le parti dont il abattait les forces et l'espérance. Cette mesure fut suivie de l'arrestation des plus illustres seigneurs du parti royaliste. Il fit en même temps dégrader et mettre à la Tour plusieurs officiers républicains, entre autres ce Joyce, qui, par son dévouement furieux, s'était élevé des plus bas emplois au rang de colonel.

Malgré cette impartialité de tyrannie qui frappait égale-

[1] Ludlow's Memoirs, v. II, p. 518.

ment les deux partis, pour que la monstrueuse vexation exercée sur les royalistes ne soulevât pas la nation tout entière, il fallait que l'Angleterre, fatiguée et divisée, fût tombée dans le découragement le plus favorable à la tyrannie. Une institution inconnue à la monarchie vint aggraver le poids de l'esclavage public, et créer dans l'Angleterre l'ordre de choses le plus anciennement réprouvé par ses lois et ses mœurs ; cette institution était celle des majors généraux, ou gouverneurs militaires, qui se partagèrent l'Angleterre par districts, avec une autorité absolue sur les officiers inférieurs. Ces majors généraux étaient au nombre de douze, et avaient chacun plusieurs comtés dans leur dépendance[1]. Skippon gardait, sous ce titre, le commandement de la milice de Londres ; Fleetwood, Desborough, Wolsey, Goffe, Lambert, parents ou créatures dévouées de Cromwell, avaient les autres commandements principaux.

Cromwell et son conseil justifièrent ces mesures dans une très-longue déclaration, qui renferme le récit de toutes les entreprises formées par le parti royaliste et par quelques indépendants. Mais si l'on veut avoir un plan complet de tyrannie, il faut lire les instructions qui furent données aux majors généraux.

Leur premier devoir était de faire désarmer tout papiste, toute personne ayant porté les armes pour le roi et pour son fils, et même toute personne dangereuse à la paix publique. *Ils devaient, ainsi que tous leurs officiers, avoir l'œil sur la conduite des gens malintentionnés, défendre les courses de chevaux, les combats de coqs et les représentations théâtrales.*

Tout chef de famille était obligé de déposer, à la demande des majors généraux, une somme d'argent, pour caution que ses domestiques seraient fidèles au lord protecteur et à ses successeurs. Les majors généraux devaient tenir registre de toutes les personnes qui présentaient sûreté au gouvernement.

[1] The parliamentary History, v. XX, p. 433.

En même temps, il leur était enjoint de propager la piété et la vertu, et de décourager les mauvaises mœurs et l'irréligion; ils devaient surveiller l'application des ordonnances qui avaient été rendues contre les ecclésiastiques ignorants ou scandaleux. Une particularité remarquable de cette institution, c'est qu'il était mis aux ordres des majors généraux, et d'eux seuls, un corps de troupes n'ayant pas de service régulier. C'était une nouvelle armée que Cromwell se préparait, pour balancer l'indiscipline et la puissance de celle qui lui avait servi à vaincre et à régner.

En établissant ce pouvoir extraordinaire, Cromwell avait autant pour objet d'opprimer les républicains que de persécuter les royalistes ; il pervertissait la révolution, qui s'était vantée jusque-là de vouloir uniquement le triomphe de l'autorité civile, et il instituait un despotisme dont l'Angleterre avait été préservée sous les plus absolus de ses rois.

Les majors généraux conduisirent tout avec la promptitude et la rudesse de la jurisprudence militaire; ils appliquaient à leur gré la dîme sur les royalistes, interrompaient les formes légales, et menaçaient de la déportation tous ceux qui opposaient quelque résistance. Contre ces violences, il n'y avait de recours que dans l'autorité du protecteur; et l'Angleterre avait perdu le droit qui permet à tout citoyen d'accuser, devant les tribunaux, les agents d'une mesure arbitraire. Malgré ce despotisme et la terreur qui l'accompagnait, on vit quelques restes de cet esprit de liberté légale, entretenu depuis si longtemps par les lois du pays. Cromwell éprouva personnellement cette résistance ; il s'agissait d'un droit de douane, dont la perception se faisait par ordonnance du protecteur : George Cony, marchand de la Cité, qui avait servi la révolution avec beaucoup d'ardeur, refusa de payer ce droit illégal, et poursuivit judiciairement le collecteur. Cromwell fit venir ce hardi patriote [1], lui rappela leur ancienne amitié, et s'étonna de le trouver si opposé à une mesure nécessaire pour

[1] Clarendon's History, p. 697.

le bien de la république. Le marchand, à son tour, fit souvenir le protecteur de l'opposition que lui-même témoignait autrefois pour toutes les mesures de cette espèce, et cita les propres paroles qu'il avait entendues de la bouche de Cromwell, sans doute au commencement de la guerre civile : *Ceux qui se soumettent à payer des taxes illégales sont plus ennemis de leur patrie que ceux qui les établissent; et la tyrannie des princes ne devient si pesante, que par la faiblesse et l'insensibilité des peuples.* Le protecteur, ne pouvant rien gagner sur cet obstiné marchand, le fit mettre en prison. Cony, du fond de la prison, fit présenter son *habeas corpus* à la cour supérieure. Twisden, Maynard et Windham, anciens parlementaires et avocats, réclamèrent sa liberté, en faisant valoir avec force la double illégalité de l'arrestation et de la taxe. Malgré la servitude publique, les juges soumis à l'autorité des anciennes formes, et ne pouvant se délivrer du texte de la loi, étaient sur le point de prononcer en faveur de Cony, lorsque le procureur du gouvernement obtint le renvoi de la cause au lendemain.

Dans cet intervalle, les trois avocats de Cony furent conduits à la Tour, et les juges réprimandés pour avoir souffert la liberté de leurs défenses. Les juges s'excusèrent en alléguant les lois et la *grande charte;* mais Cromwell leur dit avec impatience « que leur grande charte n'avait pas le droit de contrôler ses actions, qui étaient pour la sûreté publique. » En même temps il leur demanda qui les avait faits juges, et s'ils pouvaient s'appuyer d'une autre autorité que celle qu'il leur avait donnée lui-même; et, après les avoir avertis d'être plus zélés pour le pouvoir qui seul les maintenait, il les congédia en leur recommandant « de ne pas laisser les gens de loi dire « des sottises qu'il n'était pas bienséant d'entendre [1]. Les trois avocats, s'ennuyant de la prison, abandonnèrent la cause de leur client, qui reparut seul devant le tribunal, et borna toute sa plaidoirie à demander à la conscience des juges s'il y avait

[1] Clarendon's History, p. 697.

obligation de payer un impôt que le parlement n'avait pas consenti. Le chef de justice Rolls, sans attaquer le principe, objecta qu'il fallait accorder quelque chose à la nécessité. Cony répondit qu'on n'admettrait pas cette excuse pour un particulier, et que la loi devait être uniforme. Le juge n'osant l'absoudre, et trop honnête homme pour le condamner, donna sa démission. Un nouveau chef de justice eut l'adresse d'assoupir cette affaire, qui semblait la contre-partie de la procédure du fameux Hampden, au commencement de la révolution; et Cony, s'étant désisté de sa plainte, tomba dans le mépris, après avoir été célébré comme un martyr de la liberté publique.

On voit, dans cet exemple, l'excellence des principes de la constitution anglaise, et le bienfait de ces pratiques légales qui opposent à la violence une barrière bien plus forte que des idées abstraites de liberté.

C'étaient quelques axiomes de l'ancienne jurisprudence qui défendaient l'Angleterre d'une servitude absolue. Un membre du long parlement, Pierre Wentworth, poursuivit également dans sa province le collecteur des impôts. Cromwell, pour éviter le scandale de l'indépendance judiciaire, fit appeler Wentworth devant le conseil d'État, et lui ordonna, sans explication, de retirer sa plainte; Wentworth obéit.

Un magistrat que le protecteur avait choisi lui-même, le célèbre Hale, s'honora pendant ces jours d'épreuve, par une conduite à la fois courageuse et modérée; lié par ses principes à la cause royale, il avait évité de siéger dans le procès des conjurés de Salisbury. Inébranlable dans le maintien de la justice, il bravait l'insolence militaire et l'impérieuse volonté de Cromwell. Un règlement du protecteur défendait le port d'armes à tout homme qui avait servi sous le roi : un soldat voulut exécuter cet ordre sur un bourgeois de Lincoln, qu'il rencontra chassant près de la ville; le bourgeois résista, et fut tué par le soldat, qui appela le secours de l'un de ses camarades. Traduit devant les assises, sous la présidence de Hale, le meurtrier fut condamné. Le colonel Whalley vint le ré-

clamer, et déclara, devant le tribunal, que l'*homme* avait été tué pour désobéissance au protecteur, et que le soldat avait fait son devoir. Mais le président ordonna l'exécution immédiate de la sentence, et refusa même un sursis, qui aurait donné le temps d'obtenir la grâce du coupable.

Dans une autre cause, où s'intéressait le protecteur [1], Hale, instruit que le jury avait été désigné par ses ordres particuliers, montra le texte de la loi, qui ordonne que la réunion des jurés soit faite sur le mandat du shérif, et il congédia le jury de Cromwell. Le protecteur fut irrité de cette noble hardiesse; il accueillit Hale à son retour par des reproches amers, et il laissa même échapper ces mots : « Vous n'êtes pas fait « pour être juge. » Hale se contenta de répondre que cela était vrai; et Cromwell, ne voulant pas laisser croire qu'un tel homme ne pouvait être juge sous son règne, n'insista point.

On aime à voir, sous la tyrannie, ce courage et cette impunité de la vertu. La même époque nous offre, dans la vie d'un autre magistrat, l'exemple d'une fermeté plus héroïque, mais peut-être moins utile. C'est celui de Jenkins [2], ancien juge au banc du roi. Pénétré des lois de son pays, il refusa de reconnaître jamais d'autre autorité que la monarchie. Il repoussa, par le même principe, tous les pouvoirs usurpés qui se succédèrent. Traduit devant le long parlement, il refusa de plier le genou; condamné à mort, il se préparait à marcher au supplice portant sous le bras la grande charte et l'Évangile. Sauvé par l'humanité de quelques membres du parlement, il méprisa leur pardon comme leur colère. On voulut le séduire par des offres de richesses et d'honneurs; il rejeta tout, malgré sa pauvreté, sa vieillesse et sa nombreuse famille. Cromwell le fit enfin sortir de Newgate [3], et lui rendit la liberté, satisfait d'obtenir de lui qu'il consentît à ne plus être persécuté.

Ainsi Cromwell respecta la sage fermeté de Hale, et fit cesser

[1] The life and the death of sir Matthew Hale, p. 46.
[2] Whitelocke's Memorials, p. 292.
[3] Cromwelliana, p. 160.

la longue persécution de Jenkins. De l'aveu de tous les partis, il maintenait la rigoureuse application des lois dans ce qui ne touchait pas immédiatement à son pouvoir. Naturellement exact et sévère, il avait toute la justice que permet l'usurpation.

La suite de ces détails nous a éloigné des grands intérêts de la politique extérieure, qui jamais n'avait été conduite plus glorieusement pour l'Angleterre. Dans le concours de toutes les puissances de l'Europe pour reconnaître le nouveau gouvernement de l'Angleterre, la France et l'Espagne, divisées par de longues hostilités, briguaient chacune auprès du protecteur une alliance exclusive. Cromwell, à l'époque des agitations intérieures de la France, avait essayé d'y trouver des appuis parmi les hommes les plus opposés à la cour; c'est une anecdote curieuse que le rapprochement du chef des puritains fanatiques, et du brillant et scandaleux archevêque de Paris. Le cardinal de Retz parle, dans ses Mémoires, d'un message qui lui fut adressé par Cromwell; et malgré la hauteur de ses prétentions en politique, il admire la prodigieuse capacité du messager de Cromwell, qui cependant n'était qu'un de ses plus obscurs confidents, à peine nommé dans son histoire. En effet, les seigneurs de la cour de France n'étaient que des factieux bien novices en comparaison de ces hardis et sombres génies de la révolution d'Angleterre. Le protecteur aima mieux tourner ses efforts vers le cardinal Mazarin, dont la complaisance craintive ou politique lui promettait un meilleur appui. Cependant, sûr de son ascendant, il ne se pressa pas de conclure un traité, et il parut hésiter quelque temps entre la France et l'Espagne. La cour d'Espagne s'engageait à forcer la France de rendre aux Anglais la ville de Calais, leur ancienne conquête. Le cardinal Mazarin offrait d'aider le protecteur à prendre sur les Espagnols la ville de Dunkerque; il laissait d'ailleurs entrevoir que si Cromwell s'attachait à l'alliance des Espagnols, la France pourrait jeter sur les côtes d'Angleterre une armée de sujets protestants, avec le prince Charles à leur tête. On peut supposer que la préférence de Cromwell fut dé-

terminée par des vues tirées de la situation même des deux royaumes, dont l'un, plein de force au sortir des troubles civils, était dans le progrès de sa grandeur, tandis que l'autre, en décadence depuis un siècle, accablé par l'étendue d'un pouvoir mal administré, donnait une proie riche et facile. Plusieurs historiens ont blâmé Cromwell de ne s'être pas déclaré contre la France, dont la puissance menaçait de s'accroître, et ils en ont conclu que ses vues politiques étaient fausses et bornées. Cromwell jugea qu'il valait mieux aider à la chute de la vieille monarchie de Charles-Quint, et profiter de ses dépouilles. On assure qu'il fut confirmé dans cette idée par les récits d'un prêtre aventurier, qui avait parcouru les possessions espagnoles dans l'Inde orientale, et qui lui étala l'immense richesse et la facilité de cette conquête [1].

Ce fut donc sur ce point éloigné que Cromwell résolut de porter ses premières attaques, avant d'avoir rompu la paix en Europe avec le roi d'Espagne. La destination de la flotte qu'il prépara pour cette expédition était même ignorée, et fit naître les plus étranges conjectures. Comme les *prédicants* du protecteur répétaient souvent dans les chaires que si les divisions intérieures étaient apaisées, il irait assiéger Babylone, le fanatisme du temps imagina que cette flotte était destinée contre Rome. On parla aussi d'un projet de piller les riches offrandes de Notre-Dame de Lorette; et ce bruit même alla si loin que la cour de Rome se hâta de faire élever autour de cette église un mur de défense, qui probablement ne l'aurait pas sauvée d'une invasion.

Le protecteur, sans faire attention à ces vaines rumeurs, et sans s'expliquer avec aucune des puissances alliées, se bornait à dire qu'il envoyait une flotte [2] *pour garder les mers, et rétablir l'Angleterre dans sa domination naturelle sur cet élément.*

Cette flotte, composée d'environ dix-sept vaisseaux de

[1] Ludlow's Memoirs, v. II, p. 532.
[2] The life of Cromwell, p. 325.

guerre, sous les ordres du vice-amiral Penn, portait quatre mille hommes de troupes, commandés par Venables, officier habile et républicain ardent, que Cromwell n'était pas fâché d'éloigner en l'employant. Elle se dirigea sur les îles Barbades, où les deux commandants devaient ouvrir les instructions scellées qui leur avaient été remises. Ils y trouvèrent l'ordre de s'emparer de Cuba et d'Hispaniola.

La cour d'Espagne, malgré son indolence et sa faiblesse, n'avait pu voir le départ d'une flotte anglaise pour les Indes occidentales sans adresser de vives représentations au protecteur; l'ambassadeur, don Alonzo de Cardenas, lui demanda s'il voulait la guerre, s'il avait quelque sujet de plainte, et quelle satisfaction il exigeait. Cromwell répondit en réclamant la liberté du commerce des Anglais dans l'Inde occidentale, et la destruction de l'inquisition en Espagne; car il savait affecter habilement le zèle du protestantisme, et quelquefois même de la tolérance. L'ambassadeur, à cette demande [1], s'écria que le roi son maître n'avait que deux yeux, et que *c'était vouloir les lui arracher tous les deux à la fois.* Ainsi, la guerre se trouva déclarée, et la cour d'Espagne fit saisir toutes les marchandises des Anglais qui négociaient alors sur son territoire.

Cependant l'expédition de Penn, conduite avec tant de secret, n'en réussit pas mieux, soit mésintelligence des chefs, soit découragement des soldats. Les troupes de terre étant descendues à Hispaniola, et ayant marché vers la ville à travers des bois, furent mises en fuite par une embuscade de quelques chasseurs, et se rembarquèrent avec précipitation. La flotte anglaise, après cette mésaventure, se rabattit sur la Jamaïque, dont elle s'empara sans peine. Quoique le protecteur se hâtât de profiter de cette conquête [2], et d'y envoyer de nouvelles forces, pour en faire le point d'appui de ses attaques dans l'Inde, elle ne lui parut pas un dédomma-

[1] Thurloe's State papers, v. I, p. 759.
[2] *Ibid.*, v. IV, p. 653.

gement du mauvais succès de l'entreprise principale. Les deux chefs de l'expédition, revenus pour s'accuser mutuellement, furent constitués prisonniers, et restèrent dans la disgrâce de Cromwell, qui ne pardonnait pas plus les revers que les fautes.

A la même époque, la marine anglaise était plus heureuse sous les auspices de Blake. Ce grand capitaine était digne de réaliser les superbes paroles du protecteur, qui se vantait de garder les mers avec ses flottes.

Après avoir parcouru la Méditerranée pour la nettoyer des pirates d'Afrique, Blake vint devant Alger, et fit sommer le dey de lui rendre tous les vaisseaux et tous les captifs anglais. Le dey s'empressa d'envoyer des provisions et des présents. Il déclara qu'il ne pouvait rendre les vaisseaux et les captifs qui n'étaient pas en sa possession et appartenaient à des particuliers, mais qu'il serait facile de les racheter pour une rançon modérée; et il offrit d'ailleurs de s'engager pour l'avenir, par un traité de paix, à ne commettre aucune violence contre les sujets de l'Angleterre. Blake, après avoir conclu ce traité, fit voile vers Tunis, où les mêmes demandes de sa part furent repoussées avec insulte. Ces barbares se croyaient couverts par leurs forteresses de la Goulette et de Porto-Ferino. L'amiral anglais fit entrer dans ce port de longs bateaux plats qui incendièrent leur flotte, tandis que l'artillerie de ses grands vaisseaux écrasait leurs forteresses. Neuf vaisseaux turcs furent consumés, et les Anglais, par l'habileté de leur attaque, ne perdirent qu'une trentaine d'hommes.

Après cette expédition, Blake continua de parcourir la Méditerranée, exerçant indistinctement sur les Turcs et sur les chrétiens la juridiction de la force. Pendant la durée de la guerre civile, le prince Robert, qui s'était mis à la tête d'une escadre royaliste, avait vendu dans les ports de la Toscane plusieurs prises enlevées sur le parti républicain, et avait éprouvé de la part du grand-duc la tolérance et la faveur que tous les princes devaient naturellement à la cause de Charles. Dans le haut point où était maintenant la république d'Angle-

terre, Blake se ressouvint de ce grief, et, s'étant avancé vers Livourne, il somma le grand-duc de payer une indemnité de soixante mille livres sterling, en réparation du gain illicite qu'avaient recueilli ses sujets. Le grand-duc prétexta qu'une partie de ces ventes avait été faite à des sujets du pape, qui devait partager le poids de la restitution. Le fier Anglais répondit que le pape n'était là pour rien, et qu'il fallait payer la somme entière et sans délai. Le grand-duc obéit ; et Blake, après avoir exercé cette haute justice, détacha de sa flotte seize vaisseaux chargés de trésors, qui remontèrent la Tamise, et vinrent donner aux bourgeois de Londres le spectacle de leur puissance.

A cette époque, la Russie [1], qui n'existait pas encore pour l'Europe, et qui cachait sa force dans l'immensité de ses déserts, ayant fait une entreprise sur la Pologne, ce fut auprès de Cromwell que le roi Ladislas fit réclamer du secours, le pressant d'arrêter l'accroissement de cette puissance nouvelle, et d'envoyer une flotte pour détruire le port d'Archangel. Cette demande, étrangère à la politique du protecteur, ne fut pas accueillie ; mais elle atteste l'éclat de son gouvernement et la renommée de sa puissance.

Dans le même temps, Gênes le remerciait, par une ambassade solennelle, de la sûreté que ses flottes donnaient au commerce des mers. Le vayvode de Transylvanie lui demandait du secours contre les Turcs, et l'état de Zurich réclamait son alliance, comme celle du protecteur naturel de tous les États protestants. Ce titre, affecté par Cromwell, était un moyen de politique extérieure, et l'un des effets de sa puissance le plus populaire et le plus agréable aux Anglais. S'assurant ainsi l'alliance d'une moitié de l'Europe et un parti dans l'autre, il se trouvait à la fois le chef d'une ligue redoutable, et l'appui de tous les mécontents qu'excitait la persécution ou la crainte. Les sectes religieuses de l'Angleterre, dans leurs animosités mutuelles, et dans leurs plaintes contre l'homme qui les avait

[1] Thurloe's State papers, v. IV, p. 170.

toutes également trompées, étaient zélées pour la cause commune du protestantisme, et triomphaient de tout ce qui faisait honte à la cour de Rome.

Une occasion désastreuse vint donner à cette politique de Cromwell tout l'honneur d'un zèle favorable à l'humanité. Les habitants du pays de Vaud, descendants de ces Vaudois qui, dans des temps de barbarie, avaient été l'objet d'une persécution si cruelle, furent dépouillés par le duc de Savoie des priviléges dont jouissait leur culte. On exerça sur eux toutes les cruautés que peuvent accumuler le fanatisme et la licence militaire. Leurs habitations furent embrasées; le massacre s'étendit aux enfants et aux femmes; un petit nombre de ces malheureux, échappé à la fureur des soldats, se réfugia dans les montagnes qui bordent les États de leur barbare souverain. Le duc de Savoie était allié de la France, et c'étaient des troupes françaises qui avaient servi d'instrument à ces fureurs. Cromwell, aussitôt qu'il en fut instruit, pressa le cardinal Mazarin de réclamer auprès du duc de Savoie la réparation d'une si odieuse barbarie. Mazarin hésitait; Cromwell, qui, depuis longtemps, avait retardé l'issue des négociations avec la France, s'arma de ce nouveau motif pour déclarer qu'il en faisait la condition du traité de paix, et tout plia sous la hauteur de son caractère et de sa politique. Cette paix n'était que le renouvellement de l'ancienne alliance entre les deux monarchies. La supériorité de Cromwell s'étendit aux plus minutieux détails de la rédaction du traité. Les commissaires anglais exigèrent que le roi de France ne prît, dans le traité, d'autre titre que celui de roi des Français, et soutinrent avec hauteur cette prétention frivole, vivement contestée. Une autre condescendance plus honteuse, et secrète, regardait la famille des Stuarts, que le roi de France s'engageait à faire sortir de ses États. Cromwell, satisfait d'avoir obtenu ce sacrifice, consentit [1] à ne pas exiger l'éloignement du

[1] Vie de Jacques II, d'après les mémoires écrits de sa propre main, v. I, p. 78.

duc d'York, qui, seul des Stuarts, était encore à la cour de France.

S'étant ainsi déterminé pour l'alliance des Français, en restant maître du moment et des conditions, Cromwell fit paraître un manifeste contre l'Espagne, qui n'avait reçu jusque-là d'autre déclaration de guerre que l'invasion de la Jamaïque. Dans cet acte, rédigé par Milton, avec la violence de la haine et du fanatisme, le protecteur charge les Espagnols des perfidies les plus atroces, et appelle sur leur tête la vengeance des dévastations de l'Amérique. Mais on doit particulièrement remarquer la dérision amère qu'il jette sur la concession pontificale, au nom de laquelle les Espagnols s'arrogeaient le nouveau monde. En rapprochant ce trait de la demande d'abolir l'inquisition que Cromwell avait faite à l'ambassadeur, don Alonzo de Cardenas, on conçoit sans peine que la guerre contre l'Espagne avait un caractère de patriotisme protestant, qui devait l'emporter alors sur toutes les idées d'équilibre et de contre-poids politique, d'après lesquelles on a blâmé Cromwell de l'avoir engagée. Aussi nous verrons un parlement convoqué pendant cette guerre l'approuver à l'unanimité, avant même les glorieux succès qu'elle valut à l'Angleterre, et lorsqu'elle n'avait encore amené que l'interruption d'un commerce plus avantageux que des victoires. Cette faute prétendue de Cromwell fut donc la plus populaire de ses entreprises; ce qui suffit pour en faire une entreprise très-politique.

Dans cette guerre toute maritime, les richesses mêmes des Espagnols leur tournaient à désavantage. Ils avaient de trop grandes pertes à faire; et les galions, chargés d'or, que leur envoyait le Mexique, à travers cette vaste étendue de mers, allaient rencontrer les escadres anglaises animées par une proie si riche. Le premier ordre que donna Cromwell à Blake et à Montague fut d'épier le retour annuel de ces trésors[1]. Les deux amiraux, à la tête d'une flotte nombreuse, vinrent croiser devant Cadix; et de la hauteur des côtes d'Espagne, ils

[1] Thurloe's State papers, v. IV, p. 744.

fermaient la route d'Amérique. En même temps, par l'ordre du protecteur, ils envoyèrent quelques vaisseaux pour bloquer Dunkerque, sans qu'aucune flotte espagnole sortit pour les combattre. Vers le milieu de l'automne, les deux amiraux furent obligés de se rapprocher du Portugal pour renouveler les provisions de leur flotte, qui tenait la mer depuis plusieurs mois : ils laissèrent devant Cadix le capitaine Stayner avec sept frégates. Ce fut lui qui reçut cette grande occasion attendue si longtemps. Une première flotte espagnole, partie du port de Lima, avait heureusement traversé les périls d'une course si longue et d'une saison avancée; elle était composée de quatre galions chargés d'or, de trois vaisseaux de guerre, et traînait à sa suite une prise portugaise. Le vice-roi de Lima revenait sur un des vaisseaux avec ses trésors et sa nombreuse famille. Arrivée près de San-Lucar, toute cette flotte salua, d'une décharge d'artillerie, les côtes prochaines de l'Espagne. Alors parut l'escadre anglaise; si jamais occasion doit inspirer aux hommes un excès de courage, c'est sans doute lorsque, rapportant d'immenses richesses amassées avec tant d'efforts, ils sont arrêtés par un dernier péril, en vue de la patrie.

Stayner n'attaqua d'abord qu'avec trois frégates, et s'attachant au vaisseau vice-amiral, il le réduisit, après un combat de six heures; vainqueur, il put à peine arracher quelques richesses du milieu des flammes du navire embrasé par la main des Espagnols. Le vice-roi du Mexique expira dans les flammes avec son épouse; il s'était efforcé d'éloigner ses enfants de l'incendie qu'il avait lui-même ordonné; malgré les soins de ce malheureux père, un de ses fils, et sa fille promise au jeune duc de Medina-Cœli, périrent dans l'affreux désordre du combat. Les cinq autres enfants, sauvés sur une chaloupe, furent recueillis par la pitié des vainqueurs.

Le vaisseau amiral, qui portait de grandes richesses, fit naufrage en fuyant ; deux autres furent pris par les Anglais, et le reste s'échappa vers Gibraltar. Malgré tout ce que l'in-

cendie avait enlevé aux vainqueurs, plus de deux millions en lingots furent portés à Londres comme un monument de triomphe.

Cette grande victoire, qui ne semblait qu'un prélude de la guerre, augmenta l'ascendant de Cromwell, en liant à sa fortune l'orgueil des Anglais. Le poëte Waller, autrefois banni pour une conspiration en faveur de la cause royale, rappelé maintenant par l'amnistie de Cromwell et reçu dans sa cour, célébra ce mémorable succès dans un chant patriotique qui semble appartenir à l'histoire, parce qu'il exprime un enthousiasme que partageait alors l'Angleterre, et dont profitait la tyrannie du protecteur. « Depuis plusieurs mois, dit le poëte, « notre armée navale, campée sur la mer, assiégeait l'Espagne ; « ceux qui avaient ambitionné la monarchie du monde étaient « enfermés dans leurs ports par nos flottes hardies, et de là « voyaient notre pavillon rouge flotter sans rival au-dessus « des mers. Les autres nations peuvent user de l'Océan comme « d'une route de passage ; l'Anglais seul y fait sa demeure. « Nos voiles toujours prêtes égalent la vitesse du vent le plus « rapide, et sont d'intelligence avec le ciel inconstant. Les « chênes de nos forêts ont pris racine dans les mers, et nous « marchons de pied ferme sur la vague houleuse. » Ce sentiment de grandeur nationale se soutient dans toute la pièce. A la faveur de tant de gloire, Waller ne prononce pas une seule fois le nom de liberté, et, dans son dernier vers, il exprime le vœu que l'État puisse s'affermir en donnant une couronne au protecteur.

C'était le terme où se rapportaient les grandes actions de Cromwell, et par une singularité remarquable, cet homme heureux et entreprenant, après avoir vaincu tant d'obstacles, après avoir accompli de si grands desseins, amené à ce dernier point de son ambition, n'osa jamais le franchir, et crut voir plus de difficultés à s'emparer d'un titre qu'à conquérir et à garder la puissance : tant l'esprit de liberté avait laissé dans les âmes d'invincibles préventions, qui, muettes et opprimées sous le poids de la force, s'effarouchaient et se rebel-

laient à la vue d'un souvenir! Les efforts inutiles de Cromwell pour surmonter cette résistance, à l'époque même où sa grandeur personnelle avait le plus d'éclat, sont une dernière circonstance de son caractère et de sa fortune qui nous reste à retracer.

LIVRE NEUVIÈME.

Cromwell est obligé de convoquer une nouvelle assemblée. Coup d'œil sur la situation des trois royaumes. Conduite de Cromwell à l'égard de Ludlow. Élections. Cromwell fait exclure un grand nombre de membres nommés. Suppression des majors généraux. Cromwell songe à prendre le titre de roi. Opinions des différents partis. Premières tentatives faites à ce sujet dans le parlement. Projet de rétablir deux chambres. Conférences de Cromwell avec les commissaires du parlement qui lui offrent la couronne. Conspiration de niveleurs. — Nouvelles conférences de Cromwell et des commissaires du parlement. Longue hésitation de Cromwell. — Mécontentement des républicains. — Résistance de Fleetwood et de Desborough. Démarches inutiles du protecteur pour les gagner. — Opposition de Lambert. — Desborough et le colonel Pride font présenter une adresse à la chambre contre le rétablissement de la royauté. Cromwell refuse le titre de roi. — Projets de Cromwell. Sa conduite envers les juifs; son indifférence pour toutes les sectes; anecdote à ce sujet. — Victoires maritimes de Blake. Sa mort. Traits de son caractère. — Nouvelle inauguration du protectorat. — Richard Cromwell paraît destiné à succéder à son père. — Proposition singulière de lord Broghill. — Mariage de deux filles du protecteur. — Disgrâce et complots du général Lambert. — Conduite du colonel Hutchinson.

Les épreuves successives que Cromwell avait faites de l'indocilité du parlement, et la manière toujours violente et impopulaire dont il avait été forcé de le dissoudre, devaient lui faire singulièrement redouter l'usage d'un pouvoir si difficile à manier et si dangereux à détruire. Mais l'existence des parlements était si enracinée dans les mœurs des Anglais, et avait paru, à toutes les époques de leur histoire, tellement inséparable de la liberté, et même de la tyrannie, que l'impossibilité

de s'en passer ne permettait pas de compter le danger de s'en servir.

C'était une conviction nationale que l'argent du peuple ne pouvait être levé sans le vote d'un parlement. Cette vérité, qui avait servi de commencement aux derniers troubles, survivait à tout; et la procédure du marchand Cony avait montré le danger des taxes imposées par la seule autorité du protecteur. Un parlement était donc inévitable. Cromwell pouvait espérer de le trouver plus docile, après des victoires qui portaient si haut sa puissance. Et si une fois il obtenait, par le vœu libre d'un parlement, ces apparences légales qui lui avaient toujours manqué jusqu'alors, à peine pouvait-on calculer tous les appuis qu'il y trouverait pour sa sûreté, sa puissance et sa famille. Un coup d'œil sur les trois royaumes montrera quels obstacles et quels secours devait rencontrer le projet de Cromwell.

L'Écosse, traitée presque en province conquise, ayant perdu son parlement national, assujettie à l'autorité militaire d'un gouvernement anglais, et à un conseil composé en majorité de commissaires anglais, était à la fois plus soumise et plus florissante qu'elle ne l'avait jamais été. Par la fermeté de Monk et la sagesse de lord Broghill, ce pays, longtemps si désordonné et si malheureux, avait fait des progrès dans l'industrie, et jouissait d'un repos civil et religieux qu'il n'avait pas connu depuis longues années. La conquête s'exerçait par un peuple pour ainsi dire compatriote du peuple vaincu, ayant la même langue, les mêmes mœurs, et plus avancé dans une civilisation semblable; ainsi elle humiliait moins l'Écosse qu'elle ne servait à l'associer aux prospérités de l'Angleterre et à préparer cette unité politique, résultat nécessaire de la situation des deux peuples. L'Écosse devait, suivant la constitution de Cromwell, envoyer trente membres au parlement d'Angleterre; mais, par l'influence de la conquête et la force de l'administration anglaise, le choix de ce petit nombre de députés dépendait entièrement du protecteur et ne pouvait tomber que sur les créatures et les agents de son pouvoir.

L'Irlande, qui, après avoir épuisé toutes les horreurs de la

guerre civile et de la proscription, subissait depuis trois ans une paix violente, fondée sur les plus atroces injustices, et cependant nécessaire pour prévenir le massacre mutuel des habitants ; l'Irlande, où la conquête était affermie par la spoliation individuelle, ne pouvait réellement user d'aucun droit politique, et la part qu'on lui donnait à l'élection des députés n'était qu'un moyen de faire arriver dans le parlement britannique ceux des officiers de Cromwell qui servaient à la subjuguer. Cromwell tenait ce royaume par son gendre, Fleetwood, et son fils Henri. Ce jeune homme, qu'il avait associé d'abord à l'autorité de Fleetwood et qui bientôt le remplaça, montrait des lumières et du courage. N'ayant rien des passions républicaines de Fleetwood, il était pour Cromwell un instrument plus souple et plus sûr; et d'ailleurs cette espèce de vice-royauté, transmise au second fils du protecteur, convenait à sa politique et s'accordait avec l'intention de laisser à son fils aîné l'héritage du protectorat. Les conseils que Cromwell adressait à Henri sur la conduite des affaires expliquent la modération que ce jeune homme montra dans l'exercice de la conquête et du pouvoir militaire[1]. « Je crois, lui écrivait Cromwell, qu'il y a des personnes peu satisfaites de l'ordre présent, « et prêtes à montrer leur mécontentement à la première occasion. Le temps et la patience les amèneront à un meilleur « esprit, et leur feront voir ce qui semble aujourd'hui leur être « caché ; surtout, si elles éprouvent votre modération et votre « bienveillance au moment même où elles sont dans une route « opposée. Je vous recommande instamment de mettre à cela « votre étude et tous vos efforts. » Le peuple d'Irlande était soumis, les troupes étaient fidèles, et quelques officiers mécontents ou destitués se trouvaient sans appui dans un pays où le nom de la république n'était ni moins funeste ni moins odieux que celui de Cromwell. Ainsi des hommes qui, en Angleterre, auraient pu devenir dangereux pour la puissance du protecteur, étaient sans force en Irlande, et pour ainsi

[1] Thurloe's State papers, v. V, p. 548.

dire perdus et anéantis dans la haine commune du nom anglais. Cromwell marqua bien cette différence par les efforts qu'il fit pour retenir en Irlande le lieutenant général Ludlow.

Ludlow, s'étant démis de tout emploi, était demeuré paisible en Irlande, jusqu'au moment où son régiment fut réformé par ordre du protecteur. Il voulut alors passer en Angleterre. Le gouverneur Fleetwood exigea de lui le serment de ne rien faire pendant ce voyage contre l'autorité du protecteur; Ludlow y consentit, après une négociation que désapprouva le fils du protecteur, et qui peut servir à montrer la fermeté de Ludlow [1] et les égards qu'il obtenait encore des républicains comme Fleetwood. Mais, s'étant embarqué, aussitôt qu'il eut mis le pied en Angleterre, il fut arrêté par l'ordre du protecteur. On lui demanda de nouvelles promesses de ne pas agir contre le gouvernement; il les souscrivit avec de nouvelles restrictions. Dans sa bonne foi républicaine, Ludlow ne pouvait se départir du droit d'attaquer la puissance illégale de Cromwell. Il ne pouvait s'accoutumer à l'idée de voir les anciens indépendants soumis à cette puissance. Mais sa plus grande surprise [2] fut de recevoir dans sa prison la visite d'un seigneur catholique, ancien chef irlandais, qui lui fit offre de services et promit de le recommander à Son Altesse le lord protecteur. « Je regardai, dit Ludlow, comme une étrange « révolution, qu'un homme qui avait été lieutenant général « des rebelles eût plus de crédit que moi auprès du général « de la république. » C'est que le général de la république s'était fait souverain; et pour tout pouvoir qui s'élève, les amis d'un ancien pouvoir sont encore moins suspects que ceux de la liberté. Ludlow l'éprouva par l'accueil menaçant qu'il reçut du protecteur. Rien ne caractérise mieux l'esprit du temps que l'obstination raisonnée de Ludlow [3] refusant de souscrire une promesse de ne point agir contre le gouverne-

[1] Ludlow's Memoirs, v. II, p. 538.
[2] *Ibid.*, p. 544.
[3] *Ibid.*, p. 551.

ment de Cromwell, et la demande réitérée de Cromwell, qui paraît attacher à cette promesse la plus entière confiance. « Quand même Néron régnerait, lui dit Cromwell, il serait « de votre devoir de vous soumettre. — Je suis soumis, ré- « pondait Ludlow; mais si la Providence ouvre une voie de « salut et permet quelque jour de s'armer pour la cause du « peuple, je ne puis me lier les mains et renoncer d'avance à « cette occasion. » Après beaucoup de menaces contre Ludlow, Cromwell parut s'adoucir, lui adressa des paroles flatteuses, et le laissa libre. Mais à l'approche des élections, il le fit de nouveau comparaître devant son conseil d'État avec quelques autres républicains dont il redoutait également l'influence. C'étaient Bradshaw, le président de la haute cour, le colonel Rich, le chevalier Henri Vanes, tous aussi inflexibles au pouvoir et aux séductions de Cromwell qu'ils avaient été furieux contre la royauté. Bradshaw, qui portait devant les complices de la révolution toute la fierté du grand crime qu'il avait commis pour eux, rejeta dédaigneusement l'offre d'un nouveau titre de juge et la condition d'un nouveau serment. Il répondit qu'il était autorisé par le parlement et ne pouvait être révoqué par un autre pouvoir. Cromwell n'osa rien entreprendre contre l'homme qui avait prononcé la sentence du roi.

Le colonel Rich et Ludlow, pressés par le protecteur de donner caution qu'ils n'agiraient pas contre son gouvernement, refusèrent avec la franchise et la hauteur qui est un des caractères de cette époque. Le protecteur, irrité, envoya Rich prisonnier au château de Windsor. Il montra plus de patience envers Ludlow, qu'il avait toujours trompé, craint et estimé. Il entra même avec lui dans une sorte de controverse sur la légalité de son pouvoir. « Que voulez-vous? lui « disait-il, que désirez-vous de plus que ce que vous avez? « Chaque homme ne peut-il pas être aussi bon et aussi saint « qu'il le souhaite? » Ludlow n'eut pas de peine à répondre qu'il voulait la chose pour laquelle on avait combattu, c'est-à-dire que la nation fût gouvernée de son propre consentement.

« Je suis de cet avis, dit Cromwell, autant que personne « au monde; mais où trouverons-nous le consentement dont « vous parlez? Sera-ce parmi les épiscopaux, les presbyté- « riens, les indépendants, les anabaptistes ou les niveleurs? « — Parmi les hommes, quel que soit leur parti, qui ont agi « avec zèle et fidélité pour le bien public. » Cromwell, que la bonne foi d'une pareille réponse devait rassurer sur les vues politiques de Ludlow, continua l'entretien par de grands éloges de son gouvernement, ajoutant qu'il était résolu d'empêcher la nation de s'ensanglanter de nouveau. Ludlow répondit qu'il y avait déjà trop de sang répandu, si l'on n'en rendait un meilleur compte. « C'est bien fait à vous, reprit amèrement le « protecteur, de rejeter sur nous le crime du sang versé; « nous voyons ici d'heureux effets de celui qui a coulé; nous « savons quelles communications secrètes existent aujourd'hui « entre les Espagnols et des hommes de votre parti qui se « renomment de vous, et affirment qu'ils ont votre aveu et « votre appui. »

Ludlow répondit qu'il n'avait pas de parti, que d'ailleurs il n'était pas l'ennemi de Cromwell, et que même il lui avait été fidèle dans toutes ses traverses. « De quelles traverses « parlez-vous? s'écria Cromwell; ce sont plutôt celles de « l'État que les miennes; car pour moi, je n'ai pas beaucoup « amélioré ma condition personnelle, comme ces messieurs le « savent bien. » Et les membres du conseil d'État ne manquèrent pas de se lever en témoignage de cette vérité.

Sur la fin de la discussion, Ludlow, menacé d'être envoyé à la Tour, contestait à Cromwell le droit d'ordonner une arrestation, et il produisait à l'appui des anciens principes de la liberté individuelle un acte du long parlement. « Quoi! dit « Cromwell, un juge de paix peut faire arrêter, et je ne le « pourrais pas! — Un juge de paix, répliqua Ludlow, est un « officier légal autorisé par la loi pour procéder ainsi; vous « ne l'êtes pas, fussiez-vous roi; car si vous vous trompiez, « il n'y aurait pas de recours contre vous. »

Cromwell, qui ne pouvait rien gagner par menace ni par

raisonnement sur un esprit si ferme, fit retirer le colonel, et, après avoir hésité quelque temps, il se contenta de lui prescrire les arrêts dans sa maison. Un frère de Ludlow, qui suivait la cour du protecteur, obtint un adoucissement à cet ordre, et Ludlow alla dans une province éloignée rejoindre sa famille; ce qui, du reste, suffisait aux vues du protecteur, en écartant de Londres et du principal théâtre des élections cet obstiné républicain.

Harrisson, accusé de complot contre le protecteur, et longtemps prisonnier dans l'île de Wight, obtint à la même époque la liberté de revenir dans une petite maison près de Londres, seul bien qu'il eût acquis pendant une révolution où il avait occupé de si grands emplois. Quoique républicain enthousiaste, Harrisson n'était pas redoutable. Ludlow nous a conservé un trait de ce singulier caractère, en qui le fanatisme avait autant de bonhomie que de violence. Harrisson, victime du pouvoir qu'il avait élevé, trompé dans toutes ses espérances, forcé de reconnaître enfin la fourberie et l'ingratitude de Cromwell, n'était pas bien sûr que tout, jusqu'à sa persécution, ne fût pas pour le mieux, en songeant à un passage du prophète Daniel : *Les saints prendront le royaume et le posséderont.*

Ludlow, auquel il confia ce singulier scrupule, lui démontra sans peine que la qualité de saint, étant un caractère fort équivoque et facile à contrefaire, ne pouvait autoriser l'usurpation du pouvoir. « Nous en avons une preuve, ajoutait-il, « dans l'homme qui, sous prétexte d'avancer le royaume de « Jésus-Christ, vous a engagé à lui prêter la main et s'est « élevé. » Harrisson tombait d'accord : cependant le texte de l'Écriture l'embarrassait toujours, et ces doutes en faveur du pouvoir de Cromwell n'étaient pas un sophisme de la faiblesse qui se ménage le droit de céder. Pour son compte, Harrisson voulait être pauvre et persécuté ; il était incorruptible dans la haine qu'il portait au protecteur. Mais accoutumé à tout expliquer par la Providence, en voyant les succès de Cromwell, il doutait quelquefois au fond de l'âme si ce n'était pas

là ce que le prophète Daniel avait prédit. Voilà des caractères étranges, et dont le moule est brisé !

Le chevalier Vanes, homme aussi délié que Harrisson était simple, fut conduit prisonnier dans l'île de Wight. Bradshaw continua d'exercer les fonctions de chef de justice à Chester. Mais Cromwell fit répandre des menaces contre les électeurs qui lui donneraient leurs suffrages. On lut publiquement à Chester une lettre pour demander son exclusion. Cromwell, qui attachait à cette nouvelle épreuve la stabilité de son pouvoir et le succès du dernier vœu de son ambition, fit jouer tous les ressorts de l'intrigue et de la peur pour dominer les élections et pour en écarter à la fois les royalistes et ceux des républicains qui ne s'étaient pas vendus à son pouvoir. Dans la subordination politique de l'Écosse, Argyle était le seul homme qui gardât quelque ascendant personnel, et cet homme, qui avait été si funeste à Charles, n'était pas moins suspect au protecteur. Il fut écarté [1] par les intrigues de lord Broghill.

Les royalistes, abattus par une longue oppression, ne pouvaient se produire avec avantage sous la tyrannique influence des majors généraux. Cependant ceux dont le crédit semblait redoutable furent arrêtés. Le parti républicain, secondé par les formes populaires de l'élection, montra de la vigueur et de l'audace. Un écrit violent fut répandu. On y rappelait avec énergie la violation des droits publics [2], les emprisonnements arbitraires, l'avilissement de la représentation nationale, les guerres ruineuses, et la mort de tant de braves matelots, sacrifiés à la stérile ambition d'un seul homme. Un écrit plus violent encore, c'était la protestation que publièrent plusieurs membres du dernier parlement dissous par le protecteur : ce qu'elle offrait de remarquable, c'est qu'elle s'adressait à tous les partis, en invoquant leur réunion contre le protecteur, sans paraître redouter l'idée du retour à l'ancienne monar-

[1] Thurloe's State papers, v. V, p. 313.
[2] *Ibid.*, p. 268.

chie. Toutefois les royalistes, alors même frappés d'arrestation et d'exil, n'agirent pas, et l'opposition se manifesta surtout par la haine du pouvoir militaire. Dans les élections de plusieurs comtés, le peuple cria : *A bas les courtisans! à bas les soldats!* réunissant ainsi les abus de l'ancien et du nouveau pouvoir.

L'institution des majors généraux fut d'un puissant secours pour comprimer ce mouvement de la conscience publique. Plusieurs de ces officiers [1], par la terreur de leur pouvoir illimité, déterminèrent à leur gré les élections.

Cependant si Bradshaw, Vanes et Ludlow furent écartés, les suffrages se portèrent sur d'autres républicains moins célèbres, mais également éprouvés; et, malgré l'ascendant que lui assurait la foule de ses officiers, de ses conseillers d'État et de ses parents, qui composaient les trois quarts de la nouvelle assemblée, Cromwell s'inquiéta d'une élection qui lui ramenait, même en minorité, des hommes qu'il avait blessés sans retour, et des principes dont la force était encore toute vive et toute récente.

Le 17 septembre, à dix heures du matin, le protecteur, suivi de son conseil, des magistrats, des principaux officiers de l'armée, des gentilshommes de sa maison et d'une garde nombreuse, se rendit en grand appareil à l'église de Westminster, où les membres du nouveau parlement étaient réunis, pour assister au sermon d'ouverture qui fut prêché par le vice-chancelier de l'université d'Oxford, sur un texte conforme à la circonstance. Après le sermon, le protecteur, étant passé dans la salle peinte, adressa au parlement un discours [2] qui n'a pas été conservé, mais dont il paraît que le but principal était d'exagérer l'importance de la guerre d'Espagne, et d'accréditer la supposition très-peu vraisemblable d'un armement de Sa Majesté Catholique en faveur et sous les ordres de Charles II. Cromwell fit plusieurs fois usage de ces fausses

[1] Thurloe's State papers, v. V, p. 349.
[2] The parliamentary History, v. XXI, p. 23.

alarmes pour réunir autour de lui les divers partis, et le projet dont il était alors occupé explique l'alternative à laquelle il voulait réduire les républicains, en leur montrant le danger du retour de Charles.

Les députés, ayant quitté la salle peinte pour aller prendre séance, furent arrêtés à la porte de la chambre par des officiers du protecteur, qui leur demandèrent leurs certificats. Plusieurs députés, dans le secret de cette formalité singulière, s'y trouvaient préparés, et présentèrent un certificat signé du clerc de la chancellerie, et qui attestait à la fois le fait de l'élection et l'approbation donnée par le conseil de Son Altesse [1]. C'était de beaucoup enchérir sur le serment d'obéissance demandé aux membres du dernier parlement; c'était détruire la constitution. Mais le pouvoir de Cromwell avait fait assez de progrès pour que la majorité de la chambre se soumît sans retard à cette injurieuse formalité.

Les membres approuvés prirent séance : la chambre se forma sous la présidence de sir Widdrington, dont le choix se fit à la majorité des voix, sans être soumis à l'assentiment du protecteur. Cromwell affecta de ne jamais emprunter cette partie de la prérogative royale. Cependant la chambre, sur la plainte des membres exclus, ayant interrogé le clerc de la chancellerie, et demandé des éclaircissements au conseil, eut la bassesse de voter qu'en effet l'approbation du conseil d'État était nécessaire. Les membres, ainsi abandonnés par leurs collègues, publièrent une protestation violente, qui fut répandue dans toute la ville. Ils étaient au nombre de cent, parmi lesquels on distinguait Haslerig, le digne ami de Sydney, républicain aussi éclairé qu'intrépide; Thomas Scot, qui périt depuis comme régicide; Harbotle Grimstone, presbytérien modéré, qui, dans les premiers temps de la révolution, devina l'ambitieuse hypocrisie de Cromwell, et la dénonça au long parlement; Ashley Cooper, qui combattit d'abord pour Charles I[er], servit ensuite la révolution, fut confident de

1. The parliamentary History, v. XXI, p. 24.

Cromwell, devint son ennemi, et finit par être ministre de Charles II; Walter Moyle, auteur d'un ouvrage sur la république romaine : tous hommes différents de parti et de caractère, réunis par la haine de Cromwell.

La chambre, dont la docilité était assurée par de si nombreuses exclusions, s'occupa d'abord d'un bill pour la sûreté du protecteur, en même temps qu'elle confirmait par un vote nouveau la déchéance de Charles Stuart et l'abolition de tous les titres d'honneur dans sa famille [1].

La guerre d'Espagne, généralement agréable à la nation, ne pouvait manquer d'être approuvée par une assemblée d'ailleurs si favorable au protecteur. L'amiral Montague, qui vint prendre séance après la victoire de Cadix, reçut des remercîments de la chambre [2], et elle se hâta de voter de grands subsides pour la continuation d'une guerre si heureusement commencée. Dans ce zèle empressé de la chambre, et cette bonne intelligence qui se montrait pour la première fois entre le protecteur et les députés de la nation, la jalousie du pouvoir ne parut que sur un seul point. En portant divers bills à la sanction du protecteur, la chambre les fit précéder d'un acte qui assurait la durée de la présente session du parlement. C'était la première fois que Cromwell exerçait le privilége de la sanction suprême qu'il s'était réservée, mais dont l'indocilité des assemblées précédentes ne lui avait pas permis de faire usage. Son gouvernement prit alors une forme plus légale et plus solennelle. L'orateur et la chambre tout entière avaient été avertis de lui présenter les bills dans la salle peinte. Le protecteur, entouré de son conseil, de ses ministres et des juges, écouta la lecture des bills, et prononça ces mots : « Nous consentons [3]. » Peu de temps après, dans une occasion semblable, non content de renouveler les anciennes formes de la monarchie, il se mit, dans son discours, à la place des rois, et cita leur exemple, pour autoriser les remercî-

[1] The parliamentary History, v. XXI, p. 38.
[2] Whitelocke's Memorials, p. 645.
[3] The parliamentary History, v. XXI, p. 44.

ments qu'il adressait à la chambre des communes. « Je m'aperçois, dit-il, que le parlement, dans le nombre de ses actes, « a pris un soin particulier de pourvoir aux besoins de la « république par les bills sur les impôts qui me sont présentés, « et auxquels j'ai donné ma sanction ; et, sachant que ce fut « toujours la pratique des chefs de l'État de reconnaître par « des remercîments le zèle et le patriotisme des communes, « je les remercie cordialement de la bienveillance qu'elles « marquent en cela. »

Une conspiration découverte vint resserrer cette bonne intelligence, en faisant éclater le zèle de la chambre. Il ne s'agissait cependant que d'un soldat accusé par deux de ses camarades d'avoir voulu assassiner le protecteur sur la route de Hampton-Court. Ce malheureux fut condamné en vertu du statut d'Édouard III, le chef de justice ayant déclaré que par le mot de *roi* on entendait le magistrat suprême, quel que fût son titre. Ce soldat, nommé Syndercomb, fut trouvé mort dans sa prison, et l'on fit de cet obscur conspirateur [1] un agent de la cour d'Espagne et de Charles II. Le parlement fit célébrer un jour d'actions de grâces en mémoire du péril auquel avait échappé le protecteur. Après le sermon, la fête se continua par un banquet solennel à White-Hall.

A la même époque, une anecdocte singulière prouvait que le fanatisme qui avait commencé la révolution n'avait rien perdu de sa force. Un jeune soldat, qui avait servi sous le général Lambert, imagina de se faire passer pour *Jésus-Christ;* il trouva des insensés qui le suivirent. Il entra dans Bristol, monté sur une ânesse, entouré de fanatiques, qui jetaient sur son passage des fleurs et des branches d'arbre. Ce malheureux fut arrêté, et le parlement instruisit son procès. Une foule de lettres attestaient la singulière illusion de ses disciples. Le parlement condamna sérieusement cet insensé comme blasphémateur [2], et lui fit subir la flagellation et le pilori.

[1] Thurloe's State papers, v. VI, p. 90.

[2] The parliamentary History, v. XXI, p. 45.

Peu de jours après la prétendue conspiration de Syndercomb, le protecteur fit proposer au parlement de confirmer par une loi la taxe du dixième imposé sur les royalistes. La chambre, composée d'hommes ou dévoués à Cromwell, ou compromis par la révolution, n'avait pas d'éloignement pour ces mesures de rigueur. Mais elle supportait avec impatience l'autorité des majors généraux qui en étaient l'instrument, et les plaintes s'élevaient de toutes parts contre leur tyrannie. Cromwell, qui avait tiré de cette institution tout le service qu'elle pouvait rendre, et qui trouvait maintenant un appui plus légal dans la docilité du parlement, n'hésita point à sacrifier les majors généraux, tout en leur promettant de les maintenir. Peut-être commençait-il à s'inquiéter pour lui-même d'une puissance de cette nature. L'intention du protecteur, à cet égard, se marqua d'une manière peu équivoque par le langage des personnes de sa famille. Cleypole, son gendre, prit la parole dans le parlement, et dit « qu'il lui suffisait de lancer le gibier, et qu'il laissait à d'autres plus expérimentés le soin de le poursuivre [1]; mais qu'il ne pouvait dissimuler qu'ayant autrefois jugé nécessaire de confier aux majors généraux l'autorité qu'ils avaient en effet exercée, la continuation de leur pouvoir lui paraissait maintenant incompatible avec les lois de l'Angleterre et la liberté du peuple. » Dans la discussion qui suivit, le colonel Henri Cromwell, neveu du protecteur, énonça des opinions semblables. Un des majors généraux demanda que l'on désignât ceux de ses collègues qui avaient commis d'injustes violences. Henri Cromwell répondit « que l'on trouvait juste de frapper tous les royalistes pour les fautes de quelques-uns, et que par le même argument les torts de quelques-uns des majors généraux suffisaient pour justifier la punition de tous. » Ce jeune homme vint ensuite rendre compte de la séance au protecteur, qui l'approuva fort, et lui fit présent d'un riche manteau d'écarlate, dont il se para le lendemain dans la chambre,

[1] The parliamentary History, v. XXI, p. 54.

en présence de ceux qui, la veille, avaient pu douter de sa mission. L'autorité de Cleypole avait enhardi tout le monde; et le pouvoir absolu des majors généraux, étant ainsi manifestement abandonné par le protecteur, tomba de lui-même, à la joie de tous les partis.

Ici commence l'un des plus singuliers tableaux de la vie du protecteur, et celui peut-être qui fait mieux ressortir les ressources de son génie. En effet, si la plus forte épreuve du pouvoir est de produire impunément de grandes inconséquences, on ne saurait imaginer sous ce rapport un plus étonnant problème que Cromwell destructeur du trône, parvenant à réconcilier les esprits avec l'idée de la royauté rétablie dans sa personne, et se faisant offrir par un parlement la place et le titre du prince qu'il avait conduit à l'échafaud; mais ce qui n'est pas moins remarquable, c'est qu'une pareille entreprise ait pu ne réussir qu'à demi, et que Cromwell, en ne l'achevant pas, ait gardé tous ses avantages.

Jamais l'occasion n'avait été si belle de réaliser cette ambition qui le tourmentait depuis longtemps, et dont il avait fait tant de confidences prématurées. Pour la première fois, il était assuré de la docilité du parlement, il l'éprouvait chaque jour. Reconnu de toute l'Europe, il était victorieux dans la seule guerre qu'il eût à soutenir; et cette guerre flattait les préjugés et l'orgueil de l'Angleterre, en même temps qu'elle enrichissait le trésor du protecteur. Le parti républicain repoussé des élections, exclu de la chambre, était tombé dans le discrédit et l'impuissance.

Les royalistes, protégés individuellement au milieu de l'oppression légale qui pesait encore sur eux, comme un reste de la république, préféraient Cromwell à tout ce qu'ils avaient souffert. Quelques hommes de ce parti, qui s'étaient attachés à son gouvernement, le poussaient à la royauté, soit pour donner cette mortification à leurs anciens ennemis, et s'assurer à eux-mêmes une sauvegarde dans le despotisme d'un maître commun; soit par une ancienne habitude et un amour uniforme du pouvoir; soit enfin par une arrière-pensée, qui

leur montrait, dans le retour des institutions monarchiques, un gage infaillible du rappel des princes qu'ils avaient autrefois servis.

La première tentative de ce genre qui fut essayée dans le parlement était sans autorité. Un colonel Jephson, qui s'était fait nommer député de l'Irlande, proposa tout à coup de faire Cromwell roi. Cette demande n'eut pas de suite, mais elle n'effaroucha personne.

Cromwell, à sa table, fit publiquement des reproches à Jephson, et lui demanda où il avait pu prendre une pareille idée. Jephson répliqua, d'un air de liberté, que tant qu'il aurait l'honneur de siéger dans l'assemblée, il suivrait les mouvements de sa conscience, même en s'exposant à déplaire : réponse qui est précisément celle que, dans une circonstance pareille, un sénateur avait adressée à Tibère[1]; comme s'il existait entre diverses époques une tradition, ou, si l'on veut, une sympathie de bassesse. Le protecteur frappa sur l'épaule de ce courageux député, en lui disant : *Retire-toi, fou que tu es !* Et quelque temps après, il lui donna de l'avancement dans l'armée, et l'envoya consul en Suède.

L'influence toujours croissante de Cromwell sur le parlement amena bientôt l'heure de renouveler plus sûrement la motion prématurée de Jephson. Un des magistrats de la ville de Londres, Pack, nommé chevalier par le protecteur, et qui avait quelques malversations à se faire pardonner, fut chargé de porter les premiers coups. Après avoir exposé l'état incertain de la nation, l'inquiétude des esprits, il proposa que le protecteur fût prié de prendre le titre de roi, et en même temps il offrit de lire un plan de constitution. Quoique les rôles fussent bien distribués et la majorité certaine, cette apparition soudaine de la royauté trouva d'abord beaucoup de résistance. Les majors généraux destitués étaient redevenus républicains; tout le parti militaire de la chambre, associé à

[1] *Interrogatusque à Tiberio, nùm se mandante sententiam promisisset, sponte dixisse, respondit, neque in iis quæ ad rempublicam pertinerent, consilio, nisi suo usurum, vel cum periculo offensionis.* Tacit.

leur ressentiment, s'indigna de la proposition. Pack fut arraché brusquement de la tribune et reporté jusqu'à la barre. Quelques légistes adroits, qui voulaient servir les vues du protecteur, laissèrent cette grande émotion se calmer; puis, ils revinrent à demander la lecture du projet, le parlement étant toujours maître de le rejeter. Une majorité nombreuse vota la lecture et l'examen du projet; il fut approuvé dans le point principal, l'établissement de deux chambres et d'une personne qui partagerait avec elles la puissance législative, et dont le titre restait en blanc. Il fut convenu que les chambres s'appelleraient chambre des communes, et *autre chambre,* l'esprit démocratique ne permettant pas de reproduire l'idée d'une pairie privilégiée. On arrêta même que le choix de cette chambre serait soumis à la révision de la chambre des communes. Quant au titre de roi, qui d'abord avait excité tant de scandale, on l'accorda sans beaucoup de peine, et la motion de Pack se trouva complétement adoptée. Ce qu'il y a de remarquable, c'est que, dans cette épreuve, le protecteur était soutenu par un nouveau parti, et avait pour adversaires ses anciens amis. Personne ne fut plus ardent à combattre la proposition du titre de roi que Fleetwood, le beau-frère de Cromwell, républicain sincère. Le nom de royauté lui rappelait ses principes, et le soulevait contre un pouvoir qu'il avait fidèlement secondé.

Ayant adopté dans toutes les parties principales le projet que Pack avait produit sous le nom de *humble adresse et remontrance,* ce qui fut remplacé par le titre plus respectueux de *humble pétition et avis,* le parlement fit demander au protecteur d'être admis près de lui pour une communication importante.

Cromwell, entouré de son conseil et de ses officiers, reçut la chambre en corps. Le président lui présenta l'humble pétition, appuyée d'un long discours, dans lequel le pouvoir et le titre de roi étaient désignés comme le mieux assortis à la constitution anglaise et au caractère des Anglais, et, suivant l'expression de l'orateur, *le mieux connus de leurs lois.* Cet

argument, dont il était étrange d'abuser en faveur de Cromwell, avait en effet beaucoup de justesse historique. La révolution anglaise, n'ayant pas été dirigée par une haine générale de l'ancien ordre de choses, n'avait été ni si profonde ni si violente que celle d'un pays où la chute de toute la législation aurait accompagné celle du trône. En Angleterre, le respect religieux du passé s'était joint à l'ardeur de l'innovation politique, et avait servi à la modérer jusque dans ses excès mêmes ; les lois anciennes, toujours subsistantes, rappelaient la royauté bannie.

Cromwell se répandit en expressions générales de piété, et il énonça l'intention de chercher le Seigneur, qui avait été son guide jusqu'alors, et qui lui mettrait dans le cœur la réponse qu'il devait faire [1].

Cette première démarche de la chambre n'ayant obtenu de Cromwell aucune explication précise, une nouvelle adresse lui fut présentée sur le même sujet, avec la même solennité, et dans des termes encore plus expressifs, soit que tous les actes de cette comédie eussent été convenus d'avance, soit que le protecteur eût en effet moins d'empressement à recevoir un titre, que la chambre, une fois engagée, n'avait de zèle pour hâter la servitude publique.

Sur cette seconde instance, le protecteur, après de nouveaux témoignages d'humilité et de respect pour la chambre, avoua qu'il n'était pas encore convaincu. Il ajouta que « s'il entre-« prenait quelque chose sans une foi entière, la force lui « manquerait, et qu'il redeviendrait le serviteur le plus inca-« pable qu'aucune nation aurait jamais eu. Il demandait donc « la liberté de prendre conseil et d'exposer ses doutes, ses « craintes, ses scrupules, bien qu'en matière semblable, dit-« il, le monde ait jugé que la conscience ne devait guère « avoir de scrupule. »

L'offre de la couronne prit ainsi la forme d'une négociation, et le parlement délégua plusieurs de ses membres pour

[1] The parliamentary History, v. XX, p. 59.

discuter à fond avec le protecteur. Un incident retarda l'ouverture de ces singulières conférences. Pendant que quelques républicains apostats et quelques anciens royalistes étaient si impatients de faire Cromwell roi, les hommes de la cinquième monarchie, ceux de tous les sectaires qui avaient le plus de folie et de bonne foi, songeaient à réaliser enfin la royauté de Jésus-Christ. Cette conspiration était peu compliquée. Une soixantaine de personnes devaient s'armer à l'improviste, ne doutant pas que tout le peuple ne les suivît. La veille du jour fixé pour cette attaque insensée, le major Harrisson, le colonel Rich, le vice-amiral Lawson, furent conduits à la Tour, comme les chefs secrets de l'entreprise. Le secrétaire d'État Thurloe mit sous les yeux de la chambre l'étendard des conjurés, qu'ils appelaient la bannière que *Dieu a donnée à son peuple dispersé*. On y voyait pour devise un lion couché, avec ces mots de la Genèse: *Qui osera le faire lever?* Le but de la conspiration était de placer en Jésus-Christ le pouvoir législatif suprême, et de former un conseil qui représenterait l'assemblée des saints, et agirait au nom et par la lumière de Jésus-Christ. Thurloe, dans son rapport à la chambre, se crut obligé de séparer la cause de ces hommes de celle des amis de la liberté. Il eut soin d'avertir que l'origine de pareils complots remontait fort loin[1]; que ce n'était pas le résultat du mécontentement excité par les efforts de la chambre pour constituer le peuple anglais sous une forme nouvelle, qui pouvait paraître désagréable aux gens de bien; que la conspiration était ancienne, toujours active, formée par des hommes incapables de repos et qu'aucun gouvernement ne satisferait. Au reste, Cromwell, qui fit détenir extraordinairement les prévenus sur un ordre de sa main, ne se hasarda point à les faire juger.

La découverte d'une pareille entreprise concourait à propos avec la grande question qui était alors agitée. La peur de l'anarchie a toujours été l'excuse de l'esclavage. La chambre mani-

[1] Thurloe's State papers, v. IV, p. 132.

festa son horreur pour un si grand crime ; et ses commissaires furent admis enfin près du protecteur, qu'ils étaient chargés de convaincre.

Excepté le jurisconsulte Lisle, aucun des membres de ce comité n'avait participé à la mort de Charles. Cette circonstance fit croire que leur zèle pour rétablir les formes monarchiques cachait une arrière-pensée favorable à la cause des Stuarts. On a supposé même que les démarches de la chambre des communes étaient déterminées par l'espérance de perdre Cromwell en le couronnant, et de l'accabler sous le succès de son imprudente ambition. Il est certain qu'un grand nombre de royalistes se montrèrent fort empressés pour l'élévation de Cromwell; mais la servilité des hommes n'a pas besoin d'être expliquée par les calculs d'une politique si subtile et si prévoyante. Beaucoup d'illustres familles, suivant Clarendon, regrettant la perte de leurs priviléges, se flattaient de reprendre leur rang autour du trône, occupé même par un usurpateur. Telle était sans doute l'espérance de lord Broghill, qui, plus que personne, sollicita Cromwell d'accepter le titre de roi. Les autres membres du comité, Whitelocke récemment nommé commissaire de la trésorerie ; Lenthall et Fiennes, commissaires du sceau ; le colonel Wolsey, le colonel Jones, le chef de justice Glynne, élevés par la révolution et créatures de Cromwell, n'avaient d'autre intérêt que la durée de son pouvoir ; et dans les instances qu'ils adressaient à Cromwell, on ne peut pas plus douter de leur sincérité que de leur bassesse. Saint-John [1] était le seul membre du comité qui, après avoir été le confident de Cromwell, parût séparé de lui et peu favorable à sa puissance. Il avait désapprouvé le protectorat, et dès lors s'était renfermé dans ses fonctions de juge, sans conserver de crédit sur Cromwell, et même ayant quelquefois besoin d'être défendu près de lui. Il parla peu dans cette conférence.

Whitelocke, président du comité, annonça qu'il était chargé

[1] Thurloe's State papers, v. VII, p. 914.

de répondre aux scrupules et aux objections du protecteur contre le titre de roi. Cromwell avoua qu'il avait une déplaisance générale pour *cette chose,* et pria les commissaires de lui dire chacun leurs motifs particuliers [1], ajoutant qu'un autre mode de discussion lui ferait perdre le fil de ses idées.

L'argumentation commença sous cette forme. Les commissaires parlaient successivement avec beaucoup de méthode, et attaquaient tour à tour, par divers points, la conscience du protecteur.

Whitelocke exposa que le titre de roi était un titre anciennement connu, auquel se rapportaient toutes les lois, auquel se liaient les droits généraux et les libertés du peuple, qui aurait à la fois pour base, et la constitution présente, et les lois anciennes de l'Angleterre, et qu'enfin il y avait dans ce titre plus de stabilité, de suprématie et de sanction civile, que dans le titre de protecteur, dont l'application était nouvelle et les rapports incertains.

Lenthall considéra la question dans l'intérêt de la liberté, avec cette hypocrisie d'indépendance qui, lorsqu'elle se mêle à la servitude, la rend plus incurable. Il pressa Cromwell de prendre le titre de roi, parce que le titre de protecteur n'avait pas de limites. Il lui en fit un devoir, au nom de la volonté du peuple.

Le chef de justice, Glynne, déclara qu'il n'y avait jamais eu d'objection contre le pouvoir du roi, mais seulement contre les vices de l'administration; il fit valoir les anciennes limites fixées à la prérogative royale, même dans les cours judiciaires, tandis que la puissance du protecteur n'était ni réglée, ni définie, et que Cromwell, en jurant, à ce titre, d'obéir aux lois, n'avait fait qu'un serment illusoire et sans application. Mais ne pouvait-on pas attacher au titre de protecteur des conditions précisément semblables à celles de la royauté? Le chef de justice, en répondant à cette dernière supposition, dit que ce n'était plus alors qu'une question de mots, et supplia

[1] The parliamentary History, v. XXI, p. 69.

Cromwell de ne pas rompre avec le parlement *pour un mot.*

Le colonel Wolsey borna son discours à répéter que l'esprit des trois peuples tenait beaucoup au titre et à l'office de roi; que c'était une inclination générale que Dieu avait mise dans la nation, que la nation aimait la monarchie, et la monarchie sous le titre de roi.

Rien n'est si étrange que les confusions et les renversements d'idées qui s'opèrent dans les temps de trouble : « Votre Al- « tesse, disait Wolsey, a bien voulu, en parlant au parlement, « se donner le nom de son serviteur. Vous êtes en effet le « serviteur du peuple, et c'est là votre plus grand honneur : « j'espère, par conséquent, que vous laisserez au peuple la « liberté d'appeler son serviteur comme il lui plaît. Les repré- « sentants du peuple désirent que vous serviez le peuple sous « le titre de roi; cette raison, fût-elle la seule, est décisive. » Puis, revenant aux habitudes monarchiques, il supposait que Cromwell, en refusant la couronne, privait le peuple de l'honneur d'avoir un roi : « C'est, disait-il, notre privilége, notre « droit de naissance, d'avoir un magistrat suprême qui porte « le nom de roi. »

Dans cette singulière conférence, il est curieux d'entendre lord Broghill, esprit supérieur, exempt de fanatisme, que la révolution entraîna sans le dominer; l'un de ces hommes que leur mérite personnel élève au-dessus des rôles équivoques qu'ils ont reçus des circonstances; longtemps royaliste fidèle, puis confident de Cromwell, puis ami de Charles II, mais cette fois guéri de l'ambition, et ne portant plus à la cour que les grâces de l'esprit, le goût et le talent des lettres.

Broghill avait alors le langage d'un zélé partisan de la révolution et de Cromwell. Mais parmi les motifs qu'il emploie pour appuyer l'offre de la couronne, le principal est l'espérance de ramener les royalistes, en leur ôtant le prétexte qu'ils tiraient de la fameuse loi de Henri VII, pour ne reconnaître d'autre autorité que celle du roi; disposition qui tournerait en faveur de Cromwell, s'il prenait le même titre. « Enfin, dit assez ingénument lord Broghill, il n'y a main-

« tenant qu'un divorce entre le roi prétendu et la couronne;
« et nous savons que les personnes divorcées peuvent se réu-
« nir; mais si l'une d'elles se marie à un tiers, il n'y a plus
« de retour. »

Cromwell, sans s'expliquer, demanda du temps pour réfléchir sur la force de ces arguments. Une indisposition [1] réelle ou feinte lui servit à éluder quelques jours la poursuite du comité, qui revint à la charge avec de nouveaux ordres de la chambre.

Dans cette nouvelle conférence, on discuta l'objection que faisait modestement Cromwell : tous les bons effets du gouvernement peuvent être aussi facilement assurés par le titre de protecteur. Les légistes du comité s'évertuèrent pour démontrer l'excellence et la supériorité du titre de roi; ils la prouvèrent *ex necessitate causæ,* et *ex necessitate consequentis.* En rapprochant ces discussions de celles qui avaient amené la chute des Stuarts, on est frappé de voir les mêmes hommes occupés, sans le savoir, à reconstruire à petit bruit l'édifice de l'ancienne monarchie, qu'ils avaient abattu avec tant d'efforts. Lenthall [2], pressant Cromwell d'accepter la couronne, lui appliquait l'axiome monarchique : *Le roi ne meurt pas,* et faisait de ce nom de roi une abstraction inséparable des lois anglaises, et réalisée indifféremment par un pouvoir de fait ou par un pouvoir de droit. On comprendra que Cromwell fut inquiet des conséquences d'un pareil argument fait en sa faveur, et qu'il hésita sincèrement à recevoir un titre qu'on lui offrait par des motifs qui auraient pu servir pour le rendre à Charles II. Plus ce titre de roi était puissant, plus il était dangereux de le ressusciter au profit de l'ancien possesseur. Aussi le protecteur alléguait, peut-être de bonne foi, que ce mot n'étant que le signe de la suprême magistrature, l'autorité législative pouvait attacher le même sens à un autre nom, qui prendrait partout la place du mot de *roi.* Il ne dissimulait pas

[1] The parliamentary History, v. XXI, p. 89.
[2] *Ibid.*, p. 72.

non plus le mécontentement de beaucoup de gens de bien, qu'il ne fallait pas offenser, surtout dans des choses indifférentes. Il alléguait la volonté de la Providence et les actes du long parlement. Il observait que l'on avait joui des lois sous les divers gouvernements, et que la justice avait été administrée au nom des gardiens de la liberté, comme au nom du protecteur.

Le colonel Philippe Jones insista sur la nécessité de préférer les formes anciennes : « Toute chose nouvelle, dit-il, est « incertaine, non-seulement dans ses résultats, mais dans sa « durée; car elle est nécessairement créée par un pouvoir « contemporain, qui peut la détruire. » Il réfuta les diverses objections de Cromwell avec beaucoup de vigueur et de subtilité. Les actes du long parlement étaient dirigés contre le pouvoir d'un seul, autant que contre le nom de roi; la Providence, en écartant un roi, n'a pas écarté la royauté.

Ce fut dans cet esprit que Richard Onslow et Fiennes combattirent successivement les diverses objections du protecteur. Cromwell avait allégué que le titre de roi avait été frappé d'anathème, détruit par le parlement. « Il est clair, « répondit Fiennes, que la chose a été frappée d'anathème « aussi bien que le nom, et que l'autorité d'un seul, sous « quelque nom que ce soit, est proscrite comme le nom « même ; mais dans la vérité, Dieu ne réprouve ni le nom, « ni la chose ; Dieu a déclaré que toutes les formes particu- « lières de gouvernement dépendaient de la volonté des « hommes, suivant le besoin des affaires et le bien du peuple ; « car l'Écriture les appelle ouvrages de l'homme. Les hommes « les ont-ils réprouvées, Dieu les réprouve aussi ; quand Dieu « les relève de nouveau, il les honore et commande qu'elles « soient honorées. Un parlement avait pensé que l'état des « affaires demandait la suppression du titre et de l'office de « roi ; un nouveau parlement juge que la situation actuelle en « exige le rétablissement. »

Lord Broghill reproduisit les mêmes arguments, et son discours est remarquable, parce qu'il montre avec quelle facilité

cet esprit supérieur se pliait aux manières de raisonner de son siècle. Nous avons déjà vu quel usage il faisait de la comparaison de la femme divorcée; il répond par un moyen à peu près semblable à l'objection tirée du mécontentement que le titre de roi donnait à beaucoup de gens de bien et de piété.

« La situation de ces gens de bien mécontents, dit-il, peut « être comparée à celle de David, lorsque son enfant était « malade; pendant la durée de sa maladie, il priait avec « instance le Seigneur de rendre son fils à la santé; Dieu ne « voulut pas l'exaucer, et l'enfant mourut. Les serviteurs de « David disaient alors : « Si son inquiétude et sa douleur étaient « si grandes lorsque l'enfant vivait encore, que sera-ce aujour-« d'hui qu'il est mort? » Mais David s'écria : « Tant qu'il y avait « espérance, j'ai supplié le Seigneur; mais, puisque sa volonté « est déclarée, je m'y soumets. » Cette parabole était admirable pour consoler des républicains dévots; mais, sans être fondée sur des motifs aussi méritoires, la même résignation se retrouve dans tous les temps de tyrannie.

Whitelocke, qui résuma cette conférence, ne rougit pas d'alléguer à Cromwell l'exemple de Gustave Wasa, nommé roi d'un peuple dont il avait été le libérateur, mais non pas le successeur d'un roi qu'il eût assassiné.

Tous ces discours n'étaient au reste que la partie extérieure, et pour ainsi dire le cérémonial d'une négociation plus secrète. Souvent, au rapport de Whitelocke [1] admis à ces conférences, le protecteur réunissait quelques-uns des commissaires, et s'enfermait avec eux pendant plusieurs heures, se livrant à la familiarité la plus gaie, et aux diversions les plus étranges, demandant des pipes et du tabac, faisant des vers, et proposant à ses amis des défis poétiques; puis retombant aux choses les plus sérieuses, sur lesquelles il écoutait et suivait leur avis avec une entière déférence. Au milieu de ces faux épanchements, destinés à gagner les cœurs et à faire moins redouter

[1] Whitelocke's Memorials, p. 647.

un accroissement de pouvoir, la pensée de Cromwell sur l'objet principal restait obscure et incertaine; on voyait ce qu'il voulait, mais on ne pouvait pas l'en convaincre. Quelquefois même on douterait de son hypocrisie, lorsqu'on remarque le même langage d'humilité dans la correspondance intime des hommes qui étaient le plus intéressés à sa fortune, et qui devaient avoir le secret de son ambition. Henri Cromwell écrivait à Thurloe [1] : « Je bénis Dieu d'apprendre que Son « Altesse a pris la seule voie convenable pour décider cette « question, c'est-à-dire de consulter Dieu et son propre cœur, « et je me réjouis que l'offre d'une si grande élévation n'ait « fait naître en lui que crainte et abattement d'esprit. » Dans les réponses de Thurloe c'est le même langage, le même doute sur la volonté du protecteur, doute qui paraît d'autant plus sincère, que le secrétaire d'État ne déguise pas d'ailleurs ses vœux personnels, et qu'il montre cette impatience et cette certitude d'ambition que les subalternes ont naturellement pour l'élévation de leurs maîtres. « Le protecteur; écrit-il [2], « éprouve à ce sujet de grandes difficultés d'esprit, quoique « jamais homme n'ait été appelé par une vocation plus mani- « feste, et bien que, pour ma part, je voie clairement qu'on « ne persuadera jamais au parlement qu'il soit possible d'éta- « blir quelque chose par un autre moyen. » Cependant Thurloe annonce, dans la même lettre, que deux généraux, parents du protecteur, jusque-là ses plus habiles et ses plus fidèles soutiens, Fleetwood et Desborough, se déclarent violemment contre le titre de roi, tout en approuvant les autres dispositions en faveur de l'autorité de Cromwell. Cette résistance inattendue, qui était le sentiment d'une partie de l'armée, fit échouer l'entreprise, et rendit inutile la servilité du parlement. Cromwell sentit que c'était là son plus grand obstacle. Fleetwood et Desborough publiaient qu'ils étaient résolus de donner leur démission, et le même langage était répété par

[1] Thurloe's State papers, v. VI, p. 182.
[2] *Ibid.*, p. 219.

beaucoup d'officiers. Cromwell essaya de ramener ces deux hommes dont il ne pouvait se défier ; et c'est dans les démarches qu'il fit vers eux que l'on voit le plus clairement son désir d'être roi. Il s'invita lui-même à dîner chez le colonel Desborough, et s'y rendit avec Fleetwood. Là, seul entre ses deux amis, il revint au langage républicain et plaisanta sur la royauté : « Ce n'était, dit-il, qu'une plume attachée au cha« peau d'un homme [1] ; mais par cela même, il était étonné « que des hommes ne voulussent pas faire plaisir à des « enfants en leur laissant cette babiole. » Les deux officiers n'entrèrent pas tout à fait dans la plaisanterie, et ils répondirent fort sérieusement à Cromwell que cela renfermait plus de choses qu'il n'en voyait, que ceux qui l'y poussaient n'étaient pas ennemis de Charles Stuart ; que s'il consentait, il attirerait une ruine inévitable sur ses amis et sur lui-même. Après une discussion inutile, Cromwell les quitta, leur disant qu'ils étaient deux gaillards bien scrupuleux [2].

On rapporte d'autres paroles qu'il leur tint à ce sujet, en faisant allusion à la sécurité que le titre de roi donnerait à ses partisans : « C'est vouloir tenter Dieu, disait-il, que d'exposer « tant de gens de bien à la mort et à la pauvreté, tandis qu'il « est une voie pour les garantir. » Fleetwood et Desborough alléguaient leur serment : « Mais ce serment, répondait « Cromwell, est dirigé contre la tyrannie d'un roi, et non pas « contre les trois lettres qui composent le mot *roi.* »

Cependant Cromwell avait déjà laissé voir à plusieurs députés l'intention d'accepter la couronne. Le lendemain de son inutile conférence avec Fleetwood et Desborough, il convoqua la chambre pour le jour suivant ; tout le monde crut toucher au dénoûment, et Cromwell, se promenant avec Desborough, lui déclara nettement qu'il était déterminé à prendre le titre de roi. Desborough répondit qu'il regardait alors la cause et la famille de Cromwell comme perdues sans

[1] Ludlow's Memoirs, v. II, p. 586.
[2] *Ibid.*, p. 587.

retour; que, pour sa part, il était bien résolu de ne pas agir contre lui, mais qu'il était également résolu de ne plus le servir [1].

Une autre opposition plus suspecte et non moins violente venait du général Lambert. Habile et hardi capitaine, servile seulement par excès d'ambition, Lambert avait plié sous Cromwell, au prix d'un grand pouvoir et d'une plus grande espérance; il avait secondé la tyrannie du protectorat, auquel il se flattait d'arriver lui-même; et maintenant il s'indignait de voir une nouvelle hérédité royale s'élever, non pas contre les libertés du peuple, mais contre les droits du plus brave.

Cependant les principaux chefs murmuraient plus qu'ils n'osaient résister; et peut-être les incertitudes de Cromwell se seraient encore prolongées, sans un acte hardi qui le força de s'expliquer nettement. Desborough, s'étant retiré sans avoir pu rien gagner sur Cromwell, rencontra le colonel Pride, et lui confia ce qu'il venait d'apprendre. « Il ne le fera pas [2], « répondit Pride, je l'en empêcherai bien; faisons dresser « une requête au parlement. »

Un docteur Owen, zélé puritain, prêta sa plume pour cette bonne œuvre. La requête fut souscrite par deux colonels, sept lieutenants-colonels, huit majors et seize capitaines; et le lendemain, à l'heure même où la chambre réunie attendait l'acceptation du protecteur, les pétitionnaires vinrent à la porte du parlement, et firent avertir de leur présence le colonel Desborough.

Si l'on en croit Ludlow [3], Cromwell et ses partisans furent tout à fait pris au dépourvu; à la demande de Desborough, on ordonna à l'unanimité d'introduire les pétitionnaires, dont l'intention était ignorée de tous ceux qui ne la partageaient pas. Les officiers sortirent après avoir déposé leur requête, dont le parlement prit aussitôt lecture.

C'était une réclamation véhémente, qui paraissait dictée

[1] Ludlow's Memoirs, v. II, p. 587.
[2] *Ibid.*
[3] *Ibid.*, p. 588.

par l'intérêt de Cromwell autant que par l'amour de la liberté. « Ils avaient, disaient-ils, hasardé leur vie contre la monar- « chie, et ils étaient prêts à l'exposer encore pour défendre la « liberté de leur pays[1]. Ayant observé que quelques hommes « travaillaient à ramener la nation sous l'ancienne servitude « en pressant leur général de prendre le titre de roi, et cela « dans l'intention de le détruire lui-même, et de désarmer le « bras de tous ceux qui étaient fidèles à la nation, ils sup- « pliaient humblement la chambre de déconcerter de pareils « efforts, et de rester fortement attachée à la vieille cause, « que pour leur part ils seraient toujours prêts à maintenir « aux dépens de leur vie. »

Cromwell, averti de cet incident[2], manda le lieutenant général Fleetwood; et changeant tout à coup avec lui d'intention et de langage, il se plaignit amèrement que Fleetwood eût souffert la lecture d'une semblable requête, surtout connaissant sa résolution de ne point accepter la couronne sans le consentement de l'armée; en même temps il le pria de retourner à la chambre, et d'empêcher les choses d'aller plus loin. Fleetwood, satisfait, revint dire à la chambre qu'il n'y avait pas lieu de discuter la pétition, puisqu'elle avait pour objet une chose incertaine, et sur laquelle ils attendaient encore la réponse du protecteur.

Cette brusque révolution est attestée par les lettres de Thurloe, confident du protecteur. Le même jour, Cromwell reçut le parlement, et, dans un discours d'une humilité assez maladroite, il exprima son refus en regrettant d'avoir été pour la chambre l'occasion d'une si grande perte de temps. « J'ai eu le malheur, dit-il, dans les conférences avec votre « comité, et dans les réflexions que j'ai pu faire, de n'être pas « convaincu de la nécessité d'une chose que vous m'avez si « souvent proposée, je veux dire le titre de roi; et cependant « je déclare qu'aucun jugement particulier ne peut être mis

[1] Ludlow's Memoirs, p. 589.
[2] *Ibid.*, p. 590.

« en balance avec le jugement du parlement; mais, dans les « choses qui regardent la conduite personnelle, tout homme « étant obligé de rendre un compte à Dieu, doit pouvoir « justifier ses actions, et trouver dans sa propre conscience « une approbation de ce qu'il fait, ou de ce qu'il évite; et « lorsque vous accordez à tous les autres leur liberté, certai- « nement vous ne me refuserez pas celle-là (d'autant plus que « ce n'est pas seulement une liberté, mais un devoir, dont je « ne puis m'abstenir sans péché); vous me permettrez d'exa- « miner mon cœur, mes pensées, mon jugement, dans toute « œuvre où je dois mettre la main. » Après deux ou trois galimatias du même genre, et l'aveu que le gouvernement qu'on lui propose renferme d'excellentes choses, excepté le titre de roi, le protecteur termine son pénible discours et cette longue comédie par ces paroles expresses : « Je ne puis me « charger du gouvernement avec le titre de roi. »

Une si grande question, qui, dans l'origine, n'avait été qu'un incident de la discussion, étant écartée sans retour, le parlement reprit l'examen de l'humble pétition, et décida que le titre de lord protecteur remplacerait celui de roi. Cromwell se rendit à Westminster, et reçut la députation de la chambre, qui lui présenta la rédaction définitive de cet humble avis, si longtemps débattu. C'était une constitution toute favorable au pouvoir d'un seul. Ludlow dit avec raison : « La chambre « n'était alors composée que de ceux qui voulaient le protec- « teur Cromwell avec une armée, ou le roi Cromwell avec « une armée. »

Après la lecture de cet acte, le greffier de la chambre prononça ces mots: « Le lord protecteur consent, » et Cromwell prit la parole pour remercier la chambre. Il exagéra la grandeur du fardeau qui lui était imposé, et demanda le secours de tous ceux qui craignent Dieu, afin qu'il eût assistance de la main du Seigneur. « C'est la vérité, dit-il, et je puis le dire en pré- « sence de Dieu, aucun motif n'aurait pu me déterminer à « recevoir ce fardeau, insupportable à la chair et au sang, si « je n'avais toujours vu dans ce parlement un soin particulier

« de faire toutes les choses qui pouvaient réellement conduire « au but que nous sommes obligés d'atteindre.

« En vérité, dit-il encore, j'ai un témoin en Dieu que rien « n'aurait été pour moi une raison décisive. Quelque désirables « que les grandes places paraissent aux autres hommes, je le « répète, rien n'aurait été pour moi une raison de me charger « de celle-ci ; mais j'ai vu les choses déterminées par vous « dans l'intérêt évident des libertés de la nation, pour la « liberté, la sûreté de tous ceux qui craignent Dieu, de tous « ceux qui le craignent sous des formes diverses ; et si Dieu « ne rend pas ces nations reconnaissantes envers vous pour « les soins que vous avez pris, cela retombera comme un feu « sur leurs têtes ; voila quel a été mon principal motif.

« J'avoue qu'il y a d'autres choses que je désire, la réforme « des mœurs, la répression du vice, l'encouragement des « hommes de bien et de vertu. »

Ces expressions vagues et mystiques avertirent la chambre d'ajouter à l'humble avis quelques dispositions nouvelles.

Suivant un récit de Burnet, Cromwell, s'il eût accepté la couronne, devait marquer cette nouvelle époque de son pouvoir par une grande institution en faveur de la religion protestante. C'était une espèce de conseil pour la direction des intérêts généraux du protestantisme, semblable à cette congrégation de la foi, que Rome avait fondée pour l'établissement et le maintien du culte catholique. Il projetait de séparer en quatre départements la surveillance de ce conseil, dirigé tout entier vers la politique extérieure. L'un de ces départements se composait de la France, de la Suisse, et de ces vallées du Piémont, où Cromwell avait déjà porté son intervention tutélaire. Le Palatinat et les pays calvinistes auraient formé la seconde division ; la troisième devait embrasser l'Allemagne et le Nord. Les colonies des deux Indes formaient une dernière attribution. Ce conseil aurait entretenu des correspondances dans toutes les parties du monde ; et les progrès, les périls, les besoins des sectes protestantes partout répandues, auraient incessamment attiré son attention et ses secours. Cromwell

destinait à cette institution un revenu considérable, et les historiens vont même jusqu'à désigner le lieu qui devait servir aux séances de ce conseil.

Si l'on songe aux combats de la religion protestante contre la foi catholique, et dans l'Europe, et dans l'intérieur de plusieurs États, c'était là sans doute une noble et vaste pensée, de s'arroger la protection de toutes les sectes dissidentes, et de régler d'une manière fixe et durable l'appui que l'Angleterre leur avait plus d'une fois accordé. S'il n'eût été interrompu par la mort, Cromwell aurait sans doute repris ce dessein, qui s'accordait avec son génie, et que sa puissance lui permettait de tenter avec avantage. Tout son zèle religieux se concentrait dans la haine de la cour de Rome; c'était le point de réunion qu'il proposait à toutes les sectes de l'Angleterre. Il paraissait d'ailleurs assez indifférent à la forme du schisme; il accueillait avec la même faveur les indépendants, les presbytériens, les anabaptistes; dans les derniers temps, il paraissait même assez favorable aux épiscopaux, et il leur rendit la liberté d'ouvrir leurs églises. Les chapelains, dont il était entouré, étaient pris dans toutes ces sectes différentes; et cette neutralité sur la forme du culte, comparée à la ferveur qu'il affectait toujours, suffirait seule pour déceler son hypocrisie. Dans ce siècle fanatique, la foi ne se séparait pas de l'intolérance, et si Cromwell eût été sincère, il eût choisi la secte qu'il voulait suivre. Mais, dans sa religion, toute politique, il évita de blesser plusieurs sectes par attachement à une seule, en même temps qu'il satisfaisait l'esprit superstitieux du temps par une démonstration générale de ferveur et de piété : négligeant toujours le dogme pour l'enthousiasme, il s'occupa de maîtriser les imaginations sans offenser les préjugés d'aucune croyance. Ce calcul était d'un homme d'État, qui choisit l'objet de son fanatisme, et non d'un sectaire emporté lui-même par l'ascendant qu'il exerce sur les autres. La plus grande preuve que Cromwell donna de cette tolérance, si étrangère à son siècle et à son fanatisme apparent, ce fut à l'occasion du peuple juif, si longtemps opprimé par des pré-

jugés, qui n'existaient nulle part avec plus de force qu'en Angleterre. Un fameux rabbin [1], Manassé-Ben-Israël, eut plusieurs conférences avec le protecteur. Il demandait pour sa nation la liberté de commerce et de conscience, alléguant les persécutions et les injures qu'elle éprouvait dans les États catholiques. Cromwell parut favorable à cette demande; mais il voulut la soumettre à la discussion d'un comité de théologiens, qui furent peu d'accord. Cromwell insistait lui-même en faveur des juifs par un argument théologique. « Puisqu'il y « a, disait-il, une promesse de leur conversion, il faut em-« ployer tous les moyens qui peuvent en faciliter l'accomplis-« sement : il n'en est pas de plus sûr que la prédication de « l'Évangile telle qu'elle se fait en Angleterre, avec sincérité « et vérité, sans aucun mélange de ces superstitions papistes « qui leur ont fait haïr la religion chrétienne. » Un grand nombre de juifs, encouragés par cette protection, étaient venus à Londres pour attendre le dénoûment de ce débat; mais la majorité des théologiens se déclara contre eux. Le commerce de Londres réclama dans une autre vue, et par crainte de la concurrence que présentaient la richesse et l'industrie des juifs. Cromwell alors se désista de ce projet, en disant qu'il n'avait pris aucun engagement avec les juifs, et ne voulait que faire ce qui était permis par l'Écriture. Quelques historiens ont avancé que les juifs s'étaient ménagé la faveur de Cromwell par la promesse d'une grande somme d'argent; d'autres ont supposé que le protecteur, souvent gêné dans ses entreprises par l'insuffisance du trésor public, comptait sur leur secours, s'ils s'établissaient en Angleterre. L'activité et les communications des juifs dans tous les pays ne furent pas inutiles au protecteur. Suivant Burnet, des hommes de cette nation lui servirent d'espions dans toute l'Europe, surtout en Espagne et en Portugal, et il en tira des connaissances précieuses sur les desseins et la situation des cours étrangères, dont il fut toujours mieux instruit qu'aucun autre

[1] Harleian collection, v. V, p. 430.

souverain. Le ménagement que Cromwell montra dans cette occasion pour le préjugé des sectaires s'accorde avec la politique qui lui fit toujours parler leur langage et imiter leur fanatisme. On assure que cette affectation, si habilement soutenue, se démentait quelquefois dans la liberté de la vie privée et l'épanchement de la confiance. Cet ingénieux Waller, qui a chanté tour à tour Charles Ier, Cromwell et Charles II, et qui, après avoir conspiré pour la royauté, fut accueilli par le protecteur, dont il était parent, racontait à ce sujet une anecdote assez curieuse. Admis dans le cabinet de Cromwell [1], souvent sa conversation familière était interrompue par quelques chefs de secte, qui venaient faire leur cour. Cromwell, debout, les recevait près de la porte; et ces mots sans cesse répétés : *Le Seigneur révélera, le Seigneur viendra au secours*, arrivaient jusqu'à l'oreille de Waller; et Cromwell, en revenant à lui, après avoir congédié ces fanatiques importuns, lui disait : « Cousin Waller, il faut parler à ces gens-là dans leur « jargon; reprenons l'entretien où ils nous ont laissés. »

Tandis que le protecteur, secondé par la docilité de la chambre, travaillait à fortifier son pouvoir de ces apparences légales, qui imposent lors même qu'elles sont arrachées, les grands succès des flottes anglaises venaient augmenter l'éclat de son administration, et balançaient la gloire de l'armée de terre. Blake, après avoir passé l'hiver entre Cadix et les côtes de Portugal, avait appris au renouvellement de la saison qu'une flotte espagnole, plus riche encore que sa première proie, était à l'ancre dans la baie de Ténériffe. Le 13 avril il partit, et le 20 il toucha Ténériffe. L'amiral espagnol, qui n'était pas indigne de combattre ce redoutable assaillant, avait abrité ses petits navires sous les batteries des forts qui défendaient le rivage, et placé plus avant six grands vaisseaux à l'ancre. Blake résolut de brûler les galions, s'il ne pouvait s'en emparer. Il partagea ses forces. Stayner pénétra dans la baie, et vint attaquer les navires sous le feu même des

[1] Waller's Life, p. 30.

forteresses. L'amiral disposa près des forteresses quelques-uns de ses plus grands vaisseaux, dont l'artillerie força la garnison ennemie d'abandonner un poste si dangereux. Avec le reste de sa flotte, il combattit pendant quatre heures les grands galions qui furent incendiés, tandis que Stayner brûlait ou coulait bas le reste du convoi. Cette flotte, ainsi renfermée dans la baie de Santa-Cruz, périt tout entière sans enrichir les vainqueurs.

Cette victoire, dont les avantages et les trophées étaient anéantis dans le désastre même des vaincus, excita beaucoup d'enthousiasme parmi le peuple de Londres. Cromwell la fit annoncer au parlement, qui vota des prières publiques [1], et ordonna qu'un diamant de cinq cents livres sterling serait offert à l'amiral victorieux, comme un témoignage de la satisfaction du protecteur et du parlement. Mais ce grand homme ne put jouir de l'honneur qui lui était réservé, et il n'assista pas non plus à la confirmation légale du pouvoir de Cromwell, qu'il avait toujours servi sans l'aimer. Il mourut à bord de son vaisseau au moment où le reste de la flotte entrait dans la rade à Plymouth. Son corps fut transporté à Londres; et Cromwell, qui, suivant Ludlow [2], redoutait la vertu et le patriotisme de Blake, rendit de grands honneurs à sa mémoire. Il le fit enterrer dans la chapelle de Henri VI, parmi les monuments des rois d'Angleterre : sépulture qu'il ne déshonorait pas, et dont Charles II eut tort de chasser les cendres de ce grand homme. Depuis quelque temps Cromwell lui avait opposé l'amiral Montague, connu dans la suite sous le titre de comte de Sandwich, qu'il reçut de Charles II. Blake était cependant peu dangereux pour Cromwell. Républicain par caractère et par conscience, il était plus inquiet de la gloire que de la liberté de son pays. Dévoué à la mer, toujours occupé de son art, dont il hâta les progrès, et qu'il anima d'une impulsion nouvelle ; du reste peu attentif aux révolutions de

[1] The parliamentary History, v. XXI, p. 145.
[2] Ludlow's Memoirs, v. VII, p. 603.

pouvoir qui se passaient à Londres, pourvu que sa patrie fût grande et glorieuse, il répétait souvent aux matelots « qu'ils « ne devaient pas se mêler dans les discussions intérieures, et « que leur unique affaire était de maintenir contre l'étranger « la gloire et la puissance de l'Angleterre. »

Blake était un des hommes qui avaient fait le plus respecter le nouveau gouvernement de l'Angleterre, et qui, par leurs triomphes, avaient donné les joies les plus vives à l'orgueil du protecteur. L'amour qu'il avait pour son pays lui inspirait une hauteur de courage conforme aux grandes vues de Cromwell, et le patriotisme de l'un allait aussi loin que l'ambition de l'autre. Avant ses victoires, et même avant la guerre d'Espagne, Blake avait donné un exemple remarquable de cette fierté qui obtient à un peuple la considération de ses voisins et de ses ennemis. Un jour qu'il relâchait dans un des ports d'Espagne, quelques matelots étant descendus sur la côte rencontrèrent le saint sacrement, et dans leurs préjugés de croyance et la grossière licence de leurs mœurs, ils montrèrent à cet aspect un insolent mépris, qui souleva l'indignation du peuple, excité par un prêtre qu'ils avaient outragé. Les matelots, poursuivis et fort maltraités, regagnèrent la flotte, et se plaignirent à l'amiral. Blake envoya sur-le-champ un trompette au gouverneur de la ville, pour demander qu'on lui livrât le prêtre qui avait animé le peuple contre ses matelots. Le gouverneur voulut alléguer, pour cause de refus, l'indépendance de l'ordre ecclésiastique. Blake insista, déclarant que, sans s'inquiéter de ce que pouvait faire l'autorité civile, il réduirait la ville en cendres, si le prêtre désigné n'était pas remis dans ses mains sous quelques heures. Il fallut céder, et envoyer à bord de l'amiral l'ecclésiastique espagnol, qui chercha son excuse dans la conduite insolente des matelots. Blake le renvoya libre après lui avoir dit : « Si l'on m'avait « adressé les premières plaintes, j'aurais puni rigoureusement « les coupables, ne voulant pas qu'aucun de mes matelots « insulte la religion dominante dans les lieux où ils abordent. « Ce que je trouve mauvais, c'est qu'un prêtre étranger ait

« excité le peuple à se venger de leur faute. Je veux que le « monde sache qu'un Anglais ne peut être puni que par un « autre Anglais. » Quand le protecteur reçut les lettres où Blake l'instruisait de ce fait, il en parut singulièrement flatté, et les ayant lues dans son conseil, il dit avec un transport de joie [1], « qu'*il espérait rendre le nom anglais aussi redoutable* « *que l'avait jamais été le nom romain.* » Blake avait presque rempli ce noble augure, lorsqu'il mourut, faiblement regretté par le maître dont il avait illustré le despotisme, en croyant ne servir que la gloire de son pays.

Blake avait tous les dehors de religion communs à son siècle ; mais il y joignait une foi vive et désintéressée. La pureté de ses mœurs, la modestie de son langage, égalaient sa rare valeur. C'était un homme de génie plein de simplicité, un sectaire sans intolérance, et un grand capitaine ami de la liberté.

Cependant Cromwell arrivait au but qu'il avait longtemps cherché, la pleine et libre reconnaissance de son pouvoir par le vote d'un parlement. Les articles que la chambre s'empressa d'ajouter à l'humble pétition avaient pour objet d'écarter des élections tous ceux qui avaient pris part aux divers armements royalistes, et de les soumettre, non-seulement à l'exclusion, mais à une peine s'ils étaient élus. Par une autre disposition, le protecteur et ses successeurs étaient investis du droit de nommer et de remplacer à leur gré les membres de la seconde chambre ; enfin la chambre proposait au protecteur le modèle du serment qu'il devait souscrire :

« En la présence et au nom de Dieu tout-puissant, je « promets et jure que de tout mon pouvoir j'assisterai et main- « tiendrai la véritable religion chrétienne réformée protes- « tante dans sa pureté, telle qu'elle est contenue dans les « saintes Écritures de l'Ancien et du Nouveau Testament; que « j'en favoriserai l'enseignement, et que, de tout mon pou- « voir, j'assurerai, comme premier magistrat de ces trois na-

[1] Burnet's History of his own time, p. 166.

« tions, le maintien et la conservation des justes droits et pri-
« viléges du peuple ; et qu'en toutes choses, de tout mon
« pouvoir et de toute mon intelligence, je gouvernerai le peu-
« ple de ces trois nations conformément aux lois. »

Un autre serment était destiné pour les ministres ou conseillers privés du protecteur ; enfin le protecteur était supplié de pourvoir à la composition de l'autre chambre, avant la prochaine session du parlement.

Cette parfaite intelligence de Cromwell et de la chambre, telle qu'il l'avait réduite et disciplinée, était un prélude à la cérémonie de son installation dans le protectorat. Une pareille pompe, si étrangère à la jalouse égalité des indépendants et à la simplicité du puritanisme, présentait un contraste que l'histoire ne peut négliger.

Ce fut le parlement qui disposa tout l'ordre de cette cérémonie, où le titre de roi manqua seul au faste de Cromwell.

Le 26 juin, Cromwell [1] se rendit, dans une barque, de White-Hall à Westminster, suivi de son conseil, de ses principaux officiers, et des douze juges de l'Angleterre. Il reçut d'abord le parlement, et donna sa sanction aux articles additionnels et à un bill d'ajournement.

Les membres du parlement se rendirent ensuite dans la grande salle de Westminster, où le cérémonial de l'inauguration était préparé. Cromwell, après s'être recueilli quelque temps dans une pièce séparée, passa dans la grande salle de Westminster, et s'assit sur une estrade élevée. Au bas, une chaise et une table étaient réservées pour l'*orateur*. Le parlement, le conseil d'État, les juges, les magistrats de la Cité de Londres prirent place. On remarquait aux deux côtés de l'estrade les ambassadeurs de France et de Hollande.

Cromwell étant debout, l'*orateur* lui présenta une robe de velours pourpre bordée d'hermine, une grande Bible richement ornée, une épée, et un sceptre d'or massif.

Le comte de Warwick, ancien noble, et Whitelocke, récem-

[1] The parliamentary History, v. XXI, p. 153.

ment décoré du même titre, aidèrent à le revêtir de la robe. La Bible lui fut remise dans les mains. L'*orateur* lui ceignit l'épée et lui donna le sceptre; puis, dans un discours, il expliqua l'usage de ces divers symboles: « La robe de pourpre, « dit-il [1], est un emblème de la magistrature, elle exprime « la droiture et la justice. Cette robe est d'une couleur mé- « langée, pour indiquer l'alliance de la justice et de la pitié, « qui n'ont toute leur excellence que lorsqu'elles sont tempé- « rées l'une par l'autre. La justice sans la pitié est amertume « et absinthe; la pitié sans la justice est une affection trop « douce pour le gouvernement.

« La seconde chose que je vous offre est une Bible, un livre « qui contient les saintes Écritures, dans lesquelles vous avez « la gloire et le bonheur d'être versé. C'est le livre de vie, « composé des deux Testaments, l'Ancien et le Nouveau. Dans « le premier, nous avons le Christ voilé; le Christ en nombre, « en type, en figure. Dans le second, nous avons le Christ « dévoilé. Ce livre renferme les fondements de la vraie reli- « gion chrétienne protestante : c'est le Livre des livres; il « contient tout ensemble des préceptes et des exemples de « bon gouvernement.

« La troisième chose que je dois offrir à Votre Altesse est « un sceptre qui ressemble à un bâton; car vous devez être « le bâton du faible et du pauvre. Le sceptre est depuis long- « temps en usage sous cette forme. L'Écriture dit, par allu- « sion à la tribu de Juda, qui était la tribu royale, que le « sceptre ne sortirait pas de Juda. Il avait le même usage dans « les autres royaumes. Homère, le prince des poëtes grecs, « appelle les rois porte-sceptres.

« La dernière chose est une épée, non militaire, mais « civile; une épée de défense plutôt que d'agression, et qui « ne doit pas seulement vous défendre, mais défendre les « autres. Cette épée est un emblème de justice. Le noble lord « Talbot, au temps de Henri VI, avait gravé sur la lame de

[1] The parliamentary History, v. XXI, p. 155.

« son épée : « J'appartiens à Talbot, pour tuer ses ennemis. » Ce « noble lord était plus brave que savant ; si j'osais mettre une « inscription sur cette épée, ce serait celle-ci : J'appartiens « au seigneur protecteur, pour protéger son peuple. »

L'orateur fait ensuite dériver de la justice trois vertus cardinales qu'il reconnaît dans Cromwell, la sagesse, la force et la tempérance : c'est alors qu'il s'écrie : « Quel aimable et « glorieux spectacle de contempler un lord protecteur, revêtu « d'une robe de pourpre, un sceptre dans sa main, une épée « de justice à son côté, et tenant ses yeux fixés sur la « Bible. »

En attachant beaucoup de prix à cette inauguration solennelle, le protecteur n'avait pas permis cependant que le titre de son autorité parût en dépendre. Il avait soin toujours de s'attribuer un droit antérieur, dont il ne laissait pas discuter l'origine. L'orateur du parlement, docile à cette politique, lui disait : « Le nom que vous aviez auparavant est aujourd'hui « confirmé par le suffrage du peuple de ces trois nations. « Vous n'avez pas un nouveau titre, mais on donne une date « nouvelle à votre ancien titre : le 16 décembre est devenu « le 26 juin. »

Un chapelain prononça les prières pour recommander le protecteur, le parlement, le conseil, les armées de terre et de mer à la protection et à la bénédiction du Dieu tout-puissant. La proclamation fut faite du haut des escaliers ; et le peuple répondit par les cris de : *Vive le lord protecteur!* Le même jour, le parlement se sépara, et la session fut ajournée jusqu'au 20 janvier.

Le protecteur revint en grande pompe à White-Hall, où il entendit le sermon d'un prédicateur puritain, qu'il avait désigné pour cette solennité. *Il voulait* [1], dit Ludlow, *conserver encore les apparences d'une espèce de dévotion.* Cromwell, dans cette cérémonie, avait eu constamment près de lui son fils aîné Richard, qui, par la nouvelle constitution, était déjà l'héritier désigné

Ludlow's Memoirs, v. II, p. 592.

du protectorat. Il l'avait fait venir d'un village du Hampshire, où jusque-là Richard vivait tranquille avec sa femme. Le protecteur ne tarda pas à réunir sur la tête de ce jeune homme de nouvelles distinctions, conformes à la grandeur qu'il lui destinait. Il se démit en sa faveur du titre de chancelier de l'université d'Oxford, et il le nomma tout à la fois colonel et membre du conseil privé, quoique ce jeune homme fût étranger au métier des armes, et que, dans l'esprit et le caractère, il n'eût rien de ce qu'il fallait pour désirer ni pour soutenir la haute fortune de son père.

Henri, le second fils du protecteur, était plus digne de sa naissance. Depuis deux ans, il gouvernait l'Irlande avec toute la facilité que donnent la conquête et la tyrannie, mais avec cette rare modération, qui, dans l'exercice du pouvoir arbitraire, ne souffre pas d'injustices inutiles. Les lettres de Thurloe montrent que Henri Cromwell entrait dans les vues politiques de son père ; et l'on est étonné que Cromwell n'ait pas rejeté sur lui le difficile héritage de sa puissance. La fille aînée du protecteur [1] avait aussi quelques-unes des grandes qualités de son père. Mariée au républicain Ireton, elle s'était pénétrée de ses maximes, et les avait exagérées avec une candeur d'enthousiasme naturelle à son sexe. Lorsqu'elle eut perdu Ireton, Cromwell lui donna pour époux le lieutenant général Fleetwood. Elle le retint dans ses opinions républicaines. Elle haïssait avec violence la maison royale détrônée par la révolution ; mais l'unité de pouvoir et la dignité de protecteur lui étaient odieuses, même dans son père. C'était d'ailleurs une imagination toute mystique, et suivant l'expression du temps, *une femme instruite des tentations, mais qui soupirait après Jésus-Christ*.

Cette inflexibilité républicaine, qui contrariait Cromwell dans sa propre maison, lui était peut-être moins pénible encore que les sentiments bien opposés qu'il trouvait dans lady Cleypole, sa fille bien-aimée. Cette jeune femme était

[1] Memoirs of the protectoral-house, v. II, p. 168.

zélée pour la cause et surtout pour l'infortune des Stuarts. Elle intercédait en faveur du parti vaincu ; elle était la protectrice de tous les ennemis de son père.

Si l'on en croit des témoignages assez imposants, l'idée d'une réconciliation plus extraordinaire occupa la famille de Cromwell, et ne fut pas repoussée par Charles II. Lord Broghill qui, surpris par l'ascendant de Cromwell, au moment où il conspirait pour la cause royale, l'avait fidèlement servi, mais en conservant ses premières affections, imagina le plus inconcevable traité : un mariage entre la plus jeune des filles de Cromwell et le fils de Charles Ier. Il est certain que la nouvelle de cette union fut secrètement répandue dans Londres. Suivant les mémoires que nous consultons, ce fut ce bruit même qui servit à lord Broghill [1], pour entamer avec Cromwell une matière si délicate et si suspecte. Cromwell s'écria d'abord : *Quels sont les sots qui peuvent croire une pareille chose ?* Lord Broghill répondit que tout le monde la désirait, et la regardait comme la chose la plus sage que pût faire le protecteur, s'il pouvait y réussir. Il ajouta que lui-même partageait cette opinion ; et, voyant le protecteur attentif et sérieux, il exposa les avantages de cette alliance ; le peu de confiance qu'il devait désormais avoir dans son parti ; le mécontentement des hommes qui lui avaient jusqu'alors donné leur appui ; la facilité d'assurer sa puissance par les conditions qu'il dicterait au jeune roi, rappelé du bannissement sur le trône ; l'avantage de réunir ainsi les royalistes ; enfin la possibilité de voir son petit-fils héritier de la couronne d'Angleterre, et l'établissement durable de sa grandeur, tandis que, dans l'état présent des choses, il ne la transmettrait pas à ses enfants, et aurait peine à la conserver lui-même. Cromwell, se promenant à grands pas, écoutait ce discours : « Non, « dit-il, Charles II ne saurait me pardonner la mort de son « père. » Broghill insista pour être autorisé à faire quelques ouvertures à ce sujet. Cromwell [2] répéta la même idée avec

[1] Collection of lord Orrery's State letters, p. 21.
[2] Burnet's History of his own times, v. I, p. 69.

une expression singulière, qui prouvait plus de haine que de remords. « Il est trop damnablement débauché pour me « pardonner la mort de son père. » Au reste, on peut douter que Charles soit descendu si bas, et qu'il ait autorisé une transaction si odieuse à faire ou à violer. Son consentement est à peine indiqué dans le récit de Broghill, et l'on n'en trouve aucune autre trace dans les Mémoires historiques.

Un autre historien, sans admettre la supposition de cet inconcevable projet de mariage, raconte que Charles fit offrir au protecteur un traité qui n'est guère moins extraordinaire. La duchesse de Lauderdale [1], accueillie dans sa cour et dans sa familiarité, servi de médiatrice. Il s'agissait de négocier le rétablissement du roi sur le trône, par les mains de Cromwell, et aux conditions que lui-même prescrirait. Suivant ce récit, la femme de Cromwell reçut la première confidence de ces offres, dont elle eût désiré le succès. Elle en parla vivement au protecteur, qui repoussa ses prières par cette amère réflexion : « Si Charles peut me pardonner ce que j'ai fait contre « sa personne et sa famille, il ne mérite pas de porter la cou« ronne. » On peut présumer qu'un même fait, mal connu et diversement raconté, a servi de texte à ces deux anecdotes.

Au reste, Cromwell maria cette année même sa fille lady Frances au petit-fils du comte de Warwick, son ancien et fidèle ami. Vers le même temps, la troisième fille de Cromwell épousa lord Falconbridge, l'un de ces nobles dont la vanité avait à tout prix besoin de paraître dans une cour.

Cromwell avait souffert patiemment la libre opposition de son gendre Fleetwood; il savait que cette résistance était sincère et n'excluait pas le dévouement personnel. Il se montra moins indulgent pour Lambert, dont l'ambition si longtemps servile, et tout à coup républicaine, n'avait ni la même autorité ni la même excuse. La disgrâce de ce général avait été remarquée le lendemain de l'inauguration du protectorat. Il ne se trouvait point au banquet où le protecteur invita les

[1] The History of England by Laurent Echard.

principaux officiers de l'armée. Quelques jours après, ayant refusé de prêter le serment prescrit aux membres du conseil, Cromwell le fit venir, et lui dit qu'il était bien sûr que son refus ne tenait pas à la nouvelle forme du gouvernement, car il se souvenait très-bien d'avoir été pressé par lui d'accepter même le titre de roi. Il ajouta que, s'il était mécontent, il n'avait qu'à rendre sa commission. Lambert répondit avec hauteur à cette menace, et peu de jours après il perdit tous ses titres et ses traitements militaires. L'influence qu'il avait sur l'armée tomba du même coup que sa faveur. Après avoir paru si longtemps le principal appui de Cromwell, il ne fut rien du jour qu'il cessa d'être son premier esclave. C'est que la grandeur d'âme du protecteur, sa fierté, sa confiance, et je ne sais quel instinct de hardiesse et d'autorité, l'élevaient au-dessus de toutes les factions, et les avaient convaincues d'impuissance. Toutes leurs tentatives ou punies, ou pardonnées, ou manquées, ne servaient qu'à rehausser sa grandeur. Il n'avait, pour subjuguer un peuple mécontent, qu'une armée séditieuse; mais il la dominait par un ascendant que tous les républicains avouent avec une sorte de désespoir dont s'accroissait leur haine [1].

Quelques jours avant sa disgrâce, Lambert avait réuni vingt-sept officiers dans une ligue secrète contre le protecteur. Ils s'étaient engagés les uns aux autres par des serments solennels et des prières à Dieu. Le protecteur, instruit de leur complot, les fait tous venir, les accable de ses reproches et de son pardon, leur déclare impérieusement que ce ne sont pas eux qui le soutiennent, mais lui qui les protége; et après les avoir humiliés, il les réduit à demander grâce et à s'estimer heureux qu'il veuille bien ne punir que leur chef.

Après avoir chassé Lambert de sa cour et de l'armée, Cromwell lui fit accorder une pension [2] de deux mille livres sterling, soit qu'il ne voulût pas désespérer sans retour un

[1] Memoirs of the life of colonel Hutchinson, v. II, p. 212.
[2] Ludlow's Memoirs, v. II, p. 459.

homme dont il s'était servi, soit qu'il voulût le mieux avilir, en le payant jusque dans la disgrâce. S'il faut en croire une anecdote inconnue des historiens, il paraît que Lambert, sans crédit dans l'armée, conserva toutefois quelques partisans qui formèrent un complot assez bizarre contre la vie du protecteur. Ils avaient dessein [1] de pénétrer jusqu'à Cromwell en lui présentant une pétition, de le saisir pendant qu'il la lirait, et de le précipiter d'une fenêtre de White-Hall sur la rive de la Tamise, où d'autres complices devaient le recevoir mort ou vivant, et l'emporter dans une barque tenue prête. Ce projet vint à la connaissance du colonel Hutchinson, l'un de ces républicains qui n'avaient pas démenti leur conviction en servant sous Cromwell. Hutchinson, depuis la chute du parlement, vivait dans la retraite, détestant la tyrannie du protecteur, paraissant rarement à Londres, jamais à la cour.

Cependant, comme il méprisait encore plus Lambert qu'il ne haïssait Cromwell, il ne se fit point scrupule de révéler une conspiration qui lui paraissait faite pour la misérable vengeance d'un homme, et sans profit pour la liberté. Il paraît d'ailleurs que la politique des républicains était d'attendre quelques entreprises des royalistes contre Cromwell, pour lui porter alors secours en lui faisant la loi, et le conserver ou le détruire à leur gré. Hutchinson s'empressa d'avertir Fleetwood, gendre de Cromwell, et dévoué à sa fortune en dépit de quelques scrupules républicains; mais il refusa de lui nommer les conjurés, et se réduisit à une indication générale, qui pût mettre le protecteur sur ses gardes. Il avait aussitôt quitté Londres : mais le protecteur l'envoya chercher en toute hâte, vint au-devant de lui pour le recevoir dans une galerie du palais, l'embrassa, lui prodigua les reproches les plus obligeants sur sa longue absence, et le tirant à part, après l'avoir remercié de l'avis salutaire qu'il avait transmis à Fleetwood, il employa toutes les insinuations et tous les artifices pour lui arracher les noms des personnes engagées dans

[1] Memoirs of the life of colonel Hutchinson, v. II, p. 214.

la conspiration. Hutchinson se borna toujours aux seules indications qui suffisaient pour la prévenir. Cromwell, s'apercevant qu'il ne pouvait rien obtenir au delà, parut satisfait, remercia de nouveau le colonel, déclarant que ses révélations éclaircissaient pour lui beaucoup d'obscurités, et que leur conformité avec d'autres renseignements précieux lui sauvait la vie. « Maintenant, cher colonel, dit-il, pourquoi ne viendriez-vous pas avec nous, et ne seriez-vous pas des nôtres? » Hutchinson lui dit sans détour la cause de son éloignement. Il blâmait les voies que Cromwell avait prises depuis l'expulsion du parlement : elles lui semblaient conduire à la destruction inévitable de tout le parti républicain, et préparer le rétablissement de l'ancien esclavage. Cromwell parut accueillir la franchise de ces aveux avec beaucoup de reconnaissance. Il s'accusa de précipitation dans plusieurs choses, et se plaignit, en versant des larmes [1], que Lambert l'avait poussé à ces actes de violence, dont il se faisait un prétexte maintenant pour l'accuser et méditer sa ruine. Il affectait, en même temps, le plus vif désir de rétablir les libertés du peuple, de prendre des conseils plus sûrs et plus modérés, enveloppant tout ce discours d'offres et de promesses pour engager Hutchinson. Le colonel répondait qu'il ne voulait pas s'enrichir en servant à l'esclavage de son pays; mais Cromwell l'assura qu'il n'avait plus d'autre pensée que de relever et d'affermir les libertés du bon peuple anglais; qu'il fallait pour cela des hommes de crédit et d'honneur qui fussent agréables au peuple, et que c'était un devoir pour lui de ne pas refuser d'être du nombre. Alors, avec un redoublement d'artifices, il essaya de justifier ses actes publics et de les faire approuver du colonel. Celui-ci s'étant de nouveau rejeté sur le mécontentement des gens de bien, Cromwell le laissa partir enfin en lui adressant des expressions flatteuses, entendues de ses courtisans qui se tenaient à quelque distance. Il le reconduisit jusqu'à l'extrémité de la galerie, et, l'ayant embrassé, lui dit

[1] Memoirs of the life of colonel Hutchinson, v. II, p. 216.

à haute voix : « Allons, colonel, content ou mécontent, vous « serez des nôtres ; car nous ne pouvons dispenser plus long- « temps du service public un homme si capable et si fidèle : « vous aurez satisfaction sur toutes les choses justes. » Mistress Hutchinson, qui, dans ses ingénieux Mémoires, a raconté cet entretien avec une grâce infinie, est le seul garant que nous ayons d'une anecdote si honorable pour son mari. Mais au ton simple et vrai de son récit, on peut la croire, et sur la noble conduite de Hutchinson, et sur la servilité des courtisans du protecteur, qu'elle se plaît à nous montrer tout éblouis d'un si favorable accueil, se pressant autour du colonel, et poursuivant de leurs politesses, quelques-uns même de leurs sollicitations, ce fier républicain qu'ils voyaient sortir du cabinet de leur maître.

Malgré toutes ces belles apparences, le protecteur fut inquiet et offensé de cette courageuse fermeté, qu'il avait inutilement voulu séduire. Quelque temps après, les troubles qui menacèrent d'éclater dans plusieurs provinces lui faisant craindre que le colonel, respecté pour son grand caractère, n'offrît un chef aux mécontents, il songea même à le faire arrêter. « Mais, comme le dit éloquemment mistress Hutchinson, « avant qu'il eût envoyé ses gardes, la mort le saisit lui-même, « et renferma sa vaste ambition et ses cruels desseins dans « l'étroit espace de la tombe. »

LIVRE DIXIÈME.

Relations de Cromwell avec la France. Son ascendant sur Mazarin ; anecdote à ce sujet. Caractère de Lockart, ambassadeur anglais. Cromwell envoie six mille Anglais pour servir d'auxiliaires dans l'armée française contre les Espagnols. — Situation de Charles II et de sa famille. Ce prince est toujours environné des espions de Cromwell. — Le protecteur convoque la chambre des communes, et forme une chambre haute. — Une vive opposition se manifeste dans la chambre des communes, et paraît favoriser les projets des royalistes. — Cromwell dissout la chambre. — Plusieurs chefs d'une conspiration royaliste sont mis en jugement. — Continuation de la guerre de Flandre. — Tentative infructueuse sur Ostende. — Louis XIV prend part à cette campagne, et reçoit une ambassade du protecteur. — Siége de Dunkerque. — Bataille des dunes. Dunkerque est pris et livré aux généraux de Cromwell. — Mazarin envoie son neveu en ambassade près le protecteur. — Puissance extérieure de Cromwell. — Détails sur son gouvernement. — Protection des arts. — Pénurie des finances de l'Angleterre. — Situation des divers partis. — Rapprochement des royalistes et des presbytériens. — Entrevue de Cromwell et de Fairfax. — Inquiétudes et tourments de Cromwell.

Tandis que l'usurpation du protecteur s'affermissait par le temps et par ces formes légales qui naissent de la seule durée du pouvoir, le jeune roi Charles, malgré sa mauvaise fortune et l'injurieux oubli de la France, se préparait à tenter de nouveaux efforts. Le roi d'Espagne lui avait offert un asile dans la ville de Bruges en Flandre, et prenait en main sa cause avec un zèle que Charles n'avait encore trouvé dans aucun souverain. La guerre se prolongeait entre la France et l'Espagne, et l'alliance de Cromwell rendait seulement cette lutte plus dangereuse et plus implacable. Cromwell avait conservé

28.

depuis le commencement de la paix tout l'ascendant qu'il avait porté dans la rédaction du traité; et son ambassadeur, le colonel Lockart, soutenait dignement à la cour de France cette politique hautaine. La mission de Lockart est peut-être un des exemples qui montrent le mieux le discernement du protecteur dans le choix des hommes, et sa puissante séduction pour attirer à son parti tous ceux qui pouvaient le servir. Cet officier, d'une illustre famille d'Écosse, était par sa naissance et ses premiers services engagé dans la cause des Stuarts ; il avait combattu sous Charles Ier et sous Charles II [1]. Après la ruine du parti royal, il s'était condamné d'abord à l'inaction et à l'oubli. Assez compromis pour craindre la confiscation de ses biens s'il quittait l'Angleterre, il vint à Londres solliciter une permission de voyage. Le protecteur, qui connaissait son rare mérite, et qui le supposait ambitieux et mécontent d'un parti qu'il avait suivi sans succès, le reçut avec faveur, le combla d'éloges et de promesses, le plaignit d'être lié à une cause détruite pour jamais, et d'avoir éprouvé, de la part des princes qu'il avait servis avec tant de zèle, cette ingratitude, dont il est si facile d'accuser ceux qui ne peuvent plus rien. Le voyant ébranlé par ses offres, Cromwell, dans l'empressement d'achever cette conquête précieuse, lui donna l'une de ses nièces en mariage, rompant pour cela d'autres promesses. Une grande confiance suivit cette première faveur. Lockart fut à la fois juge en Écosse, colonel dans l'armée, et commissaire pour surveiller la vente des biens confisqués sur ses anciens frères d'armes. Entraîné par ces récompenses et ces emplois, il devint l'un des plus fidèles ministres du protecteur; et c'était lui que Cromwell avait envoyé pour négocier à la cour de France la dernière proscription de ses anciens souverains. Ce n'est pas que l'impérieuse politique de Cromwell exigeât ou permît beaucoup d'habileté dans ses ambassadeurs. Cromwell étendait à la décision des plus graves intérêts cette impétueuse vivacité, dont

[1] Memoirs of the protectoral-house, v. VII, p. 242.

une anecdote assez singulière peut donner l'exemple, et qui s'explique par le mépris que lui inspiraient les finesses pusillanimes de Mazarin. Un vaisseau de commerce anglais avait été arrêté à la côte de France, et confisqué sous quelque prétexte. Le propriétaire du navire, qui était un honnête quaker, présente une pétition au protecteur en son conseil. Le protecteur fait venir cet homme, l'interroge, et quand il croit démêler toute la justice de sa plainte, il lui demande s'il irait volontiers à Paris avec une lettre. Le marchand ne refuse point; et le protecteur lui remet une lettre pour le cardinal Mazarin, avec ordre de ne rester que trois jours pour attendre la réponse. « La réponse que je veux, lui dit le protecteur, c'est la restitution entière du prix de votre navire et de votre cargaison. Dites au cardinal que si vous n'êtes pas payé sous trois jours, vous avez ordre de revenir à moi. » Le bon quaker suivit ponctuellement cette instruction, et revint sans succès. Il alla trouver le protecteur, qui lui dit à la première vue : « Eh bien, l'ami, avez-vous votre argent? » Sur sa réponse négative, Cromwell lui promit de se charger du reste; et négligeant toute communication diplomatique, sans même avertir l'ambassadeur français qui résidait à sa cour, il envoie deux vaisseaux de guerre saisir les navires français qu'ils trouveraient dans le détroit. Les vaisseaux revinrent avec quelques prises, que le protecteur fit aussitôt vendre pour rembourser au marchand quaker la valeur de ce qu'il avait perdu; ensuite, le protecteur avertit l'ambassadeur français que, cette restitution étant prélevée, il restait une somme à lui remettre sur la vente des prises.

Cette insolente justice n'excita ni réclamation ni guerre. Un siècle après, cette anecdote [1] fut citée dans le parlement comme un rare exemple du maintien de la dignité nationale. Elle sert au moins à caractériser assez bien cette brusque et bizarre politique de Cromwell, qui faisait dire à Mazarin [2],

[1] The parliamentary History. A speech of Pultney.
[2] A collection of letters. — Published by Thomas Carle, v. II, p. 82.

tremblant sous son génie, *que ce n'était qu'un heureux fou*.

Quelques écrivains anglais ont vu dans la condescendance habituelle de Mazarin un chef-d'œuvre de politique, pour se ménager l'intervention des troupes du protecteur, à laquelle ils attribuent les succès de la France contre l'Espagne et la glorieuse paix des Pyrénées. Ce n'en était pas moins une dangereuse épreuve d'appeler sur le continent les armes ambitieuses du protecteur. Il consentit volontiers à fournir à la France un secours, qui lui rouvrait à lui-même l'ancienne route de Calais. Le traité qu'il avait conclu avec la France se changea en une ligue offensive contre l'Espagne. Lockart rédigea cette convention. Six mille soldats anglais devaient passer au service et à la solde de la France qui, de son côté, formerait une armée de vingt mille hommes pour porter la guerre dans la Flandre espagnole, et s'emparer de Dunkerque au profit du protecteur.

Avant cette intime alliance du protecteur et de Mazarin, le duc d'York avait quitté la France, et était passé dans le camp des Espagnols. Plusieurs régiments d'Irlandais et d'Anglais refugiés s'étaient formés sous ses ordres, au nom du roi son frère.

L'ouverture de la campagne, au mois d'avril 1657, présentait un spectacle remarquable par le nom seul des généraux opposés ou réunis, et les chances bizarres de leur situation. Turenne, sous lequel le jeune duc d'York avait fait ses premières armes dans nos troubles civils, marchait contre les alliés de Charles Stuart, avec deux généraux de Cromwell, Reynolds et Morgan, tandis que le duc d'York combattait contre la France à côté du prince de Condé, qui, dans le camp espagnol, à la tête de cette vieille infanterie que lui-même avait écrasée dans la journée de Rocroi, faisait en même temps la guerre en faveur des Stuarts contre le roi de France, son souverain légitime, et contre l'usurpateur anglais, dont il avait recherché l'assistance et l'amitié [1]. Si la valeur française

[1] Thurloe's State papers, v. IV, p. 59.

et le génie de Turenne se montraient avec gloire dans cette guerre, l'ascendant de Cromwell et la déférence de Mazarin promettaient à l'Angleterre tous les avantages d'une lutte dont elle partageait le péril. Exercés par une longue guerre civile, commandés par des officiers de fortune mieux payés, mieux armés que le reste des troupes, les soldats de Cromwell étaient peut-être alors les meilleures troupes de l'Europe.

La première campagne se borna cependant à la prise de Saint-Venant, de Montmédy et de Mardyck, qui fut remise aussitôt dans les mains des Anglais, en gage de la ville de Dunkerque, promise par le traité d'alliance. Le mouvement de la guerre et peut-être la politique des généraux français ayant retardé l'époque de cette conquête ainsi sacrifiée d'avance, ce fut d'après les plaintes impérieuses et les menaces du protecteur que l'on assiégea Mardyck, afin de lui donner une garantie provisoire. Lockart, qui démêlait la cause des lenteurs de Mazarin, lui déclara nettement que, s'il ne se hâtait de tenir sa promesse, le protecteur savait bien où trouver un allié plus exact. Mazarin [1] écrivit alors au maréchal de Turenne qu'il n'y aurait rien de plus fatal que de perdre l'alliance de Cromwell, ce qui allait arriver si l'on ne remettait dans ses mains une des villes fortes de la Flandre. Cromwell fit aussitôt passer dans le port de Mardyck une escadre considérable. Le duc d'York, à la tête de deux mille Anglais catholiques ou réfugiés, fit une tentative hardie pour reprendre cette ville; mais il fut repoussé par la garnison anglaise. Ainsi les deux partis retrouvaient la guerre civile sur une terre étrangère.

Au milieu de ces soins, et dans cette union avec la France, le protecteur continuait de veiller à la sûreté des sectes protestantes. Non content des secours et des subsides qu'il avait fait passer aux protestants du Piémont, il mit leurs intérêts sous la garantie de la cour de France, à laquelle il transmettait leurs plaintes, avec de pressantes recommandations. Il

[1] A critical Review of the life of Cromwell, by Banks, p. 198.

étendit même cette tutelle du protestantisme à quelques désordres qui s'étaient élevés en France, et dont Nîmes avait été le principal théâtre. A la demande des réformés de cette ville, il écrivit sans retard au cardinal Mazarin pour intercéder en faveur de la liberté de leur culte. Cette tolérance si juste, mais qu'il réclamait avec tant de hauteur, il ne l'accorda point dans ses États aux catholiques, que Mazarin voulut protéger à son tour. Thurloe a conservé sur ce sujet une lettre curieuse du protecteur. Après quelques expressions d'estime et de reconnaissance pour Mazarin : « Il ne m'est pas permis [1], dit le protecteur, le dirai-je ? il ne m'est pas possible, dans la situation « de mes affaires, et dans l'époque présente, de satisfaire à « vos demandes pour la tolérance du catholicisme. Il est vrai « toutefois que sous mon gouvernement la répression est « moins rigoureuse que sous celui du parlement. Je puis le « déclarer en présence de Dieu, j'ai fait quelque différence « entre les hommes ; j'en ai retiré beaucoup du feu dévorant « de la persécution qui tyrannisait leurs consciences, et envahissait leurs biens. » Il donne même l'espérance de faire davantage. Et en effet, ce même système de modération pour toutes les sectes, il l'appliqua souvent aux catholiques ; mais on peut croire que cette tolérance n'était donnée qu'à sa politique et à ses intérêts, et non pas à l'influence d'un pouvoir étranger.

Ce zèle du protestantisme, que Cromwell portait dans sa politique extérieure, lui fit toujours soigneusement cultiver l'alliance du royaume de Suède, formée sous les auspices de Christine, et rendue plus importante par la gloire de son successeur, qui renouvela les prodiges de Gustave-Adolphe, et parut quelque temps la terreur et le héros du Nord. On voit, dans le recueil de Thurloe, que le protecteur suivait avec une jalouse curiosité toutes les entreprises militaires et les fortunes diverses de ce prince, qui, dans peu d'années, ravagea la Pologne, imposa des lois au Danemark, s'empara de plusieurs

[1] Thurloe's State papers, v. VI, p. 735.

provinces, qu'il garda même après ses défaites, et médita l'envahissement d'une partie de l'Europe. Le protecteur, qui pouvait redouter ce jeune et entreprenant rival, ne vit en lui qu'un soutien [1] pour cette grande ligue protestante qu'il avait l'intention de former. Il conclut avec lui un traité de commerce, dans lequel il eut soin de comprendre les intérêts de la Hollande, son alliée, menacée par le roi de Suède, qui, suivant les projets divulgués après sa mort, voulait unir les fruits de la conquête et ceux de l'industrie, assujettir le Nord, et intercepter le commerce des peuples du Midi.

Ces puissantes alliances, ces guerres heureuses de l'Angleterre, donnaient au protecteur une grande force pour braver le retour de la plus difficile épreuve de son pouvoir, l'assemblée du parlement. A défaut du titre de roi, voulant du moins réunir toutes les formes monarchiques favorables à l'autorité d'un seul, il s'était ménagé le droit d'associer cette fois à la chambre des communes une autre chambre qui devait remplacer la pairie; mais de nouvelles difficultés naissaient de cette disposition même. Une préférence pour les rangs élevés de l'ordre social, sentiment qui est une faiblesse dans un usurpateur, lui faisait désirer de ramener à sa cause, et d'envelopper dans son gouvernement les grandes et anciennes familles de l'Angleterre [2]. Il lui était d'ailleurs impossible de remplacer dans l'opinion des peuples cette antique pairie, qui avait suivi la révolution jusqu'à la chute du trône, et qui conservait encore ses richesses et l'influence de ses grands domaines. D'une autre part, il avait à ménager tant d'hommes vaillants et hardis qui s'étaient élevés comme lui. Il ne pouvait espérer de les confondre avec les chefs de la noblesse, qui étaient séparés d'eux par les souvenirs encore si récents de la persécution et de la guerre civile. Parmi les anciens pairs, celui même qui était le plus lié à ses intérêts, le comte de Warwick, refusa de venir siéger à côté du colonel Hewson [3]. Ces embar-

[1] Thurloe's State papers, v. VI, p. 628.
[2] Erskine, sur les causes de la guerre avec la France.
[3] Ludlow's Memoirs, v. II, p. 596.

ras sont naïvement exprimés dans une lettre du secrétaire d'État : « Aucun choix n'est encore arrêté [1], écrit-il à Henri « Cromwell, la difficulté étant grande entre ceux qui convien« draient, mais qui ne veulent pas, et ceux qui demandent, « mais qui ne conviennent pas ; et cependant il n'y a plus que « huit jours pour se décider. »

Cromwell avait souvent essayé des avances et des séductions envers les personnages les plus illustres de la noblesse. Un peu avant la formation de la nouvelle chambre des pairs, instruit que le marquis d'Hartfort était plongé dans la douleur par la mort de son fils aîné, il envoya Sydenham pour le complimenter sur cette perte. Quelque temps après [2], il fit inviter à sa table ce même seigneur, qui n'osa refuser. Cromwell l'accueillit à bras ouverts, lui marqua les attentions les plus délicates, et après le dîner, l'ayant pris à part, il parut s'ouvrir à lui sans réserve. « Je n'ai plus la force, lui dit-il, de « supporter le poids des affaires ; j'en suis accablé ; vous, « milord, qui êtes un homme de grande sagesse et d'expé« rience, et qui avez été longtemps exercé dans le gouverne« ment, dites-moi ce qu'il faut faire. » Hartfort, surpris et embarrassé de cette confidence, s'excusa d'y répondre. Ancien serviteur de la couronne, et membre du conseil privé de Charles, ses principes ne lui permettaient, ni d'être consulté par le protecteur, ni de se hasarder à lui donner un avis. Cromwell le pressa de s'expliquer librement ; et Hartfort, ne pouvant échapper à ses impérieuses questions, finit par donner au protecteur le conseil impraticable que nous avons déjà trouvé plusieurs fois dans cette histoire, celui de rappeler Charles II, et de lui rendre la couronne. Cromwell répondit « que les choses étaient trop avancées, et qu'il ne pourrait se « confier à Charles. » Il renouvela plusieurs fois, à l'égard des plus illustres familles du royaume, ces empressements et ces caresses intéressées qui, dans la courte durée de son pou-

[1] Thurloe's State papers, v. XXI, p. 648.

[2] Peck's Preface to the Memoirs of Oliver Cromwell, p. 37.

voir, n'en séduisirent qu'un petit nombre, mais qui devaient leur inspirer à toutes une sorte de sécurité favorable à l'obéissance.

Cromwell, après beaucoup d'incertitudes, qui venaient d'une opposition invincible entre l'origine et les formes nouvelles de son pouvoir, se résolut à composer une chambre haute, par la réunion de ses parents, de ses plus fidèles amis, et de quelques-uns de ses ennemis, qu'il enlevait ainsi à la chambre des communes, où leur présence lui paraissait plus dangereuse; et il envoya les lettres de convocation, suivant la formule autrefois usitée pour la chambre des lords.

Richard Cromwell fut le premier membre nommé; son frère, Henri Cromwell, ensuite; tous deux avec le titre de lord. Dans cette marche tortueuse et timide vers la monarchie, le protecteur n'osa d'abord attribuer à la chambre nouvelle aucun privilége aristocratique; mais les communes, habituées si longtemps à la puissance exclusive, furent blessées même de l'égalité, et les républicains s'aliénèrent plus que jamais de la cause du protecteur. Ils lui auraient pardonné plus volontiers sa domination personnelle et passagère que le rétablissement des institutions qui, détruites avec la royauté, leur paraissaient un avant-coureur de son retour; et, après avoir haï son ambition, qui les opprimait, ils le haïssaient pour les fautes qui gâtaient sa fortune, et pouvaient les compromettre eux-mêmes par sa perte.

La prochaine réunion du parlement montra cet écueil à découvert. Le protecteur, pour diriger la nouvelle assemblée en donnant une récompense à ses amis, avait fait passer dans cette chambre les membres des communes les plus habiles et les plus dévoués à son pouvoir : il éprouva bientôt les conséquences de ce changement.

La prééminence de la nouvelle chambre fut marquée dès le premier jour suivant l'ancien usage. Le 20 janvier, les deux assemblées avaient pris séance. Un huissier à verge noire vint avertir les communes que le protecteur était dans la chambre des lords.

L'orateur et tous les membres s'y rendirent. Le protecteur prit la parole, et se servit des anciennes dénominations en s'adressant aux membres des deux chambres.

Si les difficultés de sa situation doivent se mesurer sur un redoublement d'obscurité dans ses discours, on supposera qu'il était alors très-embarrassé. Cette observation, qui peut s'étendre à beaucoup d'autres discours du protecteur, explique les bizarreries et le défaut d'idées qu'on y trouve. Pour l'homme dont le génie principal est dans l'action, la nécessité de parler est souvent un obstacle dont il se démêle avec peine. On comprend qu'alors son langage, souffrant du travail intérieur de ses pensées, doit s'embrouiller et s'appesantir en proportion même des grands projets qui l'occupent et des secrets qui lui pèsent. Jamais l'élocution de Cromwell ne fut plus mystique et plus vague que dans cette occasion. Ce sont des éloges [1] de la liberté spirituelle, des remercîments à la Providence, des citations de psaumes, des déclamations contre l'épiscopat, qui n'existait plus. Il parle des hommes qui n'entendent pas les œuvres de Dieu, qui ne voient pas l'opération de ses lois, qui ne considèrent pas que Dieu a mis en pièces les anciens pouvoirs, afin que les hommes puissent le craindre. Il vante la nouvelle composition du ministère ecclésiastique. « L'esprit de la bête, dit-il, ne connaît pas l'esprit de l'homme, « et l'esprit de l'homme ne connaît pas les choses de Dieu : « les choses de Dieu sont connues par l'esprit. » Contre son usage, il parla brièvement, et s'en excusa sur l'altération de sa santé. « Je serais charmé, dit-il en finissant, que mes os « reposassent avec les vôtres. » Et, après avoir promis aux députés qu'ils seront les bénis du Seigneur, et s'être plaint de nouveau que des *infirmités sont sur lui*, et qu'il n'a pas la force d'en dire davantage, il annonce qu'un honorable personnage va leur exposer plus particulièrement ce qui convient à cette circonstance et à cette réunion.

Le lord commissaire du sceau, Fienne, fit alors une longue

[1] The parliamentary History, v. XXI, p. 174.

harangue, plus mystique et plus obscure que le discours de son maître. Dans un moment où des intérêts si graves étaient en jeu, cet homme, d'ailleurs légiste habile, n'emploie qu'une suite d'allusions et de comparaisons empruntées à l'Écriture, comme s'il voulait éluder et fuir le véritable sujet de la séance et du discours. C'est ainsi qu'il célèbre la réunion des deux chambres[1], sans l'expliquer par aucun motif politique : « Jacob, « parlant à son fils Joseph, lui disait : « Je ne pensais pas à te « revoir toi-même, et voilà que Dieu me montre ta postérité. » « Il voulait parler de ses deux fils Éphraïm et Manassé. Beau- « coup de nous ne peuvent-ils pas dire aussi : Depuis quelques « années, nous ne pensions pas à revoir un chef parmi nous ; « et voilà que Dieu nous a montré un magistrat suprême au « milieu de ses deux chambres du parlement. » L'orateur continue ses allégories. Le premier chapitre de la Genèse lui sert à peindre, par l'image du chaos, les troubles de l'Angleterre ; et la division en deux chambres ne manque pas d'être comparée à la séparation des eaux supérieures et des eaux inférieures au sortir du chaos.

Sans réfuter directement ceux qui murmuraient des imperfections du gouvernement, l'orateur rappelle la lenteur de Dieu dans la création de l'univers. Les six jours lui paraissent un terme de comparaison victorieux pour justifier le retard et l'ajournement de la liberté.

Cependant, au milieu de ces bizarreries, il compare assez éloquemment l'obstination des républicains dans la poursuite de leurs chimères à ces efforts tentés pour rebâtir le temple de Jérusalem, et à cette incrédulité persévérante qui, lorsque les feux sortaient de la terre et dévoraient les travailleurs, expliquait ce désastre par une cause naturelle, par un accident du sol, et recommençait un ouvrage impossible et condamné.

La théologie, prodiguée dans ce discours, n'empêchait pas l'adresse oratoire ; et sans doute elle en faisait partie. Un des passages les plus remarquables est une profession de tolérance

[1] The parliamentary History, v. XXI, p. 175.

religieuse. Ce fut la politique du protecteur d'embrouiller les idées de liberté religieuse et de liberté civile, et de substituer l'une à l'autre dans le fait et dans l'opinion. « Si des hommes, « d'ailleurs irréprochables, font du cérémonial la substance, « et mettent tout le royaume de Jésus-Christ en formes et en « disciplines (quoique ces choses puissent avoir leur utilité, « quand elles sont dans la juste mesure); si l'uniformité des « pratiques détruit l'unité des cœurs ; si la division vient à un « tel degré de haine que l'on soit égorgé par un frère pour « avoir prononcé *siboleth* au lieu de *shiboleth;* enfin, si quel- « ques hommes regardent comme des païens, et non pas « comme des chrétiens, tous ceux qui ne sont pas soumis à « telle ou telle observance, et comme des démons tous les « hommes qui sont hors de tel cercle, ni les hommes ni Dieu « ne peuvent souffrir cette inconséquence.

« Béni soit le Seigneur d'avoir, par pitié pour nous et « pour eux, placé le pouvoir dans des mains qui les forcent « de rester en paix, et qui les empêchent de se déchirer et « de se dévorer l'un l'autre! »

Après avoir fait un tableau de la constitution nouvelle et de ses avantages, l'orateur ajoute : « Une autre difficulté « vient du mécontentement de quelques-uns de nos anciens « amis, qui furent et qui pourraient encore être utiles pour « nous. » Après les avoir distingués en deux partis, ceux qui se joignent aux trames des Espagnols, et ceux qui se retirent et s'éloignent, il rappelle ces derniers, en priant le Seigneur de réunir les cœurs de ceux qui sont engagés pour la même cause, embarqués sur la même mer, et qui doivent surnager ou périr ensemble. Une violente invective contre la puissance espagnole conduit l'orateur à la seule idée positive que renferme son discours, l'insuffisance des derniers impôts, et la nécessité d'en voter de plus considérables. Les dernières paroles sont adressées au protecteur : « Quelque grand que « vous soyez ou que vous puissiez être, quelque chose que « vous ayez faite ou deviez faire, tout cela ne vient pas de « vous et pour vous, mais de Dieu et pour Dieu, pour le bien

« des hommes, pour le bien du peuple de Dieu, entre tous « les hommes. »

A ces conditions, l'orateur se promet « de voir la Vérité, « la Paix et la Justice s'embrasser l'une l'autre, et Jésus-Christ « sur son trône, au milieu de cette terre, non pas de la ma- « nière littérale et charnelle qu'ont rêvée tant de cerveaux « insensés, mais en esprit et en vérité. Ainsi, dit-il, rem- « plissons, chacun dans sa place, nos devoirs avec scrupule « et fidélité; et, lorsque nous aurons fini l'ouvrage que Dieu « nous a donné à faire dans cette vie, puissions-nous dans la « vie à venir entendre une voix de bénédiction nous dire : « Venez, bons serviteurs, entrez dans les joies de votre « maître ! »

Malgré la différence des temps, on peut croire que ce langage, qui paraît aujourd'hui si ridicule, devait commencer à le devenir pour une partie du parlement, éclairée par la longue hypocrisie du protecteur et par la haine qu'inspirait son joug. Les absurdités du fanatisme avaient fait des incrédules. L'orateur, dans ce même discours, parle amèrement de certains hommes, qui reniaient les saintes Écritures, et se moquaient du ciel, de l'enfer, et des fondements de la foi. On peut juger quelle impression produisait sur de tels esprits cette mysticité banale, où beaucoup même de fanatiques ne voyaient plus que la ressource usée d'un ambitieux démasqué par son pouvoir.

Cependant cette nouvelle session s'ouvrit avec toutes les apparences légales. La garde fut ôtée, et l'entrée de la chambre des communes redevint libre pour tous ceux que le protecteur en avait éloignés à l'époque de la première convocation. Un article de l'humble avis accepté par Cromwell rendait la chambre seule juge de l'exclusion de ses membres. Cette disposition ramena dans son sein quatre-vingt-treize députés[1], signataires de la protestation du 19 septembre, ennemis du protecteur, aigris par la persécution, et populaires comme

[1] Ludlow's Memoirs, v. II, p. 597.

tous les persécutés. Ils se soumirent sans peine au serment prescrit, et vinrent prendre place dans la chambre, où le parti du gouvernement était privé de ses plus fidèles soutiens, que Cromwell avait élevés aux honneurs de la nouvelle pairie. Haslerig, qu'il avait voulu, non pas récompenser, mais éloigner par la même distinction, sentit que toute sa puissance était dans l'assemblée démocratique, et vint y siéger, sans daigner répondre à la désignation du protecteur.

On ne saurait supposer que Cromwell n'ait pas prévu les dangers d'un pareil changement ; mais il les jugea sans doute inévitables, et moindres que les avantages. Quel que fût son ascendant sur la chambre, il avait été forcé d'abandonner la clause obscure et arbitraire qui soumettait indirectement le choix des députés à la révision du conseil d'État. L'assemblée la plus servile veut conserver du moins ce qui donne du prix à sa dépendance ; et ces mêmes hommes qui, maîtres de la chambre par l'exclusion de leurs collègues, avaient voulu couronner Cromwell, ne lui avaient pas laissé le pouvoir de se passer d'eux. L'erreur de leur calcul fut qu'ils se réduisirent eux-mêmes à l'impuissance, en favorisant le retour de cette partie de la chambre dont le courage condamnait leur faiblesse.

Cette opposition nouvelle et toute républicaine s'attacha d'abord à méconnaître l'existence de l'autre chambre, qui déplaisait même aux députés les plus complaisants pour le pouvoir de Cromwell. Les nouveaux lords prévinrent les communes en leur envoyant divers messages ; mais les communes, au lieu d'y répondre, discutèrent l'existence de l'autorité illégale et inconnue qui les adressait. Le protecteur, trouvant avec raison que ces attaques remontaient jusqu'à lui, convoqua les communes à White-Hall, et leur fit un long discours pour les exhorter à la concorde et au respect des institutions.

Mais la chambre, au lieu de s'arrêter, toucha bientôt des questions plus délicates. On parla d'examiner tous les actes promulgués, durant l'exclusion arbitraire d'une partie du par-

lement. C'était attaquer Cromwell sur la base de son pouvoir.

Une si vive opposition excita beaucoup d'espérances, et rallia tous les ennemis du protecteur. Les prédicateurs de la secte indépendante recommencèrent à déclamer avec fureur. Le parti royaliste, attentif à tous les troubles, comme à des occasions de victoire, s'agitait et cherchait de nouvelles alliances. Le mécontentement éclatait dans les discours de beaucoup d'officiers de l'armée. Des pétitions violentes étaient répandues dans Londres. La chambre des lords, repoussée par l'esprit de la révolution, et contraire aux droits de l'ancienne noblesse, n'avait de force nulle part. La majorité de la chambre des communes devenait chaque jour plus hardie, et paraissait favoriser l'agitation et l'animosité des partis qui attaquaient le protecteur. La chambre des lords avait adressé un nouveau message aux communes, afin de provoquer des mesures de rigueur contre les papistes, suivant la politique du protecteur qui, dans tous les moments de crise, employait le nom de ce parti comme un épouvantail pour les républicains, et un prétexte à l'arbitraire. Cependant Cromwell fut bien vite poussé à l'une de ces violentes décisions que lui inspirait son caractère, et qui achèvent ou préviennent les révolutions. Aux grands progrès que le parti républicain avait déjà faits depuis quelques jours que les chambres étaient réunies, il sentit qu'il ne lui était pas permis de laisser croître le péril. Il avait d'abord craint que l'opposition parlementaire n'eût des intelligences dans l'armée; et pendant plusieurs nuits [1], il surveilla lui-même sa garde de White-Hall. Soit qu'il en ait vu assez pour craindre l'influence de la chambre sur sa propre garde, soit qu'il trouvât un grand péril dans la seule opposition de cette assemblée, il résolut de la dissoudre. Ceux de ses amis [2] qui voulaient conserver au moins les formes de la liberté s'y opposèrent, et l'avertirent du danger des dissolutions trop fréquentes.

[1] Ludlow's Memoirs, v. II, p. 598.
[2] Whitelocke's Memorials, p. 673.

Cependant, dès le quatorzième jour, recevant de nouveaux détails sur l'agitation des esprits, il part brusquement sans cortége, se jette dans la première voiture qu'il trouve, et, suivi du colonel Cromwell, son neveu, et de six de ses gardes, il arrive à la chambre des lords. Prenant Fleetwood à part, il lui annonce qu'il vient pour dissoudre le parlement. A toutes les prières du général pour le détourner de cette résolution, il répond en se frappant la poitrine, et en jurant par le Dieu vivant qu'il va le faire. En même temps il mande les juges, et fait avertir les communes de passer dans la salle des lords. Les communes aussitôt se rendirent près de cette autre chambre, dont elles étaient encore occupées à discuter le titre et l'existence.

Le protecteur prononça une harangue remarquable par la diversité des tons.

Rien n'est plus doux et plus humble que le début. Il espérait que cette réunion du parlement serait une grande bénédiction.

« Je puis affirmer, dit-il [1], que j'aurais été plus content de « vivre à l'ombre de mon petit bois, et de garder un troupeau « de moutons, que de me charger d'un tel gouvernement. »

Dans la suite du discours, l'institution de cette chambre des lords, qui avait blessé la jalousie démocratique, est justifiée avec beaucoup d'adresse ; et Cromwell touche à l'endroit sensible cet amour de l'égalité, qui commence les révolutions et qui leur survit.

« J'ai choisi pour former cette chambre, dit-il, des per- « sonnes qui peuvent vous rencontrer partout, et mettre leurs « mains dans la vôtre ; des hommes de votre rang et de votre « qualité. » Puis tout à coup révélant sa colère et ses craintes, il dénonce avec violence les intrigues essayées dans l'armée pour renverser l'ordre actuel, le projet de fabriquer une nouvelle république, qu'il définit *le moyen pour quelques hommes de mener tous les autres ;* enfin les efforts tentés pour

[1] The parliamentary History, v. XXI, p. 200.

associer l'armée à ce projet. « Ces choses-là, dit-il [1], ne tendent qu'à jouer le jeu du roi d'Écosse, et je me crois obligé « devant Dieu à faire ce que je puis pour les prévenir. Ce que « je vous ai dit à White-Hall est véritable ; il y a des forces « préparées pour nous envahir. Dieu m'est témoin qu'il « m'a été confirmé que le roi d'Écosse a sur les côtes une « armée prête à s'embarquer. Je le sais de témoins oculaires ; « et pendant qu'il en est ainsi, il y a des tentatives de la part « de gens qui ne sont pas loin de moi pour exciter le peuple « de la ville à des troubles, je pourrais dire à une rébellion. « J'espère montrer qu'ils n'ont pas pris le bon parti, si Dieu « m'assiste. Non-seulement vous vous êtes efforcés de pervertir l'armée, depuis le temps que vous siégez, et de l'engager « à élever la question de l'établissement d'une république ; « mais quelques-uns de vous ont enrôlé avec des commissions « de Charles Stuart, pour se joindre aux insurrections qui « peuvent se former. Que peut-il en résulter, l'ennemi étant « près de nous envahir ? Du sang et du désordre... Si tel est « le but de vos séances, si telle est votre conduite, je pense « qu'il est grandement temps de mettre fin à votre réunion, « et je dissous ce parlement. Que Dieu soit juge entre moi et « vous ! » — Beaucoup de députés répondirent : *Amen*.

Cette violence excita de grands murmures et fut désapprouvée des plus fidèles amis du protecteur, sans qu'on puisse la regarder comme une faute dans la situation de Cromwell. Il y a des symptômes de péril dont l'homme qui tient le pouvoir est le meilleur juge, par un instinct de conservation plus sûr que tout conseil étranger. S'il les arrête à temps, on accuse ensuite sa politique, précisément parce que les conséquences qu'elle a prévenues ne paraissent pas.

Dans l'agitation où la résistance du parlement jetait l'Angleterre, dans le mécontentement de tous les partis, on ne peut calculer quels mouvements aurait excités la présence de Charles avec une armée de dix mille hommes.

[1] The parliamentary History, v. XXI, p. 202.

L'idée seule qu'il commandait quelques troupes sur les côtes de Flandre avait ranimé l'espérance d'une foule de sujets fidèles. Les communications royalistes, qui ne cessèrent jamais pendant la durée du protectorat, mais dont Cromwell tenait tous les fils, avaient pris une activité nouvelle. Lord Ormonde, proscrit par la république, venait de parcourir secrètement l'Angleterre au nom de Charles II, et il avait trouvé des dispositions prêtes à éclater si le roi paraissait. Les partis se découvraient avec cette hardiesse, avant-coureur ordinaire du danger, et qui, lors même qu'elle n'en est pas le signe, en deviendrait bientôt la cause. Mille bruits sinistres menaçaient la vie du protecteur. Un pamphlet, adressé à Cromwell, sous ce titre : *Tuer n'est pas assassiner,* se répandait dans les trois royaumes et provoquait, sous la forme d'une plaisanterie, un meurtre que le fanatisme et la vengeance pouvaient facilement inspirer. Quelques républicains enthousiastes, sans s'inquiéter des périls qui leur étaient communs avec le protecteur, se livraient tout entiers à leur haine. Une pétition devait être présentée à la chambre pour demander le rétablissement de la république. Harrisson [1], armé de son inflexible bonne foi, était au fond de toutes ces intrigues avec d'anciens niveleurs, depuis longtemps repoussés par Cromwell, et leur influence s'étendait sur beaucoup d'officiers de l'armée.

On ne peut révoquer en doute la grandeur du péril, lorsqu'on voit le protecteur contraint de se défier de sa propre garde, et renvoyant, aussitôt après la dissolution du parlement, le colonel et cinq officiers de son régiment de cavalerie. Thurloe observe que ces officiers étaient anabaptistes. C'était la secte la plus libre, la plus irrégulière dans le dogme, et par conséquent la plus républicaine dans une révolution toute religieuse.

Mais sitôt qu'il eut brisé le parlement, Cromwell reprit sa domination naturelle sur l'armée. Ayant réuni à White-Hall

[1] Whitelocke's Memorials, p. 673.

tous les officiers, il leur fit une longue harangue qui fut reçue avec enthousiasme et suivie du serment de vivre et de mourir pour lui[1]. On remit Harrisson en prison, d'où il n'était jamais sorti que pour former de nouveaux complots, sans que jamais le protecteur osât faire punir de mort cet incorrigible martyr de la liberté, que l'ardeur même de son zèle rendait un conspirateur peu dangereux. On défendit toute assemblée particulière formée sous prétexte de prédication. Ainsi, la dissolution du parlement et quelques actes de sévérité dissipèrent ces nuages de mécontentement amassés de toutes parts, et Cromwell, après cette épreuve, parut quelque temps s'être raffermi dans le pouvoir, en brisant la constitution qu'il avait faite pour se soutenir.

Dans l'incertitude où il laissait les esprits sur la formation d'un nouveau parlement, il eut soin d'appeler à lui ce qu'il y avait d'autorités démocratiques dans Londres, le lord maire et le conseil commun. Les ayant réunis avec les principaux officiers de l'armée, il fit à cette assemblée un discours sur les dangers de l'État, les efforts du parti royaliste; il parla du voyage d'Ormonde à Londres, il exagéra le danger de l'invasion de Charles Stuart, il annonça les préparatifs de son expédition et finit par exhorter vivement l'administration municipale de Londres à placer le commandement de la milice dans les mains d'hommes pieux et réguliers, éloignés de tout esprit de faction et dévoués au gouvernement. Mais le moment était déjà passé pour Charles d'essayer une entreprise dont Cromwell donnait ainsi le plan détaillé, et qui, dans toute circonstance, était pleine de périls et d'incertitudes. Les flottes anglaises auraient arrêté sans peine ce coup d'audace, qui ne pouvait réussir que par surprise. Charles, spirituel et brave, manquait d'ailleurs de toutes les qualités dont la réunion même n'aurait pas suffi pour un dessein si hasardeux. Il attendit toujours quelque circonstance favorable, un retour de la nation, la mort du protecteur. Il se flattait à la vue des agitations du

[1] Thurloe's State papers, v. VI, p. 786.

gouvernement si variable de Cromwell, et, comptant parmi ses chances de succès l'instabilité même de l'Angleterre, il ne désespérait pas assez de la couronne pour en tenter la conquête aussi témérairement que le fit dans la suite le plus digne et le dernier des Stuarts.

Tous les projets de Charles étaient d'ailleurs déconcertés par la surveillance dont le protecteur l'entourait. En vain un des officiers de Charles, Manning, convaincu d'être l'espion de Cromwell, avait péri du dernier supplice : Willis était toujours le confident de Clarendon et le correspondant de Thurloe. L'or de Cromwell trouvait d'autres traîtres dans cette cour errante et pauvre. Le protecteur était instruit des circonstances les plus secrètes de la vie du jeune roi. On raconte à ce sujet qu'un noble anglais, ayant obtenu la permission de voyager sous la condition de ne pas aller voir le prétendant, avait pris les plus singulières précautions pour manquer impunément à cette promesse. De retour à Londres, il est interrogé par le protecteur qui, sur sa réponse, lui dit : « Il est vrai que pour tenir votre parole vous avez été intro- « duit sans lumières, et que votre entrevue a eu lieu dans « l'obscurité. » Et en même temps il lui rapporta toutes les circonstances de l'entretien. Satisfait d'effrayer le jeune roi par cette présence invisible au milieu de ses conseils, Cromwell n'abusait pas des révélations qu'il obtenait pour exercer des vengeances. Il aimait mieux savoir les complots que les punir. On a pensé même que cette politique était une des conditions de son traité avec l'infâme Willis, et qu'elle servit à en assurer le succès et la durée. Il est certain que le protecteur, instruit de la présence d'Ormonde à Londres, évita l'occasion de le faire arrêter. Il se contenta d'annoncer [1], en plaisantant, cette nouvelle à lord Broghill. « Un de vos anciens « amis, lui dit-il, vient d'arriver à Londres. » Et il nomma le marquis d'Ormonde. Tandis que Broghill, effrayé, protestait qu'il n'avait aucune connaissance de son voyage : « Je le sais,

[1] Budgell's Memoirs of the boyles, p. 59.

« dit Cromwell, mais si vous avez envie de sauver votre ancien « ami, faites-lui savoir que je n'ignore pas où il est, et ce qu'il « veut faire. » En même temps il lui indiqua le lieu où le marquis d'Ormonde était descendu ; et de cette manière il favorisa lui-même la fuite de ce seigneur proscrit. Un trait d'indulgence non moins remarquable dans un système de proscription et de tyrannie, c'est que Cromwell, laissant vivre à Londres la femme du marquis d'Ormonde, dont tous les biens étaient confisqués, lui faisait exactement payer une pension de deux mille livres sterling.

Pendant cette même guerre qui lui fit surveiller de plus près la cour de Charles II, Cromwell, portant partout sa vigilance et ses moyens de corruption, apprit que les Espagnols devaient envoyer par un vaisseau hollandais la solde des troupes de Flandre. Il le fit aussitôt poursuivre et enleva l'argent espagnol sous le pavillon ami qui le protégeait.

Cromwell s'occupait lui-même de tous les détails de cette inquisition qu'il étendait aux principales cours de l'Europe et aux différents partis de l'Angleterre. Il communiquait avec des hommes inconnus, admis un moment jusqu'à lui et qui rentraient dans la foule. Thurloe lui-même n'était associé qu'à demi dans ces confidences, et recevait des ordres dont il ne connaissait pas le mystère.

Les défiances de Cromwell et le dangereux dépôt de ses secrets menaçaient quelquefois la vie de ceux même qui le servaient avec le plus de zèle. Une nuit, étant venu fort tard [1] dans le cabinet de Thurloe pour lui donner des instructions importantes, après la première chaleur de l'entretien il s'aperçut de la présence d'un homme qui paraissait endormi dans un coin de la chambre. C'était Moreland, le secrétaire intime de Thurloe, envoyé souvent par le protecteur dans les cours étrangères. Cromwell tira aussitôt son poignard, et il allait frapper cet homme, sans les prières de Thurloe, qui l'assura que Moreland était tombé de sommeil après un tra-

[1] A critical Review of the life of Cromwell, written by Banks, p. 207.

vail excessif de deux nuits, et qu'il dormait bien véritablement.

Cependant Charles, mal secondé par l'administration des Pays-Bas, ayant quelques troupes et point d'argent, voyant la Flandre chaque jour plus menacée par le progrès des troupes françaises, avait résolu de passer en Espagne et d'y chercher près du roi lui-même plus de zèle et d'appui. La crainte [1] que son absence n'offrît à son frère, le duc d'York, quelque occasion glorieuse, lui fit abandonner ce projet, et il resta dans Bruxelles, occupé de négociations auxquelles on essayait d'intéresser le souverain pontife. Le secours facile mais si dangereux des catholiques irlandais séduisait Charles. Un cardinal inspirait cette fausse politique aux conseils du jeune roi. C'était ce même cardinal de Retz, banni de France par le mauvais succès de sa lutte contre l'autorité royale, et qui maintenant occupait les loisirs de son génie factieux à former des projets pour le rétablissement de la monarchie en Angleterre. Mais, durant ces vaines agitations, la destinée amenait un dénoûment plus naturel.

Le protecteur paraissait raffermi dans son pouvoir. Aucun des périls qu'il avait annoncés lui-même ne se réalisait, et ces alarmes n'avaient servi qu'à réunir plus étroitement autour de lui des hommes qui, liés à sa fortune et à sa personne, mais souvent opposés à son pouvoir, par ambition, par fierté, par conscience, faisaient aujourd'hui tout céder à l'intérêt d'une défense commune. Fleetwood, ce républicain enthousiaste qui avait presque conspiré pour prévenir l'élévation de Cromwell au trône, et qui naguère encore s'opposait à la brusque dissolution du parlement, forcé maintenant de soutenir ce qu'il avait blâmé, fit présenter au protecteur par tous les officiers de l'armée une adresse dans laquelle ils protestaient de lui demeurer fidèles, et lui engageaient solennellement le secours de leurs bras et de leurs prières, pour seconder l'œuvre de sa vocation. Le même exemple fut donné

[1] A collection of letters published by Thomas Carte, v. II, p. 137.

par Monk et par l'armée d'Écosse. Il n'y eut pas jusqu'à la garnison anglaise de Mardyke, qui ne se crût obligée d'envoyer une adresse au protecteur.

Chose remarquable que le protecteur, après plusieurs années de puissance civile, retombât ainsi dans les premières voies de son élévation et fût rejeté sur ses premiers appuis ! C'était sans doute une grande force personnelle que de maîtriser cette armée turbulente et fanatique. Mais c'était un grand symptôme d'instabilité que ces perpétuelles ratifications de pouvoir qui semblaient émaner d'elle seule. Dès lors il était visible que l'armée restait maîtresse de la révolution, et qu'elle pouvait la livrer à d'autres, sans en excepter Charles II. Cromwell sentait bien ce péril, et tout son protectorat fut un long effort pour fonder quelque pouvoir civil. Le vice de l'usurpation rendait ce problème insoluble. De là, sous Cromwell, cette excellente composition de la magistrature, et cet abus des cours spéciales; ce système d'élection plus populaire, et cette tyrannie des majors généraux ; ce retour opiniâtre vers les parlements, et ces épurations arbitraires, ces dissolutions violentes; cet essai d'une chambre des pairs, et cette suspension de tout pouvoir civil, ce recours au seul appui de la force militaire.

Cromwell, ne pouvant désormais espérer d'autre appui que le dévouement de l'armée, parut se départir du système d'indulgence qu'il avait longtemps opposé aux conspirations impuissantes des amis de Charles II. Dans ce nombre se trouvaient alors des hommes attachés d'abord à la cause de la révolution, et que la tyrannie du protecteur, l'ambition de rendre un grand service avaient rejetés dans le parti royal. L'animosité contre un ennemi commun avait inspiré aux divers partis une confiance mutuelle, qui les trahit plus d'une fois. Beaucoup de gens croyaient s'accorder, parce qu'ils se plaignaient ensemble. Le fils de l'un des juges les plus acharnés du dernier roi, Stapley, s'était introduit dans une association de jeunes seigneurs royalistes, qui distribuaient au nom de Charles des commissions et des titres pour une armée

secrète, qu'il s'agissait de former en Angleterre, sous les yeux vigilants du protecteur. Ce projet était toujours soutenu par l'espérance du débarquement de Charles II. La conspiration n'alla pas plus loin. Stapley voulait rester fidèle; mais dénoncé lui-même et mandé par Cromwell, il se trouva faible devant l'homme qui avait été l'ami de son père, et qui disposait de sa vie. Il nomma tous les conjurés, et désigna comme leur chef sir Mordant, fils de lord Peterborough, allié de lord Ormonde, que sa grande jeunesse avait éloigné des guerres civiles.

Lord Ormonde, à son dernier voyage, avait remarqué [1] avec douleur peu de concert et d'habileté parmi les chefs du parti royaliste. La suite le prouva. Nulle grande entreprise ne fut formée. A la même époque où Mordant était découvert, on conduisit à la Tour Henri Slingsby, qui avait essayé de séduire quelques officiers de la garnison de Hull, où déjà il était prisonnier, et le docteur Hewet, ecclésiastique vertueux, prédicateur célèbre, fort zélé pour le roi, auquel il faisait passer des secours d'argent, contribution volontaire des royalistes fidèles.

La vérité de ces accusations n'était pas douteuse; mais Cromwell, n'osant se fier à l'indépendance d'un jury, rappela l'usage de cette haute cour dont les fonctions terribles demeuraient suspendues, et comme oubliées, depuis plusieurs années. Les plus honnêtes gens de son conseil [2], qui voulaient le servir par des formes légales, peu compatibles avec l'origine de son pouvoir, s'opposèrent vainement à cette résolution. Cromwell répondit aux représentations de Whitelocke, en le désignant pour faire partie de la haute cour : mais il refusa de siéger, et laissa le déshonneur de la présidence à Lisle, qui avait été l'un des juges du roi, et qui, n'ayant pas eu assez de force d'âme pour rester républicain, s'était condamné dès lors à obéir plus que tout autre aux volontés de Cromwell.

[1] A collection of letters published by Thomas Carte, v. II, p. 142.
[2] Whitelocke's Memorials, p. 674.

Les trois accusés, paraissant devant la haute cour, sans s'être concertés, sans se connaître, réclamèrent d'abord le jugement par jury, droit naturel de tout Anglais, invoqué, comme nous l'avons vu, dans le conseil même du protecteur. Cette puissance des anciennes institutions est un des caractères de la révolution anglaise. Cromwell n'eut pas de plus grand obstacle à vaincre que ces habitudes de liberté, enracinées dans la nation par un long usage, et qui résistaient encore au milieu de l'usurpation générale du pouvoir. C'était un combat pied à pied qu'il rencontrait partout après avoir gagné l'empire. Le vote de l'impôt le ramena sans cesse à la convocation de ces assemblées dont il aurait voulu se délivrer à jamais, et qu'il brisait avec tant d'impatience et de colère. L'indépendance du jury sauva le hardi Lilburn, l'un des hommes que Cromwell avait le plus en haine. Elle sauva plusieurs accusés royalistes, entre autres un chevalier Stawell, qui fut, au mépris de la loi, renvoyé trois fois devant le jury, et qui trois fois fut absous, avec une obstination de justice plus forte que le despotisme.

Elle protégea ces républicains incommodes, qui menacèrent constamment le pouvoir de celui qu'ils appelaient un usurpateur.

Elle diminua le nombre des victimes dans tous les partis, en rendant les procès plus rares, par la crainte d'employer un instrument si peu flexible, ou le danger de violer trop souvent un droit si précieux à la nation. Cromwell, dans l'impatience des contradictions que lui donnait cette dernière liberté de l'Angleterre, avait aussi pensé quelquefois à la détruire. Il se plaignit que « l'institution du jury gênait la justice [1], qu'elle « livrait la sainteté des jugements aux caprices du vulgaire « ignorant; que, de cette manière, les points les plus importants de la loi n'étaient pas décidés par la science des juris- « consultes, mais dépendaient des fantaisies et des préjugés

[1] *Veluti justitiæ moram è medio tollendum.* — Elenchus motuum nuperorum, p. 303.

« d'une réunion formée au hasard, dénuée de lumières, et « quelquefois de sens commun. » Il ajoutait, avec ce spécieux amour de l'ordre, éternel argument de la tyrannie, « qu'il vaudrait bien mieux [1], dans l'intérêt de la justice, que « cinquante personnes choisies sur l'élite de la nation fus« sent chargées de la décision de *toutes les causes qui intéres« saient la fortune et la vie des citoyens*. »

Malgré cette bonne volonté, et cette logique du despotisme, Cromwell n'osa cependant jamais attaquer de front un droit si cher à tous les partis, et qu'il eût fallu pour ainsi dire arracher de la conscience de chaque Anglais. Il se borna, pour des occasions rares et décisives, à éluder l'application du jury dans un fait particulier, et à recourir, d'après quelque mauvais prétexte, à l'emploi d'une cour martiale, ou d'une commission. Le républicain Ludlow [2] nous indique assez pourquoi, dans le jugement de la dernière conspiration royaliste, Cromwell n'osait se confier qu'à la servilité de la haute cour. « Le « chevalier Slingsby, dit-il, était ennemi déclaré, par consé« quent autorisé par toutes les lois de la guerre à tout entre« prendre. »

Cette doctrine, devenue commune aux deux partis opprimés, aurait absous les royalistes par le suffrage de leurs plus grands ennemis.

Slingsby, amené le premier devant la haute cour, soutint jusqu'au dernier moment sa protestation. « Milords [3], s'écriait« il, je demande humblement à être jugé par un jury ; car je « dois dire que vous êtes mes ennemis ; pardonnez-moi cette « expression. S'il en est autrement, pourquoi avez-vous con« fisqué et vendu mes biens? Personne ne choisit volontaire« ment ses adversaires pour juges. J'en vois parmi vous qui « ont participé à la confiscation et à la vente de mes biens. » Le président répondit par la lecture de la sentence.

Le docteur Hewet, qui s'était retranché dans la discussion

[1] Clarendon's History, p. 682.
[2] Ludlow's Memoirs, v. II, p. 605.
[3] State's Trials, v. I, p. 278.

de l'incompétence, et avait traité ce point avec une sagacité et une érudition embarrassantes pour les commissaires, fut également condamné. Sir Mordant, mieux conseillé, abandonna une protestation inutile, et trouva grâce devant les juges en reconnaissant l'autorité de leur tribunal. Suivant le récit de Clarendon [1], les sollicitations et les présents arrachèrent cette indulgence; et le protecteur, mécontent, prolongea de quelques mois la captivité de Mordant.

Cromwell fut inflexible pour les autres condamnés, et particulièrement pour le docteur Hewet. Il redoutait cet ecclésiastique, qui avait beaucoup de crédit, d'ardeur et d'éloquence: *C'était,* disait-il [2], *une torche brûlante au milieu d'une gerbe de blé,* caractérisant ainsi dans un autre la puissance qu'il avait exercée lui-même; et il devait surtout craindre cette rapide contagion de l'enthousiasme parmi des imaginations inflammables. Vainement sa fille chérie, lady Cleypole, employa les plus instantes prières pour obtenir la grâce de cet ecclésiastique, dont elle vénérait la vertu et le dévouement à la cause royale [3]. Cromwell fut inexorable; et la douleur qu'éprouva lady Cleypole de ce refus et du supplice d'Hewet, aggravant une maladie de langueur, prépara bientôt à Cromwell le plus cruel de ses chagrins.

La vigilance du protecteur ne se borna point à réprimer par des supplices les efforts et les entreprises que le bruit des projets de Charles II avait excités parmi les royalistes d'Angleterre. Malgré l'éloignement et l'invraisemblance du péril, Cromwell fit bloquer par ses vaisseaux le port d'Ostende, et menaça toutes les côtes de la Flandre espagnole, tandis que Lockart, son ambassadeur, pressait la marche de l'armée française sur Dunkerque, et réclamait le siége et la prise de cette place comme une dette qu'avait laissée la dernière campagne. Les conseils du cabinet français, subordonnés à la politique et à l'intérêt du protecteur, ne réussirent pas également sur tous

[1] Clarendon's History, p. 688.
[2] State's Trials, v. I, p. 282.
[3] Ludlow's Memoirs, v. II, p. 607.

les points. Cromwell s'était ménagé dans Ostende quelques intelligences, qui lui faisaient espérer d'emporter cette ville par surprise. Il obtint du cardinal que des troupes françaises serviraient à cette expédition, dont il devait recueillir le fruit. La flotte de Cromwell fut seulement chargée de transporter un corps de troupes françaises ; mais, après que le débarquement eut été favorisé par l'infidélité apparente du gouverneur, qui même avait arboré le drapeau blanc, cet officier tourna tout à coup l'artillerie des forts contre la flotte anglaise. Près de quinze cents Français, descendus sur le rivage, furent tués ou pris. La flotte anglaise s'éloigna.

Cette entreprise malheureuse et mal conçue, qui ouvrit la seconde campagne de Flandre, n'eut d'ailleurs aucune influence sur le reste des événements, et fut oubliée dans le spectacle que présentaient Turenne et Condé combattant l'un contre l'autre, et Louis XIV paraissant pour la première fois au milieu de son armée. Ce jeune prince, sous la tutelle de Mazarin, venait assister à la prise de Dunkerque, pour voir ensuite cette ville passer dans les mains de l'usurpateur, qui avait conduit à l'échafaud le gendre de Henri IV, et proscrit la reine, sa fille.

Le maréchal de Turenne, auquel était confiée la conduite de la guerre, avait pour auxiliaires l'ambassadeur anglais, devenu général, et quatre mille soldats du protecteur.

Dunkerque était défendu par une nombreuse garnison, que commandait l'un des meilleurs officiers de l'Espagne, le marquis de Leyde, vieux guerrier, qui comptait, à la fin de la campagne, entrer dans les ordres sacrés. Le protecteur[1] avait fixé le commencement du siége au 20 mai ; avant ce terme sa flotte était devant Dunkerque. Dès que la tranchée fut ouverte, il envoya, sur la prière de Turenne, un nouveau secours de deux mille hommes, toujours à la solde de la France, et jouissant d'une paye deux fois plus élevée que celle des troupes françaises, avantage rigoureusement exigé par le protecteur.

[1] Thurloe's State papers, v. VI, p. 489.

Les Espagnols, qui avaient trop longtemps négligé de fortifier Dunkerque, attachant un vif intérêt à la conservation de cette place, rassemblaient toutes leurs forces pour la secourir. Don Juan, leur général, s'avançait avec trente mille hommes, le prince de Condé que la haine de Mazarin retenait encore dans les rangs ennemis, le duc d'York et le duc de Glocester, chassés de France par les ordres de Cromwell. Cependant le protecteur, instruit de la présence de Louis XIV dans Calais, lui avait d'abord envoyé son gendre lord Falconbridge, qui, par l'accueil et les honneurs qu'il reçut, éprouva l'ascendant qu'avait le nom de Cromwell sur la cour de France. Cet ambassadeur rapporte avec ostentation [1] dans ses lettres, que le jeune roi se tenait la tête découverte en lui parlant, et que le cardinal de Mazarin affectait de le reconduire jusqu'à sa voiture, déférence que le cardinal, dit-il[2], n'avait pas même pour le roi.

Du reste, cette ambassade de la part de Cromwell cachait son inquiet empressement pour hâter et surveiller la prise de Dunkerque. Ces précautions n'étaient pas superflues, et la fermeté impérieuse des agents de Cromwell servit beaucoup à donner à la politique et aux armes de France cette activité que l'on ne porte guère dans une entreprise dont on ne doit pas profiter. Dans les premiers conseils, on avait résolu d'interrompre le siége si l'ennemi se présentait; mais Lockart, et le colonel Morgant, qui commandait sous lui, revinrent avec force contre cette résolution, alléguant « qu'il y aurait déshonneur pour la couronne de France, » et finissant par déclarer « que si les Français levaient le siége, l'alliance avec « l'Angleterre serait immédiatement rompue. » Le siége fut poussé plus vivement; et lorsque don Juan, qui, parti trop tard, s'était avancé à grandes journées et sans son artillerie, parut près de Dunkerque, le général français[3], sans interrompre les travaux du siége, vint offrir la bataille. Les deux armées

[1] Thurloe's State papers, v. VI, p. 158.
[2] *Ibid.*, v. VII, p. 158.
[3] *Ibid.*, p. 156.

étaient fortes, et les deux plus habiles généraux de l'Europe qui s'étaient exercés ensemble, et l'un contre l'autre, se trouvaient dans deux camps opposés ; mais le prince de Condé, objet de défiance et d'envie, n'avait d'autre autorité dans l'armée espagnole que de protester contre les fautes et de prédire les revers. Dès qu'il eut examiné la position des deux armées : « Avez-vous jamais vu une bataille perdue ? dit-il au « duc d'York : eh bien, vous allez en voir une. »

Turenne justifia la prévoyance de son illustre adversaire : et cette journée, connue sous le nom de bataille des Dunes, devint un des titres de sa gloire, particulièrement pour avoir vaincu Condé. Lockart, qui formait l'aile gauche avec la colonne anglaise et trois mille Français, défit après un rude combat l'aile droite des ennemis où commandaient don Juan d'Autriche et le duc d'York. La vanité anglaise a voulu même s'attribuer tout l'honneur de cette victoire ; et suivant les récits des officiers de Cromwell, Turenne, pressé par l'aile gauche espagnole, sous les ordres de Condé, reçut à propos le secours des Anglais déjà vainqueurs. Il paraît plutôt, par le témoignage de Condé, que tout le succès de la journée était dû à l'habileté du général français ; son humanité honora cette victoire. Les Anglais, nourris dans le fanatisme et la fureur des guerres civiles, s'acharnaient sur les Espagnols vaincus avec une barbarie que Turenne eut besoin de réprimer, en parcourant le champ de bataille pour leur arracher les armes des mains. Ils avaient d'ailleurs montré dans ce combat une rare valeur. L'ambassadeur Lockart, qui commanda durant toute l'action, vit tuer autour de lui[1] la plupart des officiers de son régiment. Pendant cette bataille qui détruisit pour les assiégés toute espérance de secours, la garnison de Dunkerque fit une sortie, renversa les lignes et pilla les bagages des vainqueurs. Mais Turenne, délivré de l'armée espagnole, reprit le siége avec vigueur, et le brave marquis de Leyde ayant été mortellement blessé dans une sortie, la ville se rendit au général français.

[1] Thurloe's State papers, v. VII, p. 155, 156.

Un historien anglais a raconté que le cardinal avait eu alors une forte tentation de garder pour la France une si belle conquête, et que les ordres qu'il avait donnés à ce sujet ayant été livrés à Cromwell par l'infidélité d'un secrétaire[1], le protecteur fit exécuter par menace une promesse que Mazarin eut l'humiliation d'avoir voulu inutilement violer; et ce récit est appuyé de ces circonstances exactes qui donnent à l'histoire un air de vraisemblance, et qui souvent attestent bien plutôt la fiction par l'impossibilité de connaître tant de détails minutieux et domestiques.

Smollett a même cité une lettre outrageuse qu'il suppose écrite par Cromwell au cardinal Mazarin. La timidité que l'on remarque dans toutes les relations de Mazarin avec Cromwell laisse douter qu'il ait jamais conçu le projet d'une infidélité si hardie. Il est vrai que Mazarin, après la bataille des Dunes, envoya le duc de Créqui, l'un des hommes les plus illustres de la cour et de l'armée, en ambassade solennelle auprès du protecteur; mais il n'est pas possible de voir une réparation et une excuse dans cette ambassade qui précéda la prise de Dunkerque. C'était un honneur que le roi de France devait rendre en retour de la mission de lord Falconbridge.

L'exagération italienne des compliments de Mazarin donna seule à cette ambassade un caractère peu digne de la couronne de France. Son neveu Mancini était chargé d'une lettre pour le protecteur, dans laquelle Mazarin regrettait d'être retenu par l'indisposition du roi, alors malade à Calais, et de n'avoir pas eu la liberté de passer en Angleterre, pour rendre ses respects à l'un des plus grands hommes qui aient jamais existé, et à celui qu'il eût le plus ambitionné de servir après son maître. « Privé de cet honneur, disait-il, j'envoie la personne qui « me touche de plus près par les liens du sang pour exprimer « à Votre Altesse toute la vénération que j'ai pour sa per« sonne, et combien je suis résolu d'entretenir entre elle et le « roi mon maître une perpétuelle amitié. »

[1] A critical Review of the life of Cromwell, p. 146.

A cette condescendance se mêlait une sorte de fierté, qui annonçait le ministre-roi.

En transmettant au protecteur une épée qui lui était offerte par le roi, Mazarin y joignit en son nom un présent non moins précieux: c'était une riche tapisserie des Gobelins, ouvrage de l'industrie française encouragée par Mazarin.

Le protecteur accueillit cette ambassade extraordinaire avec beaucoup de pompe et de joie. Il envoya jusqu'à Douvres, au-devant du duc de Créqui, Fleetwood et une nombreuse escorte.

Le duc de Créqui ne resta que six jours à Londres, et repartit comblé d'honneurs et de présents, après avoir épuisé le cérémonial de la cour, et fait une visite d'étiquette à lady Rich et à lady Falconbridge, filles du protecteur.

Cependant la reddition de Dunkerque ne souffrit pas de délai; et Lockart n'aperçut dans Mazarin aucune hésitation sur le point principal, quoiqu'il se plaignît d'avoir avec lui beaucoup de débats particuliers, et qu'il vît éclater dans toute l'armée française le dépit de perdre une si belle proie. Le 14 juin, le roi de France fit son entrée dans Dunkerque; et le lendemain il remit lui-même les clefs de la ville à Lockart [1], qui en prit possession avec les troupes anglaises.

Le roi avait stipulé pour les vaincus la conservation de leurs priviléges et l'entière liberté de leur culte. L'armée anglaise ne s'en livra pas moins à des violences qui furent promptement réparées; mais, dans l'esprit du temps, on reprocha beaucoup à Mazarin d'avoir ainsi livré à des sectaires une ville catholique. Ce ministre n'en recueillit pas moins les fruits d'une politique, dont l'avenir aurait peut-être découvert la faiblesse et le danger, si Cromwell avait vécu. La France, aidée par les armes du protecteur, poursuivait la conquête de la Flandre et affaiblissait, en s'agrandissant, la monarchie espagnole. Mais il fallait compter pour beaucoup, dans les mains ambitieuses de Cromwell, la possession de Dunkerque, et ce commence-

[1] Thurloe's State papers, v. VII, p. 192.

ment de pouvoir sur le continent. La joie qu'il en ressentit, l'activité de ses ordres [1] pour assurer et fortifier cette conquête, attestent qu'il ne voulait pas s'y renfermer. L'Espagne était maintenant assez humiliée pour qu'il consentît à traiter avec elle; et l'on peut trouver vraisemblable la conjecture d'un historien qui croit que Cromwell, après avoir pris Dunkerque par les mains des Français, aurait conquis Calais avec ou sans le secours des Espagnols. Mais ces conséquences n'eurent pas le temps de paraître. Les événements changèrent. L'oisive prodigalité de Charles II rendit à la cour de France ce qu'avait conquis la politique de Cromwell.

Jamais les prospérités et l'ascendant du protecteur n'avaient paru mieux affermis. Continuant, après la prise de Dunkerque, d'associer ses troupes à l'armée française et aux succès de cette campagne, il pouvait prélever encore sur les conquêtes de Turenne le prix de son alliance, ou vendre chèrement aux Espagnols son changement et son appui. La supériorité de ses flottes et la terreur de ses victoires lui assuraient le respect de la Hollande; et tel était son empire sur les états généraux, qu'il obligeait cette république, le refuge de tous les bannis et de tous les cultes religieux, de défendre que le nom de Charles fût mêlé dans aucun temple aux prières publiques. Par une influence appliquée à de plus graves objets, il se rendait médiateur entre la Hollande et le Portugal, qui étaient également soumis à son alliance; et il intervenait, par ses ambassadeurs, pour apaiser les différends de la Suède, son ancienne alliée, et de l'électeur de Brandebourg, qui avait reconnu avec empressement son élévation au protectorat. L'Italie le regardait avec terreur comme le fléau du catholicisme; et c'était le bruit de l'Europe, qu'il porterait bientôt la guerre jusqu'à Rome.

Dans ce rapide progrès des armes britanniques, les arts de la paix furent cultivés en Angleterre avec plus d'éclat que ne semblaient le permettre l'âpre violence du gouvernement mili-

[1] Thurloe's State papers, v. VII, p. 712, 714.

taire et la tristesse de l'esprit de secte. Cromwell, sans connaître les lettres autrement que par l'étude contentieuse de la théologie, les favorisa de ses bienfaits. L'université de Cambridge, dont il était chancelier, reçut de lui des manuscrits précieux. Dans l'année la plus active de son règne, au milieu de la guerre de Flandre et des agitations intérieures de la république, on le voit occupé de fonder à grands frais [1] un collége dans la ville de Durham, pour faciliter les études classiques à la jeunesse du nord de l'Angleterre. Il étendit cette protection jusqu'à l'Irlande; et les érudits de ce malheureux pays lui surent gré d'avoir acheté la riche bibliothèque de l'évêque d'Usher, et d'en avoir fait don à l'université de Dublin.

Parmi les écrivains qu'il accueillit avec faveur, la postérité nomme d'abord Milton. Mais en conservant près du protecteur l'emploi qu'il avait accepté sous le parlement, Milton, suspect par ses principes, et même par ses louanges toujours mêlées d'une espérance républicaine, tomba dans un tel oubli qu'il est seulement désigné dans les Mémoires du temps comme un vieux secrétaire aveugle, dont le travail n'est pas assez facile et assez sûr : triste rétribution des services où il avait abaissé son génie. C'était pourtant alors que Milton, las des factions et des tyrans, commençait son sublime ouvrage.

D'autres écrivains moins célèbres, Nathaniel Bacon et Francis Osborn, furent admis dans le conseil du protecteur. Ce n'est pas là qu'il faut chercher Sidney, le plus constant et le plus éclairé des républicains de cette époque ; Sidney, qui, suivant l'expression dont il s'est servi lui-même dans les débats de son malheureux procès, chaque jour de sa vie appelait Cromwell tyran, et agissait en conséquence de cette malédiction répétée.

Le plus profond et le plus chagrin des sceptiques modernes, Hobbes, florissait à la même époque; et c'était dans le spectacle de la révolution anglaise qu'il avait surtout puisé l'amour du despotisme, le mépris de la religion, profanée par tant de

[1] The parliamentary History, v. XXI, p. 340.

folies, et ce culte honteux de la fatalité et de la force auquel il a réduit toutes les croyances et tous les droits. Embrassant le pouvoir absolu par haine pour les fureurs populaires, se réfugiant dans l'athéisme pour échapper aux absurdités des sectes, ce philosophe incrédule avait été l'un des hommes les plus dévoués à l'autorité royale, et l'un des plus ardents ennemis de toute réforme politique ; il avait quitté l'Angleterre, et suivi l'infortune des Stuarts. Malgré cette opposition éclatante et publique, Cromwell fut, dit-on, tenté par les principes de despotisme que Hobbes avait établis dans son fameux *Léviathan*, avec toute la vigueur d'un grand esprit faussé par un paradoxe ; et ces doctrines de l'esclavage, qui s'adaptent également à tout pouvoir arbitraire, quelle que soit son origine, le flattèrent même dans un partisan des Stuarts. Hobbes, qui, par la singularité de ses opinions, choquait les évêques à la suite de Charles II, ayant éprouvé une disgrâce de cour jusque dans l'exil, revint en Angleterre au commencement du protectorat. Cromwell essaya de l'attacher à sa cause, et lui fit offrir la place de secrétaire d'État [1]. Mais le philosophe refusa tout, satisfait de vivre tranquille dans son pays, sous ce joug de fer qu'il aimait. Hobbes resta d'ailleurs fidèle à sa première haine pour la révolution ; et quoiqu'il ait paru se réconcilier avec l'usurpation du protecteur, en faveur de son despotisme, il l'a jugé avec une justice rigoureuse dans le dialogue historique qu'il a composé sur la guerre civile.

Les poëtes furent plus indulgents pour Cromwell. Nous avons rappelé les éloges pleins d'enthousiasme et d'éloquence inspirés à Waller par la gloire de l'amiral Blake. Oubliant les crimes qui avaient préparé l'élévation du protecteur, Waller célébra sa dictature victorieuse par un chant plus sublime encore, et que l'on peut placer parmi les chefs-d'œuvre de la poésie anglaise. C'est peut-être une rencontre assez

[1] Cromwell was so pleased with many of Mr. Hobbes's principles laid down in the *Leviathan*, which tended to justify and support his usurpation, that the great place of being secretary was profered to him. Wood's Athenæ, v. II, c. 646.

remarquable, que cette époque de fanatisme et de sang ait vu naître et briller trois des plus grands poëtes de l'Angleterre, Milton, Waller et Dryden. Il semble que, malgré la licence et le bruit des armes, il y avait dans les mœurs du temps un ferment d'enthousiasme favorable à la poésie, et dans les grandes actions du protecteur un éclat et une sorte de prodige qui pouvaient la séduire et l'inspirer. Mais on est assez surpris de trouver, dans les recueils du temps, des vers à la louange de Cromwell, composés par le sage Locke, si longtemps le maître de la philosophie moderne. Cromwell combla Waller de ses faveurs. Une autre poëte célèbre, Cowley, tout à la fois l'un des corrupteurs et l'un des premiers maîtres de la poésie anglaise, ne reçut de Cromwell que des persécutions, qu'il mérita par son courage. Lié par reconnaissance à la cause des Stuarts, Cowley avait suivi la reine Henriette en France, et pendant la dernière année de la guerre civile, il avait été l'intime confident [1] de toute la correspondance pour les intérêts de la cause royale. De retour en Angleterre, vers l'année 1656, il excita la défiance du protecteur, qui le fit arrêter, et ne le laissa sortir de prison que sur une caution de mille livres sterling fournies par un de ses amis. Aigri par ce traitement, Cowley n'a pas ménagé la mémoire du protecteur; mais il semble que son imagination éblouie ait trompé sa haine ; et les traits dont il a peint Cromwell dans une fiction assez bizarre [2], où il se représente lui-même conversant avec le *mauvais génie* de cet homme extraordinaire, défigurent moins sa grandeur qu'ils ne servent à lui donner de l'éclat et de l'originalité.

Un autre poëte éprouva la sévérité du protecteur : c'était Davenant, qui, dans la guerre civile, avait combattu pour la cause royale, et qui faisait des comédies, deux crimes à peu près également irrémissibles aux yeux des républicains rigides. Ayant suivi la reine Henriette en France, le malheur et

[1] Miscellanea aulica, p. 150, etc.
[2] Cowley's Works, v. II, p. 624.

l'oisiveté le déterminèrent à tenter une expédition de commerce en Virginie; son navire fut pris par les vaisseaux de la république; il resta longtemps prisonnier dans la Tour de Londres, et n'en serait sorti que pour paraître devant la haute cour [1], sans l'appui fraternel de Milton [2], qui s'intéressa pour un poëte.

Une ordonnance sévère, et l'esprit du temps, plus rigoureux que la loi, supprimaient tous les théâtres, et défendaient toute composition dramatique, comme une œuvre profane et impie. La scène était interdite même au génie de Shakspeare, et cette circonstance explique l'interruption que l'on trouve dans la gloire de ce grand poëte, à une époque encore voisine de celle où il avait vécu, et dans un temps qui semblait si bien assorti à la sombre énergie de ses ouvrages. Mais se figure-t-on l'élévation sanglante de Macbeth, et le spectre qui le poursuit, représentés devant Cromwell, ou la résistance hypocrite de César étalée sur la scène, tandis que le protecteur hésitait à prendre la couronne?

Les pièces de Davenant n'auraient pas été si redoutables pour le protecteur; mais tel était l'esprit du temps, que la publication même d'un opéra de ce poëte parut un scandale. « M. Davenant, dit Whitelocke, vient de faire imprimer son « opéra, malgré la délicatesse scrupuleuse du temps [3]. » Après avoir langui sous ce règne, si peu favorable aux pièces de théâtre, Davenant, à l'époque de la restauration, eut le bonheur de sauver à son tour Milton, auquel il devait la vie.

Cependant le protecteur, victorieux et tout-puissant, était livré aux contrariétés les plus cruelles dans son administration et dans sa famille. Après tant d'épreuves infructueuses, il avait perdu l'espérance de former un parlement docile, et il n'avait pas la force de supprimer cette institution si chérie de l'Angleterre. Ses guerres, ses flottes, ses intrigues, consumaient des sommes immenses, et exigeaient des sacrifices

[1] Whitelocke's Memorials, p. 448.
[2] A Life of Milton, p. 230.
[3] Whitelocke's Memorials, p. 639.

auxquels il ne pouvait suffire sans de nouveaux subsides ; et cette nécessité lui ramenait un parlement. Il avait élevé les impôts à plus de deux millions de livres sterling, charge exorbitante dans la proportion alors si modérée des taxes publiques en Europe. Le commerce anglais, malgré les efforts du protecteur pour le soutenir, avait éprouvé beaucoup de désastres. Ce grand et hardi monopole, établi par l'acte de navigation, n'avait encore produit que la guerre ; et cette guerre, lors même qu'elle illustrait les flottes du protecteur, et qu'elle alimentait son trésor, avait ruiné beaucoup de fortunes particulières. Pendant quatre années d'hostilités maritimes, douze cents navires de commerce anglais avaient été pris par les flottes espagnoles. La dette du gouvernement était énorme, et l'état encore imparfait de l'industrie, l'ignorance de tout crédit public, ne laissaient aucune espérance de payer cette dette, ni surtout de l'augmenter. La correspondance du protecteur est pleine de ses embarras à cet égard. On le voit réduit à demander des secours à la ville de Londres, ou sans cesse occupé de négocier de petits emprunts avec les hommes à argent, comme il les appelle, puissance alors ignorée de l'Angleterre. « Nous sommes, écrivait Thurloe [1], dans une « telle position pour l'argent, qu'il nous faut aller mendier « auprès des aldermen cinq ou six mille livres sterling pour « envoyer à Dunkerque, et j'ai peur que nous ne soyons « refusés. »

Dans cette pénurie, chaque jour plus étroite, le protecteur, sans compter tant de dépenses extraordinaires, avait à soutenir cette armée qu'il gardait près de Londres, et sur laquelle reposait sa puissance. En butte à la haine de tous les partis et de toutes les sectes, abhorré par les républicains qu'il opprimait, par les ambitieux dont il avait détruit l'espérance, par les fanatiques qui s'apercevaient enfin d'une si longue dérision, entouré de plaintes et de résistances, il n'avait pour appui que cette armée exigeante et factieuse, qui se regardait elle-même

[1] Thurloe's State papers, v. VII, p. 295.

comme déchue de la part qu'elle avait longtemps prise dans le pouvoir civil. Voilà sans doute les considérations qui faisaient dire à un écrivain [1], d'ailleurs ennemi des Stuarts, que Cromwell était au bout de ses artifices, et que, s'il avait plus longtemps vécu, il n'aurait pu conserver sa puissance. Il est toujours trop facile et trop hasardeux de faire de semblables conjectures, et l'on ne saurait calculer ce que pouvait un homme de génie pour maintenir ce qu'il avait violemment assemblé, surtout lorsqu'on voit qu'en dépit de leurs mécontentements et de leurs saillies d'indépendance, les généraux se sentaient toujours liés à sa cause, et revenaient à lui en se plaignant de son pouvoir.

Cependant les symptômes du changement qui devait éclater après lui se manifestaient déjà de toute part; il avait tellement vaincu la révolution, que seul il arrêtait le retour de la royauté. La violence de son gouvernement avait repoussé vers Charles II, non-seulement les presbytériens, qui, dans l'origine, ne voulaient qu'une réforme et un partage dans l'autorité royale, mais les sectes même les plus enivrées de la démocratie évangélique. Charles reçut des hommes de la cinquième monarchie plusieurs adresses où tous ces rêves d'une liberté indéfinie, toutes ces espérances de la royauté de Jésus-Christ se réduisaient au renversement du protectorat et au rappel de l'ancienne monarchie. La secte presbytérienne, que le protecteur devait d'autant plus haïr qu'il l'avait dépouillée; cette secte, dont *il se vantait d'avoir courbé l'orgueil*, revenue de ses illusions, offrait à Charles un secours plus sûr, et formait, avec les anciens royalistes, une plus redoutable alliance. Une des circonstances qui marqua le mieux cette alliance, et qui devait le plus inquiéter le protecteur, ce fut le mariage de la fille de lord Fairfax avec le duc de Buckingham, à l'époque même où il était menacé d'une arrestation arbitraire. C'est une anecdote remarquable que l'entrevue de Cromwell avec l'ancien général de la république, après plusieurs années

[1] Burnet's History of his own time, v. I, p. 91.

d'éloignement, et sur une scène si nouvelle. Fairfax venait demander au protecteur de ne point envoyer à l'île de Jersey le duc de Buckingham, son gendre. Cromwell voulut reprendre avec Fairfax le langage et les souvenirs des premières années de la révolution. Il affecta le ton de la franchise et de l'amitié; il lui conseilla [1] « de faire maintenant ce qu'il aurait « fait autrefois; de se rapprocher de ses anciens amis, de ceux « qui avaient traversé à côté de lui toutes les guerres, de ne « pas prêter l'oreille à ceux qui, au contraire, l'avaient poussé « à cette extrémité, et de les regarder plutôt comme les ennemis de sa gloire et de son intérêt. » Mais les intérêts avaient changé, et la gloire n'était plus la même pour Fairfax, humilié par la présence d'un maître. Fairfax défendit la nouvelle famille, la nouvelle cause qu'il avait adoptées, et ils se séparèrent, sans pouvoir désormais s'entendre ni se tromper.

Le protecteur ajourna l'ordre d'arrêter Buckingham, et ne s'en souvint qu'au moment où sa santé défaillante le rendit plus sévère et plus soupçonneux. Ces emprisonnements arbitraires n'étaient pas aussi nombreux que pourrait le faire supposer l'exercice d'un pouvoir tyrannique et toujours menacé. Dans la dernière année du protectorat [2], les registres de la Tour de Londres portaient les noms de vingt-cinq prisonniers, parmi lesquels on peut remarquer l'ancien évêque de l'île d'Ely, dont la captivité durait depuis seize ans. Cependant c'était alors que les soupçons et les alarmes du protecteur paraissaient portés à l'excès. Les flatteurs ne manquaient pas pour les augmenter encore. Whitelocke cite à cet égard un exemple qui prouve que l'âme de Cromwell ne recevait pas toujours les craintes qu'on voulait lui inspirer. Un envoyé de Christine étant venu de Rome avec une lettre pour parler au protecteur, quelques membres du conseil affectèrent de craindre que cet étranger, venu de l'Italie, contrée fameuse dans l'art des poisons, ne menaçât les jours du protecteur par sa

[1] Thurloe's State papers, v. VI, p. 580.
[2] *Ibid.*, v. VII, p. 599.

seule approche. Cromwell rit beaucoup de ce zèle extrême, et il reçut en tiers avec Whitelocke le dangereux messager [1], qui n'avait d'autre mission que de justifier, au nom de Christine, le meurtre de Monaldeschi, dont la nouvelle faisait alors l'étonnement et le scandale de l'Europe.

On peut remarquer, au reste, que la vie du protecteur, qui semblait si généralement attaquée, ne fut jamais menacée par une tentative réelle. De tant de complots, de tant de projets d'assassinat, aucun ne vint jusqu'à une entreprise directe sur sa personne; mais s'il prévenait tout par sa vigilance, ou s'il échappait à tout par son heureuse fortune, il est un degré d'effort et de fatigue auquel la nature humaine succombait en lui. Dans un âge voisin de la vieillesse, le protecteur pliait sous le poids des affaires et des inquiétudes. Ce rôle si pénible, et joué si longtemps, avait usé ses forces : la vigueur de son tempérament était épuisée, et les tourments de son âme s'augmentaient avec sa langueur.

Menacé par de continuels complots, effrayé de vivre au milieu des haines innombrables qu'il avait soulevées contre lui, épouvanté du prix immense que l'on pouvait attacher à sa mort, redoutant la main d'un ami, le glaive d'un émissaire de Charles ou d'un fanatique, il portait sous ses vêtements une cuirasse, des pistolets, des poignards; n'habitait pas deux jours de suite la même chambre, craignait ses propres gardes, s'alarmait de la solitude, sortait rarement, par de brusques apparitions, au milieu d'une escorte nombreuse; changeait et mêlait [2] sa route; et, dans la précipitation de ses voyages, portait quelque chose d'inquiet, d'irrégulier, d'inattendu, comme s'il avait toujours eu à déconcerter un plan de conspiration, ou à détourner le bras d'un assassin.

[1] Whitelocke's Memorials, p. 647.

[2] *Elenchus motuum nuperorum*, p. 345.

LIVRE ONZIÈME.

Mort de lady Cleypole. — Maladie du protecteur. — Détails sur ses derniers moments. — Son caractère. — Son fils Richard lui succède. — Funérailles de Cromwell. — Convocation d'un nouveau parlement. — Mécontentement des officiers. — Formation d'un conseil militaire. — Richard est forcé d'abdiquer, après avoir dissous le parlement qu'il avait assemblé. — Les officiers rétablissent le long parlement. — Entreprise du chevalier Booth, chef royaliste. — Le parlement envoie contre lui le lieutenant général Lambert, qui le fait prisonnier, mais qui menace à son tour le parlement. — Situation de Charles II; ses projets sur l'Angleterre. — Traité des Pyrénées. — Lambert est destitué, et vient chasser le parlement. — Formation d'un nouveau conseil militaire. — Politique de Monk, gouverneur d'Écosse. — Le long parlement est rétabli sous ses auspices. — Monk arrive à Londres avec son armée. Il fait rentrer dans le parlement les membres presbytériens anciennement exclus. — Insurrection de Lambert au nom de la république. — Sa défaite. — Le long parlement se dissout. — Formation d'une nouvelle assemblée. — Rétablissement de la monarchie.

Depuis la dernière dissolution du parlement, qui avait rompu pour Cromwell toute espérance de s'appuyer sur le pouvoir civil, ses craintes et ses inquiétudes semblaient augmenter. On s'étonnera peut-être de trouver les douleurs domestiques et les pertes de l'amitié parmi les causes qui abrégèrent la vie du protecteur; mais l'ambition, même capable de crime, peut laisser une place aux sentiments naturels, et dans l'hypocrisie de Cromwell, il y avait d'ailleurs une grande force d'imagination qui le rendait accessible aux profonds chagrins. Tous les historiens attestent qu'il fut singulièrement frappé de la mort du comte Warwick, son ancien ami.

La maladie de lady Cleypole l'obligea de se retirer près d'elle à Hampton-Court. On dit que cette jeune femme mourant avec le regret de n'avoir pu sauver la vie au docteur Hewet, dans ses derniers entretiens avec son père, ne lui épargna point de cruels reproches, que sa mort prochaine rendait plus déchirants. Pendant la longue agonie de sa fille (c'était un mois après la conquête de Dunkerque), Cromwell parut accablé de douleur, indifférent aux affaires, découragé de toute ambition et de tout soin. Il ne voulut pas s'éloigner d'elle, et consentit à peine à recevoir à Hampton-Court l'ambassadeur de Hollande, dont il abrégea l'audience en se plaignant de n'être pas bien[1]. La perte de lady Cleypole vint aggraver cette langueur : elle mourut le 7 août. Cromwell dans sa vive douleur ne voulut pas cependant s'éloigner d'Hampton-Court. Ayant cherché à dissiper, par les secours de la médecine, une éruption d'humeur qui le tourmentait depuis quelque temps, il fut saisi d'une fièvre dangereuse. Les médecins, jugeant que l'air de Hampton-Court ne lui était pas favorable, le firent transporter à White-Hall.

C'est un curieux spectacle de considérer, aux approches de la mort, dans ces derniers moments de franchise et de faiblesse, un homme dont l'hypocrisie se confondait si bien avec l'enthousiasme. Il ne paraît pas qu'il se soit démenti, ni qu'il ait laissé douter la foi de ceux qui l'entouraient. Suivant le récit de Fleetwood, espèce de séide indocile qui croyait en Cromwell, et détestait son joug, le protecteur, dès les premiers jours de sa maladie, éprouva des révélations, et reçut de Dieu l'assurance de *guérir* et de *devenir encore utile,* ce que Fleetwood interprétait comme la promesse d'une conversion favorable à la liberté. L'inquiète activité de Cromwell le suivait au milieu des approches de la mort : Ludlow, venu à Londres pour un intérêt de famille, ayant passé sur la place de White-Hall, le protecteur fut averti et effrayé de ce voyage. Il chargea sur-le-champ Fleetwood de l'interroger. Fleetwood

[1] Thurloe's State papers, v. VII, p. 299.

manda Ludlow[1], qui, soupçonné de vouloir exciter des désordres, protesta qu'il ignorait le danger du protecteur, et même que, dans la situation présente, il était loin de désirer sa perte. Fleetwood lui avoua que le protecteur avait été dans un grand péril, et ajouta que maintenant il le croyait sauvé. C'était l'espérance de tout le palais, et surtout d'une foule de fanatiques qui se répandaient en prières. Goodwin, l'un des chapelains du protecteur, répétait[2] : « Seigneur, nous ne te « demandons pas sa guérison, car elle nous est accordée ; « nous te demandons qu'il guérisse promptement. »

Thurloe, d'un esprit plus froid, et qui s'occupait de l'avenir, dans les lettres qu'il adressait chaque jour à Henri Cromwell, paraît se confier entièrement à la force des prières et à la miséricorde de Dieu. « Les médecins, dit-il, espèrent encore qu'il « pourra surmonter le mal, bien que leur espérance soit « mêlée de beaucoup de crainte. Mais nous avons lieu de pla- « cer notre espérance en Dieu, et d'attendre miséricorde de sa « part. Les saints sont excités à prier pour le protecteur. « Jamais il n'y eut pour aucun homme une aussi grande abon- « dance de prières. »

Cependant la violence des crises et l'abattement du protecteur s'accroissaient chaque jour; et Thurloe, malgré sa pieuse confiance, sentit qu'il était temps d'assurer le choix d'un successeur. Cromwell, le jour même de l'inauguration du protectorat[3], avait écrit sa volonté à cet égard, dans un testament qui était resté dans ses mains, et qui, d'après la suscription, devait être remis au secrétaire d'État.

Au moment qu'il tomba malade à Hampton-Court, son premier soin fut d'envoyer chercher à White-Hall, dans le lieu qu'il désigna, ce papier, que l'on ne trouva plus. Dans le peu de jours qui suivirent, personne n'osa lui en parler. Le 30 août, il en parla lui-même, et sa faiblesse ne lui permit pas d'achever. Le même jour et le lendemain, les officiers se réu-

[1] Ludlow's Memoirs, v. II, p. 610.
[2] The parliamentary History, v. XXI, p. 224.
[3] Thurloe's State papers, v. VII, p. 364.

nirent dans la maison de Fleetwood ; et telle était l'habitude du fanatisme, ou l'ascendant du nom de Cromwell, qu'ils se bornèrent à prier et à chercher le Seigneur. On peut croire que parmi les partisans du protectorat, beaucoup de vœux étaient pour Henri Cromwell, dont le caractère et le talent promettaient quelque appui. Lord Falconbridge, gendre de Cromwell, s'en explique dans une lettre à Henri Cromwell, et lui offre d'engager dans son parti Lockart et la garnison de Dunkerque.

Cependant Cromwell, en proie à une fièvre ardente, touchait à sa fin. Les paroles qu'il laissait échapper étaient toutes religieuses ; mais plutôt d'un médiateur qui prie pour son peuple, que d'un pécheur humilié. « O Dieu, disait-il, si je « souhaite vivre, c'est pour montrer ta gloire et manifester « tes œuvres. Seigneur, quoique je sois une misérable créa- « ture, je suis en traité avec toi par le secours de la grâce. « Beaucoup m'ont trop estimé, quoique d'autres désirent ma « mort ; mais, Seigneur, tu as disposé de moi : continue de « faire ce qui est bien pour eux. » Dans ce moment, il appela un de ses chapelains, et lui demanda si une âme qui avait été en état de grâce pouvait douter de son salut : ce chapelain l'ayant assuré qu'elle ne le pouvait pas, alors il dit : « Je suis « sauvé, car je suis bien sûr d'avoir été en état de grâce. » Après quatorze jours de maladie, le protecteur expira, dans sa cinquante-huitième année, le 3 septembre, anniversaire de ses grandes victoires de Worcester et de Dumbar. La nuit précédente, Londres avait été battue par une horrible tempête, qui s'étendit sur la Méditerranée, et ravagea les côtes de France et d'Espagne. La superstition populaire interpréta ce désastre comme un signal de la mort du protecteur, annoncée le même jour, ainsi que l'avénement de Richard.

Les imaginations étaient tellement préoccupées de la puissance et du nom de Cromwell, qu'au moment où cette nouvelle se répandit dans le palais de Whitehall, qui était rempli de fanatiques en prières, un chapelain se leva, et s'adressant à la foule consternée : « C'est une heureuse nouvelle, s'écria-

« t-il. Puisque le protecteur était si utile et si secourable dans « cette vie mortelle, combien ne le sera-t-il pas davantage « dans le ciel, où il est assis avec Jésus-Christ, à la droite de « Dieu! »

Mais ce qui doit paraître plus extraordinaire que ce fanatisme, ou cette hypocrisie de profession, c'est l'enthousiasme sérieux et irrécusable de Thurloe, écrivant à Henri Cromwell: « Le protecteur est mort hier, environ à quatre heures du « soir. Je n'ai la force ni de parler ni d'écrire, tant ce coup « est cruel, inattendu; tant la providence de Dieu est incon- « cevable en cela! Si l'on considère l'homme qui est mort, « l'époque, le moment où Dieu l'a retiré, et d'autres circon- « stances, il ne me reste qu'à mettre mes lèvres dans la pous- « sière, et à dire : Voilà le Seigneur!

« On ne peut exprimer l'affliction de l'armée et du peuple. « Son nom est déjà consacré. Jamais homme n'a été l'objet « d'autant de prières qu'on en a fait pendant sa maladie. Des « assemblées solennelles se réunissaient chaque jour pour « demander à Dieu la continuation de sa vie; de sorte qu'il « est monté au ciel, embaumé dans les larmes de son peuple, « et porté sur les ailes de la prière des saints. »

Un vieux confident de Cromwell, un vieux ministre d'État, parlant ainsi dans un moment où ce langage mystique est superflu, et semble repoussé par la vérité même de la douleur et des regrets! Thurloe, devait-il croire à la sainteté de Cromwell? Pouvait-il attribuer tant de vertu à la prière de ces fanatiques imbéciles si souvent trompés par son maître et par lui? ou faut-il supposer que l'ascendant de Cromwell, les habitudes de son langage agissaient sur l'homme même qui connaissait le mieux sa politique? Et n'était-ce pas ici une espèce d'hypocrisie involontaire et contagieuse que l'on gagnait en approchant de Cromwell? Toutes les puissances extraordinaires ont ainsi fasciné les yeux de leurs admirateurs; et suivant la diversité des temps, elles forment autour d'elles un prestige d'opinions, de langage, et pour ainsi dire un nouvel ordre moral, que l'ambition, la flatterie et je ne sais quelle

passion mêlée d'orgueil et de servilité tout ensemble, adoptent sans y croire, mais sans s'avouer qu'elles n'y croient pas. Il y a d'ailleurs dans la faveur, dans la confidence du pouvoir, une sorte d'enivrement qui séduit jusqu'à la conscience, et qui fait encore plus de dupes que d'hypocrites.

La fortune extraordinaire de Cromwell justifiait cette longue illusion, qui fut le caractère principal de son autorité. D'une condition obscure, être parvenu à la puissance souveraine; du milieu de tant de sectes furieuses, s'être élancé à la première place porté sur tous les partis, et les brisant à mesure que chacun d'eux devenait inutile, c'étaient là sans doute des faits prodigieux qui devaient frapper les âmes de surprise, aveugler les plus clairvoyants et mêler partout l'admiration à la haine. Ce qu'il y eut de plus remarquable dans cette destinée, c'est qu'un même homme ait pu l'accomplir.

Il semble qu'un seul homme ne suffise pas aux diverses époques d'une révolution : elles ont chacune leurs héros qui se remplacent et se pressent l'un l'autre. Cromwell paraît partout et fixe d'abord les regards. Il ne survient pas à la fin pour profiter de la lassitude commune, et recueillir l'héritage de la république mourante. Seul et remplissant toutes les époques, il voit naître la révolution, il la seconde, il la suit, la termine et la réduit à l'unité de son pouvoir. Les désavantages personnels, qui n'arrêtèrent pas son élévation, n'étonnent pas moins que les grandes qualités qu'il déploya pour y parvenir. Cet homme, qui domina par les armes et la parole, n'avait point fait la guerre jusqu'à l'âge de quarante-deux ans, et semblait incapable de séduire et dépourvu de tout moyen d'éloquence. Mais, comme s'il eût caché en lui des forces et des idées pour toutes les chances de sa fortune, il parut successivement théologien, capitaine, politique, législateur, souverain, développant chaque fois le talent ou le vice dont il avait besoin. Il éleva le patriotisme de sa nation, l'opprima par sa gloire même, et la fit respecter au dehors pour mieux la subjuguer. Il exigeait pour ses ambassadeurs plus d'égards qu'aucune cour n'en avait jamais accordé aux

ambassadeurs des rois d'Angleterre. C'était sa politique, et flattant ainsi la souveraineté chimérique de ce peuple dont il avait détruit la liberté, il disait [1] « que la dignité de la cou-« ronne appartenait à la nation, et que la nation étant tou-« jours la même, il voulait que ses ministres fussent honorés « comme ceux des rois. » Son langage et ses sentiments grandirent avec sa fortune. La bassesse habituelle de ses manières fut remplacée par la hauteur et la gravité d'un maître. Un gentilhomme royaliste, qui avait remarqué la familiarité abjecte et l'habillement négligé de Cromwell, à sa première entrée dans le parlement, écrivait quelques années après : « Je vécus assez [2] pour voir ce même homme, à la suite « de grands succès, maître d'un pouvoir réel quoique usurpé, « ayant pris un plus habile tailleur, et s'étant mêlé à la bonne « compagnie, représenter à White-Hall avec beaucoup de « politesse et de grandeur. » Cette dignité qui vient ou qui paraît venir avec la puissance était sujette dans Cromwell à des retours bizarres.

Surchargé de tant de soins, le protecteur, naturellement triste et sévère, se livrait quelquefois à des saillies d'une humeur triviale et bouffonne, comme s'il eût méprisé sa propre fortune autant qu'il méprisait les hommes. « Il plaisantait « avec nos souffrances [3], dit énergiquement Cowley, et il « aimait à dire ou à faire des choses fantasques et déraison-« nables, ne fût-ce que pour montrer qu'il avait le pouvoir de « tout dire et de tout faire. »

Les plus rigoureux censeurs [4], les ennemis même de Cromwell ne lui ont pas refusé un grand esprit, une admirable prudence et la plus intrépide fermeté ; mais, après l'audace, le plus puissant ressort de son élévation fut la connaissance

[1] Burnet's History of his own time, v. I, p. 126.

[2] Warwick's Memoirs, p. 147.

[3] This man was wanton and merry with our sufferings ; he loved to say and to do senseless and fantastical things, only to shew his power of doing or saying any thing. Cowley's Works, v. II, p. 663.

[4] Clarendon's History, p. 697.

des hommes et de l'esprit de son temps. Cette pénétration, qui lui apprit ce qu'il pouvait espérer du fanatisme, explique son hypocrisie que l'histoire atteste, et qu'on ne saurait mettre en doute sans ôter quelque chose à l'idée de son génie ; car les hommes verront toujours moins de grandeur dans un fanatique de bonne foi que dans un ambitieux qui fait des enthousiastes. Cromwell mena les hommes par la prise qu'ils lui donnaient sur eux. L'ambition seule lui inspira des crimes, qu'il fit exécuter par le fanatisme des autres. Dans tout ce qui ne touchait pas à sa puissance, l'esprit généralement moral de son siècle le rendit équitable. La supériorité de sa raison lui permit rarement d'être persécuteur ; il ne se vengea d'aucun rival ni d'aucun ennemi, satisfait de les dominer tous. Ses mœurs privées étaient pures et sévères ; sa courte domination porta l'Angleterre au plus haut point de grandeur où elle soit parvenue avant de jouir de toute sa constitution ; et il n'y a que la liberté qui lui ait été plus favorable que cet odieux despote. La force de son génie se montre dans l'impuissance même où il fut d'établir solidement une domination, qu'il garda cependant jusqu'à sa dernière heure, inébranlable dans une autorité toujours combattue, et si puissant qu'après lui son nom régna quelque temps sous la faiblesse de Richard. Plusieurs écrivains anglais [1] ont prodigué à Cromwell des éloges excessifs que la morale repousse. On reprochera toujours à sa mémoire deux grands crimes qui s'aggravent encore l'un par l'autre : le régicide et la tyrannie.

Le lendemain de la mort de Cromwell, les places publiques retentirent de la proclamation de Richard Cromwell, reconnu protecteur de la république d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, par le choix du dernier protecteur, au nom du conseil d'État du lord maire, des citoyens de Londres et des officiers de l'armée.

La déclaration était signée par vingt-neuf membres du conseil, seul pouvoir que Cromwell eût pu souffrir, et réunion

[1] A critical Review of the life of Cromwell, p. 230.

composée d'hommes vieillis dans les affaires, et de généraux chers à l'armée. On renouvela le cérémonial de l'installation de Cromwell. Le lord maire présenta l'épée au nouveau protecteur; le docteur Goodwin prononça les bénédictions et les prières; le commissaire du sceau reçut le serment; les adresses, les félicitations arrivèrent de toutes parts; et Richard, sans effort, presque sans volonté, se trouva souverain en apparence par l'avis de tout le monde.

Ce n'était pas que les républicains et les royalistes ne se fussent hâtés de fonder des espérances sur la mort tant désirée de Cromwell. Mais, comme par tout pays où la liberté a été longtemps détruite, il n'y avait alors de puissance et d'union que dans l'armée; et cette armée, corrompue par un long oubli des droits populaires, également gâtée par son ancien pouvoir et sa récente servitude, ne trouva rien de plus simple que de maintenir le fils de son général. Les officiers se flattèrent de rentrer dans le gouvernement civil, à la faveur de l'inexpérience et de la faiblesse du nouveau protecteur. Fleetwood et Desborough qui siégeaient dans le conseil, et conservaient une grande autorité sur l'armée, pensèrent qu'ils domineraient sans peine un jeune homme timide. Thurloe et les autres légistes qui travaillaient sous les ordres de Cromwell crurent qu'ils allaient régner, et, de même que les grands talents de Cromwell avaient fait taire toutes les jalousies et toutes les haines, l'incapacité de Richard mit un moment toutes les ambitions d'accord pour son élévation.

Un des premiers soins de Richard et de son conseil fut d'ordonner avec une grande magnificence les funérailles du dernier protecteur. On choisit une commission pour cet objet. On fit de grandes et curieuses recherches, on feuilleta les livres [1]; on consulta le maître de la garde-robe de l'ancienne monarchie, et d'après son avis, on prit pour modèle, par une rencontre assez bizarre, le cérémonial funèbre [2] qui s'était

[1] Ludlow's Memoirs, v. II, p. 614.
[2] The parliamentary History, v. XI, p. 239.

pratiqué à la mort du plus intolérant des rois catholiques. Le héros de l'indépendance fut enterré comme Philippe II, avec toute cette pompe papiste que les réformateurs proscrivaient sous le nom d'idolâtrie. Son corps, qu'ils avaient embaumé dès le premier jour, étant transporté à l'hôtel de *Somerset*, resta deux mois exposé dans un appartement tendu de noir et éclairé de mille flambeaux. Trois salles successives étaient remplies des signes et des décorations du protectorat. La quatrième, ornée d'un deuil plus magnifique, et entièrement tapissée de velours noir, renfermait le corps de Cromwell et son effigie. C'était une figure en cire couchée sur un lit de velours noir vêtue d'or et d'hermine, ayant l'épée au côté et tenant d'une main un sceptre et de l'autre un globe. Les extrémités du lit étaient ornées d'écussons et de trophées militaires.

Au pied, on lisait en anglais cette inscription, qui rappelle les grandes époques de la vie de Cromwell, et les principaux détails de sa famille :

OLIVIER CROMWELL,

LORD PROTECTEUR D'ANGLETERRE, D'ÉCOSSE ET D'IRLANDE,
NÉ A HUNTINGDON,
DU NOM DE WILLIAMS DE GLAMORGANS,
CHANGÉ PAR LE ROI HENRI VIII AU NOM DE CROMWELL,

Fut élevé à Cambridge, ensuite à l'école de Lincoln ; au commencement des guerres, capitaine d'une compagnie de chevaux levés à ses dépens, et fait par le parlement commandant en chef. Il réduisit l'Irlande et le pays de Galles, renversa l'armée du duc Hamilton, l'armée de l'Église à Dumbar, réduisit toute l'Écosse, défit l'armée de Charles Stuart à Worcester.

Il avait deux fils, LORD RICHARD, protecteur à la place de son père;
LORD HENRI, maintenant lord-lieutenant d'Irlande;

Et quatre filles, LADY BRIGET, mariée d'abord à lord Ireton, ensuite au lieutenant général Fleetwood;
LADY ÉLISABETH, mariée à lord Cleypole;
LADY MARIE, mariée au lord Falconbridge;

Lady Francis, mariée à l'honorable Robert Rich, petit-fils du très-honorable comte de Warwick.

Il fut déclaré lord protecteur d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, le 16 décembre 1653.

Il mourut le 3 septembre 1658, après une maladie de quatorze jours, d'une fièvre, avec grande assurance et sérénité d'âme en paix, dans son lit.

Né le 15 avril 1599.

Dunkerque en Flandres se rendit à lui le 20 juin 1658.

Après un assez long intervalle, l'effigie fut placée debout sur une estrade, dans tout l'appareil du pouvoir souverain, à la lumière resplendissante d'un nombre prodigieux de flambeaux, comme pour figurer le passage du purgatoire en paradis. Du moins ce spectacle et cette imitation de pompes catholiques furent ainsi expliqués par les indépendants, qui s'en moquèrent beaucoup, et couvrirent de boue les armoiries du protecteur, mises sur la porte de l'hôtel de Somerset.

Le 23 novembre, la cérémonie des funérailles fut enfin célébrée : c'est-à-dire l'effigie de Cromwell (car il n'est plus parlé du corps) fut déposée dans un magnifique cercueil, et portée par dix gentilshommes du palais jusqu'au char funèbre, où deux gentilshommes de la chambre se placèrent à l'une et l'autre extrémité du cercueil. Plusieurs personnages de distinction soutenaient, des deux côtés du char, le crêpe qui le couvrait. Les rues étaient bordées par de longues files de soldats, portant des branches de cyprès dans leurs enseignes. Après le maréchal du palais, qui dirigeait la marche, venaient les pauvres de Westminster, en deuil et poussant des cris. Le cortége était immense; il se composait des officiers de la flotte et de l'armée, des juges, du lord maire, des personnes alliées au protecteur, des membres de la nouvelle chambre des lords, des ministres étrangers, des commissaires du sceau, des commissaires de la trésorerie, des lords du conseil privé. Huit

officiers de l'armée portaient diverses parties de l'armure du protecteur. Son cheval était conduit par lord Cleypole.

Lorsque le cortége fut arrivé à Westminster, les dix gentilshommes du palais portèrent le cercueil dans la chapelle de Henri VII, et le placèrent dans une tombe, où il resta encore quelque temps exposé à la vue.

Ce détail et beaucoup d'autres particularités sur la translation de l'effigie du protecteur ont fait supposer que son corps, qui ne paraît pas dans toute la pompe funèbre, ne fut réellement pas enseveli à Westminster.

Les insultes que, suivant quelques récits, Cromwell mourant paraissait redouter pour sa cendre, favorisaient à cet égard toutes les conjectures. L'événement, qui justifia cette crainte, fit désirer ensuite à ses admirateurs que la haine se fût trompée dans une si misérable vengeance. Les anecdotes et les fausses traditions se multiplièrent. On assurait que son corps avait été jeté dans la Tamise. On racontait que, dans ses derniers moments, interrogé sur la sépulture qu'il voulait choisir, il désigna l'endroit où il avait obtenu la plus grande victoire, et la place particulière où l'action avait été la plus vive, c'est à-dire un point du champ de bataille de Nazeby. Un régicide obscur que Cromwell avait fait lieutenant de la Tour, Barkstead, aurait, dit-on, reçu et exécuté cet ordre, qui dérobait les cendres de Cromwell aux insultes de l'avenir, en les cachant au lieu même de sa gloire. Une fable plus invraisemblable, ou plutôt une évidente absurdité, c'est le récit de quelques historiens, que le corps de Charles Ier, réservé d'une manière qu'on n'explique pas, fut substitué à celui de Cromwell dans la sépulture de Westminster, et subit plus tard les ignobles outrages par lesquels on croyait le venger.

Au reste, quelques mois après ces magnifiques, et, si l'on veut, trompeuses funérailles, on voit Richard Cromwell, qui les avait ordonnées avec tant de pompe, réduit à solliciter un ordre du parlement afin de n'être pas arrêté pour les dettes de l'enterrement de son père. Quelques mois encore, et telle est la révolution des choses, que Cromwell, cet homme qui

avait conquis et gardé tant de puissance, est poursuivi dans sa tombe. Un corps fut enlevé [1], sous son nom, de la chapelle de Henri VII, et pendu au gibet de Tyburn. J'ai lu dans un recueil la quittance incorrecte du pauvre ouvrier qui, pour seize schellings, exhuma les corps de Cromwell, d'Ireton et de Bradshaw.

Cependant Richard paraissait jouir d'une autorité paisible. Les félicitations et les serments de fidélité arrivaient de toutes les parties du royaume. L'Irlande était assurée par le zèle et la présence de Henri Cromwell; Monk gouvernait l'Écosse au nom du nouveau protecteur. Aucun changement ne s'annonçait dans la politique extérieure et dans la fortune de Charles. La France, le Portugal et la Hollande s'étaient empressés de reconnaître par leurs ambassadeurs le jeune Cromwell. Louis XIV, sous l'inspiration de Mazarin, avait écrit une lettre flatteuse à l'héritier de l'usurpateur dont sa cour portait le deuil.

Mazarin, à la première nouvelle de la mort de Cromwell, avait à tout hasard montré quelque respect à la reine Henriette, si longtemps négligée; mais, occupé de poursuivre les avantages de la guerre de Flandre, et d'en tirer un traité favorable, il paraissait entièrement détaché des intérêts de Charles; et ce jeune prince vit bientôt qu'il ne pouvait rien attendre que des troubles intérieurs de l'Angleterre, qui paraissait encore paisible et silencieuse.

Clarendon [2] suppose même que cette tranquillité de l'Angleterre et cette indifférence de l'Europe pouvaient se prolonger, si Richard n'avait pas lui-même agité les esprits par la convocation d'un parlement. Mais ce parlement était un danger nécessaire; et Richard, dans la nouveauté de sa puissance, ne pouvait éviter une épreuve que Cromwell redoutait si fort et qu'il avait toujours subie. Quelquefois on prend pour la cause du péril ce qui n'a servi qu'à le déclarer.

[1] Harris's Life of Cromwell, p. 542.

[2] Clarendon's History, p. 699.

Après une paisible possession de quatre mois, Richard ou plutôt son conseil[1], résolut de convoquer un parlement d'après la forme ancienne de l'élection, par les comtés, les villes et les petits bourgs, ce qui était moins favorable à la liberté que les élections de Cromwell. Mais, en dépit de l'influence que cet ancien système assurait au gouvernement, les noms célèbres de la république, Haslerig, Scott, Bradshaw, Henri Vanes, Ludlow, portés par une foule de suffrages, annoncèrent de dangereuses attaques.

L'autre chambre, créée par Cromwell, fut ce que pouvait être une pairie factice, qui n'osait en prendre le nom et qui blessait encore cet esprit d'égalité, que la république et le despotisme de Cromwell avaient également fortifié. A peine quarante membres se rassemblèrent-ils, tant cette assemblée croyait peu à son pouvoir en présence de l'élection populaire! Cependant Richard se rendit dans cette salle des lords, et y convoqua les communes pour faire l'ouverture du parlement, selon le cérémonial de l'ancienne prééminence.

Les premiers débats ramenèrent ces questions fondamentales qui avaient donné tant de peine à Cromwell, et que ne peut éviter tout pouvoir usurpé qui laisse délibérer sur ses droits. Mais enfin, soit que le zèle de la liberté se fût affaibli, soit que Thurloe et les autres légistes eussent habilement ménagé la chambre, toutes les questions se décidèrent en faveur du protectorat.

Après de longues et savantes discussions, Thurloe fit passer un acte portant reconnaissance de l'autorité du protecteur. Le parti de la cour, comme on l'appelait, réussit également à faire reconnaître l'existence de l'autre chambre, et ses rapports avec la chambre des communes; et Richard Cromwell semblait trouver un appui dans cette assemblée, si l'état des choses n'avait pas amené le triomphe de la force militaire, ce monotone et odieux dénoûment des révolutions.

Plusieurs années de servitude avaient changé les esprits.

[1] Whitelocke's Memorials, p. 676.

Une chambre des communes ne pouvait plus exercer ce grand crédit qu'avait eu et qu'avait perdu le long parlement. Pendant que les conseillers de Richard travaillaient à gagner la majorité de la chambre, et à réfuter les discours de quelques vieux indépendants, des intrigues plus décisives se tramaient ailleurs.

Les généraux qui avaient favorisé l'élévation du jeune protecteur furent bientôt mécontents de leur ouvrage. La faiblesse de Richard n'excluait pas une sorte de finesse qui lui fit chercher de préférence ses appuis parmi les hommes de l'administration civile. La douceur et la modération de son caractère s'accommodaient peu du fanatisme sauvage de Fleetwood. Il avait lui-même trop de bon sens pour être fanatique, et il n'était pas hypocrite. On cita de lui des paroles imprudentes et profanes qui scandalisaient tous les gens de piété. Ayant fait venir un officier qui s'était plaint de quelques promotions nouvelles, il lui avait demandé ironiquement s'il voulait qu'on n'avançât que les dévots. « Je vois ici, avait-il ajouté, « Ingolsby qui ne sait ni prier ni prêcher, et auquel je me « fierais cependant plus qu'à vous tous. » La maladie du fanatisme était encore trop générale et trop forte, pour que de telles paroles pussent tomber impunément. Cromwell avait souvent fait pendre quelques-uns de ces prédicateurs de régiment, dont le zèle l'importunait; mais son langage avait toujours été le même que celui du dernier fanatique de l'armée.

Richard, en qui rien ne parlait aux imaginations militaires, acheva de se perdre par ses apparences irréligieuses. « Depuis lors, dit gravement Ludlow, tous ceux qui se « piquaient tant soit peu de religion et de probité, commen- « cèrent à se croire en péril pendant qu'il gouvernerait. »

Sans doute on peut penser que d'autres intérêts se cachèrent sous ce prétexte, et s'armèrent de cette opinion. Richard avait laissé voir son aversion pour le joug militaire; il aurait voulu en délivrer le peuple, pour ne pas en être opprimé lui-même. Il le dit au colonel Hutchinson [1], l'un des zélateurs de

[1] Memoirs of the life of colonel Hutchinson, v. II, p. 218.

la liberté civile, et parut prêt à se jeter dans les bras des hommes de ce parti. Quelques républicains spéculèrent un moment sur son extrême faiblesse, et pensèrent à le conserver dans le protectorat ; mais cette faiblesse, lui ôtant tout dessein suivi, ne lui permettait pas même d'être l'instrument d'un parti ; car il faut vouloir pour obéir longtemps à la même influence. Il n'en fit pas assez pour lier à sa cause les amis de la liberté civile, et il irrita la faction militaire, jusque dans sa propre famille. Avant la réunion du parlement, son oncle Desborough s'était déjà séparé de lui, et s'était fait le chef de tous les officiers républicains, c'est-à-dire mécontents. Plus tard Fleetwood se réunit à Desborough, et sa maison de Wallingford devint le rendez-vous d'un parti nombreux, composé de beaucoup d'hommes qui avaient d'abord concouru à l'élévation de Richard.

Un assez grand nombre d'officiers indépendants, anciennement persécutés par Cromwell et repoussés par Richard, exprimaient encore plus librement leur haine pour le protectorat.

La réunion de ce parti avec la maison de Wallingfortd était inévitable et invincible. Dans ce péril, Richard consentit à la formation d'un conseil militaire, pour aviser aux intérêts de l'armée. C'étaient le renouvellement du second acte de la révolution, et le retour de cette concurrence inégale entre le pouvoir militaire et le pouvoir civil. Les officiers s'indignèrent de la lenteur des communes à leur assurer des subsides. Les communes voulurent supprimer une assemblée rivale, qui les menaçait. Richard défendit la réunion des officiers, d'après le vœu du parlement, qui lui conféra le titre de général ; et le lendemain, cédant aux menaces des officiers, il prononça la dissolution du parlement.

Lord Broghill, qui était l'un de ses plus intimes confidents, après avoir essayé de le maintenir contre les intrigues des généraux, prévoyant l'impossibilité d'un succès, qu'il désirait peu, lui avait conseillé d'appeler le peuple de Londres, fatigué du joug militaire, et de se déclarer pour le roi et un parlement libre. Mais, devant cette armée encore si fanati-

que, l'abnégation du pouvoir que l'on demandait à Richard n'aurait pas suffi pour faire réussir cette entreprise. Il aurait fallu sans doute une habileté qu'il n'avait pas, et qui ne s'accorde guère avec un pareil désintéressement; et si le jeune Cromwell avait eu assez de talent pour pouvoir ainsi choisir et diriger sa propre chute, probablement il ne serait pas tombé. Quelques officiers attachés à sa cause, Whalley, Goff, lui proposèrent d'autres projets plus convenables au fils de Cromwell. Le colonel Whalley lui offrit de tuer le général Lambert, réuni maintenant à Fleetwood, et plus dangereux. Richard ne prit aucune résolution; et se voyant en butte à ses parents, devenus ses plus implacables adversaires, sans appui dans l'armée, abandonné par ses propres gardes, n'intéressant personne, parce que personne n'en pouvait rien espérer, il attendit que Desborough, son oncle, vînt lui ordonner de dissoudre les chambres, sous la promesse qu'à cette condition les officiers auraient soin de lui. A ce dernier moment, Richard hésita beaucoup à souscrire un acte dont il voyait toutes les conséquences dans le ton impératif de la demande, et la promesse injurieuse qu'on y joignait. Il refusa longtemps, il chercha des subterfuges et des retards. Tant le plus indigne, ou le plus sage, a de peine à s'arracher du pouvoir! Il consentit enfin, intimidé par la violence de Desborough. Les communes averties refusèrent de se rendre à la chambre haute pour entendre la lecture de l'ordonnance. Mais les officiers la firent proclamer et exécuter, en mettant une garde dans la cour, et un cadenas à la porte de la chambre. Ainsi le parti militaire se retrouva de nouveau maître de tout, sans que personne parût prêt à recevoir cette autorité, qu'une armée ne peut prendre qu'au profit d'un despote. Quant à Richard, il tomba dès lors dans un tel mépris, qu'on le laissa quelque temps encore habiter à White-Hall, où il avait regné. La justice continua même de se rendre en son nom; et ce ne fut qu'après deux mois qu'on se ressouvint de lui demander l'inutile formalité de sa démission.

Henri Cromwell, habitué à la guerre, gouvernant l'Irlande

avec un pouvoir absolu, depuis plusieurs années, semblait présenter plus de résistance et d'obstacles. Son premier mouvement fut en effet de s'assurer des troupes et de tenter la fortune; mais dans un conseil qu'il réunit, les officiers [1] ayant refusé de s'engager à défendre sa cause avant de connaître ce que déciderait l'armée d'Angleterre, il ne fit aucune entreprise, et se laissa déchoir aussi obscurément que Richard. Il y a des talents et des courages subalternes qui, pouvant tout oser sous un maître, s'anéantissent devant l'occasion de prendre la première place. Henri déposa le commandement, et revint en Angleterre pour rendre compte à l'autorité qui se trouverait établie. La faction militaire, toute-puissante à Londres, se formait des hommes qui avaient servi Cromwell et dédaigné Richard, et de tous les républicains ardents, persécutés par Cromwell. Fleetwood et Desborough étaient unis à Vanes et à Ludlow. L'armée fut soumise à une épuration nouvelle; on écarta les officiers qui avaient montré quelque zèle pour Richard ; on rétablit dans leurs grades ceux qui, par leur importun fanatisme ou la constance de leurs opinions républicaines, s'étaient attiré la disgrâce de Cromwell. Lambert, qui n'était ni républicain ni fanatique, reprit le grade de major général, et donna carrière à toutes ses espérances ambitieuses. Personne cependant n'osait s'emparer du pouvoir, et cette anarchie militaire avait tellement besoin d'un maître, que les officiers s'accordèrent à rappeler le reste du long parlement, décimé tant de fois. Les républicains éclairés prévoyaient d'ailleurs que la chute de Richard pouvait amener le rétablissement de la monarchie ; et c'était contre elle qu'ils invoquaient l'ombre encore redoutable de cette assemblée. Ils sentaient que ce parlement était le génie même de la révolution, et qu'il faisait seul le salut de tous les hommes intéressés à la perpétuer par conscience ou par ambition.

Lambert et Ludlow, ces deux hommes si longtemps éloignés de toute la distance qui sépare l'ambition servile du fanatisme

[1] Thurloe's State papers, v. II, p. 455.

de liberté, vinrent trouver Lenthall, orateur du long parlement, pour lui persuader de réunir ce qui restait de cette assemblée. Le vieux Lenthall [1], fatigué de la révolution, et inquiet pour la pairie qu'il avait reçue de Cromwell, voulut différer, alléguant une affaire importante, et où il s'agissait du salut de son âme; excuse hypocrite qui cachait, dit-on, un secret engagement avec Richard, dont toutes les espérances n'était pas détruites, tant qu'aucune autorité ne régnait à sa place.

L'ardeur de Ludlow, de Vanes, d'Haslerig, l'emporta. Une quarantaine de députés se réunirent. Deux membres, arrêtés pour dettes, furent tirés de prison afin de grossir le nombre; ils vinrent prendre séance sous la garde, et au milieu des acclamations de ces mêmes officiers qui les avaient chassés avec tant d'outrages.

L'énergie du parlement reparut aussitôt. Les officiers les plus sincèrement républicains, Rich et Overton, furent rappelés. Ludlow et Haslerig, qui s'apercevaient que l'esprit militaire avait été corrompu par la servitude, reprirent les fonctions de colonels afin de donner l'exemple, et de surveiller eux-mêmes les dangereux alliés qu'ils appelaient à leur secours. Le parlement qui, tel qu'un souverain remis sur le trône, avait notifié à tous les ambassadeurs étrangers qu'il était rentré dans l'exercice de son autorité, ordonna que la justice serait désormais rendue au nom des conservateurs de la liberté anglaise, titre qu'il avait pris autrefois dans sa toute-puissance, et il s'occupa de remettre sous le joug civil cette armée dont il avait éprouvé la violence et les caprices par sa dispersion, et même par son rétablissement.

Mais ce n'était pas le compte d'un parti plus révolutionnaire que républicain, qui n'avait voulu détruire le protecteur qu'à demi, et ne rétablir le parlement que de nom, et qui s'attendait à régner par l'un ou par l'autre. Les assemblées de Wallingford se continuèrent, et toute leur fureur se tourna contre

[1] Ludlow's Memoirs, v. II, p. 649.

cet incorrigible parlement, qui prenait de bonne foi le pouvoir qu'on lui avait rendu, et se préparait à gouverner l'armée.

La chambre, empressée d'établir une forme de république, qu'elle regardait comme sa sauvegarde, déclara que la nation serait gouvernée sans roi, sans chef unique et sans chambre des lords, et fit donner congé à Richard [1], qui demeurait toujours à Whitehall.

Un conseil d'État fut nommé pour agir au nom du parlement, et le crédit de l'armée se réduisit à l'admission des principaux officiers dans ce conseil, où dominaient d'ailleurs les véritables républicains. Desborough et Lambert furent si blessés de cette inégalité, qu'ils refusèrent de prêter le serment d'être fidèles à la république contre Charles Stuart et tout autre particulier. Ils affectèrent de se souvenir avec intérêt de ce Richard qu'ils avaient tant humilié. Ils vinrent à la barre de la chambre présenter une de ces adresses menaçantes, dont Cromwell s'était si souvent servi pour entraver le pouvoir civil. Les demandes de l'armée étaient contenues dans quinze articles, où l'on réclamait la liberté des cultes, excepté pour le papisme et l'Église épiscopale, la réforme des cours de justice, des universités, la périodicité des parlements, la nomination de Charles Fleetwood au commandement général des armées de la république. Dans un dernier article, on demandait que toutes les dettes de Richard fussent acquittées [2], et qu'on lui assurât à lui-même vingt mille livres sterling de revenu, dix mille à ses héritiers, et huit mille à son honorable mère, afin de transmettre aux siècles à venir un témoignage de la haute estime que cette nation conservait pour les services rendus par son père. Ainsi le nom de Cromwell dominait toujours, et le plus implacable ennemi du protecteur, Lambert, invoquait maintenant sa gloire contre la liberté publique. Mais Ludlow, Vanes, Haslerig, tous ceux qui abhorraient par conscience la tyrannie du protecteur, devaient s'in-

[1] Ludlow's Memoirs, v. II, p. 664.
[2] The parliamentary History, v. XXI, p. 363.

digner d'un pareil langage. Les divisions augmentèrent chaque jour entre les partisans de Cromwell, affranchis par sa mort, et les anciens martyrs de la république. Le parlement promit de satisfaire l'armée ; mais, dans sa condescendance, il reprit l'avantage par une mesure hardie. Il ordonna que tous les officiers recevraient des commissions nouvelles de la main de l'orateur ; et, malgré la résistance et les murmures de ces esprits factieux, appuyé de l'exemple que donnaient Haslerig et Ludlow, il se fit obéir par tous, et, n'osant pas destituer ses ennemis, il eut au moins la satisfaction de les confirmer lui-même dans leurs grades. Lambert eut deux régiments, et se trouva général sous l'autorité de Fleetwood, qu'il faisait mouvoir à son gré. Le parlement, ainsi revêtu de toutes les apparences de la souveraineté, n'avait pas encore fait sortir de Whitehall l'indolent Richard. Ludlow [1], Scott et Vanes lui furent envoyés, et n'en obtinrent que des promesses, qu'il ne se hâtait pas de remplir ; enfin, sommé par un ordre du parlement, il se résigna avec beaucoup de douceur et de piété, dit un historien, et remit l'état de ses dettes. Le parlement lui fit donner deux mille livres sterling pour les frais du déménagement ; mais le payement des dettes traîna beaucoup en longueur. Le pauvre Richard, sorti de son palais, se trouva sous la main de ses créanciers, exposé à toute la sévérité des lois anglaises. Enfin, sur un rapport d'Haslerig [2], le parlement ordonna que Richard, fils aîné du dernier général Cromwell, serait à l'abri de toute arrestation pour dettes, pendant la durée de six mois. Tandis que Richard obtenait cette garantie provisoire, Henri Cromwell, arrivé d'Irlande, vint rendre compte au conseil d'État, et reçut la permission de se retirer dans sa province.

Ce revers des deux fils de Cromwell, rentrés si facilement dans la vie privée, devrait terminer l'histoire du protectorat. Mais, après ces longues agitations civiles, il reste à voir com-

[1] Ludlow's Memoirs, v. II, p. 664.

[2] The parliamentary History, v. XXI, p. 421.

ment les flots se calmèrent, où s'arrêtèrent les débris, et sur quelle plage la fin de la tempête jeta tous ces hommes que la fortune de Cromwell avait soulevés à sa suite. On est curieux de connaître l'inégal partage de leurs destinées ; les uns périssant misérables, d'autres chargés de riches dépouilles, d'autres exilés, d'autres puissants sous un nouveau maître. La famille de Cromwell n'eut d'asile que sa profonde obscurité. Henri Cromwell se retira dans le comté de Cambridge, et se livra tout entier à la culture des terres. Ce fut là qu'il reçut un jour, dans sa métairie, la visite et le royal cortége de Charles II qui revenait de New-Market, et qui s'arrêta quelques heures chez lui.

Plus suspect que son frère, par le souvenir de ce pouvoir suprême qu'il avait un moment occupé, Richard, à l'époque de la restauration, s'éloigna d'Angleterre pendant plusieurs années. Ce fut dans ce voyage qu'il conversa, sous un nom emprunté, avec le prince de Conti, qui, admirant le courage et le génie de Cromwell, parla de son fils Richard comme du plus lâche et du plus misérable des hommes. Sans se soucier de cet anathème, que doivent confirmer tous les hommes ambitieux et avides, Richard, de retour dans son pays, vit passer devant ses yeux des révolutions nouvelles, et vécut paisible et oublié jusqu'à l'âge de quatre-vingt-dix ans, s'amusant du souvenir de son ancienne fortune, et parfois, au milieu d'un petit cercle de vieux amis, se faisant apporter ce qui lui restait du protectorat, deux énormes caisses de félicitations et d'adresses, dont il lisait, en riant, quelque chose à son auditoire.

Cependant Ludlow [1], désigné pour remplacer Henri Cromwell, quitta l'Angleterre, après avoir exhorté les chefs de l'armée et ceux du parlement à se rapprocher et à prévenir des divisions qui devaient perdre la cause commune ; mais cette réunion était impossible. Le parlement, préoccupé de ses droits, dominait avec une hauteur et une sécurité de puissance

[1] Ludlow's Memoirs, v. II, p. 680.

qui révoltaient l'ambition des généraux. Sans leur savoir gré de son rétablissement, il les haïssait comme ses oppresseurs. Les généraux, malgré leurs fantaisies républicaines, pleins des souvenirs de la tyrannie de Cromwell, et accoutumés à la brusque expédition des ordres militaires, ne pouvaient cacher leur dédain pour la faiblesse de ces légistes, dont ils avaient tant de fois violé les priviléges. Cette haine et ce mépris mutuels étaient le vice irremédiable du nouveau gouvernement. Le dénoûment que de pareilles dispositions préparaient fut retardé par une diversion du parti royaliste. La mort de Cromwell et la chute rapide de Richard avaient ranimé toutes les espérances des amis du trône. Le retour du parlement et la crainte de ses anciennes rigueurs, interrompues par l'usurpation de Cromwell, portaient au comble la fureur de tous les hommes qui redoutaient maintenant la persécution au lieu de la servitude. Le parti presbytérien, si funeste au trône, mais opposé à la mort du roi, le parti presbytérien, dont la faute était d'avoir voulu établir, par la guerre civile, une monarchie limitée, mécontent de la république et de la dictature militaire, tournait toutes ses espérances vers Charles II, et se réunissait aux anciens défenseurs de la monarchie.

Les hommes les plus recommandables de ce parti, autrefois exclus de cette chambre des communes qui renaissait aujourd'hui pour les opprimer, se hâtèrent d'y réclamer leur place au nom de la république et de la liberté. Ils vinrent même en corps, avec l'intention de prendre séance; mais ils trouvèrent pour gardien du parlement ce même colonel Pride, qui les avait autrefois chassés par ordre de Cromwell et qui les fit de nouveau repousser par ses soldats [1].

Ces violences unissaient chaque jour davantage les presbytériens et les royalistes, et ne leur laissaient plus qu'un seul intérêt et une même vengeance. Les amis de Charles II ménagèrent habilement ces dispositions. Sir John Mordant, dont le zèle s'était animé par les périls qu'il avait impunément bra-

[1] Memoirs of the life of colonel Hutchinson, v. II, p. 225.

vés sous Cromwell; lord Bellasise, le colonel John Russel, lord Loughbourow conduisaient le mouvement. Ils s'étaient assurés, dans divers comtés, de plusieurs chefs presbytériens; ils avaient rassemblé de l'argent et des armes; ils avaient gagné plusieurs officiers de l'armée, et, suivant les Mémoires de Jacques II [1], ils trouvaient des appuis parmi ceux mêmes qui avaient pressé Cromwell d'accepter le titre de roi, tels que le major Brown et l'amiral Montague. Cette conjuration, qui enveloppait une partie de l'Angleterre, fut poussée si loin que Charles II et le duc d'York devaient y prendre part et avaient tout disposé pour assurer leur descente en Angleterre et leur réunion aux chefs royalistes. Le 1er août [2] était fixé pour ce grand événement qui, par la surprise d'une attaque imprévue, ne laissant pas aux républicains le temps de séparer leurs intérêts, de concevoir des espérances, de se ménager des transactions, aurait ensanglanté le dénoûment qui, plus tard, fut amené sans péril et sans effort. Richard Willis, qui, restant sous le joug de son ancienne infamie, se trouvait successivement vendu à tous les pouvoirs héritiers de Cromwell, trahit cette entreprise qu'il paraissait diriger au nom du roi, dont il avait toute la confiance.

Suivant le système du protecteur, qui cherchait surtout à faire avorter les complots, de peur de montrer, par la punition même, le nombre et l'audace de ses ennemis, Willis, de concert avec Thurloe, amusa sous de vains prétextes les conjurés prêts d'agir [3], et leur proposa d'ajourner l'exécution de l'entreprise et le départ du roi qu'ils attendaient. Ce changement ne fut pas annoncé au chevalier Booth, qui faisait partie de la conspiration à l'insu de Willis. Ce chef, n'étant pas averti et comptant sur un mouvement général, prit les armes dans le comté de Chester au jour indiqué. Tel fut même l'éclat de son premier succès, que Charles II, avec cette mobi-

[1] Vie de Jacques II, d'après les Mémoires écrits de sa propre main, v. I, p. 125.

[2] *Ibid.*

[3] *Ibid.*

lité de projets, naturelle dans les grandes incertitudes et les grandes espérances, résolut tout à coup de se jeter sur les côtes d'Angleterre [1] et partit de Bruxelles pour Calais, où il ordonna au duc d'York de venir le joindre.

Les secours de la France étaient la condition nécessaire de cette entreprise; et la nouvelle politique du cardinal Mazarin pouvait faire espérer qu'il ne les refuserait pas. Ce ministre, après avoir porté des coups si dangereux à la puissance espagnole et vengé ses propres injures par l'humiliation du prince de Condé, préparait maintenant une paix glorieuse à la France. Les hostilités étaient suspendues. Mazarin et don Louis de Haro, ministre espagnol, s'étaient réunis à Fontarabie pour régler les intérêts des deux royaumes, et projetaient de terminer ces guerres allumées depuis un siècle, en scellant par un royal mariage le traité qui laissait à la France une partie de ses conquêtes. Cependant Charles n'essaya pas même de solliciter l'appui de Mazarin. Mais le maréchal de Turenne, soit par un ordre secret, soit par un mouvement de sa générosité naturelle, offrit, pour une descente en Angleterre, des soldats, des provisions et des vaisseaux à ce même duc d'York, contre lequel il faisait la guerre quelques mois auparavant. Son neveu, le duc de Bouillon, devait suivre le prince en qualité de volontaire; mais la défaite du chevalier Booth fut achevée plus vite que ne pouvait commencer cette entreprise, subordonnée à toutes les lenteurs d'une protection étrangère.

Le parlement, menacé par une révolte ouverte et par les dispositions au moins incertaines de la cité de Londres, ne s'abandonna point lui-même et crut sentir plus que jamais le secours et la main de Dieu. Il avait donné des ordres et rassemblé des forces; mais il fallait un général pour exécuter les décrets de l'assemblée; elle hésita sur ce nouveau péril. Elle doutait du talent militaire de Fleetwood et craignait l'esprit

[1] Vie de Jacques II, d'après les Mémoires écrits de sa propre main, v. I, p. 155.

ambitieux de Lambert. Les amis de Lambert répondirent de sa vertu, et protestèrent qu'il éprouvait de grands remords d'avoir autrefois aidé la domination du protecteur. Hutchinson voulut en vain s'opposer à ce choix : un plus grand péril l'emporta sur toutes les défiances. Lambert reçut sa commission des mains de l'orateur, jura d'être fidèle, et partit pour combattre. S'étant mis à la tête des vieilles bandes du protecteur, il surprit et dispersa facilement quelques troupes levées à la hâte, mal commandées, point secourues ; et la république ne fut plus menacée que de sa victoire.

Le parlement, pour honorer le succès de Lambert, ordonna qu'il lui serait offert un diamant de grand prix, sorte de récompense en usage au commencement de la révolution et sous le despotisme de Cromwell, mais qui ne convenait plus à la hauteur des prétentions militaires. Les officiers de Lambert demandèrent par une adresse impérieuse qu'il fût élevé au grade de major général. Fleetwood présenta et soutint cette demande, pour attirer à Lambert l'affront d'un refus qui le rendît implacable ennemi du parlement. La politique hautaine des chefs parlementaires ne pouvait pas hésiter. Haslerig fit déclarer qu'il serait inutile et dangereux d'augmenter le nombre des officiers généraux, enveloppant ainsi l'exclusion personnelle de Lambert sous une défiance commune qui blessa vivement le parti militaire. Vainement la chambre se pressa de décerner à Lambert un présent de cinq mille livres sterling. Lambert accepta cette récompense, et n'en parut pas moins implacable.

La situation et le caractère de ce reste de parlement sont vraiment des choses dignes de mémoire. Ce petit nombre d'hommes, échappés à tant de vicissitudes et reportés dans Westminster par un caprice de l'armée, osaient tout pour s'affranchir de son insolent appui. Ils poursuivaient cette pensée au milieu de tous leurs autres périls. La conspiration du chevalier Booth leur avait montré les espérances et les forces du parti royaliste. Chaque jour ils faisaient arrêter quelques complices de cette entreprise. Leur sévérité s'éten-

dait également à tout ce qui menaçait leur pouvoir ; et lord Falconbridge[1], gendre de Cromwell, fut mis à la tour en même temps que le comte Derby, le plus fidèle compagnon de Charles II. Seulement, aucun supplice ne fut ordonné. Il semble que les révolutions s'humanisent dans leurs progrès par une expérience mutuelle et un contrat tacite entre la peur et la vengeance des partis. Cependant la chambre faisait des lois, ordonnait des levées d'impôts, recevait des ambassades, et terminait la guerre du Danemark et de la Suède par la médiation impérieuse d'Algernon Sidney, son ambassadeur.

Les pétitions de l'armée, manifestes ordinaires des violences qu'elle voulait exercer, se reproduisirent bientôt. Lambert fit répandre une réclamation injurieuse pour le parlement.

Desborough vint lire à la barre de la chambre une humble représentation, non moins impérative que des menaces. La chambre, irritée, cassa Lambert et Desborough ; par un acte encore plus décisif, elle abolit la dignité de général, et la remplaça par un choix de sept commissaires, conservant Fleetwood sous ce titre, mais lui donnant pour contradicteurs et pour collègues Ludlow, Haslerig, Overton, les plus zélés parlementaires, Walton et Morley, officiers assez obscurs qui se dévouaient au parlement, et le célèbre Monk, dont toutes les lettres annonçaient la fidélité, et que son absence même rendait moins suspect.

Le malheur de ces résolutions courageuses, c'est que le parlement opposait aux généraux qu'il destituait d'autres noms moins connus et moins chéris de l'armée. Il faut convenir aussi que ce parlement perpétuel, décimé, chassé, rappelé, battu par tous les vents des factions, avait prodigieusement effacé l'empreinte de son droit originel, et que pour le méconnaître il n'était pas besoin de la violence et de l'illégalité naturelles à l'esprit militaire.

En effet, dès que Lambert apprit l'irrévérence du parlement à son égard, il fit avancer quelques troupes pour s'em-

[1] Whitelocke's Memorials, p. 685.

parer de Westminster. La chambre, prévoyant à quels dangers elle s'exposait, avait appelé pour sa défense deux régiments dont elle se croyait sûre. Londres semblait menacé d'une guerre civile. Mais à défaut de tout pouvoir, la fatigue de la révolution modéra les esprits. Les deux partis restèrent en présence un jour entier sans se combattre, s'accusant l'un l'autre et cherchant à se séduire. Il y eut des désertions mutuelles. Enfin Lambert, sans répandre de sang, se fit rendre tous les postes et plaça de nouvelles gardes. L'orateur Lenthall, s'étant présenté dans sa voiture et voyant le passage fermé par des soldats, eut beau leur crier qu'il était leur véritable chef et qu'il comptait sur leur obéissance; on le renvoya chez lui. Un autre député, Pierre Wentworth, prit le parti d'arriver en bateau, par la Tamise, jusqu'à Westminster, où il se trouva seul. Un exemple plus sérieux de cette obstination qui animait les membres du parlement fut donné dans le conseil d'État, lorsque le colonel Sydenham essaya d'y justifier la dernière violence de l'armée en l'attribuant, suivant l'usage, à une vocation de Dieu. Bradshaw [1], consumé d'une fièvre lente qui n'ôtait rien à l'énergie de son âme, se leva plein de colère et déclara que, « près « d'aller à Dieu, il ne pouvait entendre blasphémer ainsi son « grand nom. » Il se retira dans sa maison et mourut quelques jours après, sans remords, mais n'ayant avili par aucune bassesse la conviction qui lui avait dicté son crime. Un autre parlementaire célèbre, Whitelocke, depuis longtemps assoupli par le despotisme de Cromwell, passa au service de l'anarchie militaire et prit place dans un comité de sûreté que formèrent les généraux. Vanes et Ludlow lui-même se rapprochèrent de l'armée, qui, tout en violant la liberté, conservait la révolution; et ils se chargèrent, avec Fleetwood, de délibérer sur la forme du gouvernement le plus convenable [2]. Ainsi la question retombait au point où Cromwell l'avait prise.

[1] Ludlow's Memoirs, v. II, p. 655.
[2] *Ibid.*, p. 691.

Cependant un nouvel orage se formait du côté de l'Écosse. Monk, attentif aux misérables débats du parlement et de l'armée, épiait l'occasion de survenir à son tour. On ne peut douter qu'il n'entrevît déjà l'espérance de rétablir la monarchie; et, malgré la confiance qu'il avait l'art d'inspirer par ses lettres à quelques républicains, ses intentions secrètes commençaient à se découvrir aux yeux des plus clairvoyants. La dissimulation et l'adresse peuvent bien empêcher qu'on sache un pareil projet, mais non pas qu'on le croie.

Monk, d'une famille noble, avait servi dès sa jeunesse avec distinction; et au commencement de la guerre civile, il se trouvait colonel attaché au service du roi. Fait prisonnier par Fairfax, il subit une captivité de deux ans à la Tour de Londres pendant que la ruine de la cause royale s'achevait de toutes parts. Consolé dans sa prison par des marques de souvenir et de libéralité que Charles fit arriver jusqu'à lui, longtemps il voulut garder ses premiers serments, et il refusa l'offre d'entrer dans les armées de la république. Mais Cromwell, qui possédait l'art d'embrouiller les devoirs et d'aider la chute des consciences faibles, l'entraîna dans l'expédition contre les Irlandais, sous prétexte qu'ils étaient déclarés rebelles par le roi comme par le parlement. Une fois engagé, Monk oublia ses scrupules, fit la guerre au fidèle Ormonde, et poursuivit en Écosse le roi Charles lui-même. Attaché fort tard à la révolution, et n'ayant point eu de part aux crimes politiques du parlement, on ne pourrait expliquer la haute fortune où il parvint que par la supériorité de ses talents militaires, s'il n'était vrai de dire que Cromwell, tout-puissant, préféra bientôt la docilité des ambitieux et des transfuges à l'incommode fierté des républicains. Monk commanda la flotte anglaise, fut major général, gouverneur de l'Écosse, membre de la chambre haute. Adroit et zélé sous Cromwell, il n'était conduit par aucune espèce de fanatisme. Les indépendants lui reprochaient même une licence de mœurs fort contraire à l'austérité de leurs principes religieux, et ils lui trouvaient

sous ce rapport un esprit de cour [1] dont ils se défiaient. Sa bonté, sa douceur, le faisaient aimer des soldats.

A la faveur de l'éloignement, il avait pu se ménager un parti nombreux, et disposer à son gré l'esprit de ses troupes. Il paraît que ses desseins, ou plutôt ceux qu'il pouvait former, avaient fini par exciter l'inquiétude de Cromwell. Une lettre que le protecteur lui écrivit peu de temps avant sa mort se terminait par cet avis burlesque [2] : « A propos, on dit qu'il se « cache en Écosse un mauvais sujet, nommé George Monk, « très-favorable à Charles Stuart. Ayez soin de le faire pren- « dre et de me l'envoyer. » Il n'y a pas de motif cependant pour reporter jusqu'à cette époque les desseins et la dissimulation de Monk ; il resta même fidèle à Richard. A la chute de ce faible héritier de Cromwell, il aurait pu prétendre à lui succéder ; mais son âge assez avancé ne lui permettait pas une ambition si hasardeuse, et qui n'avait pu réussir qu'une fois. Il apercevait dans une autre conduite de grandes et de paisibles récompenses. Étranger aux crimes de la révolution, rien ne le séparait de la maison royale ; et de sa part le bienfait toujours onéreux de rendre une couronne ne laissait aucun prétexte à l'oubli des cours. On peut croire aussi (car il ne faut pas exclure les intentions généreuses de la conduite des hommes) qu'il fut touché des maux de l'Angleterre, et ne vit d'autre terme à l'anarchie que le rétablissement du trône.

Pour assurer le succès de cette entreprise, contraire aux opinions et au salut de beaucoup d'hommes encore puissants, toute la politique de Monk fut un profond secret, dont il n'excepta pas le roi, qu'il voulait servir, et une profusion de faux serments qu'il opposait aux alarmes des républicains. Il faut avouer même qu'il poussa jusqu'à l'excès la précaution du parjure. Son excuse est dans le bonheur d'avoir achevé sans guerre civile une si grande révolution.

[1] Ludlow's Memoirs, v. II, p. 747.

[2] General Monk's Life, p. 78.

La nouvelle expulsion du parlement, ce divorce maladroit de la révolution et de la liberté, aidait aux artifices de Monk. En protestant contre cette violence : « Je prends Dieu à « témoin, écrivait-il, que le maintien d'une république est « le seul vœu de mon cœur. » En même temps, par la réforme et le choix des officiers, il préparait son armée dans le sens le plus favorable à la cause royale, et il annonçait l'intention de marcher au secours du parlement régicide [1].

Cependant Charles II, n'ayant eu ni la résolution ni le temps de rien entreprendre sur l'Angleterre, était parti pour négocier lui-même ses intérêts au congrès des Pyrénées. Une méprise, qui lui fit croire ce congrès terminé, l'ayant d'abord conduit sur la route de Madrid, pour y chercher don Louis de Haro, il n'arriva que fort tard à Fontarabie, où la dernière victoire du parlement [2] était la seule nouvelle qui fût encore parvenue touchant l'état de l'Angleterre. Lockart, nommé plénipotentiaire du parlement, était d'ailleurs présent à ce congrès avec toute l'autorité et tous les souvenirs du protectorat; et il obtenait des deux ministres les ménagements et les honneurs que l'on croyait devoir à la fortune renaissante de la république. Charles II, qui s'était fait précéder par Ormonde, reçut de l'ambassadeur espagnol quelques vaines démonstrations de respect, et le conseil de s'adresser à Mazarin [3]. Mais le cardinal, qui était encore à Saint-Jean de Luz, refusa de recevoir le roi, sous prétexte que cette entrevue donnerait mal à propos de l'ombrage au parlement, sans être utile aux intérêts de Charles. Les Mémoires du temps ont expliqué cette froideur de Mazarin par des motifs de dépit personnel. Ils ont supposé que ce ministre avait offert une de ses nièces à Charles II, et qu'il fut blessé d'un refus où perçait l'orgueil du trône. D'autres racontent que Charles II avait lui-même inutilement recherché la main de cette belle Hortence Mancini, tant célébrée par Saint-Évremont, et qui vint,

[1] The Life of general Monk, p. 170, 137.
[2] Ludlow's Memoirs, v. II, p. 697.
[3] Clarendon's History, p. 710.

quelques années après, porter en Angleterre l'éclat de son esprit, de ses fautes et de ses malheurs. Quel que soit le crédit que l'on donne à ces anecdotes, il est certain que le cardinal [1], voyant plutôt les imprudences des conseillers de Charles que la situation de l'Angleterre, loin de soupçonner le prochain rétablissement de la monarchie, s'était alors fortifié dans l'opinion contraire. Cette fausse conviction peut assez expliquer son indifférence pour une cause qu'il croyait perdue sans retour. Les Mémoires de Jacques II nous apprennent que cette indifférence alla même jusqu'aux plus injurieux procédés. Le roi, revenu de Fontarabie, demanda vainement la liberté de rester en secret sur les terres de France, près de la reine sa mère. Il semblait qu'il fût encore sous la proscription de Cromwell; et toute la faveur qu'il obtint fut de s'arrêter deux jours dans une petite ville de France [2], avec son auguste et malheureuse mère, qui était venue l'attendre sur son passage; il repartit de là pour Bruxelles, paraissant aux yeux de l'Europe plus éloigné du trône que jamais.

Cependant la faction militaire qui régnait à Londres commençait à s'inquiéter des projets et de la puissance du général Monk. Lambert s'était avancé dans le nord, pour prévenir sa marche. Monk protestait ne vouloir que le rappel et l'indépendance du parlement; et pendant qu'il rassemblait de l'argent et des forces, il entra dans quelques négociations avec Lambert, et proposa de nommer des commissaires pour traiter avec les généraux. Ce qui commençait à transpirer de ses projets cachés lui devint utile. Beaucoup d'officiers de son armée, mécontents de la préférence qu'il donnait à d'anciens royalistes, le quittèrent pour passer sous les ordres du général Lambert. Il se hâta de les remplacer par des choix conformes à l'intérêt royal, ou du moins à sa propre autorité, quel que fût le parti qu'il voulût prendre. Ludlow [3] regarde comme

[1] Lettre du cardinal Mazarin, v. II, p. 177, 189.

[2] Vie de Jacques II, d'après les Mémoires écrits de sa propre main, v. I, p. 230.

[3] Ludlow's Memoirs, v. II, p. 750.

une grande faute de l'armée d'Angleterre d'avoir choisi, pour porter des propositions à Monk, un docteur Clarge, son beau-frère, et royaliste connu, qui l'inspira et le soutint dans ses projets.

A Londres, la confusion était alors sans bornes. Il n'y avait plus que les ruines de l'oligarchie militaire. Le comité de sûreté consumait le temps en querelles; Fleetwood passait les jours en prière; Haslerig avait pris les armes en faveur du parlement; une partie de la flotte, sous les ordres de l'amiral Lawson, avait descendu la Tamise au nom du parlement. Ce nom était redevenu puissant pour servir de prétexte à la révolte, au milieu même de l'anarchie. Les soldats en faisaient un cri d'indiscipline. De ce chaos sortaient chaque jour des articles constitutionnels, toujours fondés sur l'exclusion d'une chambre des pairs et d'un roi. Tous les moyens de gouverner étaient tellement épuisés, que l'on en revint à prononcer le nom de Richard, et que les officiers songèrent un moment à le rétablir[1].

Cette impuissance de fonder l'ordre ou la liberté, paraissant présager le terme prochain de la révolution, quelques esprits adroits, qui devinaient la marche de Monk, pensèrent à la devancer pour l'intérêt de leur parti. Whitelocke, qui se retrouvait dans les changements divers toujours employé et toujours servant avec modération, vint proposer à Fleetwood de négocier le retour inévitable du roi, et d'en tirer les meilleures conditions pour lui-même et pour ses amis. A travers les fumées du fanatisme[2], Fleetwood entrevit la sagesse de ce conseil; il voulait en profiter; mais, entraîné par les discours de Vanes et de Desborough, qui prenaient l'excès de leur haine pour une preuve de l'éternelle destruction du trône, il changea d'avis, sous le prétexte qu'il ne pouvait rien faire sans l'assentiment du général Lambert.

Pendant les irrésolutions de Fleetwood et l'absence de

[1] Ludlow's Memoirs, v. II, p. 755.
[2] Whitelocke's Memorials, p. 692.

Lambert, l'indestructible parlement reprit ses séances. C'est une chose remarquable que la confiance et la fierté de ces hommes, dans l'exercice du pouvoir qui leur revenait par hasard, et qu'ils avaient perdu tant de fois, sans que jamais la conviction de leur souveraineté parût s'affaiblir dans leur esprit.

Tandis qu'ils rendaient des lois, Monk entrait enfin sur le territoire anglais, et leur écrivait : « J'amène votre armée ; « j'ai disposé de la plupart des places vacantes en faveur d'hon- « nêtes citoyens, qui sont prêts à périr pour votre service, et « à quitter leurs rangs à vos ordres. »

Monk ne commandait que six mille hommes, mais sûrs et fidèles. Lambert se vit abandonné par ses troupes, et s'enfuit du champ de bataille pour revenir à Londres, où il fut arrêté par ordre du parlement, avec Desborough et quelques autres officiers. Monk avança sans obstacle, appelé par les vœux de l'Angleterre et les ordres du parlement. Lord Fairfax, désormais favorable à l'intérêt royal, avait pris les armes au nom du parlement, et vint accueillir Monk sur son passage. La noblesse, une grande partie des pairs, qui vivaient obscurément dans leurs terres, le reçurent avec joie, comme celui qui devait détruire la puissance qu'ils craignaient le plus. Les villes lui envoyaient des députations pour demander la convocation d'une nouvelle chambre des communes. Tels étaient le mélange et la vicissitude bizarre des intérêts, que le long parlement, tout à l'heure asservi par l'armée d'Angleterre, aurait voulu maintenant la conserver contre l'armée d'Écosse, qu'il appelait à son secours. Mais à peine arrivé à Saint-Albans, Monk demanda l'éloignement des troupes qui avaient pris part à la dernière révolte. Le parlement fut obligé de céder, et de se laisser venger au delà de ses vœux ; et Monk, désormais seul maître de Londres, vint prendre ses quartiers à Withehall. Il aurait pu dans ce moment se laisser tenter d'une grande ambition. Beaucoup de républicains, qui avaient plus peur de la contre-révolution que de l'esclavage, s'empressèrent de lui offrir la place de Cromwell. Monk jurait n'en pas

vouloir, par amour de la liberté. Le spectacle de Londres devait encourager le général dans le dessein qu'il avait formé. La cité inclinait ouvertement au retour du roi : c'est l'aveu même des républicains. Ils attribuent dans leurs ouvrages à l'intolérable usurpation de l'armée ce mouvement qui ramenait le triomphe d'une cause si longtemps malheureuse. « La « nation tout entière, dit mistress Hutchinson, commençait à « jeter les yeux sur le roi au delà des mers [1]. » Les presbytériens, et surtout les membres du parlement exclus en 1648, voulaient, par le rappel volontaire du roi, se venger de la longue oppression qu'ils avaient subie, et se racheter des premiers torts qui avaient marqué le commencement de la révolution.

L'ancienne pairie, toujours subsistante par la conservation de ses grands domaines, entraînait dans la cause de Charles presque tous les propriétaires des comtés. Ainsi, comme le remarque lord Erskine, la royauté semblait plutôt suspendue qu'abolie.

Le long parlement, qui, de toutes parts, se sentait pressé par le nom du roi, voulut opposer à ce danger les renonciations et les serments prodigués au commencement de la république [2]. Mais les républicains raisonnables commençaient à se lasser de cet impuissant anathème. Le colonel Hutchinson [3], rappelant à ce sujet tant de promesses violées, tant de lois foulées aux pieds, déclara qu'il était ridicule de jurer qu'on n'obéirait pas à un homme, quand on n'était pas sûr de pouvoir lui résister ; et il ajouta, que tant de serments arrachés n'avaient servi qu'à multiplier les péchés de la nation par autant de parjures. Ce langage si nouveau de Hutchinson s'explique par l'influence que prenait sur son esprit un ancien conseiller de Cromwell, Ashley Cooper, si célèbre par le nom-

[1] For this insolent usurpation of Lambert had so turned the hearts of all men, that the whole nation commenced to set the eyes upon the king beyond the sea. Memoirs of the life of colonel Hutchinson, v. II, p. 245.

[2] Ludlow's Memoirs, v. II, p. 858.

[3] Memoirs of the life of colonel Hutchinson, v. II, p. 247.

bre et l'habileté de ses trahisons diverses. Cet homme était alors lié de vues et d'intérêt avec le général Monk [1]; mais, attentif à ménager les défiances des républicains, il flattait, il amusait de ses promesses et de son amitié ceux dont il prononça la sentence quelques mois après.

Cependant, s'il faut croire lord Clarendon, témoin attentif et intéressé, aucune promesse certaine n'arrivait jusqu'au jeune roi dans sa retraite de Bruxelles. D'abord rempli de confiance à la nouvelle des divisions du parlement et de l'armée, le retour du parlement lui avait montré la force insurmontable de la révolution. La marche de Monk sur Londres lui avait ouvert de nouvelles espérances; mais la conduite ambiguë de ce général le replongea bientôt dans une incertitude voisine du désespoir.

La dissimulation de Monk mit en effet à de pénibles épreuves la confiance des royalistes. Il paraissait livré à la politique du parlement. Les magistrats de Londres, ramenés au roi par haine de cette assemblée tyrannique, qu'ils supportaient depuis si longtemps, ayant pris un arrêté pour interdire le payement des taxes, Monk, sur l'ordre de la chambre, fit une exécution militaire dans la cité, brisa les portes, enleva les chaînes des rues. Deux jours après, il se réunit solennellement aux magistrats de la cité, et il écrivit à la chambre une lettre injurieuse pour lui reprocher les violences dont il s'était rendu l'exécuteur, et se plaindre qu'elle eût voulu par là déshonorer son armée. Faut-il, dans ces deux actes si rapprochés et si contraires, voir la dissimulation ou l'incertitude de Monk? Faut-il supposer que cette invasion de la cité fut une dernière épreuve que fit le général sur les dispositions du peuple? Il est certain du moins qu'aussitôt qu'il eut marqué le vœu de se réunir aux magistrats de la cité, on vit éclater dans Londres l'expression de la haine publique contre le parlement. Cette assemblée fut en butte à tous les sarcasmes populaires ; le mot ignoble de *croupion* devint le surnom

[1] Memoirs of the life of colonel Hutchinson, v. II, p. 248.

dérisoire d'une puissance autrefois si redoutable ; et les feux de joie, allumés dans toutes les rues, servaient à brûler des croupions d'animaux, par allusion au parlement.

Monk, fidèle à sa politique, n'abusa point de ce premier emportement populaire ; il comprit qu'il fallait détruire de son propre consentement ce parlement si vivace, dont l'existence illégale et tyrannique était cependant couverte par les violences qu'il avait subies jusqu'à ce jour, comme par autant de cicatrices reçues pour la liberté. Il se garda donc bien d'essayer une quatrième expulsion ; mais, paraissant encore reconnaître et protéger l'assemblée, il s'occupa seulement d'y faire rentrer les députés exclus avant la mort du roi, dont la présence devait changer la majorité, et vaincre la révolution par elle-même.

Pendant qu'il conduisait cette mesure décisive, il répétait à Ludlow : « Il faut vivre et mourir ensemble pour la répu- « blique ; » et, mettant sa main dans celle de l'inflexible Haslerig, il jurait de s'opposer à l'élévation de Charles Stuart et de tout autre.

« Qu'ai-je fait, disait-il[1], en introduisant les membres pres- « bytériens dans la chambre ? Ne sont-ce pas les mêmes qui « ont conduit le roi à l'échafaud, quoique d'autres lui aient « fait couper la tête, et cela avec justice ? »

Cependant le retour des membres exclus en 1648, ce premier triomphe de la justice sur les violences, qui s'étaient renversées l'une l'autre depuis cette époque, amenait sans secousse et sans effort le dénoûment désiré par la nation. La majorité nouvelle, usant du pouvoir absolu dont elle s'était plainte, nomma Monk général de toutes les forces du parlement, remplaça le conseil d'État, changea les chefs de la milice, et enfin ordonna la dissolution de l'assemblée et la réunion d'un nouveau parlement. A travers quelques contradictions, la marche de Monk devenait visible. Le chevalier Booth et les autres chefs royalistes sortaient de prison ; les grades de la milice,

[1] Ludlow's Memoirs, v. II, p. 847.

longtemps livrés aux factieux, se remplissaient de citoyens paisibles; et l'étude de Monk était seulement de modérer cette rivalité de zèle et ces abjurations empressées qui précèdent le retour du pouvoir. C'en était assez pour avertir tous ceux qui pouvaient redouter le retour du roi.

Monk, depuis son entrée dans Londres, s'était appliqué à rassurer par des proclamations les différentes sectes de l'Angleterre, et surtout les possesseurs des biens ecclésiastiques. Au moment où il abattait le parti des indépendants, il proclamait encore la république; et ce mot, le seul dont il fit usage, tenait tous les partis en paix, en laissant à chacun ses interprétations et ses espérances. Cette politique contribua sans doute, au milieu des incertitudes, augmentées par la distance des lieux, à maintenir dans le repos et l'obéissance l'Écosse et l'Irlande, deux pays si pleins de toutes les passions et de tous les intérêts de la guerre civile. Monk, qui avait laissé en Écosse le colonel Morgan, lui envoya de Londres des ordres et des forces nouvelles pour assurer la tranquillité du pays, qui ne fut pas un moment interrompue. Lord Broghill, qui était retourné en Irlande, concourut à y préparer la révolution nouvelle; et l'on croit qu'il en aurait donné le signal, si Monk avait tardé plus longtemps. La dissimulation de ce général se soutenait toujours; elle résista même à la curiosité pénétrante et intéressée de Lockart, qui, depuis sa dernière ambassade, avait repris le gouvernement de Dunkerque, et qui vint quelques jours à Londres pour épier le secret de Monk, et tout prêt à le servir. N'ayant remporté de ce voyage que des serments de fidélité à la république, Lockart resta fidèle, de peur de se trouver seul à changer de parti. Il refusa les offres qui lui furent adressées par Charles II, sous la condition de faire reconnaître l'autorité royale dans Dunkerque; et il eut le déplaisir, assez amer pour un ambitieux, de voir son habileté surprise, et de ne connaître que par le retour de Charles II cette grande révolution dont il aurait pu partager le mérite. La soumission empressée qu'il montra dans ce dernier moment ne le sauva pas d'une disgrâce; mais ses talents politiques

le ramenèrent, quelques années après, ambassadeur du roi d'Angleterre à la cour de France.

Monk, qui s'était ouvertement rapproché des principaux presbytériens, avait évité jusque-là de communiquer avec aucun chef royaliste. Williams Morrice, son parent, le détermina enfin à recevoir Sir John Grenville, l'un des plus zélés serviteurs du roi. Ce fut dans ces entretiens que l'on décida le sort de l'Angleterre. Monk autorisa Grenville à tout promettre en son nom; mais il refusa d'écrire au roi. Grenville, dépositaire de ce grand secret, partit pour Bruxelles. Le roi n'admit dans la confidence que le marquis d'Ormonde et Clarendon. Les lettres mêmes de ces deux seigneurs nous montrent combien la promesse de Monk fut tardive [1], et paraissait encore incertaine. Cependant le roi se hâta de quitter les terres des Espagnols, qui, après avoir si faiblement secouru son malheur, auraient pu mettre des obstacles et des conditions à son retour; et il transporta sa cour à Breda, pour être plus libre et plus rapproché de l'Angleterre. Clarendon avait alors sur les conseils du roi la plus heureuse influence. Soupçonné lui-même d'être presbytérien, il sut [2], par ses émissaires et par ses lettres, ménager habilement les chefs de ce parti, et préparer les esprits, sans trop les avertir.

Toutefois, à défaut même de démarches imprudentes, un certain augure de l'avenir commençait à se répandre. Les membres de la haute cour, particulièrement menacés, eurent soin d'étendre leur péril à tous les hommes engagés dans la guerre contre le roi, qu'ils avaient condamné. L'agitation fut excitée dans l'ancienne armée de Cromwell, déjà mécontente de se voir éloignée de Londres, et remplacée par les régiments que Monk avait amenés d'Écosse.

A ce moment de crise et d'incertitude, Lambert, échappé

[1] A collection of State's letters, v. II, p. 229, 304, etc.

[2] He sent over doctor Morley who talked much with the presbyterians of moderation in general, but would enter into no particulars. Burnet's History of his own time, p. 138.

de la Tour, réunit quelques escadrons, dont l'exemple pouvait entraîner le reste des troupes. Mais déjà le succès de la cause royale semblait assez probable pour qu'elle trouvât des défenseurs parmi ceux qui avaient besoin de pardon. Ce fut le colonel Ingolsby, parent de Cromwell, et l'un des juges du roi, qui poursuivit Lambert, et le ramena prisonnier, après avoir dispersé ou gagné ses soldats. Il n'y avait plus de fanatisme dans la foule, et les chefs prenaient des intérêts contraires. C'est la fin des révolutions.

Lambert, qui aurait pu jouer le rôle de Monk, et qui tenta vainement celui de Cromwell, passa quelque temps après des prisons du parlement devant un tribunal établi par le roi. Il obtint la vie, et fut relégué dans l'île de Guernsey, où il mourut, après trente ans d'oubli, méprisable et odieux à tous les partis, homme sans aucun principe dans un siècle de fanatisme : ce qui l'avilit, en ne lui laissant le mérite ni de la constance, ni du repentir, ni d'une mort courageuse; esprit plein de ressources et d'audace, mais inférieur à sa propre ambition; trompé sur lui-même par l'exemple de Cromwell, et fait pour marquer la différence de l'intrigue au génie.

La défaite si prompte de Lambert fut le dernier coup porté aux républicains, réduits à n'avoir plus pour défenseur qu'un ambitieux qu'ils méprisaient. Tous les chefs de l'indépendance disparaissaient successivement de la scène. Dans les dernières luttes du parlement et de l'armée, les deux partis s'étaient mutuellement mis hors la loi. Monk héritait de toutes ces proscriptions. Fleetwood et Desborough étaient exilés de Londres, comme rebelles à cet ancien parlement que Monk avait détruit; et ils retombaient dans une obscurité qui se prolongea sous Charles II. Vanes et Ludlow étaient accusés et fugitifs; Scott, Hutchinson, Nevil, s'étaient éloignés; Rich et Haslerig, et les autres colonels républicains, étaient destitués. Se servant de tous ceux qui étaient prêts à obéir, Monk avait donné le régiment d'Haslerig à lord Falconbridge; et ce gendre de Cromwell se conduisait de telle manière que Charles II, rétabli sur le trône, le nomma lord lieutenant du

comté d'York, et l'envoya successivement ambassadeur à Venise et en Toscane.

Il paraît que Thurloe, l'ancien confident de Cromwell, s'offrit à servir la cause de Charles. Monk employa du moins ses recommandations et son crédit pour le faire nommer au prochain parlement [1], soit qu'il comptât sur lui, soit qu'il voulût opposer ce choix aux craintes des républicains, ou ménager pour lui-même un homme habile et dangereux. Les élections furent entraînées par un mouvement général en faveur de la royauté. Les presbytériens et les royalistes agissaient de concert; tout le reste était repoussé sous la dénomination de fanatique, que Monk avait mise à la mode. Un souvenir des premiers temps de la révolution porta presque tous les choix sur des presbytériens modérés. C'étaient eux qui, ramenés dans le sein du long parlement, l'avaient enfin dissous. Leur présence justifiait tout de la révolution, excepté les crimes, et convenait ainsi à l'intérêt du plus grand nombre.

Cependant Monk tenait tous les pouvoirs dans sa main; il avait réduit les vieux régiments de Cromwell à la même obéissance que ses propres soldats; et le feu de la guerre civile et du fanatisme étant tombé, toute cette armée n'attendait plus qu'un maître. La flotte était également soumise aux ordres de Monk, ou du moins il en partageait le commandement avec l'amiral Montague, qui n'avait jamais été républicain, et qui, longtemps séduit par la puissance de Cromwell, était empressé de servir une cause qu'il avait trop longtemps oubliée. Holles, Manchester, Fairfax, tout le parti presbytérien, la noblesse, le peuple, désiraient le roi; et Monk était porté dans son projet par les vœux de l'Angleterre. Mais beaucoup de presbytériens auraient voulu subordonner le rétablissement de la monarchie à des conditions librement acceptées. Monk, changeant pour ainsi dire de dissimulation, affectait de demander plus qu'un autre des précautions et des sûretés

[1] Thurloe's State papers, v. VII, p. 888.

contre la monarchie, tandis qu'il méditait de rendre au roi la plénitude de son pouvoir.

Sir John Grenville était secrètement revenu de Bruxelles, apportant les proclamations royales qui devaient être présentées à l'ouverture du parlement ; et il avait remis à Monk la récompense de son projet commencé, le titre de lieutenant général.

Ce fut le 25 avril 1660, que la nouvelle chambre des communes se réunit dans Westminster. Harbotle Grimstone, autrefois exclu du long parlement, où il avait le premier dénoncé les projets de Cromwell, fut nommé président, et conduit au fauteuil par le général, que Cambridge avait élu député. En même temps les anciens membres de la chambre des pairs, sans distinction de parti, se réunirent sous la présidence de lord Manchester, que nous avons vu commander contre le roi, à la première époque de la guerre civile. Ces mesures diverses étaient comme les degrés du rappel de Charles ; et ce ne fut qu'après avoir réuni près du trône renversé toutes les formes légales, que Monk rompit enfin le silence.

La chambre des communes marqua d'abord ses sentiments par les honneurs et les éloges qu'elle décernait à Monk. Le nom du roi n'était point prononcé ; mais son pouvoir était déjà partout. Dans ces derniers moments, quelques anciens niveleurs furent arrêtés avec cet inflexible Harrisson, toujours pauvre et persécuté sous le protectorat. Le 1er mai, les lettres et les déclarations de Charles, apportées par Grenville, vinrent annoncer à la chambre le rétablissement de la monarchie : elles renfermaient quelques promesses générales, et laissaient tout le reste à la décision des chambres.

Les républicains reprochèrent à Monk de n'avoir pas transigé pour eux, et d'avoir perdu tous les fruits de la révolution. Dans ce mouvement de confiance et d'enthousiasme qui transportait les deux chambres, quelques voix s'élevèrent pour demander que l'on réclamât les anciennes concessions proposées par la couronne dans la dernière guerre. Un homme

d'une grande piété, et d'une vertu respectable à tous les partis, sir Matthew Hale, le défenseur des royalistes, sous la tyrannie de Cromwell, ouvrit lui-même cet imprudent avis; Monk le repoussa vivement, et déclara que, d'après les renseignements qu'il avait sur l'état de l'Angleterre, il ne pouvait plus répondre de la paix publique, si le rappel de Charles était différé davantage; et que ceux qui voulaient le retarder seraient comptables du sang et du désordre qu'il craignait. « Qu'avez-vous besoin, dit-il, d'envoyer des propositions au « roi? Il vient à vous, sans avoir ni trésor pour vous corrom- « pre, ni armée pour vous asservir. » Ce fut là, dit Burnet, le plus grand service que rendit Monk.

Ce général avait sans doute eu raison d'écarter un dangereux litige sur le pouvoir qu'il fallait rétablir; mais Charles eut moins à se louer qu'il ne l'aurait cru de reprendre la monarchie telle qu'elle était avant la guerre civile. Avec un pouvoir non pas plus grand, mais moins défini, il retrouva les questions qui avaient agité l'Angleterre, ces questions de tolérance religieuse et de liberté politique, qu'il faut résoudre et qui ne se suppriment pas.

Cependant le peuple, lassé d'une si longue anarchie, se livrait à la joie la plus vive. Le nom de Charles était proclamé; les commissaires du parlement portaient à ce prince les adresses et les présents de la nation. L'Europe semblait changée comme l'Angleterre, et la petite cour de Breda voyait arriver de toutes parts les félicitations des ambassadeurs étrangers. Charles partit de la Haye sur la flotte anglaise, qui vint le recevoir. En descendant du vaisseau de l'amiral Montague, il fut reçu par le général Monk et l'embrassa sur le rivage, au milieu d'un peuple immense accouru de toutes parts, et dont les peuples et l'allégresse offraient le plus touchant spectacle. Dans l'étonnement de ce retour accueilli par tant d'hommages, Charles demanda où donc étaient ses ennemis. Jamais on ne vit en effet de révolution si complète et si soudaine. Ce sombre fanatisme, cette tristesse religieuse, qui dominaient dans le caractère et jusque dans l'extérieur des habitants, avaient

disparu. Une joie effrénée en prit bientôt la place; et, dans ce premier transport, la haine de l'hypocrisie et du fanatisme, s'étendant sur la religion [1], répandait partout un esprit de licence et d'incrédulité.

Charles entra dans Londres le 29 mai, anniversaire de sa naissance; il avait alors trente ans. Sa jeunesse répondait à toutes les espérances que fait naître un nouveau règne : son affabilité, sa grâce ingénieuse, séduisaient tous les cœurs; il brillait de cet éclat que donnent les grandes infortunes heureusement terminées, et semblait apporter avec lui le repos et la liberté de l'Angleterre.

[1] Burnet's History of his own time, p. 145.

FIN.

NOTES.

NOTES DU LIVRE PREMIER.

Page 9. — On a suivi dans cette histoire l'ancien calendrier tel qu'il avait été maintenu dans les États protestants, et tel qu'il existait en Angleterre, avant les réformes introduites sous Charles II, par l'évêque Sancroft, et le docteur Pell, mathématicien que Cromwell avait protégé.

Ce calendrier plaçait au 1er avril le commencement de l'année; il en résulte de légères différences dans la supputation du temps; mais on a eu pour but en cela de conserver, ainsi que l'a fait M. Hume, les dates primitives des pièces officielles, et certains anniversaires auxquels il est fait allusion dans la suite de l'ouvrage.

Une autre remarque a pour objet l'orthographe des noms propres; elle varie beaucoup dans les meilleurs ouvrages. On trouve indifféremment *Holles et Hollis*, *Ormond* et *Ormonde*, *Monk* et *Monck*; le nom d'*Haslerig* est écrit *Haslerigh*, *Hasselrigge*, *Hesselrige*; le nom de *Desboroug* est souvent écrit *Desbrowe* et *Disbrow*; le château de *Holdenby* s'appelle quelquefois *Holmby*; j'ai toujours choisi l'orthographe employée dans les documents les plus authentiques.

Page 20. — Voici les principales dispositions du *covenant*:

1° Nous jurons que nous entreprendrons sincèrement, réellement et constamment, dans toutes nos places et fonctions, de maintenir la religion réformée de l'Église d'Écosse dans la doctrine, le culte, la discipline et le gouvernement contre nos ennemis communs; que nous entreprendrons la réforme de la religion dans les royaumes d'Angleterre et d'Irlande, pour la doctrine, la discipline et le gouvernement, selon la parole de Dieu et l'exemple des meilleures Églises réformées; et que nous nous efforcerons d'amener les Églises de Dieu dans les trois royaumes à la plus étroite alliance et unité pour la religion, la profession de foi, la forme du gouvernement ecclésiastique, la direction du culte et de l'enseignement religieux.

2° Que nous travaillerons de la même manière, sans égard pour les per-

sonnes, à l'extirpation du papisme et de l'épiscopat (c'est-à-dire du gouvernement ecclésiastique par les évêques, les archevêques, leurs chanceliers et commissaires, les doyens du chapitre, etc.), ainsi qu'à celle de la superstition, de l'hérésie, du schisme et de l'impiété, et de tout ce qui sera trouvé contraire à la saine doctrine.

3° Avec la même sincérité, efficacité et constance, nous travaillerons de nos fortunes et de nos vies à conserver réciproquement les droits et priviléges du parlement et les libertés du peuple, et à préserver et défendre la personne du roi et son autorité, dans le maintien et la défense de la religion et des libertés du royaume, afin que le monde puisse porter témoignage, d'accord avec notre conscience, de notre loyauté, et parce que nous n'avons ni intention, ni pensée de diminuer le juste pouvoir de Sa Majesté.

4° Nous nous efforcerons fidèlement de découvrir tous ceux qui ont été ou qui seront incendiaires, malveillants, pernicieux instruments, en empêchant la réformation de la religion, en séparant le roi de son peuple, ou l'un des royaumes d'un autre, ou en excitant parmi le peuple des factions ou des partis contraires à ce *covenant*, afin qu'ils soient publiquement jugés, et reçoivent une punition proportionnée à leurs offenses. *Clarendon's History*, p. 359.

Page 39. — On a conservé le précis de l'accusation intentée par Cromwell contre Manchester. « Il est de toute notoriété que le comte de Manchester a continuellement cherché par ses lenteurs à éluder d'en venir aux mains ; qu'il a toujours été opposé à l'opinion de terminer la guerre par l'épée, et entièrement partisan d'un tel repos, qu'une victoire était regardée par lui comme un désavantage ; ce qu'il ne cessa de prouver par des actions et des principes analogues, et une conduite qui ne s'est pas démentie. Depuis la prise d'York, surtout, il s'est constamment refusé à tout ce qui pouvait tendre à nous faire obtenir de plus grands avantages sur l'ennemi (comme si le parlement avait alors assez de gloire). A cet effet, il a sans cesse négligé et éludé toutes les occasions de soutenir et relever notre cause (principalement à l'affaire de Dennigton-Castle) ; trouvant sans doute que le parti du roi était trop faible et celui du parlement trop fort.

« Il a également entraîné l'armée par son mauvais exemple, et l'a mise dans une position telle que l'ennemi en a toujours tiré de nouveaux avantages ; et encore avant sa jonction avec les autres corps de l'armée, il a agi de sa volonté absolue contre et sans l'avis de son conseil, et malgré les ordres réitérés du comité des deux royaumes, qu'il méprisait et dont il se moquait. Depuis la jonction, tantôt il cherchait à égarer les conseils de guerre, tantôt il leur persuadait de laisser échapper une occasion, puis une seconde, puis une troisième, jusqu'à ce que, ne pouvant plus trouver de prétexte, il finissait par leur faire entendre qu'il était plus convenable de ne pas combattre du tout. »

NOTES DU LIVRE DEUXIÈME.

Page 60. — Cette mysticité, pour ainsi dire officielle, employée par Cromwell dans les relations qu'il adresse au parlement, se retrouve à la même époque

dans ses lettres privées. Faut-il, d'après ce fait, supposer, comme Voltaire, que Cromwell fut longtemps fanatique de bonne foi, et qu'il devint hypocrite à mesure que son esprit se raffina par le progrès de sa puissance? ou faut-il croire que Cromwell, ainsi que Mahomet, fit ses premières dupes dans sa famille, et commença, par l'illusion des siens, le prestige qu'il voulait étendre autour de lui? Il me paraît difficile d'adopter l'opinion de Voltaire, et de croire que cette vie politique, commencée à l'âge de quarante-deux ans, doive se diviser en deux parts, l'une de fanatisme, l'autre d'hypocrisie [1]. Au reste, voici quelques-unes des lettres religieuses que Cromwell, déjà puissant et célèbre, écrivait aux personnes de sa famille. La première, datée de 1646, est adressée à sa fille Bridget, mariée nouvellement à Ireton :

« Chère fille, je n'écris pas à ton mari, en partie pour lui épargner de « l'embarras (car une ligne de moi lui en fait écrire beaucoup, ce qui, je crois, « le fait veiller trop tard), et en partie, parce que je suis moi-même indisposé « en ce moment, et que j'ai quelques autres occupations. Vos amis de l'île « d'Ely se portent bien; votre sœur Cleypole est tourmentée par quelques « pensées inquiètes (je me fie à la miséricorde du Seigneur); elle voit sa propre « vanité et la disposition charnelle de son âme; elle en gémit et cherche celui « qui doit la satisfaire. Chercher ainsi, c'est appartenir à la secte la plus heu- « reuse, après celle qui trouve, comme doit y parvenir tout chercheur humble « et fidèle. *Heureux chercheur, heureux trouveur!* Qui a jamais goûté combien « le Seigneur est doux, sans éprouver quelque retour d'amour-propre et de « faiblesse? Qui a jamais goûté cette douceur de Dieu et pourrait devenir « moins zélé dans son désir, et moins pressant pour obtenir la pleine jouis- « sance du Seigneur? Ma chère amie, poursuis toujours le Seigneur; que ni « ton mari ni aucune chose au monde ne refroidisse tes affections pour Jésus- « Christ! j'espère qu'il sera pour toi une occasion de les exciter encore. Ce « qu'il y a de plus digne d'amour dans ton mari, c'est ce qu'il porte en lui de « l'image du Christ. Fixe là tes yeux; voilà ce qu'il faut aimer avant tout, et « tout le reste pour cela. Je prie pour toi et pour lui. Faites de même pour « moi. Mes respects et mes tendres affections au général et à sa femme; je « sais qu'elle est fort bienveillante pour toi : cela ajoute à tous mes autres « motifs de reconnaissance; mon amour à tous.

« Ton père chéri, OLIVIER CROMWELL.

« Londres, 25 octobre 1646. »

A sa fille bien-aimée Bridget Ireton, au quartier général. — *Harris's life of Cromwell*, p. 535.

Une autre lettre de Cromwell à sa femme présente le même caractère, et n'est pas moins curieuse :

« Ma très-chère, je ne serais pas content de moi, si je ne profitais de cette « poste, quoique je n'aie pas beaucoup de choses à t'écrire. Cependant j'aime

[1] *Essai sur les Mœurs*, tome IV. — *Dictionnaire philosophique*, tome I.

« à écrire à ma bien-aimée, qui occupe tant de place dans mon cœur. Cela me « réjouit de savoir que ton âme prospère, et que le Seigneur augmente de plus « en plus ses faveurs pour toi. Le grand bien que ton âme peut désirer, c'est « que le Seigneur verse sur toi la lumière de sa protection, qui vaut mieux « que la vie. Puisse le Seigneur bénir les bons conseils et les bons exemples « que tu donnes à ceux qui sont près de toi! Puisse-t-il entendre toutes tes « prières et t'exaucer toujours! J'ai de la joie d'apprendre que ton fils et ta « fille sont avec toi. J'espère que tu trouveras quelque bonne occasion d'un « bon avis pour lui. Présente mes respects à ma mère, mon amour à toute la « famille. Prie de nouveau pour celui qui est à toi.

« O. CROMWELL.

« Édimbourg, 3 mai 1651. »

D'après l'original conservé dans la bibliothèque Harleïenne, mss. 7502.

Je livre au lecteur ces lettres ascétiques, qui semblent plus dignes de madame Guyon que d'un conquérant. S'il ne veut pas y voir une habitude de langage et une intention de tromper, qui n'est puissante que lorsqu'elle est de tous les moments, on peut en conclure que Cromwell était de bonne foi Indépendamment des diverses preuves que j'ai opposées à cette opinion, et du témoignage des ennemis de Cromwell qui, fanatiques ou non, l'accusent tous d'hypocrisie, je puis citer l'autorité d'un témoin impartial et indifférent. L'ambassadeur de France, M. de Bordeaux, écrivait, à l'occasion du zèle que Cromwell montrait pour le protestantisme : « Les bruits qu'on fait courir du général ne sont pas « vrais : il affecte bien une grande piété, mais par une particulière communica- « tion avec le Saint-Esprit. Il n'est pas si faible que de se laisser prendre par « des flatteries. Je sais qu'il s'en est moqué avec l'ambassadeur de Portugal. » *Thurloe's State papers*, v. I, p. 256.

Page 65. — Saint-John, dans une lettre où il annonce à Cromwell les dotations que le parlement lui accorde sur les biens confisqués, ajoute cette réflexion curieuse : *Nous sommes les enfants de Dieu, et Dieu donne tout à ses enfants.*

Page 68. — Plusieurs lettres de l'ambassadeur Montreuil, conservées dans la collection de Thurloe, renferment des faits et des jugements sur la situation de l'Écosse et du roi. On y voit que cet ambassadeur agissait très-sincèrement dans les intérêts de Charles; mais que, préoccupé des idées de la monarchie absolue, il s'opposa plus que personne aux restrictions politiques et religieuses réclamées par le duc Hamilton. Le zèle de Montreuil en faveur du roi avait soulevé contre lui les fanatiques de l'Écosse. « Étant arrivé à Édimbourg, dit-il, « une demi-heure avant qu'on commençât le sermon, le ministre ne laissa pas « de prêcher contre moi : il ne me traita pas toutefois si mal qu'il fit son roi, « qu'il appela homme de sang, cause de la mort de tant d'hommes et ennemi « de Jésus-Christ. » Lettre à M. de Brienne. *Thurloe's State papers*, v. I, p. 74.

NOTES DU LIVRE TROISIÈME.

Page 93. — Cette cruauté de Cromwell, dont aucun historien n'a parlé, se trouve rapportée avec de grands détails dans le pamphlet intitulé : *The history of independency*. L'auteur, qui avait été membre du parlement, compare Olivier Cromwell aux chefs sanguinaires des anabaptistes d'Allemagne. « O Cromwell ! s'écrie-t-il, tu es donc devenu un Jean de Leyde ! O Londres ! « tu vas devenir aussi misérable que Munster ! » Ce qu'il y a de remarquable dans cet écrit, c'est que l'auteur y démasque déjà l'hypocrisie des chefs, en parlant des actions de grâces à Dieu qui furent ordonnées par la chambre : « Telle est, dit-il, l'impudence de ces prétendus saints qu'ils outragent le nom « de Dieu par des dévotions impies qui servent à colorer leurs desseins. »

NOTES DU LIVRE QUATRIÈME.

Page 124. — On trouve dans les premiers ouvrages théologiques de Milton des allusions au projet de poëme épique qu'il a réalisé si longtemps après. Dans un premier traité sur la réformation de l'Église, après avoir tracé l'image de la justice et de l'indépendance qu'il espérait voir bientôt régner sur la terre, il s'écrie plein d'enthousiasme : « Alors parmi les hymnes et les alleluia « des saints, peut-être quelqu'un pourra se faire entendre, élevant ses chants « jusqu'à Dieu dans un rhythme nouveau, pour célébrer, ô Seigneur, tes « divines miséricordes et tes miraculeux jugements, sur cette terre, dans la « durée des âges. » Dans un autre ouvrage, intitulé : *Raisons du gouvernement de l'Église*, Milton laisse entrevoir plus clairement encore les idées poétiques qui obsédaient son génie : à la sécheresse barbare de l'argumentation puritaine se mêlent tout à coup les noms d'Homère, de Virgile, du Tasse, et les rêveries du poëte agité par le pressentiment de ses inventions futures. Ce sont, pour ainsi dire, les éléments d'une création incertaine et confuse ; mais on peut appliquer ici, dans un sens tout profane, les paroles de l'Écriture : *L'esprit de Dieu était porté sur l'abîme* (*Spiritus Dei ferebatur super aquas*). Le souffle du génie semble en effet planer sur ce chaos des premières pensées de Milton. « Dans peu d'années, dit le poëte théologien, j'acquitterai la dette « que je contracte ; il s'agit d'un ouvrage qui ne doit pas s'élever du milieu « des feux de la jeunesse et des vapeurs du vin, comme ces vers qui coulent « facilement de la plume d'un amoureux vulgaire. L'œuvre que je médite ne « sera pas obtenue par une invocation à Mnémosyne et à ses filles séduisantes, « mais par une ardente prière à cet esprit éternel qui peut nous enrichir de « toute science et de toute éloquence, et qui envoie son séraphin avec un rayon « sacré du feu de ses autels pour toucher et purifier les lèvres de celui qu'il a « choisi. — Je ne trouve dep laisir, dit-il ailleurs, à révéler mon projet, long- « temps avant l'exécution, que pour montrer par ces aveux avec combien de « regret j'interromps la poursuite de si nobles espérances, et j'abandonne le « repos et la douceur d'une solitude animée par d'heureuses et secrètes pen- « sées, pour m'élancer sur cette turbulente mer [1] pleine de bruit et de rauques

[1] A troublesome sea of noise and hoarse disputes.

« disputes, emporté loin de la brillante image de la vérité que je contemplais « dans l'atmosphère tranquille et pure de mes études chéries. »

NOTES DU LIVRE CINQUIÈME.

Page 167. — La maladie de Cromwell fut annoncée dans toute l'Europe. La correspondance des chefs royalistes à cette époque est toute remplie des espérances que cette nouvelle leur donnait. « J'apprends, écrit Nicolas au marquis « d'Ormonde, que Cromwell, tourmenté d'un flux de sang, est si faible de « corps et d'esprit, qu'il n'est plus capable de faire ou de diriger aucune « chose. »

Page 168. — Le docteur Bate donne quelques détails singuliers sur ces ruses et ces jeux de Cromwell. « Le général, dit-il, éprouvait les officiers par de rudes exercices; c'étaient des charbons ardents qu'ils se jetaient sur leurs bottes, des matelas qu'ils se lançaient à la tête. Quand il les voyait bien fatigués par un prélude de ce genre, et tout à fait en train de rire, il les amenait à quelque ouverture de cœur; et de cette manière il leur surprit souvent d'importants secrets. » *Elenchus motuum nuperorum*, p. 236.

Page 175. — Cromwell, dit Whitelocke, se rendit à Londres en grand appareil et en triomphe, accompagné des quatre commissaires du parlement, de beaucoup d'officiers principaux de l'armée, et de beaucoup d'autres personnes de distinction. Il fut rencontré, hors de la ville, par l'orateur du parlement, le lord président du conseil d'État, beaucoup de membres du parlement et du conseil, le lord maire, les schérifs, les aldermen de Londres, la milice et des milliers de personnes de qualité. Il y avait une garde nombreuse de soldats à pied et à cheval, et des multitudes de gens répandus dans la campagne et dans les rues. Il fut salué, pendant toute la route, jusqu'à sa maison, par des décharges d'artillerie et de mousqueterie, et par les acclamations et les cris de joie du peuple. Il se conduisit avec beaucoup d'affabilité et d'humilité apparente; et dans tous ses discours sur la journée de Worcester, il ne faisait presque aucune mention de lui-même, et reportait à Dieu toute la gloire de cette action. *Whitelocke's Memorials*, p. 485.

NOTES DU LIVRE SIXIÈME.

Page 183. — Whitelocke, après avoir rapporté l'extrait de toute cette conférence, ajoute quelques réflexions. « Presque tous les officiers, dit-il, étaient « opposés à toute espèce de monarchie, quoique chacun d'eux fût monarque « absolu dans son régiment et dans sa compagnie. Les légistes étaient généra- « lement pour une monarchie mixte, et quelques-uns pour le duc de Glocester; « mais Cromwell écarta ce point de la discussion pour passer à d'autres. En « définitif, la compagnie se sépara sans être arrivée à aucun résultat. Seule- « ment Cromwell découvrit par cette conférence les inclinations des personnes « qui parlèrent; c'était là ce qu'il voulait pêcher (*for which he fished*); et il fit « usage de ce qu'il découvrit alors. »

Page 188. — Whitelocke, opposé sur ce point à l'opinion de Ludlow, dit que la mort d'Ireton frappa Cromwell d'un profond chagrin. (*His death struck a*

great sadness into Cromwell.) C'était, ajoute-t-il, un homme intrépide sur le champ de bataille, prudent et inquiet dans le conseil, et excessivement zélé pour l'établissement d'une république. *Whitelocke's Memorials*, p. 491.

Page 192. — Whitelocke suppose dans ses Mémoires (p. 511) que Cromwell, sous main, travaillait pour le faire envoyer en Irlande, afin de lui ôter les sceaux, parce qu'il était mécontent de son peu de complaisance sur différents points, et particulièrement sur le jugement de quelques causes en cour de chancellerie (*and particularly in some chancery causes*). Cette dernière circonstance et la docilité de Whitelocke, insuffisante pour Cromwell, peuvent faire juger de l'extrême pouvoir qu'il exerçait déjà.

Page 198. — Cromwell, dit Whitelocke, fut averti d'arrêter ce mode de pétitions présentées par les officiers, qui réclamaient l'épée à la main, de peur que, dans la suite, cela ne revînt jusqu'à lui ; mais il parut négliger cet avis, ou plutôt avoir quelque dessein secret pour le succès duquel il les mettait en avant, afin de lui préparer la voie. *Whitelocke's Memorials*, p. 516.

NOTES DU LIVRE SEPTIÈME.

Page 212. — Le résident de France écrivait à sa cour « que la nouvelle « assemblée était composée de petits marchands et d'ouvriers, et que c'était « une pitié de faire gouverner un peuple par de pareilles gens. » *Thurloe's State papers*, v. I, p. 312.

Page 221. — On trouve dans une lettre de la collection de Thurloe un jugement remarquable sur cette assemblée. « Je conviens que notre nouveau « parlement est une compagnie d'hommes aussi saints qu'il y en a dans le « monde. Mais dans toutes leurs délibérations, ils sont aussi lents, ou même « plus lents, que tous ceux qui les ont précédés, en particulier sur l'affaire des « dîmes, des inféodations, et du procès de Lilburn. Leur chambre a été « quelque temps divisée sur ces trois points ; et bien qu'après la prière à Dieu « ce soient les principales choses dont ils s'occupent, aucune n'est encore « terminée ; ce qui fait croire aux gens sages que nous serons enfin forcés de « prier le général de prendre tout sur lui. Les *cavaliers* n'en seront pas fâchés ; « tant il est équitable et impartial dans la dispensation des faveurs et de la « justice ; et certainement, pour ce qui regarde la guerre de la Hollande, il « s'attend bien à trouver les *cavaliers* plus *effectifs* (*more real*) que les presby- « tériens, et plus propres pour tout gouvernement. Nous attendons, par la « faveur du général, un grand acte d'amnistie, qui donnera permission de « rentrer à toutes les personnes sorties de l'Angleterre, excepté trois ou « quatre, qui ne reviendraient pas, lors même qu'elles en auraient la permis- « sion. Nous espérons que toutes les personnes sûres et modérées, qui bientôt « seront seules mises en place, pourront agir dans le gouvernement pour « elles-mêmes et pour leurs amis. Il y a eu quelques motions faites dans la « chambre, pour que tous les mariages faits en Angleterre depuis 1647 soient « réputés nuls ; que les juifs soient admis à commercer ici comme en Hollande ;

« et que toutes les cathédrales soient incessamment démolies. » *Thurloe's State papers*, v. I, p. 387.

Cette lettre curieuse peut servir à expliquer les espérances que donnait Cromwell, et l'intention qu'il avait eue dans le choix de cette assemblée fanatique.

Page 235. — « La reine, raconte Whitelocke, me fit entrer dans sa chambre « à coucher, ce qu'elle n'avait jamais fait auparavant ; elle me dit la nouvelle « avec beaucoup de joie, et me demanda si j'avais mes lettres de créance : je « répondis que non ; mais que, d'après d'autres lettres, j'avais lieu de croire « cette nouvelle, et d'attendre les intentions que Sa Majesté m'exprimerait sur « ce point. Elle répondit qu'elle avait, pardieu, pour mon général et pour moi, « autant et plus d'égard qu'auparavant, et qu'elle aimait mieux avoir affaire « avec un homme qu'avec plusieurs (*that she had rather have to do with one « man than with many*). » Whitelocke, ayant reçu les lettres de créance, retourna chez la reine pour les présenter. « Après les avoir lues, dit-il, Chris« tine me demanda comment il se faisait que, dans la lettre qui lui était « adressée, le nom de milord protecteur fût placé le premier. Je lui répondis « que c'était la forme usitée en Angleterre à l'égard des autres princes et des « autres États. Elle répondit que, dans ce cas, elle était satisfaite. Je lui dis « que la signature était de la main de milord protecteur ; elle en parut fort « flattée, et me donna sa main à baiser. Elle ajouta qu'elle écrirait elle-même « à milord protecteur, et me chargea d'exprimer dans mes lettres à Votre « Altesse, que personne plus qu'elle n'estimait et n'honorait Votre Altesse. » *Thurloe's State papers*, v. II, p. 23.

Page 236. — Les détails relatifs aux négociations avec la Hollande occupent une grande partie du premier volume de la collection de Thurloe. Ils se composent d'une foule de résumés diplomatiques, de notes et de lettres interceptées, qui prouvent que la corruption introduisait Cromwell dans le secret de presque tous les cabinets de l'Europe. La plupart de ces pièces seraient insignifiantes ou peu comprises. Il en résulte seulement que Cromwell parut plus exigeant et plus difficile avant son élévation au protectorat ; que d'abord il insista pour la réunion des États de Hollande à la république d'Angleterre, sur le même pied que l'Écosse ; qu'il porta dans la discussion beaucoup de hauteur et de subtilité ; que souvent il parut fort animé, et répandit des larmes, ce qui contrastait singulièrement avec l'immobilité flegmatique des envoyés hollandais. « Le général, dit une lettre déjà citée, a fait une longue harangue « aux députés de Hollande, leur offrant de se réunir avec eux comme un seul « homme contre tous les impies de la terre ; déclarant que leur vie, leurs « femmes, leurs enfants, leur renommée, seraient aussi précieux à l'un qu'aux « autres. En disant cela, notre bon général était si passionné par tendresse de « cœur, et par crainte de la continuation de la guerre, qu'il répandait beaucoup « de larmes, etc. » *Thurloe's State papers*, v. I, p. 387.

La négociation se continua par des commissaires que choisit Cromwell. Dans un rapport du mois d'août 1653, les députés hollandais écrivent aux états généraux : « Le 11 juillet, nous fûmes avertis, par la personne déjà nommée, « que, dans toute la journée de la veille, elle n'avait pu trouver occasion de

« parler au général, qui avait été enfermé avec Lambert et Harrisson, et qui, « le reste du temps, avait été fort occupé dans le conseil, et comme on le « croit, au sujet de notre négociation; cette personne ajouta, qu'ayant alors « joint le général, celui-ci objecta beaucoup de difficultés et de scrupules, au « point qu'il paraissait avoir entièrement changé d'opinion, disant, parmi « d'autres choses, que le conseil ne pouvait trouver de sécurité dans une « alliance avec Leurs Hautes Seigneuries; que les passions et les esprits des « chefs du gouvernement des Pays-Bas étaient contre la république; que, « réduits par la nécessité, nous ne voulions faire observer le traité que jus- « qu'au moment où nous serions devenus plus forts, et pourrions nous allier « à d'autres. »

Le 6 décembre de la même année, l'ambassadeur français, écrivant à sa cour, annonce les conditions définitives proposées par le protecteur, et il ajoute : « Les ambassadeurs de Hollande m'ont dit être résolus de se retirer, et ils me « paraissent certainement un peu abattus, surtout le sieur Beverning, qui avait « eu toutes les assurances de M. le général d'accommodement, jusqu'à lui « envoyer des articles fort raisonnables, à quoi se confiant, et aux larmes « qu'en plusieurs occasions il a répandues, pour témoigner son regret de « voir deux États si amis, et conformes en religion et en guerre, il a donné « lieu au retour des autres députés. » *Thurloe's State papers*, v. I, p. 616.

NOTES DU LIVRE HUITIÈME.

Page 248. — Les lettres de l'ambassadeur de France renferment plusieurs détails curieux sur les relations de Cromwell et de la France :

« J'ai reçu les deux lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire les « 21 et 25 du mois passé, avec celle du roi, dans lesquelles je vois qu'il plaît « à Sa Majesté de me confier la négociation du traité entre la France et « l'Angleterre, avec la qualité d'*ambassadeur*. J'ai demandé audience au secré- « taire du conseil, sous prétexte de lui en faire part, afin de découvrir avec « quels termes M. le protecteur désirait que Sa Majesté le traitât. Il ne voulut « point s'expliquer autrement, sinon que Son Altesse avait l'autorité souve- « raine et aussi grande que les rois, et que c'était à nous d'en user comme « nous jugerions à propos. Depuis cette conversation, un homme, qui se mêle « d'intrigue, m'est venu trouver, et m'a voulu faire entendre que le terme de « *frère* serait bien agréable. J'ai donné ordre à mon secrétaire, si l'on lui « témoigne désirer le titre de *frère*, qu'il réponde de soi-même que les pouvoirs « m'ont été envoyés, afin d'avoir un prétexte pour me dispenser de donner « cette qualité. Toutes les résolutions d'ici, dans les rencontres de la moindre « importance, se prennent avec grand secret, et la politique est de sur- « prendre.

« 2 mars 1654 (N. S.). »

Thurloe's State papers, v. II, p. 106.

Et ailleurs, de Bordeaux écrit : « J'infère que Son Altesse n'est pas contente « de ce que je ne suis pas qualifié d'ambassadeur *près d'Elle*, et de n'être pas

« traitée de *frère*. Le maître des cérémonies ayant averti l'ambassadeur de « Portugal de lui donner ce titre. »

Page 277. — Les négociations avec la France traînèrent fort en longueur. De Bordeaux rapporte une des dernières conférences qu'il eut avec le protecteur, et dans laquelle il demanda que les commissaires des rebelles de France ne fussent jamais reçus à porter plainte en Angleterre. « Le lord protecteur, dit-il « dans sa lettre, commença son discours par quelques protestations générales « sur son désir de la paix ; il les appuya de quelques mauvaises raisons, pour « justifier tant de retards, et les difficultés qui restaient encore. Quant à son « titre, il déclara que des considérations qui lui étaient personnelles, ne « seraient jamais un obstacle, pourvu que la nation pût conserver sa dignité. « Quant à la limitation du pouvoir des arbitres, il renvoya la question à l'exa- « men du comité ; mais il s'étendit beaucoup sur la clause réciproque relative « aux mécontents des deux États, afin de prouver qu'elle n'était point juste en « termes généraux, puisque Sa Majesté n'avait consenti qu'au bannissement de « quelques personnes particulièrement désignées. Il considéra ensuite que, « d'après une pareille clause, les protestants de France seraient exclus du « droit d'implorer l'assistance de l'Angleterre, s'ils étaient persécutés, décla- « rant d'ailleurs qu'il était bien éloigné d'avoir la moindre pensée de les « soustraire à l'obéissance sous laquelle ils étaient, comme on le lui avait « imputé ; mais que plutôt il armerait contre eux s'ils essayaient, à la légère « et sans motif, de troubler la paix de la France. Il finit en disant que j'avais « moi-même terminé mon discours avec trop de fierté, et que l'Angleterre serait « toujours en position de se défendre de ses ennemis. »

L'ambassadeur de France lutta beaucoup pour l'adoption de cet article, qui fut rejeté. *Thurloe's State papers*, v. II, p. 5.

Page 277. — L'intérêt extrême que Cromwell prit aux réformés de Savoie se retrouve dans une foule de pièces de la correspondance de Thurloe. Cet intérêt tenait au grand système de ligue protestante, que le protecteur suivit et annonça constamment. L'ambassadeur Newport raconte dans une lettre aux États, que dans diverses conférences sur ce point, le protecteur lui a dit, relativement à la Suède : « Que tous les grands États protestants devaient cultiver « entre eux l'union et l'amitié, et se tenir en garde contre les démarches et les « intentions du présent pape et de ses adhérents. » Newport ayant alors dit au protecteur que les états partageaient son intérêt pour les Vaudois et qu'ils avaient écrit dans cette vue à leur ambassadeur, le protecteur répondit « qu'il « était excessivement satisfait de voir que Leurs Hautes Puissances prissent si « fort à cœur l'intérêt de ces pauvres peuples de la vraie religion réformée, « assurant l'ambassadeur qu'il n'y avait rien au monde qu'il estimât davan- « tage, et que pour cette cause il était prêt, si c'était la volonté de Dieu, à « souffrir les plus grands tourments. » *Thurloe's State papers*, v. IV, p. 214.

NOTES DU LIVRE NEUVIÈME.

Page 291. — Le 28 septembre 1656, l'ambassadeur de France écrivait à Mazarin : « La réunion du parlement est la seule affaire qui occupe les esprits

« en Angleterre. Votre Éminence verra, par la copie de ma lettre à M. de « Brienne, le résultat des deux premières séances de cette assemblée. J'ajou- « terai que le protecteur s'est fort étendu contre les Espagnols, exagérant « toutes les entreprises que leur roi avait autrefois formées contre l'Angle- « terre et les motifs qui l'obligeaient à rompre ; ce sont les mêmes qu'il fit « publier l'année dernière. Il affecta aussi d'être persuadé que l'Espagne et le « duc de Newbourg donnent neuf mille hommes au roi pour faire une descente « en Angleterre. Il n'y a point de nouvelles conformes à cela ; et beaucoup de « gens croient que c'est une feinte et une invention, pour donner des alarmes, « et pour maintenir l'union de l'armée dans cette conjoncture. » *Thurloe's State papers*, v. V, p. 427.

Page 296. — La confiance que Cromwell était parvenu à inspirer à quelques partisans du roi, est attestée par une anecdote singulière, qui se trouve dans un écrit royaliste publié à l'occasion des Mémoires de Thurloe.

« Le protecteur, dit l'auteur de cet écrit, et le petit nombre de ses affidés, « étaient certainement des hommes de grande sagacité pour leur intérêt, et « qui savaient varier leur conduite, suivant que les circonstances le rendaient « nécessaire. Ils avaient tour à tour cajolé et trompé tous les partis, même « jusqu'à ces pauvres royalistes, qui étaient si dépouillés et si opprimés ; et « l'apparence de faveur (*this sunshine of favour*) qui brilla quelque temps « pour ceux-ci, engagea James Howel à composer et à dédier au protecteur un « livre, dans lequel il s'élevait avec force contre le pouvoir du parlement, et « justifiait ouvertement Charles Ier dans toute sa querelle avec cette assem- « blée ; et ce livre fut très-bien accueilli ; ce qui servit à prouver que la « monarchie était au fond la chose à laquelle visait Cromwell, et peut-être une « monarchie plus absolue qu'aucun de nos rois n'avait prétendu l'établir. « *Which book was very well received, and thereby plainly proved, that monarchy* « *at the bottom was what Oliver aimed at, and perhaps a more absolute mon-* « *archy that any of our kings pretended to.* » *A letter to a friend in the country*, p. 48.

Page 297. — La lettre de créance de Jephson pour le roi de Suède mérite d'être citée :

« Très-puissant et sérénissime roi, ce noble gentilhomme, le major général « Jephson, membre de notre parlement, qui aura l'honneur de remettre cette « lettre à Votre Majesté, vous instruira de l'inquiétude et du chagrin que nous « a donnés la nouvelle de la malheureuse guerre qui s'est élevée entre les cou- « ronnes de Suède et de Danemarck, et de l'envie extrême que nous avons « d'employer tous les bons offices que Dieu peut mettre en notre pouvoir, « pour réparer cette brèche, et prévenir par là les maux et les inconvénients « qui résulteraient, pour la cause commune, d'une guerre pareille, à une « époque où nos ennemis s'unissent et s'engagent dans les projets et dans les « pratiques les plus dangereuses contre le culte et contre les sectateurs de la « vraie religion. Ce motif et quelques autres qui touchent de près à ces deux « nations et à l'intérêt public, nous ont déterminé à députer ce gentilhomme « à Votre Majesté en qualité d'envoyé extraordinaire. Nous prions Votre

« Majesté de le recevoir amicalement, et de lui accorder entière créance dans « les choses qu'il communiquera à Votre Majesté de notre part, comme à une « personne à qui nous nous confions pleinement ; et nous prions Votre Majesté « d'être assurée de notre véritable affection et notre bonne volonté pour vos « affaires ; de quoi nous vous donnerons des preuves réelles dans toutes les « occasions qui pourront s'offrir.

« Votre bon ami, OLIVIER. »

Page 307. — Thurloe écrivait à Henri Cromwell : « Il y a un comité d'offi« ciers qui souvent se rassemble à White-Hall. L'autre jour ils vinrent à Son « Altesse, et lui représentèrent leur inquiétude de ce que l'on faisait dans le « parlement quelque chose pour la ruine du gouvernement actuel. Son Altesse « leur parla dans des termes très-francs, mais pleins de douceur et de bien« veillance, et à leur grande satisfaction, à ce que j'entends dire. » *Thurloe's State papers*, v. VI, p. 93.

Page 313. — Cromwell fit prêcher devant lui et consulta, dans diverses circonstances, trois célèbres docteurs de l'Église presbytérienne, Manton, Baxter et Calamy. Quant à l'Église épiscopale, quoiqu'il ait rendu contre elle des lois sévères, il autorisa plusieurs membres de cette communion à officier publiquement. Ce fait est attesté par Walker, dans l'ouvrage intitulé : *Souffrances du Clergé.* Cromwell protégea même les unitaires qui n'étaient que des déistes. Il avait accordé une pension à John Bidle, chef de cette secte en Angleterre, qui, par un bill du parlement, était exilé dans l'île de Scilly. Enfin, il avait parmi ses chapelains un docteur Jeremiah White, qui était à peine chrétien, et qui, dans ses spéculations hardies, s'éloignait de toutes les sectes connues. *Harris's Life of Cromwell*, p. 44.

La haine de Cromwell contre le catholicisme paraît même avoir un calcul politique, qui ne le suivait pas dans ses actions privées.

Il est rapporté dans un écrit du temps « que sir Kenelme Digby, catholique « connu, était logé par Cromwell dans le palais de White-Hall, et que plu« sieurs prêtres romains furent protégés par des ordres particuliers de la « main et du sceau de Cromwell. »

Une lettre du chevalier Digby, dans le recueil de Thurloe, est pleine de la plus vive reconnaissance pour le protecteur. Ce même recueil renferme d'autres pièces plus curieuses, qui prouvent que, si le pape avait voulu envoyer à Londres un évêque catholique, Cromwell l'aurait toléré, dans l'espérance de se servir de cette influence pour diriger et contenir tous les catholiques d'Angleterre. Il est certain qu'il reçut et encouragea, sur ce point, les demandes des catholiques qui avaient perdu l'ancien évêque nommé sous Charles Ier. On a conservé une lettre écrite à Charles pour le prévenir de cette politique, et l'engager à ne point s'opposer, comme il le faisait, à la conversion du duc d'York, de peur de mécontenter la cour de Rome, et de la rendre par là plus favorable aux vues de Cromwell. Charles II répondit : « J'ignore jusqu'à quel « point la condescendance de Cromwell pour les catholiques peut déterminer « le pape à lui donner créance, et par conséquent à le favoriser ; mais l'appré« hension de ce danger ne doit pas me conduire à faire quelque chose de « contraire à mon jugement et à ma conscience ; et si, après tant d'exécrables

« parjures et tant de violations de toutes les promesses, Cromwell venait à se « faire croire par quelques-uns de mes sujets catholiques, je suis persuadé que « tout cela tournerait à leur préjudice et à leur honte, plutôt qu'à mon désa- « vantage. » *Thurloe's State papers*, v. I, p. 740-744.

Page 324. — Il paraît que Fleetwood et Desborough continuaient d'inquiéter le protecteur par leurs mécontentements et leurs intelligences avec Lambert. En 1657, Henri Cromwell écrivait à lord Broghill : « Je n'aime pas cette inti- « mité de Desborough et de Fleetwood avec Lambert; car, lorsque des hommes « tels que ceux-ci correspondent avec un homme tel que celui-là, c'est la « preuve que leur pouvoir est plus grand que *quelqu'un* ne le voudrait, bien « qu'il ne soit pas plus grand que celui de tous les hommes raisonnables des « trois nations, qui, j'en ai la confiance, ne se prêteront pas à leur dessein. » *Thurloe's State papers*, v. VI, p. 858.

NOTES DU LIVRE DIXIÈME.

Page 334. — La suite de la lettre de Cromwell à Mazarin ferait supposer que ce ministre rendait au protecteur de bien déshonorants services :

« Je viens maintenant, dit Cromwell, aux remercîments que je dois à Votre « Éminence pour le choix judicieux que vous avez fait de la personne à qui « vous avez confié notre affaire la plus importante; affaire dans laquelle Votre « Éminence est intéressée, quoique dans un moindre degré que moi-même. Je « dois avouer que j'avais quelques doutes du succès, jusqu'à ce que la Provi- « dence les ait éclaircis pour moi par le résultat. Je craignais que Berkley ne « fût pas capable de conduire et de pousser cette affaire, que le duc d'York « se fût refroidi dans sa demande, ou qu'il eût cédé à son frère; je doutais « aussi que les instructions que j'ai envoyées fussent assez clairement expri- « mées, quelques affaires que j'ai ici ne me laissant pas actuellement le loisir « d'être aussi précis sur quelques détails que je le voudrais. Si je ne me suis « pas mépris sur le portrait que Votre Éminence me fait du prince, le feu qui « est allumé entre eux n'a pas besoin qu'on souffle pour l'exciter et l'entre- « tenir. Au reste, les choses que je crois ultérieurement nécessaires, je les « communiquerai à Votre Éminence, par Lockart; et maintenant je me glorifie « devant Votre Éminence d'une sécurité qui tient à ma confiance bien établie « dans le Seigneur; car si cette première brèche vient à s'élargir un peu, si « cette division est fomentée avec quelque prudence relativement aux per- « sonnes qui doivent y concourir, je ne puis douter que ce parti, qui est déjà « abandonné de Dieu, pour la dispensation extérieure des miséricordes, et qui « est importun à ses concitoyens, ne baisse et ne s'affaiblisse chaque jour dans « l'opinion de tout le monde. Si j'ai importuné trop longtemps Votre Éminence « à ce sujet, vous pouvez l'imputer aux sentiments de joie que j'éprouve de « l'heureuse issue de cette affaire. Je finirai en vous donnant l'assurance que « je serai toujours empressé de montrer, ainsi qu'il convient à votre frère et à « votre allié, que je suis votre fidèle ami.

« Olivier, protecteur. »
Thurloe's State papers, v. V, p. 736.

En lisant cette lettre singulière, dont il n'est fait mention dans aucun ouvrage historique, on voit assez clairement que Mazarin travaillait, dans l'intérêt de Cromwell, à exciter des divisions entre Charles II et son frère.

Page 335. — C'est une chose remarquable que le concours du protecteur dans toutes les affaires de l'Europe, toujours avec l'idée principale de former une ligue protestante. Il approuva dans cette intention les victoires du jeune roi de Suède, jusqu'au moment où la Prusse réclama contre ce conquérant le secours des Provinces-Unies. Cette politique paraîtra surtout résulter d'une lettre de l'ambassadeur de Hollande, datée de 1656. « Le secrétaire d'État me « fit dire, mardi dernier, que le lord protecteur avait jugé à propos de me « donner audience l'après-midi à quatre heures. Je fus amené par le maître « des cérémonies. Après mon compliment, selon la circonstance, le lord pro- « tecteur fit sortir tous les officiers et gentilshommes qui étaient là en grand « nombre, et il ne resta près de lui que Lambert et Thurloe. Je lui déclarai « que nos ambassadeurs allaient hâter leur voyage en Danemarck et en Prusse, « avec les instructions et les motifs déjà communiqués à Son Altesse, et que « l'Angleterre n'étant pas moins intéressée que la Hollande, dans les affaires « présentes de la Pologne et de la Prusse, j'espérais que Son Altesse ne ferait « pas difficulté de me mettre à portée de communiquer à Leurs Hautes Sei- « gneuries ses intentions sur ce point. Le protecteur fit alors un long récit, « à commencer des premiers préparatifs de la Suède, ajoutant que, de son « aveu, il n'avait vu aucun inconvénient aux victoires de la Suède sur les « papistes polonais, ni à la prise de Varsovie, de Cracovie et d'autres places « de la haute Pologne ; que si le roi avait jugé à propos de pousser ses con- « quêtes jusqu'à Constantinople, il lui aurait souhaité de tout cœur un bon « succès ; que s'il avait frappé sur les parties de la Pologne, où il y a grand « nombre de protestants et où, depuis quelques années, ils ont été exposés à « de grandes persécutions, il aurait souffert cela très-volontiers ; mais que « maintenant il devait avouer qu'il ne lui était pas aussi agréable de voir « attaquer les provinces qui appartiennent à des souverains protestants ; qu'il « se trouvait obligé, en conscience, de faire tous ses efforts dans cette con- « joncture, non-seulement pour prévenir une rupture entre les princes pro- « testants et les États ; mais qu'il devait aussi travailler à les unir plus « étroitement dans une ligue de mutuelle défense contre les cruautés inhu- « maines du papisme ; qu'il avait fortement notifié sa pensée à l'ambassadeur « de Suède, actuellement à Londres ; qu'il m'avait déjà déclaré sa volonté de « n'accepter aucune offre préjudiciable aux Provinces-Unies ; mais qu'il pou- « vait encore me dire, en la présence de ces messieurs, qu'il espérait que « jamais il n'entrerait dans leur esprit de recevoir quelque avantage, qui ne « fût pas en commun avec les Provinces-Unies, relativement à des priviléges « et à des libertés de commerce ou de navigation. » *Thurloe's State papers*, v. IV, p. 389.

Page 350. — Le cardinal de Retz qui, dans plusieurs écrits contre Mazarin, reproche à ce ministre ses lâches condescendances pour Cromwell, était devenu le conseiller secret de Charles. Je citerai ici la lettre qu'il écrivait à l'occasion d'un projet sur lequel le roi avait désiré connaître son opinion. « Le voyage

« d'Espagne a, ce me semble, plus de péril que d'utilité; mais comme il est « d'une nature qu'il ne peut être approuvé par les Espagnols, qu'il n'en soit « même fortement désiré, et comme j'appréhende, par cette raison, qu'il ne « devienne à Sa Majesté, dans les suites, plutôt un effet de nécessité que de « choix, je crois qu'il est bon de penser au moins de bonne heure à en « diminuer, autant qu'il sera possible, tous les inconvénients. Le premier et le « plus considérable est tiré des mauvais conseils auxquels on a sujet à craindre « que le bon naturel de M. le duc d'York se laissât emporter; à quoi je ne « vois point d'autre remède, si ce n'est que Sa Majesté l'oblige de l'accom- « pagner. Je ne doute point que les mêmes considérations qui font souhaiter « aux ministres d'Espagne le voyage du roi ne leur rendent fort agréable « celui de M. son frère; et j'espère que les mêmes raisons qui l'ont porté à y « envoyer le père Talbot le pourront convier lui-même à n'en point faire de « difficulté. Enfin, je suis persuadé qu'il ne faut rien oublier de tout ce qui « peut obliger M. le duc d'York à faire le voyage, parce que je crois que sa « présence y est de tout point nécessaire au service du roi, pour les raisons « qui parlent assez d'elles-mêmes, sans les expliquer. » Collection de lettres originales concernant les affaires d'Angleterre, v. II, p. 141.

Page 347. — Fleetwood écrivait à Henry Cromwell :

« Son Altesse, n'approuvant pas la continuation du parlement, l'a dissous « mardi dernier. Nous sommes maintenant occupés à considérer nos embarras « et les moyens de nous en tirer. Le défaut d'argent sera celui qui entravera « le plus notre ouvrage, notre trésor étant si bas et les occasions si grandes. « Nous avons peu de temps pour songer à autre chose. L'armée est, grâce à « Dieu, dans une bonne et paisible posture. Son Altesse a fait venir, samedi « soir, les officiers qui sont autour de la ville, et leur a donné satisfaction « dans ce qu'il leur a dit, et je crois qu'il trouvera toujours cette armée « fidèle et sincère pour lui. » *Thurloe's State papers*, v. VI, p. 786, année 1657.

NOTES DU LIVRE ONZIÈME.

Page 372.— Son Altesse est maintenant à Hampton-Court et y restera quelque temps, autant pour sa propre santé que pour être près de milady Élisabeth, qui a été très-dangereusement malade, mais qui va un peu mieux. *Thurloe's State papers*, v. VII, p. 269.

Page 372. — Thurloe écrivait à Henri Cromwell :

« Son Altesse, se trouvant toujours mal, a laissé de côté toutes les affaires. « Il était si bien vendredi, que nous espérions que le moment le plus dange- « reux était passé; mais il a plu à Dieu de le laisser retomber, samedi matin, « dans un accès de fièvre; et par le retour du mal, il paraît depuis que c'est « une fièvre tierce. Les accès étaient longs et aigus; mais cependant le dernier « n'a pas été aussi mauvais que le précédent; aujourd'hui étant le jour d'inter- « valle, il est venu de Hampton-Court ici, tous les médecins jugeant que le « lieu était meilleur, outre l'avantage que le changement d'air donne ordinai-

« rement pour la guérison des fièvres. Quoique ce soit une mauvaise saison de « l'année pour avoir la fièvre, cependant la maladie du protecteur étant une « fièvre tierce, et Son Altesse se trouvant fort bien dans les intervalles, les « médecins ne conçoivent pas qu'il y ait de danger pour sa vie : toutefois « Votre Excellence imaginera sans peine dans quel trouble nous sommes; et « lors même qu'il plaira à Dieu de le conserver, certes, en considérant le « moment de cette *visitation* et d'autres circonstances, cela ne peut que nous « humilier devant Dieu, et nous faire profondément sentir combien nous « dépendons de celui qui tient ainsi dans sa main la vie et le souffle de son « vieux serviteur. » *Thurloe's State papers*, v. VII, p. 355.

Page 378. — On trouve dans une lettre écrite après la mort de Cromwell, par un homme qui l'avait approché, quelques détails sur son caractère et sur sa personne, utiles pour faire connaître ce qu'il était ou ce qu'il paraissait. Le trait le plus curieux de cette peinture a pour objet cette facilité de s'attendrir, souvent remarquée dans la vie de Cromwell, et qui fait dire à Whitelocke, dans ses mémoires, que le protecteur était un *homme très-bon* (*a good natured man*) ; espèce de sensibilité quelquefois toute physique, qui ne passe point jusqu'à l'âme et qui s'accorde, dans certains hommes, avec la froide méditation des plus grandes cruautés. Voici les termes de cette lettre : « Le protecteur était « d'une constitution puissante et robuste, sa taille était au-dessous de six pieds « (de deux pouces, je crois), sa tête si forte, que vous auriez vu qu'elle renfer- « mait un vaste trésor de facultés intellectuelles ; son humeur excessivement « inflammable : mais ce feu tombait en partie de lui-même ou était bientôt « apaisé par les qualités morales du protecteur. Il était, par nature, compa- « tissant pour les objets en souffrance, même jusqu'à un degré de faiblesse « (*even to an effeminate measure*). Quoique Dieu lui eût fait un cœur dans lequel « il y avait peu de place pour l'idée de la crainte, excepté de celle qu'il inspi- « rait lui-même, cependant il poussait jusqu'à l'excès la tendresse pour ceux « qui souffraient. Rarement une plus grande âme habita dans ce corps d'argile. « Si son histoire était impartialement écrite et que le monde la reçût sans pré- « vention, elle ajouterait son nom à celui des neuf preux. Il a vécu et il est « mort dans une parfaite union avec Dieu, comme l'ont observé des personnes « judicieuses qui étaient près de lui. » *Thurloe's state papers*, v. I, p. 766.

Page 401. — Les royalistes anglais ont accusé Mazarin d'avoir voulu nuire au rétablissement de Charles II. Ce reproche est exagéré; ce ministre, dans une lettre où il raconte à son confident Letellier le refus qu'il a fait de recevoir le roi, ajoute des réflexions qui paraissent renfermer le secret de sa politique.

« Je suis en résolution de m'en tenir là, s'il n'arrive quelque chose que je ne « puis pas prévoir qui m'oblige à changer d'avis ; et à la vérité, le même roi a « été fort mal conseillé de faire ce voyage qui ne lui peut servir de rien, puis- « que dom Louis et moi savons bien qu'il est hors de ses royaumes, et toutes « les raisons qui pourraient obliger les rois nos maîtres de songer à son réta- « blissement, tant pour ne pas laisser au monde un si méchant exemple que « celui de la mort du roi son père, condamné par ses propres sujets, ce qui est « inouï, que pour ne souffrir pas qu'il se forme une république puissante qui, « dans la suite du temps, donnât à penser à tous ses voisins. Et je suis assuré

« que ledit roi d'Angleterre, quelque préparé qu'il vienne, ne m'en saurait tant « dire que j'en sais sur ce sujet; mais il devrait songer en même temps que le « roi, ni le roi d'Espagne, ne s'engageront pas à rien entreprendre en sa faveur, « qu'ils ne connaissent auparavant le pouvoir faire sans exposer leurs intérêts « particuliers, étant assez commun et reçu dans le monde que la charité bien « ordonnée commence par soi-même. » Lettre du cardinal Mazarin, v. II, p. 159.

Page 411. — La lettre de Monk pour recommander Thurloe est adressée aux baillis de Bridgenorth et conçue en ces termes : « Messieurs, la considération du « grand intérêt qu'a le peuple à l'événement du prochain parlement, et le désir « que j'ai de contribuer par mes efforts à toutes les choses qui peuvent amener « ce résultat, me déterminent à vous écrire. Je sais qu'il n'y a rien de plus « moralement utile à la nation dans ce moment que d'élire au parlement des « personnes d'une habileté connue et d'une fidélité parfaite aux intérêts publics « et rationnels. D'après ce motif, je m'assure du bon accueil que vous ferez à « la requête que je vous adresse, en recommandant à votre choix Jean Thurloe, « chevalier, pour être un de vos députés. Ne cherchant dans ce résultat qu'un « intérêt public, j'y verrai personnellement, messieurs, une obligation et une « marque d'égard pour votre fidèle ami. » Malgré cette lettre, Thurloe ne fut pas nommé. Au retour du roi, il s'éloigna et vécut dans l'obscurité. Les papiers qui composent le volumineux recueil publié sous son nom furent trouvés, longtemps après sa mort, dans une fausse boiserie près de l'appartement où il avait logé. Ces papiers furent alors remis au lord chancelier d'Angleterre. Ce premier dépôt s'augmenta d'une foule de pièces relatives à la même époque et qui sortirent des mains de diverses familles; et toute la collection fut imprimée en 1752.

Page 409. — Le 27 mars 1660, Charles II écrivait à Morrice : « Je suis assuré, « par une personne qui vous fera passer cette lettre, que vous avez un zèle plus « qu'ordinaire pour servir mes intérêts, et que vous avez beaucoup de crédit « près de ceux qui peuvent concourir efficacement à ce but. Je le crois; et je « veux en conséquence vous faire mes remercîments et vous assurer que si vos « amis doivent trouver un jour dans ma bienveillance et mon pouvoir un motif « de se réjouir des services qu'ils m'auront rendus, vous y trouverez égale- « ment votre avantage personnel, et que je serai toujours votre affectionné « ami.

« Charles, roi. »

FIN DES NOTES.

TABLE DES MATIÈRES.

LIVRE PREMIER.

LIVRE DEUXIÈME.

LIVRE TROISIÈME.

LIVRE QUATRIÈME.

LIVRE CINQUIÈME.

LIVRE SIXIÈME.

LIVRE SEPTIÈME.

LIVRE HUITIÈME.

LIVRE NEUVIÈME.

LIVRE DIXIÈME.

LIVRE ONZIÈME.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

